
CANADA, }
Province de Québec. }

COMMISSION ROYALE

In Re

Le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

RAPPORT DU COMMISSAIRE

A l'Honorable M. L. R. MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, &c., &c.

EN CONSEIL.

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR :—

Après avoir consacré plus de deux années aux travaux que Votre Honneur m'a imposés par Commission Royale, en date du 31 décembre 1884, j'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui un rapport complet et final sur l'enquête importante et volumineuse que j'ai faite, et sur les procédés que j'ai cru devoir adopter.

La Commission qui m'a nommé est dans les termes suivants :

L. R. MASSON,

Canada,

Province de Québec.

Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, &c., &c.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT :

ATTENDU, que par un rapport de notre commissaire des chemins de fer pour la Province de Québec, en date du 23 décembre courant, il appert entr'autres faits,

Qu'en décembre 1875, le Gouvernement de Notre province a entrepris de construire le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ;

que l'exécution de cette entreprise a coûté au-delà de \$13,000,000 ; que ce chemin de fer a été vendu par le Gouvernement de Notre province, le 4 mars 1882, partie à la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique et partie à la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Que la partie vendue à la Compagnie du Chemin de fer du Pacifique lui a été livrée le 17 juin 1882, et que la partie vendue à la Compagnie du Chemin de fer du Nord lui a été livrée le premier de juillet mil huit cent quatre-vingt-deux.

Qu'à diverses époques depuis le mois de décembre mil huit cent soixante-quinze, des accusations ont été portées au sujet de la construction et de l'exploitation du dit chemin, de la vente qui en a été faite, du règlement des comptes de l'administration, et de certains faits qui ont suivi la vente.

Que ces accusations ont fait l'objet de discussions, tant dans la législature qu'au dehors ;

Que pendant la dernière session, savoir, le dix-neuvième jour du mois de mai dernier, il a été déclaré que le Gouvernement entendait faire, par une *Commission Royale*, une *enquête* sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du dit chemin de fer, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits qui ont suivi la vente et la livraison ;

ET ATTENDU que *Nous* avons jugé à propos, dans l'intérêt du bon gouvernement de *Notre dite province*, que cette enquête se fasse ;

A CES CAUSES, par et avec l'avis du *Conseil Exécutif* de *Notre Province* de Québec, et sous l'autorité d'un acte de la législature de *Notre dite Province* de Québec, passé dans la *trente-deuxième année de Notre Règne*, intitulé : "*Acte concernant les enquêtes sur les affaires Publiques*," *Nous* constituons et nommons L'HONORABLE ADOLPHE BASILE ROUTHIER, un des juges de la Cour Supérieure pour *Notre dite province*, COMMISSAIRE pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du dit chemin de fer, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit chemin de fer, et qui en ont suivi la vente et la livraison.

Et par les présentes requérons le dit Commissaire de faire rapport, de temps à autre, ou en une seule fois, du résultat de son investigation, et spécialement de ses conclusions sur la question de savoir s'il y a eu faute grave,

négligence coupable, malversation ou abus de pouvoir de la part des officiers du Gouvernement ou autres personnes, en ce qui a rapport aux diverses matières ci-dessus énumérées ;

Et sous l'autorité du susdit acte, *Nous* donnons au dit *Commissaire* le pouvoir d'assigner devant lui toutes personnes ou témoins, et de leur faire rendre témoignage sous serment, soit de bouche, soit par écrit (ou d'affirmation solennelle, si ces témoins ont droit d'affirmation en matière civile), et de leur faire produire les documents et choses que le dit *Commissaire* pourra juger nécessaires pour l'investigation complète des matières qu'il est chargé d'examiner.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes *Lettres-Patentes*, et à icelles fait apposer le *Grand Sceau* de Notre dite Province de Québec : *Témoin*, Notre Fidèle et Bien aimé, L'HONORABLE LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, *Lieutenant-Gouverneur* de la dite Province de Québec, membre de *Notre Conseil Privé* pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce trentième jour de Décembre, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatre, et de Notre Règne la quarante-huitième.

Par ordre,

J. BLANCHET,
Secrétaire.

Cette Commission n'était accompagnée d'aucunes instructions, et la première question que je me posai fut de savoir quelles seraient exactement les matières de l'enquête que l'on me chargeait de faire, et quel champ cette enquête devait embrasser.

La réponse à cette question se trouve dans le discours que je prononçai à l'ouverture de l'enquête, et qui se lit comme suit :

“Après la lecture de ma Commission il ne me paraît pas inutile de faire connaître au public comment je la comprends, et de quelle manière j'entends remplir les devoirs qu'elle m'impose.

Quelle doit être la matière de cette enquête, et dans quelles limites doit-elle être circonscrite? Voilà la première question qu'il faut élucider.

“ Ma Commission me charge de faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du chemin de fer, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit chemin de fer et qui en ont suivi la vente et la livraison.”

Ces termes sont très généraux et très étendus, et je ne cacherai pas que pour alléger ma responsabilité j'aurais préféré un mandat plus limité et plus précis. Aussi ai-je tenté d'obtenir du Gouvernement des instructions supplémentaires spécifiant expressément les griefs et les accusations dont je devrais tout particulièrement m'enquérir.

Mais le Gouvernement n'a pas cru devoir accompagner ma Commission d'aucunes instructions, et je m'explique bien pourquoi: c'est qu'il n'a pas voulu qu'on lui vînt dire plus tard: vous avez trop limité l'enquête.

C'est donc à moi que la responsabilité incombe de tracer le cercle dans lequel doit être renfermée cette enquête, aux termes de ma Commission.

Si j'en devais prendre les termes à la lettre je pourrais mettre devant le public et devant les Chambres tous les détails de cette immense entreprise et tous les faits qui s'y rattachent, accomplis depuis dix ans. Mais alors j'entreprendrais un travail d'une utilité douteuse, que personne ne demande, je pense, et dont on ne saurait prévoir ni les dimensions, ni le coût, ni la fin.

Ce n'est pas ainsi que je comprends ma Commission, et pour la mieux interpréter je dois référer aux motifs qui l'ont fait émaner, et qui s'y trouvent consignés.

Pourquoi cette enquête a-t-elle été considérée comme nécessaire?

Parce qu'on a porté à diverses époques contre les Gouvernements qui se sont succédés dans la Province de Québec depuis 1875 diverses accusations concernant la construction, l'exploitation et la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Voilà ce qui a motivé l'institution de cette Commission.

On veut savoir si ces accusations sont fondées ou ne le sont pas, s'il y a eu faute grave, négligence coupable, malversation ou abus de pouvoir quelque part.

J'en conclus que je ne suis pas tenu d'étendre le cercle de cette enquête à tous les détails et à tous les faits qui concernent le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis ses commencements jusqu'à ce jour, mais que cette enquête doit être limitée aux détails administratifs qui ont servi de base à des accusations.

Quant à ceux au sujet desquels aucune accusation n'a été portée ce serait peine et frais inutiles de m'en enquérir, et je n'y référerai dans mon rapport qu'autant qu'il sera nécessaire pour l'intelligence des faits et l'appréciation de l'ensemble.

Ainsi tracé, le champ de cette enquête est encore très vaste, et permettra à tous les accusateurs d'être entendus, soit sur les détails de construction et d'administration, soit au sujet de la vente et des faits subséquents qui s'y rattachent.

Pendant la dernière session, plusieurs députés ont proposé que je fusse spécialement chargé de m'enquérir de diverses accusations qu'ils formulaient. La Chambre a cru devoir repousser ces propositions, parce qu'elle a préféré me laisser la tâche de prononcer moi-même sur ce qui doit ou ne doit pas être matière à enquête.

Quelques députés ont pensé que par ses votes là-dessus la Chambre m'interdisait de m'enquérir des accusations spécifiées dans les amendements rejetés. " "

Tel n'est pas mon avis, et comme la plupart de ces accusations rentrent dans les limites que je me suis tracées, j'ai donné aux députés qui les ont formulées un avis spécial les informant que j'étais prêt à les entendre, eux et leurs témoins.

Mais il est d'autres accusations dont ma Commission ne me permettrait pas de m'enquérir. L'une d'elles, formulée par M. Whyte, est dans les termes suivants: "Que L. A. Sénécal a récompensé le parti conservateur de lui avoir vendu la Section Est du chemin à des conditions ruineuses pour la province, et a donné à Sir Hector Langevin \$100,000 ainsi que d'autres sommes, dont les montants furent dépensés en faveur des candidats du parti conservateur dans les élections générales pour la Chambre des Communes du Canada dans le mois de juin 1882."

Il me paraît évident qu'en entrant sur ce terrain je commettrais un excès de juridiction et un abus de pouvoir. Le Gouvernement de la Pro-

vince de Québec n'a pas pu me conférer le droit de m'enquérir des élections fédérales et des souscriptions qu'elles ont pu occasionner.

Jé n'ai pas non plus à faire le procès du parti conservateur, ni d'aucun autre parti politique, qui ont leurs juges naturels dans les parlements et dans le peuple ; mais j'ai à m'enquérir de certains actes administratifs des Gouvernements qui ont construit, exploité et vendu le chemin de fer Q., M., O. et O.

Deux autres accusations, qui en réalité n'en forment qu'une seule, ne peuvent non plus rentrer dans les limites assignées par ma Commission *telles qu'elles sont formulées*. Elles se rapportent aux élections générales provinciales de 1881, et allèguent que M. L. A. Sénécal aurait alors souscrit certaines sommes pour l'élection des candidats ministériels qui auraient subéquemment, en 1882, voté pour la vente du chemin de fer.

Supposé que M. Sénécal ait souscrit aux élections générales de 1881, ainsi qu'on le prétend, je ne vois aucune connexité *nécessaire* entre cette souscription et le vote des députés élus, donné en 1882 en faveur de la vente.

Pour établir cette connexité, il faudrait que dès l'époque des élections de 1881 M. Sénécal se fût proposé de former plus tard un syndicat, pour acheter le chemin de fer, *et se fût assuré dès lors l'appui des candidats, qui lui aurait été promis en considération de sa souscription*.

Sans une corrélation de ce genre entre les deux actes et les deux dates, la souscription électorale de 1881 ne pourrait pas être considérée comme une corruption du vote donné en 1882 par le candidat devenu député.

C'est la jurisprudence établie dans les contestations d'élection. Le vote d'un électeur en faveur d'un candidat n'est pas vicié par le seul fait que ce candidat a rendu antérieurement service à cet électeur, ou lui a procuré quelques avantages, sans qu'il fût question d'aucune élection à venir. Les mêmes principes doivent nous guider ici.

S'il en était autrement, il faudrait dire que tout vote d'un député en faveur du ministère, ou en faveur de l'opposition est corrompu, parce que ce sont les ministres ou les chefs de l'opposition qui ont contribué à son élection par leur influence, leur travail, ou leurs souscriptions au fonds électoral.

Ce serait un rigorisme exagéré, et en même temps une injure à l'honneur et à la dignité du corps représentatif. Jusqu'à preuve du contraire, il

faut croire, 1^o que tous ceux qui souscrivent au fonds électoral ne le font pas dans un but corrompu, 2^o qu'un député doit savoir témoigner sa reconnaissance à ceux qui ont pu contribuer à son élection autrement qu'en leur sacrifiant son indépendance.

Si la Commission se laissait entraîner à faire une enquête sur les deux chefs d'accusation ci-dessus mentionnés il faudrait faire le procès de tous les députés élus en 1881, mettre en doute la pureté et la légalité d'élections qui n'ont pas été contestées, et les droits acquis des députés élus, s'enquérir des souscriptions qui ont pu être faites au fonds électoral de chaque parti, et de l'emploi qui a été fait de ces fonds électoraux—tout cela, pour apprécier les actes administratifs du Gouvernement d'alors.

Eh ! bien, je crois que ces actes administratifs pourront être examinés, mis en lumière, et jugés sans que nous descendions dans l'arène électorale de 1881, d'où nous pourrions peut-être difficilement remonter.

Pour ces raisons, je crois devoir écarter du champ de cette enquête les deux accusations *formulées comme je l'ai dit plus haut*. Mais si l'on m'offrait la preuve que des députés ont voté en faveur de la vente du chemin de fer moyennant considération en argent ou autres valeurs, je l'accepterais comme pertinente à l'objet de cette enquête.

La preuve à faire se composera de documents publics et de témoignages, et j'ai cru devoir, avant de commencer l'audition des témoins, prendre connaissance de tous les documents, publics et non publics, qui pouvaient me renseigner sur la matière de cette enquête. Mon intention est de n'obtenir que la preuve testimoniale nécessaire pour expliquer et compléter la preuve documentaire.

J'ose espérer qu'elle ne sera pas aussi volumineuse ni aussi dispendieuse qu'on pourrait le craindre.

Je n'ai aucune objection—au moins jusqu'à nouvel ordre—to admettre le public et les rapporteurs de la presse aux séances de cette Commission.

Mais pour qu'elle ne devienne pas un obstacle à nos travaux, je désire que la presse se contente de rapporter fidèlement les témoignages, sans commentaires.

Je considérerais comme nuisible à l'œuvre commencée toutes attaques et critiques dirigées soit contre la Commission, soit contre les témoins, soit contre les personnes incriminées par les témoignages. Si des abus de ce

genre se produisaient, je serais forcé de refuser à la presse l'admission que je lui accorde aujourd'hui très volontiers. C'est quand la Commission aura fini ses travaux qu'on pourra la juger, ainsi que la cause qui lui est confiée."

Ce discours ayant été reproduit par la presse, quelques journaux en prirent occasion de critiquer la Commission elle-même, et les limites dans lesquelles le Commissaire entendait renfermer son action.

On se plaignit d'abord de ce que le Commissaire ne paraissait pas au fait des questions qui lui étaient soumises, et l'on donna pour raisons : 1° Que le Commissaire avait dû par devoir s'abstenir complètement depuis plusieurs années de prendre aucun intérêt dans les luttes politiques ; 2° que les graves événements politiques et sociaux qui constituaient le fond du litige s'étaient produits pendant que M. le Commissaire voyageait en Europe.

Comme question de fait, je crois devoir déclarer que le Commissaire n'était pas en Europe, mais à Québec, lorsque les événements, dont il est question, se sont accomplis, et je puis même ajouter que j'ai assisté à la plus grande partie des importants débats qui eurent lieu dans les Chambres au sujet de la vente du chemin de fer.

Mais en supposant le contraire, je ne saurais y voir une cause d'incapacité de la part du Commissaire. On admettra généralement, je pense, qu'un tribunal n'est pas incompetent à instruire et juger une cause parce que le juge n'a pas une connaissance personnelle des faits de cette cause, avant qu'elle ne lui soit soumise.

Quant à la première raison invoquée contre la nomination du Commissaire, je crois qu'elle est d'autant moins fondée *en droit*, qu'elle l'est plus *en fait*.

Oui, le Commissaire a dû s'abstenir et s'est abstenu de prendre aucune part dans les luttes politiques dont il est question ; mais, je le demanderai à tout esprit non préjugé, n'est-ce pas là précisément ce qui rend le Commissaire plus habile à remplir les devoirs que la Commission lui impose ? Que n'eût-on pas dit du Gouvernement, si au lieu de choisir comme Commissaire un magistrat placé en dehors et au-dessus des luttes politiques, il eut choisi un des hommes engagés dans ces luttes, soit comme député, soit comme journaliste, soit même comme simple électeur, appartenant à l'un des partis politiques qui se disputent le pouvoir dans cette province.

Il ne saurait y avoir deux opinions sur ce point ; il était du devoir du Gouvernement de choisir, pour faire cette enquête, un homme qui n'avait pas été et qui n'était pas mêlé aux luttes politiques, et qui n'avait d'autre connaissance personnelle des faits dont il devait s'enquérir, que celle qu'il avait pu acquérir par la lecture des journaux et des documents publics.

On devra admettre également qu'en choisissant cet homme dans la magistrature le Gouvernement s'assurait de nouvelles garanties de compétence et d'impartialité.

On a prétendu aussi que le Gouvernement aurait dû avoir devant la Commission *un avocat sérieux, expérimenté, pour représenter l'intérêt public, et préparer la cause.*

Il y a plusieurs réponses à faire à cette critique.

En premier lieu, on ne soutiendra pas, je suppose, que le Gouvernement eût dû choisir cet avocat parmi ses adversaires ; et d'un autre côté, il se serait exposé à une critique assez juste en le choisissant parmi ses amis, puisqu'en réalité le Gouvernement lui-même se trouvait l'un des accusés devant la Commission.

On dira peut-être qu'alors le Gouvernement devait choisir cet avocat parmi les quelques membres du barreau qui ne prennent aucune part aux luttes politiques ; mais supposé qu'il fût absolument indifférent à la politique, cet avocat n'en eût pas moins dû agir suivant les instructions qu'il aurait reçues. En réalité, c'eût été le Gouvernement lui-même, qui, par l'entremise de son procureur, eût préparé la cause dans laquelle il était accusé, et circonscrit le champ de l'enquête. Il me semble qu'un tel procédé eût prêté le flanc à beaucoup d'attaques et n'eût pas été sage.

En second lieu, si le Gouvernement s'était fait représenter par un avocat devant la Commission, il y a lieu de croire que l'opposition, par son chef, l'Hon. M. Mercier, eût prétendu s'y faire représenter également à titre d'accusateur. De même, et avec non moins de raison, les anciens ministres, tels que les Honorables MM. de Boucherville, Joly et Chapleau, contre chacun desquels ont été portées diverses accusations dont j'ai eu à m'enquérir, auraient pu confier à des avocats leur défense devant la Commission. Il va sans dire que M. Sénécal, qui était en réalité le principal accusé, eût pu réclamer le même privilège, et j'aurais dû en justice lui en permettre l'exercice.

Or, je le demande, quand une Commission ainsi organisée eût-elle vu la fin de ses travaux ? De combien de volumes se fût composée une enquête ainsi conduite ? Peut-on se faire une idée des dépenses qu'elle eût entraînées ?

— C'est possible, dira-t-on peut être, mais les fins de la justice eussent été mieux remplies.

— Eh ! bien, tel n'est pas mon avis. Dans tous les cas, je crois que si quelqu'un a droit de se plaindre de la manière dont la Commission a été organisée et de ses procédés, ce ne sont pas les accusateurs, mais les accusés.

D'une part, les accusateurs ont été amenés devant la Commission, et là, non seulement ils ont porté toutes les accusations qu'ils ont voulu contre des absents, mais il leur a été permis de communiquer au Commissaire tous les renseignements et toutes les informations qui se rattachaient à ces accusations. On verra par la lecture de l'enquête que plusieurs de ces accusateurs, entendus comme témoins, ne se sont pas contentés d'affirmer sous serment des faits qu'ils pouvaient connaître personnellement, mais ont fait de véritables plaidoiries, des réquisitoires, invoquant des présomptions, des rumeurs, des articles de journaux, faisant des inductions, des suppositions, des raisonnements, et tirant des conclusions plus ou moins logiques, sans s'inquiéter de savoir si les faits qu'ils prenaient comme point de départ étaient légalement prouvés. Sans doute, j'aurais pu les arrêter, et ne pas permettre une preuve contraire à toutes les règles de la jurisprudence ; mais, 1^o j'ai considéré que j'occupais la position d'un juge d'instruction, et que je n'étais pas lié par les règles strictement reconnues en matière de preuve ; 2^o j'ai voulu sincèrement découvrir les fautes commises, et connaître la vérité. C'est pourquoi j'ai cru devoir recueillir tout ce qui est tombé de la bouche des témoins, même ce qui ne fait aucune preuve légale, sauf à apprécier plus tard la valeur de ces témoignages.

J'ose donc espérer que sous ce rapport on ne soutiendra pas que l'instruction des faits n'a pas été aussi large et aussi libre que possible.

De la part des accusés, il n'a pu en être de même, et ils se sont trouvés inévitablement dans une position très désavantageuse.

Une masse de preuves plus ou moins directes et plus ou moins légales a été accumulée contre eux, derrière leur dos ; une foule de faits, d'insinuations, de présomptions et d'accusations a été recueillie par le Commissaire

contre ces divers accusés, et ils n'en ont connu que ce que le Commissaire leur a révélé en les soumettant eux-mêmes à des interrogatoires plus ou moins circonstanciés.

On comprend facilement quel immense avantage ils auraient pu retirer dans ces circonstances des services d'un avocat qui les aurait mis au fait de toute la preuve, par l'entremise duquel ils auraient pu produire d'autres faits, d'autres documents et d'autres témoins à déchargé peut-être, que le Commissaire pouvait ignorer. Je n'ai aucun doute qu'il y a dans cette enquête des avancées injurieuses et préjudiciables à certains hommes, dont ils n'ont pas eu l'avantage de prouver la fausseté, et qui resteront à perpétuité imprimés contre eux dans un document public.

Ce grave inconvénient était inévitable, quoique je puisse me rendre le témoignage de m'être efforcé d'y remédier dans la mesure du possible.

J'ai donc raison de conclure que ce sont les accusés plutôt que les accusateurs qui seraient peut-être justifiables de se plaindre de l'organisation et des procédés de la Commission. On conçoit d'ailleurs que les accusateurs n'y ont rien risqué, tandis que la réputation des accusés s'y trouve mise en péril.

En troisième lieu, je dirai que si le Gouvernement n'a pas spécialement chargé un avocat de préparer la cause, et de faire le dossier qui accompagne le présent rapport, il a nommé comme secrétaire de la Commission, un avocat pratiquant, qui a plusieurs années d'expérience, et qui, appartenant, si je ne me trompe, au groupe de conservateurs qui a condamné la vente du chemin de fer.

Sans remplir exactement le rôle d'un avocat dans la Commission, il a été permis à ce secrétaire d'interroger les témoins, quand il l'a voulu, de faire au Commissaire les suggestions qu'il a cru opportunes, et de lui fournir tous les renseignements qu'il a pu recueillir au dehors.

Je crois avoir suffisamment répondu aux critiques dirigées contre la nomination et l'organisation de la Commission elle-même. Il me reste à justifier l'interprétation que j'ai cru devoir donner à ma Commission, et la délimitation que j'ai cru devoir assigner au champ de cette enquête.

En tenant compte des causes qui avaient rendu l'institution de cette Commission nécessaire, et de l'objet que le Gouvernement avait en vue en l'instituant, j'ai cru que cette enquête devait être limitée aux détails admi-

nistratifs de construction, d'administration et de vente, qui avaient donné lieu à des accusations publiques.

On ne me reprochera pas, j'espère, d'avoir tracé ce premier cercle autour du champ de cette enquête. Car si j'avais été au-delà, et si j'avais voulu mettre devant le public et devant les chambres tous les détails de cette immense entreprise, depuis 1875 jusqu'à 1885 inclusivement, il aurait été difficile de prévoir l'étendue, la fin, et le coût des travaux de cette Commission.

Ainsi limité, le champ de l'enquête restait encore très vaste et permettait à tous les accusateurs d'être entendus.

Mais il fallait déterminer expressément quelles étaient les accusations qui avaient été portées depuis 1875 inclusivement, relativement au chemin de fer, contre les Gouvernements qui avaient successivement administré cette grande entreprise. Il fallait en faire le relevé et la classification, en déterminer la nature, l'origine et les circonstances. Il fallait constater quels documents publics ou quels témoins pouvaient établir que ces accusations étaient ou n'étaient pas fondées.

Ce fut l'objet de travaux préliminaires considérables, et je dûs consacrer plusieurs mois à l'étude des rapports, des comptes publics, des journaux des chambres, des débats, des enquêtes déjà faites, et de tous les autres documents qui pourraient m'aider à faire le dossier de cette immense affaire, et à composer une espèce de réquisitoire propre à me guider dans l'instruction et dans l'interrogatoire des témoins.

Cependant, parmi les accusations que j'eus ainsi l'occasion de relever, et qui étaient consignées, soit dans les documents publics, soit dans les débats des chambres, soit dans les journaux, il s'en trouva que je ne crus pas devoir admettre, comme pertinentes à cette enquête *dans la forme qui leur avait été donnée par les accusateurs.*

C'est particulièrement sur ce point que certains journaux ont critiqué ma manière de voir. Mais je pense que ces journaux n'avaient pas saisi toute ma pensée et qu'il y a eu entre nous un mal-entendu.

Mon intention, comme on le verra par l'enquête, n'était pas d'exclure du champ de la preuve, les faits qui constituaient le fond même de ces accusations, mais de faire comprendre aux accusateurs qu'il fallait les formuler autrement pour les faire rentrer dans le cercle de l'enquête.

Pour jeter plus de lumière sur ce point, il faut entrer dans quelques développements.

Dans les séances de l'assemblée législative, aux dates des 17 et 18 avril 1885, plusieurs accusations avaient été formulées par les députés de l'opposition, entr'autres les suivantes :

" Que vingt membres de cette chambre, qui ont voté pour la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ont été élus au moyen de l'argent ou autre valeur que L. A. Sénécal, alors surintendant du dit chemin, ou le syndicat dont il était membre, leur procura, soit directement, soit indirectement.

" Que dans les élections générales de décembre 1881, L. A. Sénécal, alors surintendant du chemin de fer, aurait souscrit certaines sommes pour favoriser les élections des candidats ministériels dans différents comtés de la province, ainsi qu'admis par lui dans sa déposition sous serment, dans une cause devant la Cour Supérieure du district de Montréal, sous le No. 293, entre François Côté, demandeur, et le dit L. A. Sénécal, défendeur."

Or, dans le discours que je prononçai à l'ouverture de l'enquête, j'exprimai l'opinion que ces deux accusations ne pouvaient pas entrer dans les limites assignées par ma Commission *telles qu'elles étaient formulées*. On n'a pas paru tenir compte de ces derniers mots :—*telles qu'elles étaient formulées*—et c'est de là qu'a surgi le dissentiment entre quelques journaux et le Commissaire.

En quoi la forme de ces accusations était-elle défectueuse et insuffisante?—je m'expliquai là-dessus assez clairement, il me semble, en disant :

" Supposé que M. Sénécal ait souscrit aux élections générales de 1881, ainsi qu'on le prétend, je ne vois aucune connexité nécessaire entre cette souscription et le vote des députés élus, donné en 1882, en faveur de la vente."

Il y avait donc à mon avis dans ces accusations *telles que formulées*, une lacune qu'il fallait combler pour les faire rentrer dans le cadre de l'enquête. C'est pourquoi j'ajoutais :

" Pour établir cette connexité, il faudrait que dès l'époque des élections de 1881 M. Sénécal se fût proposé de former plus tard un syndicat, pour acheter le chemin de fer, et se fût assuré dès lors l'appui des candidats, qui lui aurait été promis en considération de sa souscription."

“Sans une corrélation de ce genre entre les deux actes et les deux dates, la souscription électorale de 1881 ne pourrait pas être considérée comme une corruption du vote donné en 1882 par le candidat devenu député.”

“C'est la jurisprudence établie dans les contestations d'élection, et le vote d'un électeur en faveur d'un candidat n'est pas vicié par le seul fait que ce candidat a rendu antérieurement service à cet électeur, ou lui a procuré quelques avantages, sans qu'il fût question d'aucune élection à venir. Les mêmes principes doivent nous guider ici.”¹⁰¹

Je développais ces considérations, comme on l'a vu plus haut, et je terminais en disant :

“Pour ces raisons, je crois devoir écarter du champ de cette enquête ces deux accusations, formulées comme je l'ai dit plus haut. Mais si l'on m'offrait la preuve que des députés ont voté en faveur de la vente du chemin de fer moyennant considération en argent, ou autres valeurs, je l'accepterais comme pertinente à l'objet de cette enquête.”

Comme on le voit, j'indiquais aux accusateurs à quelles conditions je recevrais la preuve de leurs accusations. Je leur montrais comment des faits accomplis en 1881 pouvaient être rattachés à la vente votée en 1882 et la vicier. En un mot, je leurs suggérais la preuve à faire pour que les souscriptions aux élections de 1881 pussent être regardées comme une corruption du vote donné par les députés en 1882.

Remarquons bien que ma Commission ne me chargeait pas de m'enquérir de la pureté et de la légalité des élections de 1881, ni des souscriptions électorales qui avaient pu être faites à cette époque, par qui que ce soit. Mais parmi les questions qu'elle proposait à mon investigation était celle de savoir, si la vente du chemin de fer avait été valablement consentie par les représentants de la Province de Québec, et si leur vote en faveur de cette vente avait été libre, indépendant et pur.

C'est sur ce terrain seulement que les souscriptions électorales de 1881 pouvaient être amenées incidemment. Elles pouvaient ainsi devenir l'objet de la preuve à faire ; mais il fallait pour cela alléguer et prouver que M. Sénécal voulait acheter le chemin de fer dès 1881, et que les candidats aux élections générales de cette année (1881) lui avaient promis leur appui en considération des souscriptions qu'il aurait faites en leur faveur. En un mot il fallait formuler l'accusation de manière à établir qu'il y avait connexité entre les deux actes, et que le vote des députés sur la vente en 1882 avait été corrompu par les souscriptions de M. Sénécal en 1881.

C'est pourquoi j'ai toujours cru devoir, dans le but de m'enquérir sur ce point légalement et pertinemment, poser aux témoins assignés la question suivante :

“ On a dit que plusieurs des députés qui ont voté en faveur de la vente l'ont fait en considération de sommes d'argent, de promesses, de souscriptions électorales, ou d'autres faveurs : avez-vous quelques renseignements à donner à la Commission sur cette accusation ? ”

On verra en lisant l'enquête que j'ai posé cette question à tous les témoins que je croyais capables de me renseigner là-dessus, et spécialement aux députés. La forme de cette question a pu varier quelque peu, mais le fonds était le même, et les témoins qui pouvaient connaître quelque chose au soutien de cette accusation, étaient mis en demeure de le dire.

On verra de plus que j'ai permis à l'Honorable M. Mercier de produire devant la Commission certain livret appartenant à M. Sénécal, et dans lequel ce dernier avait noté les souscriptions électorales qu'il se proposait de faire en 1881 ; que j'ai interrogé M. Sénécal au sujet de ce livret, qu'il l'a reconnu, et qu'il a même répondu, sans y être tenu légalement, à certaines questions concernant des affaires absolument personnelles.

Lors donc que j'exprimais l'opinion que les deux accusations citées plus haut n'entraient pas dans le cadre de l'enquête, *telles qu'elles étaient formulées* je voulais tout simplement qu'on ne m'entraînât pas à faire le procès des élections de 1881, sans rattacher les faits qui s'y rapportaient au sujet et à l'objet de cette enquête ; mais en même temps j'indiquais les circonstances et les faits qui pouvaient créer un lien entre les souscriptions électorales de 1881, et le vote des députés sur la vente en 1882.

Restait aux accusateurs d'établir ce lien par une preuve légale, et l'on verra par l'enquête qu'ils ont été mis en demeure de faire cette preuve.

Quant aux accusations dont l'objet rentrait clairement dans le cadre de cette enquête et qui avaient été portées dans les séances des 17 et 18 avril 1885, non seulement je me déclarai prêt à en recevoir la preuve, mais je fis signifier aux députés qui les avaient formulées un avis par écrit pour les mettre en demeure de me fournir cette preuve. On pourra lire ces avis, et les réponses qui ont été faites, dans la *Preuve documentaire*. Je fis plus, et quelques semaines avant l'ouverture de l'enquête, presque tous les journaux anglais et français de la Province de Québec publièrent à ma demande l'avis suivant :

COMMISSION ROYALE.

Enquête sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Le Commissaire soussigné, chargé de faire une enquête sur " les détails administratifs de la construction, de l'exploitation et de la vente du dit chemin de fer, de même que sur le règlement final des comptes et autres faits se rapportant au dit chemin de fer, et qui en ont suivi la vente et la livraison," donne avis public qu'il commencera l'audition des témoins assignés pour cette enquête le *vingt-troisième* jour de *septembre* courant, à *dix* heures du matin, au Palais Législatif de Québec, dans la chambre occupée pendant la dernière session par la Commission de la codification des lois.

Toutes personnes connaissant des faits relatifs aux matières de la dite enquête sont invitées à se mettre en communication avec le Commissaire, et à lui fournir les renseignements qu'elles possèdent, soit verbalement, soit par écrit, soit avant le vingt-trois septembre, soit postérieurement dans le cours de l'enquête.

A. B. ROUTHIER,
Commissaire-Royal.

Québec, 3 septembre 1885.

J'ai confiance que ces procédés seront approuvés et reconnus comme une preuve de ma bonne foi dans l'accomplissement des devoirs que ma Commission m'a imposés, dans l'interprétation de cette Commission, et dans la délimitation du champ de cette enquête.

Pour procéder avec ordre, et de manière à ce qu'on puisse bien comprendre et juger la suite de mon travail, il me semble que je dois tout d'abord faire bien connaître l'entreprise autour de laquelle se groupent les accusations que nous aurons à examiner.

Il convient donc que nous commençons par en faire l'histoire.

PRÉCIS HISTORIQUE.

La première tentative de construire un chemin de fer sur la rive Nord du St-Laurent entre Québec et Montréal remonte à l'année 1853.

Les motifs et le but de cette entreprise sont énoncés dans le préambule du statut 16 Vic., chap. 100, comme suit :

“ Attendu que la construction d'un chemin de fer qui reliait les extrémités de la province contribuerait grandement à promouvoir les intérêts et le bien être de ses habitants, et qu'il est en conséquence désirable qu'un chemin de fer soit construit pour relier la cité de Québec, dans une ligne aussi directe que possible, avec ce chemin de fer projeté qui doit aller de la cité de Montréal vers l'Ouest, et relier ainsi le dernier par une ligne directe et avantageuse avec le chemin de fer projeté entre Québec et les limites est de la province ; et attendu que pareille ligne, passant à travers une section très importante et très populeuse de ce pays, peut être tracée sur la rive Nord du fleuve St-Laurent ; etc., etc.”

Cette loi autorisait la formation d'une compagnie nommée “ la Compagnie du Chemin de Fer de la rive Nord ” et la construction par cette compagnie d'un chemin de fer allant de Québec à Montréal, et pouvant être relié au-delà à tout autre chemin courant vers Kingston ou Ottawa. Elle réglait la souscription des actions, l'emploi du capital souscrit, la gestion de la compagnie, son personnel et ses pouvoirs, les droits des actionnaires, l'émission de débentures par la dite compagnie pour lui faciliter l'emprunt des capitaux requis, et la construction du chemin.

Par cette loi enfin, le Gouvernement se faisait octroyer le droit de prendre possession du chemin après un certain temps, et à certaines conditions énumérées en la section 25 du dit acte.

Cette législation fut plusieurs fois amendée dans les années qui suivirent. Des octrois de terres furent accordés pour favoriser la construction du chemin projeté. Mais les capitaux faisaient défaut. Les efforts tentés en Angleterre pour en obtenir échouèrent, et la législation fut longtemps sans résultats tangibles.

Plus tard, deux compagnies se formèrent, l'une pour construire un chemin de fer de Québec à Montréal, et l'autre pour la construction du chemin de fer de Colonisation du Nord, de Montréal à Ottawa. Le Gouvernement leur accorda des subventions en terres et en argent.

Mais ces compagnies, même avec les subventions du Gouvernement et les souscriptions municipales, furent impuissantes à poursuivre l'exécution de ces vastes entreprises, et l'on agita la question de savoir si le Gouvernement ne devait pas se charger lui-même de construire ces grandes voies ferrées, depuis longtemps jugées utiles, sinon nécessaires.

En 1875, le Gouvernement, ayant à sa tête l'Hon. M. de Boucherville, se décida à construire lui-même, et confia l'entreprise à deux contracteurs, l'Hon. M. McGreevy et M. Duncan Macdonald ; le premier entreprenant de construire la section Est, s'étendant de Québec à Montréal, et l'embranchement des Piles, le second devant construire la section Ouest, s'étendant de Montréal à Aylmer, avec l'embranchement de St. Jérôme.

C'est alors que fut passé le Statut de Québec 39 Vic., chap. 2, dont le préambule me paraît bon à citer.

“ Attendu que ‘ la Compagnie du Chemin de Fer de la rive Nord,’ et ‘ la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal, Ottawa et Occidental,’ jusqu’ici connue sous le nom de ‘ la Compagnie du Chemin de Fer de Colonisation du Nord,’ ont respectivement signifié au Lieutenant-Gouverneur leur impuissance à poursuivre la construction des dites lignes de chemin ; et attendu qu’elles ont respectivement déclaré être prêtes à faire la cession au Gouvernement de la Province de Québec de la propriété et des droits des dites corporations, si le Gouvernement consentait à entreprendre la construction des chemins de fer avec les embranchements d’iceux aux Grandes Piles, et à St. Jérôme ; et attendu qu’il est de l’intérêt public que les dits chemins soient construits, et au-delà prolongés comme ci-après exposé ; en conséquence, Sa Majesté, &c., &c.”

C'est ainsi que le Gouvernement de la Province de Québec fut amené à se charger de l'exécution de cette entreprise.

Il la considéra comme une mesure d'intérêt public, dans laquelle l'avenir de la province se trouvait partiellement engagé ; et comme toutes les tentatives dues à l'initiative privée avaient échoué jusque-là, il en conclut qu'il devait assumer lui-même la construction du chemin. (a)

(a) Cette politique fut blâmée, comme nous le verrons plus loin, et nous aurons occasion d'en faire voir les avantages et les inconvénients

Cependant il arriva bientôt ce qui arrive inévitablement dans l'exécution de toutes les entreprises de ce genre : tout n'avait pu être prévu par les contrats, et les prix convenus furent insuffisants.

Il est bien rare que celui qui construit ne soit pas trompé dans ses calculs, surtout quand il s'agit d'ouvrages aussi considérables. On sait combien le Grand Tronc l'a été, et quelles dépenses énormes et imprévues il a dû faire. On sait également combien de millions il a fallu pour achever la construction de notre chemin de fer du Pacifique.

La Province de Québec devait donc s'attendre à dépasser bientôt les chiffres d'abord fixés. Il est à peine nécessaire de dire qu'elle ne construisait pas pour spéculer ni dans l'espoir de retirer un fort intérêt sur les capitaux que l'entreprise allait absorber. Non, ce qu'elle avait en vue c'était l'intérêt de l'agriculture et du commerce, et le plus grand avantage de ses habitants. Comme spéculation, l'entreprise eût été une folie.

En vertu de la loi (39 Vict., chap. 2,) la construction du dit chemin de fer et son administration furent placées sous le contrôle de trois Commissaires nommés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, les Hons. MM Malhiot, Irvine et Chinic.

Dès leur premier rapport en date du 31 décembre 1877, (je veux dire le premier qui ait été publié) ces Commissaires reconnaissaient, 1^o l'utilité de quelques changements dans le tracé, 2^o l'insuffisance des spécifications et des quantités d'ouvrages portées aux contrats, 3^o la nécessité de payer des sommes additionnelles aux contracteurs.

Parlant de la section Ouest ils disaient :

“Cependant il ne faut pas oublier que le chemin ne pouvait pas être construit pour le prix porté au contrat intervenu entre le Gouvernement et l'entrepreneur.

“D'abord une proportion considérable d'ouvrage avait été faite avant la date de ce contrat, dans un temps où le prix de la main d'œuvre et des matériaux était très élevé ; ensuite, le coût des terrains requis pour le chemin, qui avait été porté dans la Cédule à \$150,000 va s'élever à \$436,000 ; de plus les quantités d'ouvrages mentionnées dans la Cédule étaient insuffisantes et seront considérablement dépassées ; et enfin une quantité considérable de maçonnerie faite sous l'ancienne compagnie a dû être reconstruite. Toutes ces causes ont contribué à augmenter le coût de l'ouvrage et à mettre l'entrepreneur dans l'embarras où il s'est trouvé, et où il se trouve encore.”

Relativement à la section Est, l'augmentation du coût des travaux se compliquait d'un changement de tracé entre Maskinongé et Terrebonne, qui naturellement altérerait les conditions et les obligations de l'entrepreneur, et qui devait entraîner d'autres conséquences dont nous parlerons plus loin.

Avant de prendre une décision au sujet de ce nouveau tracé, les Commissaires firent faire des explorations, et soumièrent au Gouvernement les rapports des ingénieurs et leur propre rapport. Le nouveau tracé fut adopté par le Conseil Exécutif.

Les travaux furent alors poursuivis avec activité, et dans le cours de leur exécution de nouveaux changements dans les contrats furent jugés nécessaires.

Pour faire face au coût de l'entreprise, et aux dépenses imprévues de son exécution, il fallut faire divers emprunts, auxquels nous reviendrons quand nous parlerons de la dette que la province a dû contracter pour cet objet.

Bientôt il fallut songer à ce que la province devrait faire de son chemin de fer, quand il serait terminé.

Nos hommes politiques ont semblé être d'accord à croire que l'exploitation du chemin de fer par le Gouvernement donnerait lieu à des déceptions, et ne rapporterait pas des bénéfices proportionnés à ce qu'il coûtait. Aussi le Gouvernement pensa-t-il dès le début à remettre cette exploitation en d'autres mains ; ce fut le dessein de l'hon. M. de Boucherville en 1877, et des soumissions furent demandées pour cet objet. Par ses offres de louer, le Gouvernement s'engageait à livrer aux locataires le chemin de fer *en état de parfait achèvement*—ce qui devait entraîner encore d'énormes dépenses.

Parmi les soumissions faites en janvier suivant (1878) se trouvent :

1^o Celle de M. de Bellefeuille, agissant comme procureur de Sir Hugh Allan et autres, et offrant soit \$350.00 par mille pour la section Ouest (138 milles) et \$250.00 par mille pour la section Est (188 milles) formant en tout \$95,300.

2^o Celle de F. B. McNamee & Co., offrant 20 pour 100 des revenus bruts.

3^o Celle de Vernon Smith et celle de Millar, offrant le même prix, 20 o/o.

4° Celle de P. Mitchell et autres, offrant soit \$170,000 par an, et 40 o/o de la balance des recettes nettes, déduction faite des \$170,000, soit \$170,000 par an, et 2 o/o des recettes brutes, soit 18½ o/o des recettes brutes.

5° Celle de Sénécal et autres, offrant \$50,000 par an, plus 15 o/o sur les recettes brutes.

6° Celle de Duncan McDonald offrant pour la section Ouest \$60,000 par an, ou 25 o/o sur les recettes brutes.

Les chiffres de toutes ces soumissions démontrent l'incertitude des calculs que l'on faisait alors sur les revenus probables du chemin, et prouvent en même temps que l'on ne comptait pas sur des revenus considérables.

M. de Boucherville fut démis avant d'avoir fait aucun contrat de louage et avant l'achèvement des travaux. Mais son successeur, l'hon. M. Joly, reprit le même projet d'affermir le chemin de fer, au lieu de l'exploiter lui-même. Il rencontra sur ce terrain une vive opposition de la part de quelques-uns de ses amis.

La Chambre de Commerce de Québec, ayant à sa tête M. Joseph Shehyn, signifia son dissentement au premier ministre ; mais celui-ci n'abandonna pas son opinion, et il fit alors à la Chambre de Commerce une réponse que je crois devoir reproduire en entier :

A

JOSEPH SHEHYN, Ecr., M.P.P.,

Président de la Chambre de Commerce,

Québec.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la requête de la Chambre de Commerce de Québec, exposant que la chambre est d'avis que l'affermage du chemin du Gouvernement au moment actuel serait nuisible aux intérêts de la province.

Les représentations de la chambre recevront toute la considération que mérite l'opinion d'hommes d'une aussi grande expérience dans les affaires commerciales.

En même temps, je dois vous déclarer franchement qu'après avoir consulté des hommes dont l'opinion en matière de chemin] de fer est d'une

haute valeur, je ne puis m'empêcher de croire que si le Gouvernement pouvait affermer le chemin à des personnes dont la responsabilité et l'expérience commerciales seraient hors de doute pour une rémunération convenable, la province y trouverait grandement son profit.

D'après les observations amicales qui m'ont été faites par un certain nombre d'hommes d'affaires, j'ai acquis la conviction que ceux qui n'ont pas fait une étude spéciale de la question, s'abusent sur les revenus qu'on peut attendre de fonds investis dans les entreprises de chemin de fer ; un bon nombre en parlent comme si ces revenus étaient les mêmes que ceux du commerce ordinaire, mais l'histoire des chemins de fer sur ce continent atteste le contraire, et si le chemin est géré par le Gouvernement au lieu de particuliers, les résultats seront encore pires.

En construisant le chemin de fer, le Gouvernement a eu en vue les avantages indirects qu'en retirerait la province, plutôt qu'aucun bénéfice pécuniaire immédiat ; et ces avantages se développeront dans la mesure de l'habileté des gérants en affaires. Une telle habileté se trouvera parmi les hommes d'affaires directement intéressés aux résultats pécuniaires de trafic, qui peuvent aussi trouver les moyens de l'augmenter par leurs relations d'affaires, plutôt que parmi des officiers ou employés du Gouvernement, quelles que soient leurs capacités.

En conséquence, le Gouvernement apportera le plus grand soin au choix des fermiers, et vous pouvez être assurés que nous y veillerons de près, si nous affermons le chemin, car le Gouvernement y perdra un patronage considérable.

Inutile de vous faire observer que de par la loi, tout arrangement que le Gouvernement peut faire pour l'affermage du chemin devra être ratifié par la Législature.

Avec la plus grande considération, veuillez me croire,

Votre dévoué, etc.,

(Signé)

H. G. JOLY.

Catteréponse était en date du 14 avril 1879, et le 1er mai suivant l'hon. M. McGreevy et autres offrirent de louer le chemin à raison de \$200,000 par an, avec une somme additionnelle de \$25,000 quand le pont sur l'Ottawa serait construit.

Le 17 juin suivant (1879) le Gouvernement décida d'accepter les offres des soumissionnaires McGreevy et autres. Le rapport du comité du Conseil Exécutif à ce sujet mérite d'être cité :

Copie d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif, daté du 14 juin 1879, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 17 juin 1879.

No. 285.

AU SUJET DE L'AFFERMAGE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL,
OTTAWA ET OCCIDENTAL.

L'Honorable Commissaire d'Agriculture et des Travaux Publics, dans un rapport daté du quatorzième jour de juin courant (1879), représente que l'entreprise du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental en est arrivée à un point où elle doit alléger le fardeau que la province s'est imposé pour sa construction, et où elle doit fournir sa part au revenu public; et qu'il est de la plus haute importance, dans le but de placer les finances de la Province sur une base solide, que le montant exact provenant chaque année de cette source soit connu et déterminé à l'avance.

Que d'après l'expérience de l'histoire passée des chemins de fer sur ce continent, il appert que le meilleur moyen d'obtenir ce résultat désirable est d'affermir le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour un nombre limité d'années, sous la stricte surveillance du Gouvernement, à des hommes d'affaires d'une capacité reconnue et commandant des capitaux considérables, pour les raisons suivantes :

1° Les ressources du chemin de fer sont encore incertaines, et il va falloir créer un trafic pour les exploiter.

Il sera de l'intérêt des fermiers de rechercher tous les moyens possibles d'accroître le revenu du chemin de fer, en créant des nouvelles sources de trafic, développant des nouvelles industries, stimulant l'activité et l'esprit d'entreprise le long du chemin de fer, et y attirant le commerce, ce qui bénéficiera, non seulement à eux-mêmes mais encore à tout le pays.

Que quelque zélés et fidèles que soient les officiers du Gouvernement, ils n'ont ni les moyens ni la facilité, ni le pouvoir qui pourraient leur permettre d'obtenir ces résultats, moyens, facilité et pouvoir que possèderaient les hommes d'affaires, eux qui étant intéressés pécuniairement au succès de l'entreprise commanderaient des capitaux considérables à la recherche de

placements, et qui auraient de plus l'expérience dans les diverses branches de commerce et d'affaires qui pourraient s'y rattacher, des parties les plus éloignées du pays.

2° Qu'aucun Gouvernement, quelle que soit sa bonne volonté, ne pourra gérer le chemin de fer avec autant d'économie que peuvent le faire des particuliers directement intéressés au résultat des opérations du chemin ; en sorte que tout en n'ayant pas les mêmes facilités pour créer un trafic et augmenter le revenu, il sera tenu en même temps d'encourir des dépenses plus considérables.

Qu'une somme d'environ deux cent mille piastres (\$200,000) par année, en moyenne pour une période de dix années, plus vingt-cinq mille piastres (\$25,000) par année pour le pont actuellement en voie de construction sur l'Ottawa, pour la même période de temps, ont été offertes par les personnes dont les noms suivent, savoir :

L'Honorable Thos. McGreevy, Ezechiel Hart, Charles Ovide Perrault et Thomas Tiffin, qui proposent au Gouvernement de former un syndicat composé d'eux-mêmes et d'un cinquième membre qui devra être accepté par le Gouvernement, et qui offrent en garantie un dépôt, sur la signature du bail d'affermage, de cinquante mille piastres de bons, à la satisfaction du Gouvernement, et qui proposent de former immédiatement une compagnie à fonds social limitée, avec un capital de trois cent mille piastres, qu'ils souscriront entre eux en parts non transportables, sauf avec l'autorisation du Gouvernement.

L'Honorable Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, convaincu qu'il est avantageux à la Province d'accepter leur offre, recommande qu'elle soit acceptée, sujette aux conditions du bail d'affermage qu'il demande l'autorisation de passer, lequel bail sera soumis à la Législature pour être approuvé, suivant la loi.

Le comité concourt dans le rapport précédent, et le soumet à l'appréciation du Lieutenant-Gouverneur.

Certifié

FELIX FORTIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Cependant le chemin de fer n'était pas encore terminé, et dans tous ces projets d'affermage du chemin le Gouvernement s'obligeait de le compléter. Les travaux se poursuivaient avec activité et les dépenses augmentaient dans des proportions alarmantes.

Le Gouvernement construisit l'embranchement de St-Martin, celui des Trois-Rivières, plus connu sous le nom de *Loop Line*, et le pont de Hull. Il acheta diverses propriétés jugées nécessaires à la complétion du chemin, entre-autres, la ferme Gale, la propriété Bellerive, les terrains d'Hochelaga et ceux du Mile-End.

Ces acquisitions et ces travaux devinrent le sujet de diverses accusations sur lesquelles nous devons revenir.

Mais nous ne voulons faire ici que l'historique abrégé de cette grande entreprise, et nous continuons.

En mars 1879 le Gouvernement de M. Joly avait nommé M. Charles A. Scott surintendant de la section Ouest du chemin ; et les comptes accusent des recettes pour l'année 1878-79. Quant à la section Est, le Gouvernement ne paraît en avoir pris possession qu'en janvier 1880—et, si j'en crois le rapport du Commissaire d'Agriculture et des Travaux Publics (l'Hon. M. Chapleau) fait en juin 1881, l'exploitation de toute la ligne au profit du Gouvernement n'aurait été vraiment organisée qu'en mars 1880, sous la surintendance générale de M. L. A. Sénécal.

Dans ce rapport de 1881, le Surintendant Général exposait ses vues sur les meilleurs moyens d'exploiter avantageusement le chemin et les mesures d'organisation qu'il avait cru devoir adopter.

En même temps il rendait compte des recettes et des dépenses pendant une période de six mois finissant le 31 décembre 1880. Le résultat général des opérations se résumait comme suit :

Total des recettes	\$382,326.45
“ “ dépenses d'exploitation.....	281,327.86
Revenu net.....	\$100,998.59

Ainsi la proportion des frais d'exploitation s'élevait à 73.58 par cent et les profits nets à 26.42 par cent.

Ce résultat était supérieur aux offres de loyer qui avaient été faites l'année précédente (1879). Car aucun des soumissionnaires n'avait offert au-delà de 20 par cent sur les recettes brutes.

Mais la proportion du revenu net diminua l'année suivante.

Le rapport du Commissaire des chemins de fer (l'Hon. M. Henry Starnes) pour l'année 81-82, finissant le 30 juin 1882, contient les chiffres suivants comme récapitulation :

Recettes	\$1,044,886.68
Frais d'exploitation	838,508.76

Revenu net.....\$ 206,377.92

Ainsi les frais d'exploitation avaient absorbé 80.25 par cent des recettes brutes et ne laissaient comme revenu que 19.75 par cent.

Pendant ce temps-là les dépenses de construction continuaient, et il fallait payer encore bien des dettes et réclamations, dues pour les années précédentes. Ce même rapport de 1881-82 constate qu'à venir au 1er juillet 1882 le Gouvernement avait payé directement pour la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental la somme totale de \$12,537,980.38. Et il y avait encore des réclamations à payer et de grands travaux à faire.

Un pareil état de choses n'était guère encourageant. L'exploitation du chemin de fer ne rapportait qu'un peu plus de 200,000 piastres par an, et il fallait encore des dépenses énormes pour le parachever.

D'un autre côté, l'état financier de la Province de Québec n'était pas florissant. Dans son discours sur le budget prononcé le 15 mai 1882, l'hon. M. Würtele, trésorier de la province, proposait un nouvel emprunt de trois millions.

C'est dans ces circonstances que le Gouvernement prit la détermination de vendre le chemin de fer du Nord, comme moyen de dégrever le Trésor et de diminuer la dette de la province.

Cette vente, qui fut ratifiée et confirmée par la législature en vertu des Statuts 45 Vic., chap. 19 et 45 Vic., chap. 20, a été alors et depuis le sujet de bien des récriminations. Elle a soulevé bien des débats, servi de motifs à de nombreuses accusations, et elle a été naturellement l'objet principal de l'enquête que nous avons faite.

Mais le champ de cette enquête a été plus vaste encore, et a dû s'étendre aux détails administratifs de la construction et de l'administration du dit chemin de fer, en autant que ces détails administratifs ont pu donner lieu à des accusations publiques, et mettre en suspicion l'honneur des gou-

vernements qui se sont succédés pendant l'exécution de cette grande entreprise, et l'intégrité de la députation.

Il est donc de notre devoir, après cet aperçu général jeté sur l'histoire du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, de revenir sur nos pas, non plus comme historien, mais comme Commissaire-enquêteur et juge, et d'examiner successivement les diverses accusations portées de part et d'autre au sujet du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dans cette période qui s'étend de 1875 à 1885, et qui comprend :

I. La construction du chemin de fer.

II. Son exploitation et son administration.

III. La vente.

IV. Le règlement final des comptes et autres faits qui ont suivi la vente.

C'est ainsi que se divisera tout naturellement notre travail, afin d'y mettre plus de précision et de clarté.

ACCUSATIONS AU SUJET DE LA CONSTRUCTION.

I.—*Que le gouvernement n'aurait pas dû se charger lui-même de cette entreprise.*

Cette première accusation était dirigée contre le ministère de M. de Boucherville, et remonte à 1875.

Constatons d'abord que la construction de ce chemin était désirée et demandée depuis longtemps. On a pu en juger par le *précis historique* qui précède. Toute la partie Nord de la Province de Québec en avait besoin, et les grands centres commerciaux le réclamaient avec instances. Par le préambule de la loi de 1863 que j'ai citée plus haut, l'on voit que dès cette époque on le considérait comme d'un grand intérêt provincial, et comme devant naturellement s'étendre de l'extrémité Est à l'extrémité Ouest de la province.

Mais en 1875 cet intérêt avait encore grandi; car la Province de Québec devait croire et avait droit d'espérer que ce chemin deviendrait le

chaînon qui relierait l'Intercolonial au chemin du Pacifique. Tout le monde comprenait l'importance de ce chemin, et voulait sa construction.

Mais qui devait le construire ? Serait-ce le Gouvernement lui-même ? Ou, serait-ce une compagnie que le Gouvernement subventionnerait ? Telle était la question. On avait opté d'abord pour la construction par des compagnies, et on leur avait accordé des subventions en terres et en argent. Mais après un commencement d'exécution elles s'étaient déclarées incapables de continuer, et il aurait fallu grossir le chiffre de leurs subventions.

Il n'est pas douteux qu'en général une compagnie peut construire un chemin de fer à meilleur marché qu'un Gouvernement ; mais généralement aussi le Gouvernement est obligé de subventionner cette compagnie. Or, il peut arriver que cette compagnie, grâce aux influences politiques dont elle dispose, obtienne des subventions telles qu'elle construise son chemin, sans presque rien dépenser elle-même ; en sorte que ses actionnaires fassent fortune aux dépens du coffre public.

Quand il devient nécessaire de construire un chemin de fer dans notre pays, le Gouvernement se trouve donc placé entre deux dangers. En construisant lui-même, il s'expose à payer trop cher ses contracteurs, et en subventionnant une compagnie, il court le risque d'enrichir à ses dépens les actionnaires de cette compagnie.

Dira-t-on qu'alors il doit abandonner de telles entreprises à l'initiative privée ? Mais on sait bien qu'il y a des travaux publics *nécessaires* dont l'initiative privée ne voudra jamais se charger. L'intérêt public peut exiger la construction d'un chemin de fer dont les profits futurs soient plus que problématiques, et qu'aucune compagnie en conséquence ne voudra entreprendre sans subventions.

C'est dans des cas de ce genre que le Gouvernement court le risque d'être exploité, soit par des actionnaires, soit par des contracteurs.

Le Gouvernement de M. de Boucherville, placé dans cette alternative, a cru devoir se charger lui-même de construire, en prenant toutes les mesures que la prudence lui conseillerait pour n'être pas exploité par les contracteurs.

Cette détermination donnait satisfaction à l'opinion publique qui réclamait la construction du chemin, et assurait probablement une exécution plus prompte de l'entreprise ; car de nouveaux retards étaient à redouter si elle était laissée aux mains des compagnies qui l'avaient commencée.

Les contracteurs de ces compagnies, MM. McGreevy et Macdonald, firent alors de nouveaux contrats avec le Gouvernement pour la continuation et l'achèvement des travaux. On a reproché à celui-ci de n'avoir pas demandé de soumissions avant de consentir ces nouveaux contrats.

En règle générale, il est sage que des contrats de cette nature ne soient pas donnés sans soumissions préalables. Mais dans le cas qui nous occupe, il faut reconnaître que les travaux avaient reçu un commencement d'exécution, que les entrepreneurs étaient en possession de la voie commencée, y avaient certains droits acquis, et que le Gouvernement en les mettant de côté se serait exposé à des procès et à d'autres inconvénients plus graves peut-être.

Il est d'ailleurs facile de constater en référant aux contrats (documents sessionnels de 1875, vol. 9, appendice 11, pages 161-174) que les conditions de ces nouveaux contrats étaient avantageuses au Gouvernement, et que les prix fixés étaient assez modiques.

Malheureusement ces chiffres furent dépassés dans une mesure énorme, pour des raisons que nous exposerons plus loin.

Qu'il me suffise de dire, pour le moment, qu'en se chargeant de construire lui-même le chemin de fer, le Gouvernement de M. de Boucherville paraît avoir eu en vue ce que l'on considérait généralement alors comme étant de l'intérêt public.

Mais il est juste d'ajouter que cette expérience a été trop lourde pour le Trésor provincial, et que s'il est permis d'en déduire une règle de conduite pour l'avenir, c'est que la Province de Québec ne doit construire elle-même des chemins de fer que pour des raisons tout-à-fait exceptionnelles, qui doivent se présenter bien rarement.

Dans les autres cas, elle devrait se contenter de subventionner telles lignes de chemin de fer qui peuvent attirer les capitaux étrangers ou développer dans une large mesure les ressources du pays. Encore ces subventions doivent-elles être limitées par l'état des finances de la province.

Il va sans dire que nous ne parlons ici que des chemins de fer d'un intérêt simplement local. Car il est évident que c'est le Gouvernement de la Puissance du Canada qui doit construire ou subventionner les chemins de fer d'un intérêt plus général, ou inter-provincial.

Aussi est-ce aujourd'hui l'opinion d'un grand nombre que le chemin de

fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, étant destiné à relier ensemble le chemin de fer du Pacifique et l'Intercolonial, aurait dû être construit aux dépens du trésor fédéral.

Mais la répugnance avec laquelle le Gouvernement fédéral est devenu acquéreur depuis de la section Est du chemin, et la pression qu'il a fallu exercer pour l'y déterminer et pour obtenir qu'il indemnise la Province de Québec des dépenses énormes par elle encourues dans cette entreprise, prouvent qu'il n'aurait pas été facile d'obtenir du Gouvernement d'Ottawa la construction de cette grande voie ferrée.

La chose eut été d'autant plus difficile que pour compléter la jonction entre l'Intercolonial et le chemin de fer du Pacifique il eut fallu construire un pont sur le St-Laurent, à Québec, ou dans les environs de cette ville.

Au fait, nul ne peut dire aujourd'hui ce qui serait arrivé, si la province, au lieu de construire elle-même, eût attendu que le Parlement d'Ottawa, voulût bien ordonner cette construction.

Quant à la question de savoir si le Gouvernement de M. de Boucherville eut tort de ne pas faire construire le chemin par des compagnies subventionnées, j'ajouterai à ce que j'ai déjà dit là-dessus une dernière observation. C'est que pour le blâmer, il faudrait 1^o connaître le chiffre des subventions qu'il eût fallu accorder à ces compagnies pour mettre le chemin dans l'état où il se trouvait au moment de la vente; 2^o constater que ce chiffre eut été moindre que la différence à établir entre le coût du chemin et le prix de vente réalisé. Or nous ne pourrions faire là-dessus que des conjectures.

II.—*Qu'en adoptant le tracé de Terrebonne au lieu de celui du Bout-de-l'Isle, le Gouvernement a commis une faute.*

Quelques-uns des témoins que nous avons entendus, entre-autres les honorables MM. Trudel et Archambault, ont exprimé cette opinion, et l'un des motifs que l'on peut invoquer pour étayer l'accusation, c'est qu'en changeant le tracé on changeait les conditions des contracteurs, et l'on ouvrait la porte à leurs réclamations ultérieures pour ouvrages extras. M. Dansereau a aussi condamné ce changement de tracé.

Mais pour justifier l'action du Gouvernement à ce sujet, il suffit de référer aux rapports des ingénieurs, qui, après une série d'explorations, ont

prononcé sur cette question. Les ingénieurs étaient certainement les hommes les plus compétents dans cette matière.

On sait qu'en vertu de la loi de 1875, (39 Vic., chap. 2,) trois Commissaires avaient été nommés par le Gouvernement pour surveiller et contrôler l'exécution des travaux de construction du chemin de fer. Ce sont eux qui référèrent la question du changement de tracé à l'ingénieur, M. Light.

Après exploration, ce dernier fit rapport en faveur du changement, et nous ne croyons pas inutile de citer ici les raisons qu'il faisait valoir en faveur du tracé de Terrebonne, au lieu du tracé riverain du Bout-de-l'Isle.

" Le tracé No. 4 s'écarte du tracé riverain entre les paroisses de Massé et Berthier, passe à trois quarts de mille plus au Nord de Berthier, et de cette manière il s'éloigne davantage des terrains submergés. Ce tracé suit une ligne droite, et continue l'espace de trente-huit milles jusqu'à Terrebonne; entre Terrebonne et Hochelaga il se trouve deux courbes faciles, ayant un rayon de plus d'un mille. A l'exception du passage de la Rivière des Prairies, où il y a de grands travaux à faire, ce tracé est d'une construction facile et simple; et comme les rampes ascendantes et descendantes n'excèdent en aucun endroit vingt-six pieds par mille, il peut être exploité avec une grande vitesse et économie.

" Sa longueur totale est de 58.55 milles, ou 3.15 de plus que le tracé riverain, mais comme la ligne No. 4 est extraordinairement droite et plane, et qu'elle ne nécessitera pas la construction de pont-lévis propre à retarder les convois, elle pourra être exploitée avec plus de sécurité, de célérité et d'économie que le tracé riverain.

" La ligne No. 4 n'a que quatre fondements en eau profonde à la Rivière des Prairies, tandis qu'on en compte douze sur le tracé riverain au bout de l'Isle. Ces fondements sont la clef des ouvrages déterminant l'époque de l'achèvement des travaux. Pratiquement parlant, moins il y a de fondements, plus tôt la voie peut être construite, et l'intérêt du capital dépensé durant le temps employé à la construction peut être épargné; c'est là un point important qu'on ne doit pas perdre de vue.

" Cette ligne a aussi mille pieds de ponts à grillages en fer de moins que sur le tracé riverain. Le prix total de sa construction est de \$1,140,110, ou \$89,876 de moins que le tracé riverain, en admettant que les deux lignes ont un même degré de supériorité quant aux rampes, dont la réduction.

“ pour mettre le tracé riverain sur le même pied que la ligne directe, équivalant vaudra à \$44,800 de la différence ci-dessus.

“ Si l'on doit construire une ligne droite jusqu'à Montréal, c'est celle-là que je recommande. Dans tous les cas, on devrait l'adopter depuis Maskinongé jusqu'à Terrebonne. ”

Ce rapport de M. Light fut référé par les Commissaires à M. Peterson ; et ce dernier différant d'opinion avec M. Light, la question fut finalement référée à M. Sandford Flemming, qui recommanda la ligne No. 4 adoptée par M. Light.

Après avoir rapporté tous ces procédés préliminaires, nécessaires à la localisation de la ligne entre Maskinongé et Terrebonne, les Commissaires ajoutaient :

“ Le chemin de fer complété de Québec à Montréal, en passant par Terrebonne (sans compter l'embranchement des Piles), coûtera d'après l'estimé de M. Light la somme de \$4,518,657.89, ce qui fait une augmentation de \$202,657.89, sur le montant de la cédule B annexée au contrat. Mais cette augmentation eût été encore plus grande sur la ligne du Bout-de-l'Isle,—ainsi que constaté plus haut pour élever le chemin au-dessus du niveau des inondations, causées par la digue dans Berthier, et pour élever le pont du Bout-de-l'Isle et ses approches de manière à éviter le pont-Lévis et rendre ainsi cette ligne comparable à celle qui est maintenant en voie de construction, cette augmentation d'après les nouveaux calculs de M. Light,—déjà cités, serait de \$204,449.00, ce qui porterait le coût total de la ligne par le Bout-de-l'Isle à \$4,723,106.89. ”

Ce rapport est daté du 31 décembre 1877. L'année suivante, l'Honorable M. Joly étant arrivé au pouvoir, on agita encore la question du tracé, et M. Walter Shanly fut chargé à son tour d'en faire une nouvelle étude et de prononcer finalement entre les deux routes rivales.

Par son rapport en date du 29 juin 1878, il décida en faveur du tracé de Terrebonne. On trouvera dans ce rapport un long exposé des motifs et des calculs sur lesquels il a appuyé sa décision. Qu'il me suffise de citer ces quelques lignes de sa conclusion :

“ I therefore pronounce the line from Maskinongé to Hochelaga, by way of

 TERREBONNE AND ST. VINCENT DE PAUL,

to be a better one, and by a long way cheaper of construction than the more direct Terrebonne route, which does *not* pass by, or through St. Vincent, and I also pronounce the former to be the superior of the Bout-de-l'Isle line in every important feature, cost included, on which the last-named may challenge competition with it—save, of course, as to length. It is, on the whole distance between Montreal and Quebec, longer than the Bout-de-l'Isle by five miles, but fully two-thirds of that excess may be taken as the legitimate price paid for getting rid of the draw-bridge, while, for traffic, the village of St. Vincent-de-Paul, with its large industrial (Penitentiary) establishment, would be well worth the other third, as compared with the desolate places at the other proposed crossings of the river. ”

Au reste, ce que les ingénieurs Light et Shanly avaient soutenu dans leurs rapports, ils l'ont également affirmé sous serment dans leurs témoignages, comme on peut le voir en référant au volume de la “ preuve testimoniale,” pages 148 à 151, etc :

“ I consider,” dit M. Light, page 150, “ the line by Terrebonne was a better, safer, and cheaper line.”

Les travaux furent donc continués sur le nouveau tracé par Terrebonne. Si ce fut une faute, on voit que les deux Gouvernements de Boucherville et Joly y auraient participé. Mais ce dernier avait une raison de plus à invoquer : c'est qu'il y avait déjà sur le tracé nouveau des travaux commencés.

Quant à la question des ouvrages imprévus auxquels ce changement de tracé a pu donner lieu, nous n'y voyons pas matière à accusation. Dans une pareille entreprise les ouvrages extra étaient inévitables, et dès 1877 les Commissaires en reconnaissaient la nécessité, comme ils reconnaissaient que le coût prévu des travaux devait être dépassé.

La cédule des prix ne fut pas changée. Mais ce sont les quantités qui furent considérablement augmentées. On en pourra juger par l'extrait suivant de la déposition de M. Light, p. 147 :

“ The contract was made in the autumn of eighteen hundred and seventy-five, based upon the quantities that had been arranged by the former chief engineers, of the North Shore Railway, and the Northern Colonization Railway, viz: Messrs. Seymour and Legge. The contracts were based upon

those quantities, with some minor additions, made by myself. Those quantities were found afterwards to be very insufficient, largely insufficient, and the Government decided, when they found that out, to pay the contractor of the North Shore Railway, on his schedule of prices for quantities. For instance, the earth works on the old quantities were fifteen hundred thousand yards (1,500,000) on the North Shore Railway, and the road was completed with upwards of three millions (3,000,000) of yards of earth works. The masonry was fifteen thousand (15,000), it was completed with something like fifty-three thousand [53,000] yards, all told. I just mention you the large items.

The stations on the road originally were twelve in number, thirty-two or thirty-three were afterwards found necessary by the Commission. The Government, finding that those quantities were so entirely inadequate, thought it would be better to pay the contractor upon the measurements of the engineers, as they went along, adopting the original schedule rates of prices, which were not at all excessive.

The Government consulted me in the matter, I explained to them how it was, and they decided to pay the contractor according to his schedule rates, instead of assuming the bulk sum. I told them that, if they did not do that, the contractor would fail. I said, "you will have to let it again—you will certainly have to pay more, and if this man fails, other contractors will say, "we can't do it," and I thought the Government adopted a very sensible mode in paying the contractors upon this schedule prices."

It was adopted by both Governments.

Q.—The Commissioners then were the Honorable Mr. Irvine, Mr. Chinic and Mr. Malhiot?

A.—Yes, Mr. Malhiot was the chief Commissioner.

Q.—Then the contract was altered so far?

A.—Yes.

Q.—And forcibly?

A.—Yes, it was impossible to do otherwise—they could not have completed it otherwise.

Q.—And the prices were very much increased?

A.—No, not the prices.

Q.—Not the prices, but the whole amount ?

A.—Yes, because the quantity was increased, the same prices were retained, but the quantities being increased, the amounts were larger.

III.—*Achat des propriétés Gale et Bellerive.*

Tout le monde reconnaît, je pense, que l'achat de la ferme Gale était nécessaire, et toute la question se réduit à savoir si le prix n'en a pas été exagéré.

Les vendeurs, MM. Beaufort et Hogan, paraissent avoir acquis les lots vendus dans le printemps de 1874 à des prix moins élevés. Mais on comprend qu'après quatre ou cinq ans, et lorsque le terminus du chemin de fer était fixé à cet endroit, ces terrains avaient considérablement augmenté de valeur.

On verra d'ailleurs par les actes des 26 octobre et 7 décembre 1878, (*Preuve documentaire*, pp. 21 et suivantes) que le prix en a été fixé par des experts assermentés. L'adoption de ce mode doit mettre le ministère Joly à l'abri des soupçons, quand aucune autre preuve n'a été produite qui puisse l'incriminer à ce sujet.

Quant à la propriété *Bellerive*, elle paraît avoir été vendue à l'Honorable M. Joly, représentant Sa Majesté, le 27 décembre 1878, le même prix qu'elle avait été vendue plus de trois ans auparavant (7 mai 1875) à A. Archambault et autres. Il serait difficile d'affirmer que ce prix (\$52, 992) fut exagéré.

Mais on conteste la nécessité et même l'utilité de l'acquisition. De fait, la propriété *Bellerive* n'a pas été utilisée dans la construction et l'exploitation du chemin de fer, et lors de la vente elle avait été louée pour un prix nominal à la corporation de Montréal, qui l'avait transformée en parc.

L'Honorable M. Chapleau dit dans son témoignage (page 635) "que la compagnie du Pacifique a refusé de l'acheter." La chose s'explique, puisque ce terrain ne pouvait pas être utilisé pour le chemin de fer. Mais alors il nous semble qu'au lieu de le vendre au syndicat Sénécal on aurait dû en disposer pour d'autres fins en faveur d'autres acquéreurs qui pourraient en tirer parti.

Quoi qu'il en soit il est très possible que l'Honorable M. Joly ait eu raison de croire, lors de l'acquisition (27 déc. 1878) que cette propriété Bellerive, située au bord du fleuve, pourrait servir au terminus du chemin et le mettre en communication avec la navigation. En justice pour le Gouvernement d'alors nous croyons devoir citer les paroles suivantes du témoignage de l'Honorable M. Joly à ce sujet :

"Avant d'acquérir cette propriété, j'ai demandé à M. Walter Shanly, ingénieur du chemin, et en qui j'avais la plus grande confiance, je lui ai demandé de bien vouloir venir avec moi, pour visiter cette propriété, et voir s'il serait utile à la province de l'acquérir.

Nous avons été visiter ensemble cette propriété, en passant par le quai des Commissaires, afin de nous rendre bien compte de la manière dont cette propriété pouvait être utilisée, en rapport avec les communications, qu'il était indispensable d'établir avec la navigation. M. Shanly m'a donné une opinion, si avantageuse de la situation de cette propriété, que j'ai cru faire une excellente chose en l'achetant; d'autant plus qu'il était indispensable de se procurer, aussitôt que possible, le terrain nécessaire pour placer le terminus de notre chemin de fer sur les quais mêmes de Montréal, et à proximité du fleuve St-Laurent.

Q.—Savez-vous pourquoi on n'a pas utilisé cette propriété Bellerive ?

R.—Si on avait eu le temps de continuer à développer le plan que j'avais conçu, avec l'aide de M. Shanly, nous aurions certainement utilisé cette propriété." (*Preuve testimoniale*, p. 105.)

IV.—Construction du chemin de ceinture (*Loop-line*) à Trois-Rivières.

On reconnaît assez généralement aujourd'hui que la construction de ce chemin de ceinture fut une erreur. Non seulement il n'était pas nécessaire ; mais son utilité est presque nulle, en ce qui concerne la partie ouest de ce chemin.

Quel fut donc le motif déterminant de son auteur, l'Honorable M. Joly ? Pour quelles raisons le Gouvernement d'alors a-t-il donc entrepris cette construction qui a coûté au-delà de \$80,000 ?

Était-ce, comme l'ont prétendu plusieurs de ses adversaires politiques, pour récompenser le député des Trois-Rivières de l'appui qu'il avait donné au ministère Joly pendant la session précédente ?

La preuve que nous avons recueillie là-dessus n'est pas suffisante pour justifier une aussi grave accusation. Les témoins qui la soutiennent, ne font en réalité que des conjectures ; mais aucun d'eux ne cite pour l'étayer de faits certains et conclusifs.

Tout en étant d'avis que le Gouvernement Joly a commis une erreur, nous persistons donc à croire qu'il a obéi à des motifs honorables.

Ils sont exposés dans le témoignage de l'Honorable M. Joly, (pp. 97 et suivantes) et peuvent se résumer ainsi :

La ville des Trois-Rivières avait souscrit \$100,009 pour la construction du chemin de fer ; mais elle n'avait pas encore payé sa souscription, et elle refusait de la payer parce qu'elle n'avait pas un terminus du chemin de fer des Piles, dans les limites mêmes de la cité, et sur le bord du fleuve. Après avoir visité les lieux, et entendu le Maire de la ville, quelques-uns des conseillers, des grands propriétaires de moulins, et l'ingénieur du chemin de fer, M. Hamlin, l'Honorable M. Joly fut d'avis qu'il était juste de construire un petit embranchement pour relier le chemin de fer avec les quais des grands propriétaires de moulins, dans la partie Est de la ville, au confluent du St-Maurice et du St-Laurent. En même temps, il constata qu'à raison de l'immense quantité de bois qui serait transportée à cet endroit par le chemin de fer des Piles, il faudrait une voie double sur cet embranchement.

Or, il lui sembla qu'au lieu de construire une voie double à l'est de la ville il serait beaucoup plus avantageux de construire une voie simple à l'est, et une autre à l'ouest—pourvu que ces deux voies simples ne coûtassent pas beaucoup plus cher que la voie double projetée. Ces deux voies, en se rejoignant sur les quais des Trois-Rivières, formeraient autour de la ville avec la ligne principale une véritable ceinture de fer, et faciliteraient—suivant les prévisions des hommes qui s'occupaient de cette question—les communications du trafic venant de l'ouest avec les quais et la navigation

Pour réaliser ce projet, le Premier Ministre se fit donner par la Corporation quinze arpents de terre en superficie à l'ouest de la ville pour une rente nominale de cinquante piastres (\$50.00) par année ; et il se fit promettre le droit de passage dans la ville, de l'ouest à l'est.

Malheureusement, l'exécution du projet a rencontré diverses difficultés son utilité est devenue plus douteuse à mesure que les travaux avançaient, et enfin les acquéreurs du chemin, le trouvant *impraticable*, l'ont laissé inachevé.

S'il faut en croire M. Davis, témoin très compétent, il serait même question de défaire la voie simple de l'ouest et d'en revenir au premier projet, c'est-à-dire construire une voie double à l'est de la ville des Trois-Rivières.

En référant au témoignage de M. Davis (*Preuve testimoniale*, pp. 173, 183 et suivantes) on verra quelles sont les raisons qu'il fait valoir pour établir que le chemin de ceinture des Trois-Rivières est impraticable et que sa construction fut une lourde faute.

Ce qui est certain, c'est que ce fut une erreur, et une erreur fort dispendieuse, qui n'a pas même servi à faire payer au Gouvernement la souscription des \$100,000 de la ville des Trois-Rivières.

V.—*Contrat des serre-noix (nut-locks).*

Une enquête a déjà été faite devant un comité du Conseil Législatif au sujet de ce contrat, consenti par le Gouvernement Joly au docteur Mackay, et nous avons d'abord pensé qu'il suffirait de référer à cette enquête et d'en faire des extraits, pour en arriver à une conclusion au sujet de cette affaire.

Malheureusement le dossier de cette enquête paraît avoir été détruit dans l'incendie du palais législatif en l'année 1883.

Il nous a donc fallu refaire ce dossier, et nous espérons qu'il est suffisant pour qu'on puisse se former une opinion sur ce fameux contrat qui a fourni matière à une grave accusation. Les pièces à consulter se trouvent dans la *preuve documentaire* (pp. 249 à 296), et les principaux témoignages sur cette question peuvent être lus aux pages suivantes de la *preuve testimoniale* : M. Joly pp. 102 et suivantes, M. Mackay p. 19, M. Tarte p. 41, M. Carrier p. 92, M. Beautey p. 162, M. Chs. Langelier p. 232, M. Starnes p. 524, M. A. R. Macdonald p. 585, M. Chapleau p. 636, M. Dansereau p.

Le premier essai de cette invention remonte au mois d'avril 1877. Il fut fait sur un parcours d'un quart de mille seulement, et s'il faut en croire les certificats donnés subséquemment par M. Light, ingénieur, et par M. Lachance, inspecteur de la voie, les résultats auraient paru satisfaisants (*Preuve documentaire*, pp. 290 à 294).

En novembre 1878 l'Honorable M. Joly conseilla d'en faire un nouvel essai sur un parcours de dix milles, en mentionnant comme prix (\$30,00) trente piastres par mille, et dans le même mois deux cents piastres furent avancées au Dr. Mackay (*ibid*, p. 294).

Le 14 décembre suivant (1878) ce dernier présenta un compte au Gouvernement, par lequel il réclamait une balance de (\$568.54) cinq cent soixante-huit piastres cinquante-quatre cents, et il l'acquitta sur paiement d'une somme de (\$350) trois cent cinquante piastres (*ibid*, p. 295).

Pendant l'hiver qui suivit, l'Honorable M. Joly fit un voyage en Europe, et l'administration de son département (Travaux Publics) fut confiée pendant son absence à l'Honorable M. Starnes.

C'est ce dernier qui, le 21 mai 1879, consentit au nom du Gouvernement un contrat par lequel il promettait payer au Dr. Mackay, pour confection et pose des serre-noix sur tout le chemin Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et ses embranchements, (\$50) cinquante piastres par mille (*ibid*, p. 250). Deux semaines après, cependant, sur représentations des employés du chemin de fer et à raison des inconvénients que pouvait entraîner la pose des serre-noix par des personnes étrangères à l'administration, le Gouvernement se chargea lui-même de ce travail, et le Dr. Mackay consentit à déduire trois piastres par mille sur le prix de son contrat.

Dès le 27 mai 1879, le Dr. Mackay escomptait un billet à la Banque Union pour une somme de (\$5,000), et l'Honorable M. Starnes, par une lettre adressée au caissier de cette banque, s'engageait à retenir pour elle cette somme de cinq mille piastres sur les argents qui deviendraient dûs au Dr. Mackay, en vertu de son contrat (*ibid*, p. 268).

L'Honorable M. Joly revint d'Europe, reprit l'administration de son département vers la mi-juin (1879), et le 28 juin il paya au Dr. Mackay à compte de son entreprise la somme de cinq mille cinq cents (\$5,500) piastres. L'Honorable M. Joly (*preuve testimoniale*, p. 103), jure qu'il ignorait alors le billet de \$5,000 escompté un mois auparavant par le Dr. Mackay, et la lettre de M. Starnes, équivalant à une *lettre de crédit* jusqu'à concurrence du montant que le Gouvernement devrait au Dr. Mackay sur son contrat, pourvu que ce montant n'excédât pas cinq mille piastres.

Ce billet fut protesté à son échéance, et le Gouvernement ne se crut pas d'abord engagé par la lettre de l'Honorable M. Starnes. Mais il reconnut plus tard, avec raison, je pense, qu'il était obligé, au moins jusqu'à concurrence, du montant des serre-noix fournis,—lequel montant le Gouvernement aurait dû retenir pour payer la banque Union.

Effectivement le Gouvernement de l'Honorable M. Chapleau, qui avait succédé à celui de l'Honorable M. Joly, paya à la dite banque, le 7 septembre

1880, cinq mille trois cent soixante-cinq piastres quarante-quatre cents, montant du billet en capital, intérêts et frais (*Voir preuve documentaire, p. 283*). En même temps le Dr. Mackay consentit à la résiliation de son contrat.

Toute cette affaire a été bien malheureuse du commencement à la fin ; c'est le moins qu'on puisse dire.

Nous croyons que l'invention des serre-noix était suffisamment recommandée pour justifier le Gouvernement Joly d'en faire l'essai, et nous ne blâmerons pas son chef d'avoir, en novembre 1878, permis cet essai sur un parcours de dix milles à raison de trente (\$30.00) piastres par mille.

Mais on aurait dû se borner à cet essai, et en attendre les résultats pendant un plus long temps. Ce qui rend surtout regrettable le contrat consenti par l'Honorable M. Starnes, six mois après, pour tout le parcours, c'est-à-dire pour environ 400 mille de chemin, c'est que le prix stipulé n'est plus seulement celui mentionné par M. Joly, mais s'élève à cinquante piastres (\$50.00) par mille. Ce prix était absolument exorbitant ; car il résulte de la preuve faite que la confection et la pose des serre-noix coûtait au Dr. Mackay environ \$15.00 par mille. Sans doute, il est juste qu'un inventeur soit très libéralement récompensé de son travail et des études que ce travail a pu lui imposer ; mais encore faut-il que cette libéralité à son égard ne soit pas poussée jusqu'à des limites qui fassent soupçonner l'improbité.

Ce qui est regrettable encore, c'est que grâce aux engagements imprudents et aux paiements trop hâtifs que nous avons rapportés plus haut, le Dr. Mackay se trouve avoir réellement reçu du Gouvernement dix mille cinq cents piastres (\$10,500) quand il ne lui a fourni des serre-noix que pour un montant de trois mille trois cent vingt-neuf (\$3,329). En effet, si l'on veut référer au rapport de M. Peterson (*Preuve documentaire, p. 275*) on y verra que la créance du Dr. Mackay à cette date—5 juillet 1880—devait être établie comme suit :

Pour serre-noix posés par lui-même sur 13 milles.....	\$ 650.00
“ “ “ par les employés sur 51 “	2,397.00
“ “ non posés.....sur 6 “	282.00
Total.....	\$3,329.00

Enfin ce qui est particulièrement suspect dans cette transaction, et qui a servi de thème à la plus grave accusation, c'est qu'il est constaté que sur le produit de ce contrat le Dr. Mackay a souscrit pour des élections qui se

faisaient alors une somme d'au moins deux mille piastres \$2,000.00 (Voir témoignage de M. Chs. Langelier, *preuve testimoniale*, p. 233).

Mais il est juste d'ajouter qu'aucun des ministres ne paraît avoir eu connaissance de cette souscription, et que ni l'Honorable M. Starnes, ni aucune personne, en son nom, ou au nom de quelque autre ministre, ne paraissent avoir demandé cette souscription comme condition du contrat donné au Dr. Mackay.

Sans doute, la responsabilité ministérielle résultant de ce contrat reste sur les épaules du Gouvernement Joly, et la preuve qui met à couvert leur honneur personnel, ne ferme peut-être pas complètement la porte aux soupçons. Mais il m'est agréable de n'avoir pas pu établir par les témoins entendus que l'honneur, la dignité et la probité des ministres avaient été atteints d'une souillure dans cette occasion.

VI.—*Construction des embranchements de Berthier et Joliette.*

L'accusation relative à ces embranchements a été formulée par M. Abraham Bernard, député de Verchères, dans l'Assemblée Législative, le dix-sept avril 1885, dans les termes suivant :

“Que le Gouvernement a contribué pour un montant considérable, tant en argent qu'en matériaux, à terminer les embranchements de Joliette et Berthier, et les aurait achetés subséquemment leur pleine valeur.”

Cette accusation a été précisée davantage par M. Bernard dans sa *réponse* à notre demande, datée du 16 novembre 1885, et qu'on pourra lire dans la *preuve documentaire* (page 427); et elle est également soutenue par l'Honorable M. Mercier dans son témoignage (*Preuve testimoniale*, pp. 444 et suivantes).

Pour en bien juger, il faudra mettre en regard les explications données par l'Honorable M. Chapleau dans son témoignage (*Preuve testimoniale*, pp. 637 et suivantes), puis, la *preuve documentaire*, pp. 181, 182, et pp. 65 à 86, et enfin le volume des *Comptes*, pages 259 à 278. Quoi qu'ils n'y soient pas clairement indiqués, il y a deux chefs au fond de cette accusation. Par le premier on blâme le gouvernement Chapleau d'avoir fait construire ces embranchements par des particuliers en vue de les acheter ensuite. Par le second, on soutient que le Gouvernement aurait contribué à cette construction, et n'aurait pas été remboursé de sa contribution.

1^o Examinons d'abord le premier chef :

Comme je l'ai déjà dit, lorsqu'il est question de construire un chemin de fer dans notre pays le Gouvernement se trouve placé entre deux dangers également redoutables. Si l'initiative privée était assez puissante et disposait de ressources assez considérables pour exécuter elle-même, à ses dépens, des travaux de cette nature, ces dangers n'existeraient pas. Mais on sait que dans notre province la plupart des entreprises de chemins de fer ne peuvent réussir qu'avec l'aide du Gouvernement.

Il faut donc que le Gouvernement choisisse entre deux alternatives : ou construire lui-même, ou subventionner une compagnie par actions qui se charge de construire. Or ces deux alternatives sont dangereuses.

S'il construit lui-même, il court le risque d'être exploité soit par les entrepreneurs ou contracteurs qui font le chemin, soit par les manufacturiers qui fournissent le matériel roulant et les approvisionnements, soit par les propriétaires qu'il faut exproprier et qui font payer non-seulement le terrain qu'on leur prend, mais les dommages qu'on ne leur cause pas, soit par la légion d'employés qu'une entreprise de cette nature nécessite.

Si c'est une compagnie subventionnée qui construit, le Gouvernement est fort exposé, par suite de la pression exercée sur lui par les actionnaires et les amis politiques de ces actionnaires, à accorder à cette compagnie des subventions tellement élevées, qu'elle se trouve à la fin propriétaire d'un chemin qui lui coûte très peu, et qui devient entre les mains des principaux actionnaires le point d'appui d'une fortune soudaine.

Les deux modes deviennent par là même des sujets d'accusations ; et c'est ainsi qu'après avoir blâmé le gouvernement de Boucherville d'avoir construit lui-même le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, on blâme le gouvernement Chapleau d'avoir fait construire, par des particuliers, les embranchements de Berthier et Joliette.

Mais il est un point sur lequel tout le monde devrait tomber d'accord : c'est que les travaux publics faits par les gouvernements coûtent généralement beaucoup plus cher que s'ils étaient faits et payés par des particuliers.

Sans entrer dans les détails des deux transactions qui se rapportent aux embranchements de Joliette et Berthier, il nous semble que la vraie question est de savoir si les deux acquisitions ont été faites dans des conditions avantageuses, et pour un prix raisonnable. Or voici quels ont été les prix stipulés entre les parties contractantes.

L'embranchement de Berthier avait une longueur de deux milles et un quart, et il fut estimé à (\$29,000) vingt-neuf mille piastres—soit \$12,889 par mille.

La ligne de Joliette se composait de trois sections, la première s'étendant de Lanoraie à Joliette, la seconde de Joliette à la Boulonnaire, et la troisième de la Boulonnaire à St-Félix de Valois.

La première section avait une longueur de douze milles et fut acquise au prix de soixante-trois mille piastres (\$63,000) soit \$5,250 par mille.

La seconde mesurait huit mille et fut payée soixante mille piastres (\$60,000), soit \$7,500 par mille, suivant évaluation faite par M. Light.

La troisième avait quatre mille de longueur et fut estimée à vingt-quatre mille piastres (\$24,000), soit \$6,000 par mille.

Sont-ce là des prix exorbitants ? Ils ne paraissent pas l'être quand on les compare à ceux que le Gouvernement a payés pour la construction de la ligne principale du chemin Q., M., O. & O.

L'Honorable M. Mercier, dans son témoignage (pp. 446 et suivantes) s'étonne qu'on ait payé en 1881, pour la première section du chemin de Joliette, une somme de soixante-trois mille piastres (\$63,000), quand en 1880 M. Shanly évaluait ce chemin au plus à cinquante-et-un mille piastres (\$51,000.) (Voir son rapport, *preuve documentaire*, p. 359).

Mais il appert que dans l'intervalle écoulé entre ce rapport de M. Shanly et la vente, la compagnie a fait sur le chemin des travaux pour environ dix-huit mille piastres (\$18,000), ce qui élevait la valeur du chemin à soixante-neuf mille piastres (\$69,000). Le prix convenu ayant été de soixante-trois mille piastres, (\$63,000), ne paraît donc pas exagéré.

L'Honorable M. Mercier fait aussi remarquer que le Gouvernement a payé vingt-neuf mille piastres (\$29,000) pour l'embranchement de Berthier, tandis qu'il appert au document sessionnel de 1881, No. 53, que ce chemin ne coûtait réellement que vingt-huit mille (\$28,000) piastres.

Mais il est très possible que dans l'intervalle écoulé entre le 18 mai 1881, date mentionnée au document No. 53, et le 4 juillet suivant, date de la vente, le chemin ait acquis quelque valeur par suite de travaux additionnels. En tout cas, s'il n'en est rien, et si l'augmentation du prix représente un bénéfice, on devra reconnaître qu'il n'est pas extraordinaire.

Nous avons questionné là-dessus M. L. A. Roberge, le constructeur de ce chemin ; mais son témoignage est loin d'être satisfaisant. Il s'est trouvé après la vente en difficulté avec M. Sénécal et avec le Gouvernement. Il a fait des réclamations qu'on n'a pas écoutées, et son mécontentement peut affecter la bonne foi due à son témoignage. Ce qui le rend surtout suspect ce sont ses contradictions, et ses déclarations antérieures prouvées par des témoins digne de toute confiance, et niées ensuite par lui sous serment.

Au reste il est loin d'être sûr de ce qu'il dit dans la question qui nous occupe en ce moment. En effet, après avoir dit à la page 302 de son témoignage que le chemin en question a coûté *environ* vingt-et-un mille (\$21,000) piastres, il déclare à la page suivante que la somme de vingt-deux mille neuf cents piastres, représente *à peu près* ce qu'il a réellement coûté.

Enfin, il faut noter que, d'après les documents reproduits aux pages 259 et suivantes des *Comptes*, sur le prix convenu de vingt-neuf mille piastres, le Gouvernement n'a payé que vingt-deux mille neuf cent vingt-neuf piastres quatre-vingt-treize cents, et qu'il a retenu la balance pour les raisons mentionnées au dit document.

2°.—Le second chef d'accusation relatif aux contributions du Gouvernement dans la construction des embranchements de Joliette et Berthier n'exige aucune argumentation. On peut voir aux documents que je viens de citer que le Gouvernement a de fait fourni des matériaux pour un montant considérable dans la construction du chemin de Joliette, savoir : quarante-huit mille cent quarante-deux piastres, cinquante-six cents, mais que cette somme a été retenue par le Gouvernement sur le prix d'achat.

De tout ce que nous venons de dire, il ne faudrait pas conclure que nous approuvions absolument, sans réserve, tout ce qui a été fait au sujet de la ligne de Joliette.

Si d'un côté nous croyons qu'en faisant construire ce chemin par des particuliers pour l'acheter ensuite, le Gouvernement a payé moins cher que s'il avait construit lui-même ; d'un autre côté il nous semble qu'en fournissant des matériaux à cette construction le Gouvernement a commis une imprudence ; et voici pourquoi : c'est que M. Sénécal, qui comme surintendant devait avoir le contrôle de ces contributions en matériaux, était en même temps le véritable propriétaire de la ligne de Joliette ou du moins en avait le contrôle—c'est-à-dire qu'il se fournissait à lui-même les matériaux appartenant au Gouvernement.

Je ne dis pas qu'il n'en a pas été tenu un compte fidèle ; et Roberge, dont le témoignage n'est pas suspect sous ce rapport, atteste qu'il n'a pas été fourni plus de matériaux qu'on n'en a tenu compte. Mais je dis que cette manière d'agir était au moins imprudente, et n'est pas un procédé recommandable pour un Gouvernement.

VIII.—*Autres accusations relatives à la construction.*

D'autres actes administratifs dans la construction du chemin de fer ont encore été critiqués et blâmés. Je ne mentionnerai que la construction de l'embranchement de St-Martin et du pont de Hull. Mais je ne crois pas nécessaire de m'y arrêter.

J'en ai fait cependant la matière de plusieurs interrogatoires, et les réponses que l'on trouvera là-dessus dans la preuve testimoniale suffiront, je pense, à faire justice des accusations.

En terminant cette partie de mon rapport qui traite de la construction, je crois utile, pour le rendre plus complet, de constater quel a été le coût de cette entreprise, d'après les comptes produits.

En référant à la page 192 des Comptes on y trouvera un résumé des dépenses de construction dont le total s'élève à.....	\$14,127,890 25
Si nous ajoutons à ce total, suivant page 211, pour balances encore dues sur acquisition de propriétés.....	45,143 42
Nous aurons un total de.....	\$14,173,033 67
Déduisons maintenant de ce montant les diverses sommes reçues et à recevoir pour cette construction par le Gouvernement, suivant les pages 206, 207, 208, 209 et 215 des comptes.....	1,055,566 83
Et la balance dépensée sera.....	<u>\$13,117,466 84</u>
Voilà donc le coût véritable de la construction d'après les comptes produits jusqu'au 30 juin 1885.....	\$13,117,466 84

Il va sans dire que nous ne comprenons pas dans ce calcul les intérêts sur les sommes dépensées. Le chiffre en est sans doute très élevé.

D'autre part, la province a retiré des avantages indirects de l'exploitation du chemin ; et quant aux recettes nettes que cette exploitation lui a rapportées pendant l'espace de 28 mois, c'est-à-dire du 1er mars 1880 jusqu'au 30 juin 1882, nous verrons plus loin qu'elles ont dépassé quatre cent mille piastres (\$400,000).

Si nous devons faire un chapitre des profits et pertes de la province dans cette entreprise, il faudrait entrer en ligne de compte et les intérêts des sommes empruntées, et les recettes provenant de l'exploitation, et le prix réalisé par la vente.

Ces calculs démontreraient probablement que l'expérience faite par la province ne doit pas être recommencée, à moins de circonstances tout-à-fait exceptionnelles.

ACCUSATIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION DU CHEMIN DE FER.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Avant d'examiner les diverses accusations portées contre l'administration du chemin de fer sous la surintendance de M. L. A. Sénécal, nous croyons utile de faire ici quelques observations.

Nous avons fait produire et imprimer tous les comptes provenant de cette administration, qui se trouvent au département des chemins de fer, afin que chacun puisse juger par lui-même.

Il suffira de jeter un coup d'œil sur ces comptes volumineux pour comprendre qu'il ne nous a pas été possible d'en vérifier tous les détails. Sans doute, il eut fallu, pour pouvoir juger en pleine connaissance de cause l'administration du surintendant, faire un examen minutieux et comparé des comptes de cette administration et des comptes du département du Trésor. Mais un pareil travail ne pouvait pas être accompli par un magistrat, seul ; il eut fallu pour le faire plusieurs comptables très expérimentés, et un temps considérable.

Un moment nous avons pensé, quand nous avons mesuré les proportions de cette besogne, à demander au Gouvernement de bien vouloir nous adjoindre des comptables pour faire ce travail. Mais en comparant le surcroît énorme de dépenses que cette combinaison entraînerait avec son résultat pratique probable, nous avons abandonné cette idée.

D'ailleurs, nous nous sommes dit qu'il sera toujours loisible au Gouvernement, quand il aura pris connaissance de notre rapport, de faire exécuter ce travail de comptabilité, s'il le juge utile.

En attendant, nous avons dû borner notre étude à des proportions moins vastes, et c'est uniquement dans l'examen des diverses accusations qui vont suivre que nous avons dû vérifier, rapprocher et comparer divers comptes de l'administration et du département du Trésor.

Mais nous avouons que nous avons rencontré des difficultés très grandes, et, dans quelques cas, insurmontables, à expliquer certaines variantes qui s'y rencontrent. Ces difficultés proviennent des causes suivantes :—1^o les années des comptes du Trésor sont, comme on le sait, les années fiscales expirant le 30 juin, tandis que dans la comptabilité adoptée par l'administration du chemin de fer les années courent du 1^{er} janvier au 31 décembre ; on comprend dès lors combien il est difficile d'en comparer les résultats—2^o il y a dans les comptes de l'administration, au chapitre des dépenses, des sommes considérables qui n'ont pas été réparties par elle entre le compte de Construction et celui du Revenu, et pour connaître les recettes nettes du chemin on a dû diviser par égales parts ces dépenses non réparties, et les imputer moitié à la construction et moitié à l'exploitation—3^o le département du Trésor tenait compte des sommes qu'il avançait à l'administration sur des réquisitions par elles faites, et ces réquisitions indiquaient séparément les montants requis pour construction et ceux requis pour exploitation ; mais il arrivait, tantôt qu'une partie des avances de construction était dépensée pour l'exploitation, et tantôt que partie des sommes destinées à l'exploitation était dépensée dans la construction. Sans doute, un compte général et final embrassant toute la période de l'administration de M. Sénecal justifie l'emploi fait des avances, et prétend démontrer que le total avancé a été réellement dépensé pour le chemin de fer ; mais le mode de comptabilité ne nous permet pas de vérifier et comparer les chiffres, année par année, et mois par mois—4^o Les dépenses journalières et courantes, prises sur les recettes quotidiennes, sont bien entrées en compte, mois par mois, dans le livre de caisse (cash-book) ; et les recettes déposées en banque sont également entrées dans les livres de l'administration mois

par mois. Mais il n'en est pas de même des dépenses de construction et d'exploitation, et les Etats préparés pour faire connaître les résultats des opérations du chemin de fer ne permettent de comparer que les sommes totales de chaque année.

Voilà les quatre principales causes des difficultés à vaincre pour arriver à une solution claire et complète des questions soumises.

On voudra bien en tenir compte dans l'examen que nous allons faire de chacune des accusations auxquelles a donné lieu l'exploitation du chemin sous la direction de M. Sénécal, et l'on comprendra dès lors qu'il n'y a pas de notre faute, si nous ne pouvons pas mettre en pleine lumière tous les détails de cette administration.

I.—“ Que M. L. A. Sénécal, lorsqu'il était surintendant du chemin de fer Q., M., O. & O., l'aurait administré de manière à cacher les recettes et les dépenses réelles, dissimulant par là les revenus exacts, dans le but de payer le chemin moins cher.”

Cette accusation fut ainsi formulée en chambre, le 17 avril 1885, par M. Boyer, député de Jacques-Cartier.

Nous lui avons demandé de nous faire connaître les faits sur lesquels il s'appuyait, et l'on trouvera sa réponse dans la *preuve documentaire*, page 415, et dans la *preuve testimoniale*, pages 558 et suivantes.

La même accusation se retrouve dans le témoignage de M. Shehyn, page 140, et je ne puis mieux faire pour montrer sur quels faits on l'appuie, que de citer le passage suivant de ce témoignage :

“ Q.—Etes-vous en état de prouver que monsieur Sénécal a diminué les recettes du chemin de fer du Nord pour en devenir acquéreur à meilleur marché ?

“ R.—Il est bien clair que je ne suis pas en état de prouver, pièces justificatives en mains, que monsieur Sénécal a pu diminuer les recettes dans le but de devenir acquéreur du chemin de fer du Nord à meilleur marché. Tout de même, je dirai, qu'après avoir fait une étude de la question, dans le temps où j'ai prononcé un discours à ce sujet, je suis arrivé à la conclusion, qu'il était étrange qu'en mil huit cent soixante-dix-huit, mil huit cent soixante-dix-neuf (1878-79) alors que le chemin n'était pas encore achevé, il aurait rapporté un surplus de trente mille neuf cent quarante-deux piastres et

soixante-et-neuf centins (\$30,942.69) ; qu'en mil huit cent soixante-dix-neuf, mil huit cent quatre-vingt (1879-80), alors que le chemin était en pleine opération, au lieu d'un surplus, il y avait un déficit de vingt-sept mille deux cent quatre-vingt-deux piastres et soixante-un centins (\$27,282.61) ; qu'en mil huit cent quatre-vingt, mil huit cent quatre-vingt-un (1880-81) il y avait un surplus dans les recettes nettes de cent vingt-huit mille huit cent une piastres et cinquante-cinq centins (\$128,801.55), et qu'en mil huit cent quatre-vingt-un, mil huit cent quatre-vingt-deux (1881-82), qui était l'année de la vente du chemin de fer, le montant des recettes nettes s'est élevé alors à la somme de deux cent soixante-onze mille six cent soixante-et-quinze piastres et quatre-vingt-quatorze centins (\$271,675.94). En lisant ces rapports et ces chiffres officiels, je suis arrivé à la conclusion que, quel que fût l'emploi des recettes provenant de l'exploitation du chemin de fer du Nord, soit que ces recettes fussent employées pour le compte de construction ou autrement, ce que j'ignore et ignorais dans le temps, j'en arrive à la conclusion et je dis que : comme homme d'affaire, et par l'étude que j'ai faite de cette question, j'étais porté à croire que l'état des recettes durant le temps de la surintendance de monsieur Sénécal, et lorsqu'il avait en vue de faire l'acquisition du chemin de fer, l'état, tel que démontré, des recettes nettes du chemin de fer, n'était pas l'état véritable des recettes nettes de l'exploitation.

“ Ceci d'ailleurs est démontré et prouvé, car il a été admis en plusieurs circonstances, et si je ne me trompe pas, devant le comité des comptes publics, institué par la chambre, où on a admis en ma présence, qu'on n'avait pas tenu un compte séparé des dépenses d'exploitation, de celui des dépenses de construction. On voit aussi que pour l'année mil huit cent quatre-vingt-un, mil huit cent quatre-vingt-deux (1881-82), lorsque, d'après moi, il était à peu près certain que le chemin de fer du Nord serait vendu, les recettes pour cette année-là sont de deux cent soixante-onze mille six cent soixante-quinze piastres et quatre-vingt-quatorze centins (\$271,675.94). Ce qui me porte à croire qu'avant que la vente du chemin de fer fut décidée, on avait intérêt à diminuer la valeur du chemin de fer, tandis qu'en mil huit cent quatre-vingt-un, mil huit cent quatre-vingt-deux (1881-82), cet intérêt n'était plus le même, on désirait alors lui donner sa pleine valeur.

“ C'est tout ce que j'ai à dire sur cette question.”

Ce qui frappe tout particulièrement dans les chiffres cités par MM. Shehyn et Boyer, c'est : 1^o le déficit de \$27,282.61 dans les opérations du chemin de fer pour l'année 1879-80, 2^o le résultat comparativement énorme des opérations pendant l'année 1881-82, savoir : \$271,675.94,

Il y a, certes, dans ces chiffres quelque chose de très surprenant, sinon de suspect.

S'ils sont exacts, s'il y a réellement eu déficit dans l'année 1879-80, et si le résultat des opérations de 1881-82 est effectivement de \$271,675.94, on a le droit de s'étonner, et de soupçonner que le surintendant du chemin de fer a voulu déprécier le chemin pour l'acheter à meilleur marché.

Il faut donc tout d'abord constater si les chiffres cités sont ou ne sont pas exacts.

En référant aux comptes publics pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1880, pages 8 et 9 des Etats préparés par le département du Trésor, on trouve les chiffres suivants comme indiquant le résultat des opérations du chemin :

Dépenses d'exploitation.....	\$419,805.33
Recettes.....	392,522.72
Déficit.....	\$ 27,282.61

D'où viennent ces chiffres?—On ne peut raisonnablement supposer qu'ils aient été fabriqués dans les bureaux du Trésor, et les employés qui les ont certifiés ont dû les extraire de certains comptes de l'administration du chemin de fer, dans lesquels les dépenses n'étaient pas exactement réparties entre le compte de Construction et le compte du Revenu.

Car si nous parcourons les pages VII, VIII et IX des mêmes comptes publics nous y trouvons un état certifié par M. Shackell, auditeur de l'administration du chemin de fer, constatant comme suit le résultat des opérations pour la même année fiscale :

Recettes	\$389,802.33
Dépenses.....	278,391.02
Recettes nettes	\$110,911.31

En même temps, si nous jetons un coup d'œil sur la page IV, nous y voyons une espèce de rapport dans lequel M. Gaspard Drolet, auditeur des comptes publics, fait remarquer que dans le montant de \$419,805.33, mentionné aux comptes publics, page 9, comme dépenses d'exploitation, se trouve incluse une somme de \$142,357.86 réellement dépensée pour construction, suivant un état y annexé et certifié par M. Shackell.

De cette somme de.....	\$419,805.33
il faudrait donc déduire.....	142,357.36
et nous aurions alors comme dépenses d'exploitation.....	\$277,447.97
laquelle somme, étant soustraite du montant des recettes indiqué à la page 9 des comptes publics, savoir.....	\$392,552.72
laisserait comme recettes nettes.....	\$115,104.75

Ainsi donc, dès nos premiers calculs, nous nous trouvons en face de chiffres qui ne s'accordent pas, et qui se trouvent cependant dans les mêmes comptes publics.

Les chiffres donnés par le Trésor à la page 9, corrigés et expliqués à la page IV, nous indiquent comme recettes nettes \$115,104.75; et les chiffres fournis par l'Administration du chemin de fer, et certifiés par M. Shackell, p. IX, fixent les recettes nettes à \$110,911.31.

Cette différence est peu considérable; mais enfin elle existe, et nous verrons dans un instant s'il est possible de l'expliquer.

En attendant, nous pouvons cependant constater qu'au lieu d'un déficit dans les opérations du chemin de fer pour l'année 1879-80, il paraît y avoir eu un excédant de recettes s'élevant à plus de \$100,000.

Comment se fait-il donc que dans les états mis devant la Chambre lors de la discussion du projet de vente, en 1882, l'Honorable M. Wurtele, en faisant connaître le résultat des opérations du chemin de fer, à la page 8, état No. 3, ait prétendu que le déficit mentionné plus haut de \$27,282.61 représentait les opérations du chemin pendant l'année 1879-80? Comment a-t-il pu commettre une telle erreur, en face des pages IV, VII, VIII et IX des comptes publics?

La chose peut s'expliquer probablement en supposant que cet état No. 3 n'a pas été préparé par M. Wurtele lui-même.

Mais quelque chose qui me paraît plus étonnant, c'est que cette erreur ait été accréditée si longtemps, et ait si souvent servi de fondement aux accusations, quand il y avait tant de personnes intéressées à faire connaître

la vérité. Il a fallu que nous attirions spécialement l'attention de l'Honorable M. Wurtele sur les chiffres cités plus haut pour lui faire constater l'erreur commise, et l'on peut voir aux pages 421 et suivantes de la *preuve testimoniale* les explications qu'il en donne.

Nous avons tenté de lui faire expliquer également d'où venait la différence indiquée plus haut entre le résultat constaté à la page IV des comptes (\$115,104.75) et celui indiqué à la page IX (\$110,911.31).

Son explication (*preuve testimoniale*, page 424) n'est en réalité qu'une conjecture, mais elle est bien vraisemblable. C'est que les comptes du chemin de fer, n'étant connus au département du Trésor que quelque temps après qu'ils sont faits, les comptes du Trésor doivent nécessairement contenir au commencement de chaque année des items qui dans les comptes du chemin de fer sont entrés pour l'année précédente.

Pour obtenir là-dessus des renseignements plus certains, nous avons feuilleté les rapports et les comptes de l'administration du chemin de fer.

Mais le seul rapport qui se rattache à cette année 1879-80, est celui qui fut fait par M. Sénécals le 1er juin 1881, et nous ne trouvons, aux pages 38 et 39 de ce rapport, qu'un état des recettes et des dépenses de l'exploitation du chemin de fer pour les derniers six mois de 1880.

Or ce n'est pas la période dont nous nous occupons présentement.

Nous avons donc dû recourir aux comptes de l'administration du chemin de fer, et nous y avons trouvé des états de recettes et de dépenses couvrant tout le temps de la gestion de M. Sénécals en qualité de surintendant. Mais comme ce surintendant ne fut nommé que le premier mars 1880, ses comptes ne remontent pas au-delà de cette date, et conséquemment ne nous fournissent aucun renseignement sur la période fiscale du 1er juillet 1879 au 1er mars 1880.

Quant aux quatre mois suivants, mars, avril, mai et juin 1880, aucun état séparé n'en balance les opérations. Seulement on peut voir à la page 173 quelles sommes l'administration a déposées en banque pendant ces quatre mois.

Mais voici à quel résultat l'on arrive relativement à toute la période s'étendant du 1er mars au 31 décembre 1880.

En référant aux pages 173, 222, 227, 243 et 256 du volume des *comptes* on verra que les recettes totales pendant ces dix mois se sont élevées à \$589,729.44.

Les dépenses, s'il fallait en croire les calculs de la page 257, auraient été de \$438,585.62 ; mais ces calculs ne me semblent pas satisfaisants, et le bas de la page 225 que l'on y cite pour les expliquer ne les explique guère. Il me semble plus satisfaisant, pour établir les dépenses de cette année 1880, de prendre le chiffre porté à la page 224, 3ème colonne, savoir..... \$271,784 85
Et y ajouter la moitié des sommes non réparties entre la construction et le revenu se montant à \$379,592.51 (page 225, 4ème colonne),
savoir..... 189,796.25

Formant comme total de dépenses d'exploitation..... \$461,581.10

Ainsi, les recettes nettes pour les dix mois de l'année 1880 auraient été de \$128,148.34

Ces chiffres nous semblent démontrer que cette première période de la gestion de M. Sénécal doit se solder, non par un déficit, mais par un surplus satisfaisant. Il serait plus considérable, si nous prenions comme chiffre des dépenses celui de la page 257 des comptes ; mais dans l'impossibilité où nous sommes de vérifier les calculs de la page 257, nous préférons courir le risque de grossir les dépenses d'exploitation en divisant par moitiés les sommes non réparties entre la construction et le revenu.

Le prétendu déficit de \$27,282.61 pour l'année 1879-80, invoqué pour établir que le surintendant aurait, au commencement de son administration dissimulé les véritables recettes du chemin pour le déprécier, est donc une erreur.

Voyons si le second motif qu'on a fait valoir au soutien de la même accusation est mieux établi. Il se déduit du chiffre comparativement énorme de \$271,675.94 donné comme représentant les recettes nettes pour l'année 1881-82 ; et comme le syndicat Sénécal était propriétaire du chemin quand ce chiffre fut publié, on en conclut que M. Sénécal ne dépréciait plus le chemin, mais surfaisait peut-être sa valeur afin de le revendre.

Il faut donc tout d'abord examiner si ce chiffre qu'on trouve aux pages 10 et 11 des comptes publics de 1882 est exact.

D'après l'entrée faite dans ces comptes, les recettes du chemin de fer pour cette année 1881-82 auraient été de... \$1,024,994.94
et les dépenses..... 753,319.00

laissant pour recettes nettes.....\$ 271,675.94

Aucun détail de ces sommes n'est fourni dans les comptes publics, et dès lors il faut chercher ailleurs des renseignements sur l'exactitude de ces chiffres.

Recourons d'abord au rapport du Commissaire des chemins de fer de 1882, et voyons ce qu'il dit de l'exploitation du chemin pendant l'année fiscale alors écoulée.

Après avoir reproduit les chiffres ci-dessus, il ajoute : " Ces chiffres ne couvrent que les transactions d'argent et ne donnent pas le résultat exact de l'exploitation du chemin. Pour avoir ce résultat, il faut ajouter aux chiffres des recettes une somme de \$19,891.74 qui était due au 30 juin, mais qui n'avait pas encore été encaissée à cette date. Il faut aussi ajouter au montant payé des frais d'exploitation une somme de \$85,189.76 qui était due à cette même date, mais qui n'a été payée que depuis, ce qui porte à \$838,508.76 le chiffre total des frais d'exploitation."

D'après le Commissaire des chemins de fer le résultat exact des opérations serait donc comme suit :

Recettes.....\$1,044,886.68

Dépenses..... 838,508.76

Recettes nettes.....\$ 206,377.92

Voilà une première correction faite aux comptes du Trésor, et qui réduit les recettes nettes pour l'année fiscale 1881-82, de \$271,675.94 à \$206,377.92.

Maintenant ces chiffres s'accordent-ils avec les comptes de l'administration ?

Nous sommes empêchés de l'établir par le mode de comptabilité adopté, pour les raisons exposées plus haut dans nos observations préliminaires. L'administration, dans ses comptes, indique les chiffres de ses dépenses pour

chaque année de calendrier, mais non pour chaque année fiscale; et comme elle ne fournit pas un état séparé de ses dépenses d'exploitation pour chaque mois, on n'y saurait trouver la base d'un calcul couvrant l'année fiscale.

Mais alors, me dira-t-on, où l'Honorable Commissaire des chemins de fer a-t-il donc pris ce chiffre de dépenses pour l'année fiscale de 1881-82, \$838,508.76.

Nous n'en savons rien positivement. Nous croyons que ce chiffre représente le total des sommes avancées pendant l'année fiscale pour frais d'exploitation, suivant les réquisitions faites chaque mois par M. Sénécal au département des chemins de fer.

Ces sommes ont-elles été entièrement dépensées pour l'exploitation, pendant l'année fiscale? ou bien, l'exploitation a-t-elle réellement coûté davantage? Nous n'en savons rien pour l'année fiscale.

Faut-il en conclure que M. L. A. Sénécal n'a pas rendu compte des sommes ainsi avancées pour l'exploitation? Non certes, seulement ce compte, qui embrasse tout son administration depuis le 1er mars 1880 jusqu'au 30 juin 1882, et qui indique les dépenses de chaque année de calendrier, n'indique pas les dépenses de chaque année fiscale.

Que l'on veuille bien référer, par exemple, aux pages 224, 225, 229 et 257 des comptes, et l'on y trouvera des chiffres indiquant les dépenses pendant les *années de calendrier* 1880, 1881 et 1882, mais on ne trouvera nulle part les dépenses réelles des *années fiscales* 1879-80, 1880-81, 1881-82.

De même on trouvera dans un *résumé final* (p. 255) un total des sommes avancées sur réquisitions, pour frais d'exploitation, et un total des sommes vraiment dépensées pour exploitation—et ces totaux se retrouvent à divers endroits des comptes; mais encore une fois ces états de comptes couvrent les *années de calendrier*, et non les *années fiscales*, de sorte qu'il est presque impossible de comparer les chiffres du département des chemins de fer, et du Trésor, année par année, avec ceux de l'administration. La comparaison n'est possible—relativement aux dépenses—que pour toute la période de l'administration.

Le mode de comptabilité nous paraît encore défectueux sous d'autres rapports.

Ainsi par exemple on y entre quelquefois comme *dépenses d'exploitation* (*operating expenses*) les recettes déposées en banque. (Voir le chiffre de \$1,024,890.00, aux pages 225 et 257 pour l'année 1880.)

Ainsi encore on y entre ailleurs, sous l'indication de *recettes totales* (*total receipts*) les sommes déposées en banque, comme on peut le constater aux pages 256, 234, 235, 236, 237, 238, 239, et dans les notes de la page 230. En référant à ces pages on s'assurera que les chiffres de la page 256 ne donnent pas les montants *exacts* des recettes brutes totales.

Ces défauts de comptabilité n'empêchent pas de comparer les différents états de comptes entre eux, et n'établissent contre l'administration aucune présomption de fraude; mais ils rendent à peu près impossible l'étude comparée de ces livres et de ceux du Trésor.

Malgré ces difficultés, nous ne voulons pas reculer devant la tâche qui nous est imposée, et nous allons nous efforcer de constater quels ont été, suivant nous, d'après les livres de l'administration, les résultats des opérations du chemin de fer pendant toute la période de la gestion de M. Sénécal. Mais nos calculs ne pourront s'appliquer qu'aux années de calendrier, et non aux années fiscales.

Un état résumé, qu'on trouvera aux pages 256 et 257 des comp- tes établit comme recettes nettes pendant toute la période de la gestion Sénécal un montant de.....		\$396,528.06
auquel il faudrait ajouter, suivant note (a)		33,197.89
formant un total de.....		\$429,725.95

Mais il nous semble que si ce total est très près de la vérité, les chiffres qui le composent n'indiquent exactement ni les grosses recettes, ni les dépenses réelles d'exploitation. Nous croyons que l'opération suivante est plus satisfaisante : (nous y indiquons les pages d'où nos chiffres sont extraits.)

Années.	Pages des compes.	Recettes.	Pages des comptes.	Dépenses.	Recettes nettes.
1880 (10 mois)	227-243	\$ 589,729.44	224-225	\$ 461,581.10 (1)	\$128,148.34
1881	237-230 (note)	984,384.40	229-237	801,341.16 (2)	183,043.24
1882 (6 mois)	239	506,980.75	229-239	395,715.31 (3)	111,265.44
1882-83 (9 mois)	241	15,372.03	241	6,125.60 (4)	9,246.48
		<u>\$2,096,466.62</u>		<u>\$1,664,763.17</u>	<u>\$431,703.45</u>

Note (1) Ce chiffre, comme je l'ai expliqué plus haut, se décompose comme suit :—

1° dépenses d'exploitation (<i>account revenue</i>), p. 224, 3ème colonne.....	\$271,734.85
2° moitié des dépenses non réparties entre Construction et Revenu, p. 225, 4ème colonne.....	189,796.25
	<u>\$461,581.10</u>
(2) Ce chiffre comprend 1° les grosses dépenses portées à page 229.....	\$773,192.54
et 2° les dépenses courantes et quotidiennes du <i>Cash-Book</i> , p. 237.....	28,148.62
	<u>\$801,341.16</u>
(3) Ce chiffre comprend également les grosses dépenses, p. 229.....	\$384,198.53
et les dépenses courantes du livre de caisse, p. 239.....	11,516.78
	<u>\$395,715 31</u>
(4) Il s'agit ici d'arrérages de recettes et de dépenses provenant de la gestion de M. Sénécals—et la page 241 en rend compte jusqu'au 31 mars 1883.....	<u>\$6,125.60</u>

Comme on peut le voir, il y a entre l'état qui précède, et celui des pages 256 et 257 des comptes, une différence de \$1,977.50. C'est peu de chose ; et dans tous les cas, le résultat annuel constaté dans les chiffres ci-dessus ne montre pas que M. Sénécals ait dissimulé les vraies recettes du chemin de fer en 1880, et les ait grossies en 1882.

II.—“ *Que M. L. A. Sénécals, lorsqu'il était surintendant du chemin de fer de Q., M., O. & O., retira un salaire plus élevé que celui auquel il avait droit par sa commission.*”

Cette accusation fut portée en Chambre par M. Watts, le 17 avril 1885, et l'on trouvera les faits invoqués pour la soutenir aux pages 431, 432 et 433 de la *preuve documentaire*, et à la page 117 de la *preuve testimoniale*.

Comme la précédente, elle est surtout basée sur le prétendu déficit de 1880 ; et si de fait le chemin de fer n'avait rien rapporté en 1880, M. Sénécals n'aurait eu aucun droit de recevoir les argents que l'administration lui a payés pendant cette année-là.

Mais nous avons vu plus haut qu'en réalité il n'y a pas eu déficit, mais un surplus de recettes assez considérable dans l'année 1880.

D'après l'état des opérations que nous avons fait plus haut et auquel nous référons, le montant total des recettes nettes pendant la gestion de M. Sénécals aurait été de \$431,703.45—ce qui aurait donné à M. Sénécals pour sa commission	\$10,792.58
à laquelle somme il faudrait ajouter pour frais de voyages, suivant l'état qu'on trouvera à la page 258 des comptes, note (a)	1,086.81
	\$11,879.39
D'après le même état, qu'on peut voir aussi dans la <i>preuve documentaire</i> , pp. 232 et 233, M. Sénécals aurait reçu	11,000.00
Balance en sa faveur	\$ 879.39

Ce calcul est basé sur mon propre état des recettes nettes. Si l'on préfère s'en rapporter à l'état consigné aux pages 256 et 257 des comptes la différence ne sera que de \$50.00.

Mais en sus des \$11,000 qui paraissent lui avoir été payées pour commission et dépenses de voyage, M. Sénécal a reçu du Département des chemins de fer, le 30 décembre 1881, une somme de \$5,000.00.

Pourquoi cette somme lui a-t-elle été payée ?—La page 258 des *comptes* répond : “ for superintending works of construction on line of railway and for travelling expenses.”

Quels sont ces travaux de construction ? Quelle est dans cette somme la proportion des dépenses de voyages ? Aucun détail n'est donné. Seulement, en référant aux *comptes* de construction j'ai trouvé cette somme entrée dans les frais de construction de la section Ouest, comme suit : “ To L. A. Sénécal, for travelling expenses in connection with the superintending of construction works, \$5,000.00. (Voir *comptes*, au bas de la page 111.)

D'après les *comptes* de construction cette somme représenterait donc des frais de voyages.

Si nous comprenons bien les instructions données à M. Sénécal (voir *preuve documentaire*, pp. 304, 305, 317, 318, 339, 341, 350, 353 et 372), les travaux de construction étaient sous la surveillance de M. Walter Shanly, commissaire-général, et de MM. Light et Peterson, ingénieurs et assistants-surintendants.

M. Sénécal a-t-il rendu dans la direction des travaux de construction des services méritant un salaire additionnel ? La preuve ne nous permet pas de nous prononcer là-dessus.

Nous avons seulement trouvé au Département des chemins de fer la lettre de M. L. A. Sénécal demandant à l'Honorable Commissaire des chemins de fer de lui payer cette somme à titre d'indemnité pour ses dépenses de voyages, et autres dépenses qu'il indique. On pourra lire cette demande dans la *preuve documentaire*, page 437. Si le Gouvernement n'a pas exigé d'autres renseignements avant de payer cette somme, il s'est montré trop facile.

Je ne connaissais pas cette demande lorsque j'ai entendu comme témoins MM. Chapleau et Sénécal ; car je les aurais interrogés là-dessus,

III.—*Réclamations de divers commerçants de foin.*

On trouvera aux pages 282 et suivantes des *comptes*, un état de ces réclamations. S'il fallait en croire les réclamants, ils auraient fait avec l'administration du chemin de fer, en 1880, des contrats par lesquels celle-ci s'obligeait de leur fournir, dans un temps donné, un nombre déterminé de chars pour le transport, aux Etats-Unis, du foin qu'ils avaient acheté. Puis, l'administration aurait fait défaut de leur fournir dans le temps voulu le nombre de chars convenu, et leur aurait causé dans leur commerce de foin des dommages considérables.

En 1881, une enquête eut lieu devant le comité des comptes publics concernant l'administration du chemin de fer, et les réclamations des commerçants de foin furent un des principaux objets de l'enquête. Nous avons lu toute cette enquête, et nous ne croyons pas qu'elle ait jeté beaucoup de lumière sur la question qui nous occupe en ce moment. Il y est bien constaté que l'administration n'avait pas assez de chars à sa disposition pour répondre à toutes les demandes. Mais la vraie question était de savoir si elle avait réellement *promis*, par l'entremise du surintendant, un nombre déterminé de chars excédant la quantité disponible ; et ce fut cette question que l'enquête ne mit pas en pleine lumière.

Que devait faire le Gouvernement en face de ces réclamations ? Devait-il les payer, ou les régler à l'amiable en payant une partie des sommes demandées ?

Non, car les principaux officiers de l'administration n'iaient le contrat.

Devait-il simplement accorder des pétitions de droit aux réclamants et attendre la décision des tribunaux ?

Aujourd'hui que la Cour d'Appel et la Cour Suprême, sur une pétition de droit accordée à MM. Arpin et Meunier, a décidé qu'en réalité Sa Majesté n'a fait avec ces commerçants de foin aucun contrat par l'intermédiaire d'un agent autorisé, aujourd'hui, dis-je, il est facile de répondre " oui " à la question posée.

Mais, avant ces importantes décisions, la question était beaucoup plus embarrassante. Le cas était loin d'être clair, et les jugements de première instance sur les pétitions de droit accordées ont été prononcés contre Sa Majesté en faveur des commerçants de foin. Heureusement pour la Province, ces juge-

ments de la Cour Supérieure de Québec ont été renversés par la Cour d'Appel et la Cour Suprême, en l'année 1886. On trouvera ces jugements dans la *preuve documentaire*, pp. 401 et suivantes.

Toutefois, en 1882, le Gouvernement hésitait à courir les risques des procès nombreux et dispendieux dont les commerçants de foin le menaçaient; et finalement il se décida à soumettre à des arbitres la demande de M. Edouard Caron au montant de \$23,486.57, et celle de MM. Robillard et Lamarche s'élevant au même montant.

Un acte de compromis fut signé par les parties le 1er mars 1882, et, le 23 mars suivant, les arbitres—M. Verret pour les requérants et M. A. R. Macdonald pour le Gouvernement—rendirent leur sentence, accordant à M. E. Caron \$20,066.05 avec intérêt, et à M. Robillard \$19,852.02.

Le Gouvernement paya à chacun de ces deux requérants \$14,000, et refusa de se soumettre à la sentence arbitrale pour le surplus.

La Cour Supérieure, à Québec, le 9 juillet 1884, a jugé que le Gouvernement eut tort en cela; car elle l'a condamné à payer le surplus accordé par la sentence arbitrale.

Quant aux autres réclamants, le Gouvernement leur a accordé des pétitions de droit à différentes dates en 1883, 1884 et 1885. Mais il est probable que le jugement rendu par la Cour Suprême sur celle d'Arpin et Meunier mettra fin à ces poursuites.

Comme nous l'avons dit plus haut, il est évident aujourd'hui que la référence à des arbitres des réclamations Caron et Robillard fut une faute, puisque ces arbitres ont condamné le Gouvernement à payer des sommes qu'il ne devait réellement pas. En justice pour les arbitres, il faut ajouter que la Cour Supérieure, à Québec, a subséquemment décidé comme eux.

Mais, en 1882, avant les derniers jugements rendus, on pouvait penser autrement, et croire qu'un arbitrage donnerait satisfaction, ce mode ayant déjà été adopté dans plusieurs cas.

La conclusion pratique à tirer des faits qui précèdent, c'est que dans les cas où la question à décider est une question de droit, le Gouvernement doit la soumettre aux tribunaux et non à des arbitres, qu'il ne doit recourir à un arbitrage que dans les cas où—le lien de droit étant admis—il s'agit seulement de déterminer le montant dû. En adoptant ces procédés, il nous semble que le Gouvernement mettrait sa responsabilité à l'abri.

IV.—*Autres accusations concernant l'administration du chemin de fer sous la surintendance de M. L. A. Sénecal.*

Nous voulons parler ici d'accusations moins précises que les précédentes, et même des soupçons vagues et des bruits injurieux dont la gestion de M. L. A. Sénecal a été l'objet.

L'opinion générale a reconnu à M. L. A. Sénecal les aptitudes et les capacités nécessaires pour administrer le chemin de fer Q., M., O. et O. Nul ne met en doute son intelligence et son activité, et M. le curé Labelle lui rend, à ce sujet, un beau témoignage à la page 206 de la *preuve testimoniale*.

Mais M. Sénecal est en même temps un de ces spéculateurs entreprenants qui ne sauraient se renfermer dans le cercle étroit d'une seule entreprise, qui rêvent sans cesse d'élargir le champ de leurs opérations, et qui ne sont heureux que lorsqu'ils manient des millions.

Là était le danger, et pour lui-même et pour le Gouvernement qui en faisait son employé. Croire qu'un tel homme se bornerait à administrer le chemin de fer avec prudence et économie, moyennant un salaire comparativement modeste, était une illusion.

Aussi vit-on bientôt après sa nomination que l'administration n'était pas son seul souci. En même temps qu'il gérât le chemin de fer et s'efforçait d'en augmenter le trafic, il construisait des embranchements, il achetait assez d'actions pour obtenir le contrôle sur d'autres embranchements (ceux de Joliette et de St-Lin), il se mêlait activement au mouvement politique et prenait une large part aux élections, il se préparait à acheter la propriété du Gouvernement, et finalement formait un syndicat qui en devint l'acquéreur.

Naturellement son immixtion ardente dans les luttes politiques lui fit beaucoup d'ennemis, et quand la question fut posée de savoir si son administration avait été avantageuse à la province ou non, bien des hommes haut placés et que nous croyons de bonne foi ont été et sont encore d'avis qu'elle a été désastreuse.

Pour nous, qui avons vécu en dehors de l'agitation politique, et qui devons juger froidement, et uniquement d'après les preuves mises devant nous, nous tâcherons de montrer, surtout en traitant de la vente du chemin,

quels actes de M. L. A. Sénécal ont été condamnables et quels autres ont été simplement imprudents et suspects.

Le temps écoulé entre la vente et l'enquête que nous avons faite a été cause que la preuve, surtout en ce qui concerne l'administration, a été moins complète qu'elle aurait pu l'être à une époque antérieure. Les deux témoins les plus compétents peut-être dans cette matière, MM. Louthood et Quevillon ; sont en effet décédés dans l'intervalle ; et quant aux témoins entendus, ils avaient oublié sans doute bien des choses.

Voyons maintenant les autres accusations portées contre le surintendant :

La plus grave est celle que nous ont fait connaître les Honorables MM. Mercier, Trudel et Beaubien. M. L. A. Roberge en serait l'auteur, et il aurait révélé à ces messieurs une fraude énorme, à laquelle il aurait pris part lui-même.

“ Quand M. Sénécal avait besoin d'argent, leur aurait-il dit, il me demandait de faire un compte de ballast, c'est-à-dire de faire une demande pour du ballast que je n'avais pas fourni, je faisais cette demande et M. Sénécal en retirait le montant.”

Une pareille fraude n'est pas vraisemblable, et elle n'est pas prouvée. M. Roberge, qui, je n'en doute pas, a tenu ces propos aux témoins que je viens de nommer, n'a pas soutenu l'accusation sous serment, et il a même juré qu'il n'avait jamais fait pareille révélation aux dits témoins (voir p. 299 de la *preuve testimoniale*.) Si, d'un côté, il soutient qu'il y a eu irrégularité dans le mode de le payer, dans l'absence d'estimés réguliers de ses travaux, d'un autre côté, il soutient que c'est lui qui a souffert de cette absence d'estimés et non le Gouvernement, et que ce dernier lui doit encore \$50,000 pour le ballast en question.

Une autre accusation émanant de la même source est rapportée par l'Honorable M. Mercier, à la page 469 de son témoignage. Ce serait un M. C. T. Côté, auquel on aurait payé une somme de \$20,000 pour des *dump cars* et des *trucks* qui n'auraient pas été fournis par le dit C. T. Côté.

Mais ce fait n'est aucunement prouvé. C. T. Côté (p. 190 de la *preuve testimoniale*) le nie carrément, et M. Roberge ne se rappelle même plus l'avoir dénoncé à M. Mercier (p. 286 de la *preuve testimoniale*).

Il est un grief qu'on pourrait invoquer contre l'administration : c'est que le personnel en était trop nombreux. La preuve qu'il y avait trop d'employés, c'est qu'après la vente on en a déchargé environ quatre-vingts. Il est vrai que, sur ce nombre, vingt à trente avaient été nécessaires jusqu'alors pour la construction.

Mais ce mal est le résultat presque inévitable de l'exploitation par le Gouvernement, et la conséquence du patronage. En tous cas, c'est le fait du Gouvernement plutôt que du surintendant (voir tém. Davis, p. 169 de la *preuve testimoniale*).

Enfin, on a soupçonné M. Sénécal de s'être approprié une partie des recettes, soit pour son propre bénéfice, soit pour aider le parti conservateur dans les élections.

Ce soupçon, on prétend l'appuyer en disant : " Vers l'époque de sa nomination comme surintendant, M. Sénécal était insolvable ; or, immédiatement après, on le voit faire des entreprises, construire des chemins de fer, et plus tard acheter un journal au prix de \$30,000.00, souscrire largement aux élections, et enfin former un syndicat pour acheter le chemin ; où prenait-il l'argent nécessaire à de telles opérations ? "

Il est certain que M. Sénécal fit alors de grandes dépenses, et nous verrons ce qu'il faut penser de ses souscriptions électorales quand nous parlerons de la vente. Mais supposé que l'on ne connaîtrait pas la provenance des argents dépensés par M. Sénécal, ce ne serait pas un motif suffisant pour croire que ces argents appartenaient à la province. Au reste, quand nous l'avons interrogé sur ce point il n'a pas hésité à nous faire connaître les spéculations heureuses qui lui avaient procuré des capitaux dès l'année 1880. Dans son témoignage (page 511) il affirme qu'en trois mois il a réalisé environ \$49,000 sur le rachat des débentures du "*Richelieu, Drummond et Arthabaska*," qu'il transférait à M. Bradley Barlow, président du *South Eastern*. " Avec cet argent, ajoutait-il, j'ai fait d'autres spéculations, dont une m'a rapporté \$100,000 00."

Sans doute, il eut été possible à M. Sénécal, en supposant la complicité d'autres employés et surtout du trésorier ou caissier de l'administration, de s'approprier des recettes du chemin de fer. Mais il ne serait pas juste de conclure de la possibilité d'un crime à la réalité de ce crime. '

En l'absence de preuves positives, on a invoqué des circonstances, et surtout le fait qui paraissait si étrange d'un déficit de \$27,282.61 en 1879-80.

Mais on a vu ce qu'il faut penser de ce prétendu déficit, erreur énorme commise par quelqu'employé de l'Honorable M. Wurtele, alors Trésorier.

On a dit aussi que le chemin de fer aurait dû rapporter bien davantage s'il avait été bien administré, et que M. Sénécal devait lui-même compter sur des profits plus considérables puisqu'il a consenti à payer, pour la section Est, un prix qui supposait un revenu net d'au moins deux cent mille piastres.

Naturellement, nous ne pouvons pas savoir quels calculs M. Sénécal a dû faire avant d'acheter, ni quelles ont été ses espérances. Mais nous présumons qu'il devait espérer : 1° que les frais d'exploitation diminueraient du moment qu'au lieu d'être exploité par le Gouvernement, le chemin tomberait sous le contrôle d'une compagnie ; 2° qu'il produirait une hausse dans la valeur du chemin sur le marché, en suscitant une concurrence entre les deux grandes compagnies canadiennes, le Pacifique et le Grand Tronc.

La première de ces espérances était certainement bien fondée, et quant à la seconde on verra jusqu'à quel point elle s'est réalisée.

Mais la meilleure manière de juger la gestion de M. Sénécal, c'est de comparer les résultats qu'il a obtenus pendant les vingt-huit mois qu'elle a duré, avec ceux qui ont été réalisés depuis la vente.

Les témoignages de MM. Davis, Wainright, Van-Horne et autres hommes de chemins de fer permettent de faire cette comparaison, et les chiffres qu'ils nous ont donnés établissent que l'exploitation du chemin depuis la vente a produit des résultats à peine meilleurs. Le trafic a très peu augmenté, s'il a augmenté ; mais les frais d'exploitation ont été un peu moindres, comme cela devait être et avait été prévu.

Sous le contrôle du Gouvernement, les frais d'exploitation ont été en 1880 et 1882 d'environ 78 pour cent, et en 1881 de 80½ par cent. Sous l'administration du Grand Tronc, ils ont été, d'après M. Davis, de 65 à 70 par cent, et d'après M. Wainright de 75 par cent. Sous l'administration du Pacifique, ils seraient selon M. Van-Horne de 79 pour cent.

Quant aux recettes brutes, on sait qu'elles furent, dans les premiers six mois de 1882, de \$506,980.75. Or, pendant l'année qui a suivi, les recettes brutes de la section Est se sont élevées à \$560,000 pour l'année (voir témoignage de Davis, p. 170). L'augmentation du trafic, s'il y en a eu, est peu considérable, on le voit. D'ailleurs cette progression s'est également pro-

duite chaque année pendant la période de 1880, 1881 et 1882, comme on peut le voir en référant au tableau des opérations inséré plus haut.

Ce qui a été regrettable dans l'administration de M. L. A. Sénécal, c'est que le mode de comptabilité n'ait pas été plus en harmonie avec celui du Trésor, de manière à ce qu'il fût aisé de comparer les comptes respectifs des deux.

Nous regrettons aussi que les sommes dépensées n'aient pas toutes été réparties entre la Construction et le Revenu ; mais il est juste d'ajouter que cette répartition devait être bien difficile à faire relativement à certaines dépenses, parce qu'il y avait nécessairement des employés qui travaillaient à l'une et à l'autre, du matériel qui servait aux deux, et des approvisionnements consommés par les deux.

Enfin, nous croyons que le Gouvernement aurait dû accepter la résignation du surintendant lorsqu'il l'a offerte, avant que le syndicat formé par lui eut fait ses propositions d'achat. Nous comprenons parfaitement qu'il y avait des inconvénients graves à mettre à la tête de l'administration un homme nouveau qui n'aurait pas eu les connaissances acquises par M. Sénécal, et qui n'aurait pas été au fait des détails de l'organisation et des opérations passées. Nous comprenons aussi que le syndicat formait une personne juridique différente du surintendant.

Néanmoins nous persistons à croire qu'en laissant M. Sénécal continuer d'agir comme surintendant après le contrat passé et même ratifié par les chambres jusqu'à la livraison, le Gouvernement a commis une faute.

On aurait dû prévoir que cette situation deviendrait un sujet de soupçons et d'accusations, parce qu'elle maintenait un des acquéreurs du chemin dans une position qui lui permettait d'en augmenter la valeur aux dépens du Gouvernement. Nous ne disons pas que M. Sénécal a abusé de cette position, et nous verrons plus loin ce qu'il en faut penser ; mais le public devait nécessairement suspecter le désintéressement d'un acquéreur ainsi placé, et trouver au moins imprudent l'acte administratif qui le maintenait dans cette situation.

Ces réserves faites, nous constatons en terminant que M. Sénécal paraît avoir rendu compte au département des chemins de fer de toutes les opérations de l'administration, pendant sa gestion, comprenant : 1° les sommes qui étaient mises chaque mois à la disposition de l'administration, suivant réquisitions, soit pour construction soit pour exploitation ; 2° les recettes

brutes provenant de sources diverses; 3° les sommes déposées mensuellement en banque et provenant de ces recettes; 4° les dépenses tantôt résumées et tantôt détaillées de construction et d'exploitation.

Nous attirons spécialement l'attention sur la *Récapitulation* qu'on trouvera aux pages 128 et 128½ des Comptes, et sur le *Résumé final* qui balance le Débit et le Crédit, page 255.

Enfin, nous constatons que d'après le second témoignage de M. Moreau (p. 429 de la *preuve testimoniale*), les comptes de dépenses sont appuyés de pièces justificatives transmises au département, sauf pour la minime somme de \$214.42, dont les pièces manquent. Celles qui font défaut pendant la gestion de M. Scott forment un montant de \$6,492.91.

ACCUSATIONS RELATIVES A LA VENTE.

Observations préliminaires.

Avant d'entrer dans l'examen des accusations qui ont rapport à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, il n'est peut-être pas inutile de dire que c'est au point de vue administratif surtout que j'entends les juger.

Les actes qui tombent sous ma juridiction, et au sujet desquels le parlement a voulu que je m'enquère, sont du domaine administratif plutôt que du domaine politique.

Il s'agit de savoir s'il y a eu dans cette vente du chemin de fer quelques fraudes, quelques illégalités, ou quelques manœuvres corruptrices contraires à l'honneur de notre province, et à la dignité de ses représentants. L'intégrité des gouvernants a été mise en suspicion. L'indépendance et la moralité des représentants du peuple ont été attaquées. Dans les assemblées publiques et dans la presse on a dit et répété que la spéculation et l'agiotage avaient envahi le domaine de la politique, et pénétré jusque dans l'arène parlementaire. Il s'agit de savoir s'il y a quelque chose de fondé dans ces graves accusations, et c'est principalement pour cela que cette Commission a été instituée.

Afin d'apprécier la vente du chemin de fer à ce dernier point de vue, je m'efforcerai de mettre devant Votre Honneur, devant le Gouvernement, les chambres et le public, toutes les raisons qui ont été alléguées, et toutes les preuves que nous avons recueillies soit en faveur de la vente, soit pour la combattre.

En premier lieu, il convient de se demander ce que les hommes politiques pensaient de la vente en principe, lorsqu'elle a été effectuée.

L'important et long débat qu'elle a soulevé dans les chambres démontre qu'en réalité les deux partis politiques s'accordaient à juger la vente une mesure sage et désirable, en principe.

M. Joly (Débats 1882, p. 695) disait : "Nous sommes tous d'accord sur ce point, la vente est désirable, une bonne vente s'entend."

M. Stephens (même débats, p. 736) disait de son côté : " Nous sommes tous prêts à vendre pour huit millions."

D'autres adversaires du Gouvernement d'alors parlaient dans le même sens.

La Chambre de Commerce de Québec, ayant à sa tête M. Shehyn, déclarait n'être pas opposée à la vente en principe, mais voulait que des soumissions fussent préalablement demandées.

En général, on s'entendait également sur les raisons qui justifiaient la vente en principe. Ainsi la plupart des hommes politiques reconnaissaient que nos gouvernements ne pouvaient pas exploiter le chemin avantageusement. Cette opinion est soutenue dans l'enquête que j'ai faite par des adversaires aussi bien que des amis du Gouvernement d'alors. Les hommes les plus experts en ces matières, comme Sir George Stephen, M. Van-Horne, M. Wainright, M. Davis, M. McIntyre, et plusieurs autres sont de cet avis.

Enfin, l'Honorable M. Mercier dit dans son témoignage (*preuve testimoniale*, p. 472) : c'est le plus grand malheur qui puisse arriver à un Gouvernement, ici en Canada, que d'exploiter un chemin de fer.

Un autre motif qui déterminait beaucoup d'hommes politiques à croire la vente désirable en 1882, fut que le chemin n'était pas encore terminé, que des travaux urgents restaient à faire, et qu'il faudrait négocier un nouvel emprunt pour les exécuter.

Enfin, un troisième point sur lequel on tombait assez généralement d'accord était celui-ci : les finances de la province étaient loin d'être florissantes, et il fallait songer sérieusement aux moyens de les équilibrer. Au lieu d'augmenter la dette par un nouvel emprunt, il semblait urgent de la diminuer en affectant à cette fin le prix de vente qu'on trouverait pour le chemin.

Mais si nos hommes publics étaient presque unanimes à croire que la vente du chemin de fer était désirable en principe, ils étaient loin de s'entendre sur l'époque favorable pour l'opérer, et sur les conditions des contrats de vente auxquels le Gouvernement d'alors donna son assentiment.

De ce dissentiment surgirent plusieurs objections et plusieurs accusations que nous allons examiner successivement, en commençant par celle qui touche à la légalité même du contrat.

I.—La vente était-elle illégale aux termes de l'article 1484 de notre Code Civil ?

Ceux qui ont combattu la vente ont répondu affirmativement à cette question. Ils ont prétendu que M. Sénécals, étant l'administrateur du chemin de fer, n'avait pas le droit de l'acheter, et qu'en conséquence la vente était illégale et nulle en vertu de cet article 1484 de notre Code, qui se lit comme suit :

“ Ne peuvent se rendre acquéreurs, ni par eux-mêmes, ni par parties interposées, les personnes suivantes, savoir :

“ Les tuteurs et curateurs des biens de ceux dont ils ont la tutelle ou la curatelle, excepté dans les cas de vente par autorité judiciaire ;

“ Les mandataires des biens qu'ils sont chargés de vendre ;

“ Les administrateurs ou syndics des biens qui leur sont confiés, soit que ces biens appartiennent à des corps publics ou à des particuliers ;

“ Les officiers publics, des biens nationaux dont la vente se fait par leur ministère ;

“ L'incapacité énoncée dans cet article ne peut être invoquée par l'acheteur ; elle n'existe qu'en faveur du propriétaire ou autre partie ayant un intérêt dans la chose vendue.”

Nous ferons remarquer d'abord que la vente n'a pas été consentie à M. Sénécals personnellement, mais à un syndicat, provisoirement, et finalement à une compagnie régulièrement incorporée par acte du parlement.

Cependant, pour les besoins de l'argumentation et pour élucider entièrement cette question, nous supposons que M. Sénécals soit seul devenu acquéreur. Dans quelle classe d'incapables faudra-t-il alors le ranger ?

On ne saurait le placer parmi les tuteurs et les curateurs ; mais on voudra peut-être le considérer comme un des mandataires désignés par notre article. Cette prétention est cependant insoutenable, car M. Sénécals était un mandataire chargé simplement de gérer et non pas de vendre la propriété qu'il gérait. Or notre article ne frappe d'incapacité que les mandataires qui sont chargés de vendre les biens qu'ils administrent.

Dira-t-on que M. Sénécals doit être mis au rang des officiers publics désignés par notre code ?

Ce serait une nouvelle erreur ; car la vente du bien national qu'il administrait ne pouvait se faire par son ministère, condition exigée par notre code pour rendre l'officier public incapable d'acheter.

Donc, ni sa qualité de mandataire ni celle d'officier public ne rendait M. Sénécals inhabile à acheter le chemin de fer.

Peut-on enfin ranger M. Sénécals parmi les administrateurs ou syndics qui forment encore une autre classe d'incapables aux termes de notre article ?

Je ne le crois pas. Par ces termes d'administrateur et de syndic notre code désigne à mon avis des gens qui non seulement gèrent des biens qui appartiennent à d'autres, mais encore *représentent* légalement les propriétaires de ces biens, ont les mêmes pouvoirs de contracter, et conséquemment se trouveraient vendeurs en même temps qu'acheteurs.

Ainsi les syndics à une faillite, les directeurs d'une société incorporée, le conseil d'une municipalité, les marguilliers d'une fabrique, les liquidateurs d'une société de commerce, les exécuteurs testamentaires d'un défunt, et d'autres administrateurs du même genre ne peuvent pas acheter les biens qu'ils administrent, parce qu'ils sont les *représentants* légaux des propriétaires de ces biens.

C'est là, je crois, ce que notre code entend par administrateur, et je m'en suis convaincu en consultant les commentateurs de l'article 1596 du code Napoléon, sur lequel notre article 1484 est copié presque textuellement.

Or, M. Senécal n'était pas un administrateur de ce genre. C'était un mandataire, ou si l'on veut, un officier public qui gérait un bien national avec des pouvoirs limités par l'Ordre en Conseil qui l'avait nommé, et par les instructions qu'il recevait du Gouvernement.

Ses fonctions étaient définies et renfermées dans un cercle assez étroit, et relativement à certaines actes d'administration, il devait faire rapport au Gouvernement et prendre son avis avant d'agir.

Les vrais administrateurs du chemin de fer, responsables à la Province de Québec, qui était propriétaire, c'étaient les ministres, et plus spécialement le Commissaire des chemins de fer.

Voici comment le statut 43-44 Victoria, chapitre 3, section 2, définissait les pouvoirs et les attributions de ce Commissaire : " il possèdera et exercera tous les pouvoirs possédés et exercés lors de la mise en force de cet acte par le Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, concernant la construction, la régie et l'*administration* d'aucun chemin de fer, etc."

Avant la loi que je viens de citer et qui faisait, du département des chemins de fer, un ministère séparé, le chemin était administré par le ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics, et si l'on réfère au rapport de ce ministre pour l'année 1880, on verra quelles étaient exactement ses attributions, ainsi que les attributions du surintendant-général.

Ce rapport débute ainsi : " Le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, propriété du Gouvernement de la Province de Québec, est *administré* par le ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics, lequel se fait, au besoin, seconder par un fonctionnaire nommé provisoirement par Ordre-en-Conseil, et dont les attributions consistent :

1° A déterminer les ouvrages nouveaux et les grosses réparations à faire soit à la voie, soit au matériel ;

2° A surveiller et assurer l'exécution des ordres généraux concernant la circulation, l'exploitation, l'entretien de la voie et du matériel ;

3° A faire rapport sur les marchés pour achat de matériels, approvisionnements, combustibles, etc. ;

4° A étudier le trafic, les traités de correspondances avec les compagnies étrangères, ainsi que l'indication du mouvement."

Ce même rapport, et les Ordres-en-Conseil et instructions qu'on trouvera dans la *preuve documentaire*, constate que l'administration du chemin de fer était spécialement confiée au ministre ayant sous son contrôle un personnel considérable, et que plusieurs des officiers, les plus importants, tels que le chef de la comptabilité, le caissier, et l'auditeur ne relevaient pas du surintendant-général.

Il va sans dire que tous les fonctionnaires de l'administration étaient nommé par le Gouvernement, et non par le surintendant-général.

Ainsi donc les ministres, et plus spécialement le ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics d'abord, et plus tard le Commissaire des chemins de fer, étaient les véritables administrateurs du chemin, dans le vrai sens de l'article 1484. Ils n'auraient donc pas pu acheter le chemin, parce qu'ils représentaient légalement la Province de Québec, propriétaire, et parce que la vente devait être faite par leur ministère.

Quant à M. Sénécal, il n'était qu'un fonctionnaire salarié, sous le contrôle des administrateurs, et n'ayant d'autres pouvoirs que ceux qui lui étaient conférés par le mandat spécial et limité qu'il avait reçu.

J'en conclus qu'il aurait pu légalement devenir seul acquéreur du chemin de fer.

Il va sans dire que je ne traite ici que la question de légalité, et je n'entends pas soutenir qu'il soit de bonne politique pour un Gouvernement, dans certains cas donnés, de vendre une propriété de l'Etat à un officier public qui en a eu la gestion dans une mesure plus ou moins étendue.

Si l'on avait encore des doutes, après ce que je viens de dire, sur la question de savoir si M. Sénécal pouvait légalement acquérir seul le chemin de fer, on devra convenir que ces doutes ne sauraient subsister à l'égard du syndicat dont M. Sénécal faisait partie.

Vainement dira-t-on que les autres membres de ce syndicat n'étaient que des prête-noms ou des parties interposées. L'enquête que nous avons faite prouve que tous ceux qui sont entrés dans la compagnie du chemin de fer du Nord sont devenus sérieusement acquéreurs du chemin, qu'ils ont réellement payé cinquante pour cent sur leurs actions, et que si plusieurs ont revendu leurs parts à MM. Sénécal et McDougall ils ont réalisé des profits réels et considérables.

La compagnie du chemin de fer du Nord a donc formé un être moral distinct, une personne juridique séparée de ses membres, contre laquelle aucune incapacité légale n'existait et qui a pu devenir légalement acquéreur du chemin de fer.

S'il en était besoin, nous pourrions faire encore un pas de plus, et soutenir que si le contrat en question était prohibé par l'article 1484, la loi qui l'a ratifiée aurait créé pour ce cas particulier un amendement au code.

Un gouvernement peut bien violer une loi par un acte administratif, mais il ne viole pas une loi par une autre loi. Si la dernière loi passée par un parlement est contraire à la loi antérieure, celle-ci se trouve abrogée ou modifiée.

On a dit qu'il eût fallu alors le déclarer ; mais cela n'était pas nécessaire. L'abrogation tacite d'une loi est précisément admise pour ce cas où le législateur ne déclare pas son intention. C'est ce que soutient Demolombe, volume II, No. 126.

Pour toutes ces raisons, nous n'hésitons pas à dire que la vente du chemin de fer n'est pas frappée d'illégalité et de nullité par l'article 1484 de notre code.

II.—*Avant de consentir des contrats de vente, le Gouvernement aurait-il dû : 1^o demander des soumissions, 2^o consulter les Chambres ?*

Plusieurs des témoins que nous avons entendus ont été d'avis qu'on aurait dû demander des soumissions. Mais ceux qui nous paraissent les plus compétents sont d'un avis contraire, et les raisons qu'ils en donnent semblent convaincantes.

Dans le mois de décembre 1881, l'Honorable M. Chapleau consulta là-dessus M. Walter Shanly, et voici la réponse qu'il reçut :

“ En réponse à une question que vous m'avez posée récemment, je dois vous dire que je crois fermement que, pour essayer de louer ou de vendre le chemin de fer du Gouvernement, ce sera un plan beaucoup meilleur et plus sûr de négocier privément, pour ainsi dire, avec des personnes notoirement désirables comme locataires ou comme acheteurs, que d'offrir cette propriété par voie de soumissions publiques.

“ Le système des soumissions publiques a été essayé en 1878 et n'a donné que des résultats décidément défavorables. Il a été reçu une foule d'offres et de nature si différente, quant à l'évaluation de la propriété, qu'elles indiquaient que plusieurs de ceux qui désiraient louer le chemin ne connaissaient guère le sujet qu'ils traitaient : on avait donné une apparence spécieuse à des offres entièrement sans valeur, en offrant de hauts prix de loyer avec garanties “ pour l'exécution fidèle du contrat, ”, garanties qui, examinées de près, n'étaient pas des garanties du tout.

“ On arriverait inévitablement à de semblables résultats en demandant des soumissions maintenant, ou en n'importe quel temps. Il serait fait des offres que, si acceptables qu'elles fussent en apparence, vous seriez obligé de rejeter. Les compagnies ou les syndicats financièrement capables d'assumer le contrôle, et d'entreprendre l'exploitation des 400 milles de chemin de fer du Gouvernement, ne se forment pas dans un instant, et les personnes capables de former ces associations ne se soucieraient probablement pas d'entrer en concurrence avec tout venant. Donc, une conséquence très-probable de la mise à l'enchère du louage de la ligne serait d'empêcher complètement les locataires les plus désirables de soumissionner, et de mettre le Gouvernement dans la nécessité de transiger, du mieux qu'il pourrait, seulement avec les gens qui répondraient à ses demandes de soumissions. Après avoir adopté le principe de la compétition publique, le Gouvernement ne pourrait guère mettre de côté toutes les offres faites et en revenir en dernière alternative aux négociations privées. On s'attendrait naturellement à ce qu'il louât le chemin à quelqu'une des compagnies qui auraient soumissionné.

“ Le choix des personnes à qui confier le soin et l'exploitation d'une propriété d'une aussi grande valeur que le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour une période de 10, 20 ou 25 ans, est une affaire qui exige la plus sérieuse considération, et, dans mon opinion, le plus sûr moyen d'obtenir la pleine valeur de cette propriété, soit en l'affermant, soit en la vendant, c'est que le Gouvernement fixe la valeur minimum de cette propriété pour la province, et négocie sur cette base avec des personnes dont la capacité pour assumer et remplir le contrat, sous l'une ou l'autre forme, est hors de doute.”

M. Van-Horne, très-expert en ces matières, est du même avis, et il ajoute aux raisons données par M. Shanly, le motif suivant : “ the danger would be that the parties, to whom it would be of value, might combine for the purpose of securing the road at a lower figure.” (*Preuve testimoniale*, p. 243.

Sir George Stephen, et MM. Wainright, Drinkwater et Davis partagent également cette opinion.

Ajoutons cependant que sans demander des soumissions le Gouvernement a fait connaître longtemps avant la vente son intention de vendre, qu'il a même fixé son prix, et que tous ceux qui pouvaient être regardés comme des acquéreurs sérieux ont été sollicités d'acheter et ont fait des offres.

Quant au second point, savoir si le Gouvernement n'aurait pas dû consulter préalablement les chambres, nous n'y voyons pas matière à accusation. Pour consulter les chambres il fallait que le Gouvernement prît lui-même une détermination. Pour appeler les chambres à se prononcer sur la vente il fallait que le Gouvernement se décidât d'abord à vendre le chemin à tel prix. Or les contrats *conditionnels* passés le 4 mars 1882, *sujets à l'approbation des chambres pour avoir leur effet*, n'étaient qu'une des formes de cette décision du Gouvernement. On n'enlevait par là aux chambres, ni leur droit, ni leur liberté.

III.— “ *Que le Gouvernement a complètement sacrifié les intérêts de la Province de Québec, en subdivisant le chemin de fer Q., M., O. et O. en deux sections, et en vendant la section Est au syndicat du chemin de fer du Nord, au lieu d'accepter les offres du Pacifique Canadien, et de lui vendre la totalité du dit chemin de fer, depuis Ottawa jusqu'à Québec.* ”

Tels sont les termes de l'accusation portée par l'Honorable M. Joly, en chambre, le 18 avril 1885.

Elle a deux chefs, mais ces deux chefs sont inséparables, et c'est le mal résultant du second qui rend le premier chef mauvais. Si l'on avait vendu la totalité du chemin au syndicat Sénécal, je suppose que l'Honorable M. Joly n'aurait pas trouvé la transaction meilleure ; au contraire, je suis convaincu qu'il l'aurait trouvée pire. Ce qu'il condamne donc en réalité, ce n'est pas précisément d'avoir divisé le chemin en deux sections, ce qui, du reste, datait de la construction même ; mais c'est de ne l'avoir pas vendu en totalité au Pacifique Canadien.

Le désir de voir la totalité du chemin devenir la propriété du Pacifique était général. Tout le monde le voulait, et nous avons raison de croire, après l'enquête faite, que l'Honorable M. Chapleau ne le désirait pas moins ardemment que tout autre.

Mais le Pacifique, lui, le désirait-il ? Certainement non. La preuve faite ne laisse aucun doute sur ce point. Le Pacifique devait naturellement passer par Montréal, et l'on comprend qu'il pouvait désirer acheter la section Ouest. Mais avait-il quelque intérêt à acheter la section Est ? Les hommes d'affaires et les hommes de chemins de fer répondent non. Québec n'étant pas un port d'hiver, et n'étant pas relié par un pont avec l'Intercolonial, ne pouvait pas être le but des aspirations du Pacifique qui se hâtait vers la mer.

Qu'on lise les témoignages de MM. McIntyre, Van-Horne, Drinkwater, Sir George Stephen, Davis, et l'on sera convaincu de ce fait : le Pacifique n'avait pas besoin de la section Est et ne voulait pas l'acheter.

Cependant, dira-t-on, le Pacifique n'a-t-il pas offert pour tout le chemin \$8,750,000 ? Oui, cette offre est consignée dans une lettre de Sir George Stephen à l'Honorable M. Chapleau en date du 9 janvier 1882, et qu'on peut lire aux pages 655 et 656 de la *preuve testimoniale*.

Mais, sur ce montant, \$750,000 devaient être appliquées à l'achèvement du chemin, et quant aux huit millions, vrai prix du chemin, ils étaient payables en cinquante ans avec intérêt à 4 o/o !

Eh ! bien, je le demande, un pareil taux d'intérêt, stipulé pour 50 ans, était-il acceptable ? Certainement non. En comparant cette offre du Pacifique pour la totalité du chemin, avec le prix de vente qui a été obtenu, on pourra constater que la différence d'intérêts entre les deux, accumulés pendant cinquante ans, représenterait une perte d'une douzaine de millions.

Cet énorme sacrifice pécuniaire eût-il été compensé par les avantages présumés et espérés que l'extension du Pacifique jusqu'à Québec devait produire selon les prévisions d'un grand nombre ? On peut aujourd'hui répondre sans hésiter à cette question : Non. Car depuis près de deux ans le Pacifique est devenu propriétaire de la section Est, et les grands avantages que l'on en attendait sont encore à venir.

Donc le Gouvernement fit bien de refuser l'offre du Pacifique. On peut le dire aujourd'hui avec d'autant plus de raison que l'on a fini par lui faire acquérir tout le chemin pour le prix dont le syndicat Sénécal est convenu, c'est-à-dire pour un prix beaucoup plus élevé que celui qu'il offrait en 1882. Accepter l'offre du Pacifique pour la totalité du chemin en 1882, aurait été un acte administratif des plus imprévoyants et une perte immense.

Ce qui prouve qu'on a bien fait de refuser en 1882 l'offre de \$8,000,000, payables à l'expiration de 50 années, avec intérêt à 4 o/o, c'est que trois ans après, en 1885, le Pacifique a consenti à payer le prix convenu avec les premiers acquéreurs, c'est-à-dire un surplus d'intérêts tel, qu'ils formeraient, en s'accumulant pendant cinquante ans, un capital de douze millions.

Mais, objectera-t-on, cela prouve aussi qu'on aurait dû attendre encore trois années pour vendre.

C'est déplacer la question que nous discutons en ce moment ; ou plutôt, c'est une tout autre accusation que nous examinerons plus loin. Mais, en ce moment, pour procéder avec ordre, nous voulons nous borner à l'accusation portée par l'Honorable M. Joly, et nous croyons avoir déjà démontré que le Gouvernement ne devait pas accepter les offres faites par le Pacifique en 1882 pour la totalité du chemin.

On dira sans doute : mais n'aurait-il pas été possible d'induire le Pacifique en 1882 à payer un prix plus élevé au moyen d'une pression exercée par le Gouvernement d'Ottawa ? Ou bien encore, n'aurait-on pas dû faire des démarches et des instances auprès de ce dernier pour qu'il achetât lui-même le chemin ?

Le témoignage de M. Chapleau et la correspondance qu'il a produite (*preuve testimoniale*, pp. 648 et suivantes), et les témoignages des directeurs du Pacifique répondent à ces questions, et démontrent que l'Honorable M. Chapleau, depuis mai 1880 jusqu'à janvier 1882, a fait tout en son pouvoir pour vendre le chemin de fer au Gouvernement fédéral et au Pacifique.

Qu'on veuille bien lire les extraits de mémoires et de lettres, cités par M. Chapleau, et reproduits dans la *preuve testimoniale*, de la page 648 à la page 656 inclusivement, et l'on devra reconnaître que l'Honorable M. Chapleau a plaidé fortement la cause de la Province de Québec auprès du Gouvernement fédéral et du syndicat du Pacifique.

Qu'on veuille bien référer aux témoignages des membres du syndicat du Pacifique, et notamment à celui de M. Duncan McIntyre (p. 341) et à celui de Sir George Stephen (p. 335), et l'on verra que non-seulement M. Chapleau a fait des instances auprès des ministres fédéraux, et du Pacifique, mais que Sir John A. Macdonald et Sir Hector Langevin ont fait des efforts pour décider le syndicat du Pacifique à acheter tout le chemin.

Le Pacifique, on le sait, finit par consentir à acheter la section Ouest, mais persista à refuser la section Est. Quant au Gouvernement fédéral, le

chemin lui avait été offert le 13 mai 1880, au prix de sept millions (*preuve testimoniale*, page 659), et il n'avait pas cru devoir agréer la proposition.

Les espérances de la Province de Québec étaient ainsi déçues. Elle avait toujours cru que le chemin par elle construit était un chaînon naturel d'un grand chemin de fer transcontinental, allant de l'océan Pacifique à l'Atlantique. Elle avait agi, en quelque sorte, comme un *negotiorum gestor* vis-à-vis de la Puissance du Canada, en exécutant une entreprise dont celle-ci retirerait autant d'avantages qu'elle-même. N'était-il pas juste et équitable que le Canada lui remboursât au moins une partie de ce qu'elle avait dépensé ?

Cela fut compris en 1884 par les ministres et par les députés du Parlement fédéral, et le 10 avril 1884, Sir Charles Tupper, en proposant d'accorder la subvention de \$12,000 par mille à la Province de Québec, prononçait les paroles suivantes : " j'ose dire que personne dans cette chambre ne mettra en doute le fait que si le Gouvernement de la Province de Québec n'avait pas pourvu à la construction d'un chemin de fer entre Québec et Ottawa, cette chambre aurait considéré, et le pays aurait considéré le chemin de fer du Pacifique Canadien comme tout-à-fait incomplet, et auraient été prêts à traiter cette partie de la question tout comme nos honorables amis de l'opposition ont traité la question de relier le Canada Central de Pembroke à Callander par l'octroi d'une somme d'argent suffisante pour atteindre ce but. Le fait que le Gouvernement de Québec a prévenu cette action, le fait que le Gouvernement de Québec a, depuis la Confédération, dépensé à même son propre trésor une somme d'au-delà de 14 millions, je crois, pour la construction de son chemin de fer, au lieu de diminuer ses droits à la considération, lui donne au contraire beaucoup plus de force. Ce fait augmente la force de la position de cette province lorsqu'elle s'adresse au Gouvernement comme elle l'a fait pour demander qu'on lui rembourse une partie raisonnable de cet argent, et qu'on la place à peu près dans la même position qu'elle occuperait si elle ne s'était pas montrée aussi empressée à favoriser ce que tout le monde s'accorde à considérer comme la grande œuvre nationale du pays."

Ce que l'on paraît avoir bien compris à Ottawa en 1884 et en 1885 a-t-il été aussi bien compris en 1882 ? Le Gouvernement fédéral eut-il vraiment pu alors vaincre les résistances du Pacifique, le forcer à acheter la section Est au prix offert par le syndicat Sénécal, et payer lui-même à la province, à titre de remboursement, la subvention de \$12,000 par mille ?

Nous n'avons pas juridiction pour répondre à cette question. Les actes administratifs du Gouvernement fédéral ne sont pas soumis à mon

examen, et je n'ai pas dû m'en enquérir. Pour exprimer une opinion sur la conduite du Gouvernement fédéral en 1882, il m'aurait fallu avoir le droit de m'enquérir de ses motifs et l'entendre ; or, c'est un droit que le parlement de Québec ne pouvait pas me conférer.

Nous ne sommes donc pas en mesure de dire pourquoi les démarches du Gouvernement de Québec auprès de celui d'Ottawa et du Pacifique en 1882 n'ont pas réussi, ni s'il y a eu d'autres causes de cet insuccès que le peu d'intérêt que le Pacifique mettait dans la section Est du chemin, au point de vue de sa grande voie inter-océanique.

Mais nous savons maintenant que le Gouvernement de Québec a fait des efforts pour réussir ; et nous verrons plus loin par quel concours de circonstances les dispositions du Pacifique à l'égard de la section Est du chemin se sont modifiées en 1885.

Après cela, il nous semble que l'accusation suivante vient en son lieu et place :

IV.—Que le Gouvernement n'aurait pas dû vendre en 1882, et qu'en attendant quelques années il aurait vendu à de meilleures conditions.

Au premier abord, il semble que cette accusation soit prouvée par tout ce que nous venons de dire en discutant la précédente.

En effet, peut-on nous dire, vous avez démontré 1° que le Gouvernement ne devait pas accepter l'offre du Pacifique pour tout le chemin en 1882, parce que c'eût été un sacrifice pécuniaire trop grand ; 2° que le Gouvernement a fait alors tous ses efforts, mais vainement, pour obtenir un plus haut prix du Pacifique, ou du Gouvernement fédéral ; 3° que les dispositions du Pacifique se sont modifiées depuis lors, et qu'il a consenti, en 1885, à devenir l'acquéreur de la section Est ; ces prémisses posées, ne faut-il pas conclure que le Gouvernement aurait dû attendre des circonstances plus favorables, celles par exemple qui se sont présentées en 1885 ?

Cependant cette conclusion est trop hâtive, et nous croyons pouvoir établir qu'elle n'est pas fondée.

1o Il ne faut pas perdre de vue que l'exploitation du chemin coûtait très cher et rapportait peu. En 1881, elle avait rapporté environ \$188,000

de recettes nettes ; en 1882 elle aurait produit un peu plus de \$200,000. Or l'intérêt du prix depuis la vente a rapporté à la province \$380,000 par an.

2o Le chemin ne pouvait pas rester pendant trois ans, de 1882 à 1885, dans le même état qu'il était, et le Gouvernement aurait été obligé d'y faire des travaux de construction et de parachèvement considérables et très dispendieux. On verra plus loin que la Cie du chemin de fer du Nord a dû faire ces travaux, et déboursier de fortes sommes.

3o Lors de la vente, en 1882, le Pacifique était sur le point de construire un chemin de fer de Smith's Falls à Montréal. Cette construction était décidée, et l'on comprend quelle diminution de valeur en fût résultée pour la section Ouest de notre chemin.

Ce dernier fait surtout est conclusif ; si l'on n'avait pas vendu la section Ouest au Pacifique en 1882, il aurait construit sa ligne de Smith's Falls à Montréal ; et comment aurions-nous pu après cela lui faire acheter notre chemin ?

Voici quelles questions nous avons posées à M. Van-Horne à ce sujet, et quelles réponses il nous a données (*preuve testimoniale*, p. 248) :

" Q.—It has been said, when the sale to the Sénécal syndicate took place, that, had the Government waited a few years, the Pacific syndicate would have surely bought the Eastern section ; was there any probable prospect of such a purchase ?

" A.—No, I think it highly improbable. I am very positively of opinion that, had there been any delay in the sale of the Western section, the Canadian Pacific would have provided its own line into Montreal, would have been forced to do so, and that once having its own line into Montreal, it would not have wanted the line between Montreal and Ottawa at any time ; and I think the Quebec Government would have then had great difficulty in disposing of the two sections separately. And I do not know that the Canadian Pacific railway would, under any circumstances, have bought the entire line together, between Quebec and Ottawa.

" Q.—Do you think you could have had a line from Ottawa to Montreal, for a similar sum as that paid for the Western section ?

" A.—We could have built a line that would have given us an Ottawa connection, as well as a connection with our main line, at a very much

smaller sum ; but it was best to pay a larger price, rather than to build a new line, which would certainly only get a portion of the Ottawa and Montreal business ; it was better to pay a higher price, and have the only line."

Sir George Stephen (pp. 335, 336 et 338) exprime la même opinion ; et M. Duncan McIntyre, après avoir parlé de la connection que le Pacifique devait établir entre Smith's Falls et Montréal, répond à nos questions comme suit :

"Q.—Am I to understand then that it was a good time, in eighteen hundred and eighty-two, to sell that portion of the road ?

"A.—In connection with that, I would simply state I consider the transaction carried out in connection with the Western division of Q., M., O. & O., as the best transaction that Mr. Chapleau ever did in the interest of the Province, and I have no hesitation whatever in stating that I consider it is the best transaction that could have been done. I speak of the Western portion. I know nothing of the Eastern portion, and I have given my reasons for reluctantly consenting to purchase it. If the Government had stood off, we could have protected ourselves, and get an entrance to Ottawa at a much less cost, which would have answered the purposes of the Canadian Pacific railway company much better.

"Q.—Then, in your opinion, it would have been a foolish thing for the Government to wait two or three years more to sell that portion of the road ?

"A.—I have not the slightest hesitation in saying so. I consider it is a most fortunate thing for the Province. It is not for me to say what Mr. Chapleau's plans were, but if the Canadian Pacific had not got a connection to Ottawa to-day, they could get it at a much lower price. I am decidedly of the opinion, and I have no hesitation in saying that I consider the sale the best that Mr. Chapleau could have made, and I consider the sale decidedly in the interest of the Province."

M. le curé Labelle partage aussi cette manière de voir. Après avoir raconté ses craintes au sujet de la ligne de Smith's Falls à Montréal, qu'il considérait comme très menaçante pour l'avenir de notre chemin de fer, et son entrevue avec M. Abbott à ce sujet (page 204) il ajoute, page 205 :

"R.—Le Pacifique se décidant à acheter la partie Ouest, il n'y avait pas d'hésitation de sa part, il (le Gouvernement) devait la vendre au Pacifique

pour empêcher cette compagnie de construire la ligne, dont j'ai parlé plus haut, de Smith's Falls à Montréal. Je considère que ce danger eût été considérable, parce qu'il eût réduit notre chemin à une simple ligne locale, et qu'il était en état d'accaparer le trafic de l'Ouest, et que l'hypothèque que le Gouvernement avait prise sur ce chemin se serait trouvée diminuée d'autant de valeur.

"La vente de la section Ouest du chemin a été considérée comme une des plus belles affaires qui aient été faites; on reliait le nord avec le commerce de l'ouest, et si aujourd'hui le Pacifique a acheté la section Est, ce n'est que pour la continuation du même plan.

"Q.—Ne pensez-vous pas qu'en retardant on eût pu vendre tout le chemin au Pacifique?

"R.—Au prix que le Pacifique et le Gouvernement fédéral réunis se trouvent maintenant avoir payé, je trouve qu'on a vendu le chemin dans le temps favorable pour avoir un prix raisonnable, et mieux qu'en retardant un ou deux ans, car, à cette époque, la ligne du Canada Atlantique était près de se terminer, et le Pacifique, faisant sa ligne de Smith's Falls à Montréal, notre ligne devenait par conséquent de peu d'importance et perdait considérablement de sa valeur."

En face de ces témoignages d'hommes compétents, et qui ne sont pas contredits, on conviendra que le Gouvernement a bien choisi l'époque propice pour vendre la section Ouest. Mais on dira: "le Gouvernement a bien fait de vendre alors la section Ouest puisqu'il était à craindre qu'elle perdît de sa valeur par la construction d'une ligne rivale; mais il aurait dû attendre quelques années encore pour vendre la section Est, et, en 1885, grâce à la pression du Gouvernement d'Ottawa, il l'eut vendu au Pacifique quatre millions, et il eut retiré la subvention du Gouvernement fédéral au lieu de la voir employée à payer les débentures de MM. Sénécal et Macdougall."

On voit que nous ne diminuons pas les arguments des adversaires de la vente, et nous reconnaissons toute la force de celui que nous venons de reproduire.

Mais, pour bien juger le mérite d'un acte, il faut se reporter à l'époque où il a été commis. Il est plus facile d'apprécier les événements accomplis que de les prévoir. Après ce qui s'est passé en 1885 il est aisé de dire aux vendeurs de 1882: "nous|avons que vous avez bien fait de vendre alors la

section Ouest, mais si vous aviez gardé la section Est vous l'auriez vendue plus cher en 1885, en ce sens que, grâce à la subvention du Gouvernement fédéral, vous auriez réalisé un montant plus élevé."

Ce raisonnement, facile aujourd'hui parce qu'il est basé sur des faits, était loin d'être aussi clair en 1882, parce qu'il fallait l'appuyer alors sur des prévisions très problématiques. Était-il probable, en 1882, que le Pacifique serait mieux disposé plus tard à acheter la section Est? Non, et ses directeurs, entendus comme témoins, ont juré que ce n'est pas de bonne volonté qu'ils l'ont achetée en 1885, mais sous la pression du Gouvernement d'Ottawa.

D'autre part, il n'y avait aucun motif d'espérer en 1882 que le Gouvernement fédéral achèterait plus tard la section Est pour la revendre au Pacifique, car le Gouvernement de Québec faisait des démarches et des instances depuis dix-huit mois pour l'y déterminer, mais sans succès; et cependant, il n'est que juste pour l'Honorable M. Chapleau de dire qu'il exposait clairement et fortement la situation. En offrant de vendre le chemin de fer au Gouvernement fédéral au prix de sept millions, en mai 1880, il lui prédisait même les embarras que le refus du Gouvernement fédéral d'acheter pourrait occasionner plus tard: "with the provincial road in the hands of a private company," écrivait-il, "there would remain no other alternative for the Pacific Railway management, but to secure running powers either with that line, or with the Grand Trunk, and in case of future and not improbable combination of the Grand Trunk with the private company controlling the Quebec road, a serious obstacle and loss might be the inevitable consequence of the action taken by the Federal Government. In these days of railway warfare and dangerous combinations it is not a speculative view that I am bringing to your consideration."

Les événements ont justifié ces prévisions de l'Honorable M. Chapleau, et ce sont ces événements qui ont probablement déterminé l'action ultérieure du Gouvernement fédéral. La compagnie du chemin de fer du Nord, ayant à sa tête M. L. A. Sénécal, devenue propriétaire de la section Est, a réussi à faire naître une concurrence entre les deux grandes lignes rivales, le Pacifique et le Grand Tronc, et à revendre à ce dernier pour un prix qu'il n'avait pas voulu payer quelques mois auparavant. Cette issue vers Québec devenant par là même fermée au Pacifique, le public du district de Québec s'émut et réclama à grands cris le terminus du Pacifique. On fit de l'agitation, on mit en jeu de puissantes influences, et finalement la pression

exercée sur le Gouvernement fédéral fut telle que, lorsque le Pacifique vint lui demander de nouveaux secours, il lui imposa l'achat de la section Est.

Tout cela se serait-il réalisé dans l'hypothèse que le Gouvernement de Québec fût resté propriétaire de la section Est ? Il nous semble qu'il y a bien des raisons d'en douter.

Mais ce n'est pas la seule réponse à faire à ceux qui pensent que le Gouvernement de Québec aurait dû vendre la section Ouest en 1882, et continuer d'exploiter la section Est jusqu'en 1885.

Supposons en effet que le Gouvernement eût adopté cette ligne de conduite ; supposons de plus—malgré ce qui nous semble improbable dans cette hypothèse—que le Pacifique et le Gouvernement fédéral eussent fait en 1885 avec le Gouvernement de Québec, resté propriétaire du chemin, les arrangements qu'il a faits avec le Grand Tronc et les porteurs de débentures ; supposons enfin que le Gouvernement fédéral se fût alors obligé de payer à celui de Québec l'intérêt annuel de 4 o/o sur \$970,000 (montant fixé dans l'arrangement intervenu entre le Pacifique et le Gouvernement d'Ottawa le 19 septembre 1885—*preuve documentaire*, p. 395) croit-on que le gain réalisé par la Province de Québec se fût élevé à ce chiffre ?

Calculons un peu.

1o Depuis le 30 juin 1882, la Province a retiré l'intérêt annuel sur le prix de la section Est (\$4,000,000 à 5 o/o) c.-à-d. \$200,000.00. Combien eut-elle retiré par l'exploitation ? Certainement pas la moitié de cette somme. Car l'exploitation de la section Est seule eût probablement coûté près des deux tiers de ce que coûtait celle de tout le chemin. En gardant la section Est et l'exploitant, au lieu de retirer l'intérêt du prix, la province eut donc perdu annuellement au-delà de \$100,000—soit plus de \$300,000 pour la période s'étendant du 30 juin 1882 au 19 septembre 1885.

2o Il aurait fallu compléter les travaux de construction que le syndicat Sénécal et, après lui, le Grand Tronc ont été obligés de faire. A quel chiffre se seraient élevées ces dépenses ? S'il faut en croire M. John McDougall, le seul déplacement de la rue Prince-Edouard à la rue St-André à Québec aurait coûté au-delà de \$300,000.00, et les procès que ce déplacement a occasionnés au syndicat Sénécal ne sont pas encore tous terminés ; quelques causes sont encore pendantes en Cour Suprême. (a)

[a] Nous ne discutons ici que sur la vente, et dès lors nous ne tenons compte que des obligations stipulées au contrat. Mais, en ce qui concerne ces travaux, nous verrons que les conditions du contrat ont été modifiées plus tard par le règlement intervenu entre le Gouvernement, la cité de Québec et le Syndicat, et que par ce malheureux règlement le Gouvernement a payé pour ces travaux \$220,000.

Outre ces travaux, M. Davis (pages 171 et suivantes de son témoignage) énumèrent d'autres travaux à Québec au montant de \$68,000 ; d'autres sur le chemin de Joliette, \$43,000 ; d'autres sur le chemin des Piles, \$46,000 ; à Trois-Rivières, \$23,000 ; sur les ponts en fer et en bois, \$150,000 ; à Montréal, \$100,500 ; à St-Vincent de Paul, \$15,000 ; à diverses stations, \$15,000 ; en matériel roulant, \$49,000—en tout \$512,000 ; à part le déplacement de la rue St-André.

Maintenant n'est-il pas à présumer que tous ces travaux auraient coûté encore plus cher, s'ils avaient été faits par le Gouvernement, au lieu de l'être par le Syndicat et le Grand Tronc ?

Ainsi donc, 1o nous aurions dépensé de 1882 à 1885 une somme presque équivalente à la subvention fédérale de \$970,000 ; 2o nous aurions perdu plus de \$100,000 par an d'intérêts ; 3o nous aurions couru le risque de ne pas vendre en 1885 ; car les circonstances qui ont déterminé alors l'action du Gouvernement fédéral et du Pacifique ne se seraient peut-être pas produites.

La conclusion est facile à tirer : on a bien fait de vendre en 1882 non seulement la section Ouest, mais aussi la section Est.

V.—*Que le Gouvernement aurait imposé au syndicat du Pacifique l'achat des embranchements de St-Lin et de St-Eustache pour faire toucher trois cent cinquante mille piastres aux propriétaires des dits embranchements, lorsque le dit syndicat était prêt à payer le même prix pour la ligne principale seule, faisant par là perdre \$350,000 à la province.*

Cette accusation a été soutenue en Chambre par l'Honorable M. Marchand, le 18 avril 1885, et l'on peut voir à la page 421 de la *preuve documentaire* sur quels renseignements il l'a appuyée.

Mais nous croyons qu'elle n'est pas fondée, d'après la preuve que nous avons recueillie. Les principaux témoignages à consulter sont, d'un côté, ceux de l'Honorable M. Mercier, p. 467 ; l'Honorable M. Trudel, p. 73 ; l'Honorable M. Beaubien, p. 223, et M. Tarte, p. 38—de l'autre côté, ceux de l'Honorable M. Chapleau, p. 660 ; Sir George Stephen, p. 339 ; M. McIntyre, p. 344 ; M. Van-Horne, p. 249, et M. A. Dansereau, p.

I.—En ce qui concerne plus particulièrement l'embranchement de St-Eustache, il ne paraît pas qu'il y ait matière à accusation contre qui que

ce soit ; des particuliers auraient formé une compagnie nommée " la compagnie du chemin de fer de St-Eustache," et cette compagnie aurait construit le chemin de ses deniers.

Le Gouvernement paraît avoir fourni quelques matériaux pour un montant d'environ cent quarante-deux piastres, sur laquelle somme une balance de quatre-vingts piastres paraît encore due par la compagnie au Gouvernement. Quant à la vente de cet embranchement à la compagnie du Pacifique, elle a été faite au prix de cinquante mille piastres ; or, cette somme ne semble pas exagérée pour un chemin qui a une longueur de sept milles et demi.

Je ne vois donc pas comment ce contrat pourrait déguiser une spéculation.

Aussi les accusations qui ont été portées concernent-elles spécialement l'embranchement de St-Lin et sa vente à la compagnie du Pacifique. Ce n'est que par ricochet qu'elles atteignent la vente de l'embranchement de St-Eustache.

Voyons maintenant si la Province de Québec a droit de se plaindre de la vente de l'embranchement de St-Lin, et si elle y a perdu quelque chose.

II.—Il faut rappeler d'abord que le chemin de St-Lin n'appartenait pas au Gouvernement, mais était la propriété d'une compagnie qui l'avait construit. Les actionnaires de cette compagnie, parmi lesquels se trouvaient MM. Sénécal et Chapleau, n'avaient pas payé leurs actions, et l'on comprend dès lors que ces actions n'avaient presque aucune valeur.

Aussi, le chemin fut-il construit au moyen d'emprunts dont les fonds furent avancés en grande partie par M. King, beau-père de M. Chapeau. M. Delongchamps, le contracteur, déclare que cette construction a coûté environ cent soixante mille piastres, à part trois ou quatre années de son temps, et qu'il s'est ruiné dans cette entreprise.

Pour se procurer les argents nécessaires aux travaux, on transportait aux prêteurs, des actions, dont la valeur future était très problématique, et des débentures que la loi permettait à la compagnie d'émettre, et qui portaient hypothèque sur le chemin de fer.

C'est ainsi que M. King est devenu acquéreur d'un certain montant de débentures dont je n'ai pu vérifier exactement le chiffre.

Le chemin était en exploitation lorsque le Gouvernement prit la résolution de vendre le chemin de fer du Nord, et l'on se demanda alors tout naturellement ce que deviendrait le chemin de fer de St-Lin.

Avec l'intelligence des affaires, que tout le monde reconnaît à M. Sénécal, il comprit que si la compagnie du Pacifique achetait la section Ouest du chemin de fer du Nord, elle aurait intérêt à acheter l'embranchement de St-Lin, afin d'éviter les ennuis et les embarras qui lui résulteraient de l'exploitation de cet embranchement par une compagnie étrangère, qui avait en vertu de la loi le droit de faire passer ses trains sur cette partie de la section Ouest qui s'étend de Ste-Thérèse à Montréal.

M. Sénécal comprit également que dans l'intérêt des localités traversées par l'embranchement de St-Lin, pour la meilleure exploitation de ce chemin, et en justice pour les porteurs de débentures qui avaient avancé les argentés nécessaires à sa construction, le Gouvernement devrait favoriser l'achat de cet embranchement par les acheteurs de la section Ouest.

Enfin M. Sénécal dû se dire que dans le cas où lui-même achèterait les deux sections du chemin de fer du Nord il aurait le plus grand intérêt à pouvoir contrôler l'acquisition de l'embranchement de St-Lin et les conditions de cette acquisition.

Dans la prévision de ces événements, M. Sénécal fit donc deux opérations financières qui s'expliquent parfaitement et qui sont devenues excellentes pour lui. Il acheta d'abord la majorité des actions de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, afin de pouvoir contrôler la vente qui pourrait être faite plus tard de ce chemin et les conditions de cette vente. Cette première opération fut très facile, et ne coûta presque rien, les dites actions n'ayant presque aucune valeur sur le marché. De fait, il paraît les avoir payées de six à dix centins dans la piastre—sauf les actions appartenant à M. J. O. Turgeon, avocat de Montréal, qui lui ont coûté très cher, par suite de circonstances que fait connaître le témoignage de M. Géofrion.

Mais ce n'était pas tout d'être devenu le maître de disposer du chemin par l'acquisition de la majorité des actions. Il y avait sur le chemin des hypothèques au montant d'environ trois cent mille piastres pour la sûreté des débentures émises par la compagnie, et les porteurs de ces débentures pouvaient évidemment contrôler la vente, puisque le nouvel acquéreur aurait à les payer. M. Sénécal comprit donc qu'il fallait acheter les débentures comme il avait acheté les actions, et c'est ce qu'il fit.

On comprend facilement que les porteurs de ces débentures n'en avaient pas avancé le plein montant à la compagnie. Il est à présumer que ceux qui avaient fourni des argents à la compagnie pour la construction du chemin, et qui avaient reçu les débentures en garantie, avaient tenu compte de l'incertitude de la valeur de ces débentures et avaient calculé leurs risques en conséquence. En tenant compte du coût du chemin, qui suivant M. Delongchamps aurait été d'environ \$170,000, il y a lieu de croire que le plus haut montant avancé à la compagnie sur la négociation des débentures n'a pas dû dépasser cinquante pour cent.

M. Sénécal devait connaître tout cela, et dès lors il a pu racheter ces débentures à des taux équivalents, c'est-à-dire pour moins de cinquante cents dans la piastre.

Une fois porteur des débentures, et propriétaire de la majorité des actions, M. Sénécal se trouvait le véritable maître du chemin ; et il pouvait en négocier la vente avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique aux termes et conditions que cette compagnie consentirait à accepter.

De fait, c'est de cette manière que la vente de ces embranchements de St-Lin et de St-Eustache fut négociée, et définitivement conclue. M. Sénécal d'une part, et des membres du syndicat du Pacifique, d'autre part, furent les parties contractantes, et le Gouvernement n'eut rien à y voir. Les conditions de l'achat furent librement débattues entre elles, et convenues sans aucune intervention des ministres provinciaux. Ni l'Honorable M. Chapleau, ni aucun autre ministre, ni M. King, dont M. Sénécal avait acquis les débentures, ne prirent aucune part à cette transaction. Aucun d'eux ne paraît non plus avoir profité de cette vente en aucune manière. Tout l'avantage que M. King, beau-père de l'Honorable M. Chapleau, paraît en avoir retiré, fut d'être remboursé des argents qu'il avait avancés à la compagnie du chemin de fer de St-Lin. Encore prétend-il y avoir perdu quelque chose, comme on le verra par son témoignage.

Seul, M. Sénécal paraît avoir réalisé un bénéfice énorme par cette transaction. Si l'on calcule que l'achat des actions de la compagnie et l'achat des débentures n'ont pas dû lui coûter plus de \$150,000, on arrive à la conclusion que M. Sénécal a dû réaliser dans cette transaction au moins \$100,000 de bénéfice net. Car le prix de vente que la compagnie du Pacifique lui a payé pour le chemin de fer de St-Lin a été de \$250,000.

On a cru généralement que le prix payé par la compagnie du Pacifique pour ce chemin avait été \$300,000. Ce qui a donné lieu à cette erreur

c'est que la compagnie du Pacifique s'était obligé par le contrat d'acquisition de racheter les débentures émises au montant de \$300,000. Mais cela ne voulait pas dire que la dite compagnie fût obligée de racheter les débentures au pair ; et de fait il est prouvé dans l'enquête que la somme totale payée par la compagnie du chemin de fer du Pacifique pour les deux embranchements de St-Lin et de St-Eustache a été \$300,000, soit \$250,000 pour l'embranchement de St-Lin, et \$50,000 pour celui de St-Eustache.

Il est incontestable que le profit réalisé dans cette transaction par M. Sénécal est énorme ; mais il est également vrai qu'il ne l'a pas fait aux dépens de la Province de Québec, mais aux dépens de la compagnie du Pacifique.

Pour apprécier exactement toute cette affaire, il faut la considérer à tous ses points de vue. 1o. Il était certainement désirable, dans l'intérêt des localités traversées par l'embranchement de St-Lin, de ne pas le séparer du tronc principal du chemin de fer, et le Gouvernement devait favoriser toute transaction qui aurait ce résultat. En même temps, il fallait protéger les porteurs de débentures ayant hypothèque sur ce chemin, et il n'était que juste que la compagnie du chemin de fer du Pacifique s'obligeât au rachat de ces débentures. Si les créanciers qui les détenaient les ont vendues à M. Sénécal pour un prix trop minime, c'est malheureux pour eux ; mais ils étaient libres de vendre ou de ne pas vendre, et ce qui leur est arrivé, arrive tous les jours aux porteurs de valeurs qui sont sujettes aux fluctuations du marché.

2o Le prix payé par la compagnie du chemin de fer du Pacifique pour ces deux embranchements de St-Lin et de St-Eustache ne paraît pas exagéré, car \$300,000 pour vingt-deux milles et demi de chemin de fer, y compris le matériel roulant, donnent environ \$13,600 par mille.

D'ailleurs, n'oublions pas que le principal mobile de la compagnie du Pacifique en les achetant ne fut pas leur valeur réelle, mais l'intérêt que cette compagnie avait à ne pas subir les embarras des *running powers* que deux compagnies étrangères auraient continué d'exercer sur le parcours de son chemin de Ste-Thérèse à Montréal. Ce fut là, sans contredit, le motif déterminant de la compagnie du Pacifique dans cette transaction.

Ajoutons encore qu'il résulte de la preuve faite que l'acquisition et l'exploitation de l'embranchement de St-Lin n'ont pas été désavantageuses à la compagnie du Pacifique au point de vue pécuniaire.

Mais supposé que la compagnie du Pacifique ait payé trop cher, qui peut s'en plaindre ? Ce n'est pas la province, puisqu'elle n'a rien eu à payer. Ce ne sont pas non plus les localités intéressées dans ces embranchements, puisque le service du chemin devra être mieux fait par une compagnie puissante qu'il n'aurait pu l'être par une compagnie en déconfiture.

Pour établir que le prix payé pour l'embranchement de St-Lin à M. Sénécal est exagéré, on citera peut-être le coût de cet embranchement tel que constaté par M. Delongchamps. Mais il faut bien remarquer que M. Delongchamps s'y est ruiné, et en outre qu'il ne paraît pas très sûr des chiffres qu'il nous donne.

D'ailleurs cela importe peu. Si M. Sénécal a réussi à obtenir de la compagnie du Pacifique un prix plus élevé que la valeur réelle du chemin vendu, tant mieux pour lui, mais la province n'a rien à y voir.

30. On a prétendu voir une connexité entre les \$300,000 payées par la compagnie du chemin de fer du Pacifique pour les embranchements de St-Lin et de St-Eustache, et les \$300,000 de travaux qui ont dû être exécutés à Montréal en vertu du contrat de vente de la section Ouest—lesquelles \$300,000 ont dû être déduites du prix de vente aux termes du même contrat. Partant de là, on a dit que le Gouvernement avait dû forcer la compagnie du Pacifique à acheter les deux embranchements en question au prix sus-mentionné ; et que si cette compagnie n'y avait pas été contrainte elle n'aurait pas exigé que le Gouvernement paie cette même somme de \$300,000 pour les travaux à faire à Montréal.

Mais la preuve n'établit pas ce chef d'accusation. Ceux qui ont cru voir la connexité que nous venons d'indiquer, n'ont là-dessus que des soupçons, et ceux qui ont connu les choses, la nient. On a vu que le Gouvernement n'avait pris aucune part dans les négociations intervenues entre la compagnie du Pacifique et M. Sénécal, relativement à la vente des embranchements de St-Lin et de St-Eustache. Les témoignages de l'Honorable M. Chapleau et des directeurs du Pacifique ne laissent aucun doute là-dessus. Ces derniers établissent bien positivement qu'ils n'ont subi à ce sujet aucune pression de la part du Gouvernement, et que c'est avec M. Sénécal seuls qu'ils ont librement débattu les conditions de cette vente. En même temps ils font connaître les motifs de cette acquisition, et ils soutiennent encore qu'ils avaient intérêt à la faire.

Quant aux travaux exécutés à Montréal, ils étaient promis à cette ville depuis longtemps, et le Gouvernement devait remplir cette promesse. Plus

sieurs de ces travaux étaient même entrepris, et le Gouvernement devait veiller à leur exécution. Dès avant les négociations de vente du chemin de la province, le Gouvernement avait annoncé son intention de compléter ces travaux. C'était même une des conditions du projet de bail et de vente préparé par le Gouvernement dans l'automne de 1881, et soumis à l'ingénieur M. Shanly pour prendre son avis. Nous lisons en effet dans ce projet :

“Les fermiers doivent parachever tous les travaux énumérés dans la cédule préparée par l'ingénieur du Gouvernement, lors de la passation du bail, comme indispensables au parachèvement du chemin de fer, y compris les travaux maintenant sous contrat, tels que le prolongement de la ligne depuis Hochelaga jusqu'aux *casernes de la porte de Québec*, et les ateliers près de la prison de Montréal. Le Gouvernement devra fournir \$400,000, et pas plus, pour le parachèvement de ces travaux, dont le coût cependant pourrait s'élever à beaucoup plus.”

Comme on le voit, il était bien entendu que les fermiers ou acheteurs devraient compléter les travaux promis à Montréal, quelqu'en pût être le coût, et que le Gouvernement devrait fournir \$400,000 pour ces travaux, c'est-à-dire les déduire du prix stipulé au contrat.

A cette époque, aucune soumission n'avait encore été faite pour l'achat du chemin de fer, et l'on sait que ce ne fut pas avant les derniers jours de février, que la compagnie du Pacifique se décida à acheter la section Ouest du chemin. Ce contrat ne fut même signé que le 4 mars, et c'est le 13 mars que la compagnie du Pacifique acheta l'embranchement de St-Lin de la compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Il est donc évident que la réduction, proposée par le Gouvernement sur le prix de vente pour les travaux à Montréal dès l'automne de 1881, n'a pas été accordée à la compagnie du Pacifique, pour l'indemniser d'un achat (du chemin de St-Lin) qui ne fut convenu qu'en mars suivant (1882).

En interrogeant ceux des directeurs du Pacifique qui ont pris part aux négociations, je leur ai demandé s'ils auraient consenti à payer \$4,000,000 pour la section Ouest, et à faire les travaux stipulés à Montréal sans la réduction convenue de \$400,000 pour ces travaux, dans le cas où ils n'auraient pas été obligés de payer \$300,000 pour les embranchements de St-Lin et de St-Eustache. Ils ont tous répondu dans la négative. Ils ont tous affirmé, 1o que la somme de \$4,000,000 était le plus haut prix qu'ils pouvaient payer pour la section Ouest, et qu'ils n'auraient pas voulu se charger de l'exécution des travaux restant à faire à Montréal sans la contri-

bution du Gouvernement fixée au chiffre de \$400,000; 2o que l'achat des embranchements n'a pas été pour eux un contrat désavantageux, qu'ils avaient intérêt à le faire à cause des embarras résultant des *running powers*, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, et que lors même qu'ils n'auraient pas acheté ces embranchements ils n'auraient pas donné un centin de plus pour la section Ouest.

Voici comment s'est exprimé M. Duncan McIntyre à ce sujet (*preuve testimoniale*, p. 345) :

"Q.—It has been said that those lines were imposed upon you, that it was a burden to you, and that you would have paid for the Western section four millions three hundred thousand dollars, without those branches?

"A.—I have no hesitation in giving that unqualified contradiction, I state that most decidedly, because Mr. Chapleau, in the first negotiation with us, wanted eight millions, and in the schedule he had eight millions, less seven hundred and fifty thousand dollars for works. That was the price of the two properties; and it was not eight millions net, it was eight millions less this schedule, and I saw what was in that schedule. I thought it was paying more for that property than it was worth any way.

"Q.—Was it understood that you were to give running powers to those branches?

"A.—Mr. Chapleau did not bring it up at all. It came up in the course of the transactions. I think it was Mr. Sénécal that mentioned that they had running powers from Ste-Thérèse.

"Q.—Was it the inconvenience of those running powers that induced you to purchase?

"A.—That was the first thing that drew my attention to it, and I said "No, I would rather be rid of it for the sake of fifteen thousand dollars a year, and I believed the St-Lin Branch would take care of itself." I looked upon the St-Eustache branch as a burden; the St-Lin Branch, I did not.

"Q.—Do you consider that the branches have paid?

"A.—I have not got any figures to satisfy myself on that, but I heard it said by the late superintendent, Mr. Baker, that the St-Lin Branch was paying well."

VI.—“ *Que le Révérend M. Labelle aurait été chargé de la part de Sir Hugh Allan, d'offrir neuf millions de piastres au Gouvernement pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que l'a déclaré, au conseil législatif, le 19 avril 1882, l'Honorable J. G. Ross, conseiller législatif pour la division Chaouinigan et Premier Ministre actuel de la province de Québec.*”

M. Bernatchez, député de Montmagny, a proposé en Chambre, le 18 avril 1885, que je fusse chargé de m'enquérir de ce fait, qui, s'il était vrai, établirait que le Gouvernement aurait pu vendre le chemin plus cher qu'il ne l'a vendu.

Mis en demeure de produire ses preuves, M. Bernatchez m'a répondu, comme on le verra à la page 425 de la *preuve documentaire*, me référant à l'Honorable M. Ross et à M. le curé Labelle à ce sujet.

Nous avons donc entendu ces deux témoins, et l'on pourra lire ce qu'ils ont dit là-dessus aux pages 202, 207 et 232 de la *preuve testimoniale*. Les deux versions diffèrent un peu. D'après l'Honorable M. Ross, M. le curé Labelle aurait dit : “ je suis venu ici pour m'occuper de cette affaire, et je suis en position de vous dire que, si le Gouvernement décidait aujourd'hui d'accepter neuf millions de piastres de la compagnie Allan, demain il les aura.”

L'Honorable M. Ross en a conclu que M. le curé Labelle avait été chargé par Sir Hugh Allan d'offrir neuf millions.

M. le curé contredit formellement cette conclusion. Il affirme qu'il n'avait aucune mission de la part de Sir Hugh Allan, et même que ce dernier lui avait dit qu'il ne voulait pas donner plus de huit millions. A la fin de sa déposition, M. le curé ajoute : “ J'ai dit au Dr. Ross que je pensais que Sir Hugh Allan donnerait neuf millions, et je le croyais. A mon retour, à Montréal, j'ai dit à Sir Hugh Allan qu'il aurait la chance de l'acheter en offrant neuf millions comptant. D'après mon opinion, Allan refusa de faire l'offre. Ceci avait lieu avant les propositions du syndicat Allan-Rivard.”

Malgré quelque divergence dans ces deux témoignages, on ne saurait y trouver la preuve que Sir Hugh Allan ait jamais offert, ni eu l'intention d'offrir neuf millions pour le chemin, ni qu'il ait chargé M. le curé Labelle de les offrir, ni même que ce dernier se soit dit chargé de les offrir.

VII.—“ *Que le Gouvernement aurait pu trouver un plus haut prix, et que les offres du syndicat Allan-Rivard étaient plus avantageuses.*”

Parmi les témoins que nous avons entendus, il y en a qui ont soutenu que le chemin de fer Q., M., O. et O. valait ce qu'il a coûté. Mais les véritables hommes d'affaires parlent autrement.

Quand il s'agit d'évaluer une propriété immobilière pour les fins du commerce, il faut calculer non pas ce qu'elle a pu coûter mais ce qu'elle peut rapporter. Ce qui détermine sa valeur sur le marché, ce sont les recettes nettes que son exploitation peut produire.

Si nous prenions ce calcul comme point de départ, et si nous ne tenions compte que des recettes du chemin de fer à l'époque de la vente, nous arriverions à un chiffre d'environ cinq millions ; car ce montant à 5 0/0 donnerait \$250,000 par an, et l'on a vu que dans l'année 1881-82 le chemin n'avait pas même rapporté cette somme en recettes nettes.

Il n'est donc pas étonnant que les premières évaluations et les premières offres qui furent faites n'aient pas été encourageantes, comme on peut le voir par les chiffres que l'Honorable M. Chapleau fait connaître aux pages 649 et 650 de son témoignage.

Nous avons déjà dit qu'en mai 1880, le Gouvernement de Québec avait offert le chemin au Gouvernement fédéral pour sept millions de piastres, et que ce dernier n'avait pas voulu acheter.

En septembre suivant (1880), M. Hickson, gérant du Grand Tronc, informait l'Honorable M. Chapleau qu'il ne croyait pas qu'il pût être offert pour le chemin plus de 20 pour cent des recettes brutes que donnerait le chemin, lorsqu'il serait suffisamment terminé pour être mis en opération régulière.

Un homme expérimenté, M. Osler, de Toronto, proposait un projet par lequel le chemin eut pu être vendu \$6,400,000.

Un autre offrait \$5,750,000.

Le Pacifique ne voulait acheter que la section Ouest, et n'offrait alors que \$3,000,000.

Dans le même temps, l'Honorable M. Chapleau déclare qu'il s'abou-

chait avec Sir Hugh Allan, lui soumettait des calculs, et l'engageait à former une compagnie qui acquerrait le chemin.

Mais ce ne fut qu'à la fin de 1881 et au commencement de 1882 que des offres acceptables furent faites. On trouvera tous les documents et la correspondance se rattachant à ces offres dans la *preuve documentaire*, pages 87 et suivantes.

En comparant ces diverses offres, il est facile de constater que celles du syndicat Allan-Rivard étaient les plus élevées comme bail d'affermage. Mais en les acceptant le Gouvernement ne vendait pas son chemin ; il l'affermait seulement, pour vingt ans. Ces vingt ans écoulés, il lui aurait fallu le reprendre, et personne ne pourrait affirmer qu'il n'aurait pas alors considérablement diminué de valeur. Le syndicat demandait le privilège d'acheter ; mais pouvait-on compter qu'après vingt ans le syndicat voulût acheter au prix qu'il indiquait, \$9,000,000 ?

Eut-il pu payer régulièrement l'affermage convenu dans l'intervalle ? Peut-être, mais il est certain aujourd'hui qu'il n'aurait pas pu le faire avec les recettes nettes du chemin, puisqu'il est constaté par l'enquête qu'au prix payé par les acquéreurs, l'exploitation du chemin depuis la vente se solde par un déficit annuel de \$40,000 en faisant entrer en ligne de compte les intérêts du prix payé.

Eut-il été prudent de la part du Gouvernement de s'engager dans un avenir aussi incertain, et d'encourir le risque de reprendre son chemin après 20 ans d'exploitation et d'usure (*wear and tear*) ?

Ne valait-il pas mieux faire quelque chose de sûr et définitif, c'est-à-dire vendre ? Sous ce rapport, les premières offres de MM. McGreevy et autres offraient le même inconvénient que celles du syndicat Allan-Rivard ; elles n'étaient qu'une proposition d'affermage.

En outre, le Gouvernement devait tenir à vendre au Pacifique, même pour un prix moins élevé, à raison des avantages indirects qu'on pouvait espérer retirer en ouvrant au trafic de l'Ouest un débouché à travers la Province de Québec. Malheureusement le Pacifique ne se montrait pas encore disposé à acheter.

L'Honorable M. Chapleau et ses collègues firent alors des tentatives pour opérer une fusion entre le syndicat Allan-Rivard et le syndicat Sénécal. Mais, soit qu'on ne put s'entendre sur le partage des actions et la part

d'influence de chaque syndicat dans la compagnie à incorporer, soit pour d'autres causes, la fusion ne put avoir lieu.

Sur ces entrefaites, le Pacifique se décida à acheter la section Ouest au prix que l'on sait.

Cette offre détermina l'action du Gouvernement de vendre le chemin en deux sections. En même temps, MM. McGreevy, Sénécal et autres offrirent d'acheter la section Est. On était au 28 février, et les chambres étaient convoquées pour le 8 mars. Il n'y avait donc pas de temps à perdre en nouvelles négociations, et les contrats furent passés et signés quatre jours après.

Les offres du syndicat Allan-Rivard furent ainsi mises de côté : 1o parce qu'elles étaient une proposition d'affermage et non d'achat ; 2o parce que le Gouvernement tenait à vendre au Pacifique au moins la section Ouest, et que le syndicat Allan-Rivard n'a fait aucune offre pour la section Est seule.

Les membres de ce syndicat se plaignent de n'avoir eu ni le temps, ni l'opportunité de faire des offres pour la section Est. Nous avons interrogé là-dessus M. Beaubien, qui portait beaucoup d'intérêt au syndicat Allan-Rivard, et l'aidait de son influence. Voici ce qu'il nous a répondu :

“ Q.—Savez-vous si le syndicat Allan-Rivard a eu l'occasion et l'opportunité de faire des soumissions pour la section Est du chemin seule ?

“ R.—Tout ce qu'il y a eu, ce n'est qu'au moment de clore les arrangements avec le syndicat Sénécal. Deux ou trois jours avant, M. Rivard a reçu une lettre ou un télégramme de monsieur Loranger lui disant que c'était le temps de faire des soumissions, si on voulait entrer en concurrence avec le syndicat de monsieur Sénécal, pour l'achat de la partie Est du chemin de fer. Le syndicat No. 2 n'aurait certainement pas eu le temps de faire les calculs nécessaires pour se préparer à faire une soumission raisonnable. Il n'y a jamais eu de soumissions de demandées dans les journaux, d'une manière satisfaisante pour qui que ce soit. On a offert, c'est-à-dire monsieur Sénécal a offert, à certains membres du syndicat Allan-Rivard, de faire partie de son syndicat, qui devait acheter la section Est du chemin. Mais ces messieurs du syndicat No. 2 insistèrent pour avoir le contrôle, c'est-à-dire une majorité du stock. Naturellement, on ne s'entendit pas ; alors ils refusèrent d'entrer avec monsieur Sénécal. Je puis dire que pour la vente de la partie Est du chemin, il n'y a jamais eu de soumission demandée.

“ Q.—A-t-il été connu dans le public, longtemps auparavant, que le Gouvernement avait l'intention de vendre la section Ouest à la compagnie du Pacifique et que la section Est restait à vendre ?

“ R.—Je crois qu'il s'est écoulé trois semaines à peu près, entre le temps où l'on a appris que le Gouvernement vendait la section Ouest du chemin à la compagnie du Pacifique, et celui où il s'est décidé à vendre la section Est au syndicat de monsieur Sénecal. Nous étions en pleine négociations, lorsque tout-à-coup l'Honorable monsieur Chapleau arriva à Montréal, réunit les deux syndicats et leur déclara qu'il allait vendre la section-Ouest du chemin à la compagnie du Pacifique ; c'est la première nouvelle que tout le monde en avait. Alors le syndicat No. 2 déclara qu'il était fort aise de voir la compagnie du Pacifique prolonger la ligne jusqu'à Montréal.

“ Q.—Dans ce moment-là, est-ce que le syndicat No. 2 ne s'est pas occupé de faire des soumissions pour l'achat de la section Est seulement ?

“ R.—Non, monsieur.”

(*Preuve testimoniale*, pp, 226 et 227).

Si ces renseignements sont exacts, et si le syndicat Allan-Rivard avait quelque désir de faire des offres pour la section Est seule, nous ne voyons pas ce qu'il l'en a empêché. Quelques jours devaient suffire pour faire ces offres, parce que tous les calculs avaient dû être faits lors de la soumission pour les deux sections. M. Beaubien dit qu'aucune soumission n'a été demandée pour la section Est. Sans doute, mais il n'en a pas été demandé non plus pour tout le chemin, à raison des motifs énoncés plus haut, et cela n'a pas empêché le syndicat Allan-Rivard et les autres de faire des offres.

Ce qui n'est pas douteux, c'est que le syndicat Sénecal fit preuve dans cette occasion de décision et d'activité. Le 21 février, la *Minerve* annonçait à titre de rumeur la vente de la section Ouest au Pacifique. Le même jour le syndicat Sénecal retirait ses premières offres pour tout le chemin, et le 28 février, il soumettait ses offres pour la section Est. Encore une fois, nous ne voyons pas pourquoi le syndicat Allan-Rivard n'aurait pas pu faire la même chose, s'il voulait vraiment acheter la section Est.

Quant au Gouvernement, il paraît avoir été d'opinion que les tâtonnements en affaires sont généralement peu sages, et que suivant le dicton populaire “ il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.” Au reste, les négociations duraient depuis longtemps, et la session du Parlement allait s'ouvrir. Il fallait être prêt à rencontrer les Chambres, et à leur soumettre des contrats sujets à leur approbation.

Voilà comment furent définitivement conclues la vente de la section Ouest au Pacifique, et la vente de la section Est au syndicat Sénécal. Nous croyons avoir suffisamment justifié la première ; et quant à la seconde, il nous semble que la preuve la justifie également. Pour montrer que le prix de vente était le plus haut qu'on pût trouver, il n'y a pas seulement le témoignage des hommes de chemin de fer tels que MM. Van-Horne (p. 245), Drinkwater (p. 251), Wainright (p. 261), Sir George Stephen (p. 337), D. McIntyre (p. 346), Davis (p. 182) ; il y a le fait que les recettes nettes de cette section Est depuis la vente n'ont pas suffi à payer les intérêts du prix ; il y a le fait que malgré toutes les démarches et tous les efforts de M. Sénécal en Europe et ici pour négocier les débentures émises au-delà du prix de vente, il n'a pu réussir.

VIII.—“ *Que dans la vente du chemin de fer de Q., M., O. et O. les intérêts de la Province de Québec ont été méconnus et complètement sacrifiés.*”

Telle est l'accusation formulée par l'Honorable M. Shehyn en Chambre dans la séance du 18 avril 1885.

Comme on le voit, elle est en termes très généraux, et elle embrasse toutes celles que nous avons examinées jusqu'ici en rapport avec la vente, sans alléguer aucuns motifs nouveaux, ni aucuns faits particuliers.

Nous croyons donc que nos observations et nos calculs, dans l'examen des accusations qui précèdent, s'appliquent à celle-ci, et sont une réponse suffisante. En effet, s'il ressort de la preuve que les accusations précédentes, relatives à la vente, ne sont pas fondées, il est évident que celle-ci ne l'est pas non plus.

Nous soumettons humblement que d'après la preuve faite et produite avec ce rapport les faits suivants paraissent établis : 1o que pendant les années 1880 et 1881 le Gouvernement de la Province de Québec a fait beaucoup de démarches et d'efforts pour vendre le chemin de fer Q., M., O. et O., soit au Gouvernement fédéral, soit au syndicat du Pacifique ; 2o qu'il était urgent de vendre ce chemin, parce que son exploitation n'était pas avantageuse, parce qu'il restait encore des travaux assez considérables à faire et que les finances de la Province s'épuisaient à nourrir cet éléphant ; 3o que le printemps de 1882 était le temps propice pour vendre, parce que la construction alors décidée par le Pacifique d'une voie ferrée reliant Smith's Falls à Montréal menaçait de diminuer considérablement la valeur de la section Ouest de notre chemin ; 4o que l'offre du Pacifique pour tout le

chemin n'était pas acceptable au point de vue pécuniaire, à raison du long délai stipulé pour payer le prix, et du taux trop bas de l'intérêt offert; 5o que l'offre du même syndicat du Pacifique pour la section Ouest seule était beaucoup plus avantageuse au point de vue pécuniaire, et au point de vue des bénéfices indirects que la province espérait retirer en amenant le trafic de l'Ouest, au moins jusqu'à Montréal; 6o que l'acceptation de cette dernière offre, et le refus par le Pacifique d'offrir un prix raisonnable pour la section Est, ont forcé le Gouvernement à vendre séparément les deux sections du chemin; 7o que continuer d'exploiter la section Est, après avoir vendu la section Ouest, eut été un acte administratif d'une sagesse fort douteuse, parce que cette exploitation eut coûté fort cher et qu'il n'y avait alors aucune raison d'espérer qu'on pourrait trouver plus tard un prix plus élevé; 8o qu'en gardant la section Est jusqu'en 1885, les circonstances, qui ont décidé le Gouvernement fédéral à contribuer à l'achat de cette section par le Pacifique jusqu'à concurrence de \$970,000, ne se seraient peut-être pas produites, et, qu'en supposant qu'elles se fussent produites, le bénéfice qu'elle en eut retiré eut été à peu près compensé par les intérêts de quatre millions qu'elle n'aurait pas reçus pendant plus de trois ans, et par les travaux qu'elle eut été obligée de faire dans le même intervalle; 9o que les offres du syndicat Allan-Rivard, quoique plus élevées que les autres, n'étaient guère avantageuses, parce qu'elles se réduisaient à un simple affermage, et parce qu'elles étaient incompatibles avec la vente de la section Ouest au Pacifique, considérée comme d'un intérêt majeur; 10o que le prix payé pour la section Est par le syndicat Sénécal était raisonnable, puisque l'exploitation de cette section depuis lors ne rapporte pas assez pour payer les intérêts de ce prix.

Si tous ces points sont justifiés par la preuve, comme nous le pensons, il faut en conclure que l'accusation formulée plus haut n'est pas fondée.

IX.—“*Que plusieurs des députés qui ont voté en 1882 pour la vente du chemin de fer de “ Québec, Montréal, Ottawa et Occidental,” l'ont fait en considération de sommes d'argent données ou avancées, de faveurs accordées ou promises, ou de souscriptions électorales faites par M. L. A. Sénécal aux élections précédentes de 1881.*”

Nous formulons cette accusation telle qu'elle doit l'être pour rentrer dans le champ de cette enquête. On n'a pas cru devoir lui donner cette forme, en chambre, le 18 avril 1885, et l'on s'est alors contenté d'alléguer que M. Sénécal avait souscrit aux élections de 1881, sans prétendre qu'il avait par là corrompu le vote donné par les députés en 1882.

Aussi l'un de ceux qui l'ont formulée imparfaitement, le 18 avril 1885, M. le Dr. Cameron, entendu sous serment, n'a-t-il pu la maintenir qu'à titre de *rumeur*, en ajoutant qu'il n'en connaissait personnellement rien. (*Preuve testimoniale*, p. 426). Un autre, M. Demers, prié de comparaître devant la Commission, a fait défaut.

Enfin, nous ne croyons pas qu'un seul témoin ait affirmé sous serment avoir eu personnellement connaissance de faits non équivoques établissant un cas de corruption du vote d'aucun député en faveur de la vente.

Mais, en l'absence de preuves positives, toujours difficiles en pareil cas, on a cité certaines transactions équivoques, certaines dépenses extravagantes et suspectes, et enfin des souscriptions électorales d'une largesse compromettante.

Précisons davantage. Il a été prouvé que M. Sénécal avait prêté à M. Déchêne, député de Témiscouata, au commencement de l'année 1881, une somme de \$2,500, pour laquelle M. Déchêne lui avait consenti une hypothèque sur ses propriétés, et l'on prétend incriminer, à cause de cet emprunt, le vote de M. Déchêne en faveur de la vente, en 1882.

M. Déchêne jure que ce fut un prêt véritable et non un don, et qu'il a payé l'intérêt annuel depuis lors à M. Audet, cessionnaire de M. Sénécal ; qu'il a dû emprunter cette somme pour acquitter une dette antérieurement due à M. Cimon ; et qu'en empruntant il n'a jamais été question de la vente du chemin dont on ne parlait pas alors, puisque c'était plus d'un an avant la vente, dit-il.

Ce témoignage est corroboré par celui de M. Sénécal. Nous comprenons que des faits de cette nature éveillent les soupçons, et que l'on mette en doute la parfaite indépendance d'un député ayant à voter sur une mesure qui intéresse à un si haut degré son créancier. Nous comprenons que la lourde obligation du débiteur était de nature à gêner la liberté du député, et qu'il est malheureux que des représentants du peuple se mettent dans une pareille situation.

Mais il serait exagéré d'en conclure qu'un vote donné dans ces circonstances est un vote corrompu. Autrement, il faudrait dire que les votes des électeurs en faveur d'un candidat qui est leur créancier sont des votes corrompus, ce qui serait injuste. Pour qu'un prêt d'argent, par le candidat à l'électeur, soit regardé comme une manœuvre frauduleuse, il faut que les circonstances démontrent l'intention d'influencer le vote. Rien de tel n'apparaît ici.

Nous pouvons en dire autant de la transaction intervenue entre M. Sénécal (par l'entremise de M. Archibald Wurtele) et l'Honorable M. Savage, alors conseiller législatif—avec cette différence qu'en réalité la dette se trouve due dans ce cas, non par l'Honorable M. Savage, mais par son neveu. C'est pour cela, sans doute, que M. Savage (*Preuve testimoniale*, p. 313) a cru pouvoir répondre à nos questions par des dénégations catégoriques. Mais M. Sénécal (*ibid*, p. 509) a fait connaître les faits. Au reste, tous deux affirment qu'il n'a jamais été question entre eux de la vente du chemin de fer, et du vote à donner sur ce contrat. Ajoutons que M. Savage et M. Déchéne ont voté sur cette question avec les chefs et les amis politiques qu'ils suivaient habituellement.

Il a été prouvé encore que lors des tentatives de fusion entre le syndicat Sénécal et le syndicat Allan-Rivard, M. Sénécal avait posé, comme condition de cette fusion, qu'il faudrait lui rembourser \$75,000 pour ses dépenses d'organisation du syndicat ; et dans la formation de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord il a demandé que chacun des actionnaires contribue à ce remboursement proportionnellement à son montant d'actions. De fait un certain nombre ont payé leurs contributions dans ces \$75,000, et quelques autres ont refusé.

Quelles étaient donc ces dépenses dont M. Sénécal exigeait le remboursement ? Voilà ce que le public s'est demandé, et ce qui a fait naître les plus graves soupçons. Plusieurs même ont conjecturé que cette somme avait servi à corrompre les députés. Aucune preuve n'a été produite qui établisse une aussi grave accusation.

Nous avons entendu là-dessus tous les députés qui ont voté pour la vente, et tous ont nié avoir jamais rien reçu de M. Sénécal, par lui-même ou par d'autres, en considération de leur vote qu'ils jurent avoir donné librement et conformément à leurs opinions antérieurement exprimées.

Nous avons interrogé tous ceux que nous croyions en état de nous donner des renseignements au sujet de ces \$75,000. Mais nous n'avons pu obtenir rien de précis de qui que ce soit.

L'Honorable M. Chapleau a répondu comme suit :

“ R.—J'ai compris que cette somme de soixante-et-quinze mille (\$75,000) piastres était demandée, pour la considération que l'on est convenu d'appeler “ promotion money ” dans les entreprises de chemin de fer, et qui est censée représenter les déboursés de toute sorte, dépenses de voyages, dépenses contingentes, et en sus une certaine commission représentant le travail donné à la création, l'organisation et la direction de l'entreprise.

“Les hommes de chemin de fer n'ont pas trouvé extraordinaire, que le promoteur, monsieur Sénécal, ait réclamé le paiement de cette somme, pas plus qu'on ne trouvait extraordinaire la soumission de Sir Hugh Allan et de J. J. Ridley, qui demandaient, eux, que le Gouvernement payât la somme de quatre-vingt mille (\$80,000) piastres à leurs agents de Londres, Messieurs Panmure et Gordon, qui s'occupaient des négociations. Comme je l'ai dit plus haut, je sais que pendant dix mois, au moins, monsieur Sénécal s'est occupé activement de trouver des personnes qui pourraient le seconder dans l'entreprise qu'il avait projetée, savoir : d'acquérir à un prix raisonnable la propriété du chemin de fer de Québec à Ottawa.

“Quant au montant de ses dépenses ou déboursés personnels, je n'en connais rien, excepté, comme tout le monde le connaît, qu'il ont été très considérables, et j'ajouterai même, extravagants.”

M. Tarte incline à penser la même chose.

Les Honorables MM. Trudel, Rivard et Beaubien paraissent croire que cette somme représentait les dépenses faites par M. Sénécal dans les élections de 1881, et dans l'achat du journal *Le Monde*.

Enfin, voici quelle a été la réponse de M. Sénécal à la question que nous lui avons posée :

“Q.—Voulez-vous me dire en quoi consistent les dépenses, que vous réclamez pour l'organisation de la compagnie ?

“R.—Je n'ai tenu aucun compte de ces dépenses, et je ne sais pas si j'ai dépensé soixante-et-quinze mille piastres, ou cinquante mille piastres, ou moins. Ce que je sais, c'est que j'ai fait des dépenses considérables d'organisation, et que ces dépenses auraient été perdues pour moi, si je n'avais pas réussi à organiser la Compagnie. J'ai posé comme condition à la plupart des actionnaires, au moins à tous ceux que j'ai fait souscrire moi-même, qu'ils auraient à payer leur part de cette somme ; ils étaient libres d'y consentir ou de ne pas entrer dans la société, et je ne leur ai donné aucun détail de ces dépenses. Je courais tous les risques, si l'organisation eût manqué, et d'un autre côté je courais en même temps la chance des profits, si mes dépenses étaient moindres que soixante-et-quinze mille piastres (\$75,000).

“Parmi les dépenses, dont je me rappelle en ce moment, je puis mentionner bien des déboursés pour voyages, pour avocats, agents, ou journaux ; mais encore une fois je n'ai tenu aucun compte détaillé de toutes ces dépenses.

“Q.—Il a été dit que plusieurs députés, qui ont voté en faveur de la vente, avaient reçu soit de l'argent, soit des promesses, soit des faveurs, du Gouvernement ou de vous même, connaissez-vous quelque chose que vous pourriez citer à la Commission à ce sujet ?

“R.—Il n'a jamais été question, ni directement, ni indirectement, dans les rapports que j'ai pu avoir avec les députés, du vote qu'ils auraient à donner sur cette question ; j'ai pu rendre service à quelques-uns d'eux, mais sans qu'il fût jamais question de leur vote.”

On remarquera que parmi les dépenses que M. Sénécal mentionne il indique les *journaux*, ce qui donnerait peut-être raison de croire, comme l'ont cru MM. Trudel, Rivard et Beaubien, que l'achat du *Monde* au prix de \$30,000 serait compris dans ces dépenses.

M. Blumhart, interrogé sur ce point, n'a pu nous donner d'autres renseignements plus précis (*preuve testimoniale*, pp. 578, 579).

Cependant la réponse de M. Sénécal est telle qu'elle nous permet certaines conjectures. Le fait qu'il n'a tenu aucun compte de ces dépenses, et qu'il ne sait pas même si leur chiffre a atteint \$75,000, ou \$50,000, ou moins, nous donne lieu de croire que ce n'est pas *strictement à titre de dépenses réelles et nécessaires* que M. Sénécal a réclamé cette somme. Sans doute, les dépenses réelles *ad hoc* ont dû être considérables, mais elles n'ont pas dû s'élever à un tel chiffre ; et comme dans le cours ordinaire des affaires de ce genre M. Sénécal avait droit à une certaine commission, ou à un certain courtage, il a réclamé une somme ronde qui pouvait couvrir ses dépenses réelles et lui donner en même temps ce courtage auquel son travail d'organisation lui donnait droit, dans son opinion.

Maintenant, ce courtage était-il un profit réel que voulait faire M. Sénécal : ou bien, était-ce pour se rembourser d'autres dépenses moins *nécessaires* et moins *ad hoc* qu'il avait faites ? Nous n'en savons rien, et l'on peut faire là-dessus des conjectures plus ou moins vraisemblables.

On pourrait ainsi concilier l'opinion de l'Honorable M. Chapleau et celle des Honorables MM. Trudel et Rivard en disant : M. Sénécal pouvait réclamer des actionnaires de sa compagnie la somme de \$75,000 à titre de *promotion money* ou de commission, comme MM. Allan et Ridley en demandaient \$80,000 (*preuve documentaire*, p. 120), et il l'a réclamé pour se rembourser, non-seulement des frais strictement *ad hoc* qu'il avait dû faire, mais encore des dépenses faites, soit pour des journaux, soit pour les élections. Cependant, je le répète, nous ne pouvons faire à ce sujet que des conjectures.

Cela nous amène tout naturellement à parler des souscriptions faites par M. Sénécal aux élections générales de 1881. Nous avons reproduit dans la *preuve documentaire* : 1° la déposition donnée par M. Sénécal, à Montréal, le 6 mars 1884, dans une cause de François Côté contre lui, et 2° un livret appartenant à M. Sénécal, et mis devant la Commission par l'Honorable M. Mercier, entre les mains duquel il est arrivé par suite de circonstances que M. le notaire H. A. A. Brault n'a pas fait complètement connaître. On trouvera ces deux documents, le premier à la page 168 de la *preuve documentaire* et le second à la page 411.

Il en ressort que M. Sénécal aurait souscrit diverses sommes dans divers comtés de la Province de Québec, pour aider aux élections du 2 décembre 1881, lesquelles sommes formeraient un total d'environ \$30,000.

L'Honorable M. Mercier a soupçonné qu'il y avait quelque relation entre la liste de souscription et certaines notes qui se trouvent à la fin du livret, et que ces notes indiquaient peut-être la source où M. Sénécal se proposait de puiser les sommes à souscrire. Mais M. Sénécal a nié toute relation entre ces différents chiffres, et affirmé que les notes de la fin référaient à des affaires entièrement personnelles et privées.

Le fait des souscriptions n'en reste pas moins prouvé, et il est de nature à fournir un nouvel aliment aux accusations de vénalité et de corruption.

Nous avons interrogé à ce sujet tous les députés pour l'élection desquels ces souscriptions ont été faites, et tous ont juré qu'elles n'avaient nullement influencé leurs votes en faveur de la vente. La plupart même ont ignoré ces souscriptions, n'ont jamais rencontré M. Sénécal à ce sujet, et se sont prononcés en faveur de la vente pendant les élections parce que c'était leur opinion, et parce que la vente était un des articles du programme de leur chef, l'Honorable M. Chapleau. Les circonstances qu'ils rapportent ne permettent pas de croire qu'ils ont menti sous serment, et que leur vote en faveur de la vente n'a pas été libre et désintéressé.

Néanmoins nous n'hésitons pas à dire que ces souscriptions électorales de M. Sénécal, comme la souscription de M. le Dr. MacKay, se rapportant au contrat des serre-noix (*nut-locks*), sont un trait de mœurs fort regrettable dans notre monde politique. Nous disons *trait de mœurs* parce qu'il est de notoriété publique qu'il se reproduit à chaque élection. Les contracteurs *actuels* ou *futurs* sont les souscripteurs naturels des fonds électoraux; et, comme on l'imagine, ces fonds proviennent des profits *réalisés*, ou qu'on *espère réaliser*, dans les entreprises que les Gouvernements font exécuter.

Nous savons tout ce que l'on peut dire pour excuser cette pratique : qu'il y a des dépenses légales nécessaires dans les élections, des dépôts à faire pour être mis en nomination, d'autres dépôts requis pour contester les élections faites, et que les candidats ne peuvent pas faire seuls de pareilles dépenses ; qu'il n'est que juste de leur venir en aide, que s'il y a quelqu'un tenu de le faire ce sont bien les contracteurs, et qu'on ne peut pas d'ailleurs empêcher ces derniers de souscrire s'ils le désirent.

Mais, en dépit de ces excuses, nous croyons que c'est un mal qui porte atteinte à la moralité publique, et qui porte préjudice au Trésor public. Car, en définitive, il faut toujours que les souscripteurs soient remboursés de quelque manière, soit par des contrats avantageux, soit par des situations lucratives.

Aussi croyons-nous que l'homme politique qui remédierait à cet état de choses aurait bien mérité de son pays.

ACCUSATIONS RELATIVES A DES FAITS POSTÉRIEURS A LA VENTE, MAIS S'Y RATTACHANT.

I.—“ *Que M. Sénécals aurait, dans l'intervalle écoulé entre la vente et la livraison du chemin de fer, augmenté la valeur du dit chemin par de grands travaux faits et par des approvisionnements excessifs.*”

On sait que la vente de la section Est au syndicat Sénécals fut effectuée le 4 mars 1882, sujette à la ratification des Chambres, et qu'elle ne fut livrée à la compagnie du chemin de fer du Nord que le 30 juin 1882.

Dans l'intervalle de la vente à la livraison le Gouvernement a continué d'exploiter le chemin de fer, d'y faire les travaux de construction et d'amélioration commencés, et de pourvoir l'administration du chemin de tous les approvisionnements nécessaires.

En même temps, M. Sénécals a continué d'agir comme surintendant. Il avait bien donné sa résignation au Gouvernement avant la date du contrat de vente ; mais le Gouvernement l'avait prié de continuer d'agir, et de veiller comme par le passé à l'administration du chemin de fer.

Nous l'avons déjà dit, un pareil état de choses avait de graves inconvénients. Car il laissait la section Est du chemin sous le contrôle d'un des acheteurs qui pouvait abuser de sa position pour augmenter considérablement la valeur de la propriété achetée, dans l'intervalle de la vente à la livraison.

D'un autre côté, on comprend que le Gouvernement ne pouvait interrompre ni l'exploitation du chemin, ni les travaux de construction et de parachèvement en voie d'exécution. On comprend de plus que pour conduire à bonne fin les opérations commencées, et pour poursuivre la gestion d'une exploitation aussi considérable, il était difficile de remplacer M. Sénécal par un homme nouveau qui n'aurait pas eu son expérience, qui n'aurait pas connu les conditions des entreprises commencées, les besoins de l'administration, les arrangements de trafic, et l'organisation personnelle et matérielle requise pour le fonctionnement d'une exploitation aussi vaste, et cela pour une période qui ne devait pas dépasser trois mois.

Le Gouvernement se trouvait donc placé entre deux alternatives fâcheuses. Il a cru devoir maintenir le *statu quo*, comptant sans doute qu'il pourrait toujours contrôler la gestion du surintendant, et veiller par les yeux de tout le personnel de l'administration à ce qu'aucun abus de confiance ne fût commis.

Nous croyons qu'il eut tort ; mais quoi qu'il en soit, il s'agit maintenant de savoir si les accusations qui ont été portées contre M. Sénécal à ce sujet sont fondées ou non.

On prétend que M. Sénécal aurait, dans l'intervalle écoulé entre la vente et la livraison, fait des travaux considérables pour augmenter la valeur du chemin, qu'il avait acquis avec les autres membres de la compagnie du chemin de fer du Nord, et qu'il aurait aussi accumulé dans les stations et dans les magasins du chemin de fer des approvisionnements plus considérables qu'il n'était nécessaire.

Pour se rendre compte exactement de l'accusation, et des questions qu'elle soulève, il faut d'abord étudier les contrats et en considérer les effets.

10. Par le contrat de vente de la section Ouest à la compagnie du chemin de fer du Pacifique, passé le 4 mars 1882, le Gouvernement vend " le chemin de fer de Montréal à Ottawa.....et tous les terrains, propriétés, etc., etc., qui lui *appartiennent* ou qui *sont* tenus, ou *ont été* acquis par le Gouvernement.....comprenant aussi tous les instruments, outils, etc., etc., qui sont *maintenant* en usage sur la partie vendue....."

Après avoir réservé la propriété Bellerive, et la moitié nord de la propriété Macdonald, etc., etc., le contrat ajoute : “ La description ci-dessus comprend sous la dite réserve toutes propriétés *qui sont maintenant possédées* par le Gouvernement comme accessoires.....”

“ Le Gouvernement vend aussi une partie du matériel roulant et de l’outillage *qui se trouve maintenant* sur le chemin de fer..... jusqu’à concurrence de la somme de \$450,000..... ainsi que des approvisionnements de magasins jusqu’à concurrence de la somme de \$80,000 au prix coûtant..... *maintenant possédés* par le Gouvernement.....”

Enfin la dernière clause du contrat, dit : “ Que ce contrat est ainsi fait sujet à l’approbation et à la confirmation de la législature..... *et devra prendre effet lors de telle approbation.*”

En vertu des clauses que je viens de citer il est clair :

1o Que le contrat de vente de la section Ouest n’a pris effet que le premier mai 1882, date de la sanction du statut confirmant la vente.

2o Que les propriétés immobilières et mobilières réellement vendues sont celles qu’avait le Gouvernement *à la date du contrat*, 4 mars 1882, *et telles qu’elles se trouvaient alors.*

Dans l’intervalle entre ces deux dates—4 mars et 1er mai 1882—le Gouvernement est donc resté propriétaire, et a continué d’exploiter sa propriété à son profit. Il a dû en conséquence faire toutes les dépenses d’exploitation, et collecter les recettes.

Mais, si dans le même intervalle il a fait des travaux de construction, s’il a acquis des droits réels dans quelques immeubles, du matériel roulant ou des approvisionnements plus considérables que ceux qu’il possédait à l’époque du contrat ; en un mot s’il a augmenté de quelque manière la valeur des biens vendus, et s’il a livré tout cela à la compagnie du chemin de fer du Pacifique, cette dernière doit lui rembourser ces augmentations, c’est-à-dire, payer la plus-value donnée à sa propriété.

Quant à toutes les sommes devenues dues ou payées par le Gouvernement, pour construction, jusqu’au 1er mai 1882, il est bien évident qu’il était tenu de les payer. On verra plus loin que ces sommes, légitimement dues et payées par le Gouvernement depuis la vente, se sont élevées à un montant considérable.

Quand nous ferons le relevé de tous les argents qui ont été payés par le Gouvernement depuis la vente, nous indiquerons les sommes que la compagnie du Pacifique et la compagnie du chemin de fer du Nord devraient rembourser au Gouvernement. Mais, pour le moment, nous voulons simplement constater quelles étaient au terme du contrat les obligations respectives des parties contractantes dans l'intervalle écoulé entre la date du contrat et le jour de sa sanction par le gouverneur.

Un autre point reste à élucider :

Le contrat a pris effet, comme on vient de le voir, le 1er mai 1882, mais le chemin n'a été livré à la compagnie du chemin de fer du Pacifique que quelques semaines après.

Voilà donc encore un intervalle pendant lequel le Gouvernement a continué d'exploiter et peut-être de construire. Que décider relativement aux dépenses encourues par le Gouvernement pendant cet intervalle ?

Cette question n'a pas été prévue par le contrat. Nul doute que les frais de construction, s'il y en a eu, doivent être remboursés au Gouvernement par la compagnie du Pacifique. Mais quant aux dépenses d'exploitation il est assez embarrassant d'émettre une opinion, et il est regrettable que cela n'ait pas été réglé par le contrat.

Il est possible que par suite d'une entente, soit expresse, soit tacite, entre les parties contractantes, le Gouvernement ait pu continuer d'exploiter le chemin vendu jusqu'à la livraison, à son profit, sans avoir à en rendre compte aux acquéreurs.

Dans le cas contraire, et surtout si la livraison avait été différée par la faute du Gouvernement, celui-ci devrait rendre compte à la compagnie du chemin de fer du Pacifique des recettes du chemin, déduction faite de toutes les dépenses d'exploitation.

II.—Le contrat de vente de la section Est diffère un peu de celui de la section Ouest, comme on va le voir.

La vente comprend : 1o le chemin de fer de Québec à St-Martin, avec les embranchements des Piles, de Joliette, de Berthier, et le chemin de ceinture (loop-line) des Trois-Rivières ; 2o les terrains y désignés, et notamment la propriété Bellerive, réservée par le Gouvernement dans le contrat de la section Ouest ; 3o le reste de l'outillage du matériel roulant, et des approvisionnements alors possédés par le Gouvernement, quand la compagnie du

chemin de fer du Pacific en aurait pris sa part jusqu'à concurrence des sommes fixées par son contrat, et que nous avons mentionnées plus haut, suivant un partage à être fait entre les deux compagnies.....

Ce contrat est sujet comme l'autre à l'approbation de la législature, et le syndicat prend le chemin qu'il acquiert *dans l'état où il se trouve actuellement* (4 mars 1882).

Aux termes de ce contrat la compagnie du chemin de fer du Nord serait devenu propriétaire immédiatement sous la condition suspensive de l'approbation de la législature ; car il n'y est pas stipulé, comme dans le contrat de la section Ouest, *qu'il ne devra prendre effet que lors de telle approbation*.

Cette différence entre les deux contrats eût produit des effets juridiques très importants.

Mais la législature a modifié le contrat sous ce rapport avant de le confirmer.

En effet, par la section 3 du statut il est décrété que *lors de l'organisation de la compagnie et du dépôt entre les mains du Gouvernement de la somme de \$500,000 stipulée au contrat*, le Gouvernement *pourra transférer* à la dite compagnie la *possession* et le *droit d'exploitation* du chemin.....et que le dit chemin deviendra *et sera* ENSUITE la propriété absolue de la compagnie.

En vertu de cette clause du statut, la section Est du chemin de fer n'est devenue la propriété de la compagnie du chemin de fer du Nord, ni lors du contrat (4 mars 1882), ni lors de la sanction du statut ratifiant le contrat (27 mai 1882) ; mais elle l'est devenue lors de l'organisation de la compagnie et du dépôt des \$500,000.

En réalité, la compagnie s'est trouvée légalement organisée en même temps que la ratification du contrat ; car le statut incorporant cette compagnie a été sanctionné le même jour (27 mai 1882), mais le dépôt des \$500,000 n'a été fait que le 30 juin 1882, et c'est alors que le Gouvernement a livré la section Est à la compagnie du chemin de fer du Nord.

Comme on le voit, en ce qui concerne la section Est, il n'y a pas eu d'intervalle entre le jour où le contrat a pris effet, et celui auquel le chemin a été livré.

Jusqu'à cette livraison, le Gouvernement a donc pu légalement retenir la possession du chemin et l'exploiter à son profit, les frais d'exploitation demeurant à sa charge.

Mais, relativement aux travaux de construction qui ont pu être faits du 4 mars au 30 juin 1882, il faut décider, comme pour la section Ouest, que la compagnie du chemin de fer du Nord doit en rembourser le coût au Gouvernement.

De même si le matériel roulant a été augmenté dans l'intervalle, si les approvisionnements étaient plus considérables au 30 juin qu'au 4 mars 1882, les deux compagnies qui se sont partagé ces approvisionnements doivent en rendre compte au Gouvernement.

Ces détails administratifs, qui se rapportent plus spécialement à la livraison, ont été l'un des objets de mes investigations ; et voici tout ce que j'ai pu constater.

Le matériel roulant a été inventorié et évalué pour les fins de la vente en décembre 1881, et un état de ce matériel vendu est annexé au contrat de vente de la section Ouest.

A-t-il été fait un nouvel inventaire du matériel roulant lors de la livraison ? La chose n'a pu être établie, et c'est une lacune regrettable.

Quant aux approvisionnements, le partage paraît en avoir été fait entre les deux compagnies suivant un inventaire préparé par M. Davis, et qui aurait dû se trouver dans les livres de l'administration. M. Davis affirme qu'il s'y trouve en effet, et qu'il a été remis par l'administration avec les livres et les comptes au département des chemins de fer.

Mais après recherches faites, les employés de ce département n'ont pu les trouver.

Cependant MM. Davis et Moreau nous donnent des chiffres qui paraissent exacts au sujet de ce partage.

Les approvisionnements qui se trouvaient en possession du Gouvernement au moment de la livraison du chemin auraient été d'environ \$200,000. Sur ce montant, la compagnie du chemin de fer du Pacifique aurait reçu \$84,000 d'approvisionnements, laissant ainsi au Gouvernement un montant approximatif de \$116,000.

Mais, parmi ces approvisionnements, se trouvait une quantité considérable de bois de construction et de charbon ; et il paraît qu'avant la livraison de la section Est à la compagnie du chemin de fer du Nord le Gouvernement aurait employé une grande partie de ces matériaux dans la construction de chars qu'il aurait vendus à l'Intercolonial, et dont il aurait retiré

le prix. Par suite de cet emploi la balance des approvisionnements restant entre les mains du Gouvernement à l'époque de la livraison aurait été diminuée d'environ \$30,000. Si ces chiffres sont exacts, la compagnie du chemin de fer du Nord n'aurait reçu qu'environ \$86,000 en approvisionnements, c'est-à-dire une quantité moindre que la part à laquelle elle aurait eu droit en vertu du contrat.

La question des approvisionnements nous paraît ainsi vidée. Mais quant aux travaux de construction qui ont pu être faits dans l'intervalle écoulé entre la vente et la livraison des deux sections, nous n'avons pu recueillir aucuns renseignements certains, si ce n'est ceux qu'on trouvera dans les états constatant les sommes payées pour construction par le Gouvernement depuis la vente. Or, il est évident qu'en vertu des contrats ces sommes doivent être remboursées au Gouvernement, si elles ne l'ont pas encore été.

La preuve testimoniale ne nous a guère renseigné à ce sujet. La preuve à charge n'a formulé que des accusations vagues et incertaines, et comme témoin à décharge nous mentionnerons spécialement M. Davis, qui affirme que dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la vente et la livraison, M. Sénécal n'a rien fait pour augmenter la valeur de la propriété vendue (*voir preuve testimoniale*, p. 175).

II.—“ *Qu'en réglant avec la cité de Québec la souscription de cette même cité au dit chemin, la province a perdu une somme d'argent considérable.*”

C'est l'Honorable M. McShane qui a formulé cette accusation dans la séance du 18 avril 1885 ; et c'est une de celles qui ont soulevé le plus de discussions dans la presse et parmi les hommes politiques, les uns soutenant que ce règlement avait été équitable et particulièrement favorable à la cité de Québec, les autres prétendant que la cité de Québec y avait perdu une somme énorme, et d'autres enfin accusant le Gouvernement d'y avoir sacrifié les intérêts de la province au profit du syndicat.

Ces divergences d'opinions, très contradictoires, s'expliquent un peu par les complications légales et financières qui enveloppent toute cette transaction.

Nous croyons sincèrement que plusieurs de ceux qui ont discuté ce règlement ne l'ont pas suffisamment étudié et compris. En même temps,

les témoignages que nous avons recueillis jettent peu de lumière à travers les obscurités de cette question.

Ce qui n'a pas peu contribué à rendre plus difficiles et plus obscurs les calculs à faire pour apprécier cette transaction, ce sont les erreurs commises par l'Honorable Commissaire des chemins de fer dans son rapport pour l'année 1882-83.

Avant d'examiner ce règlement dans ses termes et ses résultats, il est bon de dire par suite de quelles circonstances les parties contractantes ont été amenées à le faire. A leur proposition d'achat du chemin de fer, les membres du syndicat, Thomas McGreevy, Aldéric Ouimet, et Alphonse Desjardins, avaient joint une offre additionnelle qui était dans les termes suivants :

"A l'Honorable M. J. A. CHAPLEAU,

" Ministre des chemins de fer, Québec.

" Monsieur,

" Nous avons l'honneur d'ajouter ce qui suit à la proposition que nous avons faite aujourd'hui et qui doit être considéré en sus et en dehors de cette proposition :

" Si le Gouvernement nous transporte ses droits aux \$400,000 de dében-
tures de Québec et à la réclamation qu'il a contre la cité de Québec, en vertu
du règlement par lequel le million a été voté et au terrain du Palais, nous
sommes prêts à donner un montant additionnel de \$500,000.

" Nous avons l'honneur d'être,

" Vos très-humbles serviteurs,

" THOS. MCGREEVY,

" J. ALD. OUMET,

" ALPHONSE DESJARDINS."

Cette offre additionnelle fut acceptée par le Gouvernement et la clause 17 du contrat de vente de la section Est en a été le résultat.

En vertu de cette clause, la cité de Québec aurait eu à régler toutes les difficultés surgissant de sa souscription, non plus avec le Gouvernement, mais avec le syndicat ; et comme ces difficultés pouvaient entraîner des procès longs et ruineux, plusieurs pensèrent qu'elles pourraient être plus facilement réglées à l'amiable avec le Gouvernement qu'avec le syndicat.

C'est pourquoi on introduisit dans le statut, ratifiant le contrat de vente, la section 7, qui permettait au Gouvernement de régler à l'amiable avec la cité de Québec dans un délai de trois mois ; et c'est pourquoi il fut stipulé dans la dite section 7 que si tel règlement avait lieu, la clause 17 du contrat serait nulle.

L'Honorable M. Chapleau déclare même que cette section 7 du statut a été le résultat d'une entente avec M. Joly, alors chef de l'opposition, et avait été convenue avec les acquéreurs à l'époque même du contrat (4 mars 1882), ainsi qu'on peut le constater par un écrit produit par M. Chapleau, et signé par MM. Sénécal, McGreevy, Desjardins et Ouimet.

On trouvera cet écrit au volume de la preuve documentaire, page 668.

Après cela on ne peut pas dire que la section 7 du statut y ait été introduite pour dégager le syndicat de l'obligation onéreuse contractée par lui et contenue dans la clause 17 du contrat. Il est plus juste de penser que l'objet de cette section a été de favoriser la cité de Québec, et de lui éviter des procès et des embarras.

Ces préliminaires posés, examinons d'abord quelle a été la matière du règlement, c'est-à-dire sur quels droits et quelles obligations les parties contractantes ont transigé.

Sans entrer dans l'examen de la législation qui a fixé les termes et les conditions de la souscription de la cité de Québec, constatons seulement que la corporation de Québec, après avoir payé \$50,000 de souscription, pour aider à la construction du chemin de fer du Nord, avait souscrit en outre une somme d'un million pour le même objet. Mais cette première somme de \$50,000 payée avait été empruntée par la corporation sur le fonds d'emprunt municipal ; et lors du règlement en 1882 la corporation devait encore cette somme au Gouvernement avec tous les intérêts accrus sur icelle.

Lors donc que le Gouvernement de M. de Boucherville se fut chargé de construire lui-même le chemin de fer, et qu'en vertu de la loi passée à cet effet, les souscriptions municipales destinées à aider à cette construction devinrent dues au Gouvernement, la corporation de Québec se trouva devoir au Gouvernement un million de souscription, payable en certificats du fonds consolidé portant intérêt à sept par cent, et, de plus, les \$50,000 empruntées antérieurement, avec les arrérages d'intérêt s'élevant à \$30,000.

Voilà quelles étaient les obligations de la cité de Québec à l'égard du Gouvernement après la loi de 1875. Mais cette loi n'imposait pas seulement des obligations à la cité de Québec, elle lui conférait aussi des droits. En considération de sa souscription, la corporation avait droit à un capital-actions de \$1,050,000 dans le chemin de fer, portant intérêt à cinq par cent. Toutefois cet intérêt n'était payable que sur le revenu du chemin, déduction faite des frais d'exploitation et des intérêts à cinq par cent et du fonds d'amortissement de un par cent sur un emprunt de \$3,000,000, à être fait par le Gouvernement pour la construction du chemin de fer. (Cet emprunt fut effectué en février 1879).

Ainsi donc la corporation, après la législation de 1875, devait au Gouvernement : 1o \$50,000 empruntées au fonds municipal, avec les intérêts sur cette somme, qui à l'époque du règlement s'élevaient à \$30,000 ; 2o \$1,000,000 pour sa souscription à la construction du chemin de fer, payable en certificats du fonds consolidé, portant intérêt à sept par cent.

Mais ces deux sommes constituaient un placement sur le chemin de fer portant intérêt à cinq pour cent en faveur de la corporation, lequel intérêt était payable aux conditions exprimées plus haut. A l'époque du règlement, la corporation avait payé sur sa souscription, en certificats du fonds consolidé, une somme de \$400,000, et redevait encore en conséquence \$600,000 sur sa souscription.

Telle était la position de la corporation à l'égard du Gouvernement lorsque celui-ci transporta ses droits à la compagnie du chemin de fer du Nord par la clause 17 du contrat de vente.

Maintenant, si l'on considère ce placement d'un million sur le chemin de fer comme bon, si l'on croit que la corporation eût pu retirer sur les revenus de ce chemin les cinq par cent d'intérêt de ce million, on arrive à la conclusion que la corporation était en quelque sorte acquitté par la compensation de ses droits avec celle de ses obligations.

Expliquons-nous plus clairement.

La corporation, disons-nous, avait souscrit un million portant intérêt à sept par cent ; mais elle avait droit à un million d'actions portant intérêt à cinq. Cette différence de deux par cent entre l'intérêt à payer et l'intérêt à recevoir donne \$20,000 par an, soit un capital de \$400,000 à cinq par cent. Or, c'est précisément cette somme de \$400,000 que la corporation avait payée. Donc la dette de \$600,000 qui restait contre elle avec intérêt à 7

par cent se trouvait compensée par sa créance d'un million portant intérêt à cinq.

Il va sans dire que cette compensation ne pouvait pas s'opérer légalement et produire l'effet d'un acquittement pour la corporation ; et dès lors elle n'était pas déchargée de l'obligation de payer les \$600,000, balance de sa souscription. Tout ce que nous voulons dire, c'est qu'en réalité la corporation n'aurait rien donné au Gouvernement si ce dernier, en recevant d'elle des certificats pour \$600,000 à sept par cent, avait dû lui remettre \$1,000,000 d'actions portant intérêt à cinq.

En réglant à l'amiable, les parties contractantes devaient nécessairement balancer leurs obligations et leurs droits respectifs résultant de la souscription municipale et de la loi de 1875. C'était le premier objet qu'elles devaient avoir en vue dans le règlement à faire.

Un autre objet du règlement devait être un échange de terrains. Car, d'un côté, le Gouvernement était propriétaire du "parc à bois," qui ne pouvait guère être utilisé pour les fins du chemin de fer ; et d'un autre côté la corporation possédait les "terrains du Palais," qui s'étendaient jusqu'à la rivière St. Charles, et qui, par leur position, devaient avoir pour le chemin de fer une plus grande valeur que pour la corporation.

Enfin il y avait la dette due au fonds d'emprunt municipal, certains travaux de construction à faire dans la cité de Québec, et quelques autres questions qui devaient aussi faire la matière du règlement.

De fait, les parties contractantes ont réglé tous les objets que nous venons d'énumérer. Et nous allons maintenant voir comment ils ont été réglés, et à laquelle des parties contractantes ce règlement a été le plus avantageux.

Nous ne reproduirons pas ici le texte même de ce règlement, car ce serait compliquer et embrouiller nos calculs ; on le trouvera dans le rapport du commissaire des chemins de fer de 1882-83, pages 102 et suivantes. Nous aimons mieux montrer, dans un tableau très simple, le résultat final de l'opération ; pour rendre ce tableau plus clair, nous placerons seulement en regard les gains et les pertes résultant du règlement pour chacune des parties ; nous en éliminerons donc tout ce qui n'a pas été, soit une perte, soit un gain pour les parties contractantes, c'est-à-dire toutes les parties du contrat qui n'ont pas été affectées par le règlement.

GAINS ET PERTES RÉSULTANT DU RÈGLEMENT POUR LES PARTIES CONTRACTANTES.

POUR LE SYNDICAT.

IL A REÇU :

1o Terrains du Palais.....	\$ 487,000
2o Argent du Gouvernement.....	220,000
3o Il est acquitté de.....	500,000
	<u>\$1,207,000</u>

IL A CÉDÉ :

1o Parc à Bois.....	\$ 120,000
2o Débentures à lui transporté par la clause 17 du contrat.....	400,000
3o 2 o/o sur \$257,000 de débentures, représentant un capital de.....	85,870
	<u>\$ 605,870</u>
Balance	\$ 601,830

NOTES.

1o Nous n'entrons pas comme gain les droits de quaiage et les revenus du hâvre cédés par le règlement au syndicat, parce qu'il les a payé le juste prix, \$75,000.

2o Nous ne lui chargeons pas non plus comme *perte* les travaux A. B. E. F., mentionnés au règlement, parce que ce n'est pas une obligation nouvelle. Il était déjà obligé à ces travaux par son contrat.

3o Il y a cependant des travaux nouveaux dont le syndicat s'est chargé par le règlement; c'est la prolongation de la voie par la rue Dalhousie jusqu'aux quais Allan. Seront-ils jamais faits, et quel en sera le coût? Nous n'en savons rien, et c'est pourquoi nous nous contentons de les noter ici, pour qu'en tienne compte. Il s'est aussi chargé des dommages causés rue du Prince Edouard.

POUR LE GOUVERNEMENT.

IL A CÉDÉ ET ABANDONNÉ :

1o Sa créance contre le syndicat, en vertu de la clause 17 du contrat....	\$500,000.00
2o Sa créance contre la corporation due au fonds d'emprunt municipal.....	80,000.00
3o Il a promis payer au syndicat.....	220,000.00
	<u>\$800,000.00</u>

IL A REÇU :

1o En débentures de la corporation à 5 o/o.....	\$267,000.00
2o Il est déchargé de payer les débentures cédées à M. McGreevy, et qu'il avait transportées aux syndicat (clause 17 du contrat).....	143,000.00
3o Il est déchargé de l'obligation de livrer à la corporation \$50,000 en débentures à 5 o/o portant hypothèque sur le chemin—ce qui à 6 o/o ferait un capital de.....	41,666.67
	<u>\$441,666.67</u>

Balance. \$358,333.33

NOTES.

1o Le Gouvernement est déchargé des travaux à faire sur la rue St-André et ailleurs; mais il en avait déjà chargé le syndicat par le contrat. Cependant le syndicat n'était pas chargé par le contrat de payer les dommages causés jusqu'alors par le passage des trains dans la rue du Prince Edouard, et il s'en est chargé par le règlement.

2o La balance de la souscription de la corporation (\$600,000) n'entre pas en ligne de compte, pour les raisons déjà données.

POUR LA CORPORATION.

ELLE A CÉDÉ :

1o les terrains du Palais, évalués avec le marché à.....	\$487,000.00
2o Ses droits à un capital-actions de \$50,000, portant hypothèque sur le chemin avec intérêt à 5 o/o—ce qui à 6 o/o équivaut au capital de.....	41,666.67
	<u>\$528,666.67</u>

ELLE A REÇU :

1o Le parc à bois.....	\$120,000
2o Quittance de sa dette au fonds municipal.....	80,000
3o Une réduction de 2 o/o d'intérêt sur \$257,000 de débentures, soit \$5,140 par an, représentant à 6 o/o un capital de.....	85,870
	<u>285,870.00</u>
Balance.....	\$242,996.67

Notes.

1o Nous omettons de ce tableau les \$75,000 que le syndicat doit payer à la corporation parce que ce n'est pas là un gain. Elle a cédé au syndicat, pour cette somme, les droits de quaiage et les revenus du hâvre, qui valaient bien cela.

2o Nous ne mentionnons pas non plus les travaux A. B. E. F., que le syndicat doit faire. Il y était tenu par le contrat, et conséquemment ce n'est pas un gain résultant du contrat.

3o Enfin, nous ne tenons pas compte de la quittance des \$600,000 à 7 o/o (balance de la souscription), parce que la corporation a renoncé pour cela à un million de débentures à 5 o/o—ce qui se *compense*.

D'après le tableau qui précède, le règlement en question aurait donc été une affaire malheureuse pour le Gouvernement, et excellente pour le syndicat.

Cependant les chiffres constatant les pertes du Gouvernement et de la Corporation sont un peu modifiés par les notes insérées au bas du tableau, et par les deux obligations nouvelles contractées par le syndicat, savoir : prolongement de la voie par la rue Dalhousie, et paiement des dommages causés rue du Prince-Edouard.

De même nous ne croyons pas que le chiffre de \$242,998.67 représente exactement les pertes de la Corporation, et voici pourquoi : 1o le parc à bois n'est évalué qu'à 50 cts. du pied, tandis que les terrains du Palais sont évalués à \$1.00 ; or il nous semble que si ces derniers terrains valent réellement \$1.00 du pied pour le chemin de fer, le parc à bois ne vaut guère moins pour la Corporation à raison de l'usage qu'elle peut en faire. Les besoins de la Corporation ne sont pas les mêmes que ceux du chemin de fer, et nous ne voyons pas pourquoi le parc à bois ne serait pas aussi utile à la Corporation que les terrains du Palais et ne vaudrait pas autant par pied. Si cela est vrai, il y aurait à retrancher \$120,000 sur le chiffre des pertes de la Corporation ; 2o en réglant, comme elle l'a fait, la Corporation a résolu plusieurs questions litigieuses qui pouvaient engendrer plus tard bien des embarras et des procès ; 3o il était plus avantageux pour elle d'être acquittée de la balance de sa souscription, que de payer cette balance par des débentures à 7 o/o et de recevoir en échange \$1,000,000 de débentures portant intérêt à 5 o/o et dont le paiement eût été peut-être parfois problématique ; 4o si la voie ferrée est prolongée plus tard par la rue Dalhousie jusqu'aux quais Allan, ce sera un avantage indirect pour la Corporation et lui résultant du règlement.

Nous voulons croire, avec l'Honorable M. Wurtele, qui a conduit les négociations, que le Gouvernement de l'Honorable M. Mousseau a voulu par le règlement favoriser surtout la Corporation de Québec, mais nous sommes d'opinion que c'est le syndicat qui en a profité. Nous avons pensé d'abord que le syndicat, en se soumettant à la clause 17 du contrat, avait pu faire erreur sur les obligations qu'il contractait à l'égard de la Corporation et en rapport avec sa souscription, et nous aurions compris alors un règlement mettant à néant la clause 17 du contrat. Car le syndicat pouvait dire : " les droits de la Corporation sont tels que la balance de sa souscription que vous me transportez se réduit à zéro ; si donc vous ne me transportez en réalité que \$400,000, il n'est pas juste que je vous en paie \$500,000."

Mais peut-on dire que le syndicat ignorait les obligations qu'il contractait envers la Corporation, quand ces obligations étaient créées par des statuts, par des lois que tout le monde est censé connaître ? En tout cas, si par le règlement on se fût contenté d'annuler la clause 17 du contrat, le Gouvernement n'y aurait perdu que \$100,000. Et s'il avait en outre acquitté la Corporation des \$80,000 dues au fonds d'emprunt municipal, on eut peut-être encore pu justifier le règlement. Mais, ce que nous ne pouvons justifier, c'est qu'après avoir renoncé aux avantages de la clause 17 du contrat, le Gouvernement se soit encore obligé de payer au syndicat \$220,000 pour aider aux travaux de la rue St-André, que le syndicat était déjà obligé d'exécuter par son contrat.

Dans notre humble opinion, le règlement intervenu entre la Corporation, le Gouvernement et le syndicat a été tout à l'avantage de ce dernier. Nous croyons qu'en achetant la section Est du chemin, le syndicat a fait une affaire pleine de risques et de périls, et que cette affaire eut même été très mauvaise, si le Gouvernement Fédéral n'avait pas, en 1885, par suite des circonstances que l'on connaît, racheté les débentures de MM. Sénécal et McDougall. Mais, par suite des avantages lui résultant du règlement en question, nous pensons que le syndicat a amélioré sa position et son contrat dans une mesure trop préjudiciable au Gouvernement.

Il est vrai que le syndicat reste obligé de prolonger le chemin par la rue Dalhousie jusqu'aux quais Allan. Mais ces travaux ne seront dûs que lorsque la Corporation prolongera elle-même la rue Dalhousie, et fournira au syndicat le terrain nécessaire à la voie ferrée jusqu'aux quais Allan. Leur exécution paraît donc aussi problématique que les élévateurs et les bateaux-passeurs que Québec a rêvés.

III.—*Argents payés depuis la vente par le Gouvernement pour construction et trafic.*

Le 18 avril 1885, M. Stephens, député de Montréal-Ouest, proposa en Chambre qu'instruction fût donnée au Commissaire " de s'enquérir de la " question de savoir si la somme de \$1,477,261, payée par la province en " accompte du trafic et de la construction, pour la section Est du chemin de " fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis la vente du dit che- " min de fer, était justifiée par les termes du contrat de vente fait entre le " Gouvernement et les acheteurs ; et si toutes, ou aucune partie, des sommes " d'argent ainsi payées, depuis la date de la dite vente, auraient dû l'être par " les acheteurs. "

Cette question a donné lieu à l'accusation souvent répétée que le Gouvernement a, depuis la vente, continué de construire et d'améliorer un chemin qui n'appartenait plus à la province, et de payer des dépenses de trafic sur un chemin exploité par la compagnie du chemin de fer du Nord.

Le premier point à examiner est de savoir exactement à quel montant s'élèvent les sommes payées par le Gouvernement depuis la vente tant pour construction que pour trafic, tant sur la section Ouest que *sur la section Est*.

Comme on a pu le remarquer, le chiffre indiqué par M. Stephens ne couvrirait que les sommes payées pour la section Est, et dans son témoignage (page 607) il affirme de nouveau que, d'après ses calculs, un montant de \$1,447,000 aurait été dépensé *sur la section Est seulement*.

Cet avancé n'est aucunement justifié par les comptes publics. Le relevé fait par M. Stephens lui-même démontre que les sommes qu'il indique auraient été dépensées, non pas seulement sur la section Est, mais sur les deux sections du chemin de fer.

Elles s'élèveraient d'après lui à \$1,439,884, et il décompose ce montant comme suit :

1o	Suivant un rapport de 1884, No. 34.....	\$ 1,101,000
2o	En 1883, somme votée.....	244,000
3o	En 1884, do	55,000
4o	En 1885, do	39,884
Total.....		\$ 1,439,884

Constatons de suite une erreur commise par le témoin au sujet du quatrième item de ce relevé. La somme votée en 1885 serait de \$90,000 ; or il y aurait dans ce chiffre un *revote* de \$60,116 ; le témoin déduit donc cette dernière somme des \$90,000 votées en 1885, et il devrait arriver à une balance de \$29,884, au lieu de \$39,884, ce qui fait une différence de \$10,000. (*Voir son témoignage*, p. 607).

Sur cette même accusation nous avons interrogé l'Honorable M. Mercier, et il est arrivé à un chiffre encore plus élevé que celui constaté par M. Stephens.

Suivant lui, le Gouvernement aurait dépensé depuis la vente, sur le chemin de fer Q., M., O. & O., un montant de \$1,546,739.

En référant à son témoignage (pages 478 à 480) on pourra voir comment il établit ce montant. Il se compose de sommes votées pour dépenses mais non actuellement dépensées, et c'est à d'autres sources que nous avons dû recourir pour connaître exactement le montant dépensé.

Nous avons fait produire devant la Commission des états des sommes payées depuis la vente tant pour construction que pour trafic. Ce sont les pièces O. et P. que l'on pourra voir aux pages 292 et 296 des Comptes.

Le montant n'en est pas aussi élevé qu'on l'a prétendu, et il se compose de dépenses faites sur les deux sections du chemin et non pas seulement sur la section Est, ainsi que l'a soutenu M. Stephens. Mais il est beaucoup plus élevé que la somme indiquée par l'Honorable M. Wurtele dans les états mis devant les Chambres en 1882 comme représentant le chiffre approximatif des montants encore dûs pour construction et trafic ; et nous comprenons que l'Honorable M. Mercier, aux pages 477 et suivantes de son témoignage, se soit plaint que la Chambre avait été induite en erreur par les chiffres de l'Honorable Trésorier.

Mais comment se fait-il, dira-t-on, qu'on ait continué à payer pour construction et trafic sur un chemin qui n'appartenait plus à la province ?

Cela s'explique par le fait, aisé à constater, que les dettes payées depuis avaient été contractées antérieurement. C'est ainsi, par exemple, qu'au nombre des dettes payées depuis 1882, nous trouvons diverses sommes formant un total de \$265,508.98 pour terrains achetés en 1878 et 1879 ; nous y voyons aussi les deux suivantes dues depuis longtemps et que des procès avaient tenues en suspens : au constructeur de la section Ouest, M. D. MacDonald, \$137,904.00 ; à M. Thos. McGreevy (section Est), \$110,047.95.

Mais, dira-t-on encore, plusieurs items de ces comptes indiquent qu'on a même continué de construire depuis la vente, et l'on citera divers travaux faits à Montréal, et le changement de la ligne du Prince-Edouard à Québec, qui sont entrés dans les comptes comme ayant été payés par le Gouvernement. Est-ce que ces travaux ne devaient pas être faits par les nouveaux acquéreurs ?

Oui, ces travaux devaient être faits, et ils ont été faits par les nouveaux acquéreurs. Mais le Gouvernement devait contribuer : 1o aux travaux de Montréal, en vertu du contrat consenti au Pacifique, jusqu'à concurrence de \$300,000 ; 2o au changement de la ligne de la rue du Prince-Edouard, en

vertu du règlement fait avec le syndicat et la cité de Québec, jusqu'à concurrence de \$220,000.

Le Gouvernement devait remplir ces obligations, et il n'est pas douteux que les sommes par lui payées n'ont pas suffi pour les travaux. Mais l'excédant est à la charge des nouveaux acquéreurs. Ainsi, M. John McDougall soutient sous serment que les travaux de déplacement de la rue Prince-Edouard ont coûté \$100,000 de plus que les \$220,000 payées par le Gouvernement, et que M. Sénécal et lui ont encore des poursuites pendantes contre eux, résultant de ce déplacement, dont l'une au montant de \$50,000.

Il nous semble que les entrées faites dans les comptes publics, au sujet de ces dépenses, sont inexactes, et qu'au lieu de dire que le Gouvernement a payé telles sommes pour tels travaux de construction on aurait dû dire que ces sommes ont été payées en vertu de telles clauses, de tel contrat ou de tel règlement.

On verra aussi parmi ces sommes payées depuis la vente un montant de \$87,500 pour dépenses de construction faites en avril, mai et juin 1882. Mais, comme nous l'avons établi plus haut, en vertu des contrats de vente, ce montant devra être remboursé au Gouvernement par les acquéreurs.

D'autres montants sont également remboursables, et quelques-uns ont été effectivement remboursés.

Nous n'entrerons pas dans l'examen détaillé de toutes ces sommes. Mais nous croyons que l'état suivant, préparé par M. Moreau, secrétaire du département des chemins de fer, est de nature à jeter de la lumière sur la question qui nous occupe en ce moment. Il est peut-être un peu optimiste, surtout en ce qui concerne les sommes remboursables, mais il contribuera à démontrer qu'il n'y a pas eu malversation ni fraude—au moins d'après la preuve—dans les dépenses faites par le Gouvernement pour le chemin de fer Q., M., O. et O., depuis la vente de ce chemin.

Cet état fait partie des documents sessionnels de 1886, No. 78 ; il diffère un peu de la pièce O., pages 292 et 294 des Comptes, parce qu'il comprend toute la période s'étendant du 30 juin 1882 au 31 mai 1886, tandis que la pièce O. s'arrête au 30 juin 1885.

	Paiements détaillés.	Totaux.
	\$ cts.	\$ cts.
1o Matériel roulant :— Balance due à J. McDougall pour la construction de chars en vertu d'un contrat.....		21,916 98
2o Arbitrages :— A. D. Macdonald, en paiement final du montant de la sentence arbitrale rendue sur sa réclamation (y compris sa part des frais d'arbitrage).....	137,904 00	
A l'Honorable T. McGreevy, à-compte du montant à lui accordé par la sentence arbitrale (y compris sa part des frais d'arbitrage.).....	143,746 79	
Frais et honoraires des avocats et diverses dépenses dans les arbitrages <i>In Re</i> l'Honorable T. McGreevy et D. Macdonald : (étant la proportion des frais et honoraires imputables au Gouvernement).....	30,734 28	312,385 07
3o Pont de Hull :— En règlement final avec H. J. Beemer, entrepreneur.....		42,500 00
4o Extension de la voie de Montréal :— A J. H. Beemer, en règlement final d'après contrat.....	91,098 66	
La compagnie du Gaz à Montréal.....	19,467 64	110,566 30
5o Ateliers à Montréal :— St. Louis & Frère, en règlement final d'après contrat.....		44,275 74
6o Ponts en fer :— Balance due à la compagnie dite : "The Toronto Bridge Company".....		12,553 00
7o Embranchement de Joliette :— L. A. Roberge, entrepreneur, balance sur le prix de la construction de l'embranchement de St-Félix de Valois.....		10,078 72
8o Chemin de fer du Nord :— Changement de la voie de la rue du Prince Edouard,—parachèvement de la rue St-André et extension de la ligne à l'eau profonde, jusqu'à la jetée "Louise," etc., (remboursées par la Corporation de Québec).....		220,000 00
9o Corporation de la cité de Québec :— Indemnité pour la perte des revenus du havre au "Palais".....		15,000 00
10o Terrains et propriétés :— A Hogan et Beaufort, pour prix de terrains sur la ferme Gale, à Hochelaga.....	247,094 92	
H. Hogan, compensation pour prix de la construction d'un pont ou passage à niveau sur la rue Sherbrooke, à Montréal.....	10,500 00	
A. Wright.....	1,500 00	
Héritiers Kimpton.....	408 81	
" McConnell.....	246 06	
" Hastings.....	96 09	
Mme Robertson.....	3,044 00	
Mme Scott.....	978 10	
Mme Clunie.....	1,610 00	
Mme Sneith Williams.....	31 00	265,508 98
A reporter.....		1,054,784 79

	Paiements détaillés.	Totaux.
	\$ cts.	\$ cts.
Report		1,054,784 79
110 Expropriations (droit de passage) :— Sur la ligne principale et sur l'extension en la cité de Montréal ; frais et honoraires de justice, honoraires d'actes notariés, etc., en rapport avec ces expropriations, (dont une partie devra être remboursée par la corporation de la cité de Montréal).....		21,817 69
120 Comptes courants relatifs à la " Construction " sur les deux sec- tions pendant les mois d'avril, mai et juin 1882.....		87,500 00
130 Comptes de dépenses imprévues :— Compensations accordées à des employés congédiés du service public, et pour services additionnels.....	2,576 26	
Traitements et dépenses de voyage, fournitures de bureau, etc., pour le département des chemins de fer.....	4,527 40	
Indemnités payées à MM. Light et Peterson, ingénieurs du Gou- vernement, pour services additionnels.....	2,500 00	9,603 66
140 Comptes divers :— Mme L. J. A. Papineau, intérêt sur le capital restant dû sur la propriété " Bellerive, " (6 mois).....	1,575 00	
G. Lavolette, services comme arpenteur provincial en rapport avec le chemin de fer " Union Jacques-Cartier ".....	253 00	
Bureau du Gouvernement, à Montréal, (Loyer des).....	1,420 00	
Divers comptes en souffrance, et réclamations pour droit de pas- sage, dommages causés à certains propriétaires, etc., etc.....	29,003 46	32,251 46
150 Remises de fonds au Trésor :— Balances restant disponibles sur les montants affectés au départe- ment des chemins de fer en vertu des ordres-en-conseil, et sur les traites émises par le département.....		5,538 56
Total.....		\$1,211,496 18
A déduire :—La proportion du total ci-haut, qui représente les mon- tants payés pour dépenses de " construction, " antérieurement à la vente du chemin de fer (4 mars 1882).....		820,291 09
Balance.....		391,205 07
A déduire :—La proportion des sommes remboursées, formant partie des \$385,720.60 entrés comme le total des sommes remboursées au compte de " Construction " dans la Récapitulation.....		288,738 42
Balance.....		102,466 65
A déduire :—La proportion des sommes remboursables, formant partie des \$215,975.86 entrés comme le total des sommes rem- boursables au compte de " Construction " dans la Récapitula- tion		93,787 84
Balance.....		\$8,678 81
Cette balance représente les montants payés pour dépenses de " Cons- truction, " du 1er juillet 1882 au 31 mai 1886.		

Si ces chiffres sont exacts, il en ressort la preuve :

1o Que sur le total des sommes payées depuis la vente,	
savoir.....	\$ 1,211,496 16
un montant de.....	820,291 09
était dû antérieurement à la vente.	
2o Que sur la balance.....	\$ 391,205 07
un montant de.....	288,738 42
a été remboursé.	
3o Que sur la balance dépensée.....	\$ 102,466 65
il y aurait encore un montant remboursable de.....	93,787 84
laissant une balance de.....	\$ 8,678 81
représentant les dépenses encourues et payées depuis la vente pour construction, et qui ne seraient pas rem- boursables.	

DERNIÈRES OBSERVATIONS.

Pendant les travaux de cette Commission, bien des personnes, sans doute, se sont demandé quelle en pouvait être l'utilité. Notre rapport répond à cette question, et nous espérons qu'après l'avoir lu, l'enquête ne sera pas jugée absolument inutile. Sans doute, elle ne changera rien aux faits accomplis, mais elle n'avait pas pour objet un changement de cette nature. Sans doute, on trouvera qu'il reste encore certains actes administratifs et surtout certains faits accessoires qui s'y rattachent, qui ont fait la matière d'accusations graves, et sur lesquels l'enquête n'a pas jeté une lumière complète. Nous le reconnaissons, il y a des accusations que l'enquête n'a pu établir et au sujet desquelles cependant tous les motifs de soupçons n'ont pas été dissipés.

Mais, à part ces lacunes, qui se rencontrent dans un grand nombre de procès, on devra reconnaître que l'enquête a mis en pleine lumière bien des points obscurs, qu'elle a démontré l'injustice de plusieurs accusations, et qu'elle a établi que plusieurs actes administratifs ont été des erreurs ou des fautes.

Dans tous les cas, nous avons formé un dossier aussi complet qu'il nous a été possible, que chacun pourra consulter, et dans lequel il sera loisible à quiconque n'acceptera pas nos conclusions, de chercher des renseignements et des preuves.

C'est pour faciliter ces recherches ; et pour mettre en même temps plus de méthode et de clarté dans nos travaux, que nous avons divisé le dossier en trois parties, formant trois volumes séparés, les " Comptes, " la " Preuve documentaire " et la " Preuve testimoniale." Malheureusement, nous n'avons pu contrôler nous-mêmes l'impression de ces volumes, et nous regrettons d'avoir à constater que les volumes II et III laissent beaucoup à désirer sous ce rapport. Les fautes typographiques sont nombreuses, et par suite d'erreurs ou d'omissions commises soit par les imprimeurs, soit par notre secrétaire chargé de la correction des épreuves, plusieurs dépositions qui auraient dû être insérées dans le volume de la " Preuve testimoniale," ont été jointes au volume des " Comptes."

C'est encore pour rendre plus facile l'étude de nos travaux et du dossier que nous avons toujours eu soin d'indiquer dans notre rapport les preuves sur lesquelles nous avons appuyé nos opinions.

Enfin, quand cette enquête n'aurait pas eu d'autre résultat que de permettre à tous les députés, dont l'indépendance et la probité avaient été mises en suspicion, d'affirmer sous serment que leur vote a été libre et pur, elle aurait déjà son utilité.

Si, de plus, malgré les fautes et les erreurs que nous avons signalées, et dont la plus grave, au point de vue pécuniaire, aurait été le règlement fait avec la cité de Québec et le syndicat, si, dis-je, il ressort de l'enquête que les membres des Gouvernements qui se sont succédés depuis 1875, à Québec, n'ont fait rien de contraire à l'honneur et à la probité, ce sera encore un résultat satisfaisant.

Nous comptons terminer plus tôt nos travaux ; mais nous avons été retardés par diverses causes indépendantes de notre volonté, et que nous avons fait connaître au Gouvernement à mesure qu'elles se sont produites. On en trouvera la preuve dans les rapports préliminaires que nous avons déjà faits.

Enfin, nous osons espérer que l'on ne trouvera pas exagéré le coût de

cette longue enquête. Si l'on veut bien tenir compte du nombre des accusations dont nous avons dû nous enquérir, de l'importance des questions qui nous étaient soumises et de leurs complications, de la masse des témoignages recueillis, du volume des pièces qui composent le dossier et des frais de sténographie et d'impression, on conviendra que les dépenses de la Commission n'ont pas été extravagantes, surtout si on les compare aux chiffres connus d'autres Commissions instituées, soit à Québec, soit à Ottawa.

Le tout néanmoins est humblement soumis.

Québec, 6 juin 1887.

A. B. ROUTHIER,
Commissaire.

TABLE DES MATIERES.

	PAGES
Commission.....	3
Matière de l'enquête.....	6
Critique et réponse.....	10
Précis historique.....	19

Accusations au sujet de la construction.

I.—“ Que le Gouvernement n'aurait pas dû se charger lui-même de cette entreprise ”.....	29
II.—“ Qu'en adoptant le tracé de Terrebonne au lieu de celui du Bout-de-l'Isle, le Gouvernement a commis une faute ”.....	32
III.—Achat des propriétés Gale et Bellerive.....	37
IV.—Construction du chemin de ceinture (<i>loop-line</i>) à Trois-Rivières...	38
V.—Contrat des serre-noix (<i>nut-locks</i>).....	40
VI.—Construction des embranchements de Berthier et Joliette.....	43
VII.—Autres accusations relatives à la construction..	47

Accusations relatives à l'exploitation du chemin de fer.

Observations préliminaires.....	48
I.—“ Que M. L. A. Sénécal, lorsqu'il était surintendant du chemin de fer Q., M., O. & O., l'aurait administré de manière à cacher les recettes et les dépenses réelles, dissimulant par là les revenus exacts, dans le but de payer le chemin moins cher ”..	50
II.—“ Que M. L. A. Sénécal, lorsqu'il était surintendant du chemin de fer Q., M., O. & O., retira un salaire plus élevé que celui auquel il avait droit par sa commission ”	60
III.—Réclamations de divers commerçants de foin	62
IV.—Autres accusations concernant l'administration du chemin de fer sous la surintendance de M. L. A. Sénécal.....	64

Accusations relatives à la vente.

	PAGES
Observations préliminaires.....	69
I.—La vente était-elle illégale aux termes de l'article 1484 de notre Code Civil?.....	71
II.—Avant de consentir des contrats de vente, le Gouvernement aurait-il dû : 1° demander des soumissions, 2° consulter les Chambres?	75
III.—“ Que le Gouvernement a complètement sacrifié les intérêts de la Province de Québec, en subdivisant le chemin de fer Q., M., O. & O. en deux sections, et en vendant la section Est au syndicat du chemin de fer du Nord, au lieu d'accepter les offres du Pacifique Canadien, et de lui vendre la totalité du dit chemin de fer, depuis Ottawa jusqu'à Québec.”	77
IV.—“ Que le Gouvernement n'aurait pas dû vendre en 1882, et qu'en attendant quelques années il aurait vendu à de meilleures conditions ”	81
V.—“ Que le Gouvernement aurait imposé au syndicat du Pacifique l'achat des embranchements de St-Lin et de St-Eustache pour faire toucher trois cent cinquante mille piastres aux propriétaires des dits embranchements, lorsque le dit syndicat était prêt à payer le même prix pour la ligne principale seule, faisant par là perdre \$350,000 à la province ”	87
VI.—“ Que le Révérend M. Labelle aurait été chargé, de la part de Sir Hugh Allan, d'offrir neuf millions de piastres au Gouvernement pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ainsi que l'a déclaré, au conseil législatif, le 19 avril 1882, l'Honorable J. G. Ross, conseiller législatif pour la division Chaouinigane et Premier Ministre actuel de la Province de Québec ”	95
VII.—“ Que le Gouvernement aurait pu trouver un plus haut prix, et que les offres du syndicat Allan-Rivard étaient plus avantageuses ”	96
VIII.—“ Que dans la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental les intérêts de la Province de Québec ont été méconnus et complètement sacrifiés ”	100

PAGES

IX.—“Que plusieurs des députés qui ont voté en 1882 pour la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental l'ont fait en considération de sommes d'argent données ou avancées, de faveurs accordées ou promises, ou de souscriptions électorales faites par M. L. A. Sénécal aux élections précédentes de 1881”	101

Accusations relatives à des faits postérieurs à la vente, mais s'y rattachant.

I.—“Que M. Sénécal aurait, dans l'intervalle écoulé entre la vente et la livraison du chemin de fer, augmenté la valeur du dit chemin par de grands travaux faits et par des approvisionnements excessifs”	107
II.—“Qu'en réglant avec la cité de Québec la souscription de cette même cité au dit chemin, la province a perdu une somme d'argent considérable”	113
III.—Argents payés depuis la vente par le Gouvernement pour construction et trafic	120
Dernières observations	126

CANADA,
Province de Quebec

COMMISSION ROYALE

ENQUETE

CONCERNANT LE

Chemin de Fer Q. M. O. & O.

VOLUME I.

COMPTES

QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA LÉGISLATURE

1887

ENQUETE

re

Le Q. M. O. & O.

VOLUME I.

COMPTES

CANADA, PROVINCE DE QUEBEC

COMMISSION ROYALE.

ENQUETE

Concernant le Chemin de Fer Q. M. O. & O.

VOLUME I.

COMPTES

A.

LETTRE de Monsieur E. Moreau, Secrétaire du Département des Chemins de fer, en date du 5 septembre 1885, à l'Honorable A. B. Routhier, Commissaire Royal, avec transmissions de divers Tableaux, Etats, titres et autres papiers et pièces dont le Commissaire a fait demande au dit Département pour les fins de l'Enquête relative à la vente, etc., du chemin de fer du Nord, etc., etc.

DEPARTEMENT DES CHEMINS DE FER,

QUÉBEC, 5 SEPTEMBRE 1885.

L'HONORABLE A. B. ROUTHIER,

Commissaire Royal,

Québec.

MONSIEUR :

J'ai l'honneur de vous transmettre les divers Tableaux, Etats, pièces et documents dont votre Secrétaire, Mr. H. A. Turcotte, a fait demande à ce Département dans ses lettres des 14 juillet et 7 août derniers, pour les fins de l'Enquête dont vous êtes chargé. Au bas de cette lettre se trouve l'énumération de ces tableaux, états, etc., à vous transmis en même temps que la présente. Quant à l'Enquête faite devant un comité du Conseil Législatif sur l'affaire des "*nut locks*," nous ne pouvons vous en fournir copie, vu que, paraît-il, les pièces originales relatives à cette enquête ont été détruites durant l'incendie de l'ancien Parlement de Québec, mais nous pouvons vous mettre en main copie des divers papiers en notre possession, qui forment le dossier officiel de cette affaire, et qui déjà ont été mis devant la Chambre pour les fins de l'enquête qui a été dans le temps ordonnée sur cette question des "*nut locks*."

En ce qui regarde les Embranchements de Joliette et Berthier, vous pourrez obtenir de la Chambre d'Assemblée la Réponse à l'adresse de la Chambre, que ce département a produite durant la dernière session, au sujet de ces mêmes embranchements et de celui de St. Eustache; laquelle Réponse contient tous les renseignements que vous désirez avoir sur ces embranchements.

Relativement au compte, dont vous faites demande, contenant: "le détail de la somme de \$1,477,261 payée par le Gouvernement à-compte du trafic et de la construction de la *Section Est* depuis la vente," je vous ferai observer que, d'après les Comptes Publics de la Province pour 1882-83 et 1883-1884, l'Etat (produit par le Trésorier de la Province durant la dernière Session,) des Recettes et Paiements faits par le Trésor depuis le 1er de juillet 1884 jusqu'au 1er de mars dernier, il appert qu'il n'a été dépensé par le Trésor, comme imputable au compte du trafic et de la construction *des deux sections* du ci-devant chemin de fer Provincial, qu'une somme totale de \$1,308,174.01, et ce, à partir de la date de la livraison de la *Section Est* (30 juin 1882,) jusqu'au dit jour 1er de mars dernier. C'est ce que vous pourrez constater dans et par le Tableau détaillé (marqué No. 1) des paiements

opérés par le Trésor jusqu'à concurrence de ce total de \$1,308,174.01 dépensé sur les *deux sections* de chemin de fer depuis la date de la livraison de la Section Est jusqu'au dit jour 1er de mars dernier. Vous remarquerez que dans ce Tableau il y a : 1o. un montant de \$111,189.71, qui est inscrit dans la 1ère colonne, comme n'ayant pas été réparti entre les deux sections du chemin de fer par M. Sénécal, l'ex-surintendant général, pour fins de construction, et par le Département des chemins de fer pour fins de dépenses contingentes, et 2o. un montant de \$48,817.10, qui est inscrit dans la 6ème colonne, comme n'ayant pas été réparti par le dit ex-surintendant général entre les deux sections pour fins d'exploitation (Revenu,) selon l'emploi qui a été fait de ces deux montants dans le temps pour l'achèvement des travaux, l'achat de matériaux et du droit de passage et pour frais de l'exploitation, etc., sur les deux sections du chemin de fer.

Il importe, maintenant, de déduire sur ce total de \$1,308,174.01 dépensés dans l'intervalle de temps indiqué plus haut : 1o. les \$220,000.00 dont le Gouvernement a été remboursé par la Corporation de Québec, aux termes des arrangements intervenus avec elle le 21 d'août 1882, et qui ont été payées par le Gouvernement à la compagnie du chemin de fer du Nord pour le déplacement de la voie sur la rue du Prince-Edouard, en cette cité, le parachèvement de la rue St. André et l'extension de la voie jusqu'à l'eau profonde dans le port de Québec, conformément à l'acte de conventions intervenu le même jour entre le Gouvernement et la compagnie du chemin de fer du Nord;

2o. Les \$15,000.00 dont la compagnie du chemin de fer du Nord a fait remboursement au Trésor, et que ce dernier avait payées à la Corporation de Québec comme indemnité à raison de la perte des revenus du Havre au "Palais" de cette ville, selon que mentionné à la page 130 des comptes publics pour 1884 (version française);

3o. Les \$73,088.22 dont la Corporation de Montréal doit faire remboursement au Gouvernement, et que ce dernier a payés depuis le 1er de juillet 1882, à venir au 1er de mars dernier, sur plus forte somme déboursée en sus des \$132,000.00 qu'il s'était engagé à payer pour l'achat du droit de passage sur l'extension du chemin de fer à Montréal, aux termes des arrangements intervenus entre le Gouvernement et la dite Corporation en 1881 (Vide 44-45 Vict., chapitre 2,) distraction faite, cependant, sur ces \$73,088.22 d'un montant de \$990.00 payé après le 1er de mars dernier, et qui est porté dans la Feuille de balance annexée au dit Tableau No. 1;

4o. Les \$56,146.20 (mentionnés dans les comptes publics pour 1883, page 10,) qui ont été remboursés au Gouvernement, dont \$53,738.42 par la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique sur les \$60,026.26 que cette compagnie est tenue de rembourser au Gouvernement comme proportion sur le prix des travaux exécutés (et payés par le Gouvernement aux entrepreneurs) pour la construction des ateliers et de l'extension du chemin de fer à Montréal, depuis le 1er de mars jusqu'au mois de juillet 1882, et ce, aux termes des ordres-en-conseil Nos. 298 et 313, en date des 15 et 21 août 1882, et dont \$2,407.78 ont été remboursés par ce Département

même sur perception du montant de l'assurance effectuée sur la Station de Batiscan, et du loyer échu sur la location de la Cour à bois, au "Palais" de cette ville, (distraktion faite, toutefois, sur ces \$2,407.78 de la somme de \$707.78 qui est portée comme Recette ou Revenu du chemin de fer dans l'état C annexé au Tableau No. 9);

50. Les \$1,248.98 que le Trésor a aussi reçus de ce Département et de l'ex-administration sur perception; 10. de loyers échus (Bureaux No. 16, rue St. Jacques, Montréal,) et 20. du produit de la vente de billets de passage et d'autres sources considérées comme "Revenu" du chemin de fer (Vide Comptes Publics pour 1884, page 10.) (distraktion faite, toutefois, sur ces \$1,248.98 de la somme de \$892.73 qui est portée comme Recettes ou Revenu du chemin de fer dans les états B et C annexés au Tableau No. 9);

60. Les \$50,000.00 que la Corporation de Montréal est tenue de payer au Gouvernement pour sa contribution dans le coût de la construction du Pont de la Chaudière, à Hull, aux termes des arrangements intervenus entre le Gouvernement et la dite Corporation en 1881 (44-45 Vict., chapitre 2);

70. Les \$6,622.76, plus les \$6,745.06 (en tout \$13,367.82) qui ont été versés au Trésor par l'ex-administration du chemin de fer et par ce Département (d'après l'état précité des Recettes et Paiements depuis le 1er de juillet 1884 jusqu'au 1er de mars dernier, inclusivement,) savoir: le premier de ces montants venant de sources du "Revenu" du dit chemin de fer, et le second étant une remise de fonds non-employés par ce Département, à la date du 30 de juin 1884, sur les sommes mises à la disposition de ce Département par le Trésor sur les crédits de l'année fiscale 1883-84 et sur les fonds placés au crédit de ce Département pour les fins de construction et de l'exploitation ("Revenu") du ci-devant chemin de fer Provincial,—(distraktion faite, toutefois, sur ces \$6,622.76 de la somme de \$3,432.31 qui a été portée comme Recettes ou Revenu du chemin de fer dans l'état C annexé au Tableau No. 9);

80. Les \$6,287.84 que la compagnie du Pacifique redoit au Gouvernement sur les \$60,026.26 qu'elle est tenue de lui rembourser, ainsi que plus haut constaté dans l'article 4ème, sur le prix de la construction des ateliers et de l'extension du chemin de fer à Montréal;

90. Les \$87,500.00 que les compagnies du Pacifique et du chemin de fer du Nord sont tenues de rembourser au Gouvernement aux termes de l'ordre-en-conseil No. 243, en date du 25 juillet 1882, pour travaux de construction faits et payés par le Gouvernement comme avances sur les deux sections du chemin de fer en avril, mai et juin 1882; et—

100. Les \$22,267.02 formant la différence en bloc restant sur le total des crédits et remises de fonds au Trésor, effectués entre le 1er de juillet 1882 et le 1er de mars 1885, et qui sont portés au dit Etat B de la Feuille de balance annexée au Tableau No. 10.

De sorte qu'au moyen de ces divers remboursements (se montant, après soustraction faite des sommes distraites aux articles ci-dessus Nos. 3, 4, 5 et 7, à \$538,883.26,) le total susdit de \$1,308,174.01, porté au bas du dit Tableau détaillé No. 1, se trouve réduit à \$769,290.75. Dans ce dernier total se trouvent compris : 1o. un montant de \$233,109.49 qui a été payé par le Gouvernement à-même les crédits votés par la Législature pour cet objet, pour acquit de la balance, en capital et intérêt, restée due sur le prix d'achat de terrains acquis à Hochelaga (Ferme Gale), et sur le parcours de la Section Ouest pour l'usage du chemin de fer Provincial, antérieurement à la vente des deux Sections du chemin de fer ; 2o. un montant de \$18,119.37 qui a été payé par le Gouvernement à la Corporation de Québec pour acquit de la balance, en capital et intérêt, restée due sur le prix d'achat du premier terrain acquis de la Corporation par les ex-commissaires du chemin de fer pour l'emplacement de la Gare, etc. au "Palais" de cette cité, et ce bien antérieurement à la vente de la dite Section Est ; 3o. une somme de \$100,000.00, plus celle de \$10,047.95, plus celle de \$15,122.91 (cette dernière comprise dans les \$419,502.43 portés au bas du dit Tableau détaillé No. 1 à l'article "Construction" Section Est,)—qui ont été payées pour acquit d'autant sur les \$147,473.00 afférant à l'Honorable T. McGreevy, en vertu de la sentence arbitrale rendue le 14 de juin 1882 sur sa réclamation contre le Gouvernement en rapport avec la construction de la Section Est. Ces trois sommes réunies forment (avec les \$18,119.37 payés ci-dessus à la Corporation,) un total de \$143,290.23 payé en déduction d'autant sur le montant de cette sentence arbitrale.

Les autres items portés sur ce Tableau détaillé No. 1 représentent le montant de dépenses faites pour fins d'exploitation ("Revenu") et le coût de travaux et constructions, ou le prix de terrains expropriés pour le chemin de fer, ou le montant de comptes et réclamations, antérieurs au transfert des deux sections, que le Gouvernement était tenu ou de compléter ou de payer, à-même les crédits votés à cette fin par la Législature, avant la livraison du chemin aux compagnies qui en ont fait l'acquisition, et ce conformément aux stipulations des contrats de vente du 4 de mars 1882. Il appert, en outre, que les sommes dépensées par le Trésor, d'après le dit Tableau No. 1, pour la Section Est seulement, se réduiraient à \$419,502.43 pour "Construction," à \$56,878.33 pour "Revenu," à \$55,594.86—moitié des \$111,189.77 portés au dit Tableau, dans la 1ère colonne, comme non-répartis,) qui pourrait être inscrite ici comme ayant été employée sur la Section Est pour fins de la construction d'icelle, et à \$24,408.55—moitié (des \$48,817.10 portés au dit Tableau dans la 6ème colonne comme non-répartis,) qui pourrait être inscrite ici comme ayant été employée sur la Section Est pour fins d'exploitation (Revenu) d'icelle. Ces quatre montants réunis forment un total de \$556,384.17 inscrit au dit Tableau comme deniers dépensés (sur les \$1,308,174.01 du grand total porté au bas du dit Tableau) pour fins de construction et du trafic sur la Section Est, depuis la date de la livraison d'icelle (30 de juin 1882,) jusqu'au dit jour 1er de mars 1885. Et encore faut-il déduire de ce total de \$556,384.17 les divers remboursements dont il est fait mention plus haut, et qui, en ce qui regarde la Section

Est, se composent des	\$220,000 00
mentionnées ci-dessus à l'article 1er ;	
Des \$15,000.00 mentionnées à l'article 2ème.....	15,000 00
Des \$1,700.00 restant sur les \$2,407.78 mentionnés plus haut à l'article 4ème comme remboursés au Trésor.....	1,700 00
Des \$3,119.20 compris dans les \$6,622.76 qui sont indiqués ci- dessus à l'article 7ème comme ayant été versés au Trésor en 1884-85, comme provenant de sources de "Revenu" du chemin	3,119 20
Des \$2,290.94, proportion (à prendre sur les \$6,745.06 men- tionnés plus haut à l'article 7ème comme ayant été ver- sés au Trésor en 1884-85 comme balances non employées au 30 de juin 1884 sur les crédits affectés à ce Départe- ment, etc.) qu'il est juste d'appliquer à la Section Est pour sa quote-part dans ce remboursement de deniers au Trésor.....	2,290 94
Des \$43,750.00, moitié des \$87,500.00 mentionnées plus haut à l'article 9ème comme remboursables au Trésor par les compagnies du Pacifique et du chemin de fer du Nord,) qui pourrait être chargée à la Section Est pour sa quote- part dans le coût des travaux exécutés sur les deux sec- tions en avril, mai et juin 1882.....	43,750 00
Des \$11,359.32—proportion (à prendre sur les \$22,267.02 men- tionnés ci-dessus à l'article 10ème comme formant la dif- férence sur le total des crédits et remises de fonds au Trésor, portés en l'état B de la Feuille de balance annexée au Tableau No. 10,) qu'il est à-propos d'appliquer ici à la Section Est pour sa quote-part dans ces crédits et remises de fonds	11,359 32
	<u>\$297,219 46</u>
Ce qui forme un total de remboursements se rapportant à la Section Est, de.....	\$297,219 46

Si bien qu'en résumé le total dépensé sur la Section Est, depuis la date de la livraison de cette section, jusqu'au 1er de mars dernier, serait limité (en soustrayant ces \$297,219.46 sur le total susdit de \$556,384.17 dépensé sur la Section Est,) à une somme de \$259,164.71 dont \$143,290.23 payés à-compte dans l'arbitrage sur la réclamation de M. McGreevy (comme ci-dessus indiqué,) et le surplus en paiement de frais de construction et d'exploitation (Revenu) de la dite Section Est, du prix d'achat de terrains acquis pour l'usage de cette section, et pour solde de certains comptes et réclamations résultant de cette construction et exploitation antérieurement à la livraison de la Section Est.

Il est à remarquer également que le total de \$1,308,174.01, qui se trouve au bas du Tableau No. 1, se trouve réduit au chiffre de \$1,124,567.03, que le Tableau No. 10 (Etats A et B—dernières colonnes de droite additionnées ensemble,) constate avoir été dépensé en total, depuis le 1er juillet 1882, à

venir au 30 de juin 1885, tant pour fins de construction que pour frais d'exploitation (Revenu) *sur les deux sections réunies*, bien qu'il y ait dans ce chiffre de \$1,124,567.03 des dépenses inscrites subséquentes au 1er de mars 1885, date à laquelle s'arrête le total marqué comme dépensé dans le Tableau No. 1. Cette réduction au chiffre de \$1,124,567.03 est due au fait de remboursements, de remises de fonds au Trésor et de crédits effectués, entre le 1er de mars et le 30 de juin 1885, aux comptes de "Construction" et du "Revenu," sur les deux sections, ainsi qu'il est établi dans et par la Feuille de balance annexée au dit Tableau No. 10.

Que, si, d'autre part, la Commission désire savoir au juste quel est le total dépensé par le Gouvernement pour fins de construction et d'exploitation (Revenu) *sur les deux sections*, depuis la date de la vente du chemin de fer (4 de mars 1882,) jusqu'au 30 de juin dernier, je me permettrai de vous référer à la Feuille de balance qui est annexée au Tableau No. 1 (Etat B, dernière colonne de droite,) qui établit que les montants payés par le Trésor et par le Département, entre les deux dates ci-haut mentionnées, pour frais de construction et d'exploitation *sur les deux sections réunies*, (déduction faite des divers crédits, remboursements et remises de fonds effectués entre ces deux époques,) s'élèvent au chiffre total de \$1,480,030.78.

Sur ce dernier total il faut imputer à la *Section Est seulement* les sommes suivantes inscrites dans l'Etat B de la dite Feuille de balance, savoir :—

1o. Pour fins de construction: Total.....	\$ 392,840 51
2o. Pour dépenses du trafic (Revenu).....	49,761 33
3o. Moitié approximative des \$147,097.74—total entré dans la 1ère colonne de gauche comme non-réparti entre les deux sections pour fins de construction et de dépenses contingentes.....	73,548 87
4o. Moitié approximative des \$266,281.51—total entré dans la 6ème colonne comme non-réparti entre les deux sections pour frais d'exploitation (Revenu).....	133,140 75

Ce qui forme un total de..... \$ 649,291.46

effectivement dépensé par le Gouvernement sur la *Section Est seulement*, depuis la vente du chemin de fer jusqu'au 30 de juin dernier, et non pas la somme de \$1,477,261.00 mentionnée dans la lettre de votre Secrétaire, en date du 7 d'août dernier, comme dépensée *sur la dite Section Est* pour fins de construction et d'exploitation du dit chemin de fer entre ces deux mêmes dates. Dans ce total de \$649,291.46 sont compris les \$143,290.23 payés en à-compte dans l'arbitrage *in re* T. McGreevy; et le surplus se compose de frais de construction et d'exploitation, etc., imputables à la dite Section Est, selon que mentionné ci-dessus.

Quant au chiffre exact des sommes dépensées en total par le Gouvernement sur les deux sections du chemin de fer (déduction faite de tous les remboursements, crédits et remises de fonds portés en la Feuille de balance annexée au Tableau No. 10,) ce chiffre s'élève, d'après le dit Ta-

bleau No. 10, (Etat A,) pour fins de construction, d'abord, jusqu'au 30 de juin 1882, à.....	\$13,093,777 82
et, ensuite, depuis le 1er juillet 1882 jusqu'au 30 de juin 1885, à.....	1,034,112 43

Formant un grand total de.....	\$14,127,890 25

pour frais de construction sur les deux sections jusqu'au 30 de juin 1885. Et ce chiffre s'élève, d'après le dit Tableau (Etat B,) pour frais d'exploitation sur les deux sections, d'abord, jusqu'au 30 de juin 1882, à	1,972,535 27
et, ensuite, depuis le 1er de juillet 1882 jusqu'au 30 de juin 1885, à.....	90,454 60

Formant un total de.....	\$ 2 062,989 87

pour frais d'exploitation sur les deux sections jusqu'au 30 de juin 1885.	
Additionnant ces deux totaux de (construction).....	\$14,127,890 25
et de (frais d'exploitation).....	2,062,989 87

Cela donne un grand total de.....	\$16,190,880 12

de réellement dépensé par le Gouvernement sur les deux sections du chemin de fer, tant pour frais de construction que d'exploitation, depuis l'origine jusqu'au 30 de juin dernier (1885).

Défalquant, maintenant, du total marqué ci-dessus de \$14,127,890.25 pour frais de construction sur les deux sections jusqu'au 30 de juin 1885, les sommes chargées dans le dit Tableau No 10 (Etat A,) comme dépensées sur la *Section Est seulement*, savoir :

1o. Le montant dépensé jusqu'au 30 de juin 1882.....	\$5,983,078 15
2o. La moitié approximative des \$1,498,291.01 entrés dans le dit Tableau No. 10 (Etat A,) comme non-répartis jusqu'au 30 de juin 1882, savoir.....	\$ 749,145 50
3o. Le montant dépensé jusqu'au 30 de juin 1885.....	386,743 96
4o. La moitié approximative des \$55,335.24 entrés dans le dit Tableau No. 10, (Etat A,) comme non-répartis depuis le 1er de juillet 1882 jusqu'au 30 de juin 1885, savoir	27,667 62
	<u>776,813 12</u>

On arrive à un grand total de.....	\$ 7,146,635 23

d'effectivement dépensé jusqu'au 30 juin 1885 pour frais de construction de la *Section Est seulement*.

Dans la *Récapitulation générale* annexée au *Tableau No. 10* (pages 3 et 4.) il appert :—

10. Que certains remboursements faits et à faire au Gouvernement, ainsi que le montant de certains paiements faits à son acquit, en déduction des frais de construction imputables à la <i>Section Est</i> , s'élèvent, jusqu'au 30 de juin 1882, à.....	\$ 236,750 00
et jusqu'au 30 de juin 1885, à.....	295,000 00

Ce qui fait un total de.....	\$ 531,750 00

lequel, déduit sur le grand total ci-dessus de \$7,146,635.23, imputable à la *Section Est*, laisse une balance de..... 6,614,885 23

d'effectivement dépensée sur la dite *Section Est* pour frais de construction depuis l'origine jusqu'au 30 de juin 1885.

Pour les autres détails relatifs aux frais d'exploitation ("Traffic or Revenue Expenses"), faits par le Gouvernement sur les deux sections du chemin de fer jusqu'au 30 de juin 1885, ainsi qu'aux Recettes (Revenus) réalisées et aux dépenses faites par M. Sénécal, l'ex-surintendant général, durant le temps de son administration, tant pour frais d'exploitation que pour frais de construction, je vous renvoie à la dite *Récapitulation générale*, dans laquelle vous trouverez également : 1o. un résumé des opérations du dit Surintendant-général, depuis la date de sa nomination comme tel le 28 de février 1880, jusqu'au 31 de mars 1883, date à laquelle ont été balancés les livres de comptabilité de la dite administration, suivant les Feuilles de balances établies par certains officiers de ce Département et par l'Auditeur de la Province, et mises devant la Chambre d'Assemblée de Québec, durant la Session de 1884 (Vide Volume XVIII des journaux de la Chambre, Appendice No. 1, pages 388 et 389;) 2o. un Etat explicatif du précédent Résumé, suivi d'une récapitulation des opérations de la dite administration (doit et avoir,) jusqu'au 30 de juin dernier (1885.)

Relativement aux offres d'achat faites par le chemin de fer Canadien du Pacifique et les syndicats Allan, Rivard, Allen, Ridley et Hall, j'en suis pas en position de vous fournir les documents que vous demandez à ce sujet. Une Réponse à une "Adresse demandant la correspondance, les soumissions et autres papiers relatifs à la location et à la vente du chemin de fer Q. M. O. et O." a été déposée par l'Honorable M. Chapleau, alors Commissaire des Travaux Publics et chemins de fer, le 16 de mars 1882, sur le Bureau de la Chambre d'Assemblée.

Cette "Réponse" a alors été imprimée pour distribution aux Députés, etc. Malheureusement, il ne reste aucun exemplaire de ce livre bleu; et l'original des pièces comprises dans cette "Réponse" a dû être détruit dans l'incendie du vieux Parlement à Québec. (Vide Journaux de la Chambre d'Assemblée, vol. 16, 1882, page 42, et Document de la Session No 13—pas imprimé.)

Vous trouverez, cependant, des renseignements assez étendus, relatifs à ces soumissions : 1o. dans le discours prononcé par l'Honorable M. Chapleau

durant la Session de 1882, et dont je vous ai remis un exemplaire imprimé ; 2o. dans l'Etat No. 13 des Documents de la Session, No 25 du volume 15, No. 2, pour 1881-82, pages 19 et 20.

En ce qui regarde le titre d'achat de la propriété "Belle-Rive" à Montréal, je ne puis vous en donner copie maintenant, mais, si vous le jugez nécessaire, je me ferai un devoir de vous procurer la copie désirée de ce titre. En attendant, vous trouverez reproduites toutes les conditions principales, ainsi que la description du terrain (insérées dans le titre d'achat,) dans la copie de l'acte de quittance (dont je vous remets copie,) par "Dame M. E. Westcott, épouse de M. J. A. Papineau, à l'Honorable H. G. Joly, ès-qualité, et extension de temps par elle accordée au même pour le paiement d'une somme de \$45,000," en date du 25 avril 1879, devant H. A. A. Brault, N. P.

Vous avez fait aussi demande du "rapport fait par l'Ingénieur du Gouvernement en 1882, sur les dépenses à faire pour terminer le chemin."

Le Département n'est pas en possession de rapports estimatifs de M. Light, ni de M. Peterson, les deux ingénieurs du Gouvernement, indiquant les montants approximatifs requis pour compléter les travaux sur les deux sections du chemin de fer en 1882. Je vous réfère au discours de M. Chapleau (page 28 en particulier,) et aux discours sur le budget prononcés le 15 mai 1882, et le 16 février 1883, par l'Honorable M. Würtele, alors Trésorier de la Province, (et dont je vous transmets des exemplaires imprimés,) pour les renseignements que vous désirez obtenir sur les estimations des travaux et des réclamations restant à faire ou à payer sur le ci-devant chemin de fer du Gouvernement en 1882 et 1883. En consultant aussi le rapport fait par le Commissaire des chemins de fer sur le dit chemin de fer, pour l'année 1881, à Son Honneur Théodore Robitaille, alors Lieutenant-Gouverneur de cette Province, vous trouverez les estimations des ingénieurs, MM. Light et Peterson, sur les travaux restant alors à compléter sur les deux sections du chemin de fer. (Vide pages 44 et 56 de ce rapport imprimé dont je vous ai remis un exemplaire.)

Dans le Document de la Session No. 25 du volume 15, No. 2, pour 1881 et 1882, il y a des Etats et Statistiques qui renferment des Evaluations et données propres à vous renseigner sur le sujet.

Le Factum imprimé produit par les avocats de la Couronne *in re McGreevy*, devant les arbitres à Ottawa, contient des Estimés et Evaluations par les Ingénieurs du Gouvernement, de nature également à élucider la question sur laquelle vous désirez avoir des éclaircissements.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant Serviteur,

E. MOREAU,

Secrétaire.

LISTE des Tableaux, Etats et des pièces et documents transmis avec la présente lettre :—

TABLEAU NO. 1.—Detailed statement of amounts paid by Treasury Department on account of Construction and Traffic (Revenue) on both sections of the Q. M. O. & O. Ry., from 1st July, 1882, to 1st March, 1885, as per Public Accounts for 1883 and 1884, and Statement of Expenditure and Receipts from 1st July, 1884, to 1st March, 1885; with annexed statement and balance-sheet showing amounts paid by Government on account of construction and Traffic (Revenue) on both sections, from 4th March, 1882, (date of the sale of the Railway,) to 30th June, 1885, and the several credits and refunds to be deducted therefrom.

TABLEAU NO. 2.—(Part A. and part B.)—Detailed statements of amounts paid to Honorable Thomas McGreevy, contractor, on account of his contract, for construction of the Eastern Section of the Q. M. O. & O. Railway, to 30th of June, 1882, and to 30th of June, 1885.

TABLEAU NO. 3.—(A. and B.)—Detailed statements of the amounts paid by Government on account of construction of the Eastern Section of the Q. M. O. & O. Ry., from 15th January, 1880, (date of the taking possession of such section by Government,) to 30th June, 1882, and to 30th of June, 1885.

TABLEAU NO. 4.—(A. and B.)—Detailed statements of amounts paid on account of arbitration fees and disbursements *in re* claim of Honorable Thomas McGreevy, and *in re* claim of Duncan MacDonald, contractors of the Q. M. O. & O. Railway, to 30th June, 1882, and to 30th June, 1885.

TABLEAU NO. 5.—(Part A. and part B.)—Detailed statements of amounts paid to D. MacDonald, contractor, on account of his contract for construction of the Western Section of the Q. M. O. & O. Railway, to 30th June, 1882, and to 30th of June, 1885.

TABLEAU NO. 6.—(A. and B.)—Detailed statements of the amounts paid by Government on account of construction of the Western Section (including statements of Right of Way,—*a.* and *b.*,—and cost of Pontiac Survey,) from 1st September, 1878, (date of the taking possession of such section by Government,) to 30th June, 1882, and to 30th June, 1885.

TABLEAU NO. 7.—Comprising statements *a.*, *b.*, *bb* and *c.*, of amounts received by Mr. L. A. Sénécal, Superintendent, from Railway Department and other sources, from 1st March, 1880, to 31st March, 1883, on account of "construction" and Traffic (Revenue) of the Q. M. O. & O. Railway: followed by a Recapitulation of these statements *a.*, *b.* and *bb*, and also by a detailed statement or Recapitulation (*d.*) of expenditure by Mr. Sénécal, and by a Recapitulation of these statements *a.*, *b.*, *bb*, *c.* and *d.*, (amounts un-appropriated on both Sections of the Railway.)

TABLEAU No. 8.—(A. and B.)—Detailed Statements of the amounts paid by Government on account of contingencies (being salaries and expenses of Railway Commissioners and staff, office supplies, furniture and general expenditure, etc.) from January, 1876, to 30th June, 1882, and to 30th June, 1885; (amounts un-apportioned on said sections of Q. M. O. & O. Ry.)

TABLEAU No. 9.—(A., B. and C.)—Detailed statements of Traffic Receipts (Revenue) deposited in Bank to the credit of the Honorable the Treasurer of the Province by MM. C. A. Scott, J. T. Prince and L. A. Sénécal, Superintendents, of the Eastern and Western sections of the Q. M. O. & O. Railway, respectively, from 30th September, 1878, to 31st March, 1883; and of amounts considered as earnings of the Railway, collected by the late administration and by Railway Department and refunded to the Treasury Department, from 1st January, 1881, to 30th June, 1885: followed by a Recapitulation of said statements *a*, *b* and *c*.

TABLEAU No. 9½.—(Parts A., B. and C.)—Detailed statements of amounts paid by Government on account of Revenue on Eastern Section, from 1st February, 1880, to 30th of June, 1882, (Parts A. and B.) and to 30th June, 1885—(Part *c*.)

TABLEAU No. 9¾.—(Parts A., B. and C.)—Detailed statements of amounts paid by Government on account of "Revenue" from January, 1880, to 30th June, 1882, (Parts *a*. and *b*.,) and to 30th June, 1885.—(Part *c*.,) on Western Section.

TABLEAU No. 10.—(A. and B.) or general statement showing, in bulk sums, the amounts paid on account of construction and traffic on both sections of the Q. M. O. & O. Railway, to 30th June, 1882, and to 30th June 1885; followed by a Balance-sheet and general Recapitulation to 30th June, 1885.

Correspondance, titres et pièces se rattachant à l'affaire des serre-noix (*nut-locks*) du Docteur J. M. Mackay.

Etat des réclamations des entrepreneurs du chemin du fer de Q. M. O. & Occidental, encore pendantes, soit devant les arbitres, soit devant les Tribunaux.

Copie de l'acte de vente par Henry Hogan et Edouard Beaufort aux Commissaires du chemin de fer de Q. M. O. & O., en date du 26 octobre 1876, (L. N. Dumouchel, N. P.) de partie du terrain requis pour l'emplacement de la gare, etc., sur la ferme Gale à Hochelaga.

Copie de l'acte de vente par Édouard Beaufort et Henry Hogan au Gouvernement de la Province de Québec, en date du 26 octobre 1878, (W. D. Campbell, N.P.) d'une autre partie du terrain requis pour la gare, etc., sur la dite ferme à Hochelaga.

Copie de l'acte de vente par les mêmes au même, en date du 7 de décembre 1878, (W. D. Campbell, N.P.) et ayant trait aux terrains acquis sur la dite Ferme pour la gare, etc., du chemin de fer.

Copie de l'acte de vente par Henry Hogan et Edouard Beaufort à l'Honorable J. A. Chapleau, ès-qualité, d'une autre portion du terrain requis sur la dite Ferme pour la gare, etc., du dit chemin de fer (L. N. Dumouchel, N. P.)

Copie de l'acte de quittance par Dame M. E. Westcott, épouse de M. J. A. Papineau, à l'Honorable H. G. Joly, ès-qualité, et extension de temps par elle accordée au même pour le paiement d'une somme de \$45,000.00; acte en date du 25 avril 1879, devant H. A. A. Brault, Notaire.

Copy of a letter addressed to Hon. J. S. C. Würtele, Provincial Treasurer, on 1st March, 1882, by Railway Department, stating the amounts required by the latter to cover items of expenditure to be incurred on account of construction, contingencies, etc., to 30th June, 1882.

Etat des capitaux à payer par le Gouvernement, au 30 de juin 1883, \$199,737.30. (See Statutes of 1882, the last item of shedule B attached to Bill of Supplies, chap. 1st, 45th Victoria.)

Statement of amounts required to pay balance due on purchase money of lands and property, with interest, to 30th of June, 1884.—(Vide item 204 of schedule B attached to Bill of Supplies, chap. 1st of 46th Victoria, 1883).

Statement of amounts required to pay balance due on purchase money of lands and property, with interest to 30th of June, 1885.—(Vide item 173 of schedule B attached to Bill of Supplies, chap. 1st, of 47th Victoria, 1884).

Statement of amounts required to pay balance due on deeds of purchase of lands and property, with interest, for the year ending 30th June, 1886.—(Vide item 175 of schedule B attached to Bill of Supplies, chap. 1st of 48th Victoria, 1885.)

Statement of amounts paid by Government out of the items (the last) of the schedule B attached to the Bill of Supplies for the fiscal year 1882-83, and Nos. 204, 173 and 175 of the schedules B attached to the Bills of Supplies for the years 1883-84, 1885 and 1886, voted and re-voted to pay the balances on lands and property purchased for the uses of both sections of the Q. M. O. & O. Railway, previous to the 30th of June, 1882 :—

1882.	
December 13—Paid Heirs O'Connell.....	\$ 111 71
1883.	
July 16—Paid Heirs Kimpton (Mrs. Longpré) on account.....	186 71
August 11—Paid Alonzo Wright.....	1,500 00
November 11—Paid Heirs Hastings.....	96 09
December 7—Paid for Gale Farm (Heirs Gale).....	71,963 44
1884.	
November 18—Paid for Gale Farm to Hogan and Beaufort.....	159,050 89
December 10—Paid Heirs Kimpton, balance.....	200 65

\$233,109 49

Leaving still unpaid on the amounts so voted and re-voted, as
above, the following amounts, viz :

To Mrs. L. J. A. Papineau, "Bellerive property", balance.....	\$ 45,000 00
" Heirs O'Connell.....	91 42
" Mrs. Smith, (widow Williams)	31 00
" J. Sauriole.....	21 00

Balance due.....	\$ 45,143 42

Adding thereto the interest accrued and to accrue on the above four last amounts in capital :—approximatively.....	1,781 58
	\$ 46,925 00

Amount of the item 175 of schedule B attached to Bill of Supplies for
the year 1885-86, (48th Vic., chap. 1st,) and whereof \$37,074.70 are a re-vote.

DEPARTMENT OF RAILWAYS,

Quebec, 5th September, 1885.

(Signed,)

E. MOREAU,
Secretary.

TABLEAU No. 1.

DETAILED STATEMENT of the amounts paid by the Province on account of Eastern and Western Sections of the Q. M. O. & O. Railway (chargeable to "Construction" and Traffic Expenses,) since the delivery of the Railway (30th of June, 1882,) to the 1st March, 1885.

TABLEAU A.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by the Province on account of the Eastern and Western Sections of the Q., M., O. & O. Railway, since the delivery of the Railway (30th June, 1882,) to 1st March, 1885.

AS PER PUBLIC ACCOUNTS for 1882-83, (pages 118 and 119) :—	Amounts not appor- tioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.		Revenue not appor- tioned.	TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.		
Honble. Comr. of Rail- ways :—							
To pay for Works and Materials, Right of Way, Extension of Line into City of Montreal.....	\$ 104398 50	\$ 46976 82	\$ 397443 95	\$ 1072 09	\$ 1022 09		\$ 550913 45
Honble. Comr. of Rail- ways :—							
To pay Heirs McCon- nell (Right of Way).....			111 71				111 71
North Shore Railway :—							
On account of work done and lands ac- quired.....		31875 00					31875 00
Honble. Comr. of Rail- ways :—							
To pay Balance of Salaries, Traffic Ex- penses, etc.....	(1) 6061 26		695 00	31930 94	3117 60	48817 10	(2) 90621 90
AS PER PUBLIC ACCOUNTS for 1883-84 (pages 129 and 130) :—							
Honble. Comr. of Rail- ways :—							
To pay Outstanding Accounts.....	(3) 702 55	1660 23	10189 53	50 00	805 00		13707 31
Bank of Montreal :—							
On account of Award in favor of Hon. T. McGreevy.....		100000 00					100000 00
Honble. Comr. of Rail- ways :—							
To pay amounts on ac- count of said award.....		10047 95					10047 95
Honble. Comr. of Rail- ways :—							
To pay for Lands Ex- propriated.....		18119 37	18807 72				36927 09
Carried over.....	\$ 111,189 71	208,979 37	427,247 91	33,053 03	4,944 69	48,817 10	834,204 41

* Out of this amount \$87,500.00 are included in the Construction Accounts un-apportioned (see Tableau No. 10, first and third columns, and taken from Tableau No. 7, Statements a and b,) and \$16,898.50 are included in the Contingent Accounts un-apportioned. (See Tableau No. 10, first and third columns, and taken from Tableau No. 8, Statement b.) For explanations as to the payment of the \$87,500.00, above mentioned, see "Balance Sheet," annexed to Tableau No. 10.

(1) This amount is included in Contingent Accounts un-apportioned. (See Tableau No. 10, third column, and taken from Tableau No. 8, Statement b.)

(2) This amount is included in the \$52,500.00, entered in Statement b of Tableau No. 7, mentioned in Tableau No. 10 (part of Revenue Accounts.)

(3) This amount is included in Contingent Accounts un-apportioned. (See Tableau No. 10, third column, and taken from Tableau No. 8, Statement b.)

TABLEAU A—Continued.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by the Province on account of the Eastern and Western Sections of the Q., M., O. & O. Railway, since the delivery of the Railway (30th June, 1882,) to 1st March, 1885.

AS PER PUBLIC ACCOUNTS for 1883-84 (pages 129 and 130) :—	Amounts not appor- tioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.		Revenue not appor- tioned.	TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.		
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Brought forward...	111,189 71	208,979 37	427,247 91	33,053 03	4,944 69	48,817 10	834,204 41
Honble. Comr. of Rail- ways:—							
To pay Balance Due on Lands and Pro- perty			73746 24				73746 24
North Shore R'y. Co.:—							
Balance in full for Work Done and Lands Acquired.....		188125 00					188125 00
Corporation City of Que- bec:—							
Second Payment (out of five yearly equal) for indemnity for loss of "Palais" Harbour Revenue, assumed by the North Shore Rail- way Co., (amount refunded by the North Shore Rail- way Co., and in- cluded in receipts on account of the Q., M., O. & O. Railway).....		15000 00					15000 00
Honble. Comr. of Rail- ways:—							
To pay Sundry Ac- counts.....		66 60		4407 79	2225 61		6700 00
AS PER STATEMENT OF Receipts and Expen- diture of the Province of Quebec, from 1st July, 1884, to 28th Feb'y, 1885, (page 8, Public Accounts for 1884) :—							
Q., M., O. & O. R'y:—							
Outstanding Claims for Traffic Expenses.....				19417 51	1132 44		20549 95
Q., M., O. & O. R'y:—							
Construction, includ- ing Right of Way.....	(4) 27 40	7331 46	162489 55				169848 41
Totals.....	\$ 111,189 71	419,502 43	663,483 70	56,878 33	8,302 74	48,817 10	1,308,174 01

(4) This amount is included in Contingent Accounts un-apportioned. (See Tableau No. 10, third column, and taken from Tableau No. 8, Statement b.)

Vide Balance Sheet annexed to Tableau No. 10.

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.
E. MOREAU, Secretary.

M. J. MURPHY, Accountant.

FEUILLE DE BALANCE (ANNEXE AU TABLEAU No. 1.)

A l'effet d'indiquer les montants payés par le Trésor et par le Département des Chemins de fer pour la construction et les frais d'exploitation des deux sections du Chemin de fer de Q. M. O. & Occidental, depuis le 4 de mars 1882, date de la vente du Chemin de fer, jusqu'au 30 de juin 1885, ainsi que les crédits et remises de fonds au Trésor,—imputables sur et en déduction de ces frais de construction et d'exploitation.

A.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by the Province on account of the Eastern and Western Sections of the Q. M. O. & O. Railway, since the sale of the Railway (the 4th March, 1882), to 30th June, 1885.

Dr.

	Amounts not appor- tioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Not appor- tioned.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Total amounts received from Treasury Department for account of Construction and Revenue purposes on both Sections, from 1st March, 1882, to 30th June, 1882..... (To pay accounts due during these four months only.)	36000 00		9798 07		166 66	225181 50	271146 23
To total amounts received from Treasury Department, from 1st July, 1882, to 28th February, 1885, (as per Tableau No. 1, and also Balance Sheet a, folio 1).....	111189 71	419502 43	663483 70	56878 33	8302 74	48817 10	1308174 01
" total amounts received from Treasury Department, from 1st March, 1885, to 30th June, 1885, on account of Construction—(see Balance Sheet a, folio 1).....			10500 00				10500 00
" Right of Way West, (do do do).....			2429 60				2429 60
" amounts paid direct by Treasury Department—(see Balance Sheet, folio 1) :—							
E. Rodier, indemnity.....	300 00						300 00
G. Dionne, <i>re</i> Arpin <i>vs.</i> Regina.....				150 00			150 00
Amyot & Pelletier, <i>re</i> Caron <i>et al.</i>				250 00			250 00
Pelletier & Bédard, <i>re</i> Caron <i>et al.</i>				107 00			107 00
Bossé & Languedoc, <i>re</i> McGreevy <i>vs.</i> Régina.....		200 00					200 00
Carried over.....\$	147,489 71	419,702 43	686,211 37	57,385 33	8,469 40	273,998 60	1,593,256 84

B.

Showing all amounts expended by Railway and Treasury Departments (including refunds to Treasury Department,) on account of Construction and Traffic Expenses, on both Sections of the Railway, from 4th March, 1882, to 30th June, 1885.

Cr.

CREDITS AND REFUNDS TO TREASURY DEPARTMENT.	Amounts not appor- tioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.	
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Not appor- tioned.		
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
<i>As per Balance Sheet, folio 4, viz.:</i>								
By Royal & N. B. Mercantile Insurance Co.					4359 99		4359 99	
" " " "				3208 34			3208 34	
" Canadian Pacific Ry., for proportion of work done by St. Louis & Frère & H. J. Beemer.			53738 42				53738 42	
" Insurance on Batiscau Station		1700 00					1700 00	
" Joliette Railway, for rails		7805 00					7805 00	
" Sale of building-wood		150 00					150 00	
" North Shore Railway, for loss of "Palais" Harbor Revenue		15000 00					15000 00	
" Gale Farm, interest chargeable to public debt			4760 14				4760 14	
" Heirs Kimpton, interest chargeable to public debt			6 26				6 26	
" Heirs McConnell, interest chargeable to public debt			116 38				116 38	
" Bellerive Property, interest chargeable to public debt			1225 00				1225 00	
" Estate Hastings, for capital and interest withdrawn from Jacques C. Bank, and remitted Treasury Dept.			1597 33				1597 33	
" W. Prévost, for rent of St. James street office			100 00				100 00	
<i>As per Balance Sheet, folio 6, viz.:</i>								
By Balances of Orders in Council, for—								
Contingencies	391 97						391 97	
Construction and Revenue		2126 92	2692 76	164 02	164 03		5147 73	
Revenue				3119 20			3119 20	
" and Construction		80 00	310 83	1132 44	1132 44		2655 71	
Carried over	\$391 97	26,861 92	64,547 12	7,624 00	5,656 46		103,081 47	

B.—(Continued.)

Showing all amounts expended by Railway and Treasury Departments (including refunds to Treasury Department,) on account of Construction and Traffic Expenses, on both Sections of the Railway, from 4th March, 1882, to 30th June, 1885.

Cr.

CREDITS AND REFUNDS TO TREASURY DEPARTMENT.	Amounts not appor- tioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Not appor- tioned.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Brought forward.....	391 97	26861 92	64547 12	7624 00	5656 46	.....	105081 47
By L. O. Hétu, rent St. James street office.....			427 50				427 50
"Ex-administration of Q. M. O. & O. Railway, refunded on account of Revenue.....						7573 15	7573 15
"Balance in Bank to credit of ex-adminis- tration.....						143 94	143 94
By Balances, showing ac- tual amount expended on both Sections for Construction and Re- venue purposes, from 1st March, 1882, to 30th June, 1885.....	147097 74	392840 51	621236 75	49761 33	2812 94	266281 51	1480030 78
	\$147,489 71	419,702 43	686,211 37	\$57,385 33	8,469 40	273,998 60	159,3256 84

See Balance Sheet and General Recapitulation.

M. J. MURPHY,
Accountant.

TABLEAU No. 2.

DETAILED STATEMENT of the Expenditure on the Eastern Section of the
Q. M. O. & O. Railway :—Amounts paid to and for account of Hon.
Thos. McGreevy, Contractor, on account of his contract for Construc-
tion of said Section, to 30th June, 1882.

A—(PART OF No. 2.)

DETAILED STATEMENT of the Expenditure on the Eastern Section of the
Q, M., O. & O. Railway:—Amounts paid to and for account of Hon.
Thos. McGreevy, Contractor, on account of his contract for Construc-
tion of said Section, to 30th June, 1882.

1875.		\$	cts.	\$	cts.
December 24...	To Cash per N. S. R'y Co., previous to 24th December, 1875.....			221,480	11
...	do per Corporation of City of Quebec, do do			143,000	00
1876.					
January 26.....	Bills Payable.....	5,000	00		
February 2.....	Cash, account contract.....	153,169	89		
.....	Contingent account: salaries to 24th December, 1875.....	410	45		
4.....	Cash, account contract.....	25,000	00		
.....	do do	100,000	00		
18.....	Tarte & Desjardins, advertising meetings of shareholders.....	58	96		
.....	A. Côté & Co., for rent.....	48	57		
.....	do for taxes.....	38	73		
.....	T. & R. White, advertising special meeting of shareholders.....	25	35		
.....	Gas account to 24th December, 1875.....	4	54		
19.....	F. X. Bergeron, expenses.....	6	05		
21.....	Cash, account contract.....	25,000	00		
.....	W. H. Laroche for ice.....	5	00		
March 18.....	Cash, account contract.....	32,121	21		
20.....	A. H. Verret, petty expenses.....	4	71		
21.....	<i>Le Canadien</i> , subscription to 24th December, 1875.....	1	87		
.....	<i>Morning Chronicle</i> , do do	1	87		
April 22.....	Cash, account contract.....	16,620	78		
.....	do do	15,000	00		
February 21.....	Walker & Miles, atlas.....	20	00		
.....	Duvernay & Frère, <i>La Minerve</i> , advertising general meeting.....	80	00		
.....	Middleton & Dawson, stationery.....	3	00		
.....	Bélanger & Gariépy, office supplies.....	4	75		
.....	Z. Vandry, do	74	58		
.....	Bélanger & Gariépy, do	1	70		
.....	Abbott, Tait & Wotherspoon, law expenses.....	45	00		
.....	Queen's Printer, printing.....	11	56		
.....	J. A. Charlebois, deed	3	00		
March 27.....	G. T. Cary, advertising special meeting.....	42	00		
April 29.....	J. J. Foote, printing.....	69	06		
.....	A. F. A. Knight, instalments refunded.....	300	00		
February 23...	Seminary of Quebec, do do	1,200	00		
.....	Hon. J. J. Roes, do do	200	00		
.....	P. B. Vanasse, do do	50	00		
.....	J. B. Renaud, do do	1,200	00		
.....	Ursuline Ladies, do do	600	00		
.....	Archbishop of Quebec, do do	3,100	00		
14...	Hon. J. Cauchon, do do	1,200	00		
.....	Seminary of St. Sulpice, do do	2,500	00		
.....	E. Beaudet, do do	600	00		
26...	Col. W. Rhodes, do do	1,162	50		
21...	Hon. T. McGreevy, do do	1,902	00		
.....	S. Peters, do do	300	00		
20...	S. Larue, do do	300	00		
21...	W. Russell, do do	1,200	00		
.....	R. R. Dobell, do do	300	00		
.....	J. K. Boswell, do do	300	00		
23...	J. Ross, do do	300	00		
.....	J. G. Ross, do do	600	00		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
February 23...	To A. Thomson, instalments refunded.....	300	00		
..	Estate J. Gibb, do do	300	00		
..	J. H. Clint, do do	300	00		
April 18.....	H. Fry, do do	300	00		
..	G. B. Hall, do do	125	00		
29.....	D. C. Thomson, do do	300	00		
..	Eng: E. A. Hoare, salary for July, 1875.....	133	33		
..	do do August, 1875.....	133	33		
..	do N. Potvin, do July, do	75	00		
..	do do August, do	75	00		
..	do L. B. Hamlin, do July, do	333	33		
..	do do August, do	333	33		
..	do do September, 1875.....	333	33		
..	do expenses June to September.....	38	59		
..	do F. X. Bergeron, salary for August, 1875.....	15	00		
..	do do September, 1875.....	15	00		
..	do E. B. Temple, do July, do	110	00		
..	do do August, do	110	00		
..	do expenses, do	4	27		
..	do E. A. J. Côté, salary for July, 1875.....	60	00		
..	do do August, do	60	00		
..	do do expenses, do	3	56		
..	do S. Seymour, salary for July, August and Sep- tember.....	1,150	75		
..	do J. N. Patton, salary for July, 1875.....	50	00		
..	do do August, do	50	00		
..	do H. O'Donnell, do July, do	50	00		
..	do do August, do	50	00		
..	do J. Lindsay, do July, do	175	00		
..	do do do do	175	00		
..	do do do do	175	00		
..	do do expenses, June, do	1	71		
..	do J. Hamel, salary for July, do	50	00		
..	do do August, do	60	00		
..	do L. Chandler, do July, do	175	00		
..	do do August, do	175	00		
..	do do September, do	175	00		
..	do do expenses June, July, August and September.....	10	40		
..	do A. Gouin, salary for July, 1875.....	60	00		
..	do do August, do	60	00		
..	do do September, do	4	00		
..	do L. Cunningham, do July, do	80	00		
..	do do August, do	110	00		
..	do do expenses June to September.....	10	67		
..	do J. B. Andrews, salary for July, 1875.....	50	00		
..	do do August, do	50	00		
..	do L. Vallée, do July, do	50	00		
..	do do August, do	50	00		
..	do E. Fiset, do July, do	25	00		
..	do do August, do	25	00		
..	do J. B. Brophy, do July, do	110	00		
..	do do August, do	110	00		
..	do do expenses September. do	7	10		
..	do D. McGrath, salary for July, do	75	00		
..	do do August, do	75	00		
..	do do September, do	60	00		
..	do P. Gauthier, do July, do	75	00		
..	do do August, do	75	00		
..	do do expenses for do do	1	50		
	Carried over.....	\$			

A--(PART OF No. 2.)--Continued.

1876.			\$	cts.	\$	cts.
		Brought forward.....				
April 29.....	To Eng :	J. H. Scott, salary for July, 1875.....	75	00		
	do	do do August, do.....	75	00		
	do	J. Dickey, do July, do.....	110	00		
	do	do do August, do.....	110	00		
	do	J. N. Imlay, do do do.....	50	00		
	do	N. Gignac, do July, do.....	30	00		
	do	do do August, do.....	30	00		
	do	J. F. Gaudet, do July, do.....	110	00		
	do	do do August do.....	110	00		
	do	do expenses for do do.....	12	83		
	do	G. Lindsay, salary for July do.....	90	00		
	do	do do August do.....	90	00		
	do	E. Duchesnay, do July do.....	50	00		
	do	do do August do.....	50	00		
	do	do expenses for do do.....	0	75		
	do	R. Montreuil, bal. of acct. for services in August 1875.....	36	95		
	do	G. Bercier, salary for July 1875.....	32	00		
	do	do do August do.....	32	00		
	do	P. Nelligan, do July do.....	26	00		
	do	do do August do.....	26	00		
	do	P. J. Delisle, do.....	100	00		
	do	J. M. Seymour, do.....	163	86		
	do	A. Blumhart & Co, stationery do.....	34	50		
	do	A. Côté & Co., do do.....	22	10		
	do	Quebec Gas Co., Gas to Feb. 1st.....	2	56		
	do	S. Seymour, sal'y and exp's. to 31st Dec. 1875.....	1,692	53		
	do	J. Lachance, salary for July 1875.....	75	00		
	do	do do August do.....	75	00		
	do	L. B. Hamlin, exp's. and sal'y 4 mths. to 31st Jan. 1876.....	1,351	48		
	do	M. Miller, stationery do ..	53	20		
	do	C. K. Ogden, postage do ..	5	05		
	do	Middleton & Dawson, stationery do ..	8	00		
	do	F. X. Bergeron, salary for Oct., Nov. & Dec. 1875.....	45	00		
	do	R. Pentland, 1 Surveyors pole.....	1	50		
	do	J. R. Imlay, salary on acct.....	100	00		
	do	A. R. Lafêche, bal. of salary to 31st Aug. 1875.....	50	69		
	do	S. Seymour, salary for Jan'y., 1876.....	416	66		
	do	do do Feb'y., do ..	416	67		
	do	F. X. Bergeron, do Jan'y., do ..	15	00		
	do	do do Feb'y., do ..	15	00		
	do	do do March, do ..	15	00		
	do	E. A. Hoare, do Sept'r., 1875.....	133	33		
	do	Dom'n. Tel. Co., telgh's to Aug. do ..	24	79		
	do	L. B. Hamlin, staff sal'y.....	1,406	75		
	do	S. Seymour, salary March, 1876.....	416	66		
	Contgt.	appropri'n for office from 24th Dec., 1875, to 30th March 1876.....	1,762	55		
May 11.....	Cash,	account contract.....	25,000	00		
26.....	do	do do ..	8,000	00		
June 1.....	W. McDougall,	Board attendance.....	420	00		
2.....	A. Côté & Co.,	subscription to <i>Journal</i> , to 24th Dec. 1876.....	1	87		
6.....	Cash,	account contract.....	4,000	00		
14.....	do	do do ..	5,000	00		
16.....	do	do do ..	2,057	00		
20.....	do	do do ..	16,000	00		
21.....	W. Drum,	repairs.....	3	20		
	do	furniture.....	40	50		
22.....	Cash,	account right of way.....	5,000	00		
23.....	do	estimates ..	10,000	00		
		Carried over.....				

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 24.....	To A. Kane, stove pipes, etc.....	21	85		
5.....	D. G. Labarre, salary for April	144	30		
22.....	do do May.....	166	66		
May 1.....	J. E. Boyd, account for travelling expenses.....	100	00		
12.....	F. X. Bergeron, salary for April.....	15	00		
June 2.....	C. Poston & Co., coals.....	22	67		
	Eng'g: E. A. Hoare, salary for May.....	100	00		
	do N. Potvin, do do	75	00		
	do A. Côté & Co., tracing cloth.....	10	00		
3.....	do L. B. Hamlin, salary to 20th Feb., 1876.....	222	22		
5.....	do A. Blumbart & Co., tracing cloth.....	50	00		
7.....	do J. E. Boyd, salary for May.....	166	66		
13.....	do L. B. Hamlin et al, do do	191	66		
	do J. Lindsay et al, do do	354	16		
	do do do expenses for May.....	29	78		
17.....	do S. Seymour, salary for April.....	416	67		
22.....	do A. Côté & Co., tracing cloth.....	12	00		
	do P. Gauthier, expenses for May.....	9	75		
24.....	do L. B. Hamlin do to 31st May.....	100	30		
	do E. Temple services to 18th April.....	204	50		
	do J. E. Boyd, exp's. to 31st May.....	89	00		
	Contgt: F. X. Bergeron, salary for May and June.....	33	34		
	do Mrs. Pelletier, $\frac{1}{2}$ of acct. for cleaning office.....	3	87 $\frac{1}{2}$		
	do Mrs. Maguire, $\frac{1}{2}$ do do	3	87 $\frac{1}{2}$		
	do J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ sal. and expenses.....	116	50 $\frac{1}{2}$		
	do Office appropriation for May and June.....	833	34		
				485,897	52
July 4.....	Eng'g: J. Lindsay & staff, pay-roll for June.....	494	16		
	do do expenses do	49	90		
5.....	do Chief Engineer's Office, do do	250	00		
	do G. E. Lindsay, do for May.....	37	50		
	do J. E. Boyd, do for June.....	166	67		
	do do expenses for June.....	49	37		
	do P. Gauthier, exp's to 29th June, 1876.....	12	25		
	D. G. Labarre, (right of way) salary for June.....	166	66		
	Cash, right of way.....	5,000	00		
6.....	do Interest on Corporation Bonds.....	5,005	00		
7.....	Eng'g: L. B. Hamlin & staff, salaries for June.....	266	66		
	do do do expenses.....	60	82		
	do T. St. Pierre, expenses.....	10	00		
	do L. Duchaine, do	10	00		
	do J. V. Genest, salary.....	28	32		
	do do expenses.....	5	00		
8.....	Montreal Herald, part of ac. for 1 year's subscription to Sept., 1876.....	1	75		
	Eng'g: E. B. Temple, expenses.....	200	00		
	do Mont'l Tel. Co, to 1st July, 1876.....	13	11		
11.....	do C. K. Ogden, to 30th June, 1876.....	12	55		
	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary & exp's. for June.....	75	00		
15.....	Cash, acct. rails.....	10,320	75		
24.....	Telegrams, J. H. Chapleau.....	15	00		
25.....	J. F. Gaudet et al, for May: Eng'g.....	168	66		
	Cash, acct. rails.....	8,613	00		
28.....	do do	14,154	18		
13.....	do do	2,231	33		
14.....	do do	5,520	69		
19.....	do do	15,000	00		
29.....	do do	9,717	19		
	Eng'g: E. B. Temple et al, salaries for June.....	41	99		
	do E. A. Hoare, do do	250	00		
	do J. Lachance, salary 4 mths. to 30th June.....	265	00		
	do Jos. Hamel, do to 25th July, 1875.....	20	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
July 29.....	To Cash, acct. construction.....	10,000	00		
	J. A. Charlebois, for right of way.....	100	00		
	Eng'g: J. Lindsay et al, salaries for July.....	496	66		
	do E. B. Temple, do do.....	462	00		
	do J. E. Lindsay, do do.....	77	20		
	do J. E. Boyd, do do.....	166	67		
	do F. X. Bergeron, do do.....	16	66		
	do Mrs. J. B. Pelletier, do do.....	5	00		
	Contgt. acct.: office appropriation for July.....	416	66		
August 1.....	J. E. Boyd, expenses for do.....	51	35		
	J. A. Gariépy, salary and expenses for do.....	107	75		
	Eng'g: Alf. Bart, do do.....	5	25		
	do Chs. Dupré, do do.....	7	00		
8.....	do C. K. Ogden, telegraphing, do.....	7	99		
	R. Alley, in re L. P. Gauvreau, costs.....	119	70		
9.....	D. G. Labarre, (right of way) salary for July.....	116	66		
	Cash, acct. rails.....	11,481	75		
	do do.....	8,246	81		
	do do.....	11,361	93		
11.....	E. B. Temple, acct. eng'g. expenses.....	200	00		
12.....	Cash, acct. contract.....	25,971	00		
	Eng'g: A. Trépanier, exp. in June.....	25	00		
19.....	Cash, acct. contract.....	72,000	00		
23.....	do do.....	7,500	00		
24.....	Middleton & Dawson for stationery.....	50	00		
	Eng'g: G. H. Massy et al, sal's for July.....	366	50		
	do P. Gauthier for expenses.....	4	00		
	do S. Peters for kindling wood, etc.....	2	70		
	Cash, acct. rails.....	11,369	25		
	do do.....	7,678	68		
	do do.....	14,216	62		
	do do.....	5,306	06		
	do do.....	14,326	31		
	do do.....	67,574	66		
	Eng'g: G. H. Massy et al, sal's for August.....	129	14		
	Cash acct: bonds.....	20,000	00		
	Col. W. Rhodes, bal. of sal'y as President to 31 Dec, 1875.....	195	34		
31.....	Eng'g: J. Barnard, salary for July and August.....	134	61		
	do N. B. Gauvreau, do do.....	107	70		
	D. G. Labarre, (right of way) salary for do.....	166	66		
	L. B. Hamlin et al, sal's for July.....	401	67		
	J. V. Genest, do do.....	50	00		
	A. Bretherton et al, do do.....	148	00		
	F. X. Bergeron, sal. for August.....	16	66		
	Mrs. Pelletier, do do.....	5	20		
	Contgt. appropriation for do.....	416	66		
Sept. 1.....	Eng'g: E. B. Temple et al, salaries for August.....	458	75		
	do L. B. Hamlin, do do.....	43	29		
	do L. Duchaine, do do.....	10	00		
	do T. St. Pierre, do do.....	10	00		
	do A. S. Bretherton do do.....	13	85		
5.....	Cash acct: right of Way.....	10,000	00		
	Eng'g: J. V. Genest salary for August.....	10	00		
	do J. Mabeux, do July.....	75	00		
	do J. Lindsay et al, do August.....	649	86		
	do E. A. Hoare et al, do do.....	250	00		
	do J. E. Boyd, do do.....	166	67		
	do do expenses do.....	66	47		
7.....	Cash, acct. rails.....	16,731	98		
	do do do.....	7,785	00		
	do do do.....	13,852	68		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Sept. 7.....	To Cash acct., rails	13,450	50		
	do do do	13,629	94		
	Eng'g: A. Blumhart & Co., for stationery.....	1,001	75		
	do J. Lovell, 1 directory.....	1	50		
	J. A. Charlebois, fees acct. (right of way) to 1st Sept, 1876	100	00		
9.....	Eng'g: G. H. Massy, expenses for August.....	41	25		
	do J. N. Castonguay, do do	63	12		
	Cash acct., estimates.....	50,000	00		
	do do do	66,543	12		
11.....	Eng'g: A. Trépannier, expenses in August.....	6	00		
	do J. N. Gastonguay, do do	16	18		
	do J. Hamel, do do	6	00		
	do A. Bart, do do	6	00		
	do P. Gauthier, do do	4	91		
	do J. Lindsay, do do	76	53		
	do F. Bocage, do do	6	60		
	do F. Gauvreau, do do	20	00		
	do J. V. Genest, do do	50	00		
	do A. Bretherton et al, salaries do	141	00		
	do L. B. Hamlin et al, do do	416	67		
	do J. V. Genest expenses do	10	00		
	do A. Bretherton, do do	16	80		
	do L. B. Hamlin, do do	72	34		
	do E. Méthot, do do	19	00		
	do L. G. Lupien, do do	16	00		
	do T. St. Pierre, do do	10	00		
	do L. Duchaine, do do	10	00		
	do G. Léprohon, do do	11	25		
	do J. B. Pelletier, do do	5	40		
12.....	J. E. Pichette, right of way.....	113	90		
	E. Rinfret, do	89	61		
	L. G. Duval, do	263	55		
	Cash acct., bonds.....	15,000	00		
13.....	Eng'g: G. H. Massy, salary to 12th Oct., 1876.....	153	80		
	do C. K. Ogden, Telegraphing, August.....	5	88		
	do J. B. Derome, translating.....	25	00		
16.....	Cash acct., rails.....	19,870	87		
	do do do	13,556	25		
	do do do	36,796	00		
	do do do	4,740	75		
22.....	do do right of way.....	10,000	00		
27.....	Eng'g: E. B. Temple, on acct. survey.....	200	00		
	do do salary for Sept.....	460	00		
	do E. A. Hoare et al, do do	250	00		
	do J. Lindsay, do do	741	68		
	do J. Sutherland, do to 31st Sep. 1876.....	17	50		
	J. A. Gariépy, do for August.....	100	00		
	Contg't. acct.: F. X. Bergeron, salary for Sept.....	16	68		
	do office approp'n. for Sept.....	4	6	68	
	Directors' attendance at Board meetings of late Comp'y.	1,158	37		
October 13.....	Cash acct., rails.....	8,890	31		
	do do do	2,714	06		
	do do do	3,089	82		
	do do do	2,094	75		
	do do do	9,187	31		
	do do do	67,673	53		
	do do do	3,200	00		
	do do do	800	00		
12.....	Eng'g: J. Sutherland, exp. to 25th Oct., 1886.....	40	50		
	Carried over.....	\$			

662,741 18

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
October 13.....	To Cash, acct. Sept. estimates.....	30,547	44		
.....	do Bal. do do	64,802	78		
14.....	do acct., bonds.....	7,000	00		
.....	Eng'g: J. C. Boyd, salary for Sept.....	218	39		
.....	D. G. Labarre do do	169	66		
.....	J. A. Gariépy, salary for Sept.....	119	50		
.....	J. P. Dusablon, exp. in do	112	91		
.....	Eng'g: Mont'l Tel. Co., to 1st Oct., 1876.....	42	00		
.....	do A. Bretherton & staff, salaries for Sept.....	151	25		
20.....	Cash, acct. estimates.....	29,452	56		
.....	Eng'g: E. B. Temple, acct. survey.....	200	00		
25.....	Cash, acct. rails.....	11,656	69		
.....	do do do	60,916	05		
.....	do do do	800	00		
.....	do do do	11,214	00		
.....	do do do	35,303	92		
.....	do do do	14,584	50		
.....	do do do	49,472	45		
.....	Eng'g: L. B. Hamlin et al, salaries for Sept.....	508	82		
.....	do J. B. Lindsay et al, do do	156	22		
.....	do J. V. Genest et al, do do	60	00		
31.....	Cash, acct. rails.....	3,780	00		
.....	do do do	1,269	00		
.....	do do do	18,595	12		
.....	Office approp'n for Oct.....	416	68		
.....	P. L. Hubert, copy of protest.....	2	00		
Nov'r 2.....	Eng'g: E. A. Hoare et al, salaries for Oct.....	266	68		
.....	do D. G. Labarre, do do	166	66		
.....	Eng'g: Mrs. J. Pelletier, cleaning office in October.....	8	60		
6.....	Cash, acct. contract.....	6,000	60		
8.....	J. L. Colston, fees and disbursements	448	67		
10.....	Cash, acct. contract.....	10,000	00		
.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary for Oct	50	00		
.....	do expenses do	25	00		
.....	Eng'g: A. Côté, painting sign.....	5	50		
11.....	J. A. Charlebois, for salary (right of way).....	100	00		
13.....	Eng'g: E. A. Hoare et al, salaries for Oct.....	454	24		
14.....	do J. N. Patton, acct. exp.....\$100 00				
.....	do Less: refunded..... 16 71				
.....				83	29
.....	do E. B. Temple, acct., exp.....\$100 00				
.....	do Less: refunded..... 17 68				
.....				82	32
.....	do J. Lindsay & staff, salaries for Oct.....	947	84		
15.....	Cash acct., Oct. estimates.....	65,000	00		
.....	do balance do	27,218	65		
17.....	do J. Malouin, re E. Gilbert, costs.....	72	00		
.....	Eng'g: J. E. Boyd et al, salaries for Oct	228	14		
.....	do A. S. Bretherton, et al, do do	158	25		
.....	do L. B. Hamlin, do do do	813	32		
18.....	do J. F. Gaudet, do do do	216	67		
.....	do J. V. Genest, expenses do	10	00		
.....	do E. B. Temple, 20 days in Jan. 1876.....	73	33		
.....	do E. Duchaine, exp. Sept.....	10	00		
.....	do E. B. Temple et al, salaries for Oct.....	387	50		
.....	J. E. Breton, amt. of acct., for 1875.....	10	90		
.....	Eng'g: J. F. Gaudet, salary for Sept.....	166	67		
.....	do F. Gourdeau, office furniture.....	62	00		
30.....	Office approp'n for Nov.....	416	66		
.....	Eng'g: W. A. Ramsay, bal. of Piles survey.....	818	95		
	Carried over	\$			

A—(PART OF No. 2.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 1.....	To Eng'g: E. B. Temple et al, salaries for Nov.....	220	00		
	do E. A. Hoare do do	266	66		
	D. G. Labarre, salary for Nov.....	166	66		
	L. G. Duval, registration of deeds.....	11	95		
	E. Rinfret, do do	21	97		
	A. Kane, amt. of acct., for 1875.....	2	50		
5.....	Eng'g: J. E. Boyd, salary for Nov.....	168	67		
	do J. Lindsay et al, do do	791	66		
	Cash acct., Nov. Estimate.....	20,000	00		
	Eng'g: J. E. Boyd, exp. in Nov.....	33	23		
	do Mrs. Plante, office work.....	13	00		
	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary for Nov.....	50	00		
	do expenses do	59	00		
	Eng'g: J. N. Patton et al, do	129	83		
13.....	Cash acct., Nov. Estimate.....	65,000	00		
	do do balance do	14,409	95		
	do do contract.....	10,000	00		
	Eng'g: J. Lindsay, exp. in Nov.....	59	86		
	do J. Sutherland, do do	31	75		
	do P. Gauthier, do do	4	22		
	do A. Bart, do do	6	00		
	do J. N. Gastonguay, exp. in Nov.....	19	00		
	do J. N. Patton, Pay-roll to 31st Dec., 1876.....	40	96		
	do C. Dugré, exp. for June, Aug., Sep. and Dec....	4	00		
	do F. Bouage, do Sep., Oct. and Nov.....	9	25		
	do E. B. Temple, acct. exp.....	100	00		
	do Mrs. Plante, care of office to 11th Dec. 1876.....	2	60		
16.....	do E. A. Hoare et al, salaries for Dec.....	266	66		
24.....	do L. B. Hamlin do do Nov.....	641	67		
	do J. Lindsay do do Dec.....	491	66		
	do do exp. do	30	30		
	do J. Sutherland, do do	26	00		
	do P. Gauthier, do do	5	02		
	do J. N. Gastonguay, do do	12	00		
	do do sal. do	75	00		
	do A. Miller, 2 McKinnon pens.....	7	75		
29.....	Cash, Dec. estimate.....	10,000	00		
	Eng'g: Stadacona Ins. Co., insurance on office furniture..	19	32		
	D. G. Labarre, salary for Dec.....	166	66		
	Eng'g: L. B. Hamlin, exp. for Nov.....	54	87		
	do J. McCaffrey, do do	17	50		
	do L. G. Lupien, do Dec.....	28	00		
	do A. S. Bretherton, do Nov.....	27	20		
	do do et al, sals for Nov.....	141	00		
	do J. F. Gaudet do do do	216	67		
	do J. V. Genest, exp. do	10	00		
	do E. B. Temple et al, sals. for Dec.....	220	00		
	J. A. Charlebois, fees and disbursements acct. right of way.....	100	00		
31.....	Petty exp. acct. ($\frac{1}{2}$ of—).....	25	65		
	C. Martel's acct. for fuel ($\frac{1}{2}$ of—).....	2	75		
	Gas acct. ($\frac{1}{2}$ of—) deposit to secure gas.....	3	00		
	E. Roussel, for repairs ($\frac{1}{2}$ of—).....	413	66		
	Insurance on do ($\frac{1}{2}$ of—).....	6	95		
	Office appropriation for Dec.....	416	68		
1877.				678,591	31
Jan'y 11.....	A. Langlais ($\frac{1}{2}$ of acct.) painting.....	126	17		
	Cash acct., Allyn & Chauveau, fees and costs.....	990	80		
	Eng'g: J. E. Boyd, salary for Dec.....	166	67		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Jan'y 11.....	To Fuel, ($\frac{1}{2}$ of Trudel's acct.).....		21 00		
16.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ Dec. sal'y.....		50 00		
	do exp. do.....		50 00		
18.....	Eng: Dominion Telegraph Co., to 29th Dec., 1876.....		25 90		
19.....	do do for Oct.....		5 33		
	do do June to Dec.....		20 40		
20.....	Cash, G. Evanturel, services in 1874.....		150 00		
	do acct., Dec. estimate.....		40,000 00		
	Fuel, $\frac{1}{2}$ of Paquet's acct.....		4 06		
	Eng: S. Peters for stakes.....		82 93		
	do J. P. Dusablon, for exp.....		6 00		
23.....	Cash, acct. work done.....		15,000 00		
	Eng: L. M. Cunningham et al, sals. for Dec'r.....		175 00		
	do do exp. do.....		17 07		
	do D. LeDuc. do do.....		12 00		
24.....	do J. F. Gaudet, sals. do.....		166 67		
	do do exp. do.....		6 00		
	Cash, bal'ce due J. A. Charlebois for fees acct r. of way..		50 70		
	Eng: Bretherton et al, sals. for Dec'r.....		123 00		
	do do exp. do.....		3 25		
	do L. B. Hamlin et al, sals. do.....		481 67		
	do do exp. do.....		19 37		
	do J. Bradley, do do.....		10 00		
	do J. McCaffrey do do.....		20 50		
	do Z. Godin, do do.....		7 00		
	E. Roussel, one-half of acct. for repairs.....		128 76		
	Z. Vandry, do do do plumbing.....		168 31		
	Eng: E. A. Hoare et al, sals. for Jan'y.....		266 68		
	D. G. Labarre, do do.....		166 66		
	Eng: F. O. Vallerand, for lamps.....		3 25		
	E. Rinfret, registration of deeds.....		1 41		
	Eng: J. Lindsay et al, sals. for Jan'y.....		416 66		
	do do exp. do.....		9 26		
	do P. Gauthier, do do.....		6 46		
	do J. Rogers, do do.....		5 00		
	C. T. Côté, one-half of taxes to May 1st, 1877.....		25 88		
	do do rent to Nov. 1st, 1877.....		37 50		
	Office approp't. for Jan.....		416 68		
Feb'y 1.....	Eng: E. B. Temple, salary for Jan.....		150 00		
	do S. Cimon, do do Dec.....		75 00		
	J. A. Gariépy, one-half salary for Jan.....		50 00		
14.....	Cash, acct. right of way.....		5,000 00		
	Eng: G. Roy and Duchaine, salaries for Dec'r.....		82 00		
	do H. O'Donnell, do do.....		75 00		
15.....	Cash, acct. contract.....		25,000 00		
16.....	Eng: J. E. Boyd, salaries for Jan'y.....		166 67		
	do do exp. do.....		10 16		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for Jan'y.....		341 67		
	do do exp. do.....		30 41		
	do Z. Godin, exp. in Jan'y.....		10 00		
20.....	Gas, one-half of acct. for quarter ending 1st Feb'y.....		1 33		
26.....	Eng: E. Lantier and H. Carpentier, sals. for Dec'r.....		79 00		
	do J. F. Gaudet, salary for Jan'y.....		166 67		
	do do exp. do.....		19 45		
	do J. Bernard, bal. of salary.....		11 53		
22.....	D. G. Labarre, salary for Feb'y.....		166 66		
	Contgt. approp't. for do.....		416 66		
March 1.....	Eng: J. Lindsay et al, salaries for Feb'y.....		416 66		
	do do exp. do.....		19 20		
	do P. Gauthier, do do.....		33 85		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 9.....	To Eng: E. B. Temple, salary for Feb'y.....	150	00		
	do J. E. Boyd, do do	166	67		
10.....	Fuel, one-half of Trudel's acct.....	20	25		
	Eng: J. E. Boyd, exp. for Feb'y.....	48	99		
	do E. A. Hoare et al, salaries for Feb'y.....	324	99		
	Cash acct., J. M. Seymour, old acct. sal'y to Oct. 22, 1875	180	50		
	do do J. B. Bertrand, right of way.....	25	00		
	do do J. Malouin, do	133	50		
	Eng: T. Gourde, salary to 13th April, 1877.....	50	00		
20.....	Cash, acct. Feb'y estimate.....	40,000	00		
	do do March do	4,071	53		
	J. A. Gariépy, one-half salary for Feb'y.....	50	00		
	do do exp. do	47	00		
	Cash, interest on Corporation bonds.....	5,078	80		
	Eng: J. F. Gaudet, salary for Feb'y.....	166	67		
	do do exp. do	33	50		
	do Roy & Duchaine, salary for Feb'y.....	40	50		
	do L. B. Hamlin et al, do do	379	17		
	do do exp. do	38	02		
	do J. Bradley, do do	3	93		
	do Z. Godin, do do	13	00		
	Grand Trunk Railway Co'y. one-half acct. for plans.....	90	15		
24.....	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for March.....	225	01		
	do B. Bourgeois, salary from 1st to 11th August, 1876	30	00		
	A. Blumhart, amt. of acct. stationery.....	\$ 507	73		
	Less : amount charged contgt.....	101	90		
		405	83		
				144,055	57
April	Office approp'tn. for March.....	416	68		
3.....	Eng: E. B. Temple, salary for March.....	150	00		
	do J. Lindsay et al, do do	516	66		
	D. G. LaBarre, do do	166	66		
	J. A. Gariépy, one-half of salary for March.....	50	00		
4.....	Eng: J. Lindsay, exp. for March.....	9	50		
	do P. Gauthier, do do	25	74		
	do D. LeDuc, do do	13	00		
	do S. Cimon, salary do	75	00		
	do J. F. Gaudet, do do	166	67		
	do do exp. do	26	58		
	D. E. Frigon, acct. exprop'tn.....	75	00		
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for March.....	506	67		
	do do exp. do	29	36		
	do J. Bradley, do do	11	50		
	do F. X. Nobert, do do	6	00		
	do J. McCaffrey, do do	11	00		
	do Z. Godin, do do	7	00		
	do G. P. Roy, do do	21	50		
17.....	do do and staff salaries do	79	00		
	do J. E. Boyd, do do	166	67		
	do do exp. do	80	89		
	do A. S. Bretherton, do do	15	00		
20.....	J. A. Charlebois, for exprop'tns.....	100	00		
	Cash, acct. ties and rolling stock.....	50,000	00		
27.....	Eng: A. Blumhart & Co., stationery.....	91	80		
	do Dom'n. Tel. Co. Jan'y., Feb'y., March.....	5	39		
	do T. Gourde, exp. in March.....	20	75		
	D. E. Frigon, for exprop'tn.....	13	25		
28.....	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for April.....	324	99		
	do L. B. Hamlin, for acct. L. Audy for services as rodman	15	00		
30.....	L. Trudel, one-half acct. for fuel.....	16	50		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
April 30.....	To Office approp'tn for April.....	416	66		
May 2.....	Eng: Mont'l. Teleg. Co., to 31st May, 1877.....	28	96		
	do E. B. Temple, salary for April.....	150	00		
	do J. Lindsay et al, do do.....	566	66		
	do J. Barnwell, do for March and April.....	42	75		
	do J. Lindsay, exp. for April.....	25	75		
	do D. LeDuc, do do.....	8	00		
	do J. Rogers, do do.....	13	85		
	do P. Gauthier, do do.....	14	82		
3.....	do J. N. Gastonguay, exp. for April.....	20	97		
	J. A. Gariépy, one-half salary do.....	50	00		
	D. G. Labarre, do do.....	166	66		
14.....	C. T. Côté, one-half of acct. for 6 months' rent of office..	150	00		
	Eng: S. Cimon, salary for April.....	75	00		
	do Tarte & Desjardins, one-half of acct. printing.....	1	50		
15.....	Estate J. Porter, exprop'tn.....	56	50		
	H. Beantey, half salary for March.....	6	25		
	do do April.....	37	50		
16.....	do exp. do.....	4	15		
	Cash, acct. contract.....	50,000	00		
	Eng: T. Gourde, exp. in April.....	43	25		
	do J. F. Gaudet, salary for April.....	166	67		
	do do exp. do.....	46	22		
	Cash, acct. right of way.....	4,000	00		
	Eng: T. Gourde, salary for May.....	78	33		
28.....	do E. A. Hoare et al, salaries for May.....	324	99		
	J. P. Dusablon, exp. to Ottawa.....	6	50		
	G. Desilets, advertising St. Ann's bridge.....	11	18		
30.....	S. H. Whittier, plan of boat.....	50	00		
	H. Beantey, half salary for May.....	37	50		
	do exp. do.....	19	50		
	E. Roussel, half acct. repairs to office.....	12	74		
	Eng: L. B. Hamlin and staff, salaries for April.....	591	67		
	do do exp. do.....	26	08		
	do J. Bradley, do do.....	10	50		
	do F. X. Nobert, do do.....	8	75		
	do J. McCaffrey, do do.....	1	25		
	J. E. Larue, expropriation.....	222	61		
	L. Trudel, one-half of acct. fuel.....	12	00		
	Eng: E. B. Temple, salaries for May.....	150	00		
	do do exp. do.....	29	71		
June 1.....	Office approp'tn for May.....	416	66		
	Eng: J. E. Boyd, salary for April.....	166	66		
	do do exp. for April.....	47	44		
	do do salary for May.....	166	66		
	do do exp. do.....	44	76		
2.....	do Dom'n. Teleg. Co. for April.....	6	81		
	D. G. Labarre, salary for May.....	166	66		
	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary for May.....	50	00		
	J. Ritchie, for plan of boat.....	50	00		
	J. Samson, for exp. acct., boat.....	50	00		
	Eng'g: T. Gourde, do May.....	18	85		
	do C. Gauthier, exp. in May.....	32	50		
	do J. Lindsay et al, salaries for May.....	604	16		
	do do do exp. do.....	27	85		
	do J. Rogers, do do do.....	9	15		
	do P. Gauthier, do do do.....	9	58		
8.....	Cash, duty on iron bridge.....	5,000	00		
	L. Delisle, $\frac{1}{2}$ snow acct.	6	00		
11.....	Cash acct., Dom. Tel. Co., law suit.....	1,320	22		
12.....	do do contract & rails.....	50,000	00		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 12.	To Eng'g: Dom. Tel. Co., acct. for May.....		7 74		
	J. L. Claire, acct., N. S. Ry.....		22 08		
	<i>Le Constitutionnel</i> , adv'g St. Ann's Bridge.....		20 70		
13.	D. E. Frigon, expropriation.....		15 00		
	Cash, estate Wm. Drum, for chairs.....		21 50		
	Eng'g: L. B. Hamlin et al, salaries for May.....		609 17		
	do do do exp. do.....		69 71		
	do F. Rocage do do.....		23 55		
	do J. McCaffrey, do do.....		3 75		
14.	do do exp. do.....		13 67		
	do A. McPherson, do do.....		28 75		
	do N. Poliquin, do do.....		20 00		
	do H. Connors, do do.....		23 00		
	do J. F. Gaudet, salary do.....		166 67		
	do do exp. do.....		35 58		
	do E. Lantier et al, salaries do.....		281 66		
	do H. O'Donnell, exp. do.....		9 70		
	do G. P. Roy do do.....		11 00		
	do L. Cunningham, do do.....		28 47		
	do Sundries, Pay-rolls for June.....		29 50		
	do J. Bradley, exp. April and May.....		11 25		
28.	Cash acct., June estimates.....	20,000	00		
	do do Clarke, Reeves & Co., acct. on iron bridges..	20,000	00		
30.	R. S. Cooke, expropriation.....		69 10		
	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary for June.....		37 50		
	do expenses for May.....		27 20		
	Eng: J. Lindsay et al, salaries for June.....		566 66		
	do do exp. May and do.....		36 47		
	do W. Patterson, do do.....		5 00		
	do A. Bart, do do.....		2 00		
	do J. Rogers, do do.....		8 05		
	do P. Gauthier, do do.....		17 10		
	do A. Thomson & Son, mounting paper.....		11 50		
	do Dawson Bros., stationery.....		9 75		
	do E. A. Hoare et al, salaries for June.....		324 99		
	Cash, acct. rails.....	48,891	99		
	Office appropriation for June.....		416 68		
				260,532	91
July 2.	Eng: J. E. Boyd, salary for June.....		166 67		
3.	do do exp. do.....		52 15		
	do A. Langlois, one-half acct. repairs.....		5 30		
4.	J. A. Gariépy, half salary for June.....		50 00		
	do exp. do.....		13 50		
	Corporation of Quebec, half year's interest.....		5,005 00		
7.	D. G. Labarre, salary for June.....		166 66		
9.	Eng: E. H. Duval, services in May.....		75 00		
	do E. J. Harkin, do (Piles).....		387 00		
10.	D. Bell, acct. arbitration.....		100 00		
	Eng: Mont'l. Teleg. Co., for May and June.....		54 39		
	do L. Cunningham et al, salaries do.....		100 00		
	do do exp. for June.....		29 50		
	do J. N. Gastonguay, exp. for May.....		15 00		
	do do do June.....		19 05		
16.	Cash, acct. June estimate.....	3,891	99		
	do do do.....	31,108	01		
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for June.....		761 67		
	do L. G. Lupien do do.....		30 00		
	do G. Prénoveau, do do.....		23 00		
	do J. Pagé, do do.....		6 40		
	do C. Gauthier, do do.....		37 50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
July 17.....	To Cash, acct. June estimate.....	75,000	00		
	L. Trudel, half fuel acct.....		7 50		
24.....	B. Duval, expropriation.....		40 50		
	Eng: S. Cimon, salary for June.....		75 00		
	do J. F. Audet et al, salaries for June.....		216 67		
	do do exp. do		37 35		
	do J. V. Genest, do do		10 00		
31.....	St. Jeanne de Neuville Co., for stakes.....		14 00		
	Eng'g: L. B. Hamlin, exp. in June		42 58		
	do G. P. Roy, do do		8 00		
	do J. McCaffrey, do do		5 00		
	do E. Lantier, do do		4 00		
	do F. X. Nobert, do do		13 75		
	do J. Bradley, do do		1 50		
	do M. Dénéchand, do do		9 00		
	do S. Cimon, salary for May		75 00		
	Cash acct., June estimate.....	10,000	00		
	J. Hamel, $\frac{1}{2}$ of acct. office supplies.....		2 94		
	Office appropriation for July.....		416 66		
August 1.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary do		50 00		
	D. G. Labarre, salary do		166 66		
	Eng'g: E. A. Hoare et al, salaries for July.....		249 99		
	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ do do		37 50		
	do exp. do		7 75		
	Eng'g: J. Lindsay et al, salaries do		491 66		
	do L. Cunningham, salary for July.....		100 00		
	do J. Lindsay, exp. for July.....		5 43		
	do J. Cunningham, exp. for July.....		30 88		
	do P. Gauthier, do do		12 63		
	do J. W. Gastonguay, do do		8 25		
	do J. Rogers, do do		13 61		
	do P. Gourdeau, office furniture.....		33 50		
3.....	do J. E. Boyd, salary for July.....		166 67		
	do do exp. do		44 50		
11.....	do L. B. Hamlin et al, salaries for July.....		816 67		
	do S. Cimon, do do		75 00		
	do J. F. Gaudet et al, do do		216 67		
14.....	Cash acct., right of way.....	5,000	00		
	Eng'g: L. B. Hamlin, exp. for July.....		38 12		
	do N. Gagnon, do do		7 50		
	do G. Prénoveau, do do		24 00		
	do J. F. Gaudet, do do		7 09		
	do S. Cimon, do do		15 50		
	Cash, acct. rails, bridging, &c.....	75,000	00		
20.....	do do contract.....	25,000	00		
	Eng'g: L. G. Lupien, exp. in July.....		23 00		
21.....	Cash, acct. contract.....	25,000	00		
	Office approp'n. for August.....		416 66		
Sept'r 1.....	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for August.....		249 99		
2.....	Cash acct., r. of way.....	6,000	00		
	Eng: Dom., Teleg. Co. for July.....		11 50		
	do J. E. Boyd, salary for August.....		166 67		
	do do exp. do		50 50		
7.....	Cash, balance of rails.....	44,081	73		
	H. Beautey, half salary for August.....		37 50		
	do exp. do		60 10		
	Eng: T. Gourde, salary and expenses for June and July		129 33		
	do C. Gauthier, do for July.....		25 00		
	do J. F. Gaudet et al, salaries for August.....		82 50		
	do S. Cimon, do do		75 00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Sept'r 7.....	To Eng: J. F. Gaudet, expenses for August.....		15 47		
	do S. Cimon, do do		18 50		
	do J. Lindsay et al, salaries for do		491 66		
	do L. Cunningham et al, salaries do		100 00		
	do J. Lindsay, exp. do		2 31		
	do P. Gauthier, do do		4 57		
	do J. N. Gastonguay, exp. for do		20 00		
	Cash, right of way.....		4,000 00		
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for August.....		846 67		
	do do exp. do		39 89		
	do F. Beauchage, do do		10 08		
	do F. X. Nohet, do do		11 50		
15.....	Dawson Bros., one-half of acct. supplies.....		18 07		
	L. Brousseau, do do do		50 00		
17.....	Cash, acct. estimate for Sept.....		10,000 00		
	Eng: A. Beaudry, office rent.....		10 00		
18.....	Cash, right of way.....		10,000 00		
19.....	do acct. contract.....		75,000 00		
	Eng: Dawson Bros., supplies.....		4 20		
27.....	do E. H. Laroche, one-half ice acc.....		2 50		
	W. McDougall, acct. exprop't.....		42 60		
	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for Sept.....		249 99		
	Office approp'tn. for Sept.....		416 68		
				413,430 99	
Oct'r. 1.....	D. G. Labarre, salary for August.....		190 91		
	do do September.....		191 16		
3.....	Cash, acct. estimates.....		15,000 00		
	Eng: Mont'l Teleg. Co., to 1st October, 1877.....		37 50		
	do L. A. Cunningham et al, sals. for Sept.....		100 00		
	do L. Cunningham, exp. in Sept.....		26 53		
	do J. Lindsay et al, salaries do		473 32		
	do do exp. do		8 30		
	do P. Gauthier, do do		1 38		
	do A. Bart, do do		8 90		
5.....	H. Beauty, $\frac{1}{2}$ salary do		37 50		
	do exp. do		55 90		
6.....	F. Guillet, expropriation acct.....		3 00		
	Eng'g: L. Duchaine, salary for July.....		15 00		
	do T. Andrews, tape line.....		9 00		
	J. E. Larue, re N. S. Ry. Co., vs J. Cantin.....		157 84		
	Eng'g: Dawson Bros., part of acct., for tracing linen....		16 00		
	Cash, right of way.....		7,700 00		
11.....	P. E. Belland, regist'g deeds.....		168 00		
	Eng'g: J. E. Boyd, salary for Sept.....		292 67		
	do L. M. Cunningham, do		34 06		
	do Mont'l Tel. Co., Aug. & do		5 17		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for Sept.....		891 67		
	do S. Cimon, do do		75 00		
	do J. F. Gaudet, pay-roll do		95 00		
13.....	do Cash, account estimates.....		100,000 00		
	Eng'g: Domn. Tel. Co., June & Aug.....		14 28		
	do Blumhart & Co., tracing linen.....		151 85		
	do do supplies.....		17 20		
16.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary for Aug. & Sept.....		100 00		
	do exp. do do		17 20		
19.....	D. E. Frigon, for expropriation.....		15 00		
29.....	Cash acct., contract.....		20,000 00		
	D. E. Frigon, acct. expropriation.....		106 00		
	do do do		15 00		
31.....	Eng'g: E. A. Hoare et al, salaries for Oct.....		249 99		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$
	Brought forward.....			
Oct'r. 31.....	To Eng: J. Lindsay et al, salaries for Oct	411	66	
	do do exp. do	11	46	
	do J. Rogers, do do	19	54	
	do P. Gauthier, bal. of salary (old acct., 1875).....	20	00	
	do L. M. Cunningham et al, salaries for Oct.....	100	00	
	do do exp. do	20	25	
	Office appropriation for Oct.....	416	66	
Nov'r 2.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary do	50	00	
	do exp. do	6	95	
3.....	Cash, acct. ear wheels.....	6,000	00	
	Eng: J. E. Boyd, exp. in Sept.....	66	34	
	do Dom'n. Teleg. Co., for Sept.....	4	87	
6.....	do J. Fitzgerald, exp. do	8	25	
	do Z. S. Kittson, do do	2	07	
	do L. B. Hamlin, do do	41	73	
	do W. Paterson, do do	5	00	
	do F. Bocage, do do	13	39	
	do J. Lachance, do do	11	10	
	do S. Cimon, do do	19	50	
	D. G. Labarre, salary for Oct'r.....	166	66	
7.....	L. Trudel, one-half of fuel acct.....	35	00	
	Eng: Dom'n. Teleg. Co., for Oct.....	7	45	
	do J. Hamel, salary for do	50	00	
	do do exp. for Sept. and Oct.....	14	50	
	do J. E. Boyd et al, salaries for Oct.....	385	82	
	do do exp. in do	46	77	
	do L. Blais, do do	6	00	
	do Mont'l Teleg. Co., for do	3	44	
9.....	J. E. Pichette, acct expropriation	57	45	
	Cash, acct. October estimate.....	100,000	00	
	J. Hudon, one-half of acct. for repairs.....	5	00	
	Gingras & Langlois, one-half of acct. supplies.....	1	55	
	Cash, acct. estimates.....	10,000	00	
15.....	do do do	15,000	00	
	do do do	25,000	00	
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for October.....	776	67	
	do A. S. Bretherton, exp. in Jan'y, 1876.....	15	00	
	do Z. S. Kittson, teleg. in Oct.....	6	37	
	do P. Lavallée, exp. in Sept.....	15	50	
	do do do Oct.....	23	00	
	do L. B. Hamlin, exp. Sept. and Oct.....	30	73	
	do J. Lachance, do do do	5	75	
	do J. Ferron, do do do	8	80	
	do F. Bocage, do do do	2	52	
	do J. Bradley, do do do	8	00	
23.....	Cash acct. J. Crossen, snow ploughs.....	6,200	00	
	B. Rocher, acct. expropriation.....	235	70	
	Eng: S. Cimon, salary for October.....	75	00	
	do L. Pothier, do Nov'r.....	75	00	
	do L. Cunningham, bal. of July salary.....	10	00	
	Cash, acct. work done.....	25,000	00	
	Eng'g: S. Cimon, exp. in Oct.....	18	00	
30.....	do E. A. Hoare et al, salaries for Nov.....	249	99	
	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary for Nov.....	50	00	
	F. X. Bergeron, cleaning offices.....	26	80	
	H. Beautey, exp. in Nov.....	35	45	
	C. P. Sandberg, inspection of rails.....	6,030	68	
	Office approp'n for Nov.....	416	66	
Dec'r. 10.....	D. G. Labarre, salary for Nov.....	166	66	
	Eng'g: D. LeDuc, exp. in Sept.....	25	25	
	do do do Oct.....	22	00	
	Carried over.....	\$		

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 10.....	To Eng: A. Bart, exp. in Oct.....		4 50		
.....	do L. M. Cunningham et al, salaries for Oct.....		85 00		
.....	do do exp. in Oct.....		16 01		
.....	Dom. Tel. Co., for Oct.....		4 34		
15.....	A. Sewell, for expropriation claim.....		1,222 07		
18.....	Cash acct., work executed.....		25,000 00		
19.....	do do do.....		50,000 00		
.....	do do do.....		50,000 00		
21.....	Eng'g: J. Cloutier, exp. in July.....		8 00		
.....	do S. Cimon, salary in Nov.....		75 00		
.....	do J. F. Gaudet et al, salaries in Nov.....		241 67		
.....	do J. Lindsay do do do.....		404 16		
.....	do do do exp. in Nov.....		2 39		
.....	do J. Maheux, do do.....		1 75		
.....	do J. Rogers, do do.....		9 65		
.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary for Dec.....		50 00		
.....	Eng'g: J. N. Gastonguay, saly. for Sep., Oct., Nov.....		25 50		
.....	do E. A. Hoare & staff, salaries for Dec.....		249 99		
.....	do L. B. Hamlin, do Nov.....		704 17		
.....	do J. E. Boyd, do do.....		391 67		
.....	Cash, work executed.....		50,000 00		
.....	B. Leonard, $\frac{1}{2}$ of acct., painting.....		82 11		
.....	Cash, acct. work done.....		40,000 00		
.....	Eng: J. Barnard, for services.....		125 73		
.....	R. C. Cooke, for expropriation.....		150 00		
31.....	E. Rousselle, $\frac{1}{2}$ of acct., repairs.....		54 79		
.....	Contg't. Office appropriation for Dec.....		416 68		
1878.					
Jan'y 1.....	Eng: British F. and Life Insurance Co., on office furniture.....		19 32		
4.....	D. G. Labarre, salary for Dec'r.....		166 66		
.....	H. Beautey, exp. do.....		15 60		
.....	Eng: J. Rogers, exp. do.....		9 55		
9.....	do Mont'l. Tel. Co., Oct., Nov., Dec.....		50 94		
.....	O. Duval, acct. expropriation.....		24 00		
.....	Eng: J. Lindsay et al, salaries for Dec'r.....		341 66		
.....	do do exp. do.....		6 50		
.....	do J. E. Boyd, do Nov'r.....		17 21		
.....	do P. Boulanger, do do.....		28 00		
.....	do J. Fitzpatrick, do do.....		16 00		
.....	do Z. S. Kittson, do do.....		3 02		
.....	do Mont'l. Teleg. Co., for do.....		1 67		
10.....	do S. Cimon, exp. Dec'r.....		20 50		
.....	do P. Dolbee, salary to 12th Jan'y. 1878.....		55 00		
.....	L. Trudel, one-half fuel acct.....		25 35		
11.....	W. McDougall, expropriation.....		14 30		
.....	do bill of costs.....		20 00		
.....	E. Rinfret, acct. expropriation.....		1 39		
.....	D. Bell, do do.....		80 00		
.....	W. Bignell, do do.....		80 00		
.....	Eng: L. Desjardins, blank forms.....		25 00		
.....	do L. B. Hamlin, exp. in Nov'r.....		40 72		
.....	do F. X. Nobert, do Sep't, Oct., Nov'r.....		18 60		
.....	do J. Ferron, do Nov'r.....		4 00		
19.....	Cash, interest Corporation bonds.....		5,005 00		
.....	do Acct. contract.....		10,000 00		
.....	Eng: J. E. Boyd, salary for Dec'r.....		166 67		
.....	do do exp. do.....		13 85		
.....	do T. R. Tranchemontagne, office rent.....		21 00		
	Carried over.....				

563,143 45

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Jan'y 19.....	To Eng: Z. S. Kittson, teleg. for Dec'r.....		1 59		
.....	do Mrs. E. Emond.....		1 58		
.....	do S. Gimon, exp. in Dec'r.....		17 00		
.....	do do pay-roll for Dec'r.....		107 50		
.....	do L. B. Hamlin et al, salaries for Dec'r.....		466 67		
.....	do do exp. do.....		18 43		
.....	do J. Lachance, do do.....		7 75		
.....	do W. Letellier, care of office.....		6 00		
.....	do A. Huot, part of acct. for repairing pipes.....		2 12		
31.....	do E. A. Hoare et al, salaries for Dec'r.....		249 99		
.....	do J. Robinson, half snow acct.....		8 75		
.....	H. Beautey, half salary for January.....		50 00		
.....	Office appropriation for ".....		416 66		
Feb'y 1.....	H. Beautey, exp. in ".....		17 25		
.....	Eng: Chinié & Beaudet, sundries, office supplies.....		1 46		
.....	do J. L. & J. Gibb, half rent acct.....		83 69		
8.....	do J. E. Boyd, salary for Jan'y.....		166 67		
.....	do do exp. ".....		25 85		
.....	do T. A. S. Telfer, sal'y. May, 1877.....		25 00		
.....	E. Duval, regist'n. of deeds.....		20 95		
.....	Eng: Hearn & Harrison, repairing instruments.....		1 13		
13.....	do L. B. Hamlin et al, salaries for Jan'y.....		448 67		
.....	do do exp. do.....		31 60		
.....	do C. Turcotte, do do.....		5 00		
.....	do J. Lachance, do do.....		3 50		
.....	do J. Lindsay et al, sals. do.....		341 66		
.....	do do exp. do.....		5 20		
.....	do J. Maheux, do do.....		3 00		
14.....	J. B. Hamel, acct. expropriation.....		54 00		
15.....	A. Z. Vandry, half acct. repairs to office.....		56 59		
18.....	A. Fontaine, deposit of plans.....		9 60		
.....	Eng: L. Cunningham, bal. salary for Nov'r.....		15 00		
.....	do L. Trudel, half fuel acct.....		18 00		
26.....	do J. B. Z. Dubeau, office supplies.....		3 55		
28.....	Office appropriation for Feb'y.....		416 66		
March.....	A. Barnard, acct. Lupien (exprop.).....		15 00		
.....	P. O. Guillet, acct. expropriation.....		39 00		
1.....	F. Goyette, Teleg. inspector, salary for Feb'y.....		75 00		
.....	H. Beautey, half salary for Feb'y.....		50 00		
.....	do exp. do.....		17 75		
.....	Eng: E. A. Hoare, exp. do.....		11 16		
.....	do Gibb, Laird & Co., acct. cement.....		3 90		
.....	do E. A. Hoare et al, salaries for Feb'r.....		249 99		
.....	do J. Lindsay, do do.....		241 66		
.....	do do exp. do.....		2 96		
26.....	F. Goyette, salary for March.....		75 00		
.....	E. Rinfret, acct. expropriation.....		5 52		
.....	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for March.....		249 99		
.....	do N. Gagnon, office rent.....		6 00		
31.....	E. Roussel, half acct. repairs.....		135 85		
.....	J. A. Langlais, stationery.....		86 23		
.....	P. Dolbec, salary and exp. acct. Telegraphing.....		84 05		
.....	do do pay men do.....		32 03		
.....	Office appropriation for March.....		416 68		
April 1.....	Cash, work executed.....		30,000 00		
.....	do do do.....		50,000 00		
.....	W. Cook, costs re Dom'n. Teleg. Co.....		13 30		
.....	Eng: J. E. Boyd et al, salaries for Feb'r.....		368 67		
.....	do do exp. do.....		43 24		
	Carried over.....				
					21,147 3

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward				
April 1	To Eng: Z. S. Kittson, telegraph in Jan'y.....		3 83		
	do do do Feb'y.....		6 50		
	do J. E. Boyd, sundries do		14 45		
	do J. Rogers, exp. for do		7 25		
	do J. McCaffrey, exp. for do		8 50		
	do Mrs. Emond, teleg. in Jan'y.....		2 48		
	do do do Feb'y.....		1 48		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for Feb'y.....		444 67		
	do do exp. do		40 18		
	do J. Lachance, do do		7 70		
	do C. Turcotte, do do		5 00		
	Right of way: P. O. Guillet, for expropriation.....		50 20		
5	C. G. Beaudoin, expropriation.....		192 35		
	P. O. Guillet, do		22 00		
13	Eng: J. Lindsay et al, salaries for March.....		241 66		
	do do exp. do		5 24		
	do J. Robinson, half snow acct.....		8 75		
	do S. Cimon, salary for March.....		37 50		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for March.....		445 66		
	do do exp. do		32 44		
	do J. Lachance, do do		12 25		
	do C. Turcotte, care of office do		5 00		
	H. Beautey, half salary for do		50 00		
28	Cash, acct. work executed.....	5,000	00		
	Office appropriation for April.....		416 66		
May 1	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for April.....		249 99		
	do L. Trudel, half fuel acct.....		18 50		
	F. Goyette, salary for April.....		75 00		
	J. L. & J. Gibb, half rent to 1st May, 1878.....		62 50		
	H. Beautey, half salary for April.....		50 00		
	do exp. do		5 35		
	do do March.....		17 00		
4	Eng: J. Lindsay et al, salaries for April.....		241 66		
	do do exp. do		2 75		
	do J. Maheux, do do		1 50		
	do J. E. Boyd et al, salaries for March.....		491 67		
	do do exp. do		48 04		
	do Z. S. Kittson, teleg. do		10 30		
13	do Mrs. Emond, do do		3 23		
	do Mount'l. Teleg. Co., acct. to 1st April, 1878.....		32 04		
16	Cash, acct. work done	34,000	00		
	do do do March and April.....	50,000	00		
23	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for April.....		448 67		
	do S. Cimon, do do do		132 50		
	do J. E. Boyd, do do do		566 67		
	do do do do do		11 97		
	do F. X. Beauchage, exp. March.....		9 60		
	do Mrs. Emond, teleg. April.....		1 13		
	do Z. S. Kittson, do May.....		1 88		
	J. E. Charlebois, for expropriation.....		104 75		
27	Cash, acct. work in May.....	10,000	00		
	Eng: L. Cunningham, services to 1st April, 1877.....		160 00		
29	D. E. Frigon, for expropriation.....		10 00		
	E. Roussel, half repairs to office.....		21 61		
	Eng: F. Tranchemontagne, rent to 1st April, 1878.....		21 00		
	do E. A. Hoare et al, salaries for May.....		249 99		
	do J. Lindsay, do do do		241 66		
	do F. Goyette, do do do		75 00		
	do H. Beautey, half salary do		50 00		
	M. Caron, for expropriation.....		22 00		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
May 29.....	To J. B. de Niverville, for expropriation.....		10 00		
	J. N. Bureau, do		10 00		
31.....	Office appropriation for May.....		416 66		
June 1.....	J. N. Gastonguay, for services.....		75 00		
7.....	H. Beautey, exp. in May.....		14 10		
27.....	S. Panneton, acct. expropriation.....		12 00		
28.....	H. Beautey, half salary for June.....		50 00		
	F. Goyette, do do		75 00		
	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for June.....		249 99		
	do S. Cimon et al, salaries for May.....		122 50		
	do L. B. Hamlin, do do		441 67		
	do J. E. Boyd, do do		566 67		
	Office appropriation for June.....		416 68		
July 5.....	Eng: L. B. Hamlin, exp. for May.....		27 67		187,383 15
	do J. Lindsay et al, salaries for June.....		289 16		
	do J. N. Gastonguay, exp. do		36 85		
9.....	H. Beautey, do do		12 60		
6.....	Cash, acct. estimate.....		6,000 00		
8.....	Interest on Corporation bonds.....		5,005 00		
	E. Ronsselle, half repairs to office.....		3 42		
	D. G. LaBarre, for services,—right of way.....		60 00		
	Eng: J. N. Gastonguay, salary for June		42 50		
	do L. G. Desjardins, for blank estimates.....		58 25		
	do S. Cimon et al, salaries for June.....		165 00		
	do L. B. Hamlin, do do		441 67		
	do do exp. do		25 07		
	do J. Lachance, do do		5 79		
	do do do May and June.....		36 15		
	do L. B. Hamlin, do April.....		13 31		
	do J. Lachance, do do		9 75		
	do C. Turcotte, do do		5 00		
13.....	J. N. Bureau, protest to J. Siegle.....		2 00		
20.....	E. Caron, arbitration		20 00		
	T. T. Rivard, do		2 00		
	B. Duval, registration of deeds		4 00		
	J. Ryan, arbitration.....		10 00		
	J. A. Charlebois, registration of deeds.....		4 85		
	R. S. Cooke, balance of acct. expropriation.....		135 10		
	Eng: J. E. Boyd et al, salaries for June.....		466 67		
	do do exp. May		28 81		
	do F. X. Nobert, do do		12 12		
	do J. Fitzpatrick, do do		9 75		
	do J. Rogers, do do		9 40		
	do J. E. Boyd, do June.....		66 12		
	do F. R. Tranchemontagne, office rent.....		14 00		
	Cash, H. B. Vallière, for wooden bridge.....		103 12		
	do acct. C. Samson, exp. to St. Maurice River.....		10 00		
22.....	Eng: H. O'Donnell, trav'l. exp		1 47		
	do J. McCaffrey, salary for July.....		100 00		
	D. G. LaBarre, for expropriation.....		270 50		
	C. Dumoulin, do		106 00		
	Cash, acct. estimate.....		65,000 00		
	do do do		15,000 00		
30.....	L. Trudel, half of fuel acct.....		7 50		
	L. Vallée and staff, salaries for June.....		137 00		
	E. A. Hoare, exp. to Phoenixville, U.S.....		76 38		
	Jervais & Gérin, expropriation.....		22 40		
	P. L. Hubert, do		13 00		
	H. Wood, half advance acct. exp.....		37 50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
July 30.....	To Office appropriation for July.....	416	68		
August 1.....	J. L. & J. Gibb, rent for quarter ending 1st Aug., 1878...	105	62		
5.....	H. Beautey, half salary for July.....	50	00		
	do exp. do	19	15		
	F. Goyette, salary and exp. do	89	25		
7.....	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for July.....	249	99		
	do Mont'l. Teleg. Co., acct. to 1st July.....	26	64		
	do J. Lindsay et al, salaries do	316	66		
	do do exp. for June and July	6	95		
	do J. N. Gastonguay et al, salaries for do	140	00		
	do L. B. Hamlin, do do do	268	67		
	do L. A. Vallée, do do do	202	00		
	do L. B. Hamlin, exp. do	35	92		
	do J. Lachance, do do	5	25		
	do S. Cimon et al, salaries do	176	00		
	do do exp. do	11	80		
	do E. Lantier, salary to 12th do	75	00		
	do J. E. Boyd et al, salaries do	536	11		
	do do exp. do	41	27		
	do F. Bocage, do do	5	94		
20.....	R. S. Cooke, for expropriation.....	10	00		
	Cash, acct. estimate for July.....	106,557	28		
31.....	Office appropriation for August.....	416	66		
Sept. 1.....	W. H. Laroche, half ice acct.....	2	50		
	F. Goyette, salary for August.....	75	00		
12.....	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for August	249	99		
	H. Beautey, half salary for August.....	50	00		
	do exp. do	40	80		
	J. N. Clair, acct. advertising.....	8	12		
	Eng: J. Lindsay et al, salaries for August.....	316	66		
	do J. Maheux, exp. for Aug. and Sept.....	6	00		
	do J. N. Gastonguay et al, salaries for August.....	122	00		
	do do exp. for July.....	6	51		
	do do do August.....	13	50		
13.....	do J. Lachance, bal. of exp	3	75		
16.....	do H. O'Donnell, exp. for June.....	6	25		
	do do do July.....	13	02		
	D. E. Frigon, right of way.....	10	00		
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for August.....	366	67		
	do S. Cimon, do do	75	00		
	do L. A. Vallée et al, do do	202	00		
	do L. B. Hamlin, exp. do	26	92		
	do S. Cimon, do do	26	39		
	do O. Forget, teleg. July	19	42		
23.....	Cash acct. August estimate	95,165	79		
	Eng: H. Parent, exp. for August.....	15	50		
	do do do June, July and Aug.....	3	98		
25.....	do F. Goyette, exp. for July.....	2	50		
	do J. Lachance, travel'g. exp.....	23	00		
	do H. O'Donnell, do do for Aug.....	20	85		
	do J. Lindsay et al, salaries for do	316	66		
	do do exp. do	3	56		
	do J. Maheux, do do	6	30		
	do J. N. Gastonguay et al, salaries for Sept.....	122	00		
	do do for R'y. fare.....	8	65		
	do E. A. Hoare and staff, salaries for Sept.....	249	99		
	do J. E. Boyd, do do Aug.....	640	58		
	do do exp. for Aug.....	87	49		
	do J. Bradley, do do	10	00		
	do F. Bocage, do do	3	51		
	Carried over.....				

A—(PART OF No. 2.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Sept. 25.....	do W. Peterson, exp. for Aug.....		4 00		
.....	do J. Fitzpatrick, do do		6 25		
.....	do A. Gauthier, do do		6 00		
.....	do O. Forget, telegraphing Aug.....		6 00		
.....	R. G. Labarre, for expropriation.....		234 90		
30.....	Office appropriation for Sept.....		416 68		
.....	Eng: Mont'l. Teleg. Co., acct. for Aug.....		4 37		
				302,671	72
Oct. 1.....	F. Goyette, salary for Sept.....		75 00		
.....	P. L. Hubert, expropriation		8 00		
8.....	Eng: J. E. Boyd et al, salaries for Sept.....		726 67		
.....	do do exp. do		51 50		
.....	do O. Forget, telegraphing do		10 55		
.....	do Mont. Teleg. Co., do do		4 21		
10.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary and exp. do		101 80		
.....	Eng: L. B. Hamlin and staff, salaries for Sept.....		366 67		
.....	do L. A. Vallée, do do		191 00		
.....	do L. B. Hamlin, exp. do		14 69		
.....	do J. Lachance		5 75		
.....	do S. Cimon, salary for Sept		75 00		
14.....	J. B. Hamel, deed of sale.....		4 50		
.....	Eng: Mont. Teleg. Co. ac. to 1st Oct., 1878.....		36 20		
21.....	do L. Pothier, for expropriation		10 00		
.....	do Cash, ac. estimate.....		65,000 00		
23.....	do do do		27,871 50		
25.....	do do do		6,768 36		
.....	do Dom. Teleg. Co. ac. to 31st Oct., 1878.....		20 86		
30.....	do E. A. Hoare et al, salaries for Oct		249 99		
.....	do J. Lindsay et al, do do		316 67		
.....	do do exp. do		1 59		
.....	do J. Maheux, do do		9 55		
.....	do J. Rogers, do for Aug. and Sept		20 96		
.....	do F. X. Nobert, do June to Oct.....		13 85		
.....	do F. Bocage, do Sept		3 02		
.....	do Mrs. Emond, telegr. for Aug. and Sept.....		3 44		
.....	do J. N. Gastonguay et al, salaries for Sept		129 00		
.....	do H. Parent, exp. for Sept.....		4 00		
.....	Office appropriation for Oct.....		416 66		
Nov. 1.....	F. Goyette, salary for Oct		75 00		
.....	do exp. do		4 75		
7.....	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent to 11 Nov., 1878.....		62 50		
.....	L. Dumouchel, for deed.....		4 00		
12.....	Eng: J. E. Boyd et al, salaries for Oct.....		691 67		
.....	do do exp. do		63 73		
.....	do N. B. Gauvreau, do May to Sept		76 00		
.....	do J. Rogers, do Oct.....		22 00		
.....	do D. LeDuc, do Mar., Apr., May		24 65		
.....	do J. Fitzpatrick, do Oct		21 50		
.....	do O. Forget, exp. in Oct.....		6 18		
.....	do L. Trudel, half fuel acct.....		17 37		
.....	do L. B. Hamlin et al, salaries for Oct.....		366 67		
.....	do L. Vallée, do do		188 00		
.....	do L. B. Hamlin, exp. do		32 42		
.....	do J. Lachance, do do		9 95		
.....	do H. O'Donnell, do do		4 50		
.....	do S. Cimon, salary, do		75 00		
.....	do do exp. do		12 00		
.....	do do do Sept. and do		37 60		
13.....	Cash, acct. estimate.....		65,000 00		
26.....	do do do		112,968 02		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Nov. 26.....	To Eng: E. A. Hoare et al, salaries for Nov.....	249	99		
	Office appropriation for Nov.....	416	66		
Dec'r 1.....	H. Beatey, half salary and exp. for Oct.....	60	88		
	Eng: J. Lindsay et al, salaries for Nov.....	316	67		
	do do exp. do	3	26		
	do J. Maheux, do do	9	50		
	do J. N. Gastonguay et al, salaries for Nov.....	\$ 117.00			
	Less: refunded.....	75.00			
			42 00		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for Nov.....	366	67		
	do L. Vallée, do do do	192	00		
4.....	H. Beatey, half salary and exp. do	95	95		
	do H. Parent, do do	6	00		
17.....	do J. J. Foote, stationery, etc.....	662	80		
18.....	Cash, acct. Nov. estimate.....	88,467	84		
	Eng: S. Cimon, salary for Nov.....	75	00		
	do do exp. do	27	60		
20.....	do J. E. Boyd et al, salaries for Nov.....	641	67		
	do do exp. do	33	00		
	do J. Fitzpatrick, do do	13	30		
	do J. Rogers, do do	17	79		
	do Z. S. Kittson, teleg. Oct. and Nov.....	2	07		
	do O. Forget, do Nov.....	6	48		
	do N. B. Gauvreau, exp. do	15	70		
	do D. Leduc, do do	29	85		
	do L. Vallée, balance for services	60	00		
	do J. McCaffrey, exp. Aug. and Sept.....	5	45		
	do C. Turcotte, salary for May.....	9	00		
	do J. McCaffrey, balance of exp.....	10	00		
23.....	Cash, $\frac{1}{2}$ year's interest Corporation bonds	5,005	00		
	do Bal. of A. Samson's ac.—exp. for steamboat insp.....	43	10		
	A. Huot, $\frac{1}{2}$ repairs, etc., to office	3	47		
26.....	Eng: J. Lindsay et al, salaries for Dec.....	316	67		
	do do exp. do	4	71		
	do E. A. Hoare et al, salaries do	299	99		
	do E. Rousselle, $\frac{1}{2}$ repairs to office	35	46		
	F. Lottinville, services as arbitrator	20	00		
30.....	Eng: J. J. Foote, envelopes	13	50		
	do L. Delisle, $\frac{1}{2}$ snow ac.....	8	50		
	do J. Laird, insurance premium	18	75		
	Duvernay & frères, part of ac. advertising.....	44	00		
	Eng: L. B. Hamlin, exp. in Nov.....	17	60		
	do J. Lachance, do do	6	45		
	do H. O'Donnell, do do	15	00		
	do L. A. Vallée, do do	2	00		
	Office appropriation for Dec.....	416	68		
				380,382	51
1879.					
Jan'y 4.....	Eng: H. O'Donnell, salary for Dec.....	75	00		
7.....	W. Hall, ac. exprop. Loop Line	75	00		
8.....	Eng: E. Delisle, salary for May.....	15	00		
	do H. Beatey, half salary and exp. for Dec.....	78	22		
	do Mont. Teleg. Co. ac. to 1st Jan., 1879	43	19		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for Dec	366	67		
	do L. A. Vallée et al, do do	112	50		
	do S. Cimon, do do	75	00		
	do L. B. Hamlin, exp. do	27	02		
	do J. Lachance, do do	4	95		
13.....	do L. Trudel, half fuel ac.....	22	00		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Jan'y 13	To Eng: T. Andrews, 6 tape lines.....		30 00		
24	Cash, Dec. estimates.....	97,588	27		
	Eng: J. N. Gastonguay, salary for Dec.....		75 00		
	do J. F. Gaudet, salary June, July, 1876, Sep. Oct. '77.....		533 30		
	J. Cantillon, turnpike trust.....		500 00		
	H. Wood, amt. of acct. for services.....		161 27		
	Office approp. for Jan'y.....		416 66		
Feb'y 11	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for Jan.....		299 99		
	do J. Lindsay et al, do do.....		316 67		
	do do exp. for Dec. and Jan.....		6 88		
	do J. Maheux, do Nov. Dec.....		9 30		
	do J. E. Boyd et al, salaries for Dec.....		541 67		
	do J. E. Boyd, exp. for Dec.....		36 86		
	E. Lantier, do do.....		71 44		
	D. Leduc, do do.....		6 50		
	J. Rogers, do do.....		10 50		
	A. Gauthier, do do.....		9 60		
	N. B. Gauvreau, horse hire for Dec.....		10 95		
	F. Bocage, exp. for Oct., Nov. and Dec.....		11 15		
	J. B. Bernadin, teleg. in Oct.....		3 00		
	Z. S. Kittson, do Dec.....		2 18		
	L. Blais, horse hire, Nov. do.....		20 50		
	O. Forget, teleg. in Oct.....		8 34		
	J. L. & J. Gibb, half acct. rent of office.....		62 50		
	H. Beautey, half salary and exp. for Jan.....		61 02		
	Eng: E. Lantier and staff, salaries for Dec.....		269 75		
	do N. B. Gauvreau, exp. for Dec and Jan.....		14 00		
	do P. Carroll, Bridge Inspector, special services.....		175 25		
	Cash acct: J. R. Patten, work executed, acct. cars.....	1,500	00		
14	T. Rivari, bal. of acct. exprop.....		3 00		
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for Jan.....		455 67		
	do do exp. do.....		28 66		
	do H. O'Donnell, services to Dec.....		25 00		
	do J. Lachance, exp. in Jan.....		6 75		
25	Corporation of Quebec, "Palais" exprop.....	45,000	00		
	J. Dugré, Loop Line, Three Rivers, (exprop.).....		675 00		
	A. Hart, do do.....		1,585 50		
28	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for Feb.....		299 99		
	do J. Lindsay et al, do do.....		316 67		
	do do exp. do.....		7 35		
	do E. B. Temple, salary do.....		185 00		
	M. Caron, acct. exprop, <i>in re</i> P. Martin.....		10 00		
	J. E. Larue, costs <i>re</i> S. Seymour.....		183 10		
	Office approp. for Feb.....		416 66		
March 1	H. E. Casgrain, half salary for Dec. and Jan.....		75 00		
	Cash, C. W. Carrier, exprop.....	10,000	00		
3	Eng: L. Trudel, half fuel acct.....		23 37		
	do E. Rousselle, part of office repairs.....		12 60		
	Cash, acct. draw-back.....	38,000	00		
	do contract.....	80,000	00		
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for Feb.....		455 17		
	do do exp. do.....		22 40		
19	do Corporation of Three Rivers, protecting water pipes.....		10 10		
	do J. Lachance, exp. in Feb'y.....		6 50		
	do J. E. Boyd et al, salaries for March.....		660 22		
	do do do do Feb'y.....		603 17		
	do do do exp. Jan'y.....		48 29		
	do D. Leduc, do do.....		8 70		
	do J. Rogers, do do.....		9 75		
	do E. Lantier, do do.....		4 91		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 19.....	To Eng : O. Forget, telegraphing for Jan'y.....		9 00		
	do J. E. Boyd, exp. Feb'y.....		51 03		
	do D. Leduc, do do		13 70		
	do E. Lantier, do do		6 25		
	do J. Rogers, do do		10 40		
	do O. Forget, telegraphing, Feb'y.....		4 58		
	do F. X. Nobert, exp. Oct. 1878 to 21st Feb'y., 1879.....		10 41		
	do J. Lindsay, exp. St. Bazile collision.....		12 50		
	do Mont'l. Teleg. Co. acct. Aug. and Sept., 1877.....		0 77		
31.....	do E. Temple, salary for March.....		150 00		
	do E. A. Hoare et al, salaries for March.....		343 09		
	do J. Lindsay, do do		316 67		
	do do exp. do		6 75		
	J. E. Larue, costs re Dom'n. Teleg. Co.....		290 75		
	H. Beutey, half salary for March and Feb'y and exp.....		117 77		
	Deep water extension : J. Archer, rubbish.....		33 96		
	do J. H. Clint, timber damaged.....		775 83		
	do J. Archer, rubbish (St. Andrew street).....		62 54		
	do do do do		46 18		
	do E. A. J. Côté, to pay men do		750 43		
	M. Miller, part of acct. for stationery.....		4 30		
	W. Hall, exprop. Loop Line (Three Rivers).....		75 00		
	F. Goyette, salary for Nov'r.....		75 00		
	F. A. Toupin, loading ties.....		3 50		
	H. Wood, salary and exp.....		779 48		
	E. A. Hoare, for exp.....		100 00		
	E. & S. Glackemeyer, acct. expropriation, Eastern Section		29 60		
	C. G. Holt, do		250 00		
	L. G. Baillargé do		300 00		
	R. G. Labarre, do		65 00		
	S. Peters, "Palais," Quebec.....		293 91		
	J. Hamel, do do		120 00		
	J. G. Ross, acct. "Palais" exprop.....		120 00		
	J. Strang, copy of "Sentence Arbitrale".....		6 20		
	Office approp. for March.....		416 68		
				288,734	91
April 1.....	Eng : L. B. Hamlin et al, salaries for March.....		453 17		
	do do exp. do		10 01		
	do J. Lachance, do do		9 60		
9.....	do Mont. Teleg. Co. acc. to 1st April.....		37 99		
12.....	Cash, acct. work executed	50,000	00		
15.....	Eng : L. B. Hamlin, registration of deed.....		32 15		
	do Dom. Teleg. Co. acct. to 15th Feb., 1879.....		21 30		
	J. Archer, for rubbish acct., deep water extension.....		68 72		
	do do do		68 14		
18.....	Eng : J. J. Foote, forms of estimates.....		25 00		
	do J. E. Boyd et al, salaries for March.....		416 67		
	do E. Lantier et al, do do		185 00		
	do J. E. Boyd, exp. do		27 90		
	do J. Rogers, board do		11 00		
	do D. Leduc, exp. for Feb. (and do		10 80		
	do E. Lantier, do do		1 37		
	do A. Gauthier, exp. do		10 40		
	do Mont. Teleg. Co. acct. for Jan.....		4 49		
	do do Feb.....		2 78		
21.....	Jobin & Pérodeau, lease of wharf, (Three Rivers).....		38 00		
	J. Archer, rubbish acct., deep water extension.....		128 00		
23.....	Cash, acct. work executed	50,000	00		
	Eng : Le National, advertising deposit of plans		30 24		
	do do do		58 80		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
April 23.....	To M. Boivin, labor acct., deep water extension.....	58	15		
	J. Archer, rubbish, do do.....	200	59		
	L. Delisle, half snow acct.....	8	50		
	G. A. Grier, part of acct. for constr.....	16	05		
	F. A. Toupin, do do.....	10	00		
May 1.....	Eng: J. Lindsay et al, salaries for April.....	316	67		
	do do exp. do.....	4	00		
	do E. B. Temple, salary do.....	150	00		
	do E. A. Hoare et al, do do.....	341	65		
	do do exp. Dec., Jan. and April.....	24	15		
	do do do Oct. and Nov.....	4	75		
9.....	J. L. & J. Gibb, half rent to 1st May.....	62	50		
	J. Archer, for rubbish acct., deep water extension.....	161	07		
	Eng: L. B. Hamlin et al, salaries for April.....	452	67		
	do do exp. do.....	13	95		
	do J. Lachance, do do.....	10	85		
	D. Henderson, timber and ties.....	2,224	26		
	M. Boivin, work acct., deep-water extension.....	58	40		
	J. Archer, rubbish, do do do.....	165	07		
14.....	Cash: re Domin. Teleg. Co.....	2,903	64		
	L. Trudel, half fuel acct.....	16	50		
	Cash: bal'ce. of sale "La Vacherie" property.....	9,500	00		
	do capital, int., etc., beach lot.....	1,350	00		
	do Corporation of Quebec, "Palais" station.....	87,817	50		
17.....	J. Archer, for rubbish, deep-water extension.....	362	47		
21.....	Cash, acct. work executed.....	25,000	00		
30.....	J. Archer, fencing, deep water extension.....	200	00		
	do rubbish, do do do.....	369	54		
	do do do do do.....	337	68		
	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for May.....	341	65		
	do J. Lindsay, do do do.....	316	67		
	do do exp. do.....	2	70		
	H. Beautey, half salary and exp. for April and May.....	170	39		
	Office approp'n. for May and April.....	833	32		
June 1.....	Eng: J. E. Boyd et al, salaries for April.....	601	67		
	do do exp. do.....	33	56		
	do D. Leduc, do do.....	11	05		
	do Mont'l. Teleg. Co., acct. for March.....	2	67		
2.....	Cash, acct. draw back.....	25,000	00		
	Eng: J. J. Foote, stationery.....	678	90		
	J. Archer, wood for fencing (D. W. E.).....	273	00		
	do rubbish, do.....	493	40		
6.....	E. Temple, salary and exp. for May.....	151	50		
	Cash: acct. draw back.....	125,000	00		
	do do work executed.....	80,000	00		
17.....	Eng: G. H. Cherrier, directory of Quebec.....	3	00		
	J. Archer, rubbish acct., deep water extension.....	246	35		
	Eng: J. E. Boyd et al, salaries for May.....	515	67		
	do J. F. DesRivières, exp. do.....	2	75		
	do F. X. Nobert, do do.....	5	25		
	do G. H. Garden, do do.....	26	77		
19.....	L. B. Hamlin, registr. of deeds.....	21	00		
	Eng: do et al, salaries for May.....	465	17		
	do do exp. do.....	10	51		
	do J. Lachance, do do.....	13	50		
	J. Archer, rubbish acct., deep water extension.....	486	50		
	Eng: S. Marcotte, blank forms.....	22	50		
21.....	A. H. Murphy, indemnity for lease.....	12 000	00		
	W. Convey, sale of property.....	8,599	01		
26.....	R. F. Warton, for Nunn's signals..	423	70		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 26	To J. Archer, rubbish, deep water extension	462	00		
	Eng : E. A. Hoare et al, salaries for June.....	341	65		
	do do exp. May and do	2	00		
	do J. Lindsay et al, salaries do	316	67		
	Quebec Bank : acct. Farjana's claim.....	4,360	26		
	C. A. Scott, loading ties.....	67	20		
	do work executed	57	85		
	do ties to complete eastern section	375	90		
	Levy & Bouchard, for printing	38	12		
	L. B. Hamlin, right of way (Loop Line).....	2,963	00		
	E. Healey, duty, etc., iron gate for Bridge St. (Quebec).....	47	61		
	H. Wood, salary and exp. for March.....	141	48		
	Office approp. for June.....	416	68		
				500,134	61
July 2	L. B. Hamlin, registr. of deeds	4	05		
	H. Beaudet, half salary and exp. for June.....	58	45		
	Eng : E. B. Temple, salary do	150	00		
	do J. A. Langlois, office supplies.....	57	60		
	do J. E. Boyd, exp. in May.....	19	09		
	do E. Lantier, do April	7	73		
	do do do May	12	50		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for June.....	466	67		
	do do exp. do	10	63		
	do J. Lachance, do do	6	85		
	H. Trépanier, deeds of sale.....	89	45		
7	J. Archer, rubbish acct., deep water extension.....	454	40		
	do bal. of acct. for fencing.....	200	00		
8	L. N. Dénoncourt, capital and int., etc., re Boucher.....	242	55		
10	S. Duffett, cartage of deals (deep water extension).....	47	88		
	J. Clint, rubbish, (do).....	74	22		
	J. Archer, do (do).....	468	50		
	Eng : J. E. Boyd et al, salaries for June.....	545	67		
	do do exp. in do	5	75		
	do E. Lantier, do do	5	05		
	do Mont'l. Teleg. Co., acct. from 1st April to 1st July	9	84		
	do A. Bussière, bal'ce. of salary.....	65	00		
	A. Woods and J. S. Budden, re arbitration Convey (D. W. E.).....	225	00		
22	J. Archer, rubbish for deep-water extension.....	465	00		
	Eng : Casey & Co., tracing paper.....	14	25		
	W. C. Nunn, for royalty on signals	744	00		
	Estate G. B. Hall, for expropriation.....	13,106	70		
24	Corporation of Quebec, half year's int. on bonds.....	5,005	00		
26	J. Archer, rubbish, deep-water extension.....	456	00		
	Eng : E. A. Hoare and staff, salaries for July.....	341	65		
	do J. Lindsay do do	316	67		
31	Office appropriation for July.....	416	68		
	Corporation of Quebec, on acct.....	2,500	00		
Aug. 1	J. L. & J. Gibb, half rent and taxes.....	106	62		
	Eng : L. B. Hamlin et al, salaries for July.....	492	67		
	do do exp. do	12	25		
	do J. Lachance, do do	8	95		
	J. Archer, for timber and repairs, deep water extension..	57	00		
	do rubbish, do do do	417	30		
5	Eng : E. B. Temple, salary for July.....	150	00		
	do G. H. Garden, exp. and wages for June.....	28	75		
	do E. A. Hoare, cartage July.....	3	05		
	H. Beaudet, half salary and exp. July.....	68	12		
	Graham & Co., Star: advertising St Vincent de Paul to Sault au Récollet.....	24	50		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF No. 2.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug. 5.....	To E. Picard, 30 ladders for Nunn's signals.....	60	00		
8.....	Eng: H. Wood, salary and exp. as inspector of iron bridges.....	369	17		
	do J. E. Boyd et al, salaries for July.....	566	67		
	do do exp. do.....	38	98		
	do E. Lantier, do do.....	13	75		
14.....	J. Archer, rubbish, deep-water extension.....	403	10		
	Eng: L. Trudel, half fuel acct.....	8	25		
	J. O. Chalut, arbitrator re Brière.....	167	40		
	W. D. Campbell, deed of sale.....	32	25		
15.....	J. Archer, rubbish, deep water extension.....	411	10		
16.....	A. Dupuis, salary, putting up Nunn's signals.....	70	40		
	J. Archer, rubbish, deepwater extension.....	387	90		
20.....	A. Brière, damages for barn burnt.....	500	00		
22.....	J. Archer, rubbish, deep water extension.....	51	92		
	Eng: E. Roussel, work done to office.....	4	25		
	do G. H. Garden, salary and exp. in July.....	37	47		
28.....	J. O. Budden, arbitration re A. Murphy.....	50	00		
	J. Archer, do do do.....	50	00		
	J. Connelly, do do do.....	50	00		
	E. Chanteloup, sounders and blue stone.....	67	85		
	A. Dupuis, salary from 17th to 31st July, 1879.....	18	85		
31.....	Office appropriation for August.....	416	66		
Sept. 4.....	J. Archer, rubbish, deep-water extension.....	364	50		
	do do do.....	465	00		
22.....	Cash: acct. work executed.....	50,000	00		
	L. Crête, acct. claim re Farjana.....	115	41		
30.....	C. T. Côté, acct. do do.....	262	17		
	Doyle & Demers, teleg. supplies.....	342	80		
	Office approp'tn. for Sep't.....	416	68		
				83,704	65
Oct'r 1.....	C. Rocheleau, for expropriation.....	7,350	00		
31.....	Office appropriation for Oct.....	416	66		
Nov'r 30.....	J. Archer, rubbish, deep water extension.....	250	00		
	Office appropriation for Nov.....	416	66		
Dec'r 24.....	Eng: Mont'l. Teleg. Co., acct. to 1st Oct., 1879.....	6	31		
	do L. Trudel, half fuel acct.....	23	37		
	do E. A. Hoare et al, salaries for Aug.....	341	65		
	do do do do.....	341	65		
	do do exp. for Aug. and Sept.....	7	55		
	do do et al, salaries for Oct.....	208	32		
	do do do do Nov.....	208	33		
	do do do do Dec.....	116	68		
	do E. B. Temple, do Aug.....	150	00		
	do do do do Sept.....	150	00		
	do J. Lindsay et al, do Aug.....	316	66		
	do do do do Sept.....	316	67		
	do H. Parent, do Oct.....	75	00		
	do L. B. Hamlin et al, do Aug.....	488	67		
	do do exp. do.....	27	22		
	do J. Lachance, do do.....	9	20		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for Sept.....	489	17		
	do do exp. do.....	6	30		
	do J. Lachance, do do.....	11	75		
	do J. E. Boyd et al, salaries for Aug.....	568	67		
	do do exp. do.....	8	40		
	do do et al, salaries Sept.....	568	67		
	do do exp. May to do.....	6	65		
	do G. H. Garden, salary for Oct.....	100	00		
	J. Archer, rubbish for deep water extension.....	584	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 24.....	To W. H. Laroche, half ice acct.....		2 50		
	E. Roussell, repairs to office.....		3 00		
	J. Clint, rubbish, deep water extension.....		25 00		
	E. Chanteloup, 1 barrel blue stone.....		36 60		
31.....	H. Beatey, half salary and exp. to 31st Dec. 1879.....		299 75		
	J. Cantillon, acct. right of way.....		269 35		
	Cash.....		40,000 00		
	Contg't. appropriation for Dec.....		416 68		
				54,563	59
1880.					
Jan'y 4.....	J. Laird, insurance on Eng'rs. department.....		4 69		
17.....	Eng: E. B. Temple, salary Oct., Nov. and Dec.....		450 00		
	do do exp. do do do.....		18 99		
	Dawson Bros., blank forms.....		21 20		
26.....	do E. A. Hoare, exp. in Oct.....		2 45		
	do Mont'l. Teleg. Co., acct. to 1st Jan., 1880.....		6 26		
	do Lantier et al, salaries for Oct.....		300 00		
	do L. A. Vallée, do Nov.....		185 50		
	do G. H. Garden, exp. Aug.....		12 25		
	do Quebec Gas Co., half of acct.....		13 50		
	do J. Lindsay, salary for Oct. and Nov.....		333 33		
	do L. B. Hamlin et al, salaries for Oct.....		487 67		
	do do exp. do.....		15 10		
	do Jos. Lachance, do do.....		10 75		
	do G. H. Garden, do Nov.....		100 00		
	J. Cantillon, acct. right of way.....		42 53		
	J. L. & J. Gibb, half rent to 1st Nov., 1879.....		62 50		
	Office appropriation for Jan'y.....		208 33		
Feb'y 9.....	Eng: E. A. Hoare et al, salaries for Jan'y.....		427 41		
	Cash: acct. contract.....		40,000 00		
28.....	Eng: J. Maheux et al, salaries for Jan'y.....		175 00		
	do L. A. Vallée, exp. moving office.....		1 05		
	do J. Lachance, exp. from 2nd to 13th Jan'y, 1880.....		5 25		
	L. B. Hamlin, regist'n. of deeds.....		3 80		
	Doyle & Demers, telegraph supplies.....		71 25		
March 31.....	Eng: H. Wood, exp. in Dec. and half exp. Jan'y.....		28 98		
				42,987	79
May 4.....	J. Strang, copies deeds of sale.....		25 00		
5.....	Eng: E. A. Hoare, salary for Oct., Nov. and Dec.....		400 00		
	do G. Balcer, office rent to 1st Jan'y., 1880.....		15 00		
	do J. Maheux, salary for Nov.....		75 00		
	do S. Marcotte, advertising.....		15 00		
	do Imprimerie Canadienne.....		15 40		
	do J. Lachance, salary for Dec., 1879.....		100 00		
	do do exp. Nov. do.....		7 95		
	do do do Dec. do.....		7 50		
	do L. A. Vallée, salary do.....		75 00		
	do E. A. Hoare, part exp. Nov., Dec., 1878, Jan'y, 1880.....		13 10		
	do J. Moodie, pickets.....		14 92		
June 1.....	do J. Maheux, salary Oct. and Dec., 1879.....		150 00		
	do J. L. & J. Gibb, rent to 15th Jan'y, 1880.....		52 03		
2.....	do E. Parent, salary for Nov. 1879.....		75 00		
	do L. B. Hamlin, salary for Nov. and Dec., 1879.....		385 20		
6.....	do J. Maheux, exp. June, July and Aug.....		1 50		
10.....	do J. E. Boyd et al, salaries for Nov., 1879.....		391 67		
	do E. Lantier, do do.....		75 00		
	do do do Dec. do.....		75 00		
	do G. H. Garden, do do.....		100 00		
	do do exp. Aug. to 31st Dec.....		24 95		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 2.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 10.....	To H. Trépannier, for deeds of sale.....	21	00		
30.....	Eng : Heirs O. Pelletier, stoves in Nov., 1879.....	28	00		
	do S. Chaussé, for fence augurs.....	1	50		
	do J. E. Boyd, salary and exp. Oct. and Dec., 1879.....	407	68		
	do J. Lajoie, excavation.....	166	40		
	do A. Léveillé, cutting channel.....	20	00		
July 29.....	O. Dajenais, damages to crops in 1879.....	205	00	2,738	85
	Ouimet & Nantel, costs <i>re</i> Dajenais.....	30	00		
	O. Forget, Dom'n. Tel. Co., March, April, May, 1879.....	26	14		
August 4.....	do do do June and July, do.....	6	97		
	P. B. Vanasse, salary, acct. right of way.....	450	00		
Sept. 16.....	Cash, acct. work, pending settlement of claims.....	50,000	00		
	L. Trudel, half fuel acct. to 16th Jan'y., 1880.....	19	25		
Oct'r 30.....	L. de Varennes, damages to land by water, 1879.....	30	00	50,737	36
	J. B. Renaud, capital, int. and costs for exprop'tn.....	15,972	15		
	S. Glackemeyer, copy deed of sale <i>re</i> Renaud.....	22	30		
Nov'r 6.....	Bossé & Languedoc, fees and exp., exprop'tn. <i>re</i> Renaud.....	1,013	16		
29.....	J. Blanchet, services as arbitrator, Three Rivers.....	250	00		
	N. Grenier, do do do.....	15	00		
	E. M. Hart, do do do.....	10	00		
	T. E. Normand, do do do.....	20	00		
	J. Simard, do do do.....	40	00		
Dec'r 3.....	Cash : acct. pending settlement of claims.....	50,000	00		
30.....	J. E. Pichette, regist'n deeds of sale.....	3	00		
	J. H. Larue, fees <i>re</i> Delaney and Renaud.....	61	50		
Oct'r 27.....	E. J. Harkin, services.....	100	00	67,537	11
1881.					
March 11.....	E. H. Pemberton, capital and int. <i>re</i> Delaney.....	1,810	93		
	J. H. Filion, capital, int. and costs, exp. of his property.....	116	79		
April 13.....	J. A. Charlebois, deeds <i>re</i> Renaud.....	19	00		
29.....	Rev. Sisters Ste. Anne de la Pêrade, exprop'tn.....	667	00		
30.....	Cash : acct. work executed.....	80,000	00		
May 18.....	Alex. Sewell, expropriation "Sans Bruit" property.....	12,000	00		
July 21.....	J. G. Bossé, bill of costs <i>re</i> Delaney.....	90	00		
29.....	Joliette Ry. Co., for use of engines.....	439	85		
Sept. 13.....	Ursuline Nuns, Three Rivers, expropriation.....	800	00		
14.....	B. Bastien, for well \$50, & E. de Bellefeuille, services \$25.....	75	00		
27.....	J. A. Charlebois, services <i>re</i> Sewell.....	49	11		
Oct'r 23.....	L. Dusseault, damages to property.....	100	00		
	W. Martel, do do.....	700	00		
	O. Vézina et al, borrow pit at St. Francis.....	291	24		
Nov'r 4.....	J. Marchand, for extra land and crossing.....	150	00		
	H. Junot, do do do.....	150	00		
24.....	J. E. Marchand, for copies of deeds.....	4	00		
Dec'r 14.....	P. L. Hubert, copy of deeds <i>re</i> Martel.....	8	23		
17.....	F. Lotinville, services <i>re</i> Ursuline Nuns.....	4	00	97,475	15
	Total.....	\$	5,660,071	83	

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B—(PART OF NO. 2.)

STATEMENT of amounts paid to and for account of Hon. T. McGreevy on account of his contract, from 1st July, 1882, to 30th June, 1885.

1882.		\$	cts.
Oct'r 10.....	To H. C. Pelletier, fees <i>re</i> Nuns of General Hospital, on acct. of the award	352	55
.....	N. Malenfant, stenographer, do do	68	80
1883.			
August 16.....	General Hospital expropriation, do do	9,039	49
.....	Heirs Bigaouette do do	830	92
Dec'r 31.....	" Palais " Harbor do (bal. of sale) do do	18,119	37
.....	Bossé & Languedoc, retainer in the case of McGreevy <i>vs.</i> Regina.....	200	00
1884.			
Jan'y 8.....	Amyot & Pelletier, costs <i>re</i> Renaud, on acct. of award.....	*330	00
Feb'y 21.....	Bossé & Languedoc, do <i>re</i> Bigaouette do do	93	00
.....	Cash : acct. of amount awarded by arbitrators.....	100,000	00
.....	Arbitrators' expenses, half of the amount, on acct. of award.....	7,520	58
Oct'r 31.....	G. Latour, for right of way, St. Thomas, (Joliette) do	5	30
1885.			
Jan'y 5.....	Noël Marchand, for removal of his house outside of railway limits; on acct. of award.....	80	00
March 31.....	P. Huot, deed of sale from General Hospital, on acct. of award.....	28	50
.....	Campbell & Auger, <i>re</i> Bigaouette, notarial deeds, do do	13	50
.....	Amyot & Pelletier, services <i>re</i> Bigaouette, do do	21	00
April 30.....	Ursuline Ladies, expropriation, do do	6,597	68
June 9.....	H. A. Tureotte, fees <i>re</i> Ursuline Ladies do do \$20 00		
	and in <i>re</i> T. Delaney, do do 5 00		
16.....	do fees for showing cause against taxation of D. Bell's costs <i>re</i> Delaney and Bigaouette, on acct. of award...	10	00
.....	D. Bell, bill of costs as arbitrator <i>re</i> Bigaouette et al, do do	30	50
.....	D. Bell, do do <i>re</i> T. Delaney, do do	30	50
22.....	F. Kérouac, do do <i>re</i> do do do	32	30
.....	do do do <i>re</i> Ursuline Ladies, do do	45	00
		\$ 143,473	99

* This amount is to be deducted from those charged as paid on acct. of the award, as late Mr. Renaud has since lost his case in appeal against the Corporation of Quebec. (See annexed Memorandum.)

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

MEMORANDUM.

	\$	cts.	\$	cts.
To amount awarded to Hon. T. McGreevy on 14th June, 1882, by the arbitrators appointed to adjudicate on his claim against the Government on acct. of his contract for Construction of the Eastern Section of the Q. M. O. & O. Railway			147,473	00
On this award accts. have been paid by Government to late contractor or to his acquittal (as detailed in the annexed foregoing Statement) to an amount of.....	143,473	99		
When the item of 8th Jany., 1884.		330	00	
Charged in the foregoing statement,—shall have been deducted from the above \$143,473.99, it will reduce the aggregate accts. paid to Contractor on the amount of said award to.....	\$	143,143	99	
Adding to this amount the further sum of		2	80	
Which has been paid on acct of said award, in August last, (but not included in the foregoing Statement, which extends no further than 30th June, 1885,) it will increase the total accts. paid for and to the late contractor, on account of the above award, to.....	\$	143,146	79	
			143,146	79
Leaving an actual balance of.			\$	4,326
Still remaining due to Mr. McGreevy on the above award.				21

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

TABLEAU No. 3.

DETAILED STATEMENTS of amounts paid by Government on account of
Construction of the Eastern Section of the Q. M. O. & O. Railway,
from 15th January 1880 (date of the taking possession of said Sec-
tion by Government,) to 30th June, 1882—(Part *a*,) and to 30th June,
1885—(Part *b*,)

PART A.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by Government on account of Construction of the Eastern Section of the Q. M. O. & O. Railway, from the 15th January, 1880—(date of the taking possession of said Section by Government,) to 30th June, 1882.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
March 31....	To S. Peters, converting platform cars into hay cars.....	2,750	00		
.....	H. Wood, half saly. for Jan'y, 1880, and expenses.....	61	69		
				2,811	69
April 30....	Cash : Hon. T. McGreevy for furniture, etc.....	40,000	00		
.....	do balance of do.....	24,036	00		
May 31....	Mont'l Tel. Co., to 1st April, 1880.....	3	92		
.....	A. H. White, cement.....	12	75		
.....	C. A. Scott, converting platform cars into hay cars.....	949	42		
.....	do do do.....	2,393	90		
.....	Eng: E. A. Hoare & al, sals. for Feb'y, 1880.....	449	99		
.....	do do March, do.....	449	99		
.....	do G. Balcer, rent Three Rivers office.....	15	00		
.....	do F. X. Bergeron, saly. for April, 1880.....	16	66		
.....	do North American Assurance Co., to 1st May, 1881.....	18	75		
.....	do L. A. Vallée, exp. for Feb'y and April, 1880.....	10	55		
.....	do Lachance & Maheux, sals. Feb'y and March, 1880.....	250	00		
.....	do E. A. Hoare, part exp. Nov., Dec., 1879, and Jan'y, 1880.....	5	45		
.....	do E. A. Hoare, exp. for Feb'y.....	13	50		
.....	do do do March.....	8	50		
.....	do L. Trudel, half fuel ac. for April.....	4	12		
June 30....	J. Maheux, board for June.....	7	50		
.....	C. Vézina, ventilating closets.....	45	00		
.....	J. Maheux, work at tank foundations.....	4	00		
.....	Eng: E. A. Hoare, exp. for April and May.....	19	08		
.....	do do and staff, sals. for April.....	508	33		
.....	do do do May.....	524	99		
.....	do J. Maheux, exp. for April and May.....	12	25		
.....	do E. Roussel, repairs and removal of office.....	87	56		
.....	do Mrs. J. Plante, cleaning office.....	1	40		
.....	do J. Allard, office rent, 3 months to April.....	9	00		
.....	do E. A. Hoare & al, sals. for June.....	536	49		
.....	do J. L. & J. Gibb, half rent from 15th to 31st Jan., 1880.....	10	41		
				70,404	51
July 3....	do H. O'Donnell, saly. for June.....	143	14		
.....	do H. Tourigny, do May.....	26	80		
.....	do H. O'Donnell, exp. for June.....	20	24		
.....	do E. A. Hoare, do do.....	17	98		
.....	do E. Lantier, exp. Feb'y, April, May and June.....	48	88		
10....	do L. A. Vallée, exp. May and June.....	16	45		
29....	do G. H. Cherrier, copy of directory.....	3	00		
.....	do E. A. Hoare & al, sals. for July.....	390	49		
.....	do N. Potvin, 25 yds. shirting.....	2	25		
.....	W. H. Laroche, ice for 1880.....	5	00		
.....	Mrs. Plante, cleaning office in July.....	1	40		
Aug. 6....	E. Lantier, part of exp. in July.....	19	17		
.....	J. Maheux, exp. June and July.....	13	00		
.....	E. A. Hoare, do do.....	19	53		
.....	T. Jess, water privilege, Portneuf.....	125	00		
25....	J. A. Langlais, stationery in March.....	327	55		
.....	E. A. Hoare & al, sals. for August.....	374	99		
	Carried forward				

TABLEAU No. 3,—A.—(Continued.)

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought Forward.....				
Aug. 25....	To J. Maheux, exp. for August.....	4	25		
Sept. 30....	E. A. Hoare, do do.....	18	95		
	J. Bradley & Rivard, sals. for August.....	73	06		
	A. Huot, repairs to office.....	3	20		
	E. A. Hoare & al, sals. for Sept.....	374	99		
	J. Maheux, exp. do.....	3	50		
	E. Roussel, repairs to office.....	1	75		
	L. Ricard, 12½ days work.....	25	00		
	J. McLennan, 2 do.....	4	00		
	A. Bélanger, expropriation.....	50	00		
	T. E. Normand, timber for tanks.....	958	50		
	R. H. Buchanan, work ac. water supply.....	5,000	00		
	L. de Varennes, damages to property.....	15	00		
	L. Trudel, half fuel ac., Feb'y, March.....	33	00		
				8,120	07
Oct. 1....	J. L. & J. Gibb, half rent to 1st May, 1880.....	62	50		
31....	J. Bradley & Ricard, sals. for Sept.....	87	00		
	L. A. Vallée, exp. Aug. and Sept.....	21	90		
	E. A. Hoare, do do.....	12	60		
	F. X. Nobert, saly. do do.....	37	33		
	E. Lantier, horse hire.....	25	50		
	M. Stevenson, for kindlers.....	6	00		
	E. A. Hoare & al, sals. for Oct.....	274	99		
	J. Maheux, exp. do.....	6	50		
	E. Lantier & al, sals. do.....	230	00		
Nov. 30....	A. Barbeau, repairs to workshops.....	867	40		
	E. A. Hoare, exp. for Oct.....	22	00		
	S. Rhéaume, extra services.....	20	00		
	J. Bradley, saly. for Oct.....	70	00		
	L. A. Vallée, exp. Sept. and Oct.....	11	25		
	J. A. Langlais, for envelopes.....	8	50		
	E. A. Hoare & al, sals. for Nov.....	274	99		
	S. Rhéaume, exp. do.....	0	50		
	J. Maheux, do do.....	9	00		
	L. A. Vallée & al, sals. do.....	230	00		
	E. Lantier, exp. do.....	1	50		
Dec. 31....	S. Roussel, for box.....	8	90		
	L. A. Vallée, exp. in Nov.....	8	75		
	J. Bradley, saly. do.....	70	00		
	E. A. Hoare, exp. do.....	11	45		
	F. X. Nobert, saly. Oct. and Nov.....	140	00		
	E. Lantier, exp. for Nov.....	12	70		
	E. A. Hoare & al, sals. for Dec.....	199	99		
	do exp. do.....	5	75		
	L. A. Vallée & E. Lantier, sals. for Dec.....	150	00		
	J. Bradley, saly. for Dec.....	37	50		
	L. A. Vallée, exp. do.....	9	05		
	J. Maheux, do do.....	4	00		
	L. A. Vallée & al, sals. July, 1880.....	230	00		
	do do Aug.....	230	00		
	do do Sept.....	230	00		
	do exp. Aug.....	15	75		
	E. Lantier, for board.....	20	50		
	A. Bombardier, saly. June and July.....	38	00		
	L. A. Vallée, exp. July.....	15	92		
				3,717	62
	Carried forward.....				

TABLEAU No. 3,—A.—(Continued.)

1881.		\$	cta.	\$	cta.
	Brought forward				
Jan'y 10....	To E. Lantier, exp. Dec'r	21	35		
31....	E. A. Hoare & al, sals. for Jan'y	199	99		
	do exp. do	41	65		
	L. A. Vallée & E. Lantier, sals. for Jan'y	150	00		
	do exp. for Dec'r, 1880, and Jan'y, 1881	6	45		
Feb'y 16....	L. S. Gauvreau, stationery for Nov'r and Dec'r, 1880	18	20		
28....	E. A. Hoare & al, sals. for Feb'y	199	99		
	do exp. for Jan'y and Feb'y	21	00		
	L. A. Vallée & Lantier, sals. for Feb'y	150	00		
	do exp. for Feb'y	7	55		
March 10....	Hon. T. McGreevy, steel rails	9,867	91		
	Ry. Safety Gate Co., 2 gates for St. Rochs.	471	48		
16....	Hon. T. McGreevy, material not in Inventory	963	15		
31..	E. A. Hoare & al, sals. for March	199	99		
	do exp. do	6	35		
	L. A. Vallée & E. Lantier, sals. for March	150	00		
	do board for Feb'y and March	13	25		
				12,488	13
April 8....	L. N. Dumanchel, professional services	5	00		
	E. Johnstone, cleaning office	2	40		
19....	J. Maheux, sal'y for Dec'r 1880	75	00		
May 2....	J. Laird, insurance on furniture to 1st May, 1882	18	75		
	E. A. Hoare & al, sals. for April	199	99		
	do exp. do	22	45		
	Mrs. Johnstone, cleaning office	2	00		
4....	L. A. Vallée & al, sals. for April	150	00		
	do exp. do	16	55		
	E. Lantier, exp. Jan'y to 25th April	29	60		
11....	J. Maheux, sal'y. to 30th April	37	50		
31....	E. A. Hoare & al, sals. for May	269	99		
	L. A. Vallée & al, do do	182	16		
	A. C. Sauvegeau, care of office in May	2	00		
	S. Rhéaume, difference of salary	70	00		
	E. A. Hoare, exp. for May	14	16		
	L. A. Vallée do April and May	41	85		
June 25....	A. Racette, for diversion of road at L'Assomption and all other claims	500	00		
8....	E. Lantier, exp. for May	17	90		
13....	Cherrier & Co., copy of directory	3	50		
15....	E. J. Harkin, balance of ac. survey	407	00		
28....	E. A. Hoare & al, sals. for June	279	99		
	do exp. do	8	60		
	Mrs. Johnstone, care of office in June	2	00		
	L. A. Vallée & al, sals. for June	190	00		
	do exp. May and June	17	78		
				2,566	17
July 4....	E. Lantier, exp. for June	11	50		
29....	S. Mohr, rent of telephone to 31st Jan'y, 1882	20	00		
	E. A. Hoare & al, sals. for July	209	99		
	do exp. June and July	25	65		
	B. J. Bergeron, exp. for July	1	29		
	L. A. Vallée & al, sals. do	190	00		
	E. Lantier, exp. June and July	14	61		
	Mrs. Johnstone, care of office, June	2	00		
	E. de Bellefeuille, to pay Martin, arbitrator	5	00		
	Loop Line, Three Rivers, Trust & Loan Co.	6,312	32		
	Ste. Geneviève de Batiscan, ac. Government grant	650	00		
	Lanoraie Route, pay-rolls and exp, etc.	1,458	99		
	Carried forward				

1881.		\$	cts.	\$	cts.
		Brought forward.....			
July 29....	To Berthier Route, pay-rolls and exp., etc	118	77		
Aug. 26....	S. Mohr, rent of telephone, (workshops) to 1st March, 1882.....		20 00		
23. . .	M. Frigon, expropriation, Loop Line, Three Rivers.....	250	00		
11....	J. Maheux, sal'y to 13th July	32	50		
31....	E. A. Hoare & al, sals. for Aug't	209	99		
	L. A. Vallée & al, do do	190	00		
	Mrs. Johnstone, care of office, Aug't.....	2	00		
	E. A. Hoare, exp. July and Aug't.....	19	65		
	L. A. Vallée, do do	13	90		
	E. Lantier, do do	14	00		
	E. Tourigny, do do	6	00		
Sept. 2....	R. G. LaBarre, services, (right of way)	7	60		
30....	E. A. Hoare & al, sals. for Sept'r	209	99		
	L. A. Vallée & al, do do	190	00		
	do exp. to 26th Sept'r.....	10	50		
	E. Lantier, do 22nd do	5	80		
	E. Tourigny, do 21st do	11	00		
	Mrs. Johnstone, care of office, do	2	00		
	E. A. Hoare, exp. for Sept'r.....	25	35		
Oct. 25....	W. F. Lemesurier, 1 cord of wood	6	00		
29....	E. A. Hoare & al, sals. for Oct'r	209	99		
	L. A. Vallée & al, do do	190	00		
	B. J. Bergeron, exp. do	0	75		
	L. A. Vallée, do do	12	50		
	Mrs. Johnstone, care of office, Oct'r.....	2	00		
	Mrs. Dumas, office supplies.....	2	65		
31....	E. A. Hoare, exp. in Oct'r	52	35		
Nov. 3. . .	H. B. Tourigny, exp. in Sept'r and Oct'r.....	18	84		
	E. Lantier, do do do	8	75		
17....	J. A. Langlais, stationery in May.....	152	72		
29....	E. A. Hoare & al, sals. for Nov'r	209	99		
	L. A. Vallée & al, do do	150	00		
	Mrs. Johnstone, care of office, Nov'r.....	2	00		
	B. J. Bergeron, exp. for Nov'r.....	1	15		
	L. A. Vallée, do Oct'r and Nov'r.....	26	51		
	J. Desaulniers, damages to farm.....	80	00		
	Mrs. J. Lefebvre, do do	80	00		
	A. Vincent, do do	50	00		
	D. Gravel, do do	25	00		
3....	F. Laliberté, pay-roll of men, Lanoraie Route, from 1st July, to 1st Aug't, 1881.....	130	00		
Dec. 7....	Blümhart & Co., office supplies	5	35		
	N. Lépinay, 1 cord of wood	6	00		
23....	S. Rhéaume & al, sals. for Dec'r	76	66		
	Mrs. Johnstone, care of office, Dec'r.....	2	00		
	B. Chamberlain, advertising.....	9	70		
24....	G. A. Lafrance, binding.....	8	00		
30....	E. Lantier, exp. in Dec'r.....	3	25		
1882.					
Jan. 3....	Bell Telephone Co., " Palais," to 31st July, 1882.....	20	00		
4....	L. A. Vallée, exp., Nov'r and Dec'r.....	19	05		
	G. Cook, making 2 keys.....	0	60		
27....	S. Rhéaume & al, sals. for Jan'y	76	66		
		Carried forward.....			
				10,240	40
				1,522	16

TABLEAU No. 3,—A.—(Continued.)

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Jan. 27....	To B. J. Bergeron, exp. for Jan'y.....		4 45		
	Mrs. Johnstone, care of office, Jan'y.....		2 00		
Feb. 1....	A. L. Péron, sal'y for Dec'r and Jan'y.....		80 00		
	L. A. Vallée, exp. do do.....		27 65		
11....	J. A. Langlais, tracing linen.....		25 75		
March 2....	S. Rhéaume & al, sals. for Feb'y.....		76 66		
	B. J. Bergeron, exp. do.....		2 60		
	L. A. Vallée, exp. for Jan'y and Feb'y.....		32 05		
	Mrs. Johnstone, care of office, do.....		2 00		
3....	A. Péron, sal'y for Feb'y.....		40 00		
7....	N. Lépinay, 1 cord of wood.....		6 00		
	Mrs. F. Dumas, office supplies.....		1 90		
29....	S. Rhéaume & al, sals. for March.....		76 66		
	A. Péron, do do.....		40 00		
	B. J. Bergeron, exp. do.....		2 50		
	Mrs. Johnstone, care of office, March.....		2 00		
	L. A. Vallée, exp. for March.....		21 85		
				560 38	
April 17....	E. Lantier, exp. Feb'y and March.....		5 90		
28....	S. Rhéaume & al, sals. for April.....		76 66		
	A. Péron, sal'y do.....		40 00		
	Mrs. Johnstone, care of office, April.....		2 00		
May 3....	J. Laird, insurance to 1st May, 1883.....		15 63		
10....	E. Lantier, exp. in April.....		1 95		
31....	S. Rhéaume & al, sals. for May.....		76 66		
	A. Péron, do do.....		40 00		
	Mrs. Johnstone, care of office, May.....		2 00		
	L. A. Vallée, exp. for May.....		8 00		
April 29....	T. Caron, damage to property by defective construction.....		100 00		
June 30....	S. Rhéaume & al, sals. for June.....		76 66		
	A. Péron, sal'y do.....		40 00		
	Mrs. Johnstone, care of office, June.....		2 00		
	L. A. Vallée, exp. June.....		32 70		
				520 16	
1879.					
July 22....	Doyle & Demers, instruments for repairing telegraph line.....		164 30		
1881.					
March 11....	P. Huot, copies of deed of sale re Jess.....		7 00		
June 30....	Interest : proportion of \$10,765.94, paid on letters of credit.....		8,396 40		
July 5....	Berthier Branch Ry.—for purchase of—.....		21,000 00		
Sept. 6....	Joliette Ry.—for purchase of—.....		47,190 00		
Oct. 4....	do balance of purchase.....		7,805 00		
	C. H. G. Beaudoin, for fees, etc., re Joliette Railway.....		314 16		
28....	de Martigny, for 10 months rent of construction trains.....		3,333 33		
Nov. 17....	L. Tranchemontagne, bal. of sale of property at Berthier.....		1,929 93		
Dec. 22....	C. G. Beaudoin, for deeds re Joliette Railway.....		111 00		
Nov. 30....	Rich. & Ont. Nav. Co., lease of wharf at Three Rivers.....		294 45		
				90,545 57	
	CR.				
	By Amounts paid for Borrow Pit at St. François, and charged to Hon. T. McGreevy's ac. (See Statement α of Tableau No. 2).....			\$ 203,497 04	
				291 24	
	Carried forward.....			\$ 203,205 80	

TABLEAU No. 3,—A.—(Continued.)

		\$	cts.	\$	cts.
1880.	Brought forward.....			203,205	80
	DR.				
	To half of following amounts charged in Construction West ac. (a of Tableau No. 6.) :—				
Aug. 31....	To E. Chanteloup, for furnishings for cars.....	10,000	00		
.....	J. McDougall, for cars.....	30,000	00		
Sept. 14....	do do	30,000	00		
.....	do do	30,000	00		
Oct. 30....	do do	25,000	00		
.....	J. Crossen, do	10,800	00		
Dec. 31....	J. McDougall, do	10,000	00		
1881.					
May 17....	do do	32,832	60		
April 11....	do do	30,000	00		
1882.					
June 23....	do do	21,916	98		
		\$ 230,549	58		
	Less : half charged to Construction West.....	115,274	79		
				115,274	79
	Balance.....			\$318,480	59

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B.

STATEMENT of amounts paid by Government on account of Construction of Eastern Section of the Railway, from 1st July, 1882, to 30th June, 1885.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
Nov. 7....	To Richelieu & Ont. Navigation Co., for lease of wharf at Three Rivers, to date.			13	56
1883.					
Jan. 11....	L. Levasseur, for damage to property			60	00
Feb. 24....	J. Alain, do do			180	00
April 30....	L. A. Roberge, ac. for construction of St. Félix de Valois Ry.			10,078	72
May 15....	E. Déry, bal. of ac. for expropriations.			14	40
25....	J. N. Bureau, ac. for services, Loop Line, Three Rivers			150	00
June 18....	M. Brisette, for farm crossings			50	00
July 7....	C. G. Beaudoin, for deeds			36	00
Aug. 10....	Delisle & Richard, for crossings			350	00
Nov. 26....	P. Tessier, for expropriation			50	00
27....	Hon. T. McGreevy, for bricks, lumber and half of \$200 paid for pile-driver			942	59
1884.					
Jan. 10....	North Shore R'y Co., for Prince Edward Street, St. Andrew Street, etc			220,000	00
March 4....	P. Huot, for final receipt from L. A. Roberge, re Government, (Joliette Railway)			6	00
....	C. G. Beaudoin, copy of deeds, do			29	00
April 30....	Bossé & Languedoc, services re Jess vs. Regina & Wasson			66	60
June 14....	Corporation of Quebec, indemnity for loss of Palais Harbor Revenue, assumed by North Shore Ry. Co. (amount refunded by N. S. Ry. Co.)			15,000	00
July 11....	P. Tellicr, copies of deeds of sale			8	10
Oct. 30....	C. G. Beaudoin, copies of deeds for Right of Way, Joliette Branch, Ballast Pit			73	30
	Carried forward			\$247,108	27

TABLEAU No. 3,—B.—(Continued.)

1884.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....			247,108	27
Dec. 16....	To L. Marchand, damages caused by building "Le Jeune St." bridge, Three Rivers, capital and interest.			55	03
31....	J. G. Bossé, half of \$500 paid him for fees and disbursements <i>re</i> Petitions of Right granted Hon. T. McGreevy and D. Macdonald			250	00
1885.					
Jan. 31....	L. A. Vallée, travelling expenses.....			22	15
1882.	CR.			\$247,435	45
Aug. 31....	By Insurance, amount received for burning of Batis-can Station.....	1,700	00		
Oct. 4....	Joliette R'y, for amount of rails furnished:.....	7,805	00		
16....	Sale of building wood at Rivière des Prairies....	150	00		
....	North Shore R'y Co., for amount refunded for loss of Palais Harbor Revenue.....	15,000	00		
				24,655	00
				\$222,780	45

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

TABLEAU No. 4.

A AND B.

DETAILED STATEMENT of amounts paid on account of Arbitration fees and disbursements *in re* claim of Hon. Thomas McGreevy, and *in re* claim of Duncan Macdonald, contractors of the Q. M. O. & O. Railway, to 30th June, 1882, and to 30th June, 1885.

A and B.

DETAILED STATEMENT of amounts paid on account of Arbitration fees and disbursements *in re* claim of Hon. T. McGreevy, and *in re* claim of D. Macdonald, contractors of the Q. M. O. & O. Railway, to 30th June, 1882, and to 30th June, 1885.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
March 7.....	To S. Fleming, ac. expenses.....			500	00
.....	P. Huot, services.....			50	30
9.....	C. P. Davidson, ac. fees, etc.....			400	00
.....	H. G. Malhiot, do.....			400	00
29.....	L. A. Vallée, ac. expenses.....			6	35
April 3.....	H. Beutey, exp. to Ottawa.....			19	65
14.....	J. P. Dusablon, do.....			18	00
.....	J. N. Gastonguay, do.....			87	00
11.....	H. G. Malhiot, ac. do.....			400	00
19.....	A. Bart, 3 days attendance and expenses.....			22	00
.....	O. Labelle, ac. expenses.....			6	00
.....	N. Moss, 5 days attendance.....			44	00
.....	A. Davis, ac. expenses.....			10	00
.....	S. Flemming, to pay do etc.....			500	00
24.....	J. S. Croskill, for special copy of evidence.....			75	78
27.....	L. A. Vallée, for attendance and expenses.....			103	61
28.....	E. A. J. Côté, attendance at Ottawa.....			33	00
.....	G. Tassé, do do.....			33	00
.....	H. G. Malhiot, ac. services.....			500	00
29.....	L. N. Dumouchel, do.....			47	50
May 3.....	J. Maheux, ac. expenses.....			7	50
10.....	E. Lantier, do.....			5	00
11.....	C. P. Davidson, do.....			500	00
16.....	C. Croskill, do.....			40	51
31.....	L. A. Vallée, exp. to Ottawa.....			23	40
June 15.....	H. G. Malhiot, ac. services.....			500	00
.....	S. Flemming, to pay sundries.....			800	00
30.....	M. J. Murphy, for extra services.....			21	00
.....	L. A. Vallée, for expenses.....	{ To 30th June '82. A (5,195.85) }		12	25
.....	J. C. Croskill, copy of evidence <i>re</i> Macdonald.....			30	00
July 1.....	W. Shanly, to pay arbitration fees and expenses.....			13,241	16
6.....	M. J. Murphy, ac. expenses to Ottawa.....			40	00
7.....	H. G. Malhiot, for fees.....			500	00
13.....	E. Rodier, to pay witnesses <i>re</i> Macdonald.....			200	00
25.....	M. J. Murphy, balance of expenses.....			54	05
.....	O. Labelle, for expenses.....			9	50
.....	J. C. Croskill, for services.....			20	13
.....	do copies of documents.....			50	00
.....	J. G. Machin, professional services and exp.....			201	50
.....	N. H. Green, services as consulting Engineer.....			150	00
.....	E. Rodier, expenses McGreevy and Macdonald.....			171	95
.....	Berthiaume & Sabourin, factum, McGreevy vs. Province of Quebec.....			244	50
27.....	H. G. Malhiot, ac. services.....			750	00
Aug. 3.....	E. A. Hoare, for expenses.....			20	50
.....	H. Woods, expenses March and April.....			51	57
.....	J. Rielle, for services.....			41	00
Carried forward.....		\$5,195	85		

TABLEAU No. 4, A AND B.—(Continued.)

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....	5,195	85		
Aug 3.....	To L. Allard, for services and expenses.....			86	42
	J. C. Croskill, balance of account.....			98	81
	L. Chandler, for expenses.....			48	00
	R. C. Harris, do.....			171	10
	L. N. Dumouchel, services and expenses.....			318	88
5.....	N. H. Green, balance of expenses.....			680	00
22.....	W. Shanly, to pay clerks.....			1,537	48
29.....	E. Rodier, for expenses and services.....			160	05
30.....	H. G. Malhiot, for services.....			800	00
Sept. 11.....	C. P. Davidson, ac. fees.....			500	00
12.....	P. A. Peterson, for services.....			265	00
	E. de Bellefeuille, do.....			25	00
15.....	H. G. Malhiot, ac. fees.....			4,000	00
Oct. 25.....	do do services.....			1,000	00
31.....	do do do.....			1,000	00
	C. P. Davidson, do do.....			500	00
	do do in full, services re McGreevy.....			3,600	00
Nov. 3.....	M. Holland & Bros., for copy of plea.....			33	50
11.....	H. G. Malhiot, balance of fees for services.....			1,850	00
Dec. 26.....	E. H. Parent, fees and expenses.....			4,260	00
	W. Shanly, do do.....			4,365	00
	C. O'Dell, do do.....			4,275	00
30.....	L. N. Dumouchel, for services.....			148	50
1883.					
Feb. 17.....	L. Duhamel, fees as witness.....			5	00
	Total.....	\$50,669	45	50,669	45
	Less :				
	Amount charged to D. Macdonald, ac. arbitration.....			7,218	74
	Less :			\$43,450	71
	Amount charged Hon. T. McGreevy, ac. arbitration.....			7,520	58
	Balance chargeable to Government.....			\$35,930	13

RECAPITULATION.

Amount expended to 30th June, 1882.....	\$ 5,195 85	A. B.
do do do 1885.....	45,473 60	
Total.....	\$50,669 45	

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

TABLEAU No. 5.

DETAILED STATEMENTS of amounts paid to D. Macdonald, contractor, on
account of his contract for construction of the Western Section of
Q. M. O. & O. Ry., to 30th June, 1882.—(Parts *a* and *b*.)

A—(PART OF TABLEAU No. 5.)

DETAILED STATEMENT of amounts paid to D. Macdonald, contractor, on account of his contract for construction of the Western Section of Q. M. O. & O. Ry., to 30th June, 1882 :—

1875.		\$	cts.	\$	cts.
Dec. 24.....	To cash per M. N. C. Ry. Co.....			348,552	03
.....	do do Prov'l. Gov't.....			444,900	00
1876.					
Feb'y. 18.....	Interest on taxes, M. N. C. Ry. Co.....		4	90	
.....	Business tax do.....		16	00	
19.....	A. Desjardins, rent St. James St. office, Montreal.....		140	10	
March 10.....	E. Rodier, salary to 24th Dec., 1875.....		115	40	
.....	E. de Bellefeuille, salary to 24th Dec., 1875.....		461	60	
.....	J. H. Chapleau, do do do.....		92	32	
22.....	Cash: acct. sub-contractors.....	50,818	45		
23.....	do do do.....	65,997	48		
24.....	do do do.....	73,479	67		
25.....	do do do.....	42,863	02		
26.....	Water tax, M. N. C. Ry. Co.....		6	67	
27.....	Cash: acct. sub contractors.....	61,755	39		
28.....	do do do.....	5,378	80		
29.....	do do do.....	5,000	00		
30.....	do do do.....	3,368	15		
31.....	do do do.....	1,199	46		
April 1.....	do do do.....	33,259	68		
3.....	do do do.....	7,698	23		
4.....	do do do.....	719	40		
20.....	do do do.....	679	38		
22.....	do do do.....	10,000	00		
.....	Eng: H. Barnett, services making up accts.....		5	00	
.....	do E. Quirk, for salary three months to 1st July, 1875.....	300	00		
.....	do do exp. do do do do.....	105	50		
.....	do do interest on salary and exp.....	10	15		
.....	do C. G. Simpson, for salary April, May, June, 1875.....	750	00		
.....	do do exps. do do do do.....	134	55		
.....	do do interest on salary and exp.....	7	40		
.....	do Loranger & Co., fees re Simpson and Quirk.....	109	60		
.....	do Carter & Keller, do do do.....	151	60		
.....	do S. F. Belknap, for salary four months to July, 1875.....	400	00		
.....	do do exps. do do do.....	94	72		
.....	do D. Starke, for salary to Dec'r., 1875.....	2,000	00		
.....	do do exps. do do.....	315	00		
.....	do D. Simms, salary April to July, 1875.....	400	00		
.....	do do exps.....	173	60		
.....	do H. Barnett, salary to 31st July, 1875.....	400	00		
.....	do do exps.....	86	00		
.....	do H. Barnett, exp.....	39	00		
.....	do W. J. Crosdale, salary to 31st July, 1875.....	400	00		
.....	do do exp.....	176	31		
.....	do J. Clarke, salary to 31st Dec., 1875.....	900	00		
.....	do do exp.....	36	96		
.....	do Z. J. Fowler, salary to 31st Dec., 1875.....	900	00		
.....	do do exp.....	197	40		
.....	do E. A. Wilmot, salary to 31st July, 1875.....	400	00		
.....	do do exp.....	156	95		
.....	do W. Jazdowski, salary to 31st July, 1875.....	500	00		
.....	do do exp.....	209	20		
.....	do J. W. Burke, salary to 31st July, 1875.....	280	00		
.....	do do exp.....	14	70		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 2.....	To Eng: Chs. Meehan, salary to 31st Dec., 1875.....	270	00		
	do do exp	5	00		
	do H. Wood, salary to 31st Dec., 1875.....	1,199	97		
	do do exp	332	29		
	do G. Blackie, salary for April, May, June & July, '75.....	157	50		
	do E. Berryman, salary to 31st Dec., 1875.....	1,440	00		
	do G. Blackie, salary from Aug. to Dec., 1875.....	196	50		
	do R. Macfarlane, salary to 31st July, 1875.....	280	00		
	do E. Rodier, do do	202	87		
	do H. Steward, do do	157	50		
	do C. L. McCammon, do do	157	50		
	do G. Eastman, do do	157	50		
	do G. Lebel, do do	157	50		
	do M. Bélanger, do do	122	50		
	do H. Stanway, do do	72	00		
3.....	do G. W. Burch, do do	66	00		
	do M. J. Moffatt, do do	114	90		
	do E. A. Dumaine, horse hire	28	50		
	do Henderson & Lovelace, coal.....	7	18		
	do J. Findlay, salary to 31st July, 1875	225	00		
	do do exp	6	15		
	do J. E. McKenzie, salary to 31st July, 1875	117	00		
	do C. Léprohon, do do	157	50		
	do W. G. Guiler, do 30th June, 1875.....	225	00		
	do do exp. do	46	25		
	do J. McRae, salary to 31st July, 1875.....	300	00		
	do do exp	94	00		
4.....	do Dawson Bros., stationery.....	51	05		
	do A. H. Sicotte, salary to 30th May, 1875.....	117	00		
	do M. Murphy, coal.....	7	13		
	do R. M. Patterson, salary to 31st July.....	300	00		
	do do exps.....	29	00		
	do W. Patterson, salary to 31st July, 1875.....	300	00		
	do do exps. do do do	49	60		
11.....	do C. Hine, salary do do do	360	00		
	do do exps. do do do	17	64		
	do P. Beauchamp, salary do do do	60	00		
	do W. Champness, horse hire.....	91	00		
14.....	do L. J. Rice, salary to 31st Dec'r., 1875.....	245	00		
	do M. Côté, telegraphing.....	39	02		
15.....	do W. Anderson, salary 4 months to 31st July, 1875...	157	50		
17.....	do J. Stewart, do do do do	158	00		
22.....	do J. W. Wilson, bal. of salary do do	50	00		
April 8.....	do M. Barclay, salary do do	157	50		
30.....	Office approp'tn. from Dec'r., 24, 1875, to 30th April, 1876.	1,762	55		
May 1.....	Cash: to pay sub contractors.....	1,995	79		
3.....	do for right of way.....	15,000	00		
12.....	do acct., sub-contractors.....	10,000	00		
27.....	do advance acct.: Engineer's \$400, less \$21.25 refunded	378	75		
31.....	do acct.: right of way.....	5,000	00		
June 1.....	do do June estimate.....	36,015	39		
2.....	do do Kerr, Lane and Carter, law expenses.....	1,450	00		
	do do Loranger, for law expenses.....	1,000	00		
3.....	do do right of way.....	5,000	00		
9.....	do do rails.....	5,359	92		
10.....	do do right of way.....	22,000	00		
	do do May estimate.....	12,403	62		
	do do D. Starke, acct. claims vs. late M. O. & W. Ry.	450	00		
19.....	do do Abbott, Tait and Wotherspoon, law exps.....	120	00		
26.....	do do right of way.....	5,000	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 29.....	To Cash: acct. right of way.....	4,000	00		
30.....	E. A. Desjardins et al, two-thirds rent, Montreal office....	340	83		
	Office approp'tn. for May and June.....	833	34		
	J. A. Gariépy, half salary and exps. May.....	75	50		
	E. de Bellefeuille, salary for May.....	200	00		
	J. White, <i>Aylmer Times</i> , advertising.....	220	80		
	Cash: paid Jacques Cartier Bank.....	200,000	00		
13.....	do C. Blackwell et al, salaries for May.....	332	91		
	do do do April.....	88	88		
	do R. C. Harris, salary and exp. do.....	65	44		
	do do et al, salaries for May.....	444	91		
	do L. Chandler, salary for April.....	22	22		
	do E. P. Bender, do do.....	95	83		
14.....	do do do May.....	100	00		
	do P. Grant, do April.....	38	88		
16.....	do L. Chandler et al, salaries for May.....	306	16		
	do P. Grant et al, do do.....	248	64		
26.....	do L. Chandler, extra services.....	35	00		
	Cash: paid Sir H. Allan and E. de Bellefeuille.....	57,149	95		
				768,726	60
July 7.....	do acct.: right of way.....	10,000	00		
8.....	C. Garth, for supplies to office.....	12	70		
	L. N. Dumouchel, for power of attorney.....	3	50		
11.....	Eng: P. Grant et al, salaries for June.....	518	58		
	do J. A. Gariépy, half salary do.....	50	00		
	do L. Chandler et al, salaries do.....	433	05		
	do J. H. Chapleau, sundry accts.....	32	25		
15.....	do P. A. Peterson et al, salaries for June.....	164	97		
19.....	do P. Trudel, do do.....	51	18		
	do P. C. Bourke, do do.....	48	46		
20.....	P. Macquisten, services ex-M. N. C. Ry. Co.....	50	00		
	E. de Bellefeuille, right of way.....	200	00		
28.....	Eng: R. C. Harris et al, salaries for June.....	630	74		
	do C. Blackwell, et al, do do.....	451	16		
14.....	do C. Legge, acct. salary.....	1,000	00		
	Cash: acct. June estimate.....	30,905	96		
19.....	do r. of way.....	10,000	00		
28.....	Jos. Simard, evaluator.....	5	50		
	Eng: J. Clarke, exp. for May and June.....	33	09		
	do A. Labossière, salary for May.....	5	00		
31.....	Office approp. for July.....	416	66		
Aug. 4.....	Eng: H. Barnett, for claim against late M. O. & W. Ry.	400	00		
	do P. Trudel, salary and exp. for July.....	44	60		
	do J. A. Gariépy, do do.....	87	00		
7.....	E. de Bellefeuille, salary for July.....	200	00		
	Eng: C. Blackwell et al, salaries for July.....	708	17		
	do L. Chandler et al, do do.....	634	98		
	do A. Labossière, do do.....	5	00		
	Eng: P. A. Peterson, office exp. July.....	39	33		
	do E. Bender et al, sals. July.....	\$159	88		
	Less: amt. unpaid.....	5	00		
		154	88		
	T. & R. White, part of acct. advertising.....	8	80		
9.....	Cash: acct. right of way.....	5,000	00		
	Eng: P. C. Bourke, salary and exp. for July.....	54	80		
11.....	do E. P. Bender, salary for Aug.....	100	00		
10.....	Cash: acct. rails.....	57,893	15		
12.....	do do contract.....	48,220	80		
	Eng: Z. J. Fowler, exp. for May.....	7	15		
29.....	Judah & Wurtele, re Hogan, law exp.....	129	10		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF No. 5.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug. 30.....	To Office approp'tn. for Aug.....	416	68		
Sept. 1.....	Eng: R. C. Harris et al, salaries for July.....	621	16		
	do do exp. do.....	18	44		
	do D. Simms, do do.....	4	60		
	do J. Clarke, do do.....	5	18		
	do E. R. Legge, do do.....	3	60		
	do G. Lebel, do do.....	2	25		
	do D. McGrath, do do.....	1	50		
	do M. J. Moffett, do do.....	2	60		
	do sundries for horse hire, do.....	49	00		
	do Dom'n. Teleg. Co., for do.....	2	97		
	do G. Edwards & Co., exp. do.....	18	68		
	do P. Grant et al, salaries for do.....	575	41		
	do do exp. do.....	30	23		
	do E. J. Duchesnay, exp. do.....	7	80		
	do W. Jazdowski, do do.....	4	80		
	do W. C. Mitchell, do do.....	4	68		
	do Dom'n. Teleg. Co. do do.....	3	49		
	do E. J. Duchesnay, do do.....	1	10		
	do J. Hope & Co., do do.....	20	97		
	do J. Mortimer, do do.....	38	15		
	do A. B. McCow, do do.....	106	87		
	L. O. Hétu, two-thirds rent to 1st Aug., 1876.....	46	67		
	E. A. Desjardins, two-thirds rent Mont'l. office.....	176	71		
	Fauteux & Coutu, do do do.....	46	67		
	Cash: acct. ballast.....	750	00		
	E. de Bellefeuille, salary for Aug.....	200	00		
	Eng: J. Crosdale, services in 1876.....	63	00		
	do A. Labossière, salary for Aug.....	5	00		
2.....	Cash: duty on cars.....	2,638	00		
	do right of way.....	10,000	00		
	do acct. J. Patten for cars.....	14,200	00		
	J. A. Gariépy, half salary for Aug.....	50	00		
8.....	Cash: acct. estimate.....	54,868	24		
	do do for Sept.....	15,000	00		
	Eng: R. C. Harris et al, salaries for Aug.....	913	92		
7.....	Cash: acct. rails.....	43,992	56		
	Eng: L. Chandler et al, salaries for Aug.....	792	59		
	do P. Grant et al, do do.....	795	81		
9.....	Cash: right of way.....	20,000	00		
11.....	do freight.....	437	58		
	Eng: C. Blackwell et al, salaries for Aug.....	783	80		
	Cash, D. Starke's claim.....	450	00		
	D. Masson, re Bourgoin & Co.....	250	00		
12.....	Eng: J. A. Creighton, exp. in Aug.....	6	72		
	do J. W. Burke, do do.....	4	05		
	do J. Findlay, do July.....	18	00		
	do do do Aug.....	52	00		
	do P. C. Burke, do do.....	11	56		
	do H. Nightengale, do do.....	6	00		
	do P. P. Bélair, do July and Aug.....	16	00		
	do Mont. Teleg. Co. do.....	3	58		
	do Dawson Bros. for June.....	13	98		
	do do May.....	42	33		
19.....	D. Masson, re City Gas Co.....	75	00		
23.....	Cash: acct. ties.....	3,000	00		
	Eng: C. Blackwell, exp. for Aug.....	28	22		
	do P. P. Bélair, horse hire do.....	42	00		
	do J. Dion, do do.....	15	50		
27.....	D. Masson, re Hogan.....	85	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Sept. 27.....	To Eng: J. W. Burke, salary to 20th Sept., 1876.....		66 66		
30.....	Office approp. for Sept.....		416 68		
				341,004	53
October 12.....	Cash : acct. rails		99,237 00		
.....	do J. Patten. for cars		14,200 00		
14.....	J. A. Gariépy, salary for Sept		50 00		
.....	do exp. do		33 00		
.....	Cash : acct. Estimate.....		75,000 00		
17.....	do right of way.....		21,000 00		
.....	do Duvernay & freres, 1000 blank forms deed of sale		20 00		
.....	Cash acct., A. Blood, for 2 locomotives.....		16,200 00		
.....	Commission \$81 stamps, \$4.86 on do.....		85 86		
20.....	Cash : acct. (r. of way) de Bellefeuille.....		200 00		
.....	Eng: G. Massy et al, salaries and exps. for Sept., 1876.....		193 95		
.....	do R. C. Harris et al, sals. for Sept.....		846 86		
.....	do P. Grant, do do do		1,060 67		
.....	do L. Chandler, do do do		703 15		
.....	do C. Blackwell, do do do		853 80		
.....	Cash : acct. r. of way.....		57,154 80		
.....	do do Oct. estimate.....		5,000 00		
.....	Eng. C. Blackwell, exp. in Sept.....		8 00		
.....	do Hearn & Harrison, exp. Aug.....		21 25		
31.....	Office approp'tn. for Oct.....		416 66		
November 1...	Eng: C. Blackwell et al, sals. for Oct.....		641 04		
.....	do do exps. do		49 90		
6.....	Cash: duty on iron bridge.....		2,500 00		
.....	Eng: G. Massy et al, sals. for Oct.....		105 00		
.....	do do exp. do		10 57		
10.....	do J. A. Gariépy, half salary for Oct.....		50 00		
.....	do do exp. do		26 00		
13.....	E. & A. Desjardins, two-thirds rent to 31st Oct., 1876.....		176 71		
.....	do do taxes to 1st May, 1877.....		172 00		
.....	T. & R. White, blank forms.....		79 00		
.....	Cash: A. Blood, for two locomotives.....		16,200 00		
.....	A. Ouimet, blank forms.....		20 00		
18.....	Eng: R. C. Harris et al, sals. for Oct.....		897 73		
.....	do L. Chandler, do do		645 47		
.....	do P. Grant, do do		873 00		
20.....	Cash : acct. rails.....		122,784 75		
.....	D. Masson, re Beauvais & Co., arbitration (r. of way).....		45 00		
25.....	Cash : acct. estimate.....		35,000 00		
.....	Office approp'tn. for Nov.....		416 66		
December 1...	Eng: D. Massy et al, salaries for Nov.....		105 00		
.....	Cash : acct. A. Blood, for locomotive.....		17,200 00		
5.....	Fauteux & Coutu, two-thirds rent to 1st Nov., 1876.....		48 66		
.....	Renaud & Gaboury, part of acct.....		102 80		
6.....	J. A. Gariépy, half salary for Nov.....		50 00		
.....	do exp. do		30 00		
12.....	Cash: acct. Duvernay & Freres, printing claim against late N. C. Ry.....		628 41		
.....	Eng: J. Creighton, exp. in Oct.....		20 26		
.....	Eng: F. Gourde, exp.....		19 32		
.....	do P. Bourgeois, exp. in Nov.....		3 89		
.....	do Mont. Teleg. for do		2 34		
.....	do J. Dion, exp. do		7 55		
14.....	do L. Chandler et al, salaries for Nov.....		611 66		
.....	do do exp. do		35 98		
.....	do Z. J. Fowler, do do		16 50		
.....	do J. Fotheringham, do do		20 00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1876.			\$	cts.	\$	cts.
		Brought forward.....				
December 14....	To Eng: F. C. Gamble, expenses for Nov'r.....			22 00		
	do P. Grant et al, salaries.....	do	736 66			
	do do exp. do.....	do	35 68			
	do W. Jazdowski, do do.....	do	3 90			
	do E. Duchesnay, do do.....	do	9 75			
	do W. C. Mitchell, do do.....	do	4 29			
	do Z. Malhiot, do do.....	do	2 50			
	do Chs. Higgs, do do.....	do	10 41			
	do P. Chapleau, do do.....	do	10 00			
	do do do do.....	do	8 00			
	do Mont. Teleg. Co. do do.....	do	8 56			
	do H. L. Loucks, do do.....	do	3 29			
	do Mont. Teleg. Co. do do.....	do	1 64			
	do R. C. Harris et al, salaries.....	do	827 77			
	do C. Blackwell et al, do do.....	do	592 91			
	do do exp. do.....	do	3 40			
	do J. G. A. Creighton, do do.....	do	10 95			
	do P. C. Burke, do do.....	do	28 85			
	do G. H. Massy, do do.....	do	61 85			
	do Henderson & Lovelace, exp. do.....	do	12 00			
	do E. Chanteloup, do do.....	do	26 85			
	do Merrill, for 2 B mats.....		4 50			
	do F. Gourde, exp. in Aug.....		3 85			
22....	Cash: acct. Clarke, Reeves & Co., iron bridges.....		21,120 00			
	do contract.....		23,389 87			
	do do.....		10,319 24			
	do divers contractors.....		15,000 00			
	do Crossen.....		19,400 00			
	do Charlebois.....		1,580 13			
	do Duprat.....		1,046 50			
	do contract.....		4,524 30			
	do do.....		2,491 33			
	Eng: Mrs. Dubord, 6 months care of office.....		28 00			
	do Bishop's acct for April and May.....		44 90			
29....	Cash: acct. A. Blood, for locomotives.....		18,168 92			
31....	Cont'gt acct.: one-third of petty expenses.....		25 65			
	Office approp'tn. for Dec., 1876.....		416 68			
					611,863 33	
1877.						
January 1.....	Cash: G. Bishop vs. E. de Bellefeuille.....		1,057 18			
11....	do acct: sundries.....		6,201 51			
13....	do do do.....		9,835 78			
	do do J. G. Gordon.....		8,000 00			
	do do G. Lavolette.....		1,000 00			
15....	Eng: C. Blackwell et al, salaries for Dec'r.....		569 16			
	do do exp. do.....	do	3 44			
	do B. Bourgeois, do do.....	do	1 84			
	do J. Dion, do do.....	do	3 60			
	do L. Chandler et al, salaries.....	do	466 66			
	do do exp. do.....	do	30 25			
	do Z. J. Fowler, do do.....	do	20 00			
	do F. C. Gamble, do do.....	do	11 50			
	do R. C. Harris et al, salaries.....	do	711 58			
	do P. Grant, do do.....	do	629 16			
	do do exp. do.....	do	45 99			
	do W. Jazdowski, do do.....	do	2 50			
	do E. Duchesnay, do do.....	do	6 53			
	do F. T. Thomas, do do.....	do	2 85			
	do P. Chapleau, do do.....	do	7 30			
	Carried over.....					

A—(PART OF No. 5.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
January 15.....	To Eng. C. Higgs, expenses for Dec'r		10 29		
.....	do Hull Post Office for do		6 46		
.....	do Dominion Teleg. Co. do		5 18		
.....	do A. Mortimer, for do		29 55		
.....	do G. H. Massy et al, salaries for do		105 00		
.....	do do exp. do		25 80		
.....	do F. St. George, do do		5 00		
.....	do L. Surveyer, do do		29 35		
.....	do Henderson & Co., do do		6 30		
.....	do Dawson Bros., for do		30 46		
.....	do G. Bishop, for do		22 25		
.....	do P. Larkin, for do		33 00		
.....	do Mont'l Teleg. Co., for do		46 81		
.....	do Dom'n. Teleg. Co., for do		5 77		
16.....	J. A. Gariépy, half salary for do		50 00		
	Cash acct.: right of way.....	28,500	00		
.....	do E. Brown.....	4,168	42		
.....	do H. Macfarlane	19,641	57		
.....	do A. Leamy.....	1,192	94		
.....	do sundry contractors.....	9,643	46		
.....	do in re Olendorff.....	50	55		
.....	do in re Bishop	43	60		
.....	do sundries.....	9,789	72		
.....	do D. Starke's pay-roll.....	2,000	00		
20.....	do Sundries for estimates.....	10,004	53		
23.....	do Insurance on stock.....	1,527	24		
.....	do G. H. Semple.....	800	00		
24.....	do sundry contractors	27,591	12		
.....	do R. Millard & Co.....	8,073	00		
26.....	do J. Poupore.....	2,636	00		
.....	Mont'l. Teleg. Co.....	26	22		
.....	Cont'g't. approp'tn. for Jan'y.....	416	68		
February 1.....	J. A. Gariépy, half salary for Jan'y.....	50	00		
14.....	Cash acct.: J. G. Gordon.....	1,700	00		
.....	A. Desjardins, two-thirds rent to 1st Dec., 1877.....	176	71		
.....	Eng. G. H. Massy et al, salaries for Jan'y.....	105	00		
17.....	Cash : acct. sub-contractors.....	26,117	48		
.....	Eng. R. C. Harris et al, salaries for Jan'y.....	349	16		
.....	do Dom'n. Teleg. Co. exp. do	1	95		
.....	do R. C. Harris, do do	47	00		
.....	do J. McRae, do do	15	00		
.....	do G. Edwards & Co. do do	88	65		
20.....	do G. H. Massy, do do	9	89		
.....	do Mont'l. Teleg. Co do do	6	24		
.....	Cash acct.: New City Gas Co.....	1,522	37		
.....	Eng. D. Starke et al, salaries.....	440	60		
.....	do L. Chandler et al, salaries for Jan'y.....	381	66		
.....	do do exp. do	28	22		
.....	do Z. J. Fowler, do do	12	00		
.....	do J. O. Pleau, do do	3	75		
.....	do J. Fotheringham, do do	20	00		
28.....	do P. Grant et al, salaries do	\$ 500 66			
.....	Less :	11 50			
.....		489 16			
.....	do T. Gourde, exp. in Nov., 1876.....	5	00		
.....	do Dom'n. Teleg. Co. exp. in Jan'y.....	8	54		
.....	do P. Grant, do do	40	62		
.....	do F. Thomas, do do 1876.....	9	95		
.....	do W. Jazdowski, do do do	18	00		
.....	do W. C. Mitchell, do do do	13	50		
	Carried over.....	\$			

A—(PART OF NO. 5)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought over.....				
Feb'y 28.....	To Eng: Chas. Higgs, exp. in January, 1876.....	11	14		
.....	do W. Champness, do do.....	9	00		
.....	do Mont'l Tel. Co., do do.....	1	34		
.....	do Post Office, Hull, do do.....	5	24		
.....	do G. Mann, do do.....	2	50		
.....	do Henderson & Lovelace, exp. in January, 1876.....	6	62		
.....	do J. Peltier, do do.....	9	00		
.....	J. A. Gariépy, do do.....	10	00		
.....	Office approp'tn. for January.....	416	66		
March 10.....	Cash: D. Starke & al, for salaries.....	420	00		
.....	Eng: G. H. Massy & al, sal's. for Feb'y.....	105	00		
.....	do do do do.....	4	40		
.....	do Mont'l Tel. Co., do do.....	8	39		
.....	do J. Peltier, do do.....	2	00		
.....	do Henderson & Lovelace, exp. do.....	6	45		
.....	do Hearn & Harrison, do do.....	3	00		
.....	do New City Gas Co., do do.....	6	90		
.....	do T. & D. Keene, do do.....	12	00		
.....	do L. Chandler & al, sal's. for Feb'y.....	381	66		
.....	do do exp. do.....	30	15		
.....	do Z. J. Fowler, do do.....	15	00		
.....	do J. Fotheringham, do do.....	20	00		
.....	do P. Grant & al, sal's. do.....	512	26		
.....	do do exp. do.....	43	00		
.....	do E. J. Duchesnay, do do.....	6	26		
.....	do Chs. Higgs, do do.....	11	03		
.....	do J. Hope & Co., do do.....	1	61		
.....	do Dom'n Tel. Co., for do.....	2	08		
.....	do Post Office, Hull, do do.....	2	31		
.....	do Mont'l Tel. Co., do do.....	5	59		
.....	do F. T. Thomas, exp. do.....	5	55		
20.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary for do.....	50	00		
15.....	Coutu & Co., $\frac{1}{2}$ rent to 1st Feb'y, '77.....	46	66		
16.....	Cash acct.: J. E. Brown.....	1,827	19		
.....	do J. U. Beaudry, right of way.....	122	50		
17.....	do M. Resther, do.....	2,749	12		
19.....	do Sub-contractors.....	18,553	27		
.....	do Sundry contractors.....	15,232	31		
.....	do M. Crossen, cars.....	8,400	00		
.....	do Right of way.....	6,000	00		
.....	do Lumber.....	4,000	00		
.....	A. Toupin, in full of accts. \$132.93, less Cr. item, \$20.00.....	112	93		
22.....	Eng: R. C. Harris & al, sal's. for Feb'y.....	376	66		
.....	do D. McGrath, exp. do.....	5	00		
.....	do R. C. Harris, do do.....	27	70		
.....	do do horse hire do.....	33	28		
.....	do J. Hudson, exp. do.....	6	25		
.....	do J. McRae, do do.....	15	00		
.....	do G. Edwards, do do.....	14	07		
.....	Cash acct.: right of way.....	7,000	00		
.....	Grand Trunk Ry, $\frac{1}{2}$ of acct.....	90	15		
31.....	Office approp'tn. for March.....	416	68		
April 1.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ sal'y. for March.....	50	00	253,867	44
.....	Eng: G. H. Massy & al, sal's. for March.....	138	33		
.....	do do exp. do.....	12	28		
.....	do Mont'l Tel Co., do do.....	17	21		
6.....	do D. Starke & al, sal's. do.....	456	10		
.....	do B. Bourgeois & al, do do.....	120	97		
.....	do do exp. do.....	5	85		
.....	do Turabull, Gusby & Co., tape.....	10	80		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1877.			\$	cts.	\$	cts.
		Brought forward.....				
April 8	To Eng: L. Chandler & al, sal's. for March.....		521	66		
	do do exp. do		43	83		
	do Z. J. Fowler, do do		10	50		
	do J. Fotheringham, do do		20	00		
	do F. C. Gamble, do do		10	50		
	do J. O. Pleau, do do		5	25		
	do P. Grant & al, sal's. do		632	46		
	do do exp. do		35	08		
	do E. Duchesnay, do do		5	55		
	do W. Jazdowski, do do		1	50		
	do Chs. Higgs, do do		14	71		
	do F. T. Thomas, do do		4	29		
	do W. Champness, horse hire.....		2	00		
	do J. Hope & Co., amount of acct. stationery.....		8	00		
	do Dom'n Tel. Co., for March.....		6	30		
	do Postmaster, Hull, do		4	02		
	do Mont'l Tel. Co., do		4	33		
13	Cash: acct. right of way.....		1,000	00		
	Eng: R. C. Harris & al, sal's. for March.....	\$680.41				
	Less: Cr. item.....	15 00				
			665	41		
	do do exp. for March.....		38	31		
	do D. McGrath, do do		8	50		
	do J. McRae, do do		15	00		
	do J. Clarke, do do		10	65		
	do Dom'n Tel. Co., do do		0	98		
	do G. Edwards & Co., do do		25	60		
	do A. Racicot, do do		10	00		
	do J. L. Gray, do do		13	00		
17	Cash: acct. March estimates.....		40,810	10		
	do J. W. Burke.....		142	57		
20	do do G. Laviolette.....		3,000	00		
	do do H. McFarlane.....		5,443	11		
	do do Sub-contractors.....		5,451	03		
	do do Right of Way		3,000	00		
25	Eng: J. O. Pleau, hotel exp.....		7	50		
	do J. McDougall, hardware.....		2	90		
	do Dom'n Tel. Co., for March.....		6	11		
	do F. A. Toupin, exp. do		79	05		
	do J. A. Hervieux, acct. exprop'tn.....		44	00		
	do Dawson Bros., stationery.....		182	35		
28	do Office approp'tn. for April.....		418	66		
	do Cash: acct. right of way.....		6,000	00		
May 3	do J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ sal'y for April.....		50	00		
7	do Coutu & Fautaux, acct. rent to 1st May.....		46	66		
	do E. & A. Desjardins, do do		178	71		
10	do H. Wood, acct. salary, \$75.00, less: credit—\$37.50.....		37	50		
	do D. Starke & al, sal's.....		457	25		
	do P. Grant & al, sal's. for April.....		632	91		
	do do exp. do		42	43		
	do E. J. Duchesnay, do do		16	54		
	do W. Jazdowski, do do		2	50		
	do F. T. Thomas, do do		5	04		
	do Chs. Higgs, do do		13	29		
	do Mont'l Tel. Co., do do		1	70		
	do Dom'n Tel. Co., do do		7	64		
	do Post Office, Hull, do do		3	39		
	do Rowe & Erratt, amt. of acct.....		6	00		
	do G. Mann, exp. for April.....		2	88		
14	do Tarte & Desjardins, $\frac{1}{2}$ of acct.....		1	50		
15	Cash: acct. April estimate.....		42,887	23		
	Eng: R. C. Harris & al, sala. for April.....		672	66		
	Carried over.....					

A—(PART OF No. 5.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
Brought forward.....					
May 15.....	To Eng: R. C. Harris & al, exp. for April.....		24 00		
.....	do do horse hire do		19 00		
.....	do D. Simms, exp. for April.....		26 00		
.....	do J. Clarke, do do		18 45		
.....	do D. McGrath, do do		17 70		
.....	do J. McRae, do do		15 00		
.....	do G. Edwards & Co., do do		17 68		
.....	do B. Bourgeois & al, sal's. do		210 00		
.....	do L. Chandler, do do		620 97		
.....	do do exp. do		45 29		
.....	do Z. J. Fowler, do do		20 00		
.....	do F. C. Gamble, do do		7 20		
.....	do J. Fotheringham, do do		20 00		
.....	do A. Larose, do do		6 00		
.....	do G. H. Massy & al, sal's. do		138 33		
.....	do do exp. do		4 60		
.....	do Mont'l Tel. Co., do		11 18		
.....	do Bishop & Co., sundries, do		0 90		
.....	do Merrill & Co., do do		2 75		
.....	do T. White, do do		10 00		
.....	do H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary for March.....		6 25		
.....	do do do April.....		37 50		
.....	do Dom'n Tel. Co., do		1 14		
16.....	do B. Bourgeois, exp. do		11 59		
.....	do F. A. Toupin, do do		34 40		
.....	do J. O. Rousseau, do do		5 15		
.....	do G. Blackie, do do		5 15		
.....	Cash: acct. E. de Bellefeuille.....	1,281	68		
.....	do do J. A. Mousseau, law fees, &c		86 95		
28.....	do do Edwards, Leamy & Martin's estimates.....		762 90		
30.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary for May.....		37 50		
.....	J. A. Hervieux, acct. expropriation.....		12 00		
.....	Grand Trunk Ry., for work executed.....		48 74		
25.....	Cash: acct. right of way.....	3,000	00		
31.....	Office approp'n for May.....		416 66		
June 2.....	Cash: acct. J. G. Gordon.....		389 88		
4.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary for May.....		50 00		
7.....	Eng: L. Chandler & al, sal's. for May.....		664 66		
.....	do do exp. do		28 16		
.....	do Z. J. Fowler, do do		16 50		
.....	do F. C. Gamble, do do		11 00		
.....	do J. Fotheringham, do do		20 00		
8.....	Cash: acct. Clarke, Reeves & Co.....	1,500	00		
.....	Eng: G. H. Massy & al, sal's. for May.....		138 33		
.....	do do exp. do		8 55		
.....	do New City Gas Co., to 18th March, 1877.....		2 50		
.....	do B. Bourgeois & al, sal's. for May.....		210 00		
.....	do do exp. do		25 55		
.....	do R. C. Harris & al, sal's. do		697 71		
.....	do do exp. do		28 00		
.....	do do do do		14 27		
.....	do D. Simms, do do		20 00		
.....	do J. Clarke, do do		25 20		
.....	do G. Lebel, do do		14 85		
.....	do D. McGrath, do do		19 50		
.....	do J. McRae, do do		15 00		
.....	do G. Edwards & Co., do do		13 84		
.....	do A. McLean, do do		6 79		
.....	do Dom'n Tel. Co., do do		4 57		
.....	do Montreal Stencil Co., do		2 86		
.....	do P. Grant & al, sal's. do		701 66		
Carried over.....					

A—(PART OF No. 5.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 8.....	To Eng: P. Grant & al, exp. for May.....	48	61		
.....	do W. Jazdowski, do do	11	00		
.....	do E. Duchesnay, do do	11	80		
.....	do F. T. Thomas, do do	16	35		
.....	do C. Higgs, horse hire do	13	98		
.....	do E. B. Eddy, poles do	10	95		
.....	do G. Faubert, horse hire, July and August, '76.....	9	00		
.....	do H. L. Loucks, Hull, for May.....	5	21		
.....	do Mont'l Tel. Co., do	1	22		
.....	do Dom'n Tel. Co., do	7	90		
15.....	do do for March, April and May.....	14	98		
.....	do Mont'l Tel. Co., for May.....	5	30		
.....	do E. Chanteloup, sundries, Dec. '76, and Jan. '77.....	3	95		
.....	Cash: acct. sundries, sub-contractors.....	21,686	03		
16.....	do D. Starke & al, sal's. for May.....	460	00		
.....	do Sub-contractors.....	7,817	83		
18.....	do acct. sundries, sub-contractors.....	3,982	44		
.....	do do Chisholm & al.....	12,471	72		
.....	do do Higginson.....	500	00		
10.....	do do J. G. Gordon	897	76		
20.....	do do J. E. Brown.....	352	77		
.....	do do sundries, sub-contractors.....	3,053	40		
.....	do do McDougall & others.....	2,000	00		
.....	do do Labelle.....	20	00		
21.....	do do sundries, sub-contractors.....	500	00		
.....	do do G. Laviolette.....	3,478	25		
.....	do do McIver & al.....	8,468	91		
.....	do do Clarke, Reeves & Co.....	1,200	00		
.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ salary for June	37	50		
.....	Office appropriation for June.....	416	68		
				192,693	76
July 1.....	Eng: Dawson Bros., stationery.....	69	08		
.....	do F. A. Toupin, exp.....	97	56		
3.....	J. U. Beaudry, acct. exprop'tn.....	99	00		
.....	J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ salary for June.....	50	00		
.....	Eng: B. Bourgeois & al, sal's. for June.....	210	00		
.....	do do exp. do	19	75		
.....	do L. Chandler & al, sal's. do	693	58		
.....	do do exp. do	36	80		
.....	do Z. J. Fowler, do do	16	50		
.....	do F. C. Gamble, do do	8	00		
.....	do J. Fotheringham, do do	20	00		
4.....	Cash: acct. telegraph wire.....	2,187	69		
5.....	do do Clarke, Reeves & Co.....	2,300	00		
.....	do do rails.....	37,283	21		
7.....	do do D. Starke & al.....	487	80		
.....	do do sub-contractors.....	4,000	00		
.....	do do J. G. Gordon.....	2,000	00		
.....	Eng: P. Chapleau, sal'y and exp. in June.....	26	04		
.....	do Dawson Bros., for stationery.....	22	78		
12.....	Cash: acct. work in June.....	3,324	00		
17.....	Eng: G. H. Massy et al, sal's. June.....	404	99		
.....	do do do do	9	35		
.....	do J. A. U. Beaudry, for plans.....	25	00		
19.....	do R. C. Harris & al, sal's. for June.....	746	56		
.....	do do exp. do	29	65		
.....	do D. Simms, do do	22	00		
.....	do J. Clarke, do do	20	00		
.....	do J. McRae, do do	15	00		
.....	do D. McGrath, do do	6	25		
.....	do F. A. Toupin, do do	57	25		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued

1877.			\$	cts.	\$	cts.
		Brought forward				
July 19	To Eng:	W. Hudson, measuring rods	2	00		
	do	W. Lalonde, ferry, &c.	3	20		
	do	Dom'n Tel. Co., for June	1	36		
	do	G. Edwards, office rent	13	48		
	co	P. Grant & al, sal's for June	659	16		
	do	do exp. do	50	51		
	do	E. Duchesnay, do do	14	18		
	do	W. Jazdowski, do do	10	75		
	do	F. T. Thomas, do do	14	55		
	do	Chs. Higgs, do do	13	72		
	do	F. A. Toupin, do do	11	96		
	do	W. C. Mitchell, do do	2	20		
	do	Post Office, Hull, do	3	69		
	do	Dom'n Tel. Co., do	2	96		
		J. A. Hervieux, acct. exprop'tn	8	00		
	Cash:	acct. sundries	68,160	88		
	do	do J. E. Brown	4,000	00		
	do	do right of way	5,000	00		
24	Eng:	Mont'l Tel. Co., for June	1	77		
	Cash:	acct. Clarke, Reeves & Co.	6,000	00		
		Office approp'tn for July	416	66		
August 1	J. A. Gariépy,	½ salary, July	50	00		
	do	do exp. do	55	50		
	H. Beautey,	½ salary, do	37	50		
	Cash:	acct. Clarke, Reeves & Co.	36,750	00		
2	M. Coutu & Fauteux,	¾ rent to 1st Aug., '77, (Montreal)	46	66		
	Cash:	acct. sundries	3,679	64		
3	A. & E. Desjardins,	¾ rent to 1st Aug., '77, (Montreal)	176	71		
	Eng:	L. Chandler & al, sal's. for July	698	66		
	do	do exp. do	36	45		
	do	J. Fotheringham, do do	20	00		
	do	Z. J. Fowler, do do	16	50		
	do	P. Grant & al, sal's. do	694	31		
	do	do exp. do	46	83		
	do	W. Jazdowski, do do	12	00		
	do	E. Duchesnay, do do	5	95		
	do	C. Higgs, do do	11	84		
	do	F. T. Thomas, do do	9	05		
	do	F. A. Toupin, do do	41	25		
	do	Mont'l Tel. Co., do do	5	03		
	do	Dom'n Tel. Co., do do	5	21		
	do	H. L. Loucks, do do	3	60		
	do	J. Hope & Co., do do	19	00		
	do	B. Bourgeois & al, sal's. do	285	00		
14	do	R. C. Harris, do do	709	76		
	do	B. Bourgeois, exp. do	26	01		
	do	P. Chapleau, do do	1	00		
	do	R. C. Harris, do do	44	36		
	do	J. Clarke, do do	19	00		
	do	D. McGrath, do do	11	00		
	do	Dom'n Tel. Co., do do	2	72		
	do	G. Edwards & Co, do do	13	35		
	do	F. T. Thomas, do do	5	70		
	do	D. Starke & al, sal's. do	588	55		
	Beauchemin & Valois,	stationery, &c.	12	08		
	Corporation of Montreal,	¾ water tax	11	40		
24	Cash:	acct. July estimate	53,882	87		
	F. A. Toupin,	balance of salary	20	35		
	Office approp'tn	for August	416	66		
	Eng:	F. C. Gamble, exp. for July	11	00		
	do	G. H. Massy & al, sal's. for July	271	66		
		Carried over.				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug't 24.....	To Eng: G. H. Massy & al. exp. for July.....		10 85		
Sept. 2.....	Cash: acct. Clarke, Reeves & Co.....		2,000 00		
	do do do.....		19,317 00		
	do do J. Crossen, cars.....		9,620 00		
	do do Wharfing, etc.....		482 74		
	D. Starke & al. sals. for August.....		568 37		
	Eng: G. H. Massy & al. sal's. for August.....		271 66		
	do do exp. do.....		3 50		
	do B. Bourgeois & al. sal's. do.....		285 00		
	do do exp. do.....		17 10		
	do P. Chapleau, do do.....		3 00		
	do L. Chandler & al. sal's. do.....		731 68		
	do do exp. do.....		32 06		
	do Z. J. Fowler, do do.....		13 50		
	do F. C. Gamble, ex. for August.....		11 20		
	do J. Fotheringham, do do.....		20 00		
	do Dawson Bros., do do.....		25 58		
	do G. Bishop & Co., do do.....		27 25		
	do L. N. Dumouchel, ac. exproptn.....		38 50		
5.....	do Cash ac. A. Blood's draft.....		8,200 00		
10.....	do do right of way.....		2,500 00		
	do do rails.....		59,446 35		
	do H. Beautey, — $\frac{1}{2}$ sal'y for August.....		37 50		
	do do ex. do.....		42 40		
	Cash ac. A. Blood.....		8,200 00		
	Eng: R. C. Harris et al., sal's. for August.....		716 81		
	do do exp. do.....		34 94		
	do D. McGrath, do do.....		13 00		
	do D. B. McDonald, do do.....		4 00		
	do Domn. Teleg. Co. do do.....		8 35		
	do P. Grant et al., sal s. do.....		538 36		
	do W. Jazdowski, exp. do.....		12 50		
	do E. Duchesnay, do do.....		9 60		
	do C. Higgs, do do.....		8 22		
	do Z. Malhot, do do.....		9 10		
	do Domn. Teleg. Co., do do.....		3 11		
	do H. L. Loucks, do do.....		1 26		
	do J. McRae, do do.....		7 50		
	Cash ac. Clarke Reeves & Co.....		5,000 00		
	do do repairs to Bridges.....		496 92		
17.....	do do sub-contractors' estimates.....		37,363 38		
	Eng: R. C. Harris, expenses.....		0 95		
	do J. A. Hillman, school tax.....		30 65		
28.....	Cash ac. right of way.....		10,000 00		
	do do Olendorff.....	\$3,365 42			
	Less: credit.....	2,781 00			
			584 42		
	do do Sundries.....		4,825 63		
	do do Iron bridging.....		42,383 75		
	do L. Brousseau, $\frac{1}{2}$ of ac.....		50 00		
30.....	do Office approp'n. for Sept.....		416 68		
				451,855 22	
Oct'r. 1.....	do E. & A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ taxes (Montreal).....		144 00		
	do G. Blackie, 4 mths sal'y.....		156 00		
	do H. Beautey, $\frac{2}{3}$ sal'y. for Sept.....		37 50		
	do do exp. Sept. & Oct.....		44 00		
5.....	Cash ac. duty on "Rouge" Bridge.....		2,401 00		
	Eng: G. H. Massy et al., sal s. for Sept.....		271 66		
	do do exp. do.....		6 23		
	do L. Chandler et al., sal's. do.....		622 66		
	do do exp. do.....		35 43		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Oct'r 5.....	To Eng: L. Chandler & al, for sundries for Sept.....		6 10		
	do F. C. Gamble, exp. do		16 55		
	do Z. J. Fowler, do do		9 00		
	do B. Bourgeois et al., sal's. do		285 00		
	do do exp. do		30 88		
	do P. Chapleau, do do		10 25		
	do J. Grace, cartages, do do		29 00		
	do P. Grant et al., sal's. do		515 68		
	do W. Jazdowski, exp. do		8 00		
	do E. Duchesnay do do		11 10		
	do H. L. Loucks, postage.....		3 51		
	do do telegraph.....		10 16		
	do Montl. Telg. Co do		1 79		
	do Chs. Higgs, exp, Sept.....		6 90		
14.....	do Blumhart & Co., office supplies.....		17 20		
15.....	do J. A. Gariépy, $\frac{1}{2}$ saly. for Aug. & Sept.....		100 00		
	do do exp. do		2 70		
18.....	do D. Starke et al., sal's. and exp. for August.....		600 00		
	do D. Simms et al., sal's. for Oct.....		107 50		
20.....	do Cash ac. right of way.....		3,328 00		
	do do do		1,000 00		
23.....	do do estimates sub-contractors.....		67,866 66		
	Eng: R. C. Harris et al., sals. for Sept.....		730 41		
	do do exp. do		39 30		
	do F. A. Toupin, exp. Aug. & Sept.....		45 93		
	do Domn. Telg. Co. do for do		4 37		
	do W. Hudson, repairs.....		1 00		
30.....	Cash ac. Clarke, Reeves & Co.....		7,000 00		
	do ac. rails.....		31,716 35		
	do Office approp'tn. for October.....		416 66		
Nov'r 2.....	do H. Beautey, $\frac{1}{2}$ saly. for do		50 00		
	do do exp. do		27 55		
6.....	do D. Masson. ac. exprop'tn.....	\$65 00			
	Less: credit.....	15 00			
	Eng: P. Grant exp. in Sept.....		50 00		
	do J. Clarke, do August.....		39 77		
	do G. Edwards & Co., office rent.....		34 88		
	do Coutu & Fauteux, $\frac{3}{4}$ rent to 1st Nov. 1877 (Montreal)		17 89		
	do Montl. Telg. Co., ac. for August.....		46 66		
8.....	Cash ac. Batson, Currier & Clarke Reeves & Co.....		5 61		
	do E. & A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ rent to 1st Nov., 1877 (Montreal).....		19,000 00		
	Eng: B. Bourgeois, exp. in Oct.....		176 71		
	do P. Chapleau, do do		20 00		
13.....	do G. H. Massy et al., sal's. do		9 85		
	do do exp. do		371 66		
	do P. Barrow, office rent to 15th Oct., 1876.....		6 95		
	Cash—duty on iron bridge.....		84 00		
	Eng: P. Grant et al., sal's. for Oct.....		1,500 00		
	do do exp. do		514 66		
	do Z. Malhiot, do do		49 23		
	do E. J. Duchesnay, do do		4 00		
	do Chs. Higgs, do do		19 63		
	do H. L. Loucks, postage do		11 90		
	do D. Couture, saly. do		3 85		
	do F. Toupin, do do		100 00		
19.....	Cash—ac. Clarke, Reeves & Co.....		50 00		
20.....	do do right of way.....		15,147 75		
21.....	do do do		4,231 50		
			4,232 00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Nov. 23.....	To Eng: R. C. Harris & al., sal's. for Oct.....	384	61		
.....	do do exp. do	20	25		
.....	do J. Clarke, do do	15	10		
.....	do G. Edwards & Co., do do	9	60		
.....	do J. & G. Black, do do	1	71		
.....	do F. Lalonde, do do	1	40		
.....	do A. Clothier, do do	2	00		
.....	do D. McGrath, do Sept.....	15	00		
.....	do D. Starke & al., sal's. for Oct.....	396	00		
.....	do G. Lebel, exp. in do	5	45		
.....	do B. Bourgeois & al. sal's. do	360	00		
.....	do L. Chandler, do do	509	66		
.....	do do exp. do	39	72		
.....	do Z. J. Fowler, do do	6	00		
.....	do F. C. Gamble, do do	10	50		
.....	do Hétu & Dumouchel, ac. exprop'tn.....	77	50		
.....	Eng: D. McGrath, saly. for Oct.....	37	50		
.....	Cash ac. Sundries.....	28,638	58		
.....	do do right of way.....	5,000	00		
.....	Eng: Mont'l Teleg. Co., for Sept. & Oct.....	27	86		
.....	do E. Berryman, exp.....	39	90		
.....	do Dawson Bros., stationery.....	45	23		
.....	do C. Maisonneuve, repairs.....	3	00		
20.....	do H. Beautey, $\frac{1}{2}$ saly. for Nov.....	50	00		
.....	do do exp. do	21	70		
.....	do C. P. Sandberg, inspection of rails.....	4,430	37		
.....	do J. A. Mousseau, for expropriation.....	400	00		
.....	do J. Clawson, do	58	00		
.....	do Office approp'tn for Nov.....	418	66		
Dec'r 5.....	Cash—ac. right of way.....	500	00		
.....	do do Batson & Currier.....	6,000	00		
.....	Eng: L. Chandler & al., sal's. for Nov.....	491	66		
.....	do do exp. do	23	50		
.....	do Z. Fowler, do do	11	50		
.....	do D. McGrath, do do	5	65		
.....	do B. Bourgeois & al., do do	285	00		
.....	do do exp. do	23	28		
21.....	Cash ac. estimates.....	15,386	14		
.....	Eng: H. Beautey— $\frac{1}{2}$ saly. for Decr.....	50	00		
.....	do P. Grant & al., do Nov.....	591	58		
.....	do do exp. do	54	09		
.....	do E. Duchesnay, do do	8	69		
.....	do Z. Malhiot, do do	6	60		
.....	do H. Loucks, postage.....	4	21		
.....	do do telegraph.....	4	16		
.....	do P. Chapleau, exp. Nov.....	6	75		
.....	do Hétu & Dumouchel, rent & exprop'tn.....	758	75		
.....	do G. H. Massy & al, inspection of bridges.....	144	86		
.....	do F. T. Thomas, saly. from 1st to 15th Oct.....	37	50		
.....	do D. Starke & al., sal's. for Nov	389	50		
.....	do G. H. Massy & al, do do	371	66		
.....	do Henderson & Lovelace, coal.....	10	96		
.....	do P. Larkin, fuel.....	31	00		
.....	do J. Clarke, exp. in Sept.....	25	28		
28.....	Cash ac. iron bridges.....	8,000	00		
.....	Eng: R. C. Harris & al., sal's. for Nov.....	383	36		
.....	do do exp. in do	28	78		
.....	do Edwards & Co., rent & telegraph.....	13	82		
.....	do G. Lebel, exp. in Nov.....	9	80		
.....	do E. Berryman, do do	48	80		
.....	do T. & R. White, do for do	19	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r. 28.....	To Eng: H. Wood, exp. in Nov.....	36	91		
	do Dawson Bros., for do	31	50		
	do Mont'l Teleg. Co., do	5	78		
	do do Oct	3	74		
	do W. Stafford, test pits.....	5	75		
	do F. X. Toupin, exp. for Nov.....	35	52		
	Cash ac. right of way.....	5,000	00		
	do G. Bury, judgment for services.....	1,062	10		
	do Hétu & Dumouchel, ac. exprop'tn.....	35	50		
	do Office approp'tn for Dec.....	416	68		
				245,123	15
1878.					
Jan'y 4.....	Eng: H. Beatey, exp. in Dec.....	22	30		
10.....	do F. T. Thomas, do Aug. & Sept.....	30	23		
	do D. Starke & al., sal's. for Dec.....	389	50		
14.....	do R. C. Harris & al., do do	303	26		
	do do exp. do	26	35		
	do F. C. Gamble do do	12	00		
	do G. Edwards, teleg. & rent.....	21	24		
	do J. & G. Black, exp. for Dec.....	1	93		
19.....	do P. Grant & al., sal's. do	436	66		
	do do exp. do	42	72		
	do E. Duchesnay, do do	11	43		
	do H. L. Loucks, postage.....	3	48		
	do do telegraph.....	2	10		
	do Mont'l Teleg. Co. do	3	34		
	Cash ac. right of way.....	7,000	00		
	do iron bridging.....	7,041	50		
	do Batson & Currier.....	6,000	00		
28.....	Eng: E. Chanteloup, lamp shades.....	1	90		
	do H. Woods & Co., expenses.....	93	71		
	do do do Oct.....	3	30		
	do do do Dec.....	15	55		
	do Mont'l Teleg. Co., telegrams Dec.....	16	60		
	do J. Pelletier, cutting wood.....	8	00		
	do L. Chandler & al., sal's. for Dec.....	552	98		
	do do exp. do	8	75		
	do Z. J. Fowler, do do	8	00		
	do E. Berryman, do do	28	68		
	do F. Goyette, do do	18	00		
	do P. Chapleau, do do	2	20		
	do B. Bourgeois, do do	13	88		
	do G. H. Massy & al., sal's. do	371	66		
	do do exp. do	19	20		
	Cash ac. Clarke, Reeves & Co.....	400	00		
	do insurance.....	1,319	61		
	Eng: F. Toupin, services in August.....	8	00		
	Cash ac. Batson & Currier.....	8,000	00		
	do H. Beatey— $\frac{1}{2}$ sal'y. for January.....	50	00		
	do ac. A. Blood.....	504	24		
31.....	do Office approp'tn for January.....	416	66		
Feb'y 1.....	do H. Beatey, exp. do	29	40		
	do F. Goyette, sal'y. do	75	00		
8.....	do E. & A. Desjardins— $\frac{3}{4}$ rent to 1st Feb., 1878 (Mont'l).....	176	71		
	do F. X. Coutu & Fauteux, do do	46	66		
	Eng: F. A. Toupin, exp. in Oct., 1877.....	33	43		
	do do Dec. do	14	75		
	do L. Chandler & al., sal's. for January.....	241	66		
	do do exp. do	9	75		
	do P. Chapleau, do do	4	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Feb'y 8.....	To Eng: G. H. Massy & al., sal's. for January.....	138	33		
.....	do do exp. do	13	25		
11.....	Cash ac. sundries.....	4,128	37		
15.....	Eng: W. Jazdowski, exp. in Oct., 1877.....	9	00		
.....	do P. Grant & al., sal's. for January.....	174	66		
.....	do do exp. do	35	23		
.....	do J. Cass, for sundries.....	55	68		
27.....	do E. Harris, sal. for Dec., 1877.....	50	00		
.....	do C. Sansom, exp. in Sept. & Oct., 1878.....	11	85		
.....	do P. Grant, do August, 1877.....	57	25		
.....	do Office approp'tn for February.....	416	66		
March 1.....	do H. Beautey,— $\frac{1}{2}$ sal'y. for Feb'y.....	50	00		
.....	do do exp. do	25	80		
26.....	do R. C. Harris, sal'y. for Jan'y.....	166	66		
.....	do J. McLean, blacksmith.....	1	17		
.....	do Mont'l Teleg. Co., for January.....	7	03		
.....	do L. J. Surveyor, sundries.....	1	40		
.....	do G. Hart, coal.....	13	05		
.....	do New City Gas Co. to Jan'y.....	9	00		
.....	do Domn. Teleg. Co. to 31st Jan'y.....	13	03		
31.....	do Office approp'tn for March.....	416	68		
April 1.....	do G. H. Massy, & al., sal's. for February.....	138	33		
.....	do do exp. do	3	50		
.....	do L. Chandler, sal'y. do	166	66		
11.....	do G. H. Massy & al., sal's. for March.....	138	33		
.....	do do exp. do	6	16		
.....	do Dawson Bros., stationery.....	17	36		
.....	do Mont'l Teleg. Co. for Feb'y. & March.....	4	84		
.....	do Henderson & Lovelace, coal.....	6	50		
.....	do L. Chandler, exp. in Feb'y.....	4	75		
.....	do H. Beautey,— $\frac{1}{2}$ sal'y. for March.....	50	00		
.....	do L. Chandler, do do	166	66		
.....	do do exp. do	2	75		
10.....	Cash ac. E. de Bellefeuille, right of way.....	2,500	00		
.....	do do R. H. Buchanan, tanks.....	2,000	00		
.....	do do Williamson & Fraser, turn-table.....	1,000	00		
16.....	do do J. G. Gordon, station.....	400	00		
.....	do do Stewart & Keller re Ollendorf, law fees, &c.....	2,690	91		
.....	do Batson & Currier ac.....	7,000	00		
20.....	do Jacques Cartier Bank.....	200,000	00		
.....	do ac. Clarke, Reeves & Co.....	2,706	24		
.....	Eng: P. Grant, sal'y. for Feb'y.....	166	66		
.....	do do exp. do	31	33		
.....	do H. L. Loucks, teleg. Jan'y & Feb'y.....	2	95		
.....	do do do do	1	22		
.....	do R. C. Harris, sal'y. & exp. for Feb'y.....	179	91		
.....	do do do do Jan'y.....	21	45		
.....	do do do do do	9	75		
.....	do G. Edwards & Co., do do	10	60		
28.....	Cash—J. G. Gordon, for Mile-End Station.....	1,000	00		
.....	do Office approp'tn for April.....	416	66		
May 1.....	do Coutu & Fauteux, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1878 (Mont'l).....	46	66		
.....	do H. Beautey, $\frac{1}{2}$ sal'y. for April.....	50	00		
.....	do do exp. March.....	45	85		
.....	do do do April.....	46	45		
10.....	do E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1878 (Mont'l).....	176	71		
17.....	Cash—Batson & Currier for insurance.....	291	87		
29.....	Eng: L. Chandler, sal'y. for April.....	166	66		
.....	do do exp. do	7	75		
.....	do R. C. Harris, sal'y. for March.....	177	46		
.....	do do exp. do	15	12		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1878.			\$	cts.	\$	cts.
		Brought forward.....				
May 29.....	do	G. Edwards & Co., rent and fuel.....	10	66		
	do	R. C. Harris, saly. for April.....	166	66		
	do	do exp. do.....	14	51		
	do	G. Edwards & Co., rent & postage.....	7	20		
	do	Domn. Teleg. Co. for April.....	4	30		
31.....	do	H. Beatey, $\frac{1}{2}$ saly. for May.....	50	00		
		Cash—Insurance Mile-End Station.....	30	90		
	Eng :	G. H. Massy & al., sal's. for April.....	138	33		
	do	do exp. do.....	8	33		
	Cash—	J. G. Gordon, balance of ac.....	200	00		
	Eng :	D. Coutu, saly. to 20th April, 1878.....	75	00		
		Office approp'tn for May.....	416	66		
June 7.....	Eng :	H. Beatey, exp. in May.....	25	70		
	do	E. Berryman, saly. for Jan'y.....	100	00		
	do	do exp. do.....	30	75		
26.....	do	H. Beatey— $\frac{1}{2}$ sal. for June.....	50	00		
	Cash ac.	Williamson & Fraser.....	1,056	81		
	do	J. G. Gordon.....	156	00		
	do	R. H. Buchanan.....	1,500	00		
30.....		Office approp'tn for June.....	416	68		
					226,326	34
July 5.....	Eng :	P. Grant, saly. for April.....	166	66		
	do	do exp. do.....	14	58		
	do	Montreal Teleg. Co. for March & April.....	2	29		
	do	H. L. Loucks, postage, March.....	1	95		
	do	do April.....	2	29		
	do	Mont'l Teleg. Co. for Jan'y. & Feby.....	3	86		
9.....	do	H. Beatey, exp. in June.....	13	40		
13.....	do	S. Sigouin, bal. of ac.....	206	82		
	do	L. Chandler, saly. for May.....	166	66		
	do	do exp. do.....	1	95		
	Cash—	J. G. Gordon, for wood culvert.....	30	00		
	Eng :	Béland & Gaboury, repairs.....	4	13		
	do	E. Berryman, services in Feby.....	23	33		
	do	G. Bishop & Co., stationery.....	46	40		
	do	G. Massy & al., sal's. for May.....	138	33		
	do	do exp. do.....	4	10		
15.....	do	G. O. Conway, estimate of work to 31st Dec., 1877.....	26	82		
	do	P. Grant & al., sal's. for March.....	173	66		
	do	do exp. do.....	23	46		
	do	Mont'l Teleg. Co., exp. May & June.....	3	69		
	do	New City Gas Co., ac. to 18th April.....	1	90		
24.....	do	G. H. Massy & staff, sal's. for June.....	138	33		
	do	do exp. do.....	1	70		
	do	Mont'l Teleg. Co. ac. for Nov. & Feb.....	16	98		
	do	P. Grant, saly. for May.....	166	66		
	do	Mont'l Teleg. Co. do.....	2	44		
	do	H. L. Loucks, post for May.....	1	69		
30.....	do	G. Edwards & Co., sundries for August, 1877.....	26	69		
	do	do do January, 1878.....	13	34		
31.....	do	T. & R. White, part of ac.....	21	84		
	do	J. Boisseau, ac. expropriation.....	513	00		
	do	J. Mousseau, do.....	500	00		
		Office appropriation for July.....	416	66		
Aug't 1.....	Eng :	P. Grant, exp. for May.....	30	08		
	do	H. Beatey, $\frac{1}{2}$ saly. for July.....	50	00		
	do	do exp. do.....	14	90		
5.....	do	Coutu & Fauteux— $\frac{2}{3}$ rent to 1st August, 1878.....	46	66		
7.....	do	R. C. Harris, saly. for May.....	166	66		
	do	L. Chandler, do June.....	166	66		
	do	P. Grant, do do.....	166	66		
		Carried over.....				

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug't 7.....	To Eng: R. C. Harris, exp. for May.....	15	02		
.....	do G. Edwards & Co., exp. for May.....	7	80		
.....	do L. Chandler, do June.....	2	00		
.....	do P. Grant, do do.....	18	38		
.....	do E. & A. Desjardins,— $\frac{3}{4}$ rent to 1st August, 1878 (Montreal).....	176	71		
20.....	do L. Chandler, saly. for July.....	166	66		
.....	do G. H. Massy & al., do do.....	138	33		
.....	do do exp. do.....	2	00		
.....	do Dawson Bros., sundries in March.....	26	75		
.....	do R. C. Harris, saly. for June.....	166	66		
.....	do do exp. do.....	12	00		
.....	do G. Edwards, postage.....	8	09		
.....	do R. C. Harris, saly. for July.....	166	66		
.....	do P. Grant, do do.....	166	66		
.....	do G. Edwards, rent do.....	6	60		
.....	Cash—E. de Bellefeuille, fees & expenses.....	500	00		
.....	do Capital, int. & costs, expropriation.....	38,701	29		
.....	Eng: Mont'l Water Works, part of ac.....	12	00		
.....	Office approp'tn for August.....	416	66		
Sept. 12.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ saly. for August.....	50	00		
.....	do exp. do.....	14	05		
.....	do R. S. Lawlor, Sect. to Arbitrators.....	99	00		
.....	do J. Allen, costs in above.....	5	75		
16.....	do D. Masson, for expropriation.....	55	00		
.....	Cash: Williamson & Fraser, turn-table.....	751	00		
.....	do R. Driscoll, stables.....	196	00		
.....	do R. H. Buchanan, bal. of ac.....	1,379	23		
.....	Eng: L. Chandler, saly. for August.....	166	66		
23.....	Cash—Abbott, Tait & Wotherspoon, services.....	100	00		
.....	Hétu & Dumouchel,—rent, &c. (Montreal).....	337	33		
.....	Eng: G. H. Massy & al., sal's. for August.....	138	33		
.....	do do exp. do.....	2	90		
.....	do P. Grant & al., sal's. do.....	222	66		
.....	do do exp. do.....	27	97		
30.....	do E. & A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ taxes (Montreal).....	128	00		
.....	do E. Chanteloup, instruments.....	846	50		
.....	do X. Tétreau, deed of sale.....	15	00		
.....	do Mrs. Dubord, 21 mths care of office (Montreal).....	98	00		
.....	do J. Sauriole, interest.....	1	26		
.....	do Office approp'tn for Sept.....	416	68		
Oct'r 19.....	Cash ac. wood-shed at Hull.....	525	00		
.....	do C. Higgs, raising track.....	11	00		
.....	do Roy & Resther, bal. of contract.....	576	88		
Nov'r 7.....	do E. & A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ rent to 1st Dec., 1878 (Mon- treal).....	58	91		
.....	do Coutin & Fauteux, do do do.....	15	55		
.....	Eng: R. C. Harris, saly. for August.....	166	66		
.....	do G. Edwards & Co. exp. do.....	8	70		
.....	do Domn. Tel. Co. Nov., 1877, to April, 1878.....	1	71		
.....	do J. & G. Black, teleg. for August.....	1	73		
.....	do New City Gas Co., part of ac.....	4	35		
19.....	do F. S. Mackay, ac. fees, accts., &c.....	1,105	10		
.....	do F. Clemow, do sub-contract.....	700	00		
Dec'r 1.....	Eng: W. Jazdowski & al., sal's. for July.....	12	00		
.....	do P. O'Mara, saly. for Jany., 1878.....	27	00		
.....	do P. Grant ac., A. Mortimer for binding.....	21	10		
.....	do Mrs. Larose, ac. Hansen's board.....	13	00		
20.....	do D. Hope, part of ac. for stationery.....	2	60		
30.....	do P. Grant, exp. for July, 1878.....	17	97		
	Carried over.....				
				49,328	82

A—(PART OF NO. 5.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 30.....	To Eng: J. N. Turgeon, ac. J. Allard.....	30	00		
	do Hétu & Dumouchel, part of ac. exprop'tn.....	26	00		
	do B. Bourgeois, exprop'tn.....	294	00		
	do J. A. U. Beaudry, do.....	1,211	75		
	do Dominion Government, do Hochelaga.....	1,158	72		
	do Duvernay & Freres, for printing.....	167	50		
				6,157	23
1879.					
Jan'y 31.....	do J. Rascony, storage of rails.....	57	25		
	do J. V. Leguerrier, damages work done.....	150	00		
	Eng: J. L. Gray, horse hire, March, May & August.....	15	50		
	do J. Lovell, Montreal Directory.....	2	50		
	do E. de Bellefeuille, saly. & exp. 1876.....	342	19		
Feb'y 28.....	do B. Bourgeois, exprop'tn.....	12	00		
	do X. Tétreau, exp. re J. McLaren.....	5	00		
March 31.....	do Prévost & Fontaine, in re Simms & Berryman.....	92	80		
June 30.....	do T. W. Ritchie, examining Pay-Rolls.....	20	00		
	do J. H. Semple, per order D. Macdonald.....	1,095	00		
	do J. Rielle, for exprop'tn.....	60	00		
	do F. S. Mackay, do.....	1,000	00		
July 22.....	do F. A. Toupin, saly. & lawyer's fees.....	93	15		
	do G. Monette, for exprop'tn.....	260	00		
31.....	do F. Keller, in re Clarke, for saly.....	124	50		
	do do in re J. Simms do.....	389	60		
Aug't 16.....	do Hétu & Dumouchel, bal. of ac. for services.....	870	00		
1880.					
Jan'y 31.....	do F. Keller, re Clarke, capital, &c.....	755	34		
	do G. Lebel, saly. for Jan'y. and part of Feby., 1877.....	50	00		
	do R. C. Harris, saly. April, 1879, ac. Sanson.....	17	50		
May 5.....	do Imprimerie Canadienne, for printing.....	9	10		
June 2.....	do J. L. McDonald, ac. claim.....	9,566	13		
	do J. Breckon, sub-cont. for bridges.....	9,000	00		
	do H. Abbott, claim, int. & costs.....	40,257	53		
11.....	do D. Starke, for ac. saly.....	500	00		
21.....	do Lyman & Dunlop, claims.....	902	30		
	do R. Millard & Co., nails.....	1,940	63		
	do Benny, Macpherson & Co., claim.....	1,620	00		
	do J. B. Resther, ac. Sigouin, masonry.....	464	60		
	do D. Starke's claim.....	750	00		
				70,422	62
July 31.....	do Chisholm, for do.....	5,010	17		
	do Chisholm & Macdonald, claim.....	11,799	07		
	do R. Préfontaine do.....	289	92		
Sept. 30.....	do La Banque J. Cartier do.....	30,892	24		
	do Chisholm & Macdonald do.....	5,000	00		
	do P. Rivard, do.....	603	00		
	do J. Mulligan, do.....	3,073	32		
	do J. J. Macdonald, do.....	540	64		
	do W. Leamey, do.....	35	14		
	do P. Lévesque, do.....	30	75		
	do R. G. Reid, do.....	470	37		
	do H. Boyd, do.....	840	60		
	do G. Edwards, do.....	1,102	78		
	do R. Mackenzie, do.....	198	84		
	do H. Macfarlane, do.....	6,843	00		
	do Williamson & Fraser do.....	217	38		
Nov'r 17.....	do Water tax,—water for engines to Sept., 1878.....	200	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF No. 5.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Nov 6	To Eng: Mrs. Leamey's claim.....		200 00		
.....	do J. Crossen, for cars.....		1,532 64		
.....	do J. E. Brown, claims.....		2,746 65		
1881.					71,613 51
Jan. 24	do Z. Fowler, saly. Jany. to April, 1876....		268 00		
Feb. 18.....	do D. Simms for saly.....		239 65		
Jan. 31.....	do H. Todd, for ballast.....		60 00		
.....	do J. Armstrong, do.....		335 00		
.....	do J. Worthington, ac. contract.....		3,541 72		
.....	do D. Rogers, for ballast.....		71 60		
Feb. 16.....	do W. B. Simpson, duty on rails.....		7,958 48		
.....	do Widow McIntyre, cow killed.....		10 00		
.....	do M. S. Foley, advertising.....		56 00		
.....	do C. F. Bate & Co., (Batson Currier) Hull Station....		1,698 20		
28.....	do J. McGovern, care of station.....		10 00		
March 28	do P. Tully, ac. horse killed.....		150 00		
					14,389 65
April 16.....	do C. Legge, ac. salary.....		300 00		
30.....	do E. de Bellefeuille, re Bourgoin.....		1,173 68		
.....	do Jos. Doutre, do.....		214 49		
.....	do Bishoff, Bompas et al., do.....		2,034 36		
May 13.....	do De Bellefeuille & Bonin, re Ranger.....		61 31		
June 11.....	do D. Major, bal. of contract.....		440 25		
22.....	do J. McLaurin, for fence removed.....		10 00		
July 30.....	do E. de Bellefeuille, re Bourgoin.....		100 00		
27.....	do Jacques Cartier Bank, bal. of claim.....		13 30		
Aug. 27.....	do H. Hutchinson, ac. Martin & McGillivray.....		1,448 69		
Sept. 7.....	do J. A. Ouimet, re Joly, judgment and costs.....		292 05		
.....	do E. de Bellefeuille, re Joly.....		97 25		
Oct'r 1.....	do J. M. Loranger for sundry cases.....		337 05		
June 11.....	do Clarke, Reeves & Co., iron bridging.....		5,541 61		
					12,065 64
	Total.....			\$	4,148,531 69

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B.

STATEMENT of amounts paid to Mr. D. MacDonald, on account of his contract, from 1st July, 1882, to 30th June, 1885.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
Sept'r 30.....	Paid to L. A. Sénécal (transfer in favor of,—) on ac. of the award.....	38,482	71		
Oct'r 9.....	do E. Berryman, balance of ac. for services.....	640	00		
.....	do Girouard & Wurtele (transfer in favor of,—) on ac. of the award.....	822	00		
.....	do L. R. Church (transfer in favor of,—) do ..	5,600	00		
1883.	do Cash ac. of the award.....	79,780	55		
Jan'y 27.....	do do his portion of arbitration expenses.....	7,218	74		
Nov'r 7.....	do do ac. of the award (T. & W. Owens).....	5,000	00		
.....	do do do (do).....	377	47		
29.....	do do Balance of award.....	622	53		
	Total.....	\$138,544	00		

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Acct.

MEMORANDUM :—The sum awarded to Mr. MacDonald by the Arbitrators appointed to adjudicate on his claim against the Government, on account of his contract for the construction of the Western Section of the Q. M. O. & O. Railway, and by them rendered, at Ottawa, on the 14th August, 1882, amounts to \$137,904.00, which sum has been paid to the contractor, or to his assigns, as entered above in the foregoing detailed statement; Mr. Macdonald having given to the Government a full discharge therefor.

QUEBEC, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

TABLEAU No. 6.

(PARTS A. AND B.)

DETAILED STATEMENT of the amounts paid by Government on account of
Construction of the Western Section, (including statements of Right
of Way :—A and B, and cost of Pontiac survey,) from 1st September,
1878, (date of the taking possession of said Section by Government,)
to 30th June, 1882, and to 30th June, 1885.

A.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by Government on account of Construction—Western Section—of Q. M. O. & O. R'y., from 1st September, 1878, (date of the taking possession of said section by Government) to 30th June, 1882 : —

1878.		\$	cts.	\$	cts.
Oct 31.....	To A. Poupore, woodshed, Buckingham.....		262 50		
	J. G. Gordon, station E. Templeton.....	1,200	00		
Nov'r. 13.....	A. Sigouin, work executed.....		158 80		
16.....	B. Gibsone, acct. Gatineau Bridge.....	1,200	00		
	A. Poupore, bal. acct. woodshed.....		354 98		
	J. G. Gordon, station E. Templeton.....		600 00		
19.....	B. Gibsone, acct. estimate for ballasting.....	1,600	69		
	J. G. Gordon, acct. work.....		836 86		
	D. Galipeau, ground for ballast.....		120 00		
	Racicot & Gaboury, pipe to Montebello.....		953 40		
	H. Pichette, ac. station Ste. Rose.....	1,149	30		
22.....	J. Phillips, tank at Buckingham.....		270 00		
	T. Stewart, pipe at Lachute.....		19 77		
	D. McLean, timber Black cut.....		36 44		
	S. Laviolette, do do.....		29 00		
	J. A. Cameron, do do.....		22 00		
	J. Taylor, do do.....		20 00		
	J. Blackburn, do do.....		12 00		
	A. Clothier & Son do.....		2 00		
	Buchanan & Co., tanks.....	2,121	54		
	M. Gravel, for fencing.....		68 00		
	J. Crossen, 2 hand-cars.....		160 00		
31.....	Coutu & Fauteux, $\frac{2}{3}$ rent Sept. & Oct., 1878.....		31 12		
	E. & A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ do do do.....		117 81		
Dec'r. 4.....	Eng : L. Chandler & al. sal's. for Nov'r.....		336 67		
	do do exp. do.....		8 00		
	do Z. J. Fowler, do do.....		28 70		
	do F. St. Jean, do do.....		15 00		
	do C. H. Barcelo, do do.....		17 60		
	do G. H. Massy & al. sal's. do.....		192 83		
	do do exp. do.....		7 58		
20.....	do R. C. Harris & al. sal's. do.....		540 67		
	do do exp. do.....		23 91		
	do E. Duchesnay, do do.....		20 10		
	do J. Clarke, do do.....		17 30		
	do G. Lebel, do do.....		13 55		
	do A. Larue, do do.....		13 77		
	do C. Payette, do do.....		13 37		
	do P. Grant & al. sal's. do.....		199 66		
	do do exp. do.....		37 64		
	do H. L. Loucks, postage for Nov'r.....		2 28		
	do J. Hope & Co., stationery.....		7 55		
28.....	do Hearn & Harrison, pickets.....		3 75		
	do J. M. O'Laughlin, stationery.....		12 05		
30.....	do H. L. Loucks, postage for Oct.....		2 20		
	do G. H. Massy & al. sal's. for Dec'r.....		192 83		
	do do exp. do.....		12 65		
	do L. Chandler & al. sals. do.....		336 66		
	do do exp. do.....		4 25		
	do F. St. Jean do do.....		11 75		
	do C. Barcelo, do do.....		8 00		
	do D. Steethe, 1 cord of wood.....		6 50		
	do Mont'l Tele. graph Co. messages.....		4 02		
	G. F. Hart, coals.....		7 00		
	Hutchins & Chapman, Lachute station.....	1,057	50		
	C. tried forward.....				

TABLEAU No. 6, A.—(Continued.)

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought Forward.....				
Dec'r. 30	To Drullard & Hayes, Iron pipe	583	26		
	H. McFarlane, rip-rap masonry	2,017	80		
	J. Clothier, hemlock slabs.....	2	02		
	J. Taylor, slabs	16	23		
	J. A. Cameron, 500 poles.....	25	00		
	D. McLean, 458 poles	32	06		
	R. Gardner & Son, hand car.....	60	00		
	J. Lamb, 980 poles.....	49	00		
	J. Phillips, excavation etc	558	00		
	Leduc & Foucaud, Station St. Augustin	810	00		
	J. G. Black, 2 picks.....	2	30		
	G. Edwards & Co., spades, shovels, etc.....	33	76		
	B. Gibsons, excavation, pits, etc.	2,493	96		
	W. Walker, laying pipes, etc.....	244	12		
	H. Pichette, Station Ste. Rose.....	519	30		
	Eng : G. H. Massy & al, sal's. for Sept	152	83		
	do do exp. do	34	40		
	do F. A. Toupin, do do	61	70		
	do P. Grant & al, sal's. do	181	66		
	do do exp. do	38	73		
	do Mont'l Tel. Co., do	1	75		
	do H. L. Loucks, telegh'g in Sept	2	83		
	do do postage do	5	68		
	do L. Chandler & al, sal's. for Sept	294	51		
	do do exp. do	14	05		
	do R. C. Harris & al, sal's. do	386	75		
31	do do exp. do	16	96		
	do J. Clarke, do do	8	70		
	do G. Lebel, do do	7	00		
	do A. Racicot, do do	7	75		
	do Z. J. Fowler, do do	22	70		
	do C. H. Barcelo, do do	7	25		
	do T. St. Jean, do do	7	25		
	do G. Edwards & Co., do do	10	37		
	do P. Grant & al, sal's. for Oct'r	183	66		
	do do exp. do	28	09		
	do G. H. Massy & al, sal's. do	212	83		
	do do exp. do	10	53		
	do L. Chandler & al, sal's. do	336	66		
	do do exp. do	20	25		
	do Z. J. Fowler, do do	9	25		
	do T. St. Jean, do do	11	00		
	do C. H. Barcelo, do do	9	00		
	do R. C. Harris & al, sal's. do	622	66		
	do do exp. do	22	76		
	do do do do	22	37		
	do E. J. Duchesnay, do do	5	30		
	do do do do	23	34		
	do J. Clarke, do do	11	50		
	do F. A. Toupin, do do	65	21		
	do A. Larue, do do	8	00		
	do G. Edwards & Co., do do	9	09		
	do G. Lebel, do do	15	25		
	do L. Demers, $\frac{2}{3}$ of repairs.....	7	03		
	do A. S. Guay, operator, Rouge bridge.....	26	92		
	do L. Perrault, stationery.....	92	95		
	do New City Gas Co., part of acct.....	1	45		
	T. & R. White, advertising completion of road	43	30		
	S. Marcotte, do do do	20	16		
	J. Carrel, do do do	44	00		
	Laframboise & Co., do do	49	20		
	Carried forward.....				

TABLEAU No. 6, A.—(Continued.)

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r. 31	To J. J. Foote, for advertising completion of road.....	38	76		
	C. W. Bunting, do do	27	20		
	P. A. Tremblay, do do do	21	04		
	A. Denis, do do do	12	60		
	W. C. McMullin & Co., do do	34	68		
	Herald Publishing Company do do	44	00		
	Globe Printing Co., do do	21	20		
	J. G. Gordon, acct. work.....	2,000	00		
	Patten Car Works, for Bagg. and P. O. car.	2,719	00		
	P. A. Peterson, ballast pit.....	130	00		
	Iléu & Dumouchel, expropriation.....	8	00		
1879.				30,174	87
Jan'y. 31.....	J. Phillips, excavation.....	1,107	55		
	B. Gibsone, do	1,383	69		
	R. H. Buchanan, pump houses.....	1,138	25		
	J. Currie, poles.....	6	50		
	J. Taylor, slabs.....	7	46		
	J. Lamb, poles.....	1	40		
	J. A. Cameron, poles.....	20	00		
	H. Macfarlane, rip-rap.....	2,188	80		
	H. Pichette, P. & F. station.....	149	88		
	M. Gravel, stone fence.....	76	22		
	P. F. Desjardius, travel'g exp.....	40	00		
	M. Gravel, fencing.....	62	60		
	G. T. Cary, advertising Chaudière Bridge.....	42	80		
	G. Graham, do do do	29	05		
	Eng: Z. J. Fowler, exp. in Dec'r., 1878.....	25	65		
	do G. A. Scott, roll of tracing linen.....	16	50		
	do P. Grant & al. sal's. for December.....	193	66		
	do do exp. do	32	41		
	do G. Edwards & Co., exp. do	15	99		
	do R. C. Harris & al., sal's. do	551	16		
	do do exp. do	23	70		
	do E. Duchesnay, do do	9	80		
	do J. Clarke, do do	12	70		
	do E. Larue, do do	6	35		
	do A. Hervey, do do	11	50		
	do G. Lebel, do do	14	65		
	do L. Chandler & al., sal's. do	336	66		
	do R. C. Harris do do	485	41		
Feb'y. 28.....	J. G. Gordon, hand cars.....	232	00		
	Hutchinson & Chapman, building Lachute station..	1,717	50		
	M. O'Reilly, board for men.....	2	00		
	C. Dumoutier, mending picks.....	12	34		
March 1.....	Leduc & Faucand, station St. Augustin.....	990	00		
	Canadian Locomotive Co., for use of engine.....	403	05		
	Mont'l Herald, printing pay rolls.....	83	95		
	G. Bishop, stationery, etc.....	7	00		
	B. Gibsone, excavation.....	338	74		
	H. McFarlane, rip-rap	1,708	20		
	H. Cameron, 1,000 poles.....	50	00		
4.....	M. Gravel, erecting stone fence	94	46		
	B. Gibsone, excavation.....	387	70		
	Mont'l Cartage Co., cartage of rails.....	161	75		
	J. Williamson, storage.....	97	12		
15.....	Hamilton Tool Co., turn table Ste. Thérèse.....	1,400	00		
26.....	P. Martin, timber, wharf extension.....	1,145	45		
	Carried forward.....				

TABLEAU No. 6, A.—(Continued.)

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought Forward.....				
March 26.....	To P. Auclair, poles for under drains.....	18	30		
	N. Campbell, 480 poles.....	19	20		
	J. & G. Black, tools for under drains.....	8	57		
	J. McIntosh & Son, boiler plates.....	45	00		
	J. A. Cameron, 525 poles.....	26	25		
	D. Dupras, 15 tamarac poles.....	15	00		
31.....	K. Dusalare, 200 do do.....	8	00		
	D. Taylor, distributing ties.....	107	64		
	A. Poupore, extension of wharf crib.....	972	66		
	Dominion Tel. Co., repairs.....	230	41		
	G. H. Massy, exp. ac. Ottawa Bridge.....	207	09		
	A. Côté & Co., advertising do.....	52	50		
	Lévy & Boucard, do do.....	25	84		
	Eng: Contu & Fauteux, $\frac{2}{3}$ rent, to 1st Feby., 1879.....	46	67		
	J. Bourguignon, ballast advertisement.....	11	52		
	Eng. E. & A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent to 1st Feby., 1879.....	176	72		
	do G. H. Massy & al, sal's. for Jan'y.....	170	83		
	do do exp. do.....	10	53		
	do L. Chandler, do do.....	11	75		
	do Z. J. Fowler, do do.....	52	50		
	do T. St. Jean, do do.....	8	00		
	do R. C. Harris, do do.....	27	30		
	do do horse hire do.....	20	40		
	do E. J. Duchesnay, exp. do.....	19	00		
	do G. Lebel, exp. Sept., Dec. and Jan'y.....	15	35		
	do A. Larue, exp. for Jan'y.....	4	50		
	do J. Clarke, do do.....	8	00		
	do G. Edwards & Co., rent do.....	8	15		
	do P. Grant & al, sal's. do.....	193	66		
	do do exp. do.....	29	38		
	do H. L. Loucks, postage, Dec. 1878.....	2	80		
	do J. H. Kerr, do Jan. 1879.....	2	89		
	do A. Harvey, exp. do.....	25	00		
	do A. Larue, balance of expenses.....	9	00		
	do G. H. Massy & al, sal's. for Feb'y.....	292	83		
	do S. Howard, exp. do.....	17	25		
	do Z. J. Fowler, do do.....	10	14		
	do J. Fotheringham, sal's. for Jan. and Feb'y.....	88	53		
	Dawson Bros., stationery.....	55	73		
	Mont'l Tel. Co., messages.....	5	72		
	Hearn & Harrison, chains, arrows, etc.....	8	75		
	F. A. Toupin, exp.....	3	50		
	J. Date, earth closet.....	13	00		
	A. Boivin, exp. Jan'y., 1879.....	5	00		
				19,913	46
April 18.....	M. Fitzgerald, extension of wharf.....	936	34		
	J. Cullen, do do.....	125	77		
	Le National for printing copies of specifications, etc.....	101	50		
	do do pay-sheets, posters, etc.....	38	50		
23.....	A. Poupore, 4 wood sheds.....	1,000	00		
29.....	Fotheringham & Workman, goods.....	210	55		
	W. J. Simpson & Co., lumber.....	255	59		
	Cochrane & Lewis & Co., dynamite.....	2	30		
	J. Radaker, bolts.....	10	37		
	T. Wilson, shovels and paints.....	50	05		
	Jodoin & Co., box stoves.....	15	60		
	A. Lucoste, sundries, (hardware, glass, oil).....	109	55		
	W. Howley, tables, etc.....	4	92		
	E. Chanteloup, bolts, nuts, etc.....	20	77		
	J. Taylor, 500 slabs.....	7	50		
	J. Valada, chimney caps.....	8	00		
	Carried forward.....				

A—(PART OF No. 6.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
April 29.....	To Eng: E. B. Eddy, shingles.....	377	72		
	Benny, McPherson & Co., lumber.....	23	46		
	H. Gauthier, lime.....	16	00		
	T. Préfontaine & Co., lumber.....	60	23		
	Hearn & Harrison, pickets.....	10	38		
	D. H. Henderson, timber.....	561	96		
	Porter & Savage, plaster hair.....	2	00		
	G. A. Grier, lumber.....	\$39	17		
	Less: credit.....	16	05		
			23	12	
	R. Reid, masonry.....	1,249	87		
	J. G. Gordon, sundry work.....	765	18		
	G. B. Brophy, copy of plan.....	12	00		
	J. Fotheringham, saly. for March.....	75	00		
	F. A. Toupin, loading ties.....	\$17	00		
	Less: credit.....	10	00		
			7	00	
	Canadian Loco. Co. for 1 engine.....	7,500	00		
	Williamson & Fraser, ac. estimate to 31st March.....	564	74		
30.....	G. T. Cary, advertising Chaudiere Bridge.....	46	80		
	C. H. Parmelee, do do.....	8	04		
	S. Marcotte, do do.....	33	92		
	J. J. Foote, do do.....	55	08		
	W. A. Morehouse, do do.....	8	40		
	G. B. Barthe, do do.....	15	00		
	Queen's Printer, Ottawa do do.....	7	23		
	do Quebec do do.....	3	50		
	A. Denis, do do.....	8	40		
	J. Bourguignon, do do.....	12	00		
	M. Foley, do do.....	30	00		
	C. R. Smith, do do.....	9	72		
	H. E. Smallpiece & Co. do do.....	21	00		
	H. Beaugrand, do do.....	94	50		
	C. W. Mitchell, do do.....	36	97		
	Monetary Times, do do.....	4	70		
	G. H. Massy, exp. in March.....	185	18		
	J. A. Snow, P. L. S., for services.....	22	35		
	P. A. Peterson, ac. J. A. Snow.....	36	00		
	Bradford Bros., advertising.....	9	00		
	Eng: G. H. Massy & al., sal s. for March.....	410	83		
	Z. J. Fowler, exp. do.....	15	05		
	P. Grant, saly. & do do.....	174	99		
	J. McArthur & Son, paint.....	5	15		
	F. Brennan & Co., coals.....	13	30		
May 9.....	H. T. Machin, to reimburse Revenue out of which sundry accounts (chargeable to construction) had been paid, as per statements furnished by the General Superintendent.....	40,138	21		
16.....	A. Lacoste, hardware.....	289	44		
	Fotheringham & Workman, hardware.....	27	70		
	H. Beaugrand, printing forms.....	64	00		
	Laurent & Brunet, bricks.....	13	50		
	Porter & Savage, plaster hair.....	4	00		
	G. A. Grier, lumber.....	413	25		
	E. J. Maxwell do.....	13	75		
	J. McArthur & Son, varnish.....	1	15		
	J. Rochester, lumber.....	2	50		
	D. H. Henderson do.....	782	44		
	J. Cullen, timber, wharf extension.....	166	18		
	A. Poupore, timber.....	1,175	17		
	M. Fitzgerald do.....	1,230	20		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
May 16.....	J. Cadieux, distributing ties.....	36	73		
	J. McIntosh & Son, sundries.....	274	54		
	J. Pyke, Can. Loco. Co., 2 freight engines, &c.....	15,955	00		
31.....	<i>Le Constitutionnel</i> , advert. Chaudiere Bridge.....	15	68		
	<i>Globe</i> do do do.....	80	00		
	Eng: Contu & Fauteux, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1879.....	46	67		
	do E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ do do.....	176	72		
	do G. H. Massy & al., sal's. for April.....	445	33		
	do do exp. do.....	19	10		
	do J. D. H. Leemer, safe for office.....	80	00		
	do E. Chanteloup, gas fixtures.....	7	07		
	do T. Brennan, coals.....	17	69		
	do Dawson Bros., stationery.....	104	43		
June 9.....	W. Clendinneng, spouts.....	798	00		
	J. G. Gordon, hand-cars.....	88	00		
	P. Martin, timber.....	471	50		
	Hutchinson & Chapman, bal. of stations.....	100	00		
	A. Côté & Co., adv. extension to Q. Gate Barracks.....	27	00		
	J. Date, earth-closet.....	12	25		
	P. Martin, timber, wharf extension.....	900	00		
	P. & W. Owens, do.....	410	07		
	J. H. Pangman, doors, Ste. Thérèse.....	153	70		
	G. Edwards, timber.....	1,051	34		
17.....	M. Gravel, erecting stone fence.....	27	57		
	B. Gibsone, ballast excavation.....	5,804	82		
	J. Williamson, building culvert.....	284	41		
	B. Gibsone, work at Thurso.....	536	30		
19.....	J. McIntosh, work in May.....	114	75		
	W. Clendinneng, semaphores.....	341	08		
	Benny, McPherson & Co., hardware.....	239	42		
	H. Beaupré, specifications, &c.....	75	00		
	D. H. Henderson, lumber.....	977	71		
	D. Campbell, window-sashes.....	236	57		
30.....	C. A. Scott, pay-roll, wages, &c., to June, 1879.....	12,198	04		
	C. A. Scott, survey ac. Chaudiere Bridge.....	45	00		
	H. J. Beemer, earth excavation.....	616	50		
	<i>Montreal Star</i> , advertising.....	60	00		
	A. Côté & Co., do.....	48	25		
	E. Chanteloup, switches, bells, &c.....	53	75		
	do electric bells, &c.....	47	47		
	do boxes for telegraph.....	164	10		
	Eng: C. W. Mitchell, deposit book of reference.....	2	25		
	do G. H. Massy & al., sal's. for May.....	496	33		
	do do exp. do.....	11	70		
	do E. P. Quirk, do do.....	32	35		
	do G. Lebel, do do.....	12	80		
	do Z. J. Fowler, do do.....	22	55		
	do W. T. Skaife, do do.....	5	45		
	do Z. J. Fowler, do do.....	61	02		
	do R. W. Wood, office clock.....	6	00		
	do H. Wood, exp. as inspector.....	7	75		
	D. Galipeau, land gravel pit.....	200	00		
	D. Macdonald, station furniture.....	12,995	00		
	J. Crossen, rolling stock.....	8,658	56		
	N. Dubois, land damages.....	126	50		
	D. Macdonald, office furniture.....	279	13		
	do spikes, forgings, &c.....	1,323	00		
	J. Rielle, part of ac.....	589	00		
	L. Perrault, stationery.....	371	89		
	E. B. Eddy, timber, M. H. Commission.....	351	00		
	A. J. Bourbon, do do.....	10	48		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 30.....	To C. A. Scott, duty on cars.....	3,000	00		
	do pay-rolls and wages.....	2,597	63		
	Domn. Teleg. Co. for insulators.....	208	15		
July 2.....	G. H. Frost, advertising Chaudière Bridge.....	10	80	134,244	67
	M. S. Foley & Co., do do do.....	24	00		
	Lévy & Bouchard, do do do.....	11	20		
	M. S. Foley, do Ry. extension.....	35	00		
	A. Poupore, cedar timber.....	162	68		
	M. T. Haldane & Co., advertising ballast.....	6	60		
8.....	A. Denis, advertising extension to Hochelaga.....	20	00		
	do delay of superstructure (Chau- dière Bridge).....	10	80		
	Eng: G. H. Massy & al., sal's. for June.....	549	83		
	do do exp. do.....	12	15		
	do G. Lebel, do do.....	21	63		
	do Z. J. Fowler, do do.....	53	49		
	do E. P. Quirk, do do.....	51	50		
	do J. H. Tessier, do do.....	28	10		
	do W. T. Skaife, do do.....	8	90		
	D. Cornu, farm crossings.....	150	00		
22.....	W. Clendinning, work done on stations.....	1,071	20		
	E. B. Eddy, lumber.....	709	57		
	J. G. Gordon, goods supplied.....	103	68		
	A. Décarie, brass sieve.....	3	00		
	Lovell Printing Co., Mont'l Directory.....	2	50		
	G. A. Grier, lumber.....	548	95		
	C. Sonne, window awnings.....	20	00		
	E. B. Eddy, lumber for stations.....	1,233	40		
	J. Burnet & Co., 1,600 face bricks.....	15	60		
	H. Gauthier, 40 bls. lime.....	28	00		
	H. Hawkins, exp. culling timber.....	38	00		
	C. Major, 1,000 pickets for Engineers.....	20	00		
	Porter & Savage, 6 brls. plaster hair.....	3	75		
	A. Poupore, cedar timber, wharf extension.....	392	06		
	J. Cullen, do do.....	410	40		
	Fotheringham & Workman, hardware.....	519	71		
	Mont'l Teleg. Co., Jany. 7th to July 1, 1879.....	3	56		
	J. Valade, chimney caps.....	4	00		
	P. A. Peterson, freight on testing machine....	46	48		
	Munderloh & Co, glass.....	45	92		
	Reihlé Bros., cement tester.....	183	02		
	J. McIntosh & Son, making castings.....	331	62		
	A. Lacoste, hardware, goods.....	126	57		
	McFarland & Reid, masonry, &c.....	695	20		
	E. Chanteloup, washers, switch-keys, &c.....	69	26		
	H. Beaugrand, advt. ext. Q. G. Barracks.....	103	50		
	do do Ottawa Bridge.....	66	25		
	J. J. Foote, do do.....	11	20		
	do do do.....	56	08		
	Doyle & Demers, instruments for repairs.....	164	30		
	Herald Printing Co., advertising.....	176	01		
	do tenders for Chaudière Bridge.....	128	25		
24.....	Graham & Co., advt. ext. to Q. G. Barracks.....	101	10		
26.....	Globe Printing Co, advertising tenders.....	16	00		
31.....	B. Gibsone, ballasting, excavation, &c.....	6,679	79		
Aug. 1.....	M. Rosco, building fence.....	11	00		
	W. & F. P. Currie, 7 brls cement.....	22	75		
6.....	G. H. Massy & al., sal's. for July.....	640	83		
	G. Edwards, 280 cedar posts.....	143	05		
	Hutchinson & Chapman, station buildings.....	972	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1879		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug't 6.....	To Eng : J. Fotheringham, exp. in June.....		7 10		
	do Stephens Bros., paints and brushes.....		3 10		
	do J. Hope & Co., stationery.....		24 56		
	do W. T. Skaife, exp. survey of road.....		7 55		
	do do Chaudière Bridge.....		13 60		
	do Oliver & Son, office furniture.....		21 25		
	do G. H. Massy, exp. in July.....		38 25		
	do J. H. Tessier, do.....		11 40		
	do G. Lebel, do.....		18 80		
	do E. P. Quirk, do.....		17 75		
8.....	E. Chanteloup, battery box, jars, &c.....		26 51		
12.....	Middleton, Meredith & Co., steel rails.....	15,511	81		
	Eng : Z. J. Fowler, exp. in July.....		72 65		
15.....	S. & M. Desjardins, for borrow pits.....		930 00		
	M. Gravel, erecting stone fence.....		46 28		
	B. Gibsone, excavation, rockwork.....		6,796 60		
	do amt. pd. ac. C. A. Scott.....		1,869 93		
26.....	W. A. Morehouse, advertising.....		6 60		
27.....	A. Poupore, cedar timber.....		1,170 65		
	H. Pichette, work done.....		520 52		
Sept. 22.....	N. Lataie, telegraph poles.....		147 50		
	M. Fitzgerald, cedar timber.....		1,000 00		
29.....	do do.....		1,618 92		
	B. Gibsone, grubbing, ballast.....		5,913 20		
	L. Destramps, station at Back river.....		1,000 00		
	R. H. Buchannan & Co., tank, masonry.....		3,112 98		
	Mont'l Teleg. Co. ac. May to October.....		16 37		
30.....	E. & A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ rent and taxes.....		320 00		
	Hétu & Dumouchel, exp. ac. exprop'tn.....		8 50		
	H. J. Beemer, ac. Ottawa Bridge.....		35,225 17		
	C. A. Scott, ac. construction.....		10,940 27		
				103,501	08
Oct'r 31.....	B. Gibsone, ac. excavation.....		5,857 76		
	H. J. Beemer, ac. Chaudière Bridge.....		12,443 68		
Nov'r 30.....	H. Perrault, for stationery.....		1,696 70		
	J. G. Gordon, rebuilding Mile End station.....		472 50		
	do do do.....		1,417 50		
	do bal. do do.....		210 00		
	Ontario Car Co., for cars.....		9,875 00		
	J. Crossen, snow plough.....		4,900 00		
	D. Macdonald, for cordwood.....		4,172 20		
	do do.....		1,519 50		
	H. Perrault, stationery.....		5,612 39		
Dec'r 31.....	B. Gibsone, excavation.....		5,464 97		
	Gilbert, Bush & Co., bal. 2 palace cars.....		9,751 23		
	J. Crossen, two 1st class cars.....		9,709 92		
	Montreal Herald advertising deposit book of reference.....		35 50		
	C. Leblanc, saly. for Nov. & Dec.....		166 66		
	O. Labelle, bal. of tax as witness re Moreau exprop'tn.....		35 00		
	H. J. Beemer, ac. Chaudière Bridge.....		20,417 32		
	Eng : G. H. Massy & al., sal's. for August.....		536 83		
	do do exp. do.....		58 63		
	do J. Fotheringham, horse hire.....		40 00		
	do H. G. Austin, exp. in August.....		5 12		
	do Z. J. Fowler, do do.....		59 92		
	do S. Howard, do July & do.....		4 93		
	do G. Lebel, do do.....		27 09		
	do J. Lucy, stationery.....		8 07		
	do G. H. Massy & al., sal's. for Sept.....		650 83		
	do do exp. do.....		57 23		
	do Z. J. Fowler, do do.....		38 80		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1879.		\$	cts.	-\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 31.....	To Eng : G. Lebel, exp. for Sept.....		26 74		
	do G. H. Massy & al., sals. for October.....		732 58		
	do Z. J. Fowler, exp. do		27 75		
	do G. A. Massy do do		60 24		
	do G. Lebel, do do		22 16		
	do G. H. Massy & al., sal's. for November.....		656 83		
	do do exp. do		47 90		
	do G. Lebel, do do		20 65		
	do Z. J. Fowler, do do		50 70		
	do A. Labossière, saly. for Dec.....		7 50		
	E. & A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent to 1st Nov., 1879.....		200 00		
			97,197 73		
	Cr.				
	To Amt. refunded for rebuilding Mile End & Ste. Thérèse stations.....	\$3,600 00			
	do do for cordwood.....	10,527 28			
			14,127 28		
1880.				83,070 45	
Jan'y 31.....	M. Fitzgerald, cedar timber.....		1,290 72		
	R. H. Buchanan, materials delivered.....		1,131 32		
	J. Williamson, lengthening culvert.....		150 00		
	P. Martin, cedar timber.....		840 32		
	J. Williamson, excavation.....		183 75		
	A. Léveillé, cutting channel.....				
	E. Germain, 2 years' rent of borrow pit.....		150 00		
	D. Henderson, lumber.....		266 09		
	do do		313 40		
	D. Galipeau, land for gravel pit.....		184 40		
	J. McIntosh & Son, work done.....		435 90		
	do do		56 85		
	do do		167 03		
	A. Poupore, cedar timber.....		616 43		
	Hutchinson & Chapman, station building.....		828 00		
	L. Destremps, station Back River.....		800 00		
	G. Edwards, wharf extension.....		1,668 92		
	Eng : G. Lebel, exp. in Dec., 1879.....		16 80		
	do Z. J. Fowler, do do		34 30		
	do S. Howard & al, sal's. do		357 00		
	do G. H. Massy, do do		298 33		
Feb'y 28.....	J. G. Gordon, use of drains.....		2 00		
	J. B. Thomas, masonry, turn-table.....		30 00		
	N. E. Cormier, lumber.....		75 51		
	J. Smith, work'done, turn-table.....		4 30		
	G. T. Hart, coal for office		33 41		
	do stove coal.....		47 92		
	H. Dumontier, repairing chisels.....		3 65		
	Renaud & Gaboury, fitting closet.....		135 60		
	O. Gaudet, to pay land damages.....		127 30		
	M. Gravel, erecting stone fence.....		92 27		
	do do do		39 87		
	C. Major, pickets for engineers.....		17 82		
	J. M. O'Laughlin, stationery.....		39 78		
	J. Perrault, work done, and materials for turn-table.....		12 64		
	J. V. Leguerrier, exprop'n Régimbal.....		11 50		
	G. T. Hart, coal for office		6 07		
	J. Smith, work done, turn-table.....		5 15		
	Mrs. Dubord, care of office, Montreal.....		21 00		
	A. E. Cormier, lumber.....		35 99		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 31.....	To E. & A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ rent to 1st February, 1880.....	200	00		
.....	H. J. Beemer, ac. Chaudiere Bridge.....	5,914	53		
.....	do do do.....	8,790	80		
.....	C. Leblanc, salary.....	93	90		
.....	Eng: G. H. Massy, exp. in Dec.....	55	14		
.....	do H. Wood, $\frac{1}{2}$ sal'y. for Jan.....	56	00		
				25,636	31
April 23.....	E. B. Eddy, timber for construction.....	265	00		
.....	do do do.....	451	95		
.....	do do do.....	184	27		
.....	J. Crossen, 2 second-class cars.....	6,300	00		
26.....	J. Sheriden, transportation of steel rails.....	92	10		
.....	M. Fitzgerald, cedar timber.....	800	00		
.....	W. H. Hutton, railway frogs.....	989	80		
.....	R. Mackenzie, bolts and nuts.....	84	33		
.....	J. Williamson, repairing culverts.....	450	00		
30.....	B. Gibsone, work executed ballasting.....	2,900	00		
9.....	J. McIntosh do do.....	1,363	23		
.....	D. H. Henderson, lumber.....	1,486	58		
May 31.....	D. Campbell, window sashes.....	85	73		
.....	J. G. Gordon, exp. Sept., 1879, to Feb., 1880.....	52	70		
June 5.....	H. Jacobs, lithogram, engineer's office, Montreal.....	9	00		
14.....	W. Clendinneng, semaphores.....	470	70		
.....	do spouting, conductors.....	61	06		
.....	L. Pillar, lumber for hand-cars.....	105	70		
.....	H. J. Beemer, estimates to 31st March.....	3,517	95		
.....	L. Pillar, ladder rungs.....	25	20		
.....	R. Sparks, survey, plans, Chaudiere Bridge.....	200	00		
28.....	Clendinneng & Euard, stove & pipes.....	42	25		
.....	G. Edwards, cedar timber.....	519	64		
.....	H. J. Beemer, estimate for April.....	686	08		
.....	do do May.....	1,052	58		
.....	T. Turnbull, pump & pipe.....	26	93		
30.....	W. Clendinneng, bal. ac. coal stove.....	18	81		
.....	G. Edwards, cedar timber.....	554	94		
.....	A. Poupore, do.....	597	43		
.....	Dundas Tool Co., turn-table.....	1,194	00		
.....	W. Clendinneng, ac. coal stove.....	16	89		
				24,604	85
July 3.....	A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ rent to 1st May, 1880, Montreal.....	200	00		
8.....	A. Dansereau, advt. superstructure Chaudiere Bridge.....	52	25		
.....	Montreal Herald do do do.....	51	70		
.....	Gazette Printg. Co. do do do.....	135	25		
.....	E. W. Bunting (Mail) advertising tenders.....	40	00		
.....	G. H. Frost, do do.....	13	50		
.....	Eng: G. H. Massy & al., sal's. for Jany., (Ch. B.).....	256	33		
16.....	do do do Feb., do.....	267	33		
.....	do do do exp. Jan., do.....	35	46		
.....	do do do Feb., do.....	50	48		
.....	do S. Howard & al, sal's. for Jany.....	244	00		
.....	do do do Feby.....	152	50		
.....	do Z. J. Fowler, exp. Jany.....	19	00		
.....	do A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ of repairs, Montreal.....	30	96		
25.....	A. McLaren, raising embankments.....	100	00		
.....	Eng: (Ch. B.) G. H. Massy & al., sal's. for April.....	310	33		
.....	do do exp. do.....	48	80		
.....	do do sal's March.....	296	33		
.....	do do exp. do.....	58	05		
.....	do S. Howard & al, sal's. do.....	132	00		
.....	do do exp. do.....	15	82		
.....	do do do sal's. do.....	127	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF No. 6.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
July 25.....	To Eng : S. Howard & al, exp. for March.....		31 25		
29.....	do (Ch. B.) G. H. Massy & al, sal's. for May.....		310 33		
	do do exp. do.....		61 50		
	do do & al, sal's. June.....		310 33		
	do do exp. do.....		78 57		
	do S. Howard & al, sal's. for May.....		137 50		
	do do exp. do.....		25 80		
	do do & al, sal's. June.....		154 00		
	do do exp. do.....		23 65		
	F. X. Laurin, fence burnt by ballast engine.....		80 00		
	W. J. Pratten, advt. extension to Q. G. B.....		23 20		
	do do Ch. Bridge location.....		43 20		
31.....	Canadian Spectator, advertising.....		69 20		
	do do Ch. bridge.....		21 00		
	R. Sparks, services ac. do.....		390 00		
	S. Desjardins, damages to trees.....		255 00		
	C. Leblanc, saly. for June and July (right of way).....		166 66		
Aug. 3.....	A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent to 1st August, 1880, Montreal.....		200 00		
	do taxes for 1880-81 do.....		120 00		
	H. A. Brault, for deed of sale.....		37 00		
25.....	Eng : (Ch. B.) G. H. Massy & al, sal's. for July.....		311 33		
	do do exp. do.....		12 30		
	do J. Fotheringham, do do.....		26 00		
	do G. Dalglish, sundries do.....		5 26		
	do J. Hope & Co., stationery, do.....		7 00		
	do E. Fraser, hardware, do.....		4 98		
	do R. Quaiu, tolls, do.....		1 50		
	do J. Lucy, postage and stationery.....		6 67		
	do S. Howard & al, sal's. for July.....		182 50		
	do do exp. do.....		21 85		
	Clarke, Reeves & Co., for arches and duty on bridge.....		70,330 50		
	H. J. Beemer, estimate for June (C. B.).....		754 92		
	do do July do.....		1,228 00		
31.....	C. Leblanc, saly. for August (right of way).....		83 33		
	J. McDougall, for cars, on ac.....		30,000 00		
	E. Chanteloup, furnishings for cars.....		10,000 00		
	Cox & Green, for steel rails & plates.....		32,561 48		
	D. Macdonald, costs re Mann.....		1,263 23		
	C. P. Sandberg, for inspection of rails.....		375 44		
	R. C. Scott, for services.....		159 65		
Sept. 14.....	Mrs. Dubord, 25 mths. care of office, Montreal.....		116 66		
	J. McDougall, ac. cars.....		30,000 00		
	do do.....		30,000 00		
	C. Leblanc, saly. for Sept. (right of way).....		83 33		
20.....	L. N. Dumouchel, services contract Cox & Green.....		9 50		
	Eng : (Ch. B.) G. H. Massy & al, sal's. for August.....		310 33		
	do do exp. do.....		8 25		
	do J. Fotheringham, exp. do.....		26 00		
22.....	do S. Howard & al, sal's. do.....		162 00		
	H. J. Beemer, advance ac. estimate.....		3,023 30		
	E. A. J. Côté, to pay duty on rails.....		33 56		
29.....	C. P. Sandberg, inspection of rails.....		222 72		
	Gazette Printing Co., books, table of wages, &c.....		100 00		
	Eng : S. Howard, exp. for August.....		58 95		
Oct. 1.....	Hétn & Dumouchel, $\frac{2}{3}$ rent to 1st May, 1879 (Montreal)....		140 00		
30.....	J. McDougall, ac. cars.....		25,000 00		
	J. Crossen, do.....		10,800 00		
	J. G. Gordon, culling timber.....		20 00		
	do timber delivered.....		12 99		
	E. Chanteloup, repairs closet pipe.....		32 85		
	Carried over.....				
					216,666 32

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Oct'r 30.....	To Paquette & Robert, timber battings.....		17 00		
	Gurney & Ware, platform scale.....		27 25		
	G. Bishop, dating-stamp and die.....		11 00		
	J. McLean, stone for ditching.....		9 00		
	Mont'l Water Works, laying pipe.....		136 17		
	H. Hawkins, culling timber.....		16 50		
	R. Millard & Co., drill cramp.....		23 47		
	T. & W. Owens, cedar timber.....		58 34		
	Frotheringham & Workman, railway spikes.....		369 64		
	C. Major, 500 pickets.....		10 00		
	E. Chanteloup, switch-lamps.....		142 10		
	L. J. Surveyor, door locks, glass.....		20 67		
	A. Poupore, cedar for gate posts.....		11 50		
	Frotheringham & Workman, spikes, &c.....		223 50		
	do do hardware.....		455 14		
	M. Gravel, earth-excitation.....		9 25		
	G. Picard, do do.....		23 56		
	C. Scott, freight on turn-table.....		72 00		
	J. McIntosh & Son, work done, &c.....		22 42		
	C. Major, 100 pickets.....		20 00		
	L. J. A. Surveyor, screws, &c.....		185 27		
	D. McLean, cedar timber.....		145 63		
	L. J. Surveyor, Ry. spikes.....		346 85		
	A. Lacoste, files, brush, &c.....		7 25		
	J. Date, earth-closet.....		12 25		
	Frotheringham & Workman, spikes.....		355 55		
	B. Coughlin, bolts & nuts.....		511 42		
	D. Henderson, lumber, Jan'y. to March.....		284 55		
	Mont'l Teleg. Co., for July, 1879.....		1 97		
	Montreal Water Works, for water to 1st May, 1880.....		17 00		
	Frotheringham & Workman, sheet iron.....		360 87		
	G. Edwards, balance cedar timber.....		500 00		
	J. McIntosh & Son, work executed.....		385 73		
	L. J. Surveyor, repairs to locks.....		6 48		
	Montreal Water Works, water to 1st May, 1881.....				
	N. E. Cormier, lumber, Oct. to June.....		103 10		
	C. Major, pickets.....		10 00		
	J. McArthur & Son, paints & oils.....		213 04		
	A. Lacoste, nails, &c.....		28 50		
	A. Poupore, ties.....		14 40		
	McGauvran, Tucker & Co., 600 ladder rungs.....		12 00		
	A. McArthur & Son, paints & oils.....		1 55		
	A. Poupore, timber, wharf extension.....		533 24		
	R. Mitchell & Co., bolts, nuts, &c.....		56 75		
	J. Forget, drain pipe, Ste. Thérèse.....		85 00		
	P. & J. Martin, timber, wharf extension.....		1,042 08		
	Eng: Mrs. Dubord, care of office to 1st May, 1880 (Mont'l)		15 00		
	do Dom'n. Telegraph Co. for July.....		3 58		
	do Dawson Bros., stationery May & June.....		73 95		
	do T. Brennan & Co., coals for office.....		7 60		
	do Dawson Bros., stationery August & Dec.....		57 68		
	do Craig & Co., office chairs.....		18 00		
	do P. A. Peterson, pens, &c.....		12 00		
	do Fairbanks & Co., scales.....		9 80		
	do Hearn & Harrison, drawing pens.....		9 75		
	do Canadian District Teleg., use of telephone, 1st				
	January, 1881.....		15 00		
	do Mont'l Teleg. Co. for July.....		2 78		
	do Dom'n do August.....		4 48		
	do J. Lovell & Son, Mont'l directory.....		2 50		
	do L. Perrault & Co., stationery, April to Oct.....		193 85		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Oct. 30.....	To Eng: J. M. O'Laughlin, stationery, Oct., Nov. & Dec.....	15	35		
	do Dom'n Teleg. for Sept., Oct. & Nov.....	3	73		
	do E. Chanteloup, gas fittings.....	18	95		
	do Dawson Bros., stationery, Jany.....	218	53		
	Eng: (Ch. B.) H. Wood, services as inspector.....	231	15		
	Clarke, Reeves & Co., iron superstructure, Chaudière B.....	54,991	00		
	H. J. Beemer, ac. work executed.....	6,027	48		
	J. Rielle, ac. expropriation.....	590	00		
	do bal. of do.....	500	00		
Nov. 30.....	H. J. Beemer, estimate for Sept., ac. Ch. Bridge.....	7,099	97		
	E. & A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent & repairs (Montreal).....	213	33		
	L. N. Dumouchel, copy of contract.....	7	50		
	Clarke, Reeves & Co., estimate for Nov., Chaudière B.....	48,448	70		
	J. McIntosh & Son, bolts, nuts, &c.....	800	00		
	Taylor Bros., screws for flooring.....	84	00		
	Eng: G. H. Massy & al, sal's. for Oct.....	310	33		
	do do exp. do.....	4	70		
	do J. Potheringham, horse hire.....	26	00		
	do J. Hope & Co., stationery, July.....	6	28		
	do J. Lucy, stationery, Aug. & Sept.....	5	01		
	do S. Howard & al, sal's. for Oct.....	163	50		
	do do exp. do.....	61	70		
	do Howard & Harrison, repairs to compass.....	5	00		
	W. H. Corchrane, land for station purposes, Ottawa.....	32,000	00		
Dec'r 31.....	H. J. Beemer, ballasting track.....	1,362	60		
	DeBellefeuille & Turgeon, re Moreau.....	443	83		
	J. McDougall, ac. cars.....	10,000	00		
	Bank of Montreal, for rails.....	12,255	16		
	H. J. Beemer, estimate for Nov. (Ch. B.).....	2,150	10		
	J. Taylor, screws for Chaudière Bridge.....	36	30		
	H. A. Brault, part of ac.....	94	70		
June 2.....	Burnham, Parry & Co., for S. engine.....	5,024	15		
	Cr.	226,529	85		
1881.	By Hétu & Dumouchel, for rent (Montreal).....	434	21		
Jan'y 24.....	To P. Demers, locks, &c.....	20	00	226,095	64
31.....	D. Macdonald, steam shovel, &c..... \$7,500 00				
	Credit item..... 3,000 00				
	F. B. McNamee, windmills.....	4,000	00		
	H. J. Beemer, ballasting track.....	3,000	00		
	A. Poupore, lumber.....	1,518	05		
Feb'y 2.....	A. Desjardins, rent $\frac{2}{3}$ to 1st Feb., 1881 (Montreal).....	117	60		
16.....	R. H. Buchanan, work done water tank.....	200	00		
18.....	B. Macpherson, locks, screws, &c.....	302	96		
28.....	W. Mason, timber, Chaudière Bridge.....	143	80		
	J. McIntosh & Son, bolts, nuts, &c.....	2,481	31		
	J. Lucy, stationery, Nov., 1880.....	86	26		
	J. Hope & Co. do Dec., 1880.....	4	46		
	H. J. Beemer, in full of estimate (C. B.).....	11	80		
	J. Hope & Co., stationery, Nov., 1880.....	1,604	54		
March 11.....	H. J. Beemer, ac. Ch. Bridge.....	15	97		
	Stephens & Reynolds, advertising.....	4,000	00		
	P. Huot, copies deed sale re Jess.....	36	02		
31.....	Clarke, Reeves & Co., final estimate, Chaudière Bridge..	7	00		
		22,047	02		
April 8.....	J. J. Foote, advt. tenders workshops in Montreal.....			39,596	79
11.....	J. McDougall, 53 box cars.....	54	00		
		30,000	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1881.			\$	cts.	\$	cts.
		Brought forward.....				
May	4	To A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent & repairs (Montreal).....	213	35		
	7	L. N. Dumouchel, for deeds.....	15	90		
	17	J. M. McDougall, bal. of contract for cars.....	32,832	60		
June	3	E. Carter, for professional services.....	126	28		
	8	L. N. Dumouchel, for contracts, etc.....	45	00		
		Dougall, advt. extension to Quebec Gate Barracks	109	80		
	20	L. N. Dumouchel, for services	130	60		
	25	Clarke, Reeves & Co., bal. of contract.....	\$7,176	61		
		Less: credit item.....	5,541	61		
				1,635	00	
	30	Interest, amts. paid on letters of credit.....	10,765	94		
		E. de Bellefeuille, for expropriation.....	700	00		
		do do right of way, &c.....	\$930	39		
		Less: credit item.....	45	00		
				885	39	
July	18	A. Lefebvre, expenses ac. troubles at Hochelaga, 1878.....	16	50		
Aug.	4	A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent to 1st August, 1881 (Montreal).....	200	00		
	9	J. Cullen, timber wharf extension.....	258	04		
	31	A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ taxes 1881-82 (Montreal).....	120	00		
		Mrs. Riopel, indemnity for death of husband.....	500	00		
		H. J. Beemer, ac. Montreal extension.....	27,561	27		
Sept.	10	L. J. Demers & Frere, blank forms of tenders.....	48	50		
	13	Gazette Printing Co. do do	31	50		
	14	B. Duval, do do	14	00		
	19	H. Bruno, for 20 days services.....	53	40		
		Gazette Printing Co., for specifications and plans.....	62	50		
		J. A. Hillman, fees as bailiff.....	6	50		
		Cr.		106,386	07	
		To insurance on Hochelaga station.....	\$5,400	00		
		Canada Central Ry., ac. Union station.....	2,735	41		
		Insurance, damages to rolling stock.....	581	25		
				8,716	66	
					97,669	41
Oct'r.		J. J. Foote, advertising tenders.....	47	25		
		L. J. Demers & Frères, do do	45	00		
	7	J. Carrel, do do	21	00		
	17	L. N. Dumouchel, for services.....	175	50		
	25	La Minerve, advertising tenders.....	45	00		
	28	De Martigny, 10 mths. rent of construction train.....	3,333	33		
	31	H. J. Beemer, for August and Sept. estimates.....	12,000	00		
Nov.	3	A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent to 1st Nov., 1881 (Montreal).....	213	35		
		La Minerve, advertising tenders.....	31	50		
	10	L. N. Dumouchel, for fees, &c.....	155	00		
		do do	57	00		
	18	Davidson & Cross, fees re W. C. Macdonald.....	1,001	90		
Dec.	7	J. Simard, fees as arbitrator re Hotte & Beaulieu exprop.	50	70		
		A. E. Leonard, do do do	58	00		
		M. Laurent, do do do	30	70		
	14	L. N. Dumouchel, for services	60	25		
		G. Laviolette, fees re Hotte & Beaulieu.....	13	50		
	22	J. Simard, fees as arbitrator re Casgrain.....	25	00		
	30	L. A. Sénécal, for travelling expenses in connection with the superintending of construction works.....	5,000	00		
1882.						
Jan'y	24	J. Simard, fees as arbitrator re Beaubien	25	00		
	12	J. S. Hall, costs e Jameison.....	368	90		
		St. Louis Bros., ac. workshops at Montreal.....	19,536	21		
		Carried over.....				

A—(PART OF No. 6.)—Continued.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward....				
Feb'y 1.....	A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ rent to 1st August, 1882, Montreal.....	200	00		
28.....	L. Brousseau, advt. for tenders for workshops, Montreal...	49	50		
March 18.....	Toronto Bridge Co., iron for extension, Montreal.....	1,588	00		
7.....	H. J. Beemer, ac. estimates, extension.....	50,000	00		
	St. Louis Bros., do workshops.....	9,494	05		
April 6.....	L. N. Duvernay, advertising Chaudiere Bridge.....	205	50		
28.....	H. J. Beemer, ac. estimates Montreal extension.....	10,201	93		
	L. N. Dumouchel, copies of deeds.....	29	15		
30.....	Electric Light Co., amt. of ac. western division.....	7,684	45		
May 11.....	T. T. Rivard, for deeds.....	30	00		
31.....	L. N. Dumouchel, for professional services.....	74	00		
	A. Desjardins, $\frac{3}{4}$ rent and repairs to 1st May, 1882, Montreal office.....	226	67		
	H. J. Beemer, for Montreal extension.....	9,798	07		
June 23.....	J. McDougall, for cars.....	\$21,916	98		
	Less: $\frac{1}{2}$ chargeable to construction east.....	10,958	49		
1879.		10,958	49		
Dec'r 6.....	C. A. Scott, to reimburse revenue for amounts paid Engineers for construction in Sept. & Oct., 1879.....	4,938	72		
1880.	C. A. Scott, to pay sals. of Engineers, &c, for Dec., 1879..	1,650	75		
Jan'y 16.....	L. A. Sénécal, to reimburse him for Amount of rails taken from the Quebec & Lake St. John Ry.....	95	20		
June 19.....	L. A. Sénécal, to pay claims against B. Gibsone, ac. ballasting.....	8,885	97		
Nov'r 6.....	Treasury Department, for amount paid for Pontiac survey, from Aylmer to Matawan, previous to Dec., 1875.....	14,500	00		
1875.....				172,904	54
1879.	Cr.				
July 22.....	By Doyle & Demers, amt. chargeable to construction east.....	164	30	1,174,078	37
Dec'r 6.....	Sale of buildings at St. Jérôme.....	46	00		
1881.	do do do.....	60	25		
March 11.....	P. Huot, amt. chargeable to construction east.....	7	00		
July 26.....	P. A. Peterson, proceeds of sale of cedar timber.....	146	14		
1880.					
Aug't 31.....	E. Chanteloup, furnishings for cars.....	\$10,000	00		
	J. McDougall, for cars.....	30,000	00		
Sept. 14.....	do do.....	30,000	00		
	do do.....	30,000	00		
Oct'r 30.....	do do.....	25,000	00		
	J. Crossen, do.....	10,800	00		
Dec'r 31.....	J. McDougall, do.....	10,000	00		
1881.					
April 11.....	do do.....	32,832	60		
May 17.....	do do.....	30,000	00		
	Less: $\frac{1}{2}$ of.....	\$208,638	60		
	Chargeable to construction east.....	104,316	30		
		104,316	00		
	Proportion of Interest paid June 30th, 1881, (\$10,765 94) chargeable to construction east (*).....	8,396	40		
Oct'r 28.....	De Martigny, for amount erroneously charged construction trains for east section.....	3,333	33	116,469	72
	Balance.....			\$1,057,608	65

(*) Interest paid by Treasury Department on some of the amounts charged in this account, by reason of Letters of Credit issued by said Department.

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by Government on account of
Construction of the Western Section of the Q., M., O. & O. Railway,
from 1st July, 1882, to 30th June, 1885.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
Sept. 1.....	To D. Galipeau, for gravel and damages.....			100	00
Oct'r 9.....	T. Major, for railway crossings.....			195	00
10.....	Montreal Harbor Com'rs., commutation.....			2,565	98
13.....	F. Fortin, land for station grounds at St. Martin			290	33
19.....	G. Edwards, for ties.....			292	90
21.....	Montreal Harbor Com'rs., work done to ramps.....			458	27
31.....	Mrs. McIntyre, for borrow pit			30	00
	H. J. Beemer, acct. Montreal extension.....			80,896	73
	do do Chaudière bridge.....			42,500	00
	St. Louis Bros., acct. workshops, Montreal.....			44,275	74
Dec'r 30.....	Toronto Bridge Co., engineering, etc., acct. Mon'l. exten.....			13,846	06
1883.					
Jan'y 5.....	Cushing & Hunter, deed of agreement.....			143	60
30.....	J. H. MacKay, ties delivered in 1878			158	70
31.....	Hétn & Dumouchel, professional services.....			222	50
	P. B. Vanasse, 3 months' salary.....			500	00
	Sir C. Stuart, for lease of water-course at Buckingham.....			400	00
Feb'y 6.....	P. A. Peterson, acct. services.....			100	00
Aug. 10.....	D. Rogers, for borrow pit.....			40	00
	R. Douglas, do			30	00
23.....	W. C. Nunn, royalty @ \$4.00.....			32	00
Nov. 27.....	Hon. T. McGreevy, for pile-driver.....	\$200	00		
	Less : amount charged East Sect.....	100	00		
				100	00
Dec'r 31.....	A. Desjardins, for rent, Montreal office.....			800	00
	A. Toupin, salary as inspector of cordwood.....			115	00
	J. M. Loranger, for professional services.....			206	88
	Lacoste, Globensky & Bissailon, for professional services.....			46	75
	L. H. Duhamel, copies of contracts, &c.....			4	00
1884.					
March 31.....	A. Desjardins, $\frac{1}{4}$ rent to 1st Feb., 1884, Montreal.....			300	00
July 11.....	L. N. Dumouchel, for right of way on Mont'l extension...			55	75
Sept. 30.....	A. Desjardins, rent & repairs of Montreal office, to 1st May, 1884.....			320	00
Dec'r 2.....	W. M. Marler, preparing deed re Gale farm			17	70
31.....	J. G. Bossé, for $\frac{1}{2}$ of amt. (\$500) paid him for fees and disbursements re petitions of right granted McGreevy & Macdonald.....			250	00
	J. Rielle, professional services ac. expropriation Montreal extension.....			500	00
	C. Legge, for amt. paid October 13, 1882, ac. of J. Legge's claim for services rendered.....			500	00
	L. R. Church, fees re Murphy vs. M. & Western Ry. Co....			100	00
1885.					
March 21.....	H. Hogan, petition of right re Hogan vs. Regina.....			42	20
June 30.....	H. Hogan, compensation for a level crossing or bridge to be built in the line of the projected continuation of Sherbrooke street over the track at Hochelaga.....			10,500	00
	Carried over.....			200,934	09

B—(PART OF NO. 6.)—*Continued.*

1883.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....			200,934	09
	CR.				
	By Canadian Pacific Ry., for amount refunded Treasury Department on ac. of proportion chargeable to them by Government for work done by St. Louis & Frère, at workshops, Montreal, and by H. J. Beemer on railway extension, Montreal, from 1st March to July, 1882.....		53,738	42	
Dec'r 10.....	L. O. Hétu, rent of St. James street office.....		213	75	
31.....	W. Prévost, do do do		100	00	
1884.					
March 26.....	L. O. Hétu, do do do		142	50	
1885.					
July 18.....	do do do do		71	25	
	Balauce.....			54,265	92
				\$146,668	17

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

Total of foregoing statement a, to 30th June, 1882.....	\$1,057,608	65
do do do b, do 1885.....	146,668	17
Total.....	\$1,204,276	82

A.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by Government on account of Right of Way on the Western Section of the Q., M., O. & O. Railway, from 1st September, 1878, (date of the taking possession of said Section by Government), to 30th June, 1882.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
Oct'r 30.....	To Z. Routhier, work executed.....			20	00
	M. Cousineau, for land.....			35	00
	C. do transfer of barn.....			70	00
17.....	E. de Bellefeuille, for right of way.....			15,000	00
30.....	W. Washburne, regist. of deeds.....			9	15
31.....	Hon. L. Beaubien, ac. exprop.....			1,075	00
Nov'r 1.....	Z. Routhier, land at E. Templeton.....			15	00
	M. Cousineau, do do.....			40	00
	C. do do do.....			100	00
30.....	J. B. Resther, fees as arbitrator.....			300	00
7.....	Heirs Kimpton, interest.....			21	45
16.....	X. Tétreau, regist. of deeds.....			4	00
23.....	De Bellefeuille & Turgeon, bal. ac. services.....			500	00
Dec'r 16.....	do ac. right of way.....			3,000	00
1879.					
Feb'y 11.....	Heirs O'Connell, interest.....			24	37
15.....	Bellerive property, H. Brault, deeds of sale, &c.....			380	00
25.....	do do Mrs. Papineau.....			497	03
	do do taxes.....			2,243	87
March 6.....	Hon. L. Beaubien, ac. exprop't'n.....			1,000	00
April 24.....	De Bellefeuille, for ac. right of way.....			40,000	00
29.....	Bellerive property, H. Brault, bal. of acct.....			1	00
May 1.....	De Bellefeuille, for ac. right of way.....			10,000	00
April 30.....	Hon. L. Beaubien, ac. expropriation.....			2,040	89
	J. T. Davies, ac. Bellerive property.....			5,250	10
	do do do.....			1,156	43
May 21.....	De Bellefeuille, ac. Buckingham Manufg. Co.....			3,000	00
30.....	Gale farm, paid Montreal City & District Savings Bank, interest.....			2,763	20
June 13.....	Bellerive property, interest.....			215	75
17.....	De Bellefeuille, to pay McBride.....			550	00
27.....	do draft Mont'l Bank, ac. right of way.....			1,000	00
	do to pay Moreau.....			800	00
30.....	J. O. Turgeon, exp. re Bourgoin.....			1,000	00
July 1.....	R. C. Scott, right of way (Chaudiere B).....			1,000	00
8.....	do do do.....			1,000	00
16.....	Hon. L. Beaubien, ac. expropriation.....			3,100	00
Aug't 9.....	De Bellefeuille, to pay Ranken.....			2,900	00
20.....	do do D. McLean.....			1,000	00
Dec'r 30.....	Heirs Kimpton, interest.....			21	45
1880.					
April 1.....	Mrs. Westcott-Papineau, interest Bellerive property.....			1,583	75
26.....	Hon. L. Beaubien, ac. expropriation.....			2,890	80
30.....	J. B. Resther, for services.....			600	00
15.....	De Bellefeuille, to pay Harwood and others.....			3,500	00
22.....	do do Ranken, Campbell & al.....			1,000	00
May 13.....	do do Leblanc, Corbin, Barron & al.....			1,700	00
Aug't 6.....	do do Kerr, Kennedy & al.....			1,616	77
7.....	do do right of way.....			430	00
27.....	Bellerive property, J. T. Davies, interest.....			1,575	00
Sept. 23.....	De Bellefeuille, to pay Moreau for ballast pit.....			1,100	00
	do do for right of way.....			100	00
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Sept. 23.....	To DeBellefeuille, to pay interest due to Kerr.....			38	47
Oct'r 22.....	do for expropriation.....			2,000	00
26.....	N. Perrault, ac. heirs O'Connell, interest.....			24	37
Nov'r 6.....	Heirs Kimpton, interest.....			21	45
Oct'r 9.....	De Bellefeuille, to pay Dumouchel services.....			46	00
25.....	do do right of way.....			210	00
Nov'r 6.....	Bellerive property, Mrs. Westcott-Papineau, interest.....			1,575	00
Dec'r 24.....	Mrs. Williams, interest.....			7	44
30.....	J. B. Resther, ac. fees & travl. ex.....			300	00
1881.					
Jan'y 31.....	Gale farm, 18 mths. interest.....			8,289	66
	do 24 do.....			6,706	91
Feb'y.....	H. A. Brault, for deeds.....			66	45
March 3.....	E. De Bellefeuille, for services.....				
11.....	do Montreal extension.....			30,000	00
17.....	do do do.....			40,000	00
April 11.....	do do do.....			20,000	00
May 11.....	Gale farm, 6 mths. interest.....			2,763	19
18.....	Bellerive property, do.....			1,575	00
June 1.....	J. B. Resther, bal. of fees.....			727	63
Sept. 9.....	De Bellefeuille, for Montreal extension.....			10,000	00
19.....	do do do.....			5,000	00
	do do do.....			15,000	00
Oct'r 7.....	do do do.....			2,000	00
24.....	do fees re Molson.....			223	90
25.....	Heirs Kimpton, interest.....			21	45
27.....	R. Ramsay, fees re Molson.....			32	50
24.....	De Bellefeuille, deposit re Molson.....			25,000	00
	do do re do.....			9,743	60
26.....	W. C. Macdonald, for expropriation.....			49,600	63
28.....	Gale farm, interest.....			2,763	19
Nov'r 18.....	Bourgoin & Fils, for expropriations.....			16,800	00
21.....	Gale farm, interest.....			3,353	45
Dec'r 7.....	Hon. L. Beaubien, ac. expropriation.....			7,587	50
14.....	L. Dumouchel, for services (right of way west).....			123	34
20.....	Bellerive property, interest.....			1,575	00
23.....	P. Desjardins, balance of purchase money.....			25	00
30.....	Hon. L. Beaubien, interest on purchase.....			1,007	26
	W. C. Macdonald, bal. of expropriation.....			3,173	11
	J. Bouchard, services re W. C. Macdonald.....			67	20
1880.					
Dec'r 31.....	Estate Hastings, capital & interest to date.....			508	79
1882.					
Jan'y 2.....	E. De Bellefeuille, for services.....			1,000	00
3.....	do Montreal extension.....			12,000	00
	do do do.....			2,000	00
26.....	do re Dupuis.....			1,800	00
Feb'y 2.....	L. N. Dumouchel, for services (right of way west).....			57	45
April 21.....	De Bellefeuille, services re W. C. Macdonald.....			1,754	70
29.....	L. N. Dumouchel, for services right of way west.....			15	75
May 19.....	P. S. Mackay, for professional services.....			100	00
22.....	X. Tereau, bill of costs re Edwards.....			8	00
23.....	C. L. Champagne, costs re Gauthier.....			100	00
June 3.....	Bellerive property, interest.....			1,575	00
	Total.....			\$405,568	29

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B.

DETAILED STATEMENT of amounts paid by Government on account of
Right of Way on the Western Section of the Q., M., O. & O. Railway,
from 1st July, 1882, to 30th June, 1885.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
July 1.....	To E. De Bellefeuille, <i>re</i> O'Hagan.....			1,440	00
Aug't 3.....	T. Orieux, copies of plans.....			40	00
4.....	Gale farm, interest.....			2,763	19
	do do.....			3,097	15
22.....	Lacoste & Globensky, <i>re</i> Beaubien & J. C. Bank.....			413	81
Sept 12.....	L. Allard, services <i>re</i> Mrs. Leamy.....			85	75
13.....	De Bellefeuille, to pay sundries.....			819	88
14.....	A. Ranger, for expropriation.....			52	52
15.....	E. De Bellefeuille, for Montreal extension.....			9,000	00
Aug't 3.....	L. N. Dumouchel, services St. Martin's Junction.....			5	25
Sept. 27.....	H. Tétreau, ac. quittance <i>re</i> Ranger.....			2	00
28.....	De Bellefeuille, to pay sundries.....			450	00
29.....	Quimet & Nantel, bill of costs.....			150	00
Oct'r 9.....	De Bellefeuille, do Hotte & Beaulieu.....			126	13
19.....	do bal. due for right of way.....			363	27
16.....	do <i>in re</i> Bronsdon & Grace.....			262	75
	do do Dupuis, Casgrain & al.....			219	40
19.....	do do Ottawa Corporation.....			119	30
	do do do.....			153	82
30.....	Gale farm, interest.....			5,598	77
	De Bellefeuille, for ac. Montreal extension.....			10	00
Nov'r 7.....	do <i>re</i> O'Hagan.....			65	82
8.....	Gale farm, interest.....			4,621	48
13.....	Bellerive property, interest.....			1,575	00
17.....	Heirs McConnell, do.....			138	19
	De Bellefeuille, to pay sundries.....			489	05
21.....	Heirs Kimpton, interest.....			21	45
	C. S. Burroughs, bill of costs.....			342	60
24.....	De Bellefeuille, for right of way.....			99	70
	De Bellefeuille, ac. Montreal extension.....			4,000	00
	do bal. of ac. J. Simard.....			25	00
29.....	Jos. Barber, for land.....			408	00
	L. Allard, bal. of ac. <i>re</i> Molson & Rubber Co.....			50	00
	E. De Bellefeuille, bal. due Perrault.....			30	00
Dec'r 1.....	do <i>re</i> Jameison.....			58	27
3.....	J. Simard, <i>re</i> Molson.....			25	00
	De Bellefeuille, to pay sundries.....			150	00
30.....	do bal. due J. B. Rolland.....			25	00
1883.					
Jan'y 9.....	do to pay Jamieson.....			183	23
	do bill <i>re</i> E. B. Haycock.....			287	07
	do do J. E. Robidoux.....			100	00
15.....	do do J. H. R. Molson.....			22	30
	do do Bronsdon & al.....			85	05
17.....	P. B. Vanasse, fees & expenses.....			390	00
19.....	De Bellefeuille, Bill <i>re</i> Tobacco Co.....			297	40
	do Montreal Gas Co.....			265	65
	do St. Thomas Church.....			230	20
22.....	do to pay Simard <i>re</i> Molson.....			500	00
	do do A. Brown <i>re</i> Molson.....			500	00
	do do J. Simard <i>re</i> City Gas Co.....			135	00
	do do J. Neilson <i>re</i> do.....			135	00
23.....	do H. Perrault, <i>re</i> do.....			130	00
25.....	do ac. Montreal extension.....			50	00
	L. N. Dumouchel, for professional services.....			27	50
Carried over.....					

B—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1883.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Feb'y 5.....	To De Bellefeuille, costs <i>re</i> Jarneison.....			6	40
	do do G. W. Parent.....			243	45
	do to pay witness <i>re</i> do.....			80	00
	do to withdraw deposit <i>re</i> do.....			24	00
14.....	J. Sauriole, interest.....			5	04
March 2.....	De Bellefeuille, bill of cost <i>re</i> sundries.....			83	70
5.....	do do do.....			684	60
9.....	do do Molson.....			86	24
April 9.....	A. Hutchinson, fees <i>re</i> do.....			500	00
18.....	Mrs. Dubord, care of arbitrators rooms.....			10	00
May 11.....	E. Sénécal & Fils, printing factums.....			77	50
	M. Martin, arbitrator <i>re</i> W. C. Macdonald.....			25	00
July 12.....	P. B. Vanasse, fees & exp. <i>re</i> Dumontier & al.....			120	00
Aug. 11.....	A. Wright, expropriation.....			1,500	00
23.....	Widow D. Gibb (Mrs. Robertson expropriation).....			3,044	00
	De Bellefeuille, to pay Ramsay costs <i>re</i> Molson.....			16	60
	do costs <i>re</i> Fish & Argenteuil Co.....			109	72
Nov'r 9.....	M. Laurent, services <i>re</i> Beaubien & Casgrain.....			50	00
	De Bellefeuille, to pay Mrs. Robertson exprop.....			12	00
12.....	L. N. Dumouchel, for services.....	\$76	00		
	Less : credited amt.....	4	00		
	Alex. Dubois, land damages.....			72	00
	Herm. do do.....			130	00
	J. Gratton, do.....			120	00
	Sol. Brunet, do.....			30	00
26.....	E. De Bellefeuille, costs <i>re</i> Molson.....			379	52
30.....	Estate Hastings, balance of capital.....			96	09
	Gale farm, for capital & interest, &c.....			71,963	44
Dec'r 7.....	P. B. Vanasse, services <i>re</i> A. Wright & Robertson.....			70	00
	L. N. Dumouchel, for services Aylmer station.....			107	25
31.....	Heirs Kimpton, $\frac{1}{2}$ of capital & interest.....			186	71
26.....	Lacoste & Globensky, for services.....			168	00
1884.					
Jan'y 15.....	J. Simard, valuator <i>re</i> Molson.....			25	00
12.....	E. De Bellefeuille, costs <i>re</i> Ottawa Corporation.....			232	78
31.....	Estate Hastings, interest on one share (\$96).....			5	76
March 4.....	Marler & McLennan, copies of deeds.....			67	60
May 3.....	Montreal Gas Co., capital & interest.....			19,467	64
July 11.....	L. N. Dumouchel, deed of sale Montreal Gas Co.....			27	00
21.....	Mrs. Scott, expropriation of land at Aylmer.....			978	10
	De Bellefeuille & Bonin, fees <i>re</i> Molson.....			32	66
Nov'r 29.....	Montreal City and District Savings Bank for Gale farm, capital & interest.....			159,050	89
Dec'r 13.....	E. De Bellefeuille, fees and disbursements.....			749	07
1885.					
Feb'y 5.....	do <i>re</i> Co. of Ottawa.....			146	00
1884.					
Dec'r 31.....	Heirs Kimpton, bal. of capital and interest.....			200	65
1885.					
Feb'y 21.....	P. B. Vanasse, services <i>re</i> Mrs. Clunie.....			82	50
May 20.....	L. G. Dumouchel deeds of sale <i>re</i> A. Wright & Mrs. Scott.....			28	95
June 30.....	Mrs. M. McPhee Clunie, for expropriation.....			1,610	00
	Duhamel & Rainville, b 1 of costs <i>re</i> Mrs. McPhee Clunie & al.....			819	60
	Carried over.....			304,281	41

B—(PART OF NO. 6.)—Continued.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....			304,281	41
	CR.				
Nov'r 23.....	By interest refunded by Provincial Treasurer and chargeable				
to	to public debt:—Gale farm, \$4,760.14; heirs Kimpton,				
Dec'r 15.....	\$6.26; Bellerive property, \$1,225.00; heirs McConnell,				
	\$116.38.....	6,107	78		
1884.					
July 11.....	By estate Hastings, capital and interest refunded Treasury				
	Department.....	1,597	33	7,705	11
	Balance.....			\$296,576	30

Department of Railways,
Quebec, September 5th, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

Total of foregoing statement <i>a</i> to 30th June, 1882.....	\$405,598 20
do do do <i>b</i> do 1885.....	296,576 30
Total	<u>\$702,174 50</u>

RECAPITULATION.

Total of foregoing recapitulations <i>a</i> and <i>b</i> , for construction to	
30th June, 1882 and 1885.....	\$1,204,276 82
Total of foregoing recapitulations <i>a</i> and <i>b</i> for right of way to	
30th June, 1882 and 1885.....	702,174 50
Grand total.....	<u>\$1,906,451 32</u>

TABLEAU No. 7,

COMPRISING STATEMENTS A, B and C of amounts received by Mr. L. A. Sénécal, Superintendent, from Railway Department and other sources, from 1st March, 1880, to 31st March, 1883, on account of "Construction" and "Traffic" (Revenue) of the Q. M. O. & O. Railway; followed by a detailed Statement or Recapitulation D of Expenditure by Mr. Sénécal, and by a Recapitulation of these Statements A, B, C and D. (Amounts un-apportioned on both sections of the Railway.)

STATEMENT of Amounts paid by Railway Department to Mr. J. A. Sérésol

1

A.—(Continued.)

STATEMENT of Amounts paid by Railway Department to Mr. L. A. Sénécal,
for account of *Construction*, from 1st March 1880, to 31st March 1883.

1880.	CR.	\$	cts.	\$	cts.
	By following amounts (above included) charged to "construction" on both sections :—				
October 27	" freight on turn table, charged in construction West (see statement <i>a</i> of Tableau No. 6).....		72	00	
November 6	" claims against B. Gibsone forming part of the \$8,885.97 charged in construction West, (see statement <i>a</i> of Tableau No. 6).....		8825	05	
1881.					
January 31.....	" D. Macdonald for steam shovel, etc., charged in construction West, (see statement <i>a</i> of Tableau No. 6).....		7500	00	
April 11.....	" J. McDougall for cars : charged one-half to construction East, as per statement <i>a</i> of Tableau No. 3, and one-half to construction West, as per statement <i>a</i> of Tableau No. 6.....		30000	00	
May 17.....	" J. McDougall balance on account of cars : one-half charged to construction East, as per statement <i>a</i> of Tableau No. 3, and one-half to construction West, as per statement <i>a</i> of Tableau No. 6.....		32832	60	
December 30.....	" L. A. Sénécal for travelling expenses on account of superintending works of construction, charged in construction West, (see statement <i>a</i> of Tableau No. 6).....		5000	00	
					84229 65
	Balance.....		\$	1,316,249	74

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B.

STATEMENT of amounts paid by Railway Department to Mr. L. A. Sénécal, Superintendent of the Q. M. O. & O. Railway, from 1st March 1880, to 30th June 1882, for account of *Revenue*.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
March 19.....	To pay Traffic expenses and salaries in February, 1880.....			12929	70
April 13.....	Salaries and general accounts for March.....			13794	08
" ".....	Insurance.....			1258	57
" ".....	Cordwood.....			4870	10
" 22.....	General accounts for March (E. S.).....			10031	43
" ".....	Cordwood.....			10598	30
" 29.....	General accounts for December, 1879, and January and February, 1880.....			15616	65
" ".....	Part of salaries and traffic expenses for April.....			8002	81
" ".....	Amounts not in general accounts.....			4127	59
" ".....	Balance of salaries and traffic expenses for April.....			19392	88
July 3.....	Cordwood in May.....			41618	21
September 10.....	Salaries and traffic expenses in August.....			38502	96
October 16.....	Belloni for coal.....			39172	57
" 18.....	Salaries and traffic expenses for September.....			32525	00
" ".....	Gazette Printing Company.....			1500	00
November 5.....	Salaries and traffic expenses for October.....			36110	00
December 10.....	Revenue accounts for November.....			44350	00
November 29.....	Revenue accounts.....	30000	00		
	Less : amount charged Construction.....	6232	92		
				23767	08
1881.					
January 1.....	Salaries for December, 1880.....			49720	92
" ".....	Reimbursement to Jacques Cartier Bank.....			95306	57
" 24.....	pay Balance of salaries and general accounts.....			29645	84
February 4.....	Salaries, etc., for January, 1881.....			47158	76
February 4.....	Balance of salaries for January, 1881.....			739	24
March 23.....	Salaries, etc., for February, ".....			57253	00
April 4.....	" " " March, ".....			66155	00
May 20.....	" " " April, ".....			98720	50
June 17.....	" " " May, ".....			83799	25
July 6.....	" " " June, ".....			74408	00
" ".....	Casual claims.....			8000	00
August 12.....	Salaries, etc., for July, 1881.....			89375	12
September 3.....	" " " August, ".....			69840	00
October 4.....	" " " September, 1881.....			75700	00
November 11.....	" " " October, ".....			53401	25
December 10.....	" " " November, ".....			47375	80
1882.					
January 10.....	" " " " December, ".....			53487	34
February 4.....	" " " " January, 1882.....			52801	25
March 9.....	" " " " February, ".....			55656	50
April 3.....	" " " " March, ".....			59200	00
May 8.....	" " " " April, ".....			55925	00
June 19.....	" " " " May, ".....			37000	00
" 23.....	" " " " May, ".....			17400	00
" 30.....	" " " " June, ".....			3682	90
	Total.....			\$	1,639,919 37

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.
E. MOREAU, *Secretary.*

M. J. MURPHY,
Accountant.

BB.

STATEMENT of amounts paid by Railway Department to Mr. L. A. Sènecal, Superintendent Q. M. O. & O. Railway, from 1st July, 1882, to 31st March, 1883, for account of *Revenue*.

1882.	Dr.	\$	cts.	\$	cts.
August 30.....	To pay salaries, etc., for month of June, 1882.....	48,817	10		
1883.	Cr.				
March 27.....	By Amount refunded Provincial Treasurer.....	\$7,573	15		
	“ Balance in Bank to credit of Administration....	143	94	7,717	09
	Total.....				\$41,100 01

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

Total of Statement B.....	\$1,639,919 37
“ “ B B.....	41,100 01
Total.....	<u>\$1,681,019 38</u>

RECAPITULATION of Statements A, B and B B.

	\$	cts.	\$	cts.
<i>For year 1880—</i>				
Total paid L. A. Sénécal for "Construction"	462,356	32		
" " " " "Revenue"	358,167	93		
			820,524	25
<i>For year 1881—</i>				
Total paid L. A. Sénécal for "Construction"	645,732	76		
" " " " "Revenue"	851,291	88		
			1,497,024	64
<i>For 6 months ending 30th June 1882—</i>				
Total paid L. A. Sénécal for "Construction"	168,696	60		
" " " " "Revenue"	343,877	91		
			512,574	51
<i>For 9 months ending 31st March 1883—</i>				
Total paid L. A. Sénécal for "Construction"	31,500	00		
" " " " "Revenue"	52,500	00		
1880.			84,000	00
December 30—Amount paid Jacques Cartier Bank for account of L. A. Sénécal for "Construction"	92,193	71		
" " " " "Revenue"	95,306	57		
			187,500	28
CR.			3,101,623	68
By Deductions as per pages 2 and 3 of this statement.....	84,229	65		
" Amount overcharged H. J. Beemer for freight of stone carried over the line of railway from Terrebone to Montreal, and which amount is erroneously credited to Railway Department as having been received from Government.....	12,407	82		
1883.				
March 27—By amount refunded Provincial Treasurer as per statement <i>b b</i> , page 6.....	7,573	15		
By Balance in Bank to credit of administration as per statement <i>b b</i> , page 6.....	143	94		
			104,354	56
Balance.....			2,997,269	12
By adding to this balance of.....	2,997,269	12		
The amounts received from other sources, as per statement C.....	13,547	57		
It will give the actual amount expended as per statement D...\$	3,010,816	69		

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

C.

STATEMENT of amounts received from sundry sources, in connection with the Q. M. O. & O Railway, by Mr L. A. Sénécal, Superintendent, from 1st March, 1880, to 31st March, 1883.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
September 1-6.....	From Jacques Cartier Bank.....			8,188	91
1881.					
April.....	" Car mileage \$15.23, steam coal \$160.00.....			175	23
September 28.....	" North British and Mercantile Insurance for freight burnt.....			49	73
" "	" Royal Insurance Co. freight burnt.....			49	74
1882.					
February 17.....	" Quebec Gas Co. amount remitted.....			11	40
May 18.....	" Audit dept. cheque 3018 drawn in error.....			6	37
" "	" Cashier, to cover 3108 " ".....			39	12
August.....	" Engr's. Dept. discount on taxes.....			4	05
September 1.....	" S. Shackell, money received from different Ry's. for proportions.....			2,534	80
October 18.....	" Intercolonial ticket sales.....			7	69
" 20.....	" Special excursion (26th June).....			20	00
" 31.....	" Cashier.....			1,173	46
" "	" Old Colonization R'y.....			0	96
" "	" N.Y., Lake Erie, and Western Ry.....			1	52
November 30.....	" Deposit.....			8	24
December 31.....	"			97	34
1883.					
January 10.....	" Old Colonization R'y.....			40	10
" "	" Connecticut River R'y.....			30	51
" "	" Ottawa River Navig'n Co.....			13	00
" "	" Delaware & Hudson Ry.....			158	33
" "	" Providence & Worcester R'y.....			29	79
" 11.....	" Windsor Hotel.....			16	50
" "	" Grand Trunk R'y.....			240	52
" "	" Boston & Maine R'y.....			1	16
" "	" Detroit, Lansing & Northern R'y.....			2	09
" "	" Connecticut, Clev'd., Columbus & Indiana Ry's.....			6	26
" "	" Pittsburg & Lake Erie R'y.....			1	00
" 17.....	" Boston, Barre & Gardner R'y (ticket sales).....			245	74
" "	" Troy and Boston R'y.....			0	48
February 6.....	" Providence & Worcester R'y.....			6	38
" "	" Intercolonial R'y.....			12	99
" "	" Ottawa Corporation.....			32	10
March 8.....	" Portland & Ogdensburg R'y.....			6	24
" "	" Lake Shore & Michigan Southern R'y.....			8	88
" "	" D. Sleeth.....			3	00
" "	" E. Rodier.....			200	00
" "	" Audit Dep't.....			123	94
Total.....				\$73,547	57

Department of Railways,
Quebec, 1st September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

RECEIPTS—	\$	cts.	\$	cts.
Amount received by L. A. Sénécal, from Government				
for ac. of "Construction".....	1,316,249	74	(Statement A)	
do do do "Revenue" to 30th June, 1882.	1,639,919	37	(do B)	
do do do do 30th March, 1883.	41,100	01	(do B B)	
do do do other sources.....	13,547	57	(do C)	
	(Statement D)...		\$3,010,816	69
EXPENDITURE—(as per Statement D.)				
By Pay rolls and expense accts.....	1,089,497	63		
Supplies and stores.....	806,008	53		
Fuel accts. and pay rolls	244,967	67		
Construction and equipment, etc	213,277	16		
Advertising, stationery, printing, etc... ..	22,064	59		
Notarial and Law costs, etc.....	1,957	32		
Loss and damage to freight and baggage, etc	1,885	58		
Right of way and land damages, etc.....	1,390	00		
Compensation and casualty claims and stock killed...	8,273	62		
Light, rent, taxes and royalties	5,027	40		
Duties, commissions, discounts, etc.....	3,890	03		
Engineer's accounts.....	179,443	93		
Mechanical dept. and water supply.....	35,682	10		
Traffic.....	21,328	23		
Proportions, cartage, car mileage, etc.....	123,697	19		
General offices.....	9,376	17		
Insurance losses.....	6,901	86		
Sundries.....	48,647	40		
Jacques Cartier Bank "Construction".....	92,193	71		
do do do "Revenue".....	95,206	57		
Total.....	\$3,010,816	69	\$3,010,816	69

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION of Accounts rendered by Mr. L. A. Sénécal, Super

MONTHS.	Pay-Rolls and Expense Ac- counts.	Supplies or Stores.	Fuel Accounts and Pay-Rolls.	Construction, Equipment & Contractors Accounts.	Advertising, Stationery & Printing Ac- counts.
1880.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
March.....	12929 70			13867 75	
April.....	23825 51	10598 30	4870 10		
May.....	27395 69	19744 24			
July.....			41618 21		
August.....				32000 00	1500 00
September.....	42876 46	45145 93	2580 97	30044 78	728 37
October.....	47416 38	37232 55	41215 62	29208 58	4663 74
November.....	49285 16	40129 07	6953 28	42633 21	4129 23
December.....	44994 60	62487 65	591 04	27898 25	183 05
1881.					
January.....	41817 08	53636 06	6099 15	11738 88	3823 59
February.....	47433 59	36659 30	9370 05	15490 98	2504 15
March.....	44218 95	50810 14	11099 97	8394 70	1159 38
April.....	46025 58	13931 04	6202 42		252 83
May.....	47789 68	44698 96	13398 68	2000 00	1395 90
June.....	48132 56	22737 65	21428 12		
July.....	47815 73	36140 79	14751 93		
August.....	52134 15	68528 30	23413 98		
September.....	46673 00	24885 98	11645 71		
October.....	47419 58	17870 29	1172 92		
November.....	45533 31	34842 26	1638 87		
December.....	44895 51	23909 66	5485 93		
1882.					
January.....	41991 66	22727 57	2518 68		849 24
February.....	38193 76	21020 29	1633 04		
March.....	40192 67	35809 02	4144 27		272 86
April.....	42269 51	11595 78	5262 09		30 42
May.....	38741 43	25182 16	1847 46		67 04
June.....	41356 80	23630 25	1936 47		92 90
July.....	37853 20		4088 71		
August.....		20216 37			
September.....		866 73			
October.....		292 75			222 42
November.....		458 33			63 49
December.....		216 61			
1883.					
January.....	135 00				56 00
February.....					57 48
March.....	151 38	4 50			12 50
	\$ 1,809,497 63	806,008 53	244,967 67	213,277 16	22,064 59

To be added amount reimbursed by Railway
do do do

Department of Railways, Quebec, 1st September, 1885.

E. MOREAU, Secretary.

D.

intendent of the Q. M. O. & O. Ry., from 1st March, 1880, to 31st March interval, as per annexed Statements A, B, B B & C.

Notarial and Law Costs, Etc.	Loss and Dam- age to Freight and Baggage, Etc.	Right of Way & Land Dam- ages, Etc.	Compensation and Casualty Claims, and Stock killed.	Light, Rent, Taxes and Royalties.	Duties, Com- mission & dis- count; Guar- antee Prem- iums and In- surance.	Engineers' Accounts.
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
					1258 57	
10 10	67 00	100 00	27 00	179 46		
34 00	5 00		200 00		36 01	
53 40	253 92	277 94	506 50	503 92	621 25	
		12 86		1779 15	738 12	
	37 56	33 80	6 00		86 35	
386 38	62 92	315 40	75 00	2474 25	480 78	
148 50	20 52	650 00		90 62	140 95	
			139 12			28019 51
192 82			15 00		528 00	11019 91
			7150 00			19045 39
						11453 15
						19000 02
						13874 74
						15893 52
						18355 70
						3939 40
						7034 83
						1649 87
	738 90					9590 55
39 12	34 50					2272 92
1000 00	300 00		70 00			9411 71
			45 00			4080 95
	265 10		40 00			921 41
	3 00					904 83
	46 70					1371 23
						103 58
80 00						29 00
13 00	50 16					1491 71
1,957 32	1,885 58	1,390 00	8,273 62	5,027 40	3,890 03	179,443 93

Department on December 31st, 1880, to the Jacques-Cartier Bank, account L. A. Sénécal, for account
do do do do do

1888, of the amounts paid to him by the Railway Department during same

Mechanical Department— Water Supply, Etc.	Traffic.	Proportions, Cartage, Car Mileage, Etc.— Audit Depart- ment.	General Offices.	Insurance Losses.	Sundries.	TOTALS.
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
						26797 45
						40552 48
						47139 93
						41618 21
						33500 00
					166 73	121926 80
		1314 55				161292 43
488 31		5420 30			918 90	151344 60
414 68		7913 47			1445 31	149272 00
601 68		2711 43			2197 81	122789 69
1714 25		5479 54			162 55 }	122699 60
481 11		6733 46			90 46 }	
1205 47	1120 71	4081 07		60 75	779 66	124727 96
					528 75	101428 13
5812 89	2191 27	6625 34	386 25	2446 97	1313 17	139953 96
4614 22	983 54	5942 48		673 00	11916 70	135473 66
2288 28	999 29	4952 20	2411 70	1543 96	13875 53	143382 56
4023 77	1371 03	7296 19	470 64	779 93	876 57	177894 58
546 95	558 96	7101 03		51 67	2596 03	107934 07
1170 85	2112 70	5313 53	1065 00		3334 10	95352 49
500 51	2610 67	5497 59			612 68	109591 59
973 98	1171 83	5124 78	529 36		1729 70	87760 15
582 29	1041 52	6149 49	237 69		374 76	83507 73
721 78	2439 05	5938 21			1927 75	73523 75
849 68	1256 25	11183 98			2897 83	106956 01
947 03	50 70	6209 00	383 94		254 14	69349 15
2776 91	1803 20	4788 98	1118 90	158 81	166 07	87432 67
1641 25	240 50	4470 00	50 00	138 55	389 42	78052 09
535 93	35 68	2804 28	11 75		84 40	46490 46
2472 04	131 69	211 07	264 66	1048 22		25251 88
			25 00			2262 96
25 00	1083 33	451 22	714 09			2939 09
225 64			239 79			1016 25
		1 00	342 67			640 28
47 60		156 45	692 26		7 88	2586 90
		16 72	199 60			335 96
	126 31	10 83	232 87		0 50	538 89
35,642 10	21,328 23	123,697 19	9,376 17	6,901 86	48,647 40	2,823,316 41

of "Construction"\$92,193 71

"Revenue" 95,306 57

\$ 187,500 28

\$3,010,816 69

M. J. MURPHY, Accountant.

TABLEAU No. 8.

(PARTS A AND B.)

DETAILED STATEMENTS of the amounts paid by Government on account of Contingencies (being salaries and expenses of Railway Commissioners and staff, office supplies and general expenditure, &c.,) from January 1876 to 30th June 1882, and to 30th June 1885,—(amounts un-apportioned between the two Sections—) of the Q., M., O. & O. Railway.

DETAILED STATEMENT A of the amounts paid by Government on account of Contingencies, from January 1876, on both Sections—(un-appor-tioned,—) of the Q. M., O. & O. Railway, to 30th June 1882.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
Feb'y 2.....	To salaries for Nov. & Dec. 1875, and Jany 1876, of Secty. & staff.....		302 05		
18.....	A. Côté, $\frac{1}{2}$ of rent to 1st Feby., 1876.....		36 43		
.....	do taxes (portion of—).....		20 92		
.....	Gas acct. from 24th Dec., 1875, to 1st Feby., 1876.....		3 30		
19.....	A. Desjardins, part of rent to 1st Feby., 1876.....		29 90		
21.....	J. J. Foote, part of subscription to <i>Chronicle</i>		4 13		
28.....	Water tax, Montreal, (part of—).....		3 63		
March 10.....	E. Rodier, saly. from 24th Dec., 1875 to 1st April, 1876.....		134 60		
.....	E. de Bellefeuille, do do do do		538 40		
.....	do do for expenses.....		36 08		
.....	J. H. Chapeau, saly. from 24th Dec., 1875 to 1st April, 1876.....		107 68		
20.....	H. G. Malhiot, saly. to 29th Feby., 1876.....		340 00		
.....	do expenses.....		106 28		
.....	do do		14 85		
.....	Hon. G. Irvine, saly. to 29th Feby., 1876.....		340 00		
.....	do expenses.....		114 50		
.....	Hon. E. Chinic, saly. to 29th Feb., 1876.....		340 00		
.....	do expenses.....		90 50		
.....	A. H. Verret, saly. for Feby., 1876.....		166 66		
.....	do expenses.....		8 01		
.....	do do		8 36		
.....	M. J. Murphy, saly. for Feb., 1876.....		54 16		
.....	F. X. Bergeron, do do		16 66		
.....	<i>Le Canadien</i> , part of subscription to 1st Oct., 1876.....		4 13		
21.....	L. Brousseau, printing, &c.....		117 45		
23.....	C. Poston & Co., for coal.....		22 40		
April 4.....	Dom. Teleg. Co., for despatches.....		2 66		
19.....	H. G. Malhiot, saly. for March.....		300 00		
.....	do expenses do		81 04		
.....	Hon. G. Irvine, salary do		300 00		
.....	Hon. E. Chinic, do do		300 00		
.....	A. H. Verret, do do		166 66		
.....	M. J. Murphy, do do		54 18		
.....	F. X. Bergeron, do do		16 68		
21.....	Hon. E. Chinic, expenses.....		38 00		
.....	Hon. G. Irvine, do		30 50		
22.....	Tarte & Desjardins, printing requisitions.....		39 00		
29.....	A. H. Verret, saly. for April.....		166 66		
.....	do expenses.....		5 84		
.....	M. J. Murphy, saly. for April.....		54 16		
.....	F. X. Bergeron, do do		16 66		
.....	H. G. Malhiot, do do		300 00		
.....	Hon. G. Irvine, do do		300 00		
.....	Hon. E. Chinic, do do		300 00		
May 5.....	E. Moreau, do May.....		166 66		
9.....	A. Côté & Co., rent to 1st May, 1876.....		85 00		
.....	E. Moreau, acct. petty exp.....		26 94		
.....	E. & A. Desjardins, rent to 1st May, 1876.....	\$231 25			
.....	Less: credited item.....	154 17			
.....			77 08		
15.....	Tarte & Desjardins, printing headings to paper.....		21 05		
.....	Quebec Gas Co., to 1st May, 1876.....		5 68		
June 1.....	Pay Roll of Comrs. & staff: sals. for May.....	\$1,484 97			
.....	Less: credited item.....	16 66			
.....			1,468 31		
.....	E. Moreau, acct. petty exp.....		25 00		
.....	Hon. G. Irvine, exp. for May.....		14 50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 2.....	To Coutu & Fauteux, rent to 1st May, 1876.....	\$140 00			
	Less: credited item.....	93 33			
			46 67		
	L. O. Héту, rent to 1st May, 1876.....	\$140 00			
	Less: credited item.....	93 33			
			46 67		
	A. Côté, part of acct.....		4 13		
	Veuve Pelletier, cleaning office.....	\$7 75			
	Less: credited item.....	3 87			
			3 88		
3.....	E. Rodier, travelling exp.....		9 00		
	W. Laroche, office supplies.....		6 00		
5.....	L. Crémazie, do.....		7 50		
	A. Blumbart & Co., stationery to 1st April, 1876.....		74 95		
	L. Brousseau, printing 200 Ry. accts.....		11 03		
	do stationery.....		40 60		
	E. Proulx, rent.....		4 00		
	Mrs. Maguire, cleaning office.....	\$7 75			
	Less: credited item.....	3 88			
			3 87		
20.....	Montreal Teleg. Co., to 1st April, 1876.....		5 33		
22.....	E. Chénic, expenses to 1st July, 1876.....		71 00		
	C. Poston & Co., for two tons coals.....		22 40		
30.....	A. B. Cherrier, directory 1876-77.....		5 00		
	E. Moreau, sal. for June.....		66 68		
	F. X. Bergeron, sal. for June.....	\$41 68			
	Less: credited item.....	16 68			
			25 00		
	A. Angers, sal. for June.....		25 00		
	British Am. Assurance Co.....		15 00		
	CR.				
	By office appropriation due by contractors from 24th Dec., 1875 to 30th June, 1876.....		5,191 78		2,625 29
July 1.....	To Pay Roll of Ry. Comrs. & al for June.....	\$1,221 70			
	Less: credited item.....	16 66			
			1,205 04		
7.....	Sundry accts., office supplies, &c.....	\$183 79			
	Less: credited item.....	5 00			
			178 79		
	Hon. G. Irvine, expenses.....		41 25		
8.....	H. G. Malhiot, do to 1st July, 1876.....		180 57		
	E. Rodier, do.....		53 63		
	Montreal Herald, part of acct. to Sept., 1876.....		4 25		
11.....	Montreal Teleg. Co., to 1st July, 1876.....		103 67		
	J. A. Gariépy, acct. expenses.....		10 00		
	E. Moreau, acct. petty exp.....		25 00		
14.....	J. H. Chapleau, acct. salary.....		25 00		
15.....	Sundry accts., trav'l'g. exp., office supplies & telegraphing		45 81		
	P. A. Peterson, sal. and exp. in June.....		372 46		
	Mrs. Pelletier, office work, \$10.00; less: credited \$5.00..		5 00		
20.....	Tarte & Desjardins, for stationery.....		20 00		
24.....	T. Lemieux, do.....		5 90		
	J. P. Déry, do.....		77 25		
28.....	E. de Bellefeuille, salary as Secretary.....		166 66		
29.....	A. L. Light, sal. for June & July.....		666 66		
	A. Blumbart & Co., supplies.....		162 90		
	H. G. Malhiot, exp. to 29th July, 1876.....		41 85		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1876.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
July 29.....	To Pay Roll of Ry. Comrs. & al for July.....	\$1,354	97		
	Cr:.....	16	66		
				1,338	31
	A. B. Cherrier, 2 copies Montreal directory.....		8	00	
	do do Quebec do.....		3	00	
Aug't 7.....	P. A. Peterson, sal. for July.....		333	33	
	Mrs. Pelletier, care of office.....	\$10	40		
	Less:.....	5	20		
				5	20
	T. & R. White, advertising.....		2	00	
	J. S. Porter, for bell hanging.....		6	50	
	P. A. Peterson, exp. for July.....		41	07	
26.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & al for August.....	\$1,354	97		
	Cr:.....	16	68		
				1,338	29
Sept. 1.....	L. O. Hétu, $\frac{1}{2}$ rent to 1st August, 1876.....		23	33	
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st August, 1876.....		88	36	
	Fauteux & Coutu, do do.....		23	33	
2.....	P. A. Peterson, sal. for August.....		333	33	
	J. Gariépy, trav. exp. do.....		10	00	
	Hétu & Dumouchel, do.....		9	45	
3.....	Tarte & Desjardins, acct. printing blank forms for vouchers, &c.....		50	00	
	Hon. G. Irvine, exp. in August.....		39	00	
	E. Moreau, acct. petty exp.....		25	00	
	Hon. E. Chinic, exp. to 26th August, 1876.....		117	85	
7.....	W. LaRoche, ice for 1876.....		5	00	
8.....	H. G. Malhiot, exp. to 1st Sept., 1876.....		106	77	
11.....	A. Toussaint, for sundries.....		13	39	
	F. Gauvreau, do.....		10	85	
12.....	C. Godin, for horse hire.....		14	00	
7.....	A. Delisle, do.....		27	50	
11.....	P. Huot, copies of schedule.....		5	00	
	Mrs. Pelletier, care of office.....		5	40	
	C. Peverley, office supplies.....		14	33	
19.....	Tarte & Desjardins, stationery.....		50	60	
28.....	A. Light, sal. for August.....		333	33	
	do exp. do.....		85	55	
27.....	Pay Roll of Railway Commissioners & al for Sept.....		1,355	06	
	E. A. J. Côté, services to 30th Sept., 1876.....		55	50	
				9,272	37
	Less: Office approp'n for July, Aug. & Sept.....		2,500	00	
				6,772	37
Oct'r 12.....	To Fyfe & Garneau, for towels.....		3	72	
	Jas. Patten, vacuum brakes.....		1,545	06	
14.....	Montreal Teleg. Co. to 1st Oct., 1876.....		61	47	
	do do for Sep.....		14	16	
17.....	E. Rodier, trav'g. exp.....		54	25	
	C. K. Ogden, do for Sept.....		6	82	
18.....	J. F. Morse & Co., for sundries, tender wheels & axles.....		231	72	
24.....	Ford & Anderson, taking down fittings.....		1	00	
	P. A. Peterson, sal. & exp. for Sept.....		408	05	
25.....	E. Moreau, acct. petty exp.....		50	00	
	Montreal Teleg. Co., for July.....		9	47	
	Sicard & Limoges, for towels.....		1	38	
Nov'r 2.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & al for Oct.....		1,338	31	
	O. Murphy, extra insurance.....		5	00	
	Mrs. Pelletier, cleaning office.....		8	60	
3.....	P. A. Peterson, sal. for Oct.....		333	33	
	do exp do.....		33	48	
	Carried over.....				

1876.		\$	cts.	\$	cts.
Brought forward.....					
Nov'r 3.....	To E. A. J. Côté, sal. for Oct.....		46 50		
7.....	H. G. Malhiot, exp. for Sept. & Oct.....		98 35		
	Hon. G. Irvine, exp. for Oct.....		12 25		
	Tarte & Desjardins, 1 yr's sub. to <i>Le Canadien</i>		6 00		
10.....	A. Côté, for signs.....		4 50		
13.....	Petty expenses : on acct.....		50 00		
	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to Oct., 1876.....		88 36		
	do taxes to 1st May, 1877.....		86 00		
15.....	Dufresne & Mongenais, exp. paying claims.....		34 42		
18.....	Archambault & Leclerc, copy of lease.....		2 00		
	R. Angers, for stove.....		5 00		
22.....	P. Gourdeau, furniture.....		77 00		
	A. L. Light, sal. for Sept. & Oct.....		666 66		
	Montreal Teleg. Co. for Oct.....		2 67		
	Dom. Teleg. Co. do.....		4 85		
	C. Darveau, chèque books.....		35 50		
Dec'r 1.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & al for Nov.....	1,338	38		
	J. Laemle, hand stamp.....		15 00		
	E. A. J. Côté, sal. for Nov.....		46 50		
	P. A. Peterson, do do.....		333 33		
	Fauteux & Coutin, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Nov., 1876.....		23 34		
4.....	Renaud & Gaboury.....		7 00		
5.....	Mrs. Plante, cleaning office.....		13 60		
6.....	J. H. Larocque, extra services.....		22 50		
	J. B. C. Hébert, do do.....		22 50		
13.....	E. Chanteloup, part of acct. for gas fittings.....		12 20		
	H. G. Malhiot, expenses.....		54 25		
	A. Rajotte, services as extra clerk.....		35 00		
23.....	Mrs. Plante, care of office.....		2 60		
	A. L. Light, sal. for Nov.....		333 32		
	G. H. Larocque, 17 days extra work.....		35 00		
24.....	E. A. J. Côté, sal. for Dec.....		46 50		
	J. B. C. Hébert, services as extra clerk.....		35 00		
	A. Rajotte, acct. as extra clerk.....		22 50		
	Pay Roll of Comrs. & al : sal's. for Dec.....	1,338	31		
	A. L. Light, exp. in Sept.....		103 85		
	do do Oct.....		34 81		
	do sal'y. for Dec.....		333 33		
	Mrs. Dubord, 6 mths. cleaning office.....		14 00		
	A. Miller McKinnon, pens.....		4 00		
	W. H. St. Arnaud, acct. Maskinongé survey.....		17 31		
	C. Martel, $\frac{1}{2}$ of acct. for fuel.....		2 75		
	Gas. acct. $\frac{1}{2}$ do for deposit.....		3 00		
	E. Roussel, $\frac{1}{2}$ do repairs to office.....		413 67		
	Insurance, $\frac{1}{2}$ do Richelieu & Ont. N. Co.....		6 95		
	C. C. Gregory, acct. Maskinongé survey.....		5,111 89		
Cr.					
	By office appropriation for Oct., Nov. & Dec.....	\$2,500	00		
	Mrs. Dubord, for 6 mths. rent.....		42 00		
	Contractor, East sect. for $\frac{1}{2}$ petty exp.....		25 65		
	do West do $\frac{1}{2}$ do.....		25 65		
				2,593	30
1877.					
					12,514 98
Jan'y 1.....	To A. Langlois, $\frac{1}{2}$ of acct. for painting.....		126 18		
11.....	P. A. Peterson, sal. for Dec.....		333 33		
	Hon. G. Irvine, exp. to Montreal.....		24 50		
	Hon. E. Clinie, do in Oct. & Nov.....		70 00		
	E. Rodier, do Dec. & Jany.....		53 43		
Carried over.....					

A.—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Jan'y 11.....	To P. A. Peterson, exp. in Nov. & Dec	127	12		
.....	A. Rajotte, acct. services—2 days.....	5	00		
12.....	L. Trudelle, $\frac{1}{2}$ acct. fuel.....	21	00		
18.....	J. F. Patten, for buffers & couplers.....	1,000	00		
.....	Dom. Teleg. Co., to 29th December, 1876.....	49	66		
.....	L. J. Surveyor, for stove coal.....	13	10		
19.....	Chinic & Beaudet, sundries.....	5	92		
.....	Drum Cabinet Co., 4 tables.....	6	50		
.....	Dom. Teleg. Co., for Oct., 1876.....	1	38		
.....	do do Aug. & Sep., 1876.....	32	29		
20.....	J. Paquet's acct. for fuel.....	4	06		
23.....	E. Rodier, exp. to 19th Jan'y., 1877.....	27	40		
.....	C. T. Côté, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Nov., 1876.....	37	50		
.....	Taxes, —($\frac{1}{2}$ of) to 1st May, 1877.....	25	88		
.....	Hon. G. Irvine, exp. to 19th Jan'y., 1877.....	39	50		
.....	G. H. Garden, Maskinongé survey.....	860	81		
.....	C. K. Ogden, acct. telegraphing.....	5	70		
.....	Hon. H. G. Malhiot, exp. to 17th Jan'y., 1877.....	139	07		
.....	P. Gauvreau, for furniture.....	7	00		
26.....	E. A. J. Côté, sal. for Jan'y.....	46	50		
31.....	Ry. Comrs. & staff, for Jan'y.....	1,342	47		
.....	Hon. E. Chinic, exp. in Jan'y.....	32	25		
.....	O. Murphy, acct. insurance.....	15	45		
.....	F. O. Vallierand, for lamps.....	5	75		
.....	E. Roussel, $\frac{1}{2}$ acct. repairs.....	128	76		
Feb'y 14.....	A. Desjardins, $\frac{2}{3}$ rent.....	88	36		
16.....	P. A. Peterson, sal'y. for Jan'y.....	333	33		
.....	do exp. do.....	5	55		
20.....	P. Boisvert, exp. to St. Maurice.....	1	50		
.....	Montreal Herald, subscription to 8th Sept., 1877.....	6	00		
26.....	A. L. Light, sal. for Jan'y. & Feby.....	666	66		
.....	C. Poston, for coal.....	5	90		
.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & al: sals. for Feby.....	1,342	56		
.....	E. A. J. Côté, sal. for Feby.....	42	00		
March 10.....	J. P. Déry, office supplies.....	5	50		
.....	G. Clerk, sal. for Feby.....	100	00		
.....	P. A. Peterson, sal's for Feby.....	333	33		
.....	do exp. do.....	134	77		
.....	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	20	25		
12.....	Hon. H. G. Malhiot, exp. for March.....	71	61		
.....	N. B. Gauvreau, trav'l'g. exp. in Jan'y.....	10	10		
.....	Coutu & Fautoux, $\frac{2}{3}$ rent.....	23	34		
23.....	G. H. Garden & al, sals. for Jan'y.....	260	00		
.....	do do do.....	228	16		
.....	N. B. Gauvreau, exp. to Nov. 15, 1876.....	13	75		
24.....	C. K. Ogden, acct. to 28th Feby., 1877.....	9	48		
.....	Beauchemin & Valois, stationery.....	10	83		
.....	Burland & Desbarats, printing & stationery.....	219	67		
.....	Montreal Teleg. Co., telegraphing.....	17	84		
.....	Dom. do do.....	4	51		
30.....	E. A. J. Côté, sal. for March.....	46	50		
.....	Eng.: supplies for Maskinongé survey.....				101 90
.....	E. Rodier, acct. expenses.....	27	50		
.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & al: sal's. for March.....	1,342	51		
.....	A. Blumhart & Co., for stationery.....	177	40		
.....	Gas. Co., $\frac{1}{2}$ of acct.....	1	34		
.....	Z. Vandry, $\frac{1}{2}$ acct. tinsmith, &c.....	188	31		
.....	E. Moreau, acct. petty exp.....	50	00		
April 3.....	P. A. Peterson, sal. for March.....	333	33		
4.....	G. Clerk, do do.....	100	00		
13.....	A. L. Light, do do.....	333	33		
	Carried over.....				10,353 97

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
April 17.....	To M. J. Murphy, bal. of sal. for May.....		16 66		
	P. A. Peterson, exp. March.....		78 23		
	H. G. Malhiot, exp. to 11th April, 1877.....		63 41		
20.....	E. Moreau, for petty exp.....		50 00		
27.....	A. Blumhart, stationery.....		47 50		
	Dom. Teleg. Co., Feb. & March.....		7 37		
	Montreal Tel. Co., do do.....		3 68		
	G. H. Garden, sal. do.....		200 00		
	do exp. do.....		102 00		
30.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & staff for March.....	1,359	14		
	E. A. J. Côté, sal. for April.....		45 00		
	Gingras & Langlois, office supplies.....		2 08		
	Montreal Teleg. Co., to 1st April.....		28 91		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....		16 50		
May 8.....	D. Garneau, sal. to 1st May.....		50 00		
	G. Clerk, do for April.....		100 00		
	Contu & Fauteux, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1877.....		23 34		
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ do do.....		88 36		
15.....	C. T. Côté, $\frac{1}{2}$ rent to 30th April, 1877.....		150 00		
	A. L. Light, sal. for April.....		333 33		
	P. A. Peterson, sal. for April.....		333 33		
	do exp. in do.....		18 95		
16.....	Hon. E. Chinic, do May.....		48 20		
	Hon. G. Irvine, do to 13th May, 1877.....		32 50		
	Montreal Teleg. Co., for April.....		0 55		
	Hon. H. G. Malhiot, exp. to 12th May, 1877.....		62 35		
28.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & al: sals. for May.....	1,359	14		
	Hon. H. G. Malhiot, exp. to 30th May.....		41 75		
	C. K. Ogden, teleg. for March & April.....		12 35		
	Miss Méthot, do do do.....		7 03		
	E. A. J. Côté, sal. for May.....		62 00		
30.....	E. Roussel, $\frac{1}{2}$ repairs to office.....		12 75		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....		12 00		
June 1.....	Dom. Teleg. Co., for April.....		1 94		
	H. Jacobs, for pens.....		12 00		
4.....	J. Lacroix, cartage.....		10 00		
	A. L. Light, sal. for May.....		333 33		
	G. Clerk, do do.....		100 00		
	L. Delisle, $\frac{1}{2}$ snow acct.....		6 00		
	P. A. Peterson, sal. for May.....		333 33		
	do exp. do.....		15 81		
	Montreal Teleg. Co., bal. of acct.....		10 00		
	A. Toussaint, supplies.....		15 44		
	do do.....		5 74		
	Dom. Teleg. Co., for May.....		2 42		
	E. Chinic, exp. do.....		44 80		
13.....	E. J. Auger, copy of lease.....		4 00		
	J. Cadman, & al, sals. for April.....		200 33		
14.....	E. Moreau, acct. petty exp.....		50 00		
	G. H. Garden, pay roll for April.....		186 70		
	D. Garneau, sal. for May.....		50 00		
	W. A. Ramsay, pay roll for May.....		130 77		
28.....	C. Godin, horse hire.....		6 00		
	Hon. G. Irvine, exp. in June.....		17 00		
	G. Clerk, sal. & exp. in June.....		106 13		
	A. Dupré, do do.....		45 00		
	E. A. J. Côté, do do.....		60 00		
	A. L. Light, do do.....		333 33		
	D. Garneau, do do.....		50 00		
	Pay Roll of Ry. Comrs. & al, do.....	1,359	14		
	A. B. Cherrier, directory.....		6 00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 28.....	To E. B. Temple, sal. for June.....	150	00		
	do exp. do.....	44	13		
	E. Rodier, exp. do.....	39	10		
	Dawson Bros., part of acct.....	6	40		
	Less: Office app'r'n, charged to contractors 6 months from 1st Jan'y to 30th June, '77.....	5,000	00		
				4,269	91
July 1.....	G. H. Larocque, acct. services survey.....	26	18		
3.....	P. A. Peterson, sal'y. for June.....	333	33		
	do exp. do.....	84	75		
7.....	Beauchemin & Valois, dictionary.....	6	00		
	Secard & Limoges, towels.....	1	50		
	L. A. Surveyer, office supplies.....	2	65		
	Mont'l Tel. Co. for May.....	4	96		
	N. Rhéaume, mirror.....	1	50		
9.....	G. Désilets, sub'n to Journal des Trois-Rivières.....	5	50		
	H. B. Tourigny, 17 days services in June.....	26	18		
11.....	Hon. G. Irvine, exp. July, 1877.....	15	75		
	Mont'l Tel. Co. for May and June.....	45	96		
	do do do.....	2	79		
	A. Blumhart, office supplies.....	7	40		
	do do do.....	55	55		
14.....	A. B. Cherrier, two directories.....	8	00		
17.....	E. Rodier, exp. to 14th August, 1877.....	27	60		
	C. K. Ogden, telegraphing in May & June.....	10	82		
31.....	Ry. Com'rs & Staff: sal's for July.....	1,359	22		
	E. A. J. Côté, sal'y for July.....	62	00		
	A. Dupré, do.....	46	50		
	E. Rodier, exp. to 25th July.....	25	60		
	Mont'l Tel. Co. for July.....	5	33		
	J. Cadman & al, sal's for May.....	356	00		
	do do do June.....	234	00		
	M. Labelle, horse hire.....	13	00		
	A. Langlois, $\frac{1}{2}$ acct repairs.....	5	30		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ acct. fuel.....	7	50		
	J. Hamel, $\frac{1}{2}$ do matting.....	2	94		
Aug't 1.....	E. B. Temple, sal'y. for July.....	150	00		
	W. A. Ramsay & al, sal's for July.....	140	00		
	do exp. do.....	11	50		
2.....	P. A. Peterson, sal'y do.....	333	33		
	Hon. H. G. Malhiot, acct exp.....	96	63		
	A. L. Light, sal'y for July.....	333	33		
	G. H. Garden & al, sal's for July.....	140	00		
3.....	Mde. Labelle, telegraphing in June & July.....	3	05		
	G. A. Lafrance, office supplies.....	2	65		
11.....	S. Cadman & al, sal's for July.....	180	00		
17.....	F. St. Armand, exp. in April.....	11	75		
	Mont'l Tel. Co., for July.....	7	83		
	Dawson Bros., sundries.....	38	93		
	D. Morrice & Co., do.....	4	50		
	L. A. Surveyer, do.....	1	45		
	Mont'l Tel. Co., for July.....	4	53		
	Dom'n Tel Co., for June, &c.....	5	53		
	do July.....	3	16		
31.....	E. J. Harkin & al, sal's for June.....	113	91		
Sept. 1.....	Coutu & Fauteux, $\frac{1}{2}$ rent to 1st September, 1877.....	23	34		
	E. & A. Desjardins, do do.....	88	36		
	Mont'l Corporation, $\frac{1}{2}$ water tax.....	5	70		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Sept. 1.....	To Ry. Com'r's & Staff: sal's for August.....	1,359	14		
	E. A. J. Côté, do.....	62	00		
	A. Dupré, do.....	46	50		
4.....	P. A. Peterson, do.....	333	33		
	do exp. for July.....	39	08		
	do do August.....	51	10		
5.....	Mont'l Tel. Co., for June & July.....	2	75		
	Hon. G. Irvine, exp. to 24th September.....	29	00		
7.....	E. Rodier, exp. in August.....	31	30		
	E. Morency, acc't petty exps.....	50	00		
	Hon. E. Chénier, exp. to September, 1877.....	191	90		
15.....	H. Darveau, chèque books.....	28	00		
	Hon. G. Irvine, exp. 10th to 14th September, 1877.....	18	00		
18.....	A. L. Light, sal. for August.....	333	33		
	E. A. Hoare, exp. do.....	19	25		
22.....	L. Tranchemontagne, acc't D. Garneau for board.....	15	00		
	Hon. G. Irvine, expenses.....	20	25		
	L. Desjardins, endorsement papers.....	55	00		
23.....	L. H. B. Garneau, exp. to Berthier.....	3	35		
	W. H. Laroche, ½ ice acct.....	2	50		
	Hon. H. G. Malhiot, exp. to 16th September.....	\$119.40			
	Less: Credited.....	01			
29.....	Ry. Com'r's. & Staff: sals. for September.....	1,359	22		
	E. A. J. Côté, sal'y do.....	60	00		
	A. Dupré, do do.....	45	00		
	E. Rodier, exp. do.....	42	39		
	Dawson Bros., ½ of acct.....	18	08		
	G. Clerk, exp. acct. Comm'r's.....	177	13		
	Cr.				
Oct'r. 3.....	Cont'gt approp'in charged contractors to 1st Oct'r 1877..	2,500	00		
	J. E. Larue, re C. T. Côté, bill of costs.....	90	75		
	Montreal Teleg. Co., to 1st Oct'r, 1877.....	71	42		
	P. A. Peterson, exp. in Sept.....	50	40		
	J. Lacroix, cartage.....	9	00		
5.....	P. A. Peterson, sal. for Sept.....	333	33		
	J. E. Larue, legal advice.....	66	85		
	J. J. Foote, subscription to <i>Chronicle</i> to 1st Sept., 1877....	6	00		
11.....	A. L. Light, sal. for Sept.....	333	33		
13.....	Hon. H. G. Malhiot, exp. to 1st Oct'r, 1877.....	40	50		
	Dom'n Teleg. Co., June and Aug't.....	13	74		
14.....	E. Moreau, for petty exp.....	50	00		
	Blumhart & Co., stationery.....	54	30		
23.....	Hon. E. Chénier, exp. Sept. and Oct'r.....	48	50		
31.....	Ry Comm'r's pay roll: sals. for Oct'r.....	1,363	31		
	Hon. G. Irvine, exp. 16-18 Oct'r.....	19	50		
	E. A. J. Côté, sal'y for Oct'r.....	62	00		
	A. Dupré, do do.....	46	50		
	Dawson Bros., part of acct.....	4	00		
	E. & A. Desjardins, ½ taxes.....	72	00		
Nov'r 2.....	W. Shanly, for services.....	500	00		
	<i>Le Canadien</i> , subscription to 1st Oct'r, 1878.....	6	00		
5.....	S. Glackmeyer, copy of lease.....	4	00		
	Dom n. Tel. Co., for September.....	5	64		
6.....	Hon. H. G. Malhiot, exp. 1st November, 1877.....	32	50		
	C. K. Ogden, teleg. July & August.....	12	87		
	A. L. Light, sal'y for October.....	333	33		
7.....	W. McDougall, horse hire.....	5	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—*Continued*

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Nov'r 7.....	To P. A. Peterson, exp. in Oct.....		37 55		
8.....	E. Rodier, exp. 15th to 30th October, 1877.....		40 10		
	Dom'n Tel. Co., for October.....		6 21		
	Hearn & Harrison, repairing instruments.....		36 75		
	P. A. Peterson, sal'y for October.....		333 33		
13.....	Z. J. Kittson, teleg. July to August 20th.....		2 44		
	Hon. E. Chinié, exp. in October.....		28 75		
16.....	C. K. Ogden, teleg. do.....		5 01		
	T. Lizée, horse hire.....		3 00		
	G. Thiffault, horse hire.....		3 00		
	L. D. Audy, for services.....		18 00		
	Hon. G. Irvine, exp. 17th to 22nd November.....		21 25		
30.....	Ry. Com'r's Pay Roll for November.....		1,363 31		
	E. A. J. Côté, sal'y for November.....		60 00		
	A. Dupré do.....		45 00		
	F. X. Bergeron, cleaning office.....		26 80		
	Coutu & Fanteux, $\frac{1}{2}$ rent to 1st November, 1877.....		23 34		
	E. & A. Desjardins, do do.....		88 36		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....		35 00		
	J. Hudon, $\frac{1}{2}$ acct. repairs.....		5 00		
	Gingras & Langlois, $\frac{1}{2}$ acct. supplies.....		1 55		
	Mrs. Lord, board of surveying parties.....		119 70		
	E. J. Harkin, acct. survey.....		110 00		
	A. L. Light, acct. expenses.....		500 00		
	do do survey of 1875.....		1,103 25		
	W. Ramsay, acct. survey.....		300 00		
	D. Garden, do.....		1,618 70		
	T. & R. White, sundries.....		450 00		
	J. Cadman, acct. survey.....		716 99		
Dec'r 4.....	E. Rodier, exp.....		23 35		
	J. Hamel & Frères, carpets.....		31 99		
	A. Bélanger, for frames.....		2 00		
	E. Moreau, for petty expenses.....		50 00		
10.....	Hon. H. G. Malhiot, exp. in October.....		26 90		
	Dom'n Tel. Co., for November.....		7 84		
	A. L. Light, sal. for Nov.....		333 33		
24.....	Ry. Comrs. & staff: sals. for Dec.....		1,363 38		
	E. A. J. Côté, sal. for Dec.....		62 00		
	A. Dupré, do do.....		46 50		
	C. K. Ogden, teleg. in Nov.....		6 53		
	P. A. Peterson, sal. for Nov.....		333 33		
29.....	L. G. Desjardins, printing.....		30 00		
	Déry & St. Laurent, stove.....		6 50		
	A. Huot, stove pipes.....		7 96		
	E. Rodier, exp. 4th Dec., 1877.....		26 75		
	J. E. Larue, legal advice.....		60 00		
	Hétu & Dumouchel, $\frac{1}{2}$ rent—9 mths.....		70 00		
	G. H. Garden, Maskinongé survey.....		753 92		
	do Aylmer to Quio survey.....		2,174 89		
	J. Barnard, Maskinongé do.....		193 73		
	L. Perrault & Co., sundries.....		25 50		
	Robertson & Co., do.....		67 00		
	Chapleau & Labelle, books.....		2 98		
	Imprimerie Canadienne, blank-forms.....		106 00		
	E. B. Temple, acct. survey.....		516 79		
	E. Roussel, $\frac{1}{2}$ repairs to office.....		54 80		
	H. Vallée, sal. Sept. to Dec.....		336 63		
	B. Leonard, $\frac{1}{2}$ acct. painting.....		82 11		
	L. G. Desjardins, printing, advertising & stationery.....		181 04		
	Carried over.....				

A—(PART OF No. 8.)—Continued.

1877.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 29.....	To J. J. Foote, advertising.....		33 56		
	O. Ouimet, do		9 72		
	Less: office appropn. charged to contractors for— $\frac{1}{2}$ ending 31st Dec., 1877.....	\$2,500 00			
	G. H. Garden, sale of goods.....	18 00			
	Hétu & Dumouchel, rent & taxes.....	563 71			
			3,081 71		
1878.				14,682 98	
Jan'y 1.....	To A. P. Garon, 5 days services		12 50		
	A. L. Light, sal. for Dec., 1877.....		333 33		
9.....	Hon. E. Chinic, exp. in Nov.		24 25		
	Montreal Teleg. Co., for Oct., Nov. & Dec.....		88 40		
	L. G. Desjardins, printing.....		25 00		
	L. Trudel, for fuel.....		25 35		
	J. E. Livernois, photographs.....		377 50		
	G. H. Garden, sal. in Dec., 1877.....		150 00		
19.....	A. P. Garon, sal. in Jan'y., 1878.....		40 00		
	A. Huot, $\frac{1}{2}$ repairs.....		2 13		
31.....	Ry. Comrs. & staff: sals. for Jan'y.....		1,363 31		
	E. A. J. Côté, do do		62 00		
	A. Dupré, do do		46 50		
	A. H. Vallée, do do		100 00		
	A. Paré, 20 days do do		50 00		
	E. Ouellet, 10 days, do do		25 00		
	J. Robinson, $\frac{1}{2}$ snow acct.....		8 75		
	P. A. Peterson, sal. for Dec.....		333 33		
	E. Moreau, acct. petty expenses.....		50 00		
	O. Murphy, for insurance.....		15 45		
	Clarke, Reeves & Co., points for B. River.....		30 40		
	L. Brousseau, advertising survey from Aylmer to Quico.....		70 04		
	L. G. Desjardins, do do		68 00		
	Gazette de Sorel, do do		7 68		
	M. T. Haldane, do do		12 00		
	G. Desilets, do do		26 96		
Feb'y 2.....	Chinic & Beaudet, office supplies.....		1 46		
	F. O. Vallerand, oil lamps.....		17 80		
	G. A. Laflamme, blot pads.....		3 05		
	J. Massie, advertising Road.....		9 10		
	A. Fontaine, do do		26 00		
	H. C. Cabana, do do		29 50		
	Bélanger & Frères, do		30 60		
	M. T. Haldane, do		17 60		
	P. A. Peterson, sal. for Jan'y.....		333 33		
8.....	do exp. do		32 48		
	Hearn & Harrison, repairing level.....		2 25		
15.....	G. Bryson, advertising Road.....		22 98		
	P. A. Peterson, exp. Nov. & Dec.....		111 05		
18.....	J. Lacroix, cartage.....		4 50		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....		18 00		
	L. J. Claire, advertising lease of Road.....		27 84		
	J. B. Z. Dubeau, office supplies.....		3 55		
27.....	A. Ouimet, location of line.....		12 60		
	Citizen & Printing Co., advertising lease of Road		42 00		
	P. L. Tousignant, do do do		36 40		
28.....	E. Ouellet, services as extra clerk.....		7 50		
	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent acct.....		83 70		
	Z. Vandry, $\frac{1}{2}$ repairs.....		56 58		
	E. A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent acct.....		88 36		
	Coutu & Fauteux, $\frac{1}{2}$ do		23 34		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 1.....	To Ry. Com'rs & Staff: sal's for February.....	1,363	31		
	E. A. J. Côté, do.....	58	00		
	A. Dupré, do.....	42	00		
	A. Paré, do.....	60	00		
4.....	H. Vallée, sal'y to 5th February, 1878.....	16	66		
	do exp. Sep'r, Oct'r, Nov'r and Dec'r.....	59	09		
6.....	<i>Montreal Herald</i> , subscription to 8th March, 1878.....	3	00		
	E. Prudhomme, teleg. acct. D. Garneau.....	2	03		
	E. Moreau, acct. petty expenses.....	50	00		
23.....	A. L. Light, sal'y for January.....	333	33		
	do do February.....	333	33		
	A. Blumhart, stationery.....	43	75		
	P. A. Peterson, exp. in Feb'y.....	25	75		
	C. K. Ogden, teleg. Dec'r, Jan'y and Feb'y.....	5	67		
30.....	Dom'n Tel. Co., to 31st December, 1877.....	21	61		
	Ry. Com'rs & Staff: sal's for March.....	1,363	33		
	E. A. J. Côté, do.....	62	00		
	A. Dupré, do.....	46	50		
	A. Paré, do.....	62	50		
	J. A. Langlois, for Stationery.....	91	75		
	E. Roussel, $\frac{1}{2}$ repairs.....	135	86		
	CR.				
	Office approp'n charged contractors to 31st March, 1878...	2,500	00		
				6,066	97
April 1.....	B. Leonard, for painting.....	6	84		
	P. A. Peterson, sal'y for Feb'y.....	333	33		
13.....	Hon. G. Irvine, acct. expenses.....	32	75		
	A. L. Light, sal'y for March.....	333	33		
	J. Robinson, $\frac{1}{2}$ snow acct.....	8	75		
	F. Goyette, travelling expenses.....	20	00		
	P. A. Peterson, sal'y for March.....	333	33		
	do exp. do.....	34	10		
	do do to 4th April.....	60	07		
16.....	E. Cox, acct. album, West. Sect.....	18	00		
	E. Moreau, exp. to Montreal.....	16	25		
20.....	Hon. G. Irvine, sal'y to 20th April.....	220	00		
29.....	H. Beantey, acct. exp. of Mr. Massy.....	20	00		
	E. Rodier, exp. to Montreal.....	43	20		
May 1.....	Pay Roll of Ry. Com'rs & Staff for April.....	1,063	31		
	E. A. J. Côté, sal'y for April.....	60	00		
	A. Dupré, do.....	45	00		
	J. A. Paré, do.....	65	00		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	18	50		
4.....	A. L. Light, sal'y for April.....	333	33		
	do exp. do.....	111	75		
	G. Boisjoly, 6 days services.....	18	00		
	E. Massy, balance of expenses.....	29	00		
11.....	G. Lafrance, binding.....	3	80		
	do balance of acct.....	80	00		
	J. E. Livernois, photos.....	1	50		
	T. Lemieux, binding.....	10	00		
13.....	E. Moreau, acct. petty expenses.....	50	00		
	Mont'l Tel. Co., to 1st April.....	74	57		
	C. K. Ogden, teleg. in April.....	7	23		
	do do to 30th March, 1878.....	9	30		
	Mont'l Tel. Co., for April.....	2	14		
18.....	Express, on albums.....	7	50		
20.....	E. B. Temple, 10 days services.....	50	00		
	C. Darveau, cheque books.....	28	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
May 31.....	To Ry. Com'rs & Staff: sal's for May.....	1,063	31		
	E. A. J. Côté, do.....		62 00		
	J. A. Paré, do.....		65 00		
	A. Dupré, do.....		46 50		
	P. A. Peterson, sal'y for April.....		333 33		
	do exp. do.....		5 35		
	Mont'l Tel. Co., do.....		3 19		
	G. A. Lafrance, acct. albums.....		50 00		
	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1878.....		62 50		
	A. Henderson, for albums, etc.....		499 30		
	Contu & Fauteux, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1878.....		23 34		
	E. & A. Desjardins, do do.....		88 36		
	E. Roussel, $\frac{1}{2}$ repairs.....		21 61		
June 1.....	J. B. Jodoin, damages caused by engineers.....		84 25		
	A. L. Light, sal'y for May.....		333 33		
22.....	Hon. E. Chénier, exp. in April.....		15 20		
	I. P. Déry, stationery.....		29 15		
28.....	Ry. Com'rs & staff: sal's for June.....	1,063	38		
	E. A. J. Côté, do.....		60 00		
	A. Dupré, do.....		45 00		
	A. B. Cherrier, Quebec directory.....		3 00		
30.....	A. L. Light, expenses.....		193 25		
	W. P. Ramsay, bal. of survey.....		39 10		
	Less: office approp'n charged contractors to 30th June, 1878.....	2,500	00		
				5,236	83
July 1.....	To A. B. Cherrier, Montreal directory.....		4 00		
8.....	A. L. Light, sal. for June.....		333 33		
	A. Labossière, exp. May & June.....		1 55		
	Renaud & Gaboury, $\frac{1}{2}$ acct. repairs.....		4 12		
15.....	P. A. Peterson, sal. for May.....		333 33		
	do exp. do.....		19 35		
	A. P. Garon, 5 days services.....		15 00		
	do 2 do do.....		5 00		
	J. Lovell, Mont'l Directory.....				
	P. A. Peterson, sal. for June.....		323 83		
	do do.....		13 35		
	J. E. Larue, costs re C. T. Côté.....		143 95		
31.....	Ry. Comrs. & staff: sals. for July.....		996 65		
	E. A. J. Côté, do do.....		62 00		
	A. Dupré, do do.....		46 50		
	J. A. Paré, do do.....		65 00		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....		7 50		
	G. A. Lafrance, blot pads.....		1 20		
	E. Rodier, exp. to Montreal.....		8 00		
	I. P. Déry, stationery.....		4 05		
	C. A. Larue, sal. for August, on acct. survey.....		29 33		
	N. B. Gauvreau, do do.....		80 00		
	L. H. Garneau, do do.....		29 33		
	Mrs. Lord bal. of board bill acct.....		49 17		
	J. Cadman, bal. of survey.....		361 45		
	T. & R. White, part of acct.....		239 97		
	E. de Bellefeuille, right of way within limits (Montreal).....		4,311 52		
	D. Masson, do do do.....		63 50		
	F. Goyette, for relays, &c.....		37 00		
	J. McKay, bill of costs.....		56 10		
	Hon. H. G. Malliot, expenses.....		557 54		
	J. Cadman, acct. Terrebonne survey.....		500 00		
	C. A. Scott, sal. & exp. to 28th April.....		192 00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
July 31.....	To G. H. Garden, Terrebonne survey.....	1,350	56		
	E. Roussel, $\frac{1}{2}$ repairs.....		3 43		
	A. L. Light, acct. expenses.....	500	00		
Aug't 5.....	H. Vallée, sal. & exp. in April.....	126	50		
	A. L. Light, sal. for July.....	333	33		
	Montreal Teleg. Co., to 1st July.....	30	87		
7.....	E. Moreau, bonus.....	300	00		
	E. Rodier, do.....	250	00		
	M. J. Murphy, do.....	200	00		
	E. A. J. Côté, do.....	100	00		
	C. Darveau, 2 chèque books.....	14	00		
20.....	P. A. Peterson, sal. for July.....	333	33		
	Montreal Teleg. Co., for May, June & July.....	2	99		
26.....	Montreal Water Works, water rates for 1879.....	6	00		
31.....	A. L. Light, sal., Feby. to May.....	1,333	32		
	do expenses.....	400	00		
	P. A. Peterson, sal. for May.....	333	33		
	do expenses.....	163	38		
	J. & L. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent & taxes to 1st August, 1878.....	105	63		
	Coutu & Fauteux, $\frac{1}{2}$ do do.....	23	34		
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ do do.....	88	36		
	W. Shanly, for professional services.....	376	00		
	W. Ramsay, acct. survey to 30th June, 1878.....	1,696	01		
	do do 30th July, 1878.....	441	18		
Sept. 1.....	Hétn & Dumouchel, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Aug., 1878, & exprop'tn	126	67		
11.....	Pay Roll of Ry. Comrs. & staff: sals. for August.....	396	65		
	E. A. J. Côté, salary for August.....	62	00		
	A. Dupré, do do.....	46	50		
	J. A. Paré, do do.....	67	50		
	E. Rodier, expenses do.....	16	25		
	A. L. Light, salary do.....	333	33		
	J. J. Foote, subs. to <i>Chronicle</i> to 1st Sept., 1878.....	6	00		
	W. Laroche, $\frac{1}{2}$ ice acct.....	2	50		
23.....	Mrs. F. X. Dubord, care of office.....	49	00		
	Montreal <i>Herald</i> , subs. to 8th March, 1879.....	6	00		
	P. A. Peterson, sal. for August.....	333	33		
30.....	E. Moreau, for petty exp.....	50	00		
	E. Rodier, exp. in Sept.....	25	00		
	Ry. Comrs. & staff: sals. for Sept.....	399	20		
	E. A. J. Côté, do do.....	60	00		
	A. Dupré, do do.....	45	00		
	J. A. Paré, do do.....	62	50		
	C. A. Scott, do do.....	300	00		
	A. L. Light, do do.....	333	33		
	F. Goyette, for telephone.....	25	00		
	D. Masson, part of acct.....	10	00		
	G. H. Garden, for survey.....	567	20		
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ taxes.....	64	00		
	W. A. Ramsay, August survey.....	385	22		
	J. Cadman, survey to 31st July.....	1,290	74		
	Less: appropriation charged to contractors to 30th October, 1878.....	\$2,500	00		
	Hétn & Dumouchel, rent to 1st Sept., 1878.....	356	25		
	Mrs. Dubord, 21 mths rent.....	147	00		
		3,003	25		
Oct. 1.....	To L. G. Desjardins, <i>Le Canadien</i>	6	00		
9.....	P. A. Peterson, sal. for Sept.....	333	33		
	Carried over.....				
				19,475	35

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Oct'r 10.....	To E. Moreau, exp. to Montreal.....	27	25		
	P. A. Peterson, exp. July, Aug. & Sept.....	58	70		
	Montreal Teleg. Co., for June.....	0	60		
14.....	P. Whitty, repairs to safe.....	10	35		
	Montreal Teleg. Co., to 1st October, 1878.....	20	39		
15.....	H. Jacobs, for pens.....	15	00		
	Faucher de St. Maurice, for services.....	50	00		
17.....	Miller & Son, stationery.....	36	50		
	L. P. Déry, do.....	24	65		
21.....	Montreal Teleg. Co., for Sept.....	23	52		
	A. Toussaint & Co., sundries, supplies.....	4	04		
	Dom. Teleg. Co., to 31st August, 1878.....	46	32		
30.....	A. L. Light, sal. for Oct.....	333	33		
	Pay Roll of Ry. Comrs. & al: sals. for Oct.....	399	15		
	E. A. J. Côté, sal. for Oct.....	62	00		
	A. Dupré, do do.....	46	50		
	J. A. Paré, do do.....	67	50		
	W. Shanly, in full of acct.....	1,990	00		
	G. H. Garden, survey in Sept.....	201	60		
	W. A. Ramsay, do do.....	314	95		
Nov'r 1.....	P. A. Peterson, salary in Oct.....	333	33		
	E. Cox, engrossing letters on album.....	5	00		
	E. Rodier, exp. to Montreal.....	36	24		
	<i>L'Union</i> , advertising lease of Road.....	17	64		
	E. Moreau, acct. petty exp.....	50	00		
	Drum Cabinet Co., for furniture.....	14	00		
18.....	P. A. Peterson, exp. in Oct.....	23	90		
23.....	C. Alexander, supplies.....	52	05		
	L. Demers, $\frac{1}{2}$ repairs to Montreal office.....	5	52		
	Beauchemin & Valois, stationery.....	7	01		
30.....	Ry. Com'rs & staff: sal's for November.....	399	15		
	E. A. J. Côté, do.....	60	00		
	A. Dupré, do.....	45	00		
	J. A. Paré, do.....	65	00		
	E. Rodier, exp. do.....	40	14		
	F. Goyette, exp. to Montreal.....	4	00		
	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent to 1st November, 1878.....	62	50		
	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	17	38		
	G. H. Garden, survey for Oct.....	197	82		
	W. A. Ramsay, do.....	377	14		
	W. D. Campbell, copy of deed.....	25	00		
	Coutu & Pouteux, $\frac{1}{2}$ rent to 1st November, 1878.....	23	33		
	E. A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st November, 1878.....	88	35		
Dec'r. 1.....	A. L. Light, sal'y & exp. for do.....	416	66		
12.....	P. A. Peterson, sal'y do.....	333	33		
	do exp. do.....	10	85		
	E. Rodier, do do.....	25	67		
18.....	C. A. Larue, bal. of acct. for services.....	73	50		
26.....	Ry. Com'rs & staff sal's for December.....	399	20		
	A. Huot, $\frac{1}{2}$ repairs.....	8	48		
	E. A. J. Côté, sal'y for December.....	62	00		
	A. Dupré, do.....	46	50		
	J. A. Paré, do.....	65	00		
30.....	P. A. Peterson, do.....	333	33		
	Laframboise, notices.....	6	00		
	L. Delisle, $\frac{1}{2}$ snow acct.....	8	50		
	W. A. Ramsay, survey.....	472	99		
	Duvernay & Frère, stationery.....	284	94		
	Héti & Dumouchel, part of acct.....	0	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1878.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 30.....	To J. Cadman, balance of survey.....	187	12		
	G. H. Garden, survey.....	192	25		
	A. L. Light, expenses.....	900	00		
	E. Roussell, $\frac{1}{2}$ repairs.....	35	48		
	Less: office appropriation charged contractors.....	1,250	00		
				8,626	48
1879.					
Jan'y 4.....	E. Rodier, difference of salary.....	88	33		
7.....	Montreal Teleg. Co., to 1st January, 1879.....	11	50		
	P. A. Peterson, exp in Dec.....	11	90		
13.....	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	22	00		
	Montreal Teleg. Co., to 21st January, 1879.....	7	70		
	F. O. Vallerand, coal oil.....	4	15		
31.....	J. A. Cadman, survey for Dec.....	171	97		
	G. H. Garden, do do.....	182	55		
	A. L. Light, acct. expenses.....	400	00		
	J. Cantillon, part of acct. (exproptn.).....	170	77		
	W. D. Campbell, fees.....	86	00		
Feb'y 11.....	Ry. Comrs. & staff: sals. for January, 1879.....	415	82		
	E. A. J. Côté, do do.....	62	00		
	A. Dupré, do do.....	46	50		
	J. A. Paré, do do.....	67	50		
	E. Moreau, for petty expenses.....	49	52		
	G. A. Lafrance, blotters.....	1	20		
	P. A. Peterson, sal. for Jany.....	333	33		
	S. Marcotte, endorsement papers.....	11	80		
	P. A. Peterson, exp. in Jany.....	38	20		
	E. Rodier, exp. to 1st Feby.....	45	67		
	C. Darveau, chèque books.....	25	00		
28.....	Ry. Comrs. & staff: sals. for Feby.....	415	85		
	E. A. J. Côté, do do.....	56	00		
	A. Dupré, do do.....	42	00		
	J. A. Paré, do do.....	60	00		
	W. D. Campbell, deed <i>in re</i> Dom. Teleg. Co.....	8	50		
	J. Flatters, services as bailiff.....	29	71		
	Contu & Fanteux, $\frac{1}{2}$ of rent.....	23	33		
	British A. Assurance Co., on furniture.....	15	00		
	J. L. & J. Gibbs, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Feb., 1879.....	62	50		
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Feb., 1879.....	88	35		
	T. Cadman, sal. for Jany.....	150	00		
	G. H. Garden, sal. & exp. for Jany.....	173	50		
	A. L. Light, bal. of expenses.....	437	95		
Mar'ch 3.....	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	23	38		
4.....	W. D. Campbell, copy of acct.....	12	00		
15.....	D. A. Ross, exp. to Ottawa.....	42	75		
	E. P. Hartnay, bill on ac. of Ottawa bridge.....	203	24		
	T. Lemieux, register books.....	75	00		
19.....	A. Toussaint, office supplies.....	3	60		
	J. B. Bernard, hotel exp.....	8	65		
	W. Moody, horse hire.....	57	00		
26.....	J. W. Reid, manilla paper.....	1	20		
	N. B. Gauvreau, exp. Aug., Oct. & Nov., 1876.....	63	13		
	Merrill's carpet store for felt.....	2	80		
	Montreal Tel. Co., to 31st Dec., 1878.....	26	94		
31.....	Pay Roll of Secretary's Department for March.....	415	82		
	E. A. J. Côté, sal. for March.....	62	00		
	A. Dupré, do do.....	46	50		
	J. A. Paré, do do.....	65	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 31.....	To A. L. Light, sal. & exp. Dec., 1878.....	416	66		
	do do do Jan., 1879.....	416	66		
	L. Chandler, sal. for Feby., 1879.....	166	66		
	A. Charbonneau, Montreal Teleg. Co.....	2	87		
	P. A. Peterson, sal. for Feby.....	333	33		
	do exp. Jan.	63	25		
	P. B. Vanasse, services.....	100	00		
	C. Baillairgé, do	100	00		
	J. A. Chapleau, petty exp.....	10	00		
	F. Oliver, services.....	361	60		
	J. Cadman, survey for Feby.....	150	00		
	Aylmer & Quio advertising (Brousseau).....	89	25		
	G. H. Garden, survey.....	169	28		
	M. Miller & Son, part of acct.....	103	7		
	E. Roussel, do do	20	67		
	D. McGie & Son, do do	63	00		
	H. E. Casgrain, sal. & exp. March.....	212	95		
	E. J. Parkin, services.....	551	67		
	Less : office approp'n charged to contractors.....	1,250	00		
				7,091	66
April 1.....	To Hamel & Frère, carpets.....	32	08		
12.....	Montreal Teleg. Co., to 1st April, 1879.....	4	48		
	E. P. Hartney, reprinting bill.....	7	85		
	L. Chandler, exp. Feby. & March.....	80	00		
	do sal. do	166	66		
	Montreal Teleg. Co., Feby. & March.....	2	32		
	E. Moreau, petty exp.....	50	00		
	Dom. Teleg. Co., Nov. to Feby., 1879.....	1	75		
18.....	L. Chandler, sal. for April.....	83	33		
	do exp. in do	8	85		
	C. W. Mitchell, notice to Parliament.....	20	00		
	G. H. Garden, sal. for March.....	150	00		
	J. Cadman, sal. & exp. for March.....	151	10		
23.....	Hon. H. G. Joly, exp. to 23rd April, 1879.....	600	00		
	P. A. Peterson, sal. for March.....	333	33		
	do exp. do	43	00		
26.....	Hon. D. A. Ross, exp. to Ottawa.....	52	25		
30.....	L. Delisle, $\frac{1}{2}$ snow acct.....	8	50		
May 1.....	Pay Roll of Secretary's Department for April.....	415	82		
	E. A. J. Côté, sal. for April.....	60	00		
	A. Dupré, do do	45	00		
	J. A. Paré, do do	65	00		
	P. A. Peterson, do do	333	33		
6.....	S. Marcotte, printing forms.....	10	00		
	P. A. Peterson, exp. in May.....	37	00		
11.....	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	16	50		
	E. Rodier, exp. to Montreal.....	6	00		
	T. Lemieux, printing.....	100	00		
21.....	E. P. Mohr, for pens.....	4	50		
27.....	Lévy & Bouchard, printing.....	5	75		
	Mrs. Plante, cleaning office.....	4	30		
30.....	Secretary's Department pay roll for May.....	415	82		
	E. A. J. Côté, sal. for May.....	62	00		
	A. Dupré, do do	46	50		
	J. A. Paré, do do	67	50		
	P. Huot, for deeds.....	6	00		
	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1879.....	62	50		
	Coutu & Fauteux, do do	23	33		
	E. & A. Desjardins, do do	88	35		
	F. Oliver, acct. sal. & exp.....	157	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 9.....	To P. A. Peterson, sal. for May.....	333	33		
	do do do.....	58	17		
	A. L. Light, 4 mths. sal. and exp. to 1st June, 1879.....	1,666	64		
17.....	Lévy & Bouchard, printing 100 c. of telegraph instructions.....	32	38		
	G. A. Lafrance, blot-pads.....	16	20		
	G. H. Cherrier, directory.....	3	00		
19.....	J. J. Foote, subs. to <i>Chronicle</i> , to 1st October 1880.....	6	00		
21.....	E. Moreau, for petty exp.....	50	00		
	J. Hudon, for repairs.....	2	25		
28.....	W. D. Campbell, exam'g. plans.....	30	60		
	Secretary's Pay Roll & al for June.....	415	86		
	E. A. J. Côté, salary do.....	60	00		
	A. Dupré do do.....	45	00		
30.....	J. A. Paré, do do.....	62	50		
	W. Shanly, for services.....	4,756	35		
	E. Roussel, for repairs.....	15	60		
	A. Poupore, for phosphate car.....	1,259	06		
	G. H. Garden, salary.....	100	00		
	Dr. Casgrain, $\frac{1}{2}$ sal. & exp. Apl., May & June.....	132	75		
	F. Oliver, Salary to 23rd June 1879.....	86	80		
	E. Moreau, exps. to Montreal.....	12	00		
	Less: Office approp'n charged to contractors.....	1,250	00		
				11,722	70
July 5.....	To A. H. McCallum, services as extra clerk.....	25	00		
	Ford & Anderson, repairing water pipes.....	4	38		
8.....	P. A. Peterson, sal. for June.....	333	33		
	do exp. do.....	22	64		
12.....	J. Maire, services as extra Clerk.....	25	00		
	L. P. Sirois, copy of contrat of Dr McKay.....	79	00		
31.....	Pay Roll Secty's dept. for July.....	415	82		
	E. A. Côté, salary for do.....	62	00		
	A. Dupré, salary do.....	46	50		
	J. A. Paré, salary do.....	67	50		
	A. H. McCallum, salary to 26th July, 1879.....	47	50		
	J. Maire, salary do do.....	17	50		
	P. E. Larue, salary 11 days do.....	27	50		
	C. Grenier, salary 9 do do.....	22	50		
	W. H. Bailey, salary 11 do do.....	27	50		
	Revd. Mr. Dupuis, damages caused by surveys.....	129	50		
Aug't 4.....	Jos. Maire, salary to 4th August, 1879.....	22	50		
	P. A. Peterson, salary for July.....	333	33		
7.....	do exp. do.....	62	78		
	H. Jacobs, 6 gross pens.....	15	00		
12.....	A. H. McCallum, salary to 11th Aug. 1879.....	40	00		
14.....	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	8	25		
15.....	W. Campbell, drawing up lease of Road.....	100	00		
	W. H. Bailey, sal. from 1st to 15th August, 1879.....	37	50		
	J. Prendergast, sal. do do.....	37	50		
	C. Grenier, sal. do do.....	37	50		
16.....	E. Larue, sal. to 15th Aug., 1879.....	37	50		
20.....	Jos. Maire, sal. to 16th Aug., 1879.....	17	50		
26.....	F. Oliver, sal. and exp. to 23rd Aug., 1879.....	81	30		
	E. Roussel, work in Secretary's Department.....	10	99		
27.....	J. H. & A. G. Isaacson, copy of lease.....	5	00		
31.....	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent and taxes.....	106	63		
	Dr. H. E. Casgrain, $\frac{1}{2}$ sal. of July.....	37	60		
	F. Oliver, sal. & exp. to 23rd July, 1879.....	77	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF No. 8.)—Continued.

1880.		cts.	\$	cts.
	Brought forward.....			
Sept'r 1.....	To W. H. Bailey, sal. from 16th to 31st August, 1879.....	40 00		
.....	J. Prendergast, sal. do	40 00		
.....	C. Grenier, do do	40 00		
22.....	E. Larue, do do	40 00		
29.....	O. Montreuil, cartage to Piles	20 50		
.....	J. B. Lane, reimbursement pic-nic expenses.....	121 39		
.....	F. Oliver, sal. & exp. to 23rd Sept. 1879.....	78 00		
.....	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent & taxes.....	160 00		
30.....	Dr. J. McKay, acct. nut locks.....	6,050 00		
.....	Cr: Office appropriation for July, Aug. & Sept.....	1,250 00		
Nov'r 30.....	To E. Carter, for services for possession of Railway.....	1,000 00		
.....	P. A. Peterson, exp. taking do do	497 88		
.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ sal. & exp. Sept., Oct. & Nov., 1878.....	286 43		
.....	do do do for Dec., 1878.....	95 23		
.....	do do do to 31st April, 1879.....	268 85		
.....	Prévost & Fauteux, exp. taking possession of Ry.....	870 00		
.....	L. M. Coutlée, acct. possession of Ry.....	200 00		
.....	Dr. Casgrain, $\frac{1}{2}$ sal. Dec. & Jany., 1879.....	75 00		
.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ sal. & exp. April & May.....	170 41		
.....	Dr. Casgrain, $\frac{1}{2}$ sal. & exp. April, May & June.....	112 50		
.....	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ do do July & Aug.....	126 58		
.....	Dr. Casgrain, $\frac{1}{2}$ sal. for July.....	37 50		
Dec'r 24.....	Montreal Teleg. Co., to 1st Oct., 1879.....	5 49		
.....	G. A. Lafrance, blot pads.....	3 25		
.....	C. Darveau, 2 chèque books.....	18 00		
.....	J. Carrell, advertising removal of office.....	13 50		
.....	A. Côté & Co., do do do	8 85		
.....	Mercier, do do do	9 12		
.....	J. J. Foote, do do do	10 20		
.....	Le Nouvelliste, do do do	8 20		
.....	L. G. Desjardins, do do do	7 50		
.....	A. Huot, for repairs.....	12 20		
.....	La Minerve, subscription to 9th Sept., 1879	9 50		
.....	L. Trudel, $\frac{1}{2}$ fuel acct.....	23 38		
.....	Mrs. Plante, cleaning offices.....	5 95		
.....	do do do Board of Works.....	8 90		
.....	E. Moreau, for petty exp.....	50 00		
.....	do do do	75 14		
.....	Ry. Comr's. office: sal's. for August.....	415 82		
.....	do do do Sept.....	415 85		
.....	Pay Roll Secty's dept. for Oct.....	415 82		
.....	do do do Nov.....	415 82		
.....	do do do Dec.....	415 85		
.....	E. A. J. Côté, sal. for August.....	62 00		
.....	J. A. Paré, do do	65 00		
.....	A. H. McCallum, do do	50 00		
.....	A. Dupré, do do	46 50		
.....	J. Maire, do do	37 50		
.....	E. A. J. Côté, do to 31st Dec., 1877.....	244 00		
.....	A. Dupré, do do	183 00		
.....	J. A. Paré, do do	262 50		
.....	A. H. McCallum, do do	295 00		
.....	J. Maire, do Sept.....	75 00		
.....	P. A. Peterson, do August.....	333 33		
.....	do exp. do	79 00		
.....	do sal. Sept.....	333 33		
.....	do exp. Aug. & Sept.....	110 10		
	Carried over.....			

A—(PART OF No. 8.)—Continued.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Dec'r 24.....	To P. A. Peterson, sal. for Oct.....	333	33		
	do do Nov.....	333	33		
	do exp. do.....	24	91		
	A. L. Light, sal. for Aug. & Sept.....	666	66		
	W. H. Laroche, $\frac{1}{2}$ ice acct.....	2	50		
	E. Roussel, repairs to office.....	39	57		
	H. Young, penknives.....	9	30		
	Montreal Herald, subs. to March, 1880.....	6	00		
	Le Nowelliste, do 15th Dec., 1880.....	2	00		
	J. Carrell, do 1st Jan., 1881.....	4	00		
31.....	H. E. Casgrain, sal. & exp. Sept. to Dec.....	394	50		
	E. Carter, professional services.....	2,481	00		
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent.....	100	00		
	H. Beautey, $\frac{1}{2}$ sal. & exp. to 31st Dec., 1879.....	299	75		
				12,961	83
1880.					
Jan'y 1.....	Quebec Gate Barracks, $\frac{1}{2}$ of ac.....	13	50		
24.....	J. Horne & Sons, pens.....	4	20		
	Miller & Son, stationery.....	103	39		
	I. P. Dery, do.....	62	20		
	Mont'l. Teleg. Co., to 1st January, 1880.....	2	42		
	Dom. Teleg. Co., 1 yr's rent telephone.....	25	00		
	J. Kelly, loading ties.....	5	00		
	J. A. Paré, ac. January salary.....	20	00		
31.....	P. A. Peterson, sal. for Dec.....	333	33		
	do ex. do.....	19	00		
	Toussaint & frère, office supplies.....	10	98		
	F. O. Vallerand, coal oil.....	4	25		
	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Nov. 1879.....	62	50		
	W. Shanly, for services.....	750	00		
	F. Oliver, sal. & ex. to 31st Oct. 1879.....	94	45		
Feb'y 1.....	Pay Roll Secty's dept. for Dec.....	415	82		
	E. A. J. Côté, do do.....	82	00		
	A. Dupré, do do.....	46	50		
	J. A. Paré, do do.....	47	50		
	A. H. McCallum, do do.....	67	50		
	P. A. Tessier, do do.....	12	50		
9.....	Mrs Plante, cleaning office.....	11	10		
	E. Moreau, for petty ex.....	20	00		
	do do do.....	0	14		
	do do do.....	24	66		
	A. Côté & Co., print'g envelopes.....	29	00		
	J. Kelly, loading ties.....	1	50		
	E. Moreau, ac. petty ex.....	15	22		
March 1.....	Pay Roll Secty's dept. for Jan'y.....	315	82		
	E. A. J. Côté, sal. do.....	58	00		
	A. Dupré, do do.....	43	50		
	J. A. Paré, do do.....	57	50		
	A. H. McCallum, do do.....	57	50		
	P. A. Tessier, do do.....	57	50		
	J. Robb, services verifying inventory.....	96	00		
	F. Bertrand, do do.....	164	40		
	J. A. Gariépy, do do.....	184	50		
	J. A. Slack, ex do.....	16	50		
	J. Lachance, do do.....	52	36		
	W. H. Nesbitt, do do.....	97	25		
March 31.....	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Feby., 1880.....	100	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 31.....	To W. Blumhart, travelling exp.....	83	00		
	British Ass. Co., insurance Secty's dept	3	00		
	Less : Office appropriation charged contractors, from 1st Oct. 1879 to 15th Jany., 1880.....	1,453	33		
May 4.....	To Pay Roll Secty's dept. for March.....	415	86		
	do do April.....	415	82		
	E. Rodier, sal. for Feby.....	100	00		
	E. A. J. Côté, sal. for March & April.....	122	00		
	A. Dupré, do do do	91	50		
	J. A. Paré, do do do	138	75		
	A. H. McCallum, do do do	132	50		
	P. Tessier, do do do	127	50		
	Mrs. Plante, cleaning office in Feb. & March.....	18	30		
	E. Moreau, for petty exp.....	75	00		
	Post Office, rent of box.....	6	00		
	Beauchemin & Valois, copy of Civil Code.....	6	00		
	Blumhart & Co., memo. books.....	9	10		
	L. Trudel, fuel to 26th March, 1880.....	52	25		
	J. L. Leitch, 51 days services as clerk.....	127	50		
	Montreal Teleg. Co., to 1st April.....	15	60		
5.....	J. L. Leitch, services for April.....	70	00		
	do exp. to Montreal.....	8	50		
	J. Kelly, counting rails.....	13	12		
	L. Delisle, removing snow.....	34	00		
	Mrs. Plante, cleaning office April.....	9	30		
	A. L. Light, sal. June & July, 1879.....	666	66		
	W. H. Nesbitt, sal. & exp. acct. inventory.....	25	50		
	J. L. Demers, memo. forms.....	27	50		
	S. Marcotte, advertising removal of office.....	10	08		
	E. Roussel, repairs to office.....	34	03		
	Imprimerie Canadienne, extension to Aylmer.....	114	00		
7.....	O. Bastien, damages cutting trees.....	25	00		
	Miss Cannon, rent of office.....	25	00		
	E. Roussel, storage of furniture.....	3	00		
	Dom. Teleg. Co., lease of telephone.....	30	00		
	H. A. Brault, copy deed of sale & lease.....	47	00		
15.....	E. Moreau, for petty exp.....	25	00		
18.....	C. Darveau, blank chèque books.....	5	00		
20.....	J. A. Langlais, stationery from Jany. to March.....	161	43		
25.....	W. H. LaRoche, indemnity for lease of rooms.....	15	00		
26.....	L. P. Sirois, copy of deed.....	3	00		
	L. Trudel, fuel ac.....	4	13		
31.....	British A., Insurance on Secty's dept.....	9	63		
	H. Beautey, sal. & ex. to 31st March, 1880.....	399	65		
	E. Carter, professl. services.....	652	00		
	W. Shanly, do do	600	00		
June 1.....	Pay Roll Secty's dept. for May.....	415	82		
	E. A. J. Côté, sal. do	62	00		
	J. A. Paré, do do	65	00		
	A. Dupré, do do	46	50		
	A. H. McCallum, do do	85	00		
	P. Tessier, do do	65	00		
2.....	Mrs. Plante, cleaning offices.....	9	30		
	I. P. Déry, stationery to 28th May, 1880.....	54	95		
8.....	J. G. Leitch, sal. for May.....	65	00		
	E. Roussel, repairs & removal of office.....	87	71		
21.....	F. Bruneau, sal. to 30th June, 1880.....	30	00		
	W. Tremblay, do do	72	50		
	A. H. McCallum, do do	65	00		

Carried over.....

A—(PART OF No 8.)—Continued.

1880.		\$	cts.
	Brought forward.....		
June 26	To Pay Roll Secty's dept. for June.....	427	36
	E. A. J. Côté, sal. do	60	00
	A. Dupré, do do	45	00
	J. A. Paré, do do	65	00
	P. Tessier, do do	65	00
	J. G. Leitch, do do	65	00
	J. Hamel & frère, $\frac{1}{2}$ doz towels.....	1	15
	E. Moreau, ac. petty ex.....	50	00
30	E. Roussel, storage of furniture	3	00
	Miss Cannon, rent of rooms, \$41; damages, \$5.....	46	00
	do do	5	86
	Mrs Plante, cleaning offices.....	9	30
	Miss Cannon, rent of rooms.....	41	00
	Héti & Dumouchel, for deeds.....	54	00
	D. Desroches, services as arbitrator.....	98	50
	J. L. & J. Gibb, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Feb., 1880.....	62	51
	H. Beutey, sal. for April & May.....	200	00
	Dr H. E. Casgrain, ex. Dec. 1879.....	1	50
	W. Shanly, professl. services.....	542	33
			7,817 50
July 8	F. R. E. Campeau, advertising "Guide".....	40	00
	Montreal Teleg. Co., to 1st July, 1880.....	2	25
10	P. Tessier, sal. to 15th July, 1880.....	32	50
16	J. J. Foote, subs. to <i>Chronicle</i>	6	00
	J. A. Charlebois, copy of lease.....	3	40
	P. A. Peterson, exp. Jan. & Feby	39	23
	do do Feby.....	28	70
	do sal. Jany., 1880.....	333	33
	do do Feby., do	333	33
	H. Jacobs, for pens.....	15	00
	A. H. McCallum, sal. for July.....	67	50
	P. A. Peterson, sal. for March.....	333	33
	do exp. do	24	23
20	do sal. April.....	250	00
	do exp. do	32	00
	do sal. May	250	00
	do exp. do	17	50
	do sal. June	250	00
	do exp. do	41	74
	J. A. Charlebois, copy of contract.....	5	00
	C. H. Cherrier, copy of directory.....	3	00
	F. Bruneau, sal. for July.....	55	00
	Pay Roll Secty's dept. for July.....	431	32
	E. A. J. Côté, sal. do	62	00
	A. Dupré, do do	46	50
	J. A. Paré, do do	67	50
	P. A. Tessier, do April & July.....	40	00
	W. Tremblay, do do	67	50
	E. Moreau, for petty exp.....	35	00
	Miss Cannon, rent of rooms.....	41	00
	E. Roussel, storage of furniture	3	00
	Abbott, Tait & Wotherspoon, teleg., &c.....	26	57
	W. H. Laroche & Co., ice for season.....	5	00
	Mrs. Plante, cleaning office in July.....	9	60
	S. Marcotte, printing envelopes.....	29	00
	A. Augers, bonus.....	25	00
	H. Beutey, sal. for June.....	100	00
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent & repairs.....	115	49
	W. Shanly, services.....	1,857	37
Aug't 3	S. Marcotte, printing forms.....	3	00
	A. Hardy, elastic bands.....	14	20
	Carried over.....		

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug't 3.....	To T. L. Wilson, copy of laws.....		5 75		
	Héti & Dumouchel, services.....		20 47		
25.....	P. A. Peterson, sal. for July.....		250 00		
	do ex. do.....		39 29		
31.....	E. A. J. Côté, saly. for August.....		62 00		
	Pay Roll Secty's dept. do.....		415 82		
	A. Dupré, do do.....		46 50		
	J. A. Paré, do do.....		65 00		
	A. H. McCallum, do do.....		65 00		
	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent & taxes.....		160 00		
	H. Beutey, sal. July & Aug.....		200 00		
	F. A. Toupin, services ac. inventory.....		34 50		
Sept. 1.....	S. Roussel, storage for August.....		3 00		
	E. Moreau, petty ex.....		50 00		
8.....	A. Côté & Co., subs. to <i>Journal</i>		6 00		
7.....	J. Cartier Bank, interest.....		1,592 23		
9.....	A. L. Light, sal. to 1st Aug. 1880 & ex. to 1st Ap. 1879..		4,083 33		
14.....	Mrs. Dubord, 21 mths. care of office, Montreal.....		58 34		
	Miss Cannon, ac. rent for Sept.....		20 00		
	Mrs. J. Plante, cleaning office.....		9 30		
22.....	P. A. Peterson, sal. for August.....		250 00		
	do ex. do.....		83 59		
	Ad. Huot, repairs.....		21 79		
	J. A. Charlebois, copy of lease.....		3 40		
	E. Moreau, ac. petty. ex.....		25 00		
	S. Roussel, repairs to office.....		1 70		
28.....	Mont'l. <i>Herald</i> , subs. to 8th April, 1880.....		6 00		
	E. Moreau, ac. petty ex.....		50 00		
29.....	Pay Roll Secty's dept. for Sept.....		415 82		
	E. A. J. Côté, sal. do.....		60 00		
	A. Dupré, do do.....		45 00		
	J. A. Paré, do do.....		65 00		
	A. H. McCallum, do.....		65 00		
	Mrs. Plante, cleaning office.....		9 30		
	Miss Cannon, bal. of rent.....		21 00		
	S. Roussel, storage furniture.....		3 00		
	W. Shanly, services.....		855 00		
	Less: Mrs. Dubord for rent.....		175 00		
Oct'r 1.....	To Héti & Dumouchel, $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1879.....		70 00		14,134 52
12.....	C. Darveau, 1 cheque book.....		15 00		
13.....	Miss Cannon, acct. rent for Oct.....		20 50		
	E. Moreau, for petty exp.....		35 00		
	Montreal Teleg. Co., 1st July to 1st Oct., 1880.....		15 53		
19.....	E. Carter, for services.....		130 55		
25.....	E. Moreau, acct. petty exp.....		2 40		
	J. Huot, 6 days services.....		15 00		
27.....	Montreal Teleg. Co., 1st April to 1st June.....		6 09		
30.....	Pay Roll Secty's dept. for Oct.....		415 82		
	E. A. J. Côté, sal. do.....		62 00		
	A. Dupré, do do.....		46 50		
	A. H. McCallum, do do.....		65 00		
	Chas. Huot, 6 days in do.....		15 00		
	Mrs. J. Plante, cleaning office.....		17 30		
	E. Roussel, storage of furniture.....		3 00		
	J. A. Paré, sal. for Oct.....		65 00		
	Dr. J. M. McKay, protested note.....		5,365 44		
	J. L. & J. Gibb., $\frac{1}{2}$ rent to 1st May, 1880.....		62 50		
	H. Beutey, sal. for Sept., Oct. and exp.....		295 46		
	Carried over.....				

A—(PART OF No. 8.)—Continued.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Nov'r 6.....	To E. Moreau, acct. petty exp.....	20	00		
	T. Lemieux, for blot pads.....	4	70		
	S. Roussel, exp. removal of office.....	92	80		
9.....	P. A. Peterson, sal. for Oct.....	250	00		
	do exp. do.....	38	69		
	M. C. Charland, copying documents.....	18	00		
	P. Vallière, office furniture.....	208	00		
26.....	Dom. Teleg. Co., changing telephone.....	17	50		
	G. A. Lafrance, blot pads.....	3	80		
30.....	Pay Roll Secty's dept., for Nov.....	315	82		
	E. A. J. Côté, sal. do.....	60	00		
	A. Dupré, do do.....	45	00		
	A. H. McCallum, do do.....	65	00		
	J. A. Paré, do do.....	65	00		
	C. Huot, do do.....	65	00		
	Mrs. Plante, cleaning office.....	15	00		
Dec. 1.....	J. Hamel & Frère, carpet matting.....	70	75		
3.....	J. Gingras & Co., subs. to <i>Nouvelliste</i>	2	50		
	S. Roussel, fixing windows.....	6	05		
	L. G. Demers & Frère, subs. to <i>Canadien</i>	11	00		
11.....	Brown Chamberlain, <i>Official Gazette</i>	9	70		
	J. A. Langlais, paper for office.....	93	54		
	W. McDonald, painting numbers.....	20	00		
24.....	Pay Roll Secty's department for Dec.....	315	82		
	E. Moreau, acct. petty exp.....	6	20		
	E. A. J. Côté, sal. for Dec.....	62	00		
	A. H. McCallum, do do.....	67	50		
	A. Dupré, do do.....	46	50		
	J. A. Paré, do do.....	67	50		
	C. Huot, do do.....	67	50		
	Mrs. J. Plante, care of office, do.....	15	50		
	Beauchemin & Valois, stationery.....	19	28		
30.....	E. Moreau, for petty exp.....	25	00		
	S. Roussel, repairs to furniture.....	2	00		
	S. Marcotte, printing.....	3	00		
	Lessard & Lambert, damages to property.....	1,245	50		
	M. J. Murphy, exp. to Montreal.....	13	80		
	E. & A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Nov., 1880, \$106.67				
	Less 6.45				
		100	22		
	H. Beautey, sal. for Nov. & Dec.....	200	00		
	H. A. Brault, for deeds.....	96	85		
	Burland & Desbarats, advertising.....	150	10		
	R. L. Laflamme, re C. Devlin & al.....	180	45		
	de Bellefeuille & Turgeon, re C. Devlin & al.....	310	47		
	Less : Cash received for sale of blinds..... \$ 2 40				
	do do do of office partitions..... 20 00				
	Héty & Dumouchel, 2 years' rent & taxes... 217 11				
		239	51		
1881.				10,976	62
Jan. 1.....	To E. Moreau, for petty exp.....	25	00		
8.....	J. S. Gauvreau, stationery.....	49	40		
	M. C. Charland, copying documents.....	15	00		
	Montreal Telegraph Co., to 1st January, 1881.....	7	17		
	A. Côté & Co., subs. to <i>Journal</i>	6	00		
10.....	Dom. Teleg. Co., for Oct. & Dec.....	1	27		
11.....	E. Rodier, sal. for Nov. & Dec.....	200	00		
	Fisher & Blouin, leather bag.....	3	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1881.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought Forward.....				
Jan'y 19.....	To P. Cousin, cadastral plan of city.....	10	50		
24.....	Bell Telephone Co., for connections.....	40	00		
	F. Vallerand & Co., coal oil.....	1	25		
	Corporation of Three Rivers, rent.....	50	00		
27.....	E. Moreau, for petty exp.....	15	00		
31.....	Pay Roll Secty's dept. sals. for January.....	415	82		
	E. A. J. Côté, do do.....	62	00		
	A. H. McCallum, do do.....	65	00		
	J. A. Paré, do do.....	65	00		
	C. Huot, do do.....	65	00		
	Mrs. Plante, care of office do.....	15	50		
	Campbell & Auger, copy of contract.....	3	50		
	Beaudet & Chinié, office supplies.....	3	10		
Feb'y 2.....	J. E. Larue, re Dom. Teleg. Co.....	40	00		
	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Feby., 1881.....	100	00		
3.....	J. B. Bertrand, valuating property.....	15	00		
5.....	H. Beautey, sal. for January.....	100	00		
	G. Tassé, ac. salary.....	20	00		
16.....	J. B. Bertrand, valuating beach lot.....	15	00		
18.....	E. Moreau, for petty ex.....	25	00		
21.....	J. Carrell, subs. to 1st January, 1882.....	4	00		
28.....	Pay Roll Secty's dept. for Feby.....	\$415	82		
	Less: cr.....	100	00		
		315	82		
	E. A. J. Côté, sal. for Feby.....	56	00		
	A. H. McCallum, do.....	60	00		
	J. A. Paré, do do.....	60	00		
	C. Huot, do do.....	60	00		
	G. Tassé, bal. of do.....	42	50		
	Mrs. Plante, cleaning office.....	14	00		
	A. L. Light, sal. from 1st Sept., 1880 to 28th Feby., 1881.....	1,500	00		
March 1.....	M. C. Charland, copying documents.....	35	00		
3.....	Bell Telephone Co., 6 months' rent.....	20	00		
10.....	E. Moreau, for petty ex.....	20	00		
	S. Marcotte, 2 $\frac{1}{2}$ yrs. subs. to <i>L'Événement</i>	7	50		
	C. Vincelette, 3 copies of proceedings of C. Congress.....	3	00		
	H. Beautey, sal. for Feby.....	100	00		
17.....	Dom. Teleg. Co., for Sept.....	1	78		
29.....	L. Brousseau, advertising removal of office.....	7	80		
	Pay Roll secty's dept. for March.....	315	86		
	E. A. J. Côté, sal. do do.....	62	00		
	A. H. McCallum, do do do.....	67	50		
	J. A. Paré, do do do.....	67	50		
	C. Huot, do do do.....	67	50		
	G. Tassé, bal. of do do do.....	57	50		
	Mrs. Plante, care of office do.....	15	50		
	W. Shanly, for services.....	1,418	00		
				5,812	77
	Montreal Teleg. Co., from 1st Jany. to 1st April.....	5	56		
April 8.....	E. Rodier, sal. for Feb. and March.....	200	00		
11.....	J. J. Foote, subs. to <i>Chronicle</i> 1st Sept., 1881.....	6	00		
13.....	H. Beautey, sal. for March.....	100	00		
	do exp. from 1st Oct. 1880 to 1st April, 1881.....	130	11		
	J. A. Charlebois, deed <i>in re</i> South-Eastern Ry.....	3	00		
	E. Moreau, for petty exp.....	30	00		
16.....	R. Laferrière, for elm trees destroyed.....	25	00		
27.....	Secretary & staff sals. for April.....	415	82		
29.....	E. A. J. Côté, do do.....	60	00		
	J. A. Paré, do do.....	65	00		
	A. H. McCallum, do do.....	65	00		
	G. Tassé, do do.....	60	00		
	C. Huot, do do.....	65	00		
	Mrs. J. Plante, care of office.....	15	00		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1881.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
April 29.....	To F. X. Garant, elastic bands.....		1 50		
May 2.....	Post Office, rent of box to 1st May, 1882.....		6 00		
7.....	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent & repairs.....		106 65		
7.....	Bell Telephone Co., rent to 1st Nov., 1881.....		20 00		
	do Premier's office to 2nd April, 1881.....		20 00		
11.....	J. A. Paré, acct. salary.....		12 00		
13.....	J. O. Filteau, Parliamentary debates.....		10 00		
17.....	E. Moreau, acct. petty exp.....		30 00		
20.....	A. H. McCallum, for saly. of May.....		10 00		
	M. C. Charland, copying documents.....		66 00		
	F. Tassé, acct. sal. for May.....		15 00		
23.....	F. Daniel, 1 year's subs. to <i>La Tribune</i>		1 00		
31.....	Secretary & staff sal's. for May.....		415 82		
	E. A. J. Côté, do do.....		62 00		
	J. A. Paré, do do.....		53 00		
	A. H. McCallum, do do.....		55 00		
	G. Tassé, do do.....		47 00		
	Chas. Huot, do do.....		63 00		
	Mrs. J. Plante, care of office for May.....		15 50		
June 1.....	A. L. Light, sal. March, April & do.....		750 00		
6.....	H. Beutey, sal. do do.....		200 00		
	de Bellefeuille, for services.....		7 90		
8.....	E. Roussel, repairs to locks.....		2 00		
9.....	W. Tremblay, 12 days saly. to 9th June, 1881.....		36 00		
11.....	M. C. Charland, copying documents.....		25 00		
13.....	Cherrier & Co., copy of directory.....		3 50		
14.....	A. H. McCallum, ac. salary for June.....		10 00		
20.....	W. Tremblay, 10 days' services to 10th June, 1881.....		30 00		
	E. Moreau, ac. petty ex.....		50 00		
25.....	A. H. McCallum, bal. of sal. for June.....		55 00		
28.....	Pay Roll Secty's dept. for June.....		415 86		
	E. A. J. Côté, sal. do do.....		60 00		
	J. A. Paré, do do.....		65 00		
	G. Tassé, do do.....		60 00		
	Chs. Huot, do do.....		65 00		
	Mrs. J. Plante, care of office do.....		15 00		
	H. Beutey, sal. for do.....		100 00		
	A. L. Light, salary do.....		250 00		
30.....	N. Langlois, services 21 days.....		42 00		
	W. Tremblay, do do do.....		30 00		
	Hon. J. A. Chapleau, for expenses.....		250 65		
July 2.....	H. Jacobs, 6 boxes pens.....		15 00		
7.....	A. Lacoste, for examination of plans.....		270 50		
11.....	L. N. Dumouchet, profess. services.....		159 25		
	Mont'l. Teleg. Co., to 1st July, 1881.....		1 81		
	G. Tassé, ac. July salary.....		20 00		
	J. Lovell & Son, copy of Gazetteer of B. N. A.....		3 00		
15.....	C. Huot, ac. salary.....		10 00		
18.....	A. Achintre, ac. 2000 c. of Tourists guide.....		25 00		
20.....	J. S. Gauvreau, stationery to 15th July, 1881.....		89 05		
22.....	E. Moreau, ac. petty. ex.....		40 00		
27.....	L. A. Duvernay, 2 yrs sub. <i>Courrier de Montréal</i>		8 00		
28.....	P. J. Gingras, newspaper files.....		22 70		
	T. Lemieux, two registers & pads.....		54 50		
29.....	Pay Roll Secty.'s dept. for July.....		415 82		
	E. A. J. Côté, sal. do do.....		75 00		
	A. H. McCallum, do do do.....		65 00		
	J. A. Paré, do do.....		65 00		
	G. Tassé, do do.....		42 00		
	Chs. Huot, do do.....		55 00		
	Mrs. Plante, care of office do.....		15 50		
	Carried over.....				
				4,779	87

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1881.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
July 29.	To H. Beutey, sal. for July.....	100	00		
	Bell Teleg. Co., Secty's office to 31st Jany., 1882.....	20	00		
	A. L. Light, sal. for July.....	250	00		
	S. Marcotte, printing headings.....	5	00		
	W. Shanly, for services.....	1,041	50		
Aug't 4	Hon. J. J. Ross, travelling exp.....	30	00		
	M. C. Charland, copying documents.....	60	00		
	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st August, 1881.....	100	00		
12	P. J. Gingras, repairing book case.....	29	00		
	Montreal Herald, 1 year's subs. to 8th March, 1882.....	6	00		
	P. A. Tessier, saly. from 1st to 15th Aug., 1879.....	30	00		
23	E. Moreau, acct. petty exp.....	75	00		
25	Le Journal, subs. to 18th July, 1882.....	6	00		
26	Roy & Bouthillier, services taking possession of Road.....	65	25		
30	A. H. McCallum, sal. for Aug.....	67	50		
	Chas. Huot, do do.....	67	50		
31	Pay Roll Secretary's dept. for Aug.....	490	82		
	J. A. Paré, sal. do.....	67	50		
	G. Tassé, do do.....	62	00		
	Mrs. J. Plante, care of office, do.....	15	50		
	H. Beutey, sal. do.....	100	00		
	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ taxes 1881-82.....	60	00		
	L. N. Dumouchel, for services.....	212	75		
Sept. 8	M. C. Charland, copying documents.....	72	00		
13	Hon. J. J. Ross, travelling exp. to date.....	30	00		
30	Pay Roll Secretary's dept. for Sept.....	490	86		
	A. H. McCallum, sal. do.....	65	00		
	J. A. Paré, do do.....	65	00		
	G. Tassé, do do.....	60	00		
	C. Huot, do do.....	65	00		
	Mrs. J. Plante, care of office do.....	15	00		
	A. L. Light, sal. for Aug. & do.....	500	00		
	Le Canadien, subs. to 1st Sept., 1882.....	5	00		
	H. Beutey, sal. for Sept.....	100	00		
	J. A. Charlebois, services re Sewell.....	4	50		
	E. Moreau, acct. petty exp.....	40	00		
				5,925	81
Oct'r 6	J. L. Taché, exp. to Montreal in Sept.....	6	30		
	M. C. Charland, for services.....	70	00		
7	P. J. Gingras, furniture for Comrs. rooms.....	9	75		
8	Chas. Huot, acct. salary.....	10	00		
11	Gibb, Laird & Co., storage of windows.....	35	70		
17	M. C. Charland, copying documents.....	50	00		
	J. Dussault, 2 copies 'Larue's Mélanges'.....	2	00		
	J. L. Taché, services from July to Oct.—4 mths.....	196	00		
21	Mont'l. Teleg. Co., to Oct. 1881.....	23	78		
	do ac. Hon. J. A. Chapleau, to 29th Sept.....	7	62		
23	E. Moreau, for petty ex.....	25	00		
24	E. A. J. Côté, ex. to Montreal.....	6	50		
	C. Darveau, 2 chèque & receipt books.....	45	00		
	Gazette Printg. Co., subs. to Oct. 2nd, 1882.....	6	00		
29	Sect's Pay Roll sals. for Oct.....	415	82		
	J. A. Paré, do do.....	65	00		
	G. Tassé, do do.....	62	00		
	C. Huot, do do.....	55	00		
	Mrs. J. Plante, care of office.....	15	50		
	Telephone Co., 6 months rent of temporary office to 1st May, 1882.....	20	00		
28	E. A. J. Côté, sal. for Oct.....	75	00		
	S. Roussel, valuation of chairs.....	1	50		
	A. H. McCallum, sal. for Oct.....	65	00		
	Morton Phillips, 6 memo. books.....	5	00		
	Carried forward.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1881.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Oct'r 28.....	To L. H. Taché, 2 c. of <i>La poésie française</i>	3	50		
	E. Moreau, ac. petty. ex.....	25	00		
Nov'r 2.....	M. C. Charland, bal. of ac. copying documents.....	75	00		
3.....	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Nov., 1881.....	106	65		
9.....	Gazette Printg. Co., for reports of Q. M. O. & O. Ry.....	1,351	19		
	L. H. Taché, 25 days salary @ \$2750.....	62	50		
10.....	Telephone Co., 6 months rent to 2nd May, 1881.....	20	00		
	H. Beantey, sal. for Oct.....	100	00		
11.....	J. F. Dubreuil, index to Provl. and Federal Statutes.....	200	00		
16.....	M. J. Murphy, ex. to Montreal.....	18	71		
	J. P. Rhéaume, services on "Palais" Ground.....	100	00		
17.....	J. N. Duquet, 1 copy of Lives of Presidents of U. S.....	3	60		
18.....	G. Bishop & Co., stationery.....	210	15		
	L. H. Taché, ex. from 28th Oct., 1880, to 16th Nov., 1881.....	90	50		
	A. Langlais, sal. from 25th Oct. to 19th Nov.....	34	50		
29.....	Pay Roll Secty's dept. for Nov.....	490	82		
	A. H. McCallum, sal. do.....	65	00		
	J. A. Paré, do do.....	65	00		
	C. Huot, do do.....	65	00		
	G. Tassé, do do.....	60	00		
	Mrs. J. Plante, care of office do.....	15	00		
	A. L. Light, sal. of Oct. & do.....	500	00		
Dec'r 1.....	A. Toussaint, office supplies.....	8	10		
	<i>Le Nouvelliste</i> , 1 year's subs. to 1st Dec., 1882.....	2	50		
5.....	H. Beantey, sal. for Nov.....	100	00		
	A. H. McCallum, acct. sal. for Dec.....	10	00		
7.....	A. O. Raymond, stationery in Oct. & Nov.....	8	20		
	L. H. Taché, sal. for Nov.....	75	00		
15.....	J. S. Gauvreau, stationery to 21st Nov., 1881.....	316	95		
19.....	J. A. Langlais, do do.....	141	55		
22.....	Pay Roll Secty's depart. sal's. for Dec.....	499	20		
	A. H. McCallum, sal. for Dec.....	57	50		
	J. A. Paré, do do.....	67	50		
	C. Huot, do do.....	67	50		
	G. Tassé, do do.....	62	00		
	Mrs. J. Plante, care of office.....	15	50		
	A. Angers, arrears of salary to 1st Dec. 1881.....	25	00		
	J. P. Tardivel, (<i>La Vérité</i>), 1 year subs. to 28th July, 1882.....	1	50		
	J. P. Rhéaume, services on "Palais" ground.....	100	00		
23.....	I. P. Déry, stationery.....	71	90		
27.....	<i>Courrier de Montmagny</i> , subs. to 1st Nov., 1882.....	4	00		
	A. L. Light, sal. for Dec., 1881.....	250	00		
	G. Lafrance, mounting maps.....	5	20		
	H. Beantey, sal. for Dec.....	100	00		
	<i>La Tribune</i> , subs. to 23rd Oct., 1882.....	1	00		
30.....	N. Langlois, sal. for Nov. & Dec., 1881.....	85	50		
31.....	L. H. Taché, sal. & travelling exp.....	101	25		
1882.					
Jan'y 3.....	Bell Telep. Co., (in Secty's office,) to 31st July, 1882.....	20	00		
4.....	A. H. McCallum, for salary.....	10	00		
9.....	J. H. Patry, penknife.....	1	25		
10.....	<i>Le Journal</i> , subs. to Nov., 1882.....	6	00		
	J. G. Gingras, blank forms.....	3	00		
11.....	J. Carrell, advertising Ry. resolutions.....	61	90		
	A. Louthood, for amt. pd. Achintre for books.....	50	00		
	J. A. Champleau, exp. from 27th Oct. to date.....	150	00		
12.....	S. Fleming, acct. for report on Maskinongé survey.....	500	00		
16.....	J. G. Gingras, 3,000 blank forms.....	6	00		
17.....	H. Young, ruler & knife.....	1	30		
18.....	F. O. Vallerand & Frère, 2 spittoons.....	80			
	Carried over.....				
				7,112	44

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Jan'y 19.....	W. Shanly, professional services.....	1,250	00		
20.....	J. P. Rhéaume, services on "Palais" ground.....	100	00		
26.....	S. Roussel, for book supports.....	3	00		
27.....	A. H. McCallum, sal., for Jany.....	65	00		
	Secty.'s Dept. Pay Roll, do.....	499	15		
	J. A. Paré, sal. for January.....	65	00		
	C. Huot, do do.....	65	00		
	G. Tassé, do do.....	62	00		
	N. Langlois, do do.....	52	50		
	Mrs. J. Plante, care of office.....	15	00		
	A. L. Light, sal. for Jany.....	250	00		
28.....	J. A. Chapleau, ac. travl. ex.....	75	00		
31.....	L. H. Taché, sal. & ex. for Dec. & Jany.....	216	50		
Feb'y 1.....	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent to 1st Feby., 1882.....	100	00		
3.....	G. A. Lafrance, for binding.....	16	20		
4.....	Great N. West Tel. Co., for Dec. & Jany.....	\$122	94		
	Less: credited item.....	29	25		
		93	69		
7.....	L. A. Taché, 2 copies of "Soirées Canadiennes".....	6	00		
8.....	J. Carrell, advertg. Bill to confirm Ry. resolutions.....	60	00		
9.....	Ry. Review, 1 yr.'s subs. to 1st Feb., 1883.....	4	00		
14.....	J. Hamel, carpet, trunk, &c.....	23	00		
15.....	E. A. J. Côté, difference on salary.....	20	83		
16.....	Great N. West. Teleg. Co., for Jany., 1882.....	47	89		
20.....	H. Beautey, sal. do do.....	100	00		
	G. A. Lafrance, for books, &c.....	76	00		
23.....	J. P. Rhéaume, services on "Palais" ground.....	100	00		
	A. Côté & Co., 1 year sub. to <i>L'Enseignement Primaire</i>	1	00		
24.....	Renaud & Co., for tumblers, &c.....	7	41		
27.....	Ry. Dept. pay roll for Feby.....	507	48		
	A. H. McCallum, sal. for February.....	60	00		
	J. A. Paré, do do.....	60	00		
	G. Tassé, do do.....	56	00		
	C. Huot, do do.....	60	00		
	N. Langlois, do do.....	48	00		
	Mrs. J. Plante, care of office, do.....	14	00		
	A. O. Raymond, office supplies.....	3	55		
	<i>Can. Military Review</i> , subs. to Dec., 1881.....	1	50		
	J. G. Gingras & Co., printing "dossiers".....	2	50		
March 1.....	E. A. J. Côté, regist. "dossiers".....	22	53		
3.....	H. Beautey, sal. for Feby.....	100	00		
7.....	<i>Grip</i> , 1 yrs. subs. to 27 Oct., 1882.....	2	00		
14.....	J. Hamel & frère, towels.....	2	58		
	H. Wyse & Co., printing cards.....	6	00		
	S. Mohr, 6 months rent of telephone.....	20	00		
16.....	J. A. Chapleau, ac. expenses.....	150	00		
	J. P. Rhéaume, ac. services on "Palais" ground.....	100	00		
21.....	G. Bishop & Co., visiting cards.....	9	00		
	Dawson Bros., for "Todd's Parliamentary Gov. in Eng.".....	11	00		
22.....	J. Lovell & Son, for "Ontario Business Direct.".....	5	00		
	Berthiaume & Sabourin, 500 pamphlets of anal. index.....	137	20		
24.....	J. A. Langlois, office supplies.....	47	95		
	Great N. West Teleg. Co., for Feby.....	10	55		
	<i>L'Electeur</i> , subs. to Jany., 1883.....	4	50		
	G. A. Lafrance, index books & covers.....	45	00		
	A. L. Light, sal. for Feb. & March.....	500	00		
	L. U. Fontaine, saly. as extra clerk.....	30	00		
28.....	Hon. J. J. Abbott, fees on Ry. Bill.....	209	46		
29.....	Pay. Roll. Secty's dept. for March.....	507	54		
	J. A. Paré, sal. do do.....	67	50		
	A. H. McCallum, do do do.....	67	50		
	C. Huot, do do do.....	67	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
March 29.....	To G. Tassé, (in Secty's dept.) for March.....	62	00		
	J. Langlois, do do do	54	00		
	Mrs. Plante, care of office do	15	50		
	E. A. J. Côté, regist'g. of "dossiers".....	54	42		
				7,306	18
April 3.....	H. Beutey, sal. for March.....	100	00		
	W. B. C. de Léry, serv. as clerk from 8th March to 3rd Ap.' 82.....	44	00		
10.....	Great N. West Teleg. Co., for March.....	16	63		
14.....	J. P. Rhéaume, ac. services on "Palais" ground	100	00		
17.....	S. Gauvreau, office supplies.....	77	75		
26.....	C. T. Côté, in full of rent & taxes.....	296	06		
	L. U. Fontaine, services to 23rd April, 1880.....	60	00		
	G. A. Lafrance, 3 index books.....	67	50		
	Fisher & Blouin, hand valise.....	6	00		
27.....	Pay Roll of Secty. & al. for April.....	507	48		
	A. H. McCallum, sal. do	62	50		
	J. A. Paré, do do	62	50		
	C. Huot, do do	62	50		
	G. Tassé, do do	60	00		
	N. Langlois, do do	50	00		
	Mrs. J. Plante, care of office for April.....	15	00		
	N. Duquet, 2 copies of "General Hospital.".....	5	00		
	Fisher & Blouin, leather bag	4	00		
	H. O'Donnell, 5 days services.....	15	00		
29.....	H. Beutey, sal. for April.....	100	00		
	G. J. Hutton, for "Chefs d'œuvres d'art.".....	21	00		
30.....	E. A. J. Côté, petty ex. ac. from Nov. 1881 to Ap. 1882.....	305	05		
May 2.....	Dawson Bros, for "Picturesque Quebec.".....	2	50		
	Post office, rent of box to 30th April, 1883.....	6	00		
	<i>L'Événement</i> , advertising Bill.....	78	00		
5.....	Jos. Larouche, services to 30th April, 1882.....	84	00		
	N. Joannette, do do do	64	50		
	W. B. C. de Léry, do do 4th May, 1882.....	54	00		
10.....	G. A. Lafrance, binding documents.....	19	00		
	S. Mohr, 6 months of telephone at Parliament House.....	20	00		
	A. L. Light, sal. for April	250	00		
13.....	P. Bender, 4 copies of "Literary Sheaves & Old & New Canada.".....	10	00		
15.....	J. P. Hulbert, 1 copy of "Protection & Free Trade.".....	2	00		
16.....	J. P. Rhéaume, services on "Palais" ground exchanged.....	100	00		
22.....	A. Lortie, special messenger from 1st to 20th May, 1882.....	30	00		
	A. T. Chalifour, sessl. clerk 20th March to 9th May, 1882.....	125	00		
	A. Gagnon, 50 copies of "Considér. sur les temps actuels.".....	7	50		
26.....	<i>La Patrie</i> , subs. from 1st April, 1881 to 1st Jan'y., 1883.....	5	65		
	A. L. Light, sal. for May.....	250	00		
29.....	Pay Roll Secty's dept. for May.....	340	82		
	J. A. Paré, sal. do	67	50		
	A. H. McCallum, do do	67	50		
	G. Tassé, do do	62	00		
	C. Huot, do do	67	50		
	N. Langlois, do do	54	00		
	Mrs. J. Plante, care of office, do	15	50		
	C. Maréil, extra clerk during 40 days.....	80	00		
	J. Larouche, do do 27 do	54	00		
	N. Joannette, do do 27 do	40	50		
31.....	<i>Gazette</i> Printg. Co., reports on rules, tenders, &c.....	168	50		
	E. A. J. Côté, registration of "dossiers".....	45	21		
	E. Gauvreau, repairs to office.....	2	93		
	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent & repairs.....	113	33		
	L. H. Taché, for sal. & ex.	436	50		
June 2.....	S. J. Chalifour, sal., from 9th March to 1st June.....	168	00		
	Alf. Lortie, sal'y. as ext. clerk to 2nd do	19	50		
	Carried over.....				

A—(PART OF No. 8.)—Continued.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 2.....	To J. A. Chapleau, ac. travl. ex.....	100	00		
.....	A. Angers, extra services during session.....	25	00		
3.....	H. Beutey, sal. for May.....	100	00		
.....	J. P. Stebenne, extra messenger from 8th March 1882 to 6th June, 1882.....	91	00		
.....	<i>Morning Chronicle</i> , subs. to 1st Sept., 1882.....	6	00		
10.....	E. Moreau, salary for May.....	166	66		
12.....	H. Jacobs, 9 boxes of pens.....	18	00		
14.....	C. J. Hutton, for "Picturesque America" (bound).....	40	80		
15.....	J. P. Stebenne, services as special clerk.....	20	00		
16.....	J. P. Rhéaume, do re Palais expropriation.....	100	00		
20.....	C. E. Holiwell, advertising in "Guide to Quebec".....	10	00		
28.....	Pay Roll Secty's dept. for June.....	507	54		
.....	A. H. McCallum, saly. do do.....	65	00		
.....	J. A. Paré, do do do.....	65	00		
.....	G. Tassé, do do do.....	60	00		
.....	C. Huot, do do do.....	65	00		
.....	N. Langlois, do do do.....	52	00		
.....	Mrs. J. Plante, care of office, do.....	15	00		
30.....	E. A. J. Côté, for registration of "dossiers".....	29	43		
.....	Cherrier & Co., 2 copies of Quebec Directory.....	8	00		
.....	L. H. Taché, saly. & exp. to 30th June, 1882.....	210	50		
.....	do balance of expenses, do do.....	50	00		
.....	F. Orioux, for four plans of Ry.....	80	00		
.....	C. G. H. Beaudoin, travelling expenses re Joliette Ry.....	30	00		
.....	E. A. J. Côté, for petty expenses from April 1882 to 30th June 1885.....	144	95		
.....	Lévy & Bouchard, for printing Ry. documents for Legislative Assembly.....	3,590	52		
		\$10,599	81		
.....	Less: By L. O. Hénu, for 1½ year's rent of office, 16 St. James St., Montreal.....	427	50		
				10,172	31
.....	To P. E. Rodier, petty expenses from April 1881 to 31st March 1882.....			\$212,989	92
				551	35
				\$213,541	27

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Acct.

B.

DETAILED STATEMENT B of the amounts paid by Government on account of Contingencies on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, (un-apportioned) from 1st July, 1882, to 30th June, 1885 :—

1882.		\$	cts.	\$	cts.
July 3.....	To A. L. Light, salary for June.....	250	00		
.....	J. P. Stebeane, services from 8th June to 1st July, 1882.....	66	00		
5.....	H. Beautey, salary for June.....	100	00		
13.....	J. Jordan, for sessional work.....	70	00		
.....	E. A. J. Côté, for petty expenses..... 25 00				
.....	Less : amt. refunded..... 5 02				
.....	J. P. Rhéaume, fees <i>re</i> "Palais" ground.....	19	98		
.....	J. B. Williams, sessional work.....	100	00		
24.....	J. A. Langlois, stationery to 12th July.....	68	00		
26.....	C. Messiah, services for July.....	65	90		
3.....	<i>Courrier de Montmagny</i> , advertising transfer of Road.....	52	00		
27.....	J. P. Rhéaume, in final settlement of his fees <i>re</i> "Palais" ground.....	8	00		
18.....	C. Messiah, salary for August.....	25	00		
29.....	L. H. Taché, salary for June & expenses.....	54	00		
31.....	Pay Roll Secty's dept. for July.....	80	00		
Aug. 1.....	J. A. Paré, salary do do.....	507	48		
.....	A. H. McCallum, do do do.....	65	00		
.....	C. Huot, do do do.....	65	00		
.....	G. Tassé, do do do.....	65	00		
.....	N. Langlois, do do do.....	62	00		
.....	Mrs. J. Plante, care of office, do.....	52	00		
.....	E. A. J. Côté, for registration of "dossiers".....	15	50		
.....	A. L. Light, sal. for July.....	8	73		
.....	Eng : A. Perron, do, do.....	250	00		
.....	S. Rhéaume & al., do.....	40	00		
.....	Mrs. Johnston, care of office.....	76	66		
.....	S. Rhéaume, removal of offices.....	2	50		
2.....	L. A. Vallée, ex. in June & July.....	11	50		
.....	H. Beautey, sal. for July.....	11	00		
3.....	A. O. Raymond, office supplies.....	100	00		
.....	O. Rajotte, 6 days sessl. work.....	4	75		
.....	Fisher & Blouin, 1 trunk.....	12	00		
.....	Auger & Martineau, padlocks.....	6	25		
.....	J. Lovell, & Son, 2 c. of Mont'l. Directory.....	4	90		
.....	S. Mohr, 6 months rent of telephone in secty's office.....	5	00		
.....	A. L. Light, ar.'s ofex. from 1st Ap. 1880 to 31st Jan. 1883.....	20	00		
5.....	<i>Journal de Waterloo</i> , subs. to 1st Jan., 1883.....	1,500	00		
.....	<i>Weekly Despatch</i> , subs. 2 years to 23rd June, 1883.....	1	00		
.....	<i>Quotidien</i> , sub. 1 year to 7th July, 1883.....	3	00		
14.....	<i>Pioneer Sherbrooke</i> , subs. 1 year to 1st May, 1883.....	2	50		
.....	<i>La Patrie</i> , advert. transfer of Road.....	4	12		
.....	Eng : Mr. Dumas, office supplies.....	8	00		
15.....	<i>La Tribune</i> , 1 year's sub. to 23rd Oct. 1882.....	6	00		
16.....	<i>La Concorde</i> , 2 years' subs. to 1st May, 1883.....	1	00		
.....	<i>Le Journal de Québec</i> , 1 year's subs. to 18th July, 1883.....	6	00		
18.....	Great N. W. Teleg. Co., from April to 1st Aug.....	6	00		
22.....	L. H. Taché, packing cases.....	125	39		
.....	Eng : P. Pageau, repairs to eng's office.....	11	50		
23.....	E. A. J. Côté, ex. to Montreal.....	31	28		
29.....	L. A. Vallée, travl. ex.....	6	00		
30.....	Pay Roll Secty's dept. for August.....	6	20		
.....	J. A. Paré, salary do.....	507	48		
.....	A. H. McCallum, do do.....	67	50		
.....	G. Tassé, do do.....	67	50		
.....	C. Huot, do do.....	62	00		
.....	N. Langlois do do.....	67	50		
.....	.....	54	00		
Carried forward.....					

B—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug't 30.....	To Mrs. J. Plante, care of office for Aug.....		15	50	
	P. G. Charlebois, 3 months saly. to 20th April, 1882.....		120	00	
31.....	<i>La Minerve</i> , advertg. transfer of E. sect.....		7	00	
	<i>Le Manitoba</i> , 1 year's subs. to 31st Oct., 1882.....		2	50	
	E. A. J. Côté, regist. of "dossiers".....		16	00	
	L. H. Taché, for expenses.....		94	25	
	E. Lantier & al., salaries for August.....		366	66	
Sept'r 1.....	do expenses do do.....		30	75	
	H. Beutey, salary do do.....		100	00	
	P. Huot, for registration of deeds.....		10	00	
	E. A. J. Côté, expenses to Montreal.....		11	00	
7.....	L. A. Taché, salary for August.....		77	50	
12.....	A. H. McCallum, 3 months indemnity.....	195	63		
	Less: 1 do refunded.....	65	00		
			130	63	
	J. A. Paré, 3 months indemnity.....		195	63	
	A. Angers, do do.....		125	00	
13.....	P. Pageau, repairs to furniture.....		17	03	
14.....	J. A. Langlais, office supplies.....		73	50	
15.....	L. A. Vallée, expenses for August & Sept.....		18	30	
16.....	H. Morgan, 2 copies of "D. Annual Register".....		6	00	
	J. A. Charlebois, for deeds, leases, &c.....		46	10	
	Great N. West. Telegraph Co., teleg. for August.....		7	57	
	<i>La Nouvelle France</i> , 1 year's subscription to 1882.....		2	00	
	J. C. Langelier, 800 copies of <i>Le Nord</i>		240	00	
25.....	The <i>Star</i> , advertising transfer of Railway.....		5	00	
	E. A. Hoare, 3 months indemnity.....		400	00	
25.....	A. Labossière, salary for Sept.....		15	00	
27.....	G. A. Lafrance, for binding.....		1	40	
29.....	Globensky & Bisailon, for services re sale of Railway.....	5,000	00		
	E. Lantier, 3 months indemnity.....		225	00	
	G. Laviolette, services re Union J. Cartier Ry.....		253	00	
30.....	L. A. Vallée & staff, salaries for Sept.....		3	66	
	Pay Roll Secty's dept., do do.....		510	36	
	Mrs. J. Plante, care of office, do do.....		15	00	
	E. A. J. Côté, for registration of "dossiers".....		25	35	
15.....	<i>La Verité</i> , 1 year's subscription to 22nd July, 1883.....		1	50	
				13,369	31
Oct'r 3.....	<i>Courrier de Montréal</i> , 1 year's subs. to 26th May, 1882.....		4	00	
5.....	<i>L'Événement</i> , do do do 1st Oct., 1883.....		6	00	
	do advertising transfer of Ry., East sect.....		4	80	
9.....	Post Printing Co., do do.....		60	00	
16.....	Great N. W. Teleg. Co., telegraphing to 1st Oct. 1882.....		3	30	
	Z. Rousselle, taking possession of Ry. in 1878.....		66	20	
23.....	E. Rodier, salary for Sept.....		100	00	
26.....	J. S. Gauvreau, office supplies.....		89	50	
30.....	Pay Roll Secty's dept.: salaries for Oct.....		577	33	
	E. A. J. Côté, for registration of "dossiers".....		30	24	
31.....	Mrs. Plante, care of office for Oct.....		15	50	
	I. P. Déry, office supplies.....		48	70	
	E. W. Wigney, for serv. in March, Apl, June & July, 1878.....		75	00	
	L. A. Vallée & al., sals. for October.....		218	66	
	I. P. Déry, office supplies.....		92	60	
July 13.....	E. A. J. Côté, for petty expenses.....		19	98	
Nov'r 3.....	Corporation of 3-Rivers, 2 yrs. lease of lot on Loop Line.....		100	00	
8.....	Campbell & Auger, copy of sale in re "Hogan".....		6	50	
	Great N. W. Teleg. Co., for October.....		3	01	
10.....	P. Huot, for deeds.....		10	00	
	A. Davis, preparing inventory of Ry. stock.....		1,500	00	
	E. Rodier, salary for Oct.....		100	00	
15.....	L. Lefebvre, tin box for office.....		6	50	
	Carried over.....				

B—(PART OF No. 8.)—Continued.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Nov'r 21.....	To Great N. W. Teleg. Co., telegraphing for July.....		9 25		
27.....	J. Carrel, 1500 parch. envelopes.....		17 00		
	Great N. W. Teleg. Co., for October.....		1 20		
30.....	Pay Roll Secty's dept.: sals. for Nov.....		575 32		
	Mrs. Plante, care of office, do.....		15 00		
	<i>L'Opinion Publique</i> , 3 yrs. subs. to 1883.....		10 00		
	A. Desjardins, 6 months rent & taxes, Montreal.....		780 00		
	L. A. Vallée & staff, salaries for Nov.....		216 66		
Dec'r 2.....	<i>Le Nouvelliste</i> , 1 yr's. subscription to 1st Dec., 1883.....		2 50		
	<i>La Revue Canadienne</i> , 1 yr's. do do 1st Jan., 1883.....		2 50		
	<i>The Star</i> , 1 do do do 4th Dec., 1883.....		3 00		
5.....	L. A. Vallée, for expenses.....		3 00		
	Great N. W. Teleg. Co., for Nov. 1882.....		3 65		
6.....	J. B. Dubreuil, for "Dubreuil's reference book".....		3 75		
22.....	<i>Le Saguenay</i> , 1 yr's. sub. to 31st Aug., 1883.....		1 50		
	Pay Roll Secty's dept.: salaries for Dec.....		577 36		
	Mrs. Plante, care of office, do.....		15 50		
	<i>Gazette</i> Printing Co., subscription to 2nd Oct. 1883.....		6 00		
29.....	J. Carrel, 100 circulars.....		10 00		
30.....	J. E. Ray, $\frac{3}{4}$ of ac. for services re sale of Ry.....		145 60		
	L. A. Vallée & staff, salaries for Dec.....		216 66		
	CR.				
	By L. N. Dumouchel, for rent.....		142 50		
1883.				5,608 77	
Jan'y 3.....	To <i>La Patrie</i> , subs. to 1st January, 1884.....		4 00		
	T. Escande, subs. to <i>La Mosaïque & Le Monde Illustré</i>		7 20		
	<i>Le Constitutionnel</i> , subs. to 15th March, 1883.....		3 00		
9.....	Great N. West Teleg. Co., for Dec.....		5 23		
10.....	<i>Le Journal</i> , subs. to 1st Dec., 1883.....		6 00		
16.....	Bell Telephone Co. (Secty's office) to 31st July 1883.....		20 00		
17.....	<i>Travellers' Ry. Guide</i> , subs. to 30th Dec., 1883.....		4 00		
	E. A. J. Côté, registg. "dossiers".....		6 12		
	N. H. Greene, services re Legge.....		160 00		
22.....	J. Carrel, 1 chèque book.....		27 00		
	P. A. Peterson, services in 1878.....		2,000 00		
24.....	G. A. Lafrance, for binding.....		30 75		
25.....	<i>Le Nouvelliste</i> , advtg. transfer of E. Section.....		6 00		
26.....	E. Rodier, 3 months salary to 31st Jan., 1883.....		300 00		
30.....	Rand, McNally & Co., for maps, duty, &c.....		8 90		
	E. A. J. Côté, registg. "dossiers".....		8 85		
	Pay Roll Secty's dept. for January, 1883.....		584 32		
	Mrs. Plante, care of office, do do.....		15 50		
	Rand, McNally & Co., for maps of U. States.....		20 20		
	A. L. Light, sals. to 31st January, 1883.....		1,083 33		
31.....	<i>Nouvelles Soirées Canadiennes</i> , subs. to 1st Jan., 1883.....		3 00		
	<i>Daily Telegraph</i> , 2 years subs. to 1st Jan., 1884.....		8 00		
	Eng: L. A. Vallée & al, sal's for January.....		216 66		
Feb'y 1.....	I. P. Déry, for stationery.....		25 35		
6.....	Great N. West. Teleg. Co., for January.....		9 03		
10.....	J. G. Gingras, 1,000 blank forms.....		10 00		
	J. Jordan, services as ex. clerk to 31st January, 1883.....		28 00		
12.....	<i>L'Événement</i> , 2 years subs. to 22nd July, 1883.....		6 00		
17.....	<i>Nouvelles Soirées Canadiennes</i> , 1 yr's. subs. to 1st January, 1884.....		6 00		
	<i>Richmond Guardian</i> , 1 yr's. subs. to 1st Sept., 1883.....		1 50		
	Carried over.....				

B—(PART OF No. 8)—Continued.

1883.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Feb'y 21.....	To <i>Courrier de Montmagny</i> , 14 mths. subs. to 1st Jan., 1884.....		2 35		
28.....	Pay Roll Secty's dept. for March.....	557	32		
	A. Marquis, sessional clerk.....	60	00		
	Mrs. J. Plante, care of office for Feby.....	14	00		
	E. A. J. Côté, registg. "dossiers".....	36	45		
	L. A. Vallée, for expenses.....	6	75		
6.....	Eng: I. P. Déry, office supplies.....	107	25		
12.....	do J. A. Langlais, stationery.....	177	23		
28.....	do L. A. Vallée & al, sal's for Feby.....	216	67		
12.....	E. Moreau, for petty expenses.....	75	00		
March 3.....	Great N. West Teleg. Co., for Feby.....	7	45		
5.....	Canadian Express, for freight.....	4	50		
	A. L. Light, ex. and sal'y for Feby.....	211	66		
9.....	G. Bishop, stationery & printing.....	8	00		
	<i>La Tribune</i> , subs. to 23rd Oct., 1883.....	1	00		
10.....	J. S. Gauvreau, office supplies.....	25	08		
	N. S. Ry., freight on 15 boxes of books.....	7	78		
	Eng: L. A. Vallée, ex. to Montreal.....	4	50		
7.....	<i>Morning Chronicle</i> , advertising transfer of Road.....	9	60		
14.....	J. J. Foote, stationery.....	78	00		
	Eng: do do.....	220	63		
16.....	J. Carrel, 10 reams of paper.....	50	00		
27.....	<i>Ry. Review</i> , 1 yr's subs. to 1st Feb., 1884.....	4	00		
	<i>Le Figaro</i> , do do do 2nd March, 1884.....	1	00		
29.....	Pay Roll Secty's dept. for March.....	584	36		
	A. Marquis, sal. do do.....	67	50		
	E. A. J. Côté, registg. "dossiers".....	48	15		
31.....	Bell Teleg. Co., 6 months rent to 2nd May, 1883.....	20	00		
	A. Desjardins, $\frac{1}{4}$ rent to 1st Feby., 1883.....	300	00		
	Less: Hétu & Dumouchel, for $\frac{1}{4}$ rent.....	71	25		
				7,449	92
April 10.....	To Eng: L. A. Vallée & al., sals. for March.....	216	66		
	A. L. Light, sal. for March.....	166	66		
	A. Marquis, do as sessl. clerk.....	32	50		
	E. Rodier, do for Feb. & March.....	200	00		
12.....	Boivin, for cartage.....	4	00		
	H. Jacobs, for pens.....	37	50		
	N. S. Ry., for freight.....	9	60		
	G. N. W. Telg. Co., for March.....	10	45		
	Mrs. J. Plante, care of office, do.....	15	50		
	<i>Le Canadien</i> , 1 yr's subs. to 1st Sept., 1883.....	6	00		
	do printg. 100 circulars.....	3	00		
	A. H. McCallum, ex. to Montreal.....	7	50		
19.....	<i>Gazette</i> Printg. Co., advertg. transfer of Road.....	8	00		
	<i>Shareholder</i> , advertg. Ry. under operation.....	20	00		
25.....	L. N. Dumouchel, copy of lease.....	3	50		
	J. C. Langelier, statistics, &c.....	150	00		
	A. H. McCallum, saly. for April.....	62	50		
26.....	Pay Roll Secy's dept. for April.....	505	82		
30.....	A. L. Light, sal. for April.....	166	66		
	Mrs. J. Plante, care of office.....	15	00		
	E. A. J. Côté, registering "dossiers".....	21	39		
	E. Moreau, petty exp. accts. from August, 1882 to April 1883.....	201	66		
	Eng: L. A. Vallée & al. sal's for April.....	216	66		
	Quebec Post Office, rent of box to 1st May, 1884.....	6	00		
May 1.....	E. Rodier, sal. for April.....	100	00		
	Great N. W. Teleg. Co., to 1st May.....	6	48		
8.....	<i>Courrier de Montréal</i> , subs. to 14th April, 1883.....	3	54		
	Carried over.....				

B—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1883.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
May 11.....	To A. Sénécal, packing and forwarding books.....	20	00		
12.....	Dawson Bros., maps of Dominion.....	6	50		
14.....	Cadieux & Derome, packing cases.....	12	80		
15.....	Rand, McNally & Co., map of N. E. States.....	2	00		
	<i>Petit Journal</i> , 1 year's subs. to 31st Dec., 1883.....	2	50		
	E. Moreau, for petty exp.....	50	00		
18.....	Cushing & Hunter, copy of agreement.....	3	50		
19.....	J. A. Jordan, 61 days services.....	122	00		
	N. Shore Ry., freight on boxes.....	2	81		
23.....	Demers & Frère, printing Comr's report.....	303	84		
30.....	Pay Roll Secty's dept. for May.....	584	32		
	Mrs. Plante, sal. for May.....	15	50		
	A. L. Light, do do.....	166	66		
31.....	A. Desjardins, $\frac{1}{2}$ rent and repairs.....	320	00		
	Eng: L. A. Vallée & al, sal's for May.....	176	67		
30.....	Petty exp. (E. M.).....	0	76		
June 1.....	Eng: A. Perron, sal. for May—\$40; and three months indemnity.....	160	00		
8.....	E. Rodier, sal. for May.....	100	00		
12.....	Eng: L. A. Vallée, exp. to Cap Santé.....	2	55		
27.....	do do & al, sal's for June.....	176	65		
8.....	G. N. West. Teleg. Co., for May.....	12	57		
27.....	Eng: L. A. Vallée, exp. for June.....	11	24		
	Pay Roll Secty's dept. for June.....	408	68		
	E. Rodier, sal. do.....	100	00		
	Mrs. Plante, care of office.....	15	00		
				4,973	14
July 1.....	J. C. Langelier, bal. of acct. for statistics.....	150	00		
6.....	Pay Roll Secty's dept. for July.....	593	66		
7.....	A. L. Light, sal. for June.....	166	66		
	J. Lovell, 2 copies of Montreal directory.....	6	00		
12.....	Great N. W. Teleg. Co., for June.....	6	63		
13.....	<i>Morning Chronicle</i> , subs. to 1st Sept., 1883.....	6	00		
16.....	Lemieux, ruling paper.....	25	50		
24.....	<i>Journal de Québec</i> , subs. to 18th July, 1884.....	6	00		
30.....	Pay Roll Secty's dept. for August.....	596	15		
	Mrs. J. Plante, sal. for July.....	15	50		
Aug't 1.....	Bell Telep. Co., 6 months rent to 31st January, 1884.....	20	00		
	J. S. Gauvreau, stationery.....	2	90		
2.....	L. A. Vallée, ex. to Montreal.....	6	35		
10.....	Great N. W. Teleg. Co., for July.....	7	22		
	<i>Bedford Times</i> , subs. to 28th April, 1884.....	3	00		
15.....	Great N. W. Teleg. Co., 4 months to 1st April, 1880.....	10	00		
18.....	A. Lessard, cartage of books.....	3	50		
30.....	Pay Roll Secty's dept. for Sept.....	589	20		
	Mrs. J. Plante, care of office for August.....	15	50		
	E. Rodier, ex. to Montreal.....	4	50		
Sept'r 10.....	Great N. W. Teleg. Co., for August.....	2	62		
17.....	C. N. Montizambert, regist. deeds.....	5	50		
	L. A. Vallée, ex. to Montreal.....	9	54		
28.....	Pay Roll Secty's dept. for Oct.....	596	15		
	Mrs. Plante, care of office for Sept.....	15	00		
	<i>Le Canadien & L'Événement</i> , subs. to 1st Sept. 1884 & 1st Oct. 1884.....	9	00		
				2,872	08
Oct'r 10.....	E. Moreau, for petty ex.....	50	00		
2.....	A. S. Woodburne, copy of Ottawa & Hull Guide.....	2	50		
3.....	E. Rodier, ex. to Montreal.....	80	00		
	H. Beauty, sal. for Sept., 1882.....	100	00		
8.....	Great N. W. Teleg. Co., for Sept., 1883.....	3	26		
19.....	E. Rodier, ex. to 13th Oct., 1883.....	7	25		
	do do do 13th do 1883.....	11	00		
	Carried over.....				

B—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1883.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Oct'r 25.....	To <i>Courrier du Canada</i> , 6 years subs. to 1st Jany., 1884.....	36	00		
30.....	D. Forget, 30 copies of analytical table.....	7	50		
	Pay Roll Secty's dept. for Nov.....	591	65		
	Mrs. J. Plante, care of office for Oct.....	15	50		
31.....	<i>La Verité</i> , subs. to 28th July, 1884.....	1	50		
	<i>Grip</i> Pub. Co., subs. to 1st Jany., 1884.....	2	33		
Nov'r 2.....	<i>L'Opinion Publique</i> , do 1st Jany., 1884.....	3	00		
6.....	E. Rodier, ex. to 6th Nov., 1883.....	12	50		
	Great N. W. Teleg. Co., for Oct.....	12	42		
7.....	M. J. Murphy, sal. for Nov.....	83	33		
19.....	J. A. Langlais, stationery.....	49	75		
21.....	<i>Le Sorelois</i> , 1 year's subs. to 13th July, 1883.....	2	00		
22.....	O. Lavallée, copy of deed.....	8	00		
26.....	T. Burns, (2. c.) biography of Sir J. A. McDonald.....	6	00		
29.....	Pay Roll Secty's dept. for Dec.....	677	04		
	Mrs. J. Plante, care of office for Nov.....	15	00		
Dec'r 4.....	<i>Le Nouvelliste</i> , subs. to 1st Dec., 1884.....	2	50		
	M. Crépeau, copies of deeds of sale.....	5	00		
	<i>La Tribune</i> , subs. to 25th Oct., 1884.....	1	00		
	J. Carrel, stationery.....	57	00		
	<i>The Star</i> , 1 year's subs. to 7th Dec., 1884.....	3	00		
	Great N. West Teleg. Co., for Nov.....	14	59		
13.....	<i>Courrier de St. Hyacinthe</i> , 2 years' subs. to 1st July, 1884.....	6	00		
	<i>La Concorde</i> , (2. c.) 6 months to 1st Nov., 1883.....	3	00		
	<i>Journal de Québec</i> , 1 year's subs. to 27th Nov., 1884.....	6	00		
14.....	L. A. Vallée, ex. from 10th to 12th Dec., 1884.....	6	60		
	Drapeau & Savignac, putting Gas pipes in office.....	3	37		
	S. Rhéaume, sal. for Dec.....	60	00		
21.....	<i>L'Erenement</i> , (2. c.) subs. to 22nd July 1884 & 1st Oct. 1884.....	6	00		
	G. A. Lafrance, binding 2 volumes.....	4	75		
	Pay Roll Secty's dept. for Jany. 1884.....	596	15		
	Mrs. J. Plante, care of office in Dec. 1882.....	15	50		
22.....	M. J. Murphy & S. Rhéaume, sals. for Jany., 1884.....	143	33		
26.....	F. X. Genest, for maps for Ry. report.....	300	00		
28.....	<i>Le Canadien</i> , 54 months' subs. to 1st June, 1882.....	27	00		
14.....	E. Moreau, for petty ex.....	75	00		
				3,063	32
1884.					
Jan'y 8.....	<i>La Patrie</i> , subs. to 1st Jany., 1885.....	4	00		
	<i>Gazette</i> , do do 2nd Oct., 1884.....	6	00		
	Great N. West Teleg. Co., for Dec., 1883.....	15	53		
9.....	<i>Les Soirées Canadiennes</i> , (2. c.) for 1884.....	6	00		
11.....	J. S. Gauvreau, stationery.....	11	55		
12.....	A. H. McCallum, for ex. to Montreal.....	93	00		
14.....	Campbell & Auger, for services.....	2	50		
15.....	L. J. Demers, printing Ry. report.....	160	06		
19.....	J. C. Langelier, for statistics.....	150	00		
	S. Rhéaume, sal. for Oct. & Nov., 1883.....	120	00		
	M. J. Murphy, sal. for Oct., 1883.....	53	33		
23.....	C. Lindsay, for translations.....	75	00		
26.....	J. Taché, transporting boxes to Quebec.....	2	46		
31.....	C. Thibault, 3 c. of Sir C. Tupper Life.....	1	50		
	Secty's Pay Roll for Febr'y. 1884.....	730	48		
	Mrs. J. Plante, care of office for Jany.....	15	50		
Feb'y 8.....	Great N. W. Teleg. Co., teleg. for Jany.....	26	49		
15.....	<i>Grip</i> , 1 year's subs. to 1st Jany. 1885.....	2	00		
19.....	J. A. Langlais, for stationery.....	89	00		
20.....	P. Brunet, postage stamps.....	17	00		
	Carried over.....				

B—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1884.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Feb'y 22.....	To A. Angers, mounting maps.....		4 50		
	G. A. Lafrance, do do		3 00		
25.....	Bell Telephone Co., 6 m'ths rent, at Ry. Comr's residence.....		20 00		
28.....	Pay Roll Secty's dept. for March.....		727 04		
	Mrs. J. Plante, care of office for Feb'y.....		14 50		
	P. Cousin, 1 map		11 00		
	Drapeau & Savignac, bal. of ac. for repairs.....		65		
29.....	L. A. Vallée, ac. of expenses.....		57 10		
	E. Moreau, bal. do do		7 90		
March 3.....	D. Forget, (12. c.) analytical tables.....		3 00		
4.....	Great N. West Teleg. Co., teleg. for Feb'y.....		10 66		
	A. Côté & Co., 2 copies of Ry. statutes.....		10 00		
11.....	L. Drouin & Frère, envelopes.....		75		
	P. Brunet, postage stamps.....		10 00		
	A. Angers, newspaper files & maps.....		8 50		
14.....	<i>La Revue Canadienne</i> , 2 years' subs. to 1st Jan'y., 1885.....		5 00		
	E. Rodier, for expenses.....		1 50		
17.....	H. Jacobs, $\frac{1}{2}$ doz boxes of pens.....		15 00		
18.....	<i>La Vérité</i> , 8 months' subs. to 14th March, 1884		1 00		
19.....	Fisher & Blouin, leather bag.....		4 50		
20.....	E. Rodier, for travelg. expenses.....		19 75		
	T. Burns, 3 copies of "Home & Farm Directory".....		15 00		
21.....	G. A. Lafrance, binding 36 volumes.....		27 90		
28.....	Pay Roll Secty's dept.: sals. for April.....		591 65		
	Mrs. Plante, care of office for March.....		15 50		
	Bell Telephone Co., rent of instruments to 31st July, 1884.....		60 00		
	I. P. Déry, stationery to 28th Feb'y., 1884.....		28 60		
1883.					
July 1.....	M. J. Murphy, 8 months indemnity on leaving service ...		250 00		
	C. Huot, do do		195 00		
	N. Langlois, do do		150 00		
	S. Rhéaume, do do		180 00		
Oct'r 12.....	A. L. Light, do do		500 00		
Dec'r 24.....	E. A. J. Côté, remuneration for services.....		200 00		
				4,760	40
	CR.			\$42,096	94
	By E. A. J. Côté, amt. charged twice on 13th July 1882 and on 31st Oct. 1882.....			19	98
1884.				\$12,076	95
April 3.....	To <i>Journal de Beauharnois</i> , 1 year's subs. to 1st Aug., 1884.....		1 00		
4.....	A. Bélanger, for 2 frames.....		2 50		
5.....	Great N. W. Teleg. Co., for telegraphing in March.....		8 73		
7.....	Pay Roll of Murphy & Rhéaume, sals. for April.....		143 33		
9.....	J. S. Gauvreau, office supplies to 1st April, 1884		7 50		
10.....	J. N. Proulx, for correspondence, etc., from 11th Feb'y., 1884 to 11th April, 1884.....		120 00		
16.....	<i>Le Clairon</i> , 1 year's subs. to 31st Dec., 1884.....		2 00		
17.....	E. Moreau, ac. petty expenses.....		75 00		
23.....	<i>Richmond Guardian</i> , 1 year's subs. to 1st Sept., 1884.....		1 50		
	<i>L'Electeur</i> , $\frac{1}{2}$ year's subs. to 15th July, 1884		6 00		
30.....	Pay Roll Secty's dept. for May.....		739 48		
	Mrs. Plante, on ac. care of office for April.....		5 46		
June 13.....	Great N. W. Teleg. Co., teleg. in April.....		5 49		
	do do do do May.....		7 13		
	Pay Roll Secty's dept.: sals. for June.....		589 20		
	Carried over.....				

B.—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1884.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
June 13.....	To Mrs. Plante, bal. of ac. for care of office for April.....		9 54		
	do care of office for May.....		15 50		
	Quebec Post office, rent of box to 1st May, 1885.....		6 00		
	Canadian Express Co., charges on 1 box of books.....		1 50		
	J. G. Gingras & Co., for "dossiers" wrappers & cards.....		11 00		
	J. Strang, for deed of sale by E. Rocheleau to Hon. H. G. Joly.....		2 15		
	G. A. Lafrance, for binding 10 vols. of reports, &c.....		10 50		
	Dawson Bros., for "Montreal Atlas".....		15 00		
	<i>Journal de Waterloo</i> , 2 years' subs. to 1st Janry., 1885.....		2 00		
	<i>Traveler's Official Guide</i> , 1 do do 31st Dec., 1884.....		4 00		
	<i>Le Messager de Nicolet</i> , 1 year's subs. to 13th Jan., 1885.....		1 00		
	<i>Weekly Despatch</i> , 1 do do to 23rd June, 1884.....		2 00		
16.....	<i>News and Frontier Advocate</i> , 3 do do to 1st Oct., 1884.....		6 00		
	A. Périard, 1 c. of Frémont's "Compendium of Dominion Laws of Canada".....		2 00		
27.....	J. A. Langlais, 1 letter-press book and wax.....		6 75		
	E. Roussel, for lock on post office box.....		1 50		
20.....	L. J. Huot, office supplies.....		2 20		
	J. G. Gingras, for blank forms of wrappers.....		6 50		
30.....	G. E. Roy, for copy of "convention" between Gov't. and N. S. Ry. Co.....		12 00		
	Com'r. of Ry's., for travelling expenses.....		12 50		
	A. Gagnon, for stenographic correspondence in April and June.....		40 00		
				92 45	
July 3.....	M. J. Murphy, sal. for June.....		83 33		
	Mrs. Plante, care of office for June.....		15 00		
10.....	Pay Roll Secty's dep't.: sals. for July.....		393 32		
	E. Moreau, sal. for July.....		166 66		
	<i>La Minerve</i> , 1 year's subs. to 1st March, 1885.....		6 00		
	<i>Le Quotidien</i> , 1 do do to 7th July.....		2 50		
11.....	F. X. Laflamme, for office supplies.....		2 13		
	J. Lovell & Son, 2 copies of "Montreal Directory".....		6 00		
12.....	J. M. McKay, office supplies.....		6 20		
15.....	Great N. West. Teleg. Co., for June.....		2 56		
16.....	S. Rhéaume, 30 days' work in June, July, Aug. & Sept.....		60 00		
17.....	E. Pridham, for letter fyle.....		1 80		
18.....	A. Côté & Co., 3 copies of "Ry. Statutes".....		13 50		
	<i>Journal de Québec</i> , 1 year's subs. to 18th July, 1885.....		6 00		
	G. A. Lafrance, binding 11 vols.....		8 90		
21.....	A. Gagnon, services as stenographer for July.....		10 00		
22.....	E. A. J. Côté, for services as corresponding clerk for June and July.....		25 00		
	J. G. Gingras, printing 200 blank forms of wrappers.....		3 00		
	G. Virtue, 2 copies of "Dent's Last 20 Years of Canada".....		29 00		
30.....	Pay Roll Secty's dept.: sals. for August.....		545 98		
	Mrs. Plante, care of office for July.....		15 50		
	L. A. Vallée, for expenses.....		32 55		
Sept r 1.....	Pay Roll Secty's dept.: sals. for Sept.....		549 98		
	Mrs. J. Plante, care of offices for August.....		15 50		
9.....	A. Côté & Co., for draft book.....		7 00		
	Great N. W. Teleg. Co., telegraphing in July & August.....		9 64		
	<i>L'Echo des Laurentides</i> , 1 year's subs. to 20th June, 1885.....		1 00		
11.....	<i>Bedford Times</i> , 1 year's subs. to 28th April, 1885.....		1 50		
17.....	<i>Huntington Advocate</i> , 1 year's subs. to 31st Dec., 1884.....		2 50		
19.....	J. N. Proulx, for copies of documents, researches, &c., correspondence.....		75 00		
	H. J. Morgan, 1 copy of "Dominion Register".....		3 00		
	J. Hamel & Frère, towels, &c.....		4 77		
	<i>Gazette Printing Co.</i> , 1 year's subs. to 2nd Oct., 1885.....		6 00		
	Carried over.....				

B.—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1884.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Sept. 19	To Watchman, 1 year's subs. to 1st Jany., 1885	1	50		
23	Aylmer Times, subs. from 1st May 1881 to 1st Nov. 1884....	5	25		
	Bell Telephone Co., 6 months' rent of instruments at Ry. dept., Comr's House & Secty's residence.....	60	00		
26	N. S. Woodburne, for 1 copy of Ottawa Directory	2	50		
30	Pay Roll Secty's dept.: sals. for Oct.	550	04		
	E. A. J. Côté, services as corresponding clerk for August & September.....	25	00		
	Mrs. J. Plante, care of office for Sept.....	15	00		
				2,774	11
Oct'r 2	A. Gagnon, services as stenographer for Sept.....	18	00		
9	Morning Chronicle, 1 year's subs. to 1st Sept., 1884.....	6	00		
	L'Union des Cantons de l'Est, 1 yr's subs. to 1st Oct. 1885.	1	50		
	La Verité, 1 year's subs. to 14th March, 1885	1	50		
21	Great N. West. Teleg. Co., teleg. for Sept.....	6	45		
	Bell Telephone Co., 6 months rent of instrument in Secty's office to 31st Jany. 1885.....	20	00		
22	J. A. Lafrance, for binding.....	2	25		
	L'Observateur, 2 years subs. to 6th Oct., 1884.....	2	00		
30	Pay Roll Secty's dept.: sals. for Nov.....	549	98		
	Mrs. J. Plante, care of office for Oct.....	15	50		
	J. S. Gauvreau, office supplies.....	19	00		
Nov'r 7	A. Gagnon, services as stenographer for Oct.....	18	00		
14	Daily Telegraph, 1 year's subs. to 1st Jany., 1885	4	00		
18	E. A. J. Côté, expenses to Montreal	17	00		
20	Great N. West. Teleg. Co., for Oct. (telegraphing).....	11	14		
22	A. Angers, for mounting calenders	3	00		
28	Pay Roll Secty's dept.: sals. for Dec.....	450	04		
	Mrs. J. Plante, care of office for Oct.....	15	00		
	Le Canadien, 1 year's subs. to 14th Sept., 1885	6	00		
29	L. A. Vallée, acct. expenses	46	84		
Dec'r 2	L. Drouin & Frère, note paper.....	3	50		
4	Great N. West. Teleg. Co., teleg. for Nov.....	4	71		
	Le Nouvelliste, 1 year's subs. to 1st Dec., 1885.....	3	00		
13	The Star, 1 do to 13th Dec., 1885.....	3	00		
23	Com'r. of Ry's., travelling expenses to 20th Dec., 1884 ..	12	65		
24	Pay Roll Secty's dept.: sals. for Jan. 1885.....	450	00		
	Mrs. J. Plante, care of office for Dec.....	15	50		
	J. O. Filteau, for 1 vol. of railway pamphlets	2	00		
31	E. A. J. Côté, for petty expenses.....	36	83		
				1,744	40
1885.					
Jan'y 7	A. Gagnon, services as stenographer for Dec.....	30	00		
10	Nouvelles Soirées Canadiennes, subs. to 1st Jan., 1886.....	3	00		
	E. Moreau, expenses to Montreal.....	12	00		
	Comr. of Ry's., acct. do do	15	00		
16	Bell Telephone Co., 6 mths. rent of instruments at Ry. dept. and Secty's residence, to 31st July, 1885.....	40	00		
19	La Patrie, 1 year's subs. to Jan., 1886.....	4	00		
	Courrier de St. Hyacinthe, 1 year's subs. to 1st July, 1885.	3	00		
22	La Presse, 1 do to 15th Oct., do.....	3	00		
24	Comr. of Ry's., bal. of acct. for expenses to Montreal.....	5	00		
28	Leclerc & Gosselin, for deposit of deed, etc., re D. MacDonald	5	10		
30	Pay Roll Secty's dept.: sals. for Feby.....	449	98		
	Mrs. J. Plante, care of office for Jany.....	15	50		
31	L. A. Vallée, travelling expenses to 11th Dec., 1884.....	30	45		
Feb'y 3	Great N. West. Teleg. Co., teleg'g. for Dec., 1884	12	92		
	A. Gagnon, services as stenographer for Jany	20	00		
9	A. Côté & Co., 1 register book and printing, etc.	42	50		
11	H. Jacobs, 3 gross of pens.....	7	50		
	Carried over.....				

B.—(PART OF NO. 8.)—Continued.

1885.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Feb'y 14.....	To Bell Telephone Co., 6 mths. rent of instrument at Hon. Comr's residence, to 19th Aug., 1885.....	20	00		
23.....	Great N. West. Teleg. Co., teleg'g. for Jany.....	1	50		
27.....	Pay Roll Secy's dept.: sals. for March.....	458	36		
	J. Lamb, services as sessional messenger from 22nd to 28th Dec., 1885.....	8	22		
	Mrs. J. Plante, care of office for Feby.....	14	00		
	A. Côté & Co., 400 blank forms of "accusés de réception".....	14	00		
March 3.....	A. Gagnon, services as stenographer for Feby.....	15	00		
4.....	Great N. West. Teleg. Co., teleg'g. for Feby.....	1	11		
	J. S. Gauvreau, office supplies.....	6	20		
12.....	Railroader, 1 year's subs. to 15th March 1886.....	1	00		
	Daily Mercury, 1 do to 23rd Feby., 1886.....	4	00		
31.....	Pay Roll Secy's dept.: sals. for April.....	458	32		
	J. Lamb, services as sessional messenger for March.....	41	66		
	Mrs. J. Plante, care of office for March.....	15	50		
				1,757	72
April 1.....	E. Rodier, indemnity on quitting service.....	300	00		
14.....	A. Gagnon, stenographer for March.....	36	40		
	Le Sorelois, 1 year's subs. to 15th July, 1884.....	2	00		
21.....	Great N. West. Teleg. Co., teleg'g. in March.....	1	30		
24.....	Richmond Guardian, 1 year's subs. to 1st Sept., 1885.....	1	50		
25.....	G. A. Lafrance, binding books.....	22	70		
27.....	North Shore Ry. Co., 15 copies of Rules and Regulations of N. S. Ry. Co.....	48	75		
29.....	Pay Roll Secy's dept.: on acct. sals. for May.....	88	16		
	B. Letellier, acct. services as extra clerk, (22 days in Apl.).....	24	00		
	W. Shanly, attendance in Quebec re McGreevy.....	27	40		
	J. T. Lamb, ac. services as sessl. messenger for March.....	21	66		
	Mrs. J. Plante, care of office for April.....	15	00		
May 12.....	Pay Roll Secy's. dept.: bal. of sals. for May.....	370	16		
	J. T. Lamb, bal. of salary for March.....	20	00		
	B. LeTellier, bal. of salary as sessl. clerk for April.....	20	00		
	do services as sessl. clerk from 1st to 9th May, 1885.....	16	00		
	A. Gagnon, services as stenographer for April.....	22	00		
	L. A. Vallée, for expenses in connection with inspection of Railways.....	29	88		
	H. A. A. Brault, copy of lease of Montreal offices.....	2	30		
	L. N. Dumouchel, copy of acquittance re Dubuc, and copy of deed and lease.....	6	40		
	Quebec Post Office, rent of P. O. box to 1st May, 1886.....	6	00		
	Travelers' Ry. Guide, 1 year's subs. to 31st Dec., 1885.....	4	00		
	J. A. Langlais, office supplies from Decr., 1883, to 10th March, 1885.....	161	83		
18.....	P. Huot, copy of contract between Government and Hon. T. McGreevy.....	9	00		
June 2.....	Pay Roll Secy's dept.: salaries for June.....	458	36		
	J. Lamb, salary as messenger for May.....	41	66		
	A. Gagnon, services as stenographer for May.....	25	00		
	Mrs. J. Plante, care of office, do.....	15	50		
	Great N. W. Teleg. Co., telegraphing in May.....	1	97		
23.....	Pay Roll Secy's dept.: salaries for July.....	458	32		
	J. Lamb, salary as messenger for June.....	41	66		
	B. LeTellier, ac. work to complete Index of L. R. book.....	13	00		
	J. A. Langlais, stationery from 10th March to 18th June, 1885.....	29	44		
	Mrs. J. Plante, care of office for June.....	15	00		
30.....	B. J. Bergeron, advance ac. petty expenses.....	37	00		
				2,393	35
	Carried over.....			\$52,630	50

B.—(PART OF No. 8.)—*Continued.*

1885.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....			52,630	50
	CR.				
	By amt. chargeable to, and paid by accountant of contingencies			28,795	26
				\$23,835	24

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885. }

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

TABLEAU NO. 9.

(PARTS A, B & C)

DETAILED STATEMENT of Traffic Receipts ("Revenue") deposited in Bank, to credit of Hon. Provincial Treasurer of the Province, by Messrs. C. A. Scott, J. T. Prince and L. A. Sénécal, Superintendents of the Q. M. O. & O. Railway, respectively, from 30th September 1878 to 31st March 1883, and of amounts considered as "Earnings of the Railway,"—collected by late administration and Railway Department from 1st January 1881 to 30th June 1885 :—followed by a Recapitulation of said statements A, B & C.

A.

"REVENUE."—Q. M. O. & O. RAILWAY.

STATEMENT of Traffic Receipts deposited in Bank, to the credit of the Provincial Treasurer, by the several officials hereinafter named, on the two Sections of the Q. M. O. & O. Railway.

				C. A. Scott, Superintendent of West- ern Section.	J. T. Prince, Superintendent of East- ern Section.
				\$ cts.	\$ cts.
1878.					
Sept'r 30.....	Traffic earnings.....			14,990 82	
Oct'r 31.....	do do			17,322 35	
Nov'r 30.....	do do			13,693 02	
12.....	do do deposited.....			2,403 35	
Dec'r 31.....	do do do			13,388 20	
1879.					
Jan'y 31.....	do do do			19,579 92	
Feb'y 28.....	do do do			15,827 19	
March 31.....	do do do			25,125 36	
April 28.....	do do do			23,064 94	
May 31.....	do do do			18,997 14	
31.....	Refund of "revenue" by "construction".....			40,138 21	
June 30.....	Traffic—earnings deposited.....			14,397 65	
July 31.....	do do do			27,539 40	
Aug't 31.....	do do do			21,003 57	
Sept'r 30.....	do do do			24,163 84	
Oct'r 31.....	do do do			27,017 42	
Nov'r 30.....	do do do			22,153 34	
Dec'r 31.....	do do do			27,048 52	
1880.					
Jan'y 21.....	do do do				877 83
31.....	do do do			25,419 70	
Feb'y 4.....	do do do				4,751 57
13.....	do do do				3,831 13
24.....	do do do				5,477 30
28.....	do do do			24,087 01	
March 2.....	do do do				4,209 31
11.....	do do do				559 93
12.....	do do do				6,407 49
12.....	do do do				586 41
13.....	do do do				516 50
15.....	do do do				571 49
16.....	do do do				698 17
19.....	do do do				60 59
April 2.....	do do do				316 17
Carried over.....				\$417,360 95	\$28,863 89

B.

"REVENUE."—Q. M. O. & O. RAILWAY.—(Continued.)

		L. A. Sénécal, Superinten- dent (Eastern & Western Sections.)	TOTALS.	C. A. Scott, Superinten- dent (West'n Section.)	J. T. Prince, Superinten- dent (Eastern Section.)
1880.	Brought forward.....			\$417,360 95	\$28,863 89
March 31.....	Traffic earnings deposited...	\$ 34,433 74			
April 30.....	do do	48,339 81			
May 31.....	do do	40,431 20			
June 30.....	do do	45,330 54			
July 31.....	do do	64,270 02			
Aug't 31.....	do do	56,573 41			
Sept'r 30.....	do do	65,786 24			
Oct'r 31.....	do do	72,915 79			
Nov'r 30.....	do do	61,409 69			
Dec'r 31.....	do do	60,318 68	\$ 549,809 12		
1881.					
Jan'y 31.....	do do	66,480 88			
Feb'y 28.....	do do	68,696 80			
March 31.....	do do	80,922 11			
April 30.....	do do	74,328 15			
May 31.....	do do	61,126 67			
June 30.....	do do	66,432 37			
July 31.....	do do	85,368 63			
Aug't 31.....	do do	93,276 38			
Sept'r 30.....	do do	93,937 68			
Oct'r 31.....	do do	102,039 61			
Nov'r 30.....	do do	82,460 65			
Dec'r 31.....	do do	77,294 26	952,364 19		
1882.					
Jan'y 31.....	do do	81,531 45			
Feb'y 28.....	do do	73,603 43			
March 31.....	do do	102,367 77			
April 30.....	do do	85,911 13			
May 31.....	do do	84,638 37			
June 30.....	do do	60,565 58			
July 31.....	do do	12,243 41	488,617 73		
Aug't 31.....	do do	985 02			
1883.					
March 31.....	Arrears collected and re- funded Treasury.....	700 00			
.....	do do	50 00			
.....	do do	268 46			
.....	do do	85 91			
			14,332 80		
			\$2,005,123 84	\$417,360 95	\$ 28,863 89

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

C.

EARNINGS OF THE Q. M. O. & O. RAILWAY.—“REVENUE” ACCOUNT.

STATEMENT of amounts arising from the working of the Q. M. O. & O. Railway, and considered as part of the earnings thereof,—collected by the late administration and by the Railway Department, and refunded to Treasury Department, from 1st January 1881 to 30th June 1885.

1881.		\$	cts.	\$	cts.
Jan'y 1.....	To Boisvert & Savage, for rent of wood-yard, at "Palais" (St. Roch's.) for season of 1880-81				
1.....	D. Macdonald, for steam shovel			25	00
Nov'r 14.....	Insurance of freight burnt at Hochelaga station on 30th March, 1881			7,500	00*
April 25.....	Quebec Central Ry. Co., for semaphores and indicators.....			2,000	00
25.....	Insurance on buildings burnt at Hochelaga			2,735	41*
May 13.....	Steam Shovel sold Q., M., O. & O. Ry			5,400	00*
				3,500	00*
1882.					
April 18.....	Scrap iron sold J. Taylor and others.....			2,304	27
18.....	Insurance on fencing burnt.....			3,785	44
18.....	Carrier, Lainé & Co., for construction of cars, etc			18,000	00
May 10.....	do do do			10,000	00
10.....	R. & W. Conroy, for work done and materials supplied....			108	23
Sept'r 2.....	Rent acct., part of wood-yard at the "Palais," Quebec....			707	78
1881.					
Sept'r 13.....	Royal and N. B. & Mercantile Insurance Cos., insurance on cars, etc			581	25*
1882.					
Sept'r 14.....	Carrier, Lainé & Co., for construction of cars, etc			25,000	00
Aug't 31.....	Insurance on Batiscan station burnt			1,700	00*
Dec'r 13.....	Ross & Co., acct. ship "Cavour," and owners, for acct. of moorage in June last			80	00
1883.					
March 27.....	R. C. Adams & Co., coal sold			1,216	54
27.....	Insurance, freight in Batiscan station burnt.....			250	00
31.	L. A. Robitaille, amount retained by the Hon. Comr. of Ry's. from his salary, etc., in payment by him of so much due the late administration.....			420	25*
April 12.....	Balance in Bank to credit of Q., M., O. & O. Ry., and refunded to Treasury by L. A. Sénécal, late General Superintendent. (See statement b. b. of tableau 7.)			7,573	15
July 16.....	J. K. Boswell, rent of wood-yard, at "Palais," from 1st March 1882 to 1st May 1883			163	34
1884.					
Jan'y 10.....	Estate Goodwin, for tickets.....			135	95
April 3.....	R. H. Ives, being amount twice paid, and refunded.....			3	30
May 1.....	Q. O. & New England Air Line, for collections			667	57
Dec'r 6.....	Carrier, Lainé & Co., repairs to cars, etc.....			1,996	93
30.....	do do			1,435	38
	Carried over.....			\$97,289	79

* See next page.

C.—PART OF No. 9.—*Continued.*

1885.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....			97,289	79
March 28.....	Quebec & Lake St. John Ry., acct. repairs, materials, &c.....			3,066	84
May 18.....	B. Ibbottson, for 1 ticket.....			0	25
June 2.....	Quebec Central Ry., for ticket sales.....			51	50
				\$100,408	38
	CR.				
	* By deductions to be made as follows :—				
1881.					
Jan'r 1.....	By D. Macdonald, for steam shovel. (This amount was not remitted to the Comr. of Ry's., but is simply a contra-entry in the books of ex-administration.)	7,500	00		
April 25.....	By Quebec Central Ry. Co., for semaphores..... (This amount is credited in Construction West, see Statement a, Tableau No. 6.)	2,735	41		
25.....	By Insurance on buildings at Hochelaga	5,400	00		
	(This amount is credited in Construction West, see Statement a, Tableau No. 6.)				
May 13.....	By Steam shovel sold Q., M., O. & O. Ry	3,500	00		
	(This amount is credited in Construction West, see Statement a, Tableau No. 6.)				
Sept'r 13.....	By Royal, and N. B. & M. Insurance Cos., for insurance on cars, etc	581	25		
	(This amount is credited in Construction West, see Statement a, Tableau No. 6.)				
1882.					
Aug't 31.....	By Insurance on Batiscan station burnt.....	1,700	00		
	(This amount is credited in Construction East, see Statement b, Tableau No. 3.)				
1883.					
March 31.....	By L. A. Robitaille, amount retained from his salary by Hon. Comr. of Ry's., in deduction of so much advanced him by ex-administration of Q., M., O. & O. Ry. for pay rolls, etc	420	25		
				21,836	91
				\$78,571	47
	The whole as stated in the <i>Résumé</i> of General Recapitulation.				

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

Total traffic earnings on the Western Section of the Q., M., O. & O. Ry., under Mr. C. A. Scott, General Superintendent, from 5th Sept. 1878 to 28th Feby. 1880.....		\$ 417,360 95
Total traffic earnings on the Eastern Section of the Q., M., O. & O. Ry., under Mr. J. T. Prince, Assistant Superintendent, from 21st Jany. 1880 to 2nd April 1880.....		28,863 89
Total traffic earnings on Eastern and Western Sections of the Q., M., O. & O. Ry., under Mr. L. A. Sénécal, General Super- intendent, from 1st March 1880 to 31st March 1883.....		2,005,123 84
Amounts arising from the working of the Q., M., O. & O. Ry., and considered as part of the earnings thereof, collected by the late administration and by the Railway Depart- ment, and refunded to Treasury Department, between 1st Jany. 1881 and 30th June 1885.. .. .		78,571 47
Grand Total.....		\$ 2,529,920 15

Department of Railways,
Quebec, 5th September, 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

TABLEAU No. 9 $\frac{1}{2}$.

(PARTS A., B. AND C.)

DETAILED STATEMENT of the amounts paid by Government on account of
“Revenue” on the Eastern Section of the Q. M. O. & O. Railway,
from 1st February 1880 to 30th June 1882—(Parts A. and B.),—and
from 1st July 1882 to 30th June 1885—(Part C.)

A

STATEMENT of amounts paid by Railway Department to Mr. J. T. Prince, Assistant Superintendent of the Eastern Division of the Q. M. O. & O. Railway, between the 1st February 1880 and 31st March 1880, for account of *Revenue*.

1880.		\$	cts.	\$	cts
Feb. 12.....	To pay traffic expenses and salaries, &c., from 16th to 31st January 1880.....			4,339	45
19.....	To Pay balance of salaries and traffic expenses from 16th to 31st January 1880.....			368	57
19.....	To Pay "Hochelaga & Longueuil Ferry Co.," for ferriage of cars of East. Sect., between Hochelaga and Longueuil.....			700	00
March 23.....	To Pay salaries and traffic expenses for month of February.....			10,277	67
1881.	Cr.			\$15,685	69
April 20.....	By cash: balance of advances remitted Ry. dept., and by the latter to Treasury dept.....			188	43
				\$15,497	26

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B.

STATEMENT of amounts paid by Government for account of *Revenue* of
Eastern Section of the Q. M. O. & O. Railway, from January 1880
to 30th June 1882.

1880.		\$	cts.	\$	cts.
May 30.....	To P. E. Roy, Insurance Agent, for insurance on station buildings, &c.....			923	96
June 8.....	P. E. Roy, Ins. Agt., for insurance of stations of East. Section			2,438	28
21.....	do balance of premiums to 1st May 1880, for insurance of stations on East. Section			2,600	00
July 30.....	J. G. Leitch, salary as mechanical acct., for July.....			67	50
23.....	Dr. P. Bender, for professional services <i>re</i> P. Débigarré accidentally injured			25	00
Aug. 2.....	J. B. Labelle, $\frac{1}{2}$ of \$200. paid him for salary for Jan'y. and Feby. as general passenger agent			100	00
Sept. 18.....	J. A. Charlebois, copy of lease of "Pointe à Carey" wharf.....			3	40
1882.					
April 3.....	A. Gagnon, stenographer, for services <i>re</i> Lamarche and Robillard & Caron.....			34	70
17.....	L. R. Roy, stenographer, for services <i>re</i> Robillard and Lamarche & Caron.....			25	00
May 6.....	F. W. Andrews, for professional services <i>re</i> Robillard and Lamarche & Caron.....			220	25
				\$6,438	09

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

Total of foregoing statement A.....	\$15,497	26
Total do do B.....	6,438	09
Total.....	\$21,935	35

C.

STATEMENT of amounts paid by the Government for account of *Revenue*
on Eastern Section of the Q. M. O. & O. Railway, from 1st July
1882 to 30th June 1885.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
Aug. 3.....	To J. B. Labelle, for $\frac{1}{2}$ of \$500. paid him as indemnity for services as general passenger agent			250	00
Sept. 15.....	A. Bourget, salary for June as guardian of "Pointe à Carcy" wharf.....			50	00
12	J. T. Prince, $\frac{1}{2}$ \$500. paid him for services as general freight agent.....			250	00
Oct. 10.....	A. R. McDonald, for services <i>in re</i> arbitration Robillard and Lamarche & Caron.....			380	00
31.....	Robillard & Lamarche, for damages caused by non-shipment of hay.....			14,000	00
.....	E. Caron, for damages caused by non-shipment of hay.....			14,000	00
12.....	J. T. Prince, $\frac{1}{2}$ of \$500. paid him for remuneration as general traffic agent.....			250	00
Nov'r 11.....	A. Rajotte, $\frac{1}{2}$ of \$100. paid him as indemnity for services at Hochelaga office.....			50	00
Oct. 31.....	North Shore Ry. for difference of insurance on stations, &c.....			2,064	16
Dec'r 12.....	E. Dussault, $\frac{1}{2}$ of amount allowed him by ex. administration of Q. M. O. & O. Ry. for wharfage at "Pointe à Carcy," before 30th June 1882.....			26	67
21.....	J. C. Langelier, $\frac{1}{2}$ of \$100. paid him for advertising in "Quebec & St. Lawrence Tourists' Guide"			50	00
1883.					
Jan. 17.....	A. H. Murphy, proportion allowed him for wharfage previous to 30th June 1882, at "Pointe à Carcy"			53	33
Feb. 6.....	A. Bourget, salary for July and August, as guardian of "Pointe à Carcy" wharf.....			100	00
.....	L. A. Robitaille, on acct. of salary as pay-master ($\frac{1}{2}$ of \$1616.21 paid him).....			808	11
10.....	O. Fréchette, advertising Ry. in "Le Grand Annuaire de Québec" ($\frac{1}{2}$ of \$20. paid him).....			10	00
March 8.....	L. A. Robitaille, $\frac{1}{2}$ of \$427.97 paid him acct. salary, &c., as pay-master (paid to Treasury Dept.).....			213	98
April 12.....	Béland & Garneau, $\frac{1}{2}$ of \$214.50 paid them for clothing of officials on Q. M. O. & O. Ry.....			107	25
June 15.....	J. Plamondon & Co., advertising time of Railway ($\frac{1}{2}$ of \$19.16 paid them).....			9	58
Aug. 16.....	O. Duval, in full for damages to property at 3-Rivers.....			50	00
Nov. 6.....	Hon. T. McGreevy, for rent of lot 571, St. Roch's, from 1st May 1880 to 30th June 1882, and portion of taxes			630	50
Dec'r 19.....	Hon. T. McGreevy, 16 months' rent of lot 571, St. Roch's, from 1st July 1882 to 1st Nov. 1883, and portion of taxes for 1882-83 and 1883-84.....			462	67
26.....	Lacoste, Globensky & Co., portion of the \$118.65 paid them for professional services.....			5	25
1884.					
Jan. 8.....	L. A. Robitaille, $\frac{1}{2}$ of \$1,538.89 paid him as balance of salary and expenses to 30th January 1883, as pay-master of the Q. M. O. & O. Railway			769	44
12.....	Intercolonial Ry. $\frac{1}{2}$ of \$228.58 paid for balance due on passengers tickets.....			114	29
.....	Corporation of Quebec, for 8 months' rent of part of fuel yard. ("Palais") to 30th April 1883.....			93	23
15.....	P. B. Vanasse, for services in computing damages caused O. Duval.....			20	00
	Carried forward.....			\$34,818	51

C.—(PART OF No. 9½.)—Continued.

1884.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....			34,818	51
Jan. 16.....	To T. Lapointe, 140 lbs. of iron and steel lost in transit.....			4	30
May 26.....	J. T. Prince, traveling and other expenses as witness <i>re</i> Arpin & Meunier <i>vs.</i> Regina.....			150	00
27.....	C. E. Houde, fees as witness <i>re</i> C. Arpin et al., <i>vs.</i> Regina.....			20	20
	Jos. Meunier, fees as witness <i>re</i> C. Arpin & al., <i>vs.</i> Regina.....			30	30
June 7.....	A. Mathieu, costs, &c., acct. postponement of case Arpin <i>vs.</i> Regina.....			68	00
13.....	<i>Journal de Commerce</i> , $\frac{1}{2}$ of amount \$13.33 paid for proportion of advertising for two months from 1st May 1882 to 30th June 1882.....			6	66
30.....	P. B. Vanasse, for services <i>Re enquête</i> on claim of C. Pelland, & J. O. Chalut's acct.....			40	00
30.....	W. M. Andrews, for witnesses taxed <i>re</i> Arpin & al. <i>vs.</i> Regina.....			13	50
July 21.....	E. Rodier, for expenses incurred <i>re</i> Arpin & al. <i>vs.</i> Regina.....			10	15
	J. T. Prince, for 1 bound vol. of "commercial and shipping list", for Arpin & Meunier case.....			10	00
	C. Pelland, cattle killed and buildings destroyed by fire caused by a locomotive in 1882.....			500	00
Sept. 23.....	Pelletier & Bédard, bill of costs <i>re</i> E. Caron & J. Robillard.....			213	13
	G. Dionne, bill of costs <i>re</i> E. Caron <i>vs.</i> Regina.....			151	78
30.....	E. Caron, bal. of amount of judgment, capital and interest, &c., for non-shipment of hay in 1880-81.....			5,892	54
	Robillard & Lamarche, for damages caused through non-shipment of hay in 1880-81, balance of judgment, in capital and interest.....			5,722	50
Oct. 14.....	G. Dionne, bill of costs <i>re</i> Robillard <i>vs.</i> Regina.....			150	80
Nov. 29.....	Jos. Lachance, in full for services rendered government after 1st Oct. 1882.....			300	00
Dec'r 22.....	L. A. Audette, to pay <i>enquête</i> , including stenographers accts. <i>re</i> Arpin <i>vs.</i> Regina.....			131	70
31.....	Amyot & Pelletier, acct. fees, &c., <i>re</i> Caron, Robillard & Renaud.....			500	00
	G. Amyot, advance acct. expenses to New York in connection with the Marchand & St. Cyr <i>enquête</i> ; paid 17th July 1884.....			200	00
	E. Rodier, for expenses to New York, &c., <i>re</i> Marchand & St. Cyr <i>enquête</i> ; paid 17th July 1884.....			150	00
	Amyot & Pelletier, professional services in Petitions of Right in cases of Caron, Robillard & al., and Arpin, St. Cyr & Marchand.....			250	00
	Pelletier & Bédard, costs as Attorneys for Plaintiffs <i>re</i> Caron <i>vs.</i> Regina, and Robillard <i>vs.</i> Regina on Petitions of Right.....			107	00
1885.					
April 15.....	L. Garceau, for cattle killed by Ry. at Pointe du Lac, in Oct. 1879.....			50	00
25.....	H. A. Turcotte, acct. fees and disbursements <i>re</i> Arpin & al. <i>vs.</i> Regina.....			300	00
May 8.....	C. Arpin, fees as witness <i>re</i> Arpin & al. <i>vs.</i> Regina.....			93	60
	A. Mathieu, for costs of the day <i>re</i> Arpin & al. <i>vs.</i> Regina.....			60	00
9.....	Heirs G. Dionne, balance of bills of costs <i>re</i> Arpin & al. <i>vs.</i> Regina.....			368	82
June 10.....	J. E. Méthot, advance acct. of expenses <i>re</i> W.C. Pentland <i>vs.</i> Regina, &c.....			100	00
23.....	H. A. Turcotte, costs of printing proof, copy and correcting proof <i>Re</i> Arpin & al. <i>vs.</i> Regina,—in Appeal.....			410	85
	Carried over.....			\$50,824	34

C.—(PART OF NO. 9½.)—*Continued.*

1882.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....	\$	.....	50,824	34
	CR.				
Oct. 31.....	By N. British & Mercantile, and Royal Ins. Cos., for unexpired term of policies, for insurance on Stations, Rolling Stock, &c., from 1st May 1882 to 1st May 1884.....		.....	3,208	34
			.....	\$47,616	00

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

Total of foregoing Statements A & B.....	\$21,935 35
do do do do C	47,616 00
Total.....	<u>\$69,551 35</u>

TABLEAU No. 9 $\frac{3}{4}$.

(PARTS A., B. AND C.)

DETAILED Statements of the amounts paid by Government on account of
“ *Revenue* ” on the Western Section of the Q. M. O. & O. Railway,
from January 1879 to 30th June 1882—(Parts A. and B.,) and from
1st July 1882 to 30th June 1885—(Part C.)

A.

STATEMENT of amounts paid by Railway Department to Mr. C. A. Scott,
General Superintendent of the Western Section of the Q. M. O. &
O. Railway, from September 1878 to 1st March 1880, for account of
Revenue.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
Jan. 10.....	To pay salaries, &c., for month of Dec. 1878.....			9,208	79
Feb. 13.....	do an 1 expenses, for Jan. 1879.....			10,917	09
March 4.....	Balance of salaries, &c., for Nov., Dec. and Jan.....			20,191	00
14.....	Salaries and traffic expenses for Feby.....			11,907	51
25.....	Cordwood delivered in Feby.....			9,454	73
April 10.....	Salaries and traffic expenses for March.....			12,077	54
24.....	Cordwood for March and April.....			10,000	00
May 12.....	Salaries and traffic expenses in April.....			11,748	55
15.....	General accts. for Feby. and March.....			8,668	84
20.....	Balance of cordwood delivered in April.....			5,198	53
June 14.....	Salaries and expenses for May.....			12,989	97
July 4.....	do do do for March, April and May.....			19,616	72
11.....	do do do for June.....			10,868	50
	Balance due Hon. T. McGreevy for traffic on Eastern Section.....			2,379	55
Aug. 13.....	Salaries and traffic expenses for July.....			11,376	35
20.....	Coals for traffic purposes.....			15,000	00
Sept. 17.....	do do do.....			5,000	00
	Salaries and traffic expenses for August.....			11,487	99
Oct. 14.....	Portion of general accts. for August.....			10,000	00
	Salaries and traffic expenses for Sept.....			12,644	17
Nov. 29.....	do do do for Nov.....			13,223	20
Dec. 13.....	do do do do.....			13,965	08
16.....	Balance of general accounts remaining due on 31st August 1879.....			14,687	42
1880.					
Jan. 16.....	Salaries and traffic expenses for Dec.....			12,813	39
26.....	Citizens Insurance Co., for insurance on station buildings.....			1,876	80
Feb. 14.....	General accounts for Sept., Oct. and Nov. 1879.....			16,460	00
16.....	Salaries and traffic expenses for January 1880.....			13,788	29
20.....	Balance of general accounts for Sept., Oct. and Nov. 1879.....			103	60
				\$307,653	61

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

B.

STATEMENT of amounts paid by Government for account of *Revenue* on Western Section of Q. M. O. & O. Railway, from 1st September 1878 to 30th June 1882.

1879.		\$	cts.	\$	cts.
Jan. 27.....	To Northern Assurance Co., for acct. of insurance of buildings, rolling stock, etc., on Western Section.....			1,241	22
March 25.....	Scottish Com'l. Assurance Co., for carpenters' risk on Calumet station.....			2	00
April 26.....	Scottish Com'l. Assurance Co., for insurance on Calumet station.....			47	25
Nov. 30.....	Scottish Com'l. Assurance Co., for renewal of insurance on stations, etc.....			350	00
Dec. 30.....	Northern Assurance Co., for insurance on station buildings.....			202	50
1880.					
June 21.....	Scottish Com'l Assurance Co., for insurance of station buildings, rolling stock, etc., on Western Section.....			340	33
July 21.....	C. Dubois, for horse killed at Ste. Thérèse.....			100	00
	S. Dubois, cattle killed at Ste. Thérèse.....			77	00
Aug. 2.....	J. B. Labelle, $\frac{1}{2}$ of \$200. paid him for salary for Jan. and Feb., as Gen'l. Passenger Agt.....			100	00
1882.					
April 12.....	C. A. Scott, for balance as Asst. Superintendent from Sept. 1881 to April 1882.....			566	64
					\$3,026 94

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885. }
E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

ERCAPITULATION.

Total of foregoing statement a.....	\$307,653 61
Total do do b.....	3,026 94
	<u>\$310,680 56</u>

C.

STATEMENT of amounts paid by Government for account of *Revenue* on
Western Section of Q. M. O. & O. Railway, from 1st July 1882 to
30th June 1885.

1882.		\$	cts.	\$	cts.
Aug. 3.....	To J. B. Labelle, for $\frac{1}{2}$ of \$500. paid him as indemnity for services as passenger agent			250	00
Sept. 14.....	W. J. Johnstone, indemnity for injuries on Ry. in Oct., '81			1,000	00
12.....	J. T. Prince, $\frac{1}{2}$ of \$500. paid him for services as Gen'l. Traffic Agt.			250	00
Oct. 12.....	J. T. Prince, $\frac{1}{2}$ of \$500. paid him for remuneration as Gen'l. Traffic Agt.			250	00
Nov. 11.....	A. Rajotte, indemnity on leaving service of the Q. M. O. Ry., Hochelaga: $\frac{1}{2}$ of \$100. paid him			50	00
22.....	J. B. Daoust, for investigating claims for cattle killed at Ste. Scholastique and St. Augustin.....			21	24
27.....	A. Carrière, for cattle killed at Ste. Scholastique.....			35	00
.....	S. Ouelette, do do			8	00
.....	P. Labrèche, do St. Augustin.....			100	00
.....	J. B. Lalonde, for cow killed at Ste. Scholastique.....			35	00
.....	E. Laframboise, cattle do do			50	00
.....	Jos. Marcotte, do do St. Augustin.....			25	00
.....	T. Desloges, do do do			18	00
Dec'r 21.....	J. C. Langelier, $\frac{1}{2}$ of \$100. paid him for advertising in "Quebec & St. Lawrence Tourists' Guide"			50	00
1883.					
Jan. 2.....	E. E. Lauzon, bal. of salary as Gen'l. Agt., Ottawa office, to 1st July 1882.....			600	00
Feb. 10.....	O. Fréchette, $\frac{1}{2}$ of \$20. paid him for advertising Ry. in "Grand Annuaire de Québec"			10	00
6.....	L. A. Robitaille, $\frac{1}{2}$ of \$1,616.21 paid him acct. salary as pay-master			808	10
March 8.....	L. A. Robitaille, ($\frac{1}{2}$ of \$427.97) acct. salary, etc., as pay-master (paid Treasury Dept.).....			213	99
April 12.....	Béland & Garneau, $\frac{1}{2}$ of \$214.50 paid them for clothing of employees of Q. M. O. & O. Ry.....			107	25
24.....	J. R. Esmonde, fixing stoves, etc., in Ottawa office.....			6	40
.....	Evaus Bros., coal for Montreal office.....			37	00
.....	Henderson & Lovelace, for stove coal, Montreal office.....			32	55
May 15.....	G. Edwards & Co., 1 bale of cotton lost in transit between Hochelaga and Thurso.....			108	15
.....	J. A. Mathewson, $\frac{1}{2}$ box of tea lost in transit in 1882, at St. Philippe			12	88
.....	Boston, Barre & Gardner R. R., for over-reported tickets between Whitins & Ottawa, and Ottawa & Worcester.....			6	50
22.....	J. Macpherson, Montreal, for steel wire broom lost in transit			4	50
30.....	Bell Telephone Co., for rent of instrument, Montreal office: 3 months' to 1st May 1883.....			10	00
June 1.....	A. Bélanger, repairs to furniture of Montreal office.....			30	55
15.....	J. Plamondon & Co., advertising time table of Railway ($\frac{1}{2}$ of \$19.16 paid them.).....			9	58
21.....	J. M. Loranger, professional services re Paul, Dunlop et al vs. Q. M. O. & O. Ry.....			103	60
Aug. 10.....	G. T. Walker, for cow killed at Lachute.....			30	00
.....	J. Byrne, for heifer killed, &c., destroyed by fire at Chatham			45	00
.....	J. Boyd, cattle killed at Chatham.....			80	00
.....	A. Blais, damages to property at Chatham.....			200	00
" "	A. Renaud, do do			50	00
Carried over.....					

C.—(PART OF No. 9 $\frac{3}{4}$).—Continued.

1883.		\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....				
Aug. 10.....	To D. Pilon, damages to property at Chatham.....			30	00
.....	Mrs. E. Bigelow, cattle killed and damages to property at Chatham.....			140	00
.....	J. Donaldson, damages to land at Chatham.....			60	00
.....	Widow I. Legault, do St. Philippe.....			150	00
.....	P. Byrne, do Chatham.....			20	00
Dec. 26.....	Lacoste, Globensky & Co., portion of the \$118.65 paid them for services <i>Re Lee, Bernier et al vs. Q. M. O.</i> & O. Ry.....			113	40
1884.					
Jan. 8.....	L. A. Robitaille, $\frac{1}{2}$ of \$1,538.89 paid him as balance of salary and expenses to 31st Jan. 1883, as pay-master of Q. M. O. & O. Ry.....			769	45
11.....	Grand Trunk Ry., for overcharge on 1 car of hay con- signed to Brown & Sons, in U. S.....			17	00
12.....	Intercolonial Ry., $\frac{1}{2}$ of \$228.58 paid for balance due on passenger tickets.....			114	29
.....	Ottawa Gas Co., for gas supplied from 1st Oct. 1881 to 1st Jan. 1882, to Ottawa office.....			9	80
.....	J. A. Léprohan, for 1 brl. coal oil lost in transit.....			10	68
.....	E. Chanteloup, repairing bells (electric) at Montreal office.....			9	00
June 13.....	<i>Journal of Commerce</i> , $\frac{1}{2}$ of \$13.33 amount paid for pro- portion of advertising for 2 months, from 1st May 1882 to 30th June 1882.....			6	67
1882.	Cr.			\$6,098	58
Oct. 13.....	By Royal and North British & Mercantile Assurance Cos., for unexpired term of insurance on railway stock & stations, from 1st May 1882 to 1st May 1884.....			4,359	99
				\$1,738	59

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RECAPITULATION.

Total of foregoing statements <i>a</i> and <i>b</i>	\$310,680	55
Total do do <i>c</i>	1,738	59
Grand total.....	\$312,419	14

TABLEAU No. 10.

(ETATS A ET B.)

INDIQUANT,—en chiffres ronds,—les montants payés par le Gouvernement pour la Construction et les frais d'exploitation des deux Sections du Chemin de fer de Q. M. O. & Occidental jusqu'au 30 juin 1882 et jusqu'au 30 de juin 1885 ;

SUIVI :—

D'une Feuille de Balance (Balance-Sheet) et d'une Récapitulation générale jusqu'au 30 de juin 1885.

A.

GENERAL STATEMENT showing, in bulk sums, the amounts paid on account of "Construction" on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, to 30th June 1882 and to 30th June 1885.

EASTERN SECTION.	Amounts paid to the 30th June 1882.		Amounts paid from 30th June 1882 to 30th June 1885.	
	—	Totals.	—	Totals.
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Paid to and for acct. of Hon. T. McGreevy, for account of his contract,—(see details in Statement No. 2— <i>a</i> and <i>b</i>).	5,660,071 83	.....	143,473 99	
Construction accounts paid by Government—from 15th January 1880,—date of the taking possession by Government,—(see details in Statement No. 3— <i>a</i> and <i>b</i>).	318,480 59	.....	222,780 45	
Contingencies :—Proportion of Arbitration fees and disbursements (amounting to \$35,-930.13,) chargeable to Government <i>re</i> Hon. T. McGreevy,—(see details in Statement No. 4— <i>a</i> and <i>b</i>).	4,525 73	.....	20,489 52	
		5,983,078 15		386,743 96
WESTERN SECTION.				
Paid to and for account of D. MacDonald, for account of his contract,—(see details in Statement No. 5— <i>a</i> and <i>b</i>).	4,148,531 69	.....	138,544 00	
Construction accounts paid by Government, including Right-of-way— <i>a</i> and <i>b</i> , and the \$14,500. for Pontiac Survey, from Aylmer to Matawan, paid previous to date of taking possession of Railway, on 24th Dec. 1875,—(see details in Statement No. 6— <i>a</i> and <i>b</i>).	1,463,206 85	.....	443,244 47	
Contingencies :— proportion of Arbitration fees and disbursements (amounting to \$35,-930.13), chargeable to Government <i>re</i> D. MacDonald,—(see detailed Statement No. 4— <i>a</i> and <i>b</i>).	670 12	.....	10,244 76	
		5,612,408 66		592,033 23
AMOUNTS OF ACCOUNTS UN-APPORTIONED.				
Paid L. A. Sénécal, Superintendent of both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, from 1st March 1880,—(see detailed Statement <i>a</i> in Tableau No. 7).	1,284,749 74	.....	31,500 00	
Contingencies for both Sections, being salaries of Railway Commissioners and staff, office supplies, furniture and general expenses, &c., &c.—(see details in Statement No. 8— <i>a</i> and <i>b</i>).	213,541 27	.....	23,835 24	
		1,498,291 01		55,335 24
Total of amounts paid to 30th June 1882.....		\$13,093,777 82		
“ “ “ 30th “ 1885.....		1,034,112 43		\$1,034,112 43
Grand total.....		\$14,127,890 25		

B.

GENERAL STATEMENT showing, in bulk sums, the amounts paid on account of "Revenue" on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, for traffic expenses.

EASTERN SECTION.	Amounts paid to 30th June 1882.		Amounts paid from the 30th June 1882 to 30th June 1885.	
	—	Totals.	—	Totals.
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Paid J. T. Prince, Superintendent of Eastern Section, for pay-rolls and expenses from 1st February 1880 to 31st March 1880,—(see Statement <i>a</i> of Tableau No. 9½.).....	15,497 26			
Paid direct by Government to sundry persons in settlement of claims, traffic expenses, &c., on the Eastern Section, from 1st January 1880 to 30th June 1882, and from 30th June 1882 to 1st July 1885,—(see Statements <i>b</i> and <i>c</i> of Tableau 9½.).....	6,438 09		47,616 00	
		21,935 35		47,616 00
WESTERN DIVISION.				
Paid C. A. Scott, Superintendent of Western Section, for traffic expenses, pay-rolls, &c., from September 1878 to 1st March 1880,—(see Statement <i>a</i> of Tableau No. 9¾.).....	307,653 61			
Paid direct by Government to sundry persons in settlement of claims, traffic expenses, &c., on Western Section, from 1st September 1878 to 30th June 1882, and from 1st July 1882 to 30th June 1885,—(see Statements <i>b</i> and <i>c</i> of Tableau No. 9¾.).....	3,026 94		1,738 59	
		310,680 55		1,738 59
AMOUNTS OF ACCOUNTS UN-APPORTIONED.				
Paid to L. A. Sénécal, General Superintendent of both Sections of the Railway, for pay-rolls, traffic expenses, &c., from 1st March 1880 to 30th June 1882,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 7.).....		1,639,919 37		
Paid to L. A. Sénécal, General Superintendent of both Sections of the Railway, for pay-rolls, traffic expenses, &c., from 1st July 1882 to 31st March 1883,—(See Statement <i>bb</i> of Tableau No. 7.).....				41,100 01
Grand total.....		\$1,972,535 27		\$90,454 60

A—(PART OF NO. 10.)—*Continued.*

RECAPITULATION.—Construction Accounts on both Sections.

	\$	cts.	\$	cts.
Eastern Section.—Total paid to 30th June 1882...	5,983,078	15		
Do do do do do 1885...	386,743	96		
			6,369,822	11
Western Section.— do do do 1882...	5,612,408	66		
Do do do do do 1885...	592,033	23		
			6,204,441	89
Accts. un-apportioned. do do do 1882...	1,498,291	01		
Do do do do do 1885...	55,335	24		
			1,553,626	25
Grand total paid to 30th June 1885.....			\$14,127,890	25 on both Sections.

Vide Annexed Balance-Sheet and General Recapitulation.

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant

B—(PART OF NO. 10.)—*Continued.*

RECAPITULATION.—Revenue Accounts on both Sections.

	\$	cts.	\$	cts.
Eastern Section.—Total paid to 30th June 1882...	21,935	35		
Do do do do do 1885...	47,616	00		
			69,551	35
Western Section.— do do do 1882...	310,680	55		
Do do do do do 1885...	1,738	59		
			312,419	14
Accts. un-apportioned. do do do 1882...	1,639,919	37		
Do do do do do 1885...	41,100	01	1,681,019	38
Grand total paid to 30th June 1885.....			\$2,062,989	87 on both Sections.

Vide Annexed Balance-Sheet and General Recapitulation.

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J MURPHY,
Accountant.

A.

BALANCE—

SHOWING all amounts paid by Treasury Department, to and for account of Railway Department, for Construction and Traffic purposes, on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, from 1st July 1882 to 30th June 1885.

	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
To total amounts received from Treasury Department, as per Public accounts of 1882-83 & 1883-84, and as per "Statement of receipts and expenditure of the Province of Quebec, from 1st July 1884 to 28th February 1885,"—(the whole as taken from Tableau a.)...	111,189.71	419,502.43	663,483.70	56,878.33	8,302.74	48,817.10	1,308,174.01
To amounts received from Treasury Department from 1st March 1885 to 30th June 1885, to pay H. Hogan, compensation for a level crossing or bridge to be built in the line of the projected continuation of Sherbrooke St., Montreal, over the track			10,500.00				10,500.00
To pay Right-of-way			2,429.60				2,429.60
To amount received from Treasury Department, to pay E. Rodier indemnity for services, and charged by Treasury to account "Miscellaneous Generally,"	300.00						300.00
To amounts paid direct by Government and charged to "Administration of Justice," p. p. 61 and 62 of Public accounts for 1883-84, ...							
Bossé & Languedoc, ac. retainer in the case McGreevy vs Regina		200.00					200.00
G. Dionne, re Arpin & al. vs Regina on Petition of Right				150.00			150.00
Amyot & Pelletier, on Petitions of Right in re Caron, Robillard & al, Arpin & al, St. Cyr & Marchand				250.00			250.00
Pelletier & Bédard, costs as attorneys for Plaintiffs re Caron vs Regina, and Robillard vs Regina on Petitions of Right				107.00			107.00
Carried forward	\$ 111,489.71	\$ 419,702.43	\$ 676,413.30	\$ 57,885.33	\$ 8,302.74	\$ 48,817.10	\$ 1,322,110.61

—SHEET.

B

SHOWING all amounts expended by Treasury and Railway Departments, (including refunds to Treasury Department,) on account of Construction and Traffic expenses, on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, from 1st July 1882 to 30th June 1885.

CONSTRUCTION.	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
By amounts expended to and for account of D. McDonald,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 5,).....			133,544.00				
By amounts expended for Construction West,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 6,).....			146,668.17				
By amounts expended for Right-of-Way on West.—Sect.—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 6,).....			296,576.30				
By amounts expended for Arbitration fees, &c., on West.—Sect.—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 4,).....			10,244.76				592,033.23
By amounts expended to and for account of Hon T. McGreevy,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 2,).....		143,473.99					
By amounts expended for Construction East,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 3,).....		222,780.45					
By amounts expended for Arbitration fees, &c., on East.—Sect.—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 4,).....		20,489.52					386,743.96
By amounts expended for Contingencies—Departmental,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 8,).....	23,835.24						
By amounts paid L. A. Sénécal for Construction,—(see Statement <i>a</i> of Tableau No. 7,).....	31,500.00						55,335.24
Total of amounts paid on both Sections for Construction purposes to 30th June 1885, (as per—Tableau No. 10, Statement <i>a</i> .).....							1,034,112.43
REVENUE.							
By amounts expended for Revenue on East.—Sect.—(see Statement <i>c</i> of Tableau No. 9 $\frac{1}{2}$,).....				47,616.00			47,616.00
Carried over.....							

A.

BALANCE—

	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Brought forward....	\$ 111,489 71	419,702.43	676,413.30	57,385.33	8,302.74	48,817.10	1,322,110.61
Carried over.....	\$ 111,489.71	419,702.43	676,413.30	57,385.33	8,302.74	48,817.10	1,322,110.61

—SHEET.—*Continued.*

B.

REVENUE.	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Brought forward							
By amounts expended for Revenue on West-Sect., — (see Statement <i>c</i> of Tableau No. 9 ³ .)					1,738.59		1,738.59
By amount paid L. A. Sénécal for both Sec- tions, — (see Statement <i>bb</i> of Tableau No. 7.)						41,100.01	41,100.01
Total paid on both Sec- tions for "Revenue" pur- poses to 30th June 1885, — (see Statement <i>b</i> of Ta- bleau No. 10.) —							\$90,454.60
Grand total of amounts paid on both Sections for "Construction" and "Revenue" purposes to 30th June 1885, — (as per Statements <i>a</i> and <i>b</i> of Tableau No. 10.)							\$1,124,567.03
To be added:—REFUNDS AND CREDITS chargeable in deduction of the \$1,308, 174.01 — mentioned in Statement <i>a</i> of this Ta- bleau:—							
By following 4 amounts paid previous to 30th June 1882 by Railway Department, and subse- quently charged by Treasury Department. (These amounts are in- cluded in the \$550,913.45 of Public accounts for 1883, p. 118, and in Ta- bleau No. 1.) :—							
1882, April 28th.—H. J. Beemer, Montreal Ex- tension, — (see State- ment <i>a</i> of Tableau No. 6.)			10,201.93				10,201.93
" June 23rd.—J. Mc- Dougall, for cars, — (see Statement <i>a</i> of Tableau No. 6.)		10,958.49	10,958.49				21,916.98
" June 25th.—L. A. Sénécal, to pay April accounts, — (see State- ment <i>a</i> of Tableau No. 7.)	37,000.00						37,000.00
" June 23rd.—L. A. Sénécal, to pay May accounts, — (see State- ment <i>a</i> of Tableau No. 7.)	19,000.00						19,000.00
Carried over.....\$	111,335.24	397,702.45	613,193.65	16,0047.6	1,738.59	41,100.01	\$1,212,685.94

A.

BALANCE—

	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Brought forward.....	\$ 111,489.71	419,702.43	676,413.30	57,385.33	8,302.74	48,817.10	1,322,110.61
Carried over.....	\$ 111,489.71	419,702.43	676,413.30	57,385.33	8,302.74	48,817.10	\$1,322,110.61

—SHEET.—*Continued.*

B.

REFUNDS AND CREDITS. (Continued.)	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Brought forward.....	\$ 111,335.24	397,702.45	613,193.65	47,616.00	1,738.59	41,100.01	1,212,685.94
By proportion of premiums of Insurance refunded Treasury Department:—							
The Royal and N.B. & Mer- cantile Assurance Cos., on account of Western Section,—(see Statement c of Tableau No. 9 $\frac{1}{2}$).					4,359.99		4,359.99
The Royal and N. B. & M. Assurance Cos., for East- ern Section,—(see State- ment c of Tableau No. 9 $\frac{1}{2}$).				3,208.34			3,208.34
By amount refunded Treas- ury Department by the Canadian Pacific Ry. for proportion chargeable to them by Government for work done by St. Louis & Frère at workshops, Montreal, and by H. J. Beemer on Railway Ex- tension, Montreal, and credited in Construction West,—(see Statement b of Tableau No. 6), ...			53,738.42				53,738.42
By following three amounts refunded Treasury De- partment and credited in Construction East,—(see Statement b of Tableau No. 3);—							
Insurance on Batiscan Sta- tion.....		1,700.00					1,700.00
Joliette Ry., for rails.....		7,805.00					7,805.00
Sale of building wood at Rivière des Prairies.....		150.00					150.00
By amount credited in Construction East,—(see Statement b of Tableau No. 3,) being amount re- funded by N. S. Ry. Co. for loss of "Palais" Har- bor Revenue:— (Item mentioned in the \$419,- 502.43 entered in State- ment a of this Tableau), ...		15,000.00					15,000.00
Carried over.....	\$						

A.

BALANCE—

	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Brought forward.....	\$ 111,489.71	419,702.43	676,413.30	57,385.33	8,302.74	48,817.10	1,322,110.61
Carried over.....	\$ 111,489.71	419,702.43	676,413.30	57,385.33	8,302.74	48,817.10	\$1,322,110.61

—SHEET.—Continued.

B.

REFUNDS AND CREDITS. (Continued.)	Amounts not ap- portioned.	CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Brought forward.....							
By four following amounts received from Treasury Department,—at first cred- ited to Right-of-Way on Western Section,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 6,) and subsequently charged to Public Debt, viz:—							
23rd Nov. 1882.—Gale Farm, interest refunded from 1st July 1882 to 1st Nov'r 1882.....			4,760.14				4,760.14
15th Dec'r 1882.—Heirs Kimpton, interest re- funded from 1st July 1882 to 16th Oct'r 1882...			6.26				6.26
15th Dec'r 1882.—Heirs McConnell, capital and interest refunded from 1st July 1882 to 21st Nov'r 1882.....			116.38				116.38
15th Dec'r 1882.—Bellerive property, interest refund- ed from 1st July 1882 to 20th Nov'r 1882.....			1,225.00				1,225.00
By estate Hastings, amount of capital and interest in deposit in Jacques-Car- tier Bank to credit of Hon. Commissioner of Railways, refunded Treas- ury Department and credited in Right of Way of Western Section,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 6,).....			1,597.33				1,597.33
By W. Prévost, for rent of St. James St. office, Mon- tréal,—(credited in State- ment <i>b</i> of Tableau No. 6,).....			100.00				100.00
By following four balances of Orders-in-Council, re- funded Treasury Dept:—							
1883—June 30th—Account of Contingencies.....	391.97						391.97
1884—July 12th—Account of Construction and Re- venue.....		2,126.92	2,692.76	164.02	164.03		5,147.73
1884—Oct'r 4th—Account of Revenue.....				3,119.20			3,119.20
1885—July 2nd—Account of Revenue and Con- struction.....		80.00	310.83	1,132.44	1,132.44		2,655.71
Carried over.....\$							

—SHEET.—Continued.

B.

REFUNDS AND CREDITS. (Continued.)	Amounts		CONSTRUCTION.		REVENUE.			TOTALS.
	not ap- portioned.		Eastern Section.	Western Section.	Eastern Section.	Western Section.	Un-ap- portioned.	
	\$	c.	\$	c.	\$	c.	\$	c.
Brought forward.....								
By L. O. Hétn, for rent of St. James St. office, Mont- real,—amount transmit- ted Treasury Dept., — (credited in Statement b of Tableau No. 6.).....				427.50				427.50
By amount refunded Treas- ury Dept. by ex-admini- stration for account of Revenue,—(see Statement bb of Tableau No. 7.)							7,573.15	7,573.15
By balance in bank to cre- dit of ex-administration, —(see Statement bb of Tableau No. 7.).....							143.94	143.94
Totals of "Credits and Refunds" to be added to the amounts expended for "Construction and Reve- nue", (as per page 197 of this Tableau,—\$1,124,567.03 :) —making in all the sum of \$1,325,912.00; such credits and refunds being the amounts received from Treas- ury Dept., as shewn in this Tableau (pages 197, 199, 201 and 203,) viz: — Amounts not apportioned—\$56,391.- 97; Construction—Eastern Section—\$37,820.41; West- Section—\$86,135.04; Reve- nue—Eastern Section— \$7,624.00; Western Sec- tion—\$5,656.46; Un-appor- tioned — \$7,717.09, — and making a Total of \$201,- 344.97 of the credits and refunds alluded to.								
/	\$	111,727.21	424,564.37	678,168.27	55,240.00	7,395.05	48,817.10	1,325,912.00

See annexed General Recapitulation.

Department of Railways,
Québec, 5th Sept. 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

GENERAL—

1ST PART:—

SHOWING the total amounts expended by Government on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, for construction purposes, to 30th June 1882, together with the amounts to be deducted therefrom as having been paid up, or being still due to the Treasury, &c.

	Amounts not apportioned of Construction and contingencies between the two Sections.	Construction.		Totals.
		Eastern Section,	Western Section.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Total amount paid to 30th June 1882 on account of construction of Eastern Section, (see Statement <i>a</i> of Tableau No. 10,).....		5,983,078 15		5,983,078 15
Total amount paid to 30th June 1882 for account of construction of Western Section, (see Statement <i>a</i> of Tableau No. 10,).....			5,612,408 66	5,612,408 66
Total amount paid to 30th June 1882 for account of L. A. Sénécal, General Superintendent of both Sections, and for contingencies, (see Statement <i>a</i> of Tableau No. 10,).....	1,498,291 01			1,498,291 01
	1,498,291 01	5,983,078 15	5,612,408 66	13,093,777 82
By approximately dividing between the Eastern and Western Sections the above unapportioned amount of \$1,498,291.01, it will add to each Section.....		749,145 50	749,145 51	
* In this amount are included the \$1,284,-749.74 paid to L. A. Sénécal, General Superintendent, as having been placed at his disposal by the Railway Department, from 1st March 1880 to 30th June 1882, on his requisitions for Construction purposes on both Sections of the Railway, (as detailed in Statement <i>a</i> annexed to Tableau No. 7,) ; but the amount is entered approximately in the books of the Department, as Mr. Sénécal has not established the exact proportion of that amount chargeable to Construction, and the proportion thereof chargeable to each Section, although he has accounted for the whole amount, as detailed in Statement <i>d</i> attached to Tableau No. 7.				
Carried over to page 206.....	\$	6,732,223 65	6,361,554 17	13,093,777 82

—RECAPITULATION.

—CONSTRUCTION ACCOUNT:—

SHOWING the total amounts expended by the Government on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, for construction purposes, from 1st July 1882 to 30th June 1885, together with the amounts to be deducted therefrom as having been paid up, or being still due to the Treasury, &c.

	Amounts not apportioned of Construction and Contingencies between both Sections.	Construction.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Total amount paid to 30th June 1885 on account of Construction of Eastern Section, (see Statement <i>a</i> of Tableau No. 10.).....		386,743 96		386,743 96
Total amount paid to 30th June 1885 on account of Construction of Western Section, (see Statement <i>a</i> of Tableau No. 10.).....			592,033 23	592,033 23
Total amount paid to 30th June 1885 for account of L. A. Sénécal, General Superintendent of both Sections, and for contingencies, (see Statement <i>a</i> of Tableau No. 10.).....	* 55,335 24			55,335 24
	55,335 24	\$386,743 96	\$592,033 23	\$1,034,112 43
By dividing approximately between the Eastern and Western Sections the above unapportioned amount of \$55,335.24, it will add to each Section.....		27,667 62	27,667 62	
* In this amount are included the \$31,500. paid to L. A. Sénécal, General Superintendent, as having been placed at his disposal by the Railway Department, on 2nd August 1882, on his requisition for Construction purposes on both Sections of the Railway, (as detailed in Statement <i>a</i> annexed to Tableau No. 7) ; but this amount is entered approximately in the books of the Department, as Mr. Sénécal has not established the exact proportion of that amount chargeable to Construction, and the proportion thereof chargeable to each Section, although he has accounted for the whole amount, as detailed in Statement <i>d</i> attached to Tableau No. 7.				
Carried over to page 207.....\$	\$	414,411 58	619,700 85	1,034,112 43

GENERAL—

1ST PART :—CONSTRUCTION—

		Construction.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Brought forward from page 204.....	\$	6,732,223.65	6,361,554.17	13,093,777.82
By deduction of the following items which have been either paid, or are still due to the Government on account of Construction of both Sections of the late Provincial Railway, viz :—				
1875—By so much paid by Corporation of city of Quebec on account of its subscription of \$1,000,000. to North Shore Railway Company, as per Statement <i>a</i> of Tableau No. 2.....	143,000 00			
1878-79.—By so much paid to Government, in bonds, by Corporation of Three-Rivers on account of its subscription of \$100,000. to the North Shore Railway Company, in 1870.....	50,000 00			
By so much to be re-imbursed to Government by Canadian Pacific Railway and North Shore Railway Companies for amounts paid by Treasury for Construction works executed on both Sections of the Railway during the months of April, May and June 1882; the whole as appears by Order-in-Council No. 243, of 25th July 1882, and amounting to \$87,500.00, which sum is approximately divided between both Sections, viz :—				
Half to the Eastern Section.....\$43,750.00	87,500 00			
Half to the Western Section.....\$43,750.00				
By so much due by Corporation of City of Montreal as its contribution in the cost of construction of the Railway bridge at Hull, in virtue of the arrangements between that city and the Government in 1881. (<i>Vide</i> 44 and 45 Vict., chap. 2.).....	50,000 00			
By so much due by Corporation of Montreal to Government as part of the surplus due by the city over and above the \$132,000.00 which the Government bound itself to pay for right-of-way on the extension of Railway to Quebec Gate Barracks, in the city of Montreal, in virtue of the arrangements made between the city and the Government in 1881.....	2,138 74			
Carried over to page 208.....	\$ 332,638.74	6,732,223.65	6,361,554.17	13,093,777.82

—RECAPITULATION.

—ACCOUNT.—*Continued.*

		Construction.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Brought forward from page 205...\$		414,411.58	619,700.85	1,034,112.43
By deduction of the following items which have either been paid, or are still due to the Government on account of Construction of both Sections of the late Provincial Railway, viz :—				
1883.—By so much repaid to the Government by the Corporation of the city of Quebec in bonds redeemable in 30 years, from 1st January 1883, and bearing 5 per cent interest <i>per annum</i> , in full settlement (with the \$37,000.00 due by the Corporation to the Municipal Loan Fund,) of the city's subscription to the North Shore Railway Company; the whole in accordance with clause 3rd of the deed of agreement passed between the Government and the Corporation before A. Tourangeau, Notary, on 21st August 1882, and with clause 6 of deed of agreement passed between the Government and the North Shore Railway Company on same day and before said Notary,—to cover cost of the several works which the latter Company undertook, at the discharge of the Government, to execute and have partially performed in the city of Quebec for the completion of said Railway.....	220,000 00			
(c).—By so much which the North Shore Railway Company bound themselves to pay to the Quebec Corporation, at the discharge of the Government, in five equal and annual instalments of \$15,000.00, without interest, until matured; the first whereof was to have become due on 15th April 1883; the whole in accordance with clause 7th of the hereinabove mentioned deed of agreement between the Government and Corporation, and with clause c of the above cited deed of agreement between the Government and the North Shore Railway Company.....	75,000 00	295,000 00		
By so much due by the Canadian Pacific Railway Company—balance on the \$60,026.26 which they are bound to repay to Government on the price of the works executed by the latter, from first March 1882 to 22nd July 1882, on the workshops and extension of Railway in Montreal, in accordance with the terms of Orders-in-Council Nos. 298 and 313, of 15th and 23rd August 1882.	6,287 84			
Carried over to page 209....\$	6,287.84	619,411.58	619,700.85	1,034,112.48

GENERAL—

1ST PART :—CONSTRUCTION—

		Construction.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
Brought forward from page 206.....\$	\$ cts. 332,638.74	\$ cts. 6,732,223.65	\$ cts. 6,361,554.17	\$ cts. 13,093,777.82
1875.—By so much paid by Corporation of Montreal & al. on account of its subscription of \$1,000,000.00 to the Montreal Northern Colonization Railway Company, as per Statement <i>a</i> of Tableau No. 5.....	348,552 03	236,750.00	444,440 77	\$681,190 77
	\$681,190.77			
Totals.....		\$6,495,473 65	5,917,113 40	12,412,587 05

Department of Railways,
Quebec, 5th September 1885.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

—RECAPITULATION.

—ACCOUNT.—*Continued.*

		Construction.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
Brought forward from page 207...\$	\$ cts. 6,287.84	\$ cts. 119,411.58	\$ cts. 619,700.85	\$ cts. 1,034,112.43
By so much due by the Corporation of Montreal to the Government as part of the surplus due by the city over and above the \$132,000.00 which the Government bound itself to pay for right-of-way on the exten- sion of Railway to Quebec Gate Barracks, in the city of Montreal, in virtue of the arrangements made between the city and the Government in 1881.....	73,088 22		79,376 06	\$374,376 06
Totals.....		\$119,411 58	540,324 79	659,736 37

RÉSUMÉ OF FOREGOING STATEMENTS.

1ST PART :—CONSTRUCTION ACCOUNT.

		Construction.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
	\$ cts	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Total of expenditure for account of Construction on both Sections, to 30th June 1882...	\$	6,732,223 65	6,361,554 17	13,093,777 82
By deductions as per pages 206 and 208.....	.....	236,750 00	444,440 77	681,190 77
Balances remaining to 30th June 1882..\$ .....	.....	6,495,473 65	5,917,113 40	12,412,587 05
Total expenditure for account of Construction East, from 1st July 1882 to 30th June 1885...	414,411 58			
By deductions as per page 207.....	295,000 00	119,411 58		119,411 58
Total expenditure for account of Construction West, from 1st July 1882 to 30th June 1885..	619,700 85			
By deductions as per page 209.....	79,736 06		540,324 79	540,324 79
Balances.....	.....	\$6,614,885 23	6,457,438 19	13,072,323 42
Balance expended on Eastern Section to 30th June 1885 for construction purposes, as above.....	.....			6,614,885 23
Total amount expended on both Sections for Construction purposes to 30th June 1885, as per Tableau No. 10 (a) :—\$14,127,890.25. In which are included :—				
1 °.—The total expenditure on Eastern Section to 30th June 1882.....	.....	5,983,078 15		
2 °.—The total approximate half of \$1,498,291.01 entered in Tableau No. 10 (a) as unapportioned to 30th June 1882, viz :.....	749,145 50			
3 °.—The total expenditure on Eastern Section from 1st July 1882 to 30th June 1885.....	.....	386,743 96		
		\$6,369,822.11		
4 °.—The approximate half of \$55,335.24 entered in said Tableau No. 10 (a) as unapportioned from 1st July 1882 to 30th June 1885.....	27,667 62	776,813 12		
Making a grand total of.....\$ .....	.....	7,146,635 23		
as actually expended on Eastern Section for Construction purposes, from origin of contract to 30th June 1885.				
Deducting from this grand total of \$7,146,635.23 the credits mentioned in foregoing statements (pages 206 and 207,) as imputed to Eastern Section, that is :.....	.....	531,750 00		
there remains the above established balance of.....	.....			6,614,885 23
actually expended on Eastern Section for Construction purposes from origin of contract to 30th June 1885.				
Carried over.....	.....			\$6,614,885 23

RÉSUMÉ OF FOREGOING STATEMENTS.

1ST PART :—CONSTRUCTION ACCOUNT.

		Construction.				Totals.
		Western Section.		Western Section.		
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
Balance of expenditure on Eastern Section to 30th June 1885,—brought forward.....	\$				6,614,885 23	
Total amount expended on both sections, for construction purposes, to 30th June 1885, as per Tableau No. 10, (statement a)—\$14,127,890.25 in which are included :—						
10. The total expenditure on Western Section to 30th June 1882.....		5,612,408 66				
20. The approximate $\frac{1}{2}$ of \$1,498,291.01 entered in Tableau No. 10 (a) as un-apportioned to 30th June 1882, viz :.....	749,145 51					
30. The total expenditure on Western Section from 1st July 1882 to 30th June 1885.....		592,033 23				
		6,204,441 89				
40. The approximate $\frac{1}{2}$ of \$55,335.24 entered in said Tableau No. 10 (a) as un-apportioned from 1st July 1882 to 30th June 1885.....	27,667 62	776,813 13				
Making a grand total of.....			6,981,255 02			
as actually expended on Western Section, for construction purposes, from origin of contract to 30th June 1885.						
Deducting from this grand total of \$6,981,255.02 the credits mentioned in the foregoing statement (pages 208 and 209,) as imputed to Western Section, that is.....			523,816 83			
there remains the above established balance of actually expended on Western Section, for construction purposes, from origin of contract to 30th June 1885.					* 6,457,438 19	
Making altogether a balance of expenditure on both sections to 30th June 1885,—of.....	\$				13,072,323 42	
Adding to this total the aggregate amount of reductions made on both sections, as stated at pages 206 and 207 for Eastern Section.....			531,750 00			
and at pages 208 and 209 for Western Section.			523,816 83		1,055,566 83	
It gives a grand total expended on both sections to 30th June 1885, as per Tableau No. 10 (a),—of.....	\$				14,127,890 25	
* To be added to this balance the following amounts remaining as balances due on purchase money of lands and property acquired for the use of the Railway (Western Section,) previous to 4th March 1882, date of the sale of the Railway, viz :—						
To Heirs O'Connell.....	91 42					
" Mrs. Smith (widow Williams).....	31 00					
" J. Sauriole.....	21 00					
" Mrs. L. J. A. Papineau, ("Bellerive property,") balance.....	45,000 00					
Total.....	\$ 45,143 42					
Which total is included in the \$46,925. voted in the Bill of Supplies,—Item 175 of schedule B of 48th Victoria, chap. 1st, and whereof \$37,074. are a re-vote.						

GENERAL—

2ND PART :—TRAFFIC—

SHOWING the total amounts expended by Government on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway for Revenue purposes to 30th June 1882, together with the amounts to be deducted therefrom as having been paid up, or being still due to the Treasury on account of said Railway.

	Amount not apportioned between both Sections.	Revenue.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Total amount paid to 30th June 1882 for acct. Revenue, — Eastern Section, — (see statement <i>b</i> of Tableau No. 10.).....		21,935 35		21,935 35
Total amount paid to 30th June 1882 for acct. Revenue, — Western Section, — (see statement <i>b</i> of Tableau No. 10.).....			310,680 55	310,680 55
Total amount paid to 30th June 1882 to L. A. Sénécal, General Superintendent of both sections, (see statement <i>b</i> of Tableau No. 10.).....	1,639,919 37	*		1,639,919 37
	\$1,639,919 37	21,935 35	310,680 55	1,972,535 27
By dividing, approximately, between the Eastern and Western Sections the above unapportioned amount of \$1,639,919.37, it will add to each section.....		819,959 69	819,959 68	
* This amount represents the total paid to Mr. Sénécal by the Railway Dept., from 1st March 1880 to 30th June 1882, on his requisitions for Revenue purposes on both sections of the Railway, (as detailed in statement <i>b</i> annexed to Tableau No. 7); but this amount is entered approximately in the books of the Dept., as Mr. Sénécal has not established the exact proportion of that amount chargeable to Revenue, and the proportion thereof chargeable to each section, although he has accounted for the whole amount, as detailed in statement <i>d</i> attached to Tableau No. 7.				
Totals.....	\$	841,895 04	1,130,640 23	1 972,535 27

—RECAPITULATION.

—ACCOUNT :—

SHOWING the total amounts expended by the Government on both Sections of the Q. M. O. & O. Railway, for Revenue purposes, to 30th June 1885, together with the amounts to be deducted therefrom as having been paid up, or being still due to the Treasury on account of said Railway.

	Amounts not apportioned between both Sections.	Revenue.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Total amount paid to 30th June 1885 for account Revenue,—Eastern Section,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 10,).....		47,616 00		47,616 00
Total amount paid to 30th June 1885 for account Revenue,—Western Section,—(see Statement <i>b</i> of Tableau No. 10,).....			1,738 59	1,738 59
Total amount paid to 30th June 1885 to L. A. Sénécals, General Superintendent of both Sections, (see Statement <i>b</i> of Tableau No. 10,).....	41,100 01 *			41,100 01
	\$41,100 01	47,616 00	1,738 59	90,454 60
By dividing, approximately, between both Sections the above mentioned amount of \$41,100.01, it will add to each section.....		20,550 00	20550 61	
* This amount represents the total paid to Mr. Sénécals by the Railway Department on 30th August 1882, on his requisition, for Revenue purposes on both Sections of the Railway, (as detailed in Statement <i>b. b.</i> annexed to Tableau No. 7;)—but this amount is entered approximately in the books of the Department, as Mr. Sénécals has not established the exact proportion of that amount chargeable to Revenue, and the proportion thereof chargeable to each section, although he has accounted for the whole amount, as detailed in Statement <i>d</i> attached to Tableau No. 7.				
Totals.....\$		68,166 00	22,288 60	90,454 60

GENERAL—

2ND PART :—TRAFFIC ACCOUNT.

RÉSUMÉ.	—	Revenue.		Totals.
		Eastern Section.	Western Section.	
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
RÉSUMÉ of the foregoing traffic statement, page 212 :—				
To amount expended on Eastern Section to 30th June 1882.....	841,895 04			
To amount expended on Western Section to 30th June 1882.....	1,130,640 23			
		1,972,535 27		
To amount expended on Eastern Section to 30th June 1885.....	68,166 00			
To amount expended on Western Section to 30th June 1885.....	22,288 60			
		90,454 60		
Grand total of traffic expenditure on both sections to 30th June 1885, as per Tableau No. 10 (b).....			\$ 2,062,989 87	

—RECAPITULATION.

RÉSUMÉ of the foregoing Construction and Revenue accounts, as per pages
204, 205, 212 and 213 :—

		—		Totals.
	\$	cts.	\$	cts.
Total expenditure on Construction account, —Eastern Section,—to 30th June 1882.....	6,732,223	65		
Total expenditure on Traffic account,—East- ern Section,—to 30th June 1882.....	841,895	04	7,574,118	69
Total expenditure on Construction account, —Western Section,—to 30th June 1882.....	6,361,554	17	*	
Total expenditure on Traffic account,—West- ern Section,—to 30th June 1882.....	1,130,640	23	7,492,194	40
				15,066,313 09
Total expenditure on Construction account, —Eastern Section,—to 30th June 1885.....	414,411	58		
Total expenditure on Traffic account,—East- ern Section,—to 30th June 1885.....	68,166	00	482,577	58
Total expenditure on Construction account, —Western Section,—to 30th June 1885.....	619,700	85	*	
Total expenditure on Traffic account,—West- ern Section,—to 30th June 1885.....	22,288	60	641,989	45
				1,124,567 03
Grand total of expenditure for Construction and Traffic on both Sections to 30th June 1885.....				16,190,880 12
Deducting from this grand total the aggregate amounts deducted in Construction accounts, at pages 206, 207, 208 and 209.....				1,055,566 83
there will remain a balance of.....				\$15,135,313 29
chargeable to both Sections for Construction and Traffic purposes from the origin to 30th June 1885.				
* To these amounts are to be added the \$45,- 143.42 mentioned at foot of foregoing state- ment, page 211.				

RÉSUMÉ of the financial operations of the late administration of the Q. M. O. & O. Ry. from 28th February 1880,—date of the appointment of Mr. L. A. Sénécal, as General Superintendent, to 31st March 1885,—as detailed in the under-mentioned appendix No. 1, &c.

(*Vide* Journals of the Legislative Assembly, of 1884.—Volume 18).

APPENDIX, No. 1.

QUEBEC, 19th April, 1884.

To the Honorable

J. G. ROBERTSON,

Treasurer of the Province.

SIR;

I have the honor to transmit you the following documents received quite lately from the Railway Department, viz :—

A.—Cash statement, from 28th February to 31st of December 1880, of the Quebec, Montreal, Ottawa & Occidental Railway administration ;

B.—The Q. M. O. & O. Railway in account with the Department of Railways,—Balance-Sheet from 1st January 1881 to 31st March 1883 ;

C. & D.—Balance-sheet of General and Personal Ledgers, on 31st March 1883.

I have verified the statements A and B, and find them to agree with the books of the administration.

I also found the ledgers C & D to balance, as stated.

Messrs. Rodier and McCallum stated that they could produce vouchers for all the transactions recorded in the books, but, as there are thousands of them, and a large number rather voluminous, it is evident that it has not been in my power to examine or make a critical investigation of the same ; it would take four months,—the whole time of a most competent accountant and book-keeper,—to do so, and the duties imposed upon me by law,—to be performed daily,—preclude me from being able to undertake the task.

I have the honor to be,

Sir,

Your most obedient servant,

(Signed),

GASPARD DROLET,

Provincial Auditor,

A

CASH STATEMENT FROM 28TH FEBRUARY, 1880 TO 31ST DECEMBER 1880.

Dr.

Cr.

1880.	—	Jac.-Cartier Bank.	Govern- ment	All Stations &c.	Total.	—	—	—
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.
Feb. 28....	To balance.....				4,208 61	Expenses :—		
March.....	“ cash from.....		26,797 45	46,725 07	73,522 52	from 1st March 1880 to 31st December 1880 :—		
April.....	“		40,552 49	50,112 44	90,664 93	Audit.....	20,077 72	
May.....	“		47,139 93	46,812 10	93,952 03	Discharge Tickets.....	12,153 64	
June.....	“	76,000 00		47,380 33	123,380 33	Unclaimed wages.....	2,752 28	
July.....	“	72,000 00	41,618 21	66,238 97	179,857 18	Commission.....	23 44	
August.....	“	132,000 00	33,500 00	61,104 45	226,604 45	Banque Jacques-Cartier.....	196,189 82	
September.....	“	121,685 63	113,746 56	71,251 79	306,383 98	Provincial Treasurer.....	549,809 41	
October.....	“	4 47	170,219 62	72,557 29	242,781 38	Pay-Rolls.....	300,316 57	
November.....	“		151,410 00	64,850 48	216,260 48	General accs :—Construction and Equipment,—Traffic Expdre., Fuel, personal accts., &c., &c.....	683,455 97	
December.....	“		195,540 00	62,696 52	258,236 52			1,764,778 85
						BALANCE carried forward to 1st January 1881.....		51,373 56
		\$401,690 10	820,524 26	589,729 44	1,816,152 41			\$1,816,152 41

THE QUEBEC, MONTREAL, OTTAWA & OCCIDENTAL RAILWAY IN ACCOUNT WITH THE DEPARTMENT OF RAILWAYS.

Balance-sheet from 1st January 1881 to 31st March 1883.

218

[illegible]

BALANCE-SHEET, LEDGER No. 2.

31st March 1883.

			Debit.	Credit.
			\$ cts.	\$ cts.
38	C. A. Scott.....		82 12	
90	Hy. Shackell.....		4,000 00	
193	Grand Trunk Railway.....		10 00	
230	M. Murray.....		56 21	
234	W. E. Blümhart.....		108 03	
236	L. A. Robitaille.....		407 65	
241	Jas. Mulligan.....			386 78
325	L. H. Mineau.....		37 61	
331	F. W. Würtele.....		23 45	
380	Dufresne and Jodoin.....		96 00	
434	Ross & Ritchie.....		800 00	
461	M. E. Cormier.....			24 21
462	A. Lauzon.....		169 51	
"	Sir Alex. Campbell.....		120 00	
464	L. A. Sénécal.....			1,110 50
"	Law Officers.....		648 90	
466	Montreal Harbour Comrs.....			1,472 46
467	J. & K. Gilman.....		2 16	
469	Cyrille Labelle.....		32 00	
472	B. Ibbotson.....		25	
495	Depart. of Agriculture (Quebec).....		10,238 28	
496	Henderson Bros.....		78 00	
513	Crédit-Foncier.....		136 00	
414	South Shore Railway.....		50 53	
515	G. T. Mayrand.....		252 33	
525	Will. Russell.....		100 00	

BALANCE-SHEET, LEDGER No. 2.—(Continued).

			Debit.	Credit.
			\$ cts.	\$ cts.
536	Hon. J. A. Mousseau (spec. train).....		100 00	
"	C. Dansereau.....		752 78	
537	Geo. B. Borland.....		125 92	
555	P. Garneau.....		100 00	
556	Boston & Concord.....		19 90	
569	Carrier, Lainé & Co.....		52,697 85	
570	L. A. Roberge.....		453 62	
584	Union Sucrière.....		1,056 64	
585	Provincial Secretary.....		3 00	
586	Montreal Abattoirs.....		197 80	
592	R. H. Buchanan.....		6 60	
600	E. C. Würtele.....		16 67	
601	B. Globensky.....		32 00	
606	Hon. A. Ouimet.....		270 00	
"	St. Félix Railway.....		311 92	
"	M. Gélinas.....		120 00	
607	St. Lawrence Tow Boat.....		18 45	
619	C. R. Chisholm.....		171 37	
620	Ice Bridge Ferry Co.....		1,285 39	
621	J. J. Daly.....		16 30	
622	South Eastern Railway.....			21 86
623	File & Spring Co.....		719 47	
625	A. Lacoste.....		42 00	
629	St. Eustache Railway.....		80 08	
"	Militia Department.....		1 96	
634	Canadian Pacific Railway.....			2,254 30

BALANCE-SHEET, LEDGER No. 2 — (*Continued*).

31st March 1883.

			Debit.	Credit.
			\$ cts.	\$ cts.
638	M. O'Reilly		377 52	
639	Ottawa Corporation.....		2 00	
"	Lacoste, Globensky & Bisailon.....		1,000 00	
643	Lachute Water Works.....		50	
644	Longue Pointe Asylum.....		203 58	
648	Department of Public Works.....		561 56	
654	North Shore Railway.....		2,569 66	
655	Quebec Central.....		36 00	
657	H. R. Ives & Co.....		3 30	
	Balance per Ledger.....			75,532 76
	Total.....	\$	80,802 87	80,802 87

EXPLANATORY Statement of foregoing Résumé (Statement *a*), as per details—
M. O. & O. Railway, from 1st March 1880 to 31st December 1880.

—	Dr.	Construc- tion.	Revenue.	Un-expended and to be reversed.	Totals.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1880.					
Feb. 28.....	To balance: Cash on hand at end of the administration of Mr. C. A. Scott, Genl. Sup. of Western Division.....				4,208 61
Dec. 31.....	“ Jacques-Cartier Bank..... being amounts advanced the administration by the Bank for “Construction” and “Revenue” purposes, and subsequently refund- ed by the Railway Depart- ment through ex-superin- tendent, (as per state- ments <i>a</i> and <i>b</i> of Tableau No. 7,) and also refunded by ex-superintendent to the Bank, viz :— Statement <i>a</i> of Tableau No. 7 :— 1880-Aug. 7—\$32,000.00 Sep. 10—75,243.60 Nov. 6 — 8,825.05 Dec. 30—92 193.71 208,262.36 Statement <i>b</i> of Ta- bleau No. 7 :— 1880-July 3—\$41,618.21 Sep. 10—38,502.96 Dec. 30—95,306.57 175,427.74 By ex-superintendent :— 1880 June—\$10,000.00 “ — 8,000.00 18,000.00 \$401,690.10	208,262 36	175,427 74	18,000 00	401,690 10
.....	To Government..... being amounts paid the ad- ministration by Railway De- partment for acct. of construc- tion (as included in state- ment <i>a</i> of Tableau No. 7,) and for account of Revenue (as included in statement <i>b</i> of Ta- bleau No. 7); Amounts received at “all sta- tions, &c. as part of the total gross receipts derived from all sources of the Q. M. O. & O. Ry. and forming part of statement <i>b</i> of Tableau No. 9.	462,356 32	358,167 94		820,524 26
.....			* 589,729 44		* 589,729 44
1880.		670,618 68	1,123,325 12	18,000 00	1,816,152 41
Dec. 31.....	To balance carried to statement <i>b</i> (page 228,).....				\$51,373 56

* The difference between this amount and the \$549,809.41 entered on credit side of the Appendix (statement *a*) as gross earnings deposited to credit of the Provincial Treasurer, from 1st March to 31st December 1880, is due to the fact that in this statement *a* the Railway Freight Service is included and charged in the operating expenses, as shown in the annexed Explanatory Statement, page 227.

—taken from the Books and Vouchers of the late administration of the Q.

—	CR.	Construc- tion.	Revenue.	To be appor- tioned.	Totals.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1880.					
Dec. 31.....	By Audit Department:—being for traffic expenditure, proportions, &c.....		20,077 72		20,077 72
.....	Discharge Tickets :—being amounts paid employees on their discharge from the service.....		12,153 64		12,153 64
.....	Unclaimed wages :—being amount of wages un-claimed by employees at the time of their discharge.....		2,752 28		2,752 28
.....	Commission :—interest and discount on American money.		23 44		23 44
.....	Jacques-Cartier Bank:—being amounts paid the Bank for account of ex-administration (as per Statements <i>a</i> and <i>b</i> of Tableau No. 7.) for Construction and Revenue, viz :— “Construction” :—August 7, 1880,—\$32,000.00 ; “Construction” :—Sept. 10, 1880,—\$75,243.60 ; “Construction” :—Nov. 6, 1880,—\$8,825.05 ; “Revenue” :—July 3, 1880,—\$41,618.21 . “Revenue” :—Sept 10, 1880,—\$38,502.96 :—				
.....	Provincial Treasurer :—being gross-earnings of the Railway, deposited to the Credit of the Provincial Treasurer (as per Statement <i>b</i> of Tableau No. 9.).....	116,068 65	80,121 17		196,189 82
.....	Pay-Rolls:—being wages of the different employees of the Q. M. O. & O. Railway during the year, including Station expenses.....		549,809 41		* 549,809 41
.....	General accounts:—being construction and equipment, traffic expenditure, fuel, personal accounts, &c., paid during the year.....	28,092 45	272,224 12		300,316 57
		216,134 94	87,728 52	379,592 51	683,455 97
		\$360,296 04	1,024,890 30	379,592 51	1,764,778 85
.....	Balance to 1st January 1881, (Carried to page 228.).....				51,373 56
	Nora.—For details of the above figures see next pages 224 and 225.				\$1,816,152 41

* The difference between this amount and the \$589,729.44 entered on debit side of the Appendix as the “gross earnings” of the Q. M. O. & O. Railway, from all sources, from 1st March to 31st December 1880, is due to the fact that in this Statement (*a*) the Railway Freight Service is included and charged in the operating expenses, as shown in the annexed Explanatory Statement, page 227.

DETAILS of the foregoing Résumé—(see page 223—credit side of State-O. & O. Railway, from 1st March 1880 to 31st December 1880.

1880. MONTH.	Pay-Rolls.			Discharge Tickets.	Unclaimed Wages.	Audit Traffic.	Immigra- tion.	Militia re- quisitions
	Station ex- penses.	Account Construc- tion.	Account Revenue.					
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
March.....	21 48	98 11	12,831 59	377 38	206 42	5,640 75	7 50	50 87
April.....	249 23	1,883 09	21,948 92	714 31	277 32	1,406 78	20 75	26 38
May.....	77 94	1,335 27	26,050 35	1,344 55	29 25	272 28	28 78	36 39
June.....	37 90		30,035 52	1,131 28	149 57	806 52	59 00	28 85
July.....	52 72	4,380 14	28,836 07	1,980 05	198 08	617 60	71 10	13 94
August.....		7,136 36	30,051 77	1,345 66	163 61	1,856 90	37 70	29 85
September.....		4,982 67	34,644 38	511 63	46 30	1,998 82	105 70	52 28
October.....		4,436 28	42,009 19	1,672 68	446 76	1,327 12	72 85	25 24
November.....		3,840 53	45,377 06	1,192 87	602 16	6,127 11	32 15	19 40
December.....				1,883 23	632 81	23 84	40 00	25 00
	\$ 439 27	28,092 45	271,784 85	12,153 64	2,752 28	20,077 72	475 53	308 20

Details of the \$683,455.97—item entered on the credit side of the foregoing—
—followed by a recapitulation and apportionment of all the

	\$ cts.
Audit.....	
Discharge tickets.....	
Unclaimed wages.....	
Commission.....	
Pay-Rolls.....	
General accounts :—	
Immigration.....	475 53
Militia requisitions.....	308 20
Ottawa Corporation.....	112 55
Personal accounts.....	578,241 27
Construction and equipment.....	104,318 42
	<u>\$683,455 97</u>
Jacques-Cartier Bank :—refunds to—.....	
Provincial Treasurer :—deposits to credit of—.....	
	Balance car- as per

-ment a,)—as taken from the Books of the late administration of the Q. M.

Ottawa Corporation.	Personal accounts un-apportioned between the two Sections:—				Commissions.	Totals.	
	Account Construction	Account Revenue.	To be apportioned also between Construction and Revenue.	Construction & equipment un-apportioned between both Sections.			
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
14 45			2,726 48	13,886 35		35,861 38	
10 75			18,896 35			45,433 88	
8 75			24,385 38			53,568 94	
32 00			46,593 16			78,873 80	
14 20			20,832 73	18,263 25		75,259 88	
16 00			55,157 53	40,341 70		136,137 08	
4 40	10,057 15	3,666 40	37,296 88	31,577 12		124,943 73	
8 00	28,958 58	47,736 01	36,547 61	250 00	23 44	163,513 76	
	42,945 18	12,154 45	41,026 72			153,317 63	
4 00	29,855 61	23,275 38	96,129 67			151,869 54	
\$ 112 55	111,816 52	86,832 24	379,592 51	104,318 42	23 44	1,018,779 62	

Add :—Jacques-Cartier Bank :—amount refunded.....

\$196,189 82

" Provincial Treasurer :—amount deposited to credit of—

549,809 41

Total

\$1,764,778 85

Vide Statement a, page 217, — Cr. side, — (as per Journals of the House, page 388, vol. 18, of 1884,) and Statement a, page 223, —credit side.

—Statement a, page 223, and included in the above figures,— amounts entered in the above detailed Statement :—

Construc- tion.	Revenue.	To be appor- tioned.	Totals.
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
.....	20,077 72	.....	20,077 72
.....	12,153 64	.....	12,153 64
.....	2,752 28	.....	2,752 28
.....	23 44	.....	23 44
28,092 45	272,224 12	.....	300,316 57
.....	.....	.....	475 53
.....	.....	.....	308 20
.....	475 53	.....	112 55
111,816 52	86,308 20	379,592 51	578,241 27
104,318 42	.....	.....	104,318 42
.....	112 55	.....	.....
.....	83 2 2	.....	.....
.....			
116,068 65	80,121 17	.....	196,189 82
.....	549,809 41	.....	549,809 41
\$360,296 04	1,024,809 30	379,592 51	1,764,778 85
.....	.....	.....	51,373 56
ried to 1st January 1881.....	.....	.....	.....
Statement a (credit side,) pages 217 and 223.	.....	.....	.....
.....	.....	.....	\$1,816,152 41

(Statement referred to in—

STATEMENT explanatory of the difference between the gross earnings of page 388 of Vol. 18, of 1884,—(see pages 217 and 222,)—\$589,729.44)—1st March to the 31st December 1880 :—\$549,809.12 ; that difference re-expenses on the Railway, out of the gross earnings, as hereafter de-

Year and month.	Military Transporta- tion.	Unclaimed Wages.	Immigration.	Discharge Tickets.	Ottawa Corporation.
1880.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
March.....	50 87	206 42	7 50	377 38	14 45
April.....	26 38	277 32	20 75	714 31	10 75
May.....	36 39	29 25	28 78	1,344 55	8 75
June.....	28 85	149 57	59 00	1,131 28	32 00
July.....	13 94	198 08	377 70	1,980 05	14 20
August.....	29 85	163 61	37 70	1,345 66	16 00
September.....	52 28	46 30	165 70	511 63	4 40
October and November...	44 64	1,048 92	105 00	2,865 55	8 00
December.....	25 00	632 81	40 00	1,883 23	4 00
	\$308 20	2,752 28	782 13	12,153 64	112 55

—the foregoing pages 222 and 223.)

the Q. M. O. & O. Railway, as mentioned in the Journals of the House, and the amounts deposited to the Credit of the Provincial Treasurer from sulting from certain payments made by the administration for operating tailed :—

Traffic.	General Accounts, etc.	Station Expenses.	Totals.	To be added :— Cash on hand.	To be deducted :— Cash balance expended.	Balance of foregoing Totals.
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
5,640 75	2,745 08	21 48	9,063 93	3,227 39	.....	12,291 32
1,406 78	2,175 87	249 23	4,881 39	.....	3,108 76	1,772 63
272 28	4,631 07	77 94	6,429 01	.....	48 11	6,380 90
330 98	1,104 22	37 90	2,873 80	.....	842 01	2,049 79
581 94	41 25	52 72	3,259 88	.....	1,290 92	1,968 96
1,866 90	.....	.....	3,449 72	2,081 32	.....	5,531 04
1,554 40	983 39	.....	3,258 10	2,207 45	.....	5,465 55
7,548 59	1,501 90	.....	13,122 60	.....	11,040 31	2,082 29
.....	12 50	.....	2,597 54	.....	219 70	2,377 84
\$ 19,192 62	13,195 28	439 27	48,935 97	.....	.....	39,920 32

Amount deposited to credit of Provincial Treasurer, as per Statement b of

Tableau No. 9.....	\$549,809 12
Add the above balance	39,920 32

Gross earnings as per Journals of the House, page 388, Vol. 18 of 1884,

(See pages 217 and 222.).....	<u>\$589,729 44</u>

Dr.		Construc- tion.		Revenue.	Totals.
—		\$	c.	\$	\$
1880.					
Dec. 31	To Balance carried from page 223 :—				
	Cash in Bank.....\$46,372.21				
	do do Cash book.. 5,001.35				
		51,373	56		
.....	Material on hand :—				
	Fuel.....\$60,309.82				
	Mechanical Dept... 91,644.21				
	Stores..... 74,058.92				
	Engineer's Dept.... 9,141.84				
		235,154	79		
.....	Un-a p p r o p r i a t e d w a g e s :—				
	being wages paid, but not ap- portioned to the different de- partments of the administra- tion.....	21,047	90		
.....	Insurance Premiums :—being insurances paid for 1881.....	1,772	26		
.....	Discharge tickets paid in ad- vance.....	905	39		
	Total \$	310,253	90		
	Less :—				
	Un-claimed wages due..... \$ 1,085.95				
	Pay-Rolls unpaid...42,744.05				
	Balance of personal accounts to be paid...47,580.70				
		91,410	70		
1881.					218,843 2
Dec. 31.....	To cheques received from Rail- way Department during the year 1881 for account of "Construction" and "Reve- nue", (as per Statements a, b and bb of Tableau No. 7.).....				
1882.		645,732	76	851,291 88	1,497,024 6
June 30.....	Cheques received from Rail- way Department during the 6 months ending 30th June 1882, for account of "Construc- tion" and "Revenue", (as per Statements a, b and bb of Ta- bleau No. 7.).....	168,696	60	343,877 91	512,574 5
1883.					
March 31.....	Cheques received from Rail- way Department during the 9 months ending 31st March 1883 for account of "Con- struction" and "Revenue", (as per Statements a, b and bb of Tableau No. 7.)	31,500	00	52,500 00	84,000 0
	Carried over.....\$				\$ 2,312,442.3

Carried over.....	\$	2,312,442.85

details taken from the books and vouchers of the late Administration
January 1881 to 31st March 1882.

—	CR.	—	Construc- tion.	Revenue.	Totals.
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
1881.....	By Operating Expenses for year ending 31st December 1881.....			773,192 54	
1882.....	Operating Expenses for 6 months ending 30th June 1882.....			384,198 53	
1883.....	Operating Expenses for 9 months ending 31st March 1883.....			2,408 82	
					1,159,799 89
1881.....	Construction and Equipment for year ending 31st Decr. 1881.....		580,196 29		
1882.....	Construction and Equipment for 6 months ending 30th June 1882.....		65,970 82		
1883.....	Construction and Equipment for 9 months ending 31st March 1883.....		2,741 33		648,908 44
1881.....	Gross Earnings of the Q. M. O. & O. Ry. deposited to the Credit of Provincial Treasurer for year ending 31st December 1881, (as per statement b of Tableau No. 9, and as detailed at pages 237 and 238.)			952,364 19	
1882.....	Gross Earnings of the Q. M. O. & O. Ry., deposited to credit of Provincial Treasurer, for 6 months ending 30th June, 1882 (as per statement b, of Tableau No. 9, and as detailed at pages 238 and 239).....			488,617 73	
1883.....	Gross Earnings of the Q. M. O. & O. Ry. deposited to credit of Provincial Treasurer, for 9 months ending 31st March 1883, (as per statement b of Tableau No. 9, and as detailed at pages 240 & 241,).....			14,332 80	
					1,455,314 72
1881.....	Remittances to Comr. of Railways for year ending 31st December 1881 of amounts arising from the working of the Railway, and included in statement c of Tableau No. 9. (See explanatory note at foot of page 233.).....			21,718 66	
1882.....	Remittances to Comr. of Railways for 6 months ending 30th June 1882, and included in statement c of Tableau No. 9.—(See explanatory note at foot of page 233.).....			35,897 94	
1883.....	Remittances to Comr. of Railways for 9 months ending 31st March 1883, and included in statement c of Tableau No. 9. (See explanatory note at foot of page 233.).....			9,595 89	
					67,210 49
	Carried over.....	\$			\$ 3,331,233.54

EXPLANATORY STATEMENT of foregoing—

—	DR.	—	Construc-	Revenue.	Totals.
			tion.		
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
1881. Dec. 31.....	Brought forward.....\$				\$ 2,312,442.35
	To Total receipts from all sources for year ending 31st December 1881, and included in Statement <i>b</i> of Tableau No. 9, and as detailed at pages 234 and 235 of this Statement			(*) 941,009 78	941,009 78
1882. June 30.....	Total receipts of the Q. M. O. and O. Railway, from all sources, for $\frac{1}{2}$ year ending 30th June 1882, and included in Statement <i>b</i> of Tableau No. 9, and as detailed at pages 234 and 235 of this Statement			(†) 453,374 35	453,374 35
1883. March 31.....	Total receipts of the Q. M. O. and O. Railway, from all sources, for 9 months ending 31st March 1883, and included in Statement <i>b</i> of Tableau No. 9, and as detailed at pages 234 and 235 of this Statement			(‡) 886 81	886 81
	Carried over.....\$				\$ 3,707,713 29

(*) Being the balance on \$984,384.40 which constitute the total amount of gross receipts during same period of time, as explained and detailed in the annexed Statement—*C*, pages 238 and 239, and at page 243.

(†) Being the balance on \$506,980.75 which constitute the total amount of gross receipts during same period of time, as explained and detailed in the annexed Statement —*D*, pages 238 and 239, and at page 243.

(‡) Being the balance on \$15,372.03 which constitute the total amount of gross receipts during same period of time, as explained and detailed in the annexed Statement—*E*, page 241, and at page 243.

Résumé (Statement *b*).—*Continued.*

—	Ca.	—	Construc-	Revenue.	Totals.
			tion.		
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
	Brought forward.....	\$			\$ 3,331,233.54
1881.....	By Accounts transferred during the year 1881 from engineering and mechanical departments to other accounts in the books of late administration..			58,382 81	
1882.....	Accounts transferred during ½ year ending 30th June 1882 for acct. of H. J. Beemer and for Railway freight service, (and subsequently paid to the administration,.).....			10,416 39	68,799 20
1881.....	Disbursements during the year 1881 for acct. of advertisements, injuries to individuals, law and notarial expenses, wages, overcharges, &c., chargeable to years 1879-1880.....			11,708 90	11,708 90
	Balance to 31st March 1883 :— Cash in the Bank :—being balance in Jacques-Cartier Bank on the amounts deposited by ex-superintendent of the Q. M. O. & O. Ry. for Revenue purposes, to 30th June 1882 : said balance having since been withdrawn from the Bank by the Commissioner of Railways, and refunded the Treasury Department on 27th Nov. 1885, and included in Statement <i>bb</i> of Tableau No. 7.....		143 94		
1883.					
March 31.....	Cash in Cash-Book :—being amounts to be adjusted through personal and other accounts in the ledger of the administration		10,632 81		
1882.				10,776 75	
June 17.....	Material on hand at date, and apportioned between the Canadian Pacific Railway and North Shore Railway according to Inventory and distribution made between both Companies in compliance with the deeds of sale of 4th March 1882, that is to say :— From Mechanical Depart..... do Engineer's do		109,030 58 16,049 05	125,079 63	
	Carried over.....	\$		135,856.38	\$ 3,411,741.64

Résumé (Statement b).—Continued.

—	CR.	—	Construc- tion.	Revenue.	Totals.
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
1882.	Brought forward.....	\$		135,856.38	3,411,741.64
June 17.....	Material Transferred:—				
	To Canadian Pacific Railway : amount of coal, wood and General Stores, transferred to the Canadian Pacific Railway Co. on purchase of Western Section of the Q. M. O. and O. Railway, according to the Inventory and <i>partage</i>		44,451 19		
30.....	To North Shore Railway:— amount of coal and wood transferred to the North Shore Railway Co. on purchase of Eastern Section of the Q. M. O. and O. Railway, according to the Inventory and <i>partage</i> ..		18,499 79	62,950 98	
	Insurance Premiums:—being un- apportioned balance of three years' premiums paid in 1881 on Policies issued on buildings and Rolling-Stock of the Rail- way. Of this amount there have been refunded to Gov- ernment, for unexpired poli- cies from 1st May 1882 to 1st May 1884,—\$3,208.34 on ac- count of Eastern Section, and \$4,359.99 on account of West- ern Section, when the North Shore Railway and Canadian Pacific Railway Companies assumed possession of the Q. M. O. and O. Railway on the 17th and 30th June 1882,.....			13,533 68	
	Discharge-Tickets:—being amts. paid for wages, and to be distributed to the different departments of the adminis- tration.....			198 60	
	Personal Accounts:—being bal- ance:—1stly,—of accounts due the Administration, as per balance-sheet (Appendix 1 of Journals of the House, page 391 of Volume 18, of 1884,)— and, 2dly,—of balance of ac- counts to be adjusted.....	75,532 76 7,899 25		83,432 01	295,971 65
	(Said accounts have since been reduced as explained in follow- ing Recapitulation, page 249, and at page 252,—note b.).....				
	Total.....	\$			\$3,707,713 29

EXPLANATORY NOTE.—(See page 229) :—

This item is composed of Refunds made by the administration :—1stly, of amounts un-employed received by cheques from the Railway Department ; 2ndly, of amounts being the product of sale of stores and materials ; 3rdly, of premiums of Insurance recovered ; 4thly, of construction in the workshops of the Railway of a certain number of cars undertaken by Carrier, Laine & Co. for the Intercolonial Railway ; 5thly, of balance remaining in Bank to credit of the administration ; and 6thly, of balance in the hands of Pay-master for wages unclaimed.

(Statements referred--)

STATEMENT giving the details of the gross receipts, or earnings, for the year—
ending 31st March 1883, (as per page 230 of this Tableau, and as per journals

1881.	Passenger Earnings.	Freight Earnings.	Ballast Trains.	Special Trains.	Mail Service.	Express Earnings.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
January	31,842 58	26,429 22	1,935 00		1,330 50	440 82
February.....	29,947 31	33,126 05		142 00	1,225 16	398 08
March.....	35,036 62	36,883 10			1,435 83	472 92
April.....	35,114 44	29,074 23	344 00	112 00	1,330 65	435 99
May.....	33,051 62	27,124 19	2,194 00	117 64	1,344 07	360 57
June.....	41,141 90	27,951 59	3,474 00	527 37	1,292 33	381 14
July.....	48,860 44	29,513 92		196 50	1,339 00	365 38
August.....	51,804 86	33,144 04	7,402 00	1,500 00	1,339 00	383 25
September.....	57,302 05	38,756 85	3,326 00		1,306 76	409 40
October.....	43,504 03	41,971 28	2,408 00	32 00	1,334 00	398 84
November.....	38,827 55	36,721 94	2,432 00		1,334 00	436 07
December.....	40,567 48	36,194 66	382 00	369 00	1,373 97	623 74
	487,000 88	396,891 07	23,897 00	2,996 51	15,985 27	5,106 20
Less: deductions.....	74 62	3,000 00	2,101 06			
	\$ 486,926 26	393,891 07	21,795 94	2,996 51	15,985 27	5,106 20
1882. 6 months to 30th June:—						
January	37,872 45	30,219 15		75 00	1,340 00	504 31
February.....	36,897 64	35,723 65		206 00	1,340 00	443 74
March.....	45,427 98	39,082 13			1,368 48	537 31
April.....	46,595 33	36,150 13		20 00	1,367 00	533 84
May.....	42,379 47	34,155 36		6 00	1,367 00	428 53
June.....	34,897 54	24,151 10			1,243 95	347 00
	244,070 41	199,481 52		307 00	8,026 43	2,794 73
Less: deductions.....	3 69	12,411 50				
	\$ 244,066 72	187,070 02		307 00	8,026 43	2,794 73
9 months to 31st March, 1883 :—						
1883 — March					60 06	

Statement C—(referred to at—

SHOWING the total gross receipts and expenditure as per Cash-Book of the—
vinctial Treasurer for year 1881, (as shown at page 229 of this Tableau and
for 1884.

RECEIPTS.

YEAR. 1881.	From all Stations.	From Agencies.	From proportions collected from other Railways on account of Traffic arrangements.	Car Milage.	From Conductors' Collections.	From Personal Accounts.	From Post-Office.	From Stores.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
January.....	57,048 95	3,008 25	1,594 46	618 32	62 45	1,749 66	3,894 07	72 57
February.....	55,916 75	2,565 38	3,486 21	2,134 04	20 60	2,421 86		
March.....	68,588 34	3,013 68	7,020 04	1,175 37	36 80	1,568 14		24 75
April.....	63,690 90	1,964 29	4,213 14	584 01	24 45	864 53	3,991 49	35 50
May.....	54,342 48	2,581 68	3,116 06	381 01		1,472 54		9 25
June.....	63,576 36	2,225 21	52 45	378 21		542 97		
July.....	73,523 49	3,628 79	6,159 53	962 15		1,351 78		41 25
August.....	81,457 98	4,810 79	3,367 84	380 98		1,250 54	3,967 05	153 57
September.....	87,121 66	4,763 80	216 48	890 58		489 56		89 60
October.....	79,441 04	3,299 21	8,987 77	3,537 53		581 69	3,984 76	
November.....	68,347 92	4,038 27	9,345 09	696 78		1,533 68	44 59	854 77
December.....	71,814 85	2,872 22	2,275 15	21 82		702 18		369 64
	\$824,864 72	38,771 57	49,834 22	11,760 80	144 30	14,529 13	15,881 96	1,650 90

EXPENDITURE—(Daily operating—

January.....	1 20				421 42	
February.....	73 42				86 42	
March.....					79 90	
April.....					119 07	
May.....					178 84	
June.....					282 75	
July.....					179 68	
August.....					931 71	8 09
September.....					498 50	
October.....					207 86	36 50
November.....					977 60	
December.....					339 96	
\$.....	74 62				4,303 71	44 59

RECEIPTS.

expenses as per Cash-Book,) :—

252	61	1,709	93							2,385	16
167	46	1,118	47							1,445	77
444	65	1,272	46							1,797	01
399	27	1,995	57							2,513	91
238	06	1,378	20							1,795	10
493	45	1,580	89							2,357	09
353	26	2,153	48							2,686	42
207	42	2,892	65							4,039	87
332	60	1,757	28							2,588	38
268	05	1,252	33							1,764	74
78	80	1,626	94							2,683	34
307	09	1,444	78							2,091	83
3,542 72		20,182 98								23,148 62	
Add : Cash on hand on 31st Décembre 1881										3,871	59
Which makes a total of.....										32,020 21	
Which total, if deducted from the above total gross receipts, gives the amount deposited to credit of Provincial Treasurer for year 1881.....										952,364 19	

Statement *D*—(referred to at—

SHOWING the total gross receipts and expenditure of the Q., M., O. & O.—
Administration, together with the amounts deposited to credit of—
Tableau and in the Journals of the House, (Appendix 1, Statement *b*,)—

RECEIPTS.

1882. for half year ending 30th June.	From all Stations.	From Agencies.	From proportions collected from other Railways on account of Traffic arrangements.	From Personal Accounts.	From Post-Office.	From Unclaimed Wages.	From Fines.	From Guarantee Premiums.	From Sundry Employees.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
January	70,515 34	2,201 76	1,970 16	959 28	2,967 91	224 22	11 19	38 00	717 76
February	70,921 48	2,460 99	167 15	814 23	1,074 06	133 00	37 25	38 00	60 40
March.....	95,179 29	3,355 68	133 10	750 48	.....	324 34	32 86	1,036 50	21 51
April.....	82,648 18	3,377 60	195 99	718 94	4,108 54	253 68	13 03	33 83	89 43
May.....	75,529 43	4,298 22	995 58	804 08	.....	50 60	39 97	36 00	.....
June	58,749 03	3,518 62	324 95	668 97	.....	148 60	.....	85 40	3 32
	\$ 453,542 75	19,212 87	3,786 93	4,715 98	8,150 51	1,134 44	134 30	1,267 73	892 42

EXPENDITURE.

January.....	.....	.....	.....	108 98	.....	202 83	.....	.....	.....
February.....	.....	.....	.....	169 84	.....	150 72	.....	.....	14 13
March.....	.....	.....	.....	400 62	.....	226 88	.....	.....	.....
April .....	.....	.....	.....	353 33	.....	92 96	23 00	.....	.....
May.....	.....	.....	.....	1,209 05	.....	323 57	.....	.....	27 13
June.....	.....	.....	.....	988 62	.....	391 75	.....	.....	.....
	.....	.....	.....	3,230 44	.....	1,388 71	23 00	.....	41 26

RECEIPTS.

From Car Mileage.	From Loss and Damage to Freight & al.	From Discharge Tickets.	From Mechanical Department.	From General Stores.	From Traffic.	From Fuel.	Totals.	Totals of gross receipts and expenditure.	Total amounts deposited to credit of Provincial Treasurer for half year ending 30th June 1882.
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
60 65	0 25	1,472 79					81,139 31		
1,653 02		863 21	5 00	2 47	6 00		78,236 26		
157 94		1,202 23	1 50	67 20			102,262 63		
2,259 14		1,522 11				4 00	95,224 47		
2,181 58	1 75	1,392 99					85,330 20		
83 81		905 18		300 00			64,787 88		
6,396 14	2 00	7,358 51	6 50	369 67	6 00	4 00		506,980 75	
EXPENDITURE.									
		1,149 83					1,461 64		
		1,030 92					1,365 61		
		1,237 09					1,865 19		
		1,647 28					2,116 57		
		1,095 68					2,655 43		
		671 97					2,052 34		
		6,833 37					11,516 78		
Add: Cash on hand on 30th June 1882.....							6,846 24		
Which makes a total of.....								18,363 02	
Which total, if deducted from the above "total receipts," gives the amount deposited during the half year ending 30th June 1882,.....									\$ 488,617 73

Statement E—(referred to at—

SHOWING the total gross receipts and expenditure of the Q., M., O. & O.—
Administration, together with the amounts deposited to credit of—
Tableau, and as per Journals of the House (Appendix 1, Statement b,)—

RECEIPTS.

9 months:—from July 1882 to 31st March 1883.	From all Stations.	From Agencies.	From proportions collected from other Railways on Traffic.	From Car- Mileage.	From Personal Accounts.
1882.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
July.....	2,760 26	1,085 67	188 88	121 23	1,317 45
August.....			117 73	1,824 93	
September.....			8 58	1,137 57	262 30
October.....			27 69	1 52	
November.....				9 37	0 50
December.....			69 83	10 92	
1883.					
January.....		16 50	569 15	219 52	
February.....				15 12	32 10
March.....		270 24			607 37
	\$ 2,760 26	1,372 41	981 86	3,340 18	2,219 72

EXPENDITURE.

1882.	Railway Department:— Cash.				
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
July.....					17 00
August.....				2,063 24	262 30
September.....			16 54	0 39	23 45
October.....			28 65	1 52	1,173 46
November.....				8 24	
December.....			86 42	10 92	
1883.					
January.....		16 50	569 15	199 83	
February.....			32 10	19 37	
March.....	556 20		203 00	140 91	40 00
	\$ 556 20	16 50	935 86	2,444 42	1,516 21

foot of page 230 and in page 229.)

Railway for 9 months ending 31st March 1883, as per Cash-Book of the Provincial Treasurer for same period of time:—as shown at page 229 of this page 389 of Vol. 18, for 1884.

RECEIPTS.

From Post-Office.	From General Stores.	From Unclaimed Wages.	From Discharge Tickets.	From Sundry Employees.	From Guarantee Premiums.	Totals.	
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	
3,837 55	60 60					9,371 64	
140 40						2,083 06	
						1,408 45	
						29 21	
						9 87	
						80 75	
						805 17	
						47 22	
		16 74	575 43	11 88	55 00	1,536 66	
3,977 95	60 60	16 74	575 43	11 88	55 00		15,372 03

EXPENDITURE.

	Com- mission.			Traffic Expenditure.	Fines.		
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	
		34 75	189 11			240 86	
	52 32					2,377 86	
140 40	38 68					219 46	
						1,203 63	
						8 24	
						97 34	
						785 48	
						51 47	
		179 60		12 15	9 40	1,141 26	
140 40	91 00	214 35	189 11	12 15	9 40		6,125 60
Add : Cash on hand deposited to credit of Provincial Treasurer							\$ 9,246 43
Making a total deposited to credit of Provincial Treasurer for 9 months ending							5,086 37
31st March 1883, of.....							\$ 14,332 80

RECAPITULATION of foregoing statements of the operations of the late admindate of the appointment of Mr. L. A. Sénécal as General Superintendent—1885 :—

RECEIPTS.

Date.		Cash.—Balance on hand from Mr. C. A. Scott, General Superintendent of Western Section.	Total amounts advanced by Jacques-Cartier Bank to the administration, for "Construction and Revenue," to date, as divided in following columns.	Total amounts received by administration from Railway Dept. to date, for Construction and Revenue, as divided in following columns.	Construction (as per the requisitions of the General Superintendent.)
1880		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Febry. 28.....	C. A. Scott, General Superintendent.—(Page 222).....	4,208 61			
Oct. 31.....	Jacques-Cartier Bank.—(Page 222).....		401,690 10		
	Less :—				
	Amount re-deposited by the administration, and erroneously charged in the \$683,455.97 entered under the heading of "General accounts,"—(Page 223).....		18,000 00		208,262 36
Decr. 31.....	Railway Dept.—(Page 222).....			820,524 26	462,356 32
"	Receipts from all sources,—(Page 228).....				
"	Material on hand, fuel, stores, &c.,—(Page 222).....				
	Less : Balance Cash on hand,—(Page 228).....				
	To be deducted unclaimed wages, Pay-Rolls and bal. of personal accts.,—(Page 228).....				
1883					
March 31.....	Railway Department—(Page 228,)—last three items.....			2,093,599 15	
	Less :—amount of Ry. service freight charged to H. J. Beemer, and erroneously entered as having been received from Ry. Dept.....			12,407 82	845,929 36
"	Gross Earnings from all sources :—the three items of page 230,).....				
1885					
June 30.....	Amount of gross earnings recd. for and on acct. of administration.....				
	Carried over.....	\$4,208 61			1,516,548 04
	By deducting from the total—\$1,516,548.04 of the 4th column the following amounts, viz :—				
	10.—amounts paid direct by the Railway Dept. to the under mentioned parties for construction purposes, and which amounts should not have been entered by the administration as moneys received by them from the Railway Dept.,—(see credits in statement a of Tableau No. 7,) that is to say :—				

nistration of the Q. M. O. & O. Ry. (*Debit side*,) from 28th February 1880,—
of said Railway, to 31st March 1883, and from latter date to 30th June

RECEIPTS.

Revenue (as per the requisitions of the General Superintendent.)	Total of foregoing two immediate preceding columns (Construction and Revenue.)	Total of amounts received by the administration from all sources (exclusive of amounts received by administration from Ry. Dept. as entered in 3rd, 4th, 5th & 6th col's.)	Amounts considered by the administration as gross earnings of the Railway to date.	Balance on hand to date of items "Material on hand, Fuel, stores, &c." as detailed at page 228.	Grand Total.	Amount of gross earnings received by the Dept. for and on acct. of the administration, to 30th June, 1885, (not included in the foregoing columns.)
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$
					4,208 61	
175,427 74	(a) 383,690 10				(a) 383,690 10	
358,167 94	820,524 26				820,524 26	
		(b) 589,729 44	(b) 589,729 44		(b) 589,729 44	
				310,253 90		
				51,373 56		
				258,880 34		
				91,410 70		
				167,469 64	167,469 64	
1,235,261 97	2,081,191 33				2,081,191 33	
		1,395,270 94	1,395,270 94		1,395,270 94	
						(d) 33,197 89
1,768,857 65	3,285,405 69		(c) 1,985,000.38	167,469 64	5,442,080 32	3,197 89

RECAPITULATION of foregoing statements of the operations of the late admin- RECEIPTS.

Date.		Cash.—Balance on hand, from Mr. C. A. Scott, General Superintendent of Western Section.		Total amount advanced by Jacques-Cartier Bank to the administration for "Con- struction and Revenue" to date, as divided in follow- ing columns.		Total amount received by ad- ministration from Railway Dept. to date for Construc- tion and Revenue, as divid- ed in following columns.	
		\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
	Brought forward.....	\$	4,208.61				
1880							
Oct. 27.....	C. A. Scott, freight on turn-table.....	\$	72.00				
Nov. 16.....	B. Gibson, claims.....		8,825.05				
1881							
Jan. 31.....	D. Macdonald, steam shovel.....		7,500.00				
April 11.....	J. McDougall & Co., cars.....		30,000.00				
May 17.....	J. McDougall & Co., cars.....		32,832.60				
Decr. 30.....	L. A. Sénécal, Su- perintending con- struction.....		5,000.00				
			84,229 65				
	2o. The \$116,068.65 included as "Construction Expenses" in the \$196,189.82 mentioned in credit side,—page 248— ("Expenditure," column 4,) as paid the Jacques-Cartier Bank by the administration in part reimbursement of the \$383,690.10 entered at page 243, column 2, as amounts ad- vanced by the Bank to the administration.....		116.068 65				
	(The two above sums making a total of \$200,298.30).....						
	By deducting from the \$1,768,- 857.65 in 2d column, page 245, the following amounts, viz:— The \$7,573.15 included in the \$67,210.49 appearing on the credit side (page 249: "Ex- penditure," column 2,) as amount refunded to Comr. of Railways.....		7,573 15				
	The \$143.94—being the balance that remained in Bank to the credit of the administra- tion, and which was refunded to the Treasurer after the 31st March 1883.—(See cre- dits in statement <i>bb</i> of Ta- bleau No. 7 for this amount and the preceding one.)		143 94				
	Carried over.....	\$	4,208.61				

ustration of the Q. M. O. & O. Ry. (*Debit side*).—(*Continued*).

RECEIPTS.

Construction (as per the requisitions of the General Superintendent.)		Revenue (as per the requisitions of the General Superintendent.)		Total of foregoing two immediate preceding columns (Construction and Revenue).		Total of amounts received by the administration from all sources (exclusive of amts. received by administration from Ry. Dept., as entered in 3rd, 4th, 5th & 6th cols.)		Amounts considered by the administration as gross—earnings of the Railway to date.		Balance on hand—to date—of items "Material on hand, Fuel, stores, &c." as detailed at page 228.		Grand Total.	Amount of gross earnings received by the Dept. for and on acct. of the administration to 30th June 1885, —(not included in the foregoing columns.)
\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.		
1,516,548.04		1,768,857.65		3,285,405.69		.....		1,985,000.38		167,489.64		5,442,080.32	33,197.89
200,228 30													
1,516,548.74		1,768,857.65		3,285,405.69		.....		1,985,000.38		167,489.64		5,442,080.32	33,197.89

RECAPITULATION of foregoing statements of the operations of the late administration.

RECEIPTS.

Date.		Cash.—Balance on hand from Mr. C. A. Scott, General Superintendent of Western Section.	Total amount advanced by Jacques-Cartier Bank to the administration for "Construction and Revenue," to date, as divided in following columns.	Total amount received by administration from Railway Dept. to date for Construction and Revenue, as divided in following columns.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
	Brought forward.....	\$ 4,208.61		
	3ly.—The \$80,121.17 included as "Revenue expenses" in the \$196,189.82 mentioned in credit side (page 248 :—"Expenditure," column 4.) as paid the Jacques-Cartier Bank by the administration in part reimbursement of the \$383,690.10—(entered page 243, 2d. column,) advanced by the Bank to the administration....	80,121 17		
	Making a total of.....	\$ 288,136 56		
	Which total, on being deducted from the total in the 3d. column,—page 247—.....			
	And from the total in the 7th column, page 247—.....			
	Will leave a balance on these—			
	totals,—of.....	\$ 4,208 61		

These totals.—so reduced in the 1st, 2d. and 3d. columns of page 247,—represent exactly the totals under similar headings in Tableau No. 10, statements *a* and *b*, (and in statements *a*, *b*, and *bb* of Tableau No. 7.) that is :—\$1,316,249.74 on construction side, and the \$1,639,919.37, plus \$14,100.01 entered on "Revenue" side, as amounts of accounts un-apportioned.

(a) In this total are included : 1st, the \$187,500.28 paid direct by the Railway Department to the Jacques-Cartier Bank in reimbursement of so much on the advance made by the Bank to the administration, (see statement *d* of tableau No. 7) ; 2ly, \$196,189.82 which appear on credit side, page 388, Appendix No. 1 of Journals of the House, Vol. 18, of 1884.

(b) See explanatory statement at page 227 of foregoing Statement.

(c) This amount forms part of the \$2,005,123.84 mentioned as the total amount of gross earnings deposited by the administration to the credit of the Provincial Treasurer, as per statement *b* of Tableau No. 9. The difference existing between these two amounts of earnings being due to the fact that the administration deposited from 1881 to 1883 to credit of Treasurer \$1,453,314.72 (see page 249 :—"expenditure," column 1,) being an excess of \$60,043.78 over the \$1,395,270.94 entered at page 230 as the amount of gross receipts from 1st January 1881 to 31st March 1883. This excess of \$60,043.78 is composed of the \$39,920.32 included in the \$589,729.44 entered in 4th column, page 243, as the amount of gross receipts from 1st March to 31st December 1880, and of a further amount of \$20,123.46 which have been subsequently deposited by the administration to credit of Provincial Treasurer, from

nistration of the Q. M. O. & O. Ry. (*Debit side*).—(*Continued*).

RECEIPTS.

Construction (as per the requisitions of the General Superintendent.)	Revenue (as per the requisitions of the General Superintendent.)	Total of foregoing two immediate preceding columns (Construction and Revenue.)	Total of amounts received by the administration from all sources,—(exclusive of amounts received by administration from Ry. Dept.,) as entered in 3rd, 4th, 5th and 6th cols.	Amounts considered by the administration as gross-earnings of the Railway to date.	Balance on hand to date of items "Material on hand, Fuel, stores, &c.," as detailed at page 228.	Grand Total.	Amount of gross earnings received by the Dept. for and on acct. of the administration to 30th June 1885.—(Not included in the foregoing columns.)
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1,316,249.74	1,768,857.65	3,285,405.69	.....	1,985,000.38	167,469.64	5,442,080.32	33,197.89
.....	* 87,838.26						
.....		288,136.56					
.....						288,136.56	
1,316,249.74	1,681,019.39	(e) 2,997,269.13	.....	1,985,000.38	167,469.64	5,153,947.76	33,197.89

Guarantee Premiums, &c., and included in the \$1,455,314.72 so entered on the credit side, page 249, (1st column of "Expenditure,") as gross earnings from 1st January 1881 to 31st March 1883.

(d) This amount represents the additional refunds made by the administration and Railway Department, over and above the sum of \$67,210.49 already entered on credit side, page 249, ("Expenditure", column 2,) as amounts refunded between 1st January 1881 and 31st March 1883.

(e) By adding to this total the \$13,547.57 which is the total of gross receipts acknowledged by the General Superintendent from other sources, (as per statement c of Tableau No. 7,) and included in the \$1,985,000.38 of total gross receipts of 5th column, it will form the \$3,010,816.69 entered as the grand total received by the administration from the Railway Department, and other sources, for "Construction and Revenue" Expenses, (as per statement d of Tableau No. 7, and the Recapitulation attached thereto.) There is a difference of one (1) cent between this total of \$2,997,269.13 and certain amounts of receipts acknowledged by the superintendent and forming part of the \$3,010,816.69 of statement d of Tableau No. 7.

* This amount is formed of the \$7,573.15 at the foot of 1st column of above page 244, and of the \$143.94 and \$80,121.17 entered in 1st column, pages 244 and 246. These \$87,838.26 are also comprised in the \$288,136.56 forming the total of the 1st column of page 246, and likewise entered in 3rd column.

RECAPITULATION of foregoing Statements of the operations of the late—
February 1880,—date of the appointment of Mr. L. A. Sénécal as—
latter date to 30th June 1885.

EXPENDITURE.

Date.	Nature of Disbursements.	Operating expenses, including Audit, Discharge Tickets, Un- claimed Wages, Commission, Pay-Rolls, (being 1, 2, 3, 4 & 7th items of Expenditure in State- ment a of Appendix, page 223.)	Construction (amounts expended by the administration.)	Revenue (amounts expended by the administration.)	Reimbursement to the Jacques- Cartier Bank by administration on the \$401,690.10 advanced the latter (see statement a of Ap- pendix, page 223.)	Amounts un-appor- tioned.	Total.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1880							
Dec. 31....	Operating expenses from 1st March to 31st March 1883, —Page 223.....	335,323 65	28,092 45	307,231 20			335,323 65
....	Jacques-Cartier Bank,—Page 223.....		116,068 65	80,121 17	196,189 82		196,189 82
....	Provincial Treasurer :—Depo- sits from 1st March to 31st December 1880,—Page 223.....						
....	General Accounts to 31st December 1880,—Page 223. LESS :—amount deposited in Jacques-Cartier Bank and erroneously entered as General Accounts in this amount.....	683,455 97 18,000 00					
		\$665,455 97	216,134 94	87,728 52		361,592 51	665,455 97
1883							
March 31...	Operating expenses from 1st Jan'y 1881 to 31st March 1883,—Page 229.....			1,159,799 89			1,159,799 89
....	Construction, Rolling Stock, etc., from 1st January 1881 to 31st March 1883,— Page 229.....		648,908 44				648,908 44
....	Deposit of gross earnings to credit of Provincial Treas- urer from 1st January 1881 to 31st March 1883,— Page 229.....						
....	Refunds to Commissioner of Railways from 1st Jan'y 1881 to 31st March 1883,— Page 229.....						
....	Personal Accounts,—Page 233						
....	Disbursements account of operating expenses of 1880, —Page 231.....			11,708 90			11,708 90
....	Cash in Bank, and cash in Cash-Book,—Page 231.....						
....	Material on hand,—Page 231						
....	Material, transferred,—Page 233.						
....	Canadian Pacific Ry.....						
....	North Shore Ry.....						
....	Insurance premiums,—Page 233.....			13,533 68			13,533 68

administration of the Q. M. O. & O. Railway (Credit side,)—from 28th General Superintendent of said Railway, to 31st March 1883, and from the

EXPENDITURE.

Deposits by the administration to the credit of Provincial Treasurer from 1st March 1880 to 31st March 1883, as gross earnings of Railway for same period.		Refunds by the administration to the Commissioner of Railways from 1st January 1881 to 31st March 1883.		Accounts transferred between 1st January 1881 & 31st March 1883.		Balance in Bank on 31st March 1883.		Cash in Cash- Book.		Material on hand on 31st March 1883.		Material transferred (previous to 31st March 1883) in spring of 1882, to C. P. Ry. & N. S. Ry.		Personal Accounts—being balance due the administration by sun- dry persons.		Grand Total.		Amount of credits and refunds, made by administration to Treas- urer to 28th June 1885, and not included in foregoing columns and considered as earnings.	
\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
																335,323	65		
																196,189	82		
549,809	41															549,809	41		
																665,455	97		
																1,159,799	89		
																648,908	44		
1,455,314	72															1,455,314	72		
		67,210	49													67,210	49		
														83,432	01	(b) 83,432	01		
																11,708	90		
						143	94	10,632	81							10,776	75		
										125,079	63					125,079	63		
												44,451	19						
												18,499	79			62,950	98		
												62,950	98						
																13,533	68		

RECAPITULATION of foregoing Statements of the operations of the late— EXPENDITURE.

Date.	Nature of Disbursements.	Operating expenses, including "Audit Discharge Tickets, In- claimed Wages, Commission, Pay-Rolls"—being 1,2,3,4 & 7th items of Expenditure in State ment a of Appendix, page 223.)	Construction (amounts expended by the administration.)	Revenue (amounts expended by the administration.)	Reimbursement to the Jacques Cartier Bank by administration on the \$401,690.10 advanced the latter,—(see Statement a of Ap- pendix, page 223.)	Amounts un-appor- tioned.	Total.
		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
1883	Amounts brought forward.....						
March 31.....	Discharge Tickets,—Page 233			198 60			198 60
.....	Accounts transferred from 1st January 1881 to 30th June 1882,—Page 231.....						
.....	Less :—Amount of Railway Freight Service charged to H. J. Beemer and for which he should receive credit, and erroneously en- tered as having been re- ceived from Railway De- partment,—(see 3rd column of Debit side,—page 242).....						
1885							
June 30.....	Credits and Refunds by the administration.....						
	By deducting from the total \$1,009,204.48, in the 2nd column, the following amounts, viz:—		1,009,204 48	1,660,321 96		361,592 51	3,031,118 95
	1st. The amounts paid direct by the Railway Depart- ment to sundry persons, as detailed in the Debit side (Receipts,) page 244, for con- struction purposes, and which should not have been entered as having been paid by the adminis- tration.....	84,229 65					
	2nd,—The \$116,068.65 which form part of the \$196,- 189.82 (entered page 248, 6th column) paid to the Jacques-Cartier Bank in part reimbursement of the \$383,690.10 entered on debit side (Receipts,) page 243.....	116,068 65	200,298 30				
	By deducting from the \$1,- 660,321.96, in the 3rd col- umn, the \$80,121.17 which form part of the \$196,189.82 (entered page 248, 6th column, paid to the Jacques Cartier Bank in part re- imbursement of the \$383,- 690.10 entered on debit side (Receipts,) page 243, column 2,.....	80,121 17		80,121 17			280,419 47
	Carried over.....						

administration of the Q. M. O. & O. Railway (Credit side).—*Continued.*

[illegible]

RECAPITULATION of foregoing Statements of the operations of the late-- EXPENDITURE.

Date.	Nature of Disbursements.	Operating expenses, including "Audit, Discharge Tickets, Unclaimed Wages, Commission, Pay-Rolls",--being 1, 2, 3, 4 & 7th items of Expenditure in Statement <i>a</i> of Appendix, page 223.)		Construction : (amounts expended by the administration.)		Revenue : (amounts expended by the administration.)		Reimbursement to the Jacques-Cartier Bank by administration on the \$401,680.10 advanced the latter,--(see statement <i>a</i> of Appendix, page 223.)		Amounts un-appor-tioned.	Total.
		\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.		
1885	Brought forward.....										
June.....	By deducting from the \$57,210.49 in 2d. column, page 249, the \$7,573.15 refunded to Ry. Department by the administration as amount unexpended of Revenue, and which amount is credited in Statement <i>bb</i> of Tableau No. 7, and also deducted from Debit side (Receipts,) page 244, 1st column.....	7,573	15								
	By deducting the \$143.94 in 4th column, p. 253, which is the balance that remained in bank to credit of administration, and refunded to the Treasury department after 31st March 1883,--(see Statement <i>bb</i> of Tableau No. 7,) and also debit side (Receipts), page 244.....	143	94								
	There remains a total of...\$ which total being deducted from the total in the 9th column, page 253.....	288,136	56								
	will leave a balance of...\$.....			808,906	18	1,580,200	79			361,592	51
											2,750,699 48

(a.) The difference of 29 cents which exists between this amount (\$2,005,124.13) and the \$2,005,123.84 entered in Statement *b* of Tableau No. 9, and referred to in Note *c* of debit side, page 246, is due to the administration having entered, in March 1880, thirty (30) cents which had been deposited in January previous, less one (1) cent short in the amount of \$64,270.01 credited in the books as deposited in July 1880, as compared with the amount \$64,272.02 shown as deposited in July 1880 in Statement *b* of Tableau No. 9.

(b.) These personal accounts are enumerated in "Balance Sheet, Ledger No. 2, Appendix 1," pages 219, 220 and 221. A portion of these accounts have been collected by the Railway Department, and all the parties mentioned in said Balance-sheet have been notified to settle, without delay, the amounts due by them, respectively, to the Government. Many of these debtors have filed contra-accounts against the administration for equal, and, even, larger amounts than those claimed from them, and it is not expected that much more will be collected from these personal accounts.

administration of the Q. M. O. & O. Railway (Credit side).—*Continued.*

EXPENDITURE.

Deposits by the administration to the credit of Provincial Treasurer from 1st March 1880 to 31st March 1883, as gross earnings of Railway for same period.	Refunds by the administration to the Commissioner of Railways from 1st January 1881 to 31st March 1883.	Accounts transferred between 1st January 1881 and 31st March 1883.	Balance in Bank on 31st March 1883.	Cash in Cash-Book.	Material on hand on 31st March 1883.	Material transferred (previous to 31st March 1883) in spring of 1882 to C. P. Ry. and N. S. Ry.	Personal Accounts: being balance due the administration by sundry persons.	Grand Total.	Amount of credits and refunds made by administration to Treasurer to 30th June 1883, and not included in foregoing columns, and considered as earnings.
\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
	7,573 15		143 94					288,136 56	
(a) 2,005,124 13	59,637 34	56,391 38		10,632 81	125,079 63	62,950 98	(b) 83,432 01	5,153,947 76	33,197 89

By deducting from the above total of.....	\$	\$5,153,947 76
the following amounts as per Debit side (Receipts) :—		
1st.—Cash on hand, on February 28th 1880,—1st column page 246...	4,208 61	
2nd.—Total receipts from all sources,—5th column, page 247.....	1,985,000 38	
3rd.—Balance on hand, in December 1880, of material, fuel, stores, &c.,—6th column, page 247.....	167,469 64	2,156,678 63
there will remain a balance of.....		\$2,997,269 13
(equivalent to the total entered in 3rd column, page 247, as total amount expended for Construction and Revenue.)		
By adding to this last total of \$2,997,269 13, the.....		13,547 57
of receipts from other sources, mentioned in Note <i>c</i> at foot of page 247, there will remain a balance of.....		\$3,010,816 70
which balance represents the total amount expended for "Construction and Revenue" purposes, (as per Statement <i>d</i> of Tableau No. 7.) less one (1) cent difference, as explained in Note <i>e</i> of Debit side (Receipts,) page 247.		

STATEMENT explanatory of the difference between the grand totals combined in Appendix 1,—*a* and *b*,—pages 217 and 218, and the grand total shown in "Receipts and Expenditure," pages 247 and 253.

	\$	cts.	\$	cts.
Total of Appendix No. 1 (<i>a</i>), page 217.....	\$	.....	1,816,152	41
“ “ No. 1 (<i>b</i>), page 218.....		.....	3,707,713	29
Making a grand total of.....		.....	\$5,523,865	70
By deducting the following amounts, viz :—				
1st—Cash balance carried from Cash Statement <i>a</i> , page 217, to Balance— Sheet <i>b</i> , page 218.....		51,373	56	
2nd—The \$18,000.00 re-deposited in the Jacques-Cartier Bank, as explained at page 242, 2nd column, and at page 248, 1st column.....		18,000	00	
3rd—The \$12,407.82 charged H. J. Beemer, as explained at page 242, 3rd column, and at page 251, 3rd column.....		12,407	82	
4th—The \$84,229.65 of credits explained at page 244, 1st column, at page 350, 1st column, and in Statement <i>a</i> of Tableau No. 7.....		84,229	65	
5th—The \$196,189.82 refunded the Jacques-Cartier Bank by the administra- tion, as explained in margin at pages 244 and 246, and at page 250.....		196,189	82	
6th—The \$7,573.15 refunded by the administration to Railway Department, as explained at page 244, 1st column, and at page 252, 1st column, and in Statement <i>bb</i> of Tableau No. 7.....		7,573	15	
7th—The \$143.94, cash in Bank, as explained at page 244, 1st column, at page 252, 1st column, and in Statement <i>bb</i> of Tableau No. 7.....		143	94	369,917 94
There will remain a balance of.....\$		.....	\$5,153,947	76
which is the exact amount of the grand totals shown at page 247, 7th column, and at page 253, 9th column.				

FINAL RESUMÉ of

DEBIT.

Cash—balance on hand from Mr. C. A. Scott, General Superintendent of Western Section, on 28th Feb. 1880.	Construction (as per requisitions of General Superintendent,) from 1st March 1880 to 31st March 1883, and un-apportioned on both sections of Railway.	Revenue (as per requisitions of General Superintendent,) from 1st March 1880 to 31st March 1883, and un-apportioned on both sections of Railway.	Totals of foregoing two immediate preceding columns (Construction and Revenue) from 1st March 1880 to 31st March 1883, and un-apportioned on both sections of Railway.	Total amount of receipts considered by the administration as gross earnings of the Railway, from 1st March 1880 to 31st March 1883, and including the \$33,197.89 received by the Railway Dept. for and on account of administration to 30th June 1885.	Balance on hand to 30th Dec. 1880, of items:—Material on hand, Fuel, Stores, etc., as detailed at pages 228 and 243.	GRAND TOTAL.
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
4,208.61	1,316,249.74	1,681,019.39	2,997,269.13	2,018,198.27	187,469.64	5,187,145.65
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)

- (a) Same total as in Statement *a* of Tableau No. 10 of amount of accounts un-apportioned between
- (b) Which is the total of the two amounts of \$1,639,919.37 and \$41,100.01 entered in Statement *b* o
See also Statements *b*, and *bb*, of Tableau No. 7.
- (c) Being same total as the one given at the foot of Recapitulation of Statements *a*, *b*, and *bb* c
column of this "final Résumé."
- (d) This amount is formed of the \$1,985,000.38 of total receipts, and of the \$33,197.89 entered in 1a
- (e) Being same amount as entered in the 5th column of preceding Statement, page 243.
- (f) This total is formed of the \$5,153,947.76 and of the \$33,197.89 entered in the two last columns of
- (g) Being same total as the one entered in second column of preceding Statement, page 252.
- (h) do do third do do do 252.
- (i) do do fifth do do do 252.
- (j) do do sixth do do do 252.
- (k) This total is formed of the \$2,005,124.13 (see note *a* in preceding Statement page 252,) and of t
- (l) Being the total mentioned in the 2nd column of the preceding Statement, page 253, to which—
it will form the \$67,210.49 entered as refunded by the administration to Commissioner of Ra
- (m) Being same total as the one entered in third column of preceding Statement, page 253.
- (n) do do fifth do do do 253.
- (o) do do sixth do do do 253.
- (p) do do seventh do do do 253.
- (q) do do eighth do do do 253.

L RÉSUMÉ of the two preceding Statements (Receipts and Expenditure), p

GRAND TOTAL.	CONSTRUCTION :—amount expended by the administration from 1st March 1880 to 31st March 1883, and un-apportioned on both sections of Railway.	REVENUE :—amount expended by the administration from 1st March 1880 to 31st March 1883, and un-apportioned on both sections of Railway.	Amounts un-apportioned between Construction and Revenue, and on both sections of Railway.	Totals of foregoing three preceding columns (Construction, Revenue and Un-apportioned,) from 1st March 1880 to 31st March 1883, and un-apportioned on both sections of Railway, and partly un-apportioned between Construction and Revenue.	Deposits by administration to credit of Provincial Treasurer, from 1st March 1880 to 31st March 1883, of amounts considered as gross earnings of Railway, and including the \$33,197.89 of credits and refunds made by the administration and Department to Treasury to 30th June 1885.
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
5,187,145.65	808,906.18	1,580,200.79	361,592.51	2,750,699.48	2,038,322.02
(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)

portioned between the two sections, and paid to General Superintendent to 30th June 1885 for Construction in Statement *b* of Tableau No. 10 as amount of accounts un-apportioned between both sections of Railway.

Items *a*, *b*, and *bb* of Tableau No. 7, exclusive of the \$13,547.57 therein mentioned as received by General Superintendent.

\$17.89 entered in last column in preceding Statement, page 343.

page 243.

in the last columns of preceding Statements, pages 247 and 253.

Statement, page 252.

do 252.

do 252.

do 252.

page 252,) and of the \$33,197.89 entered in the last column of preceding Statement, page 253. See also page 253, to which—adding the \$7,573.15 refunded the Railway Department by the administration as amount of credits and refunds made by the administration and Department to Treasury to 30th June 1885.

Statement, page 253.

do 253.

do 253.

do 253.

do 253.

pages 242 to 253.

CREDIT.

Refunds by the administration to the Commissioner of Railways from 1st Jan. 1881 to 31st March 1883, and deposited to the credit of the Treasurer of the Province.	Accounts transferred between 1st January 1881 and 31st March 1883.	Cash in Cash-Book.	Material on hand on 31st March 1883.	Material transferred in the spring of 1882 to the Canadian Pacific Railway and to the North Shore Railway Companies.	Personal Accounts &c.—being balance due the Administration by sundry persons, (see Appendix b, pages 218 and 233.)	GRAND TOTAL.
\$ c.	\$. c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
59,637.34	56,391.38	10,632.81	125,079.63	62,950.98	83,432.01	5,187,145.65
(l)	(m)	(n)	(o)	(p)	(q)	(f)

ction purposes. See also Statement a of Tableau No. 7.

lway, and paid to General Superintendent to 30th June 1885 for Traffic Expenditure (Revenue.)

eral Superintendent from other sources, and included in the total of \$2,018,198.27 entered in the 5th

Statements b and c of Tableau No. 9, and the note d at foot of page 247.

int unexpended on account of "Revenue,"—(as explained in margin of preceding Statement, page 252,)

SEE NOTE. pages 256 and 257.

NOTA.

GROSS EARNINGS.

	\$	cts.
According to the Books of the late administration the total receipts and gross earnings acknowledged for the years 1880, 1881, 1882 and 1883, are composed of the following amounts, viz :—		
1880—Total receipts :—See Statement <i>a</i> , page 222, 2nd and 4th columns, and “Recapitulation” (debit side,) page 243, 3rd and 4th columns.....	589,729	44
1881—Total receipts :—See Statement <i>b</i> , page 230, 3rd and 4th columns, and also included in the \$1,395,270.94 of the “Recapitulation,” page 243, 3rd and 4th columns.....	941,009	78
1882—Total receipts :—See Statement <i>b</i> , page 230, 3rd and 4th columns, and also included in the \$1,395,270.94 of the “Recapitulation,” page 243, 3rd and 4th columns. ..	453,374	35
1883—Total receipts :—See Statement <i>b</i> , page 230, 3rd and 4th columns, and also included in the \$1,395,270.94 of the “Recapitulation,” page 243, 3rd and 4th columns..	886	81
Forming a total of Receipts and Gross earnings, as entered in “Recapitulation,” page 243, 3rd column, of.....	(a) \$1,985,000	38

Thus the $2\frac{1}{2}$ per cent Commission to which Mr. Sénécal was entitled on the Net Earnings above—To this amount of Commission should be added $2\frac{1}{2}$ per cent coming to Mr. Sénécal on the \$33,197.89 255, which have been collected directly by the Railway Department and deposited in the Treasury of

Total of the Commission

Subjoined is the Statement prepared by Mr. A. Louthood, late Chief Accountant of the Administration General Superintendent on account of his salary (Commission) and travelling expenses in inspecting 29th April 1882.

(a) By adding to this amount the \$33,197.89 mentioned in the heading of 5th column of the “Final entered at foot of that column.

NOTA.

OPERATING EXPENSES.

	\$	cts.
According to the Books of the late administration, the total disbursements considered as operating expenses, for the years 1880, 1881, 1882 and 1883, are composed of the following amounts, viz :—		
1880—Operating expenses—See Résumé at foot of page 225.....	\$1,024,890	30
Less—Amount refunded Jacques-Cartier Bank (see “Recapitulation,” page 250, 1st & 3rd columns) \$80,121 17		
Amount deposited to credit of Provincial Treasurer, (see “Recapitulation,” page 249, 1st column).....	549,809	41
	629,930	58
	\$394,959	72
1880—To be added \$43,625.90, the proportion considered as operating expenses, and included in the \$361,592.51 remaining on the \$379,592.51, of amount to be apportioned after deducting from the latter amount the \$18,000 refunded the Jacques-Cartier Bank (see Résumé foot of page 225, and “Recapitulation,” page 248, 5th column).....	43,625	90
		438,585 62
1881—Operating expenses—see Statement <i>b</i> , page 229, 3rd column, and also included in the \$1,159,799.89, mentioned in “Recapitulation,” page 248, 6th column.....		773,192 54
1882—Operating expenses—See ditto, ditto, ditto, ditto ditto, ditto, ditto.....		384,198 53
1883—Operating expenses—See ditto, ditto, ditto, ditto ditto, ditto, ditto.....		2,408 82
Total.....		1,598,385 51
By deducting from this total of operating expenses, Mr. Sénécal's commission of 2½ per cent, which is included in this same total, and amounting to....		9,913 19
there will remain a net balance of operating expenses amounting to..... and included in the \$2,750,699.48 of “Recapitulation” page 252, 6th column.		1,588,472 32
By deducting from the total in opposite column of Gross Earnings.....	\$1,985,000	38
the Net Balance of operating expenses as above.....	1,588,472	32
The Net Earnings will be.....		396,528 06
for the whole period of Mr. Sénécal's administration.		(a) 1,985,000 38
mentioned—\$396,528.06.—and which he has received, amounts to.....		9,913 19
of gross earnings, (see “Recapitulation,” page 243, last column, and also Note <i>d</i> of page the Province.....		829 94
coming to Mr. L. A. Sénécal	\$	\$10,743 13
tion, showing the several amounts paid by the Administration and the Railway Department to the the works of construction on the line of Railway, from date of his appointment, (28th Feby. 1880,) to Résumé,” page 255,—(see also “Recapitulation,” last column, page 243,) it will form the \$2,018,198.27		

MONTREAL, 29th April 1882.

STATEMENT of amounts paid L. A. Sénécal, Esq., Superintendent, on account of salary and expenses, from 1st March 1880 to date.

1880.							\$	cts.
July.....	To cash, account salary.....						1,200	00
August.....	do do.....						1,500	00
September....	do do.....						400	00
October.....	do do and travelling expenses (to be hereafter adjusted)						1,300	00
December....	do do do do do do ..						600	00
1881,								
January	do do do do do do ..						750	00
March	do do do do do do ..						1,000	00
May.....	do do do do do do ..						1,000	00
June.....	do do do do do do ..						1,000	00
July.....	do do do do do do ..						1,250	00
October.....	do do do do do do ..						1,000	00
Dec. 30.....	To amount paid him in Quebec.....						\$11,000	00
	(for superintending works of construction on line of Railway, and for travelling expenses.)						• 5,000	00
							<u>\$16,000</u>	<u>00</u>

(Signed,) A. LOUHOOD,
Accountant.

* This last item was paid directly by the Railway Department, all the others having been paid by the Administration out of the funds placed at its disposal by the Railway Department.

(a) The proportion of travelling expenses included in these eight items, is \$1,086.81.

Department of Railways,
Quebec, 1st April 1886.

E. MOREAU,
Secretary.

M. J. MURPHY,
Accountant.

RÉPONSES

Aux Ordres de la Chambre d'Assemblée, votés le 18 de mars 1885, demandant à faire connaître le montant total payé par le Gouvernement pour les embranchements de Berthier et de Joliette du chemin de fer de Q. M. O. et Occidental, et aussi de produire les comptes des rails et traverses, ou autres articles d'équipement et matériaux fournis ou prêtés pour la construction des embranchements de Sainte-Thérèse, Berthier et Joliette, en donnant la valeur de ces objets et les dates de leur remboursement à la Province.

Département des chemins de fer, }
Québec, 16 avril 1885. }

E. MOREAU,
Secrétaire.

EMBRANCHEMENT DE BERTHIER.

Montant du prix de l'achat autorisé par les ordres-en-conseil Nos. 215 et 224, en date des 4 et 5 de juillet 1881.....		\$29,000 00
1881 5 juillet et 17 novembre.	} Montant total payé par le gouvernement sur le prix d'achat du dit embranchement.....	22,929 93
Balance.....		\$ 6,070 07
Sur cette balance il convient d'opérer les réductions mentionnées dans le rapport de M. A. L. Light, l'ingénieur-en-chef du gouvernement, en date du 29 de décembre 1881, (dont copie est ci-annexée,) lequel rapport constate que le gouvernement a dû retenir sur le prix d'achat de cet embranchement une somme de \$1,150.00 à titre de remboursement de la valeur de certains travaux et réparations-non-complétés par M. L. A. Roberge, le vendeur, et de certains matériaux à lui fournis par le gouvernement pour l'usage du dit embranchement.....		1,150 00
Il reste.....		\$4,920 07

Ce reliquat sur le prix d'achat est encore disponible et est resté encaissé dans le trésor provincial.

Il n'appert pas dans les livres de comptes de l'ex-administration qu'aucuns rails, ou autres articles de matériel roulant, aient été fournis par le gouvernement à cette section du chemin de fer ; mais, comme l'ex-administration a ouvert un compte général contre M. L. A. Roberge pour la quantité et la valeur de tous les articles de matériel roulant, qui lui ont été fournis sur les divers embranchements qu'il a construits pour le compte du gouvernement, sans qu'il soit fait d'entrée distincte dans ces livres du matériel employé sur l'embranchement de Berthier, il est à présumer que ce reliquat de \$4,920 07 est resté entre les mains du gouvernement pour rembourser ce dernier de la balance restant sur la valeur du matériel roulant qui a pu être fourni sur cet embranchement par l'ex-administration du chemin de fer provincial : désignation duquel matériel est faite dans l'état A ci-joint, préparé par M. A. L. Light, l'ingénieur du gouvernement, et faisant partie de son rapport estimatif, en date du 6 septembre 1880, publié dans la Réponse à l'Adresse déposée sur le bureau de la Chambre d'Assemblée, sous le No. 53, le 30 mai 1881, et ayant trait à la construction, l'équipement et l'administration de ce même embranchement.

A.

ETAT indiquant le matériel roulant, etc., etc., fourni par l'ex-administration
du chemin de fer de Q. M. O. et O. pour l'embranchement de Berthier,
d'après le rapport fait par M. A. L. Light, ingénieur du gouvernement,
le 6 septembre 1880.

Rails de fer, de 56 livres	201.4 tonneaux.
Boulons, $\frac{3}{4}$ de pouces.....	1,134 “
Eclisses, 20 pouces.....	2 $\frac{7}{8}$ “
Carvelles, $\frac{9}{16}$ 6 x 6.....	6 tonnes.
Passages à niveau et indicateurs.....	3
Aiguilles complètes.....	2

QUEBEC, 29th December 1881.

Hon. J. A. CHAPLEAU,

Premier, &c., &c.,

Quebec.

SIR;

I have the honor to report that the Berthier Branch has been completed, with the exception of 4 items to be deducted.

The account will then stand thus :—

Estimated cost of line.....	\$29,000 00
LESS—deductions :—	
Wharf repairs, not done.....	\$1,000 00
/ Bolts and fish-plates missing, &c.....	50 00
Repairs to 3 switches.....	70 00
1 farm-crossing	30 00
	<u>1,150 00</u>
	<u>\$27,850 00</u>

Total value of work (less previous payments,) will give amount now due.

(Signed),

A. L. LIGHT,

Government Engineer.

(A true copy).

E. MOREAU,

Secretary, Railway Department.

 EMBRANCHEMENT DE JOLIETTE.

Montant du prix de l'achat autorisé de cet embranchement, depuis Lano- raie jusqu'à la ville de Joliette, par les ordres-en-conseil Nos. 308 et 311, en date des 25 et 30 août 1881.....		\$63,000 00
1881		
Septembre 6.	Remboursement de la valeur des rails, etc., etc., fournis par le gouverne- ment, et ce, par réduction d'autant sur le prix d'achat, (suivant le compte B détaillé ci-annexé,).....	7,805 00
1881		
Sept. 6; Oct. 4 et Nov. 10.	{ Montant total payé par le gouverne- ment pour balance sur le prix d'achat.....	55,195 00
Montant du prix de l'achat autorisé de cette partie de l'embranchement, s'étendant depuis "La Boulinière" (terrain à gravier,) jusqu'à Saint- Félix de Valois, d'après l'ordre-en- conseil No. 294, en date du 7 août 1882.....		\$24,000 00
1882		
Août 7.....	Par remboursement de la valeur des rails, etc., etc., fournis par le gou- vernement sur cette section de l'embranchement, et ce, par réduc- tion d'autant sur le prix de cet achat, (suivant l'état C détaillé ci- annexé,).....	13,921 28
1883		
Avril 30.....	Balance payée à M. L. A. Roberge sur le prix de l'achat de cet embran- chement, en conformité de l'ordre- en-conseil pré-cité.....	10,078 72
Montant du coût de la construction de cette partie de l'embranchement, qui s'étend depuis la ville de Joliette jusqu'à "La Boulinière," (terrain à gravier,) sur un parcours de huit milles, d'après l'évaluation des travaux (y compris le matériel roulant,) faite par M. A. L. Light, l'ingénieur-en-chef du gouverne- ment, en date du 8 de juillet 1881, (et dont copie est ci-annexée,).....		60,000 00
A reporter.....		\$60,000 00 65,273 72

 EMBRANCHEMENT DE JOLIETTE.--(*Suite.*)

	Montants rapportés.....	\$60,000 00 65,273 72
Il faut distraire de ce montant la balance de la valeur totale des rails, etc., etc., qui ont été fournis par l'ex-administration sur cette section de l'embranchement, (d'après l'état détaillé D ci-annexé, préparé par le fournisseur général de l'ex-administration,) savoir :.....	26,416 28	
1880-1881.....	Quant à la balance restant sur le montant de l'évaluation ci-dessus de M. Light, elle a été payée en diverses fois durant les années 1880 et 1881 par l'ex-administration, ainsi qu'il appert plus amplement à l'état de compte ci-annexé.....	33,583 72
Le matériel roulant sur cette dernière section, aussi bien que cette partie de l'embranchement sont compris au nombre des propriétés qui ont été vendues par le gouvernement à la compagnie du chemin de fer du Nord par l'Acte du 4 de mars 1882 (45 Vict., chap. 20,) à la suite de l'inventaire et du partage qui ont été faits à cette époque de tout le matériel roulant appartenant au ci-devant chemin de fer provincial.		
Total des montants payés par le gouvernement (non compris la valeur du matériel roulant,) pour l'acquisition ou la construction des trois sections ci-dessus de cet embranchement de Joliette.....		\$98,857 44

ETAT B.

From Joliette Railway terminus to the junction with main-line at
Lanoraie Station :—

56 lbs. Iron Rails :—

Q. M. O. & O. Ry :—

258 Rails, 24.0 ft. long, = 6,192.0 ft.

2	"	22.0	"	=	44.0
2	"	20.0	"	=	40.0
4	"	18.0	"	=	72.0
1	"	16.6	"	=	16.6
1	"	13.9	"	=	13.9
2	"	8.0	"	=	16.0
1	"	4.6	"	=	4.6

6,398.9 ft. or :—

119,448 lbs. = 53,325 tons @ \$34.00 \$1,713 05

56 lbs. Steel Rails :—

Q. M. O. & O. Ry :—

1424 Rails, 28 ft. long, = 39,872 ft.

64	"	26	"	=	1,664
9	"	24	"	=	216
1	"	22	"	=	22
10	"	20	"	=	200
1	"	10	"	=	10

1,509

41,984 ft. or :—

783,697.6 lbs. = 349.86 tons @ \$36.75 \$5,860 15

2 one in 10 Steel-Frogs ; .

Fish-plates, bolts and nuts, spikes, cross-ties, &c., @ \$35., \$73.,

\$53. and 25c..... 231 80

Total..... \$7,805 00

ETAT C.

MONTREAL, 7th July 1882.

L. A. ROBERGE, Esq.,

For St. Félix de Valois Railway,

Dr. to the Government of the Province of Quebec.

Nov. 1881—Steel Rails.....66 T. 1458 lbs.

70 " 1877 "

96 " 1493 "

100 "

25 "

 359 T. 348 lbs. @ \$36.75..... \$13,198 88

Fish Plates..... 4,995 lbs.

5,100

6,800

6,800

1,700

1,700

 27,095 lbs.

12 T. 215 lbs. @ \$38.48.... 465 52

Spikes..... 5,376 lbs.

5,376

1,792

1,792

 14,336 lbs. @ 2½..... 358 40

Bolts..... 1,920 lbs.

1,920

5,376

2,400

2,400

600

 14,616 lbs. @ \$3.60..... 526 17

 Carried over..... \$14,548 97

 ETAT C.—(*Suite.*)

Brought forward.....	\$14,548 97
Sundries :—Freight.....	\$98 23
Cartage.....	4 65
Disbursements : loading.....	86 72
	189 60
1011 Ties @ 22c.....	222 42
596 “ @ 25c.....	149 00
	\$15,109 99

Cr.

By 25 T. Rails @ \$36.75.....	\$918 75
1,700 lbs. Fish Plates.....	28 96
1,792 “ Spikes @ 2½.....	44 80
6,710 “ Bolts @ \$3.60.....	241 56
	1,234 07
	\$13,875 92
Old Freight acct.....	45 36
	Balance.....
	\$13,921 28

E. & O. excepted.

(Signed)

 W. E. BLUMHART,
General Store-keeper.

Hon. DOCTOR ROSS,
Commissioner of Railways, &c.,
Quebec.

SIR ;

In accordance with instructions received from the "Premier," I have the honor to report that I have lately made an examination of the "Boulinière," from Joliette to the Ballast pit,—8 miles in length. It is generally sufficiently well made for the purpose for which it is required. I estimate its value, as it stands (everything included,) at \$7,500. per mile=\$60,000. (sixty thousand dollars). This includes all expenses of right-of-way, sleepers, rails, fish-plates, spikes, tanks, switches, &c., as having been furnished by the contractor. Should any of the above items have been supplied by the Government, they should, of course, be deducted.

I have the honor to be,

Sir,

Your obedient servant,

(Signed), A. L. LIGHT.

Montreal, P. Q., 8th July 1881.

ETAT D.

MONTRÉAL, 6 juillet 1881.

L. A. ROBERGE, écr.,

Dt. au chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Pour effets fournis pour le prolongement du chemin de fer de Joliette à
 "La Boulinière" :—

92 T., 8 Qui., 2 Quarts, 19 lbs. rails de fer à \$34.00.....	\$ 3,142 73
595 " 6 " 2 " 19 " " d'acier à \$35.00.....	20,836 33
2 aiguilles avec croisement de voie à \$60.00.....	120 00
35,840 lbs. de carvelles à 2½c.....	896 00
13,048 lbs. de boulons et noix à \$0.03.2½.....	450 15
14,119 lbs. d'éclisses à 1½c.....	211 78
½ doz. manches de pics et pics.....	5 52
17,600 traverses de bois à 10c.....	1,760 00
Camionnage.....	7 85
80 T. rails d'acier à \$35.00.....	2,800 00
	<u>\$30,230 36</u>

Cr.

Par 430 rails de fer, 84 tonnes à \$34.00.....	2,856 00
" 94 " d'acier, 18 tonnes à \$35.00.....	630 00
" 2,016 lbs. de carvelles à 2½c.....	50 40
" 2,240 lbs. boulons et noix à 3½c.....	77 28
" 200 prs. d'éclisses, 1,750 lbs. à 1½c.....	26 25
" 28,320 lbs. vieux fer, à 0.15c.....	172 15
	<u>\$3,812 08</u>
	<u>\$26,418 28</u>

(A true copy).

E. MOREAU,

Secretary,

Railway Department.

L. A. ROBERGE, Esq., Contractor.

To Q. M. O. & O. Railway.

(Rails, Ties, Stores, Supplies, &c., not included).

1880			
May.	To cash.....		\$2,321 20
June.	" ".....	\$ 8,853 13	
"	" car service, May and June.....	3,688 00	
			12,541 13
July.	" cash.....	16,963 25	
"	" car service.....	4,472 00	
			21,435 25
August.	" cash.....	26,807 16	
"	" car service.....	6,348 00	
			33,155 16
Sept.	" cash.....	26,169 22	
"	" car service.....	4,038 00	
			30,207 22
Oct.	" cash.....	14,400 00	
"	" car service.....	2,884 00	
			17,284 00
Nov.	" cash.....	21,800 00	
"	" car service.....	2,050 00	
			23,850 00
Dec.	" cash.....	9,000 00	
"	" car service.....	690 00	
			9,690 00
1881			
April.	" ".....		344 00
May.	" ".....	2,194 00	
"	" cash.....	6,200 00	
			8,394 00
June 15-27,	" ".....		6,500 00
			<u>\$165,721 96</u>

1880		CR.	
July.	By cash on acct. car service.....	3,688 00	
August.	" " " ".....	5,000 00	
Sept.	" " " ".....	2,918 40	
Oct.	" " " ".....	3,000 00	
Nov.	" " " ".....	2,000 00	
			<u>16,606 40</u>

Carried over.....\$149,115 56

Quebec, 27th June 1881.

L. A. ROBERGE, Esq., Contractor.

To Q. M. O. & O. Railway.

(Rails, Ties, Stores, Supplies, &c., not being included).

1881

June 30.	To amount brought forward.....	\$149,115 56	
"	" car and locomotive service for June.....	\$2,094 00	
	Less : overcharge in May, being for portion payable by W. H. Chisholm.....	744 00	
		<u>1,350 00</u>	
			\$150,465 56
June 30.	By amount to credit, (as per statement annexed,).....	\$85,719 22	
"	" amount to credit, (as per statement annexed,).....	17,445 44	
"	" wages switchmen, &c., paid during season 1880, (as per Asst. Supt. statement,).....	212 90	
"	" estimate.....	8,560 00	
		<u>111,937 56</u>	
	Balance.....		<u>\$38,528 00</u>

Montreal, 9th July 1881.

MEMO :—

Pour montant ci-haut.....	\$38,528 00
" compte pour rails, traverses, etc., ci-joint par le fournisseur général.....	26,416 28
	<u>64,944 28</u>
Par Estimé de M. A. L. Light pour ligne à la carrière de gravier :—" La Boulinière".....	60,000 00
	<u>\$4,944 28</u>

QUEBEC, MONTREAL, OTTAWA & OCCIDENTAL RY.

To L. A. ROBERGE, Contractor.

1880.			
FOR WORK DONE UNDER CONTRACT :—			
EASTERN DIVISION :—			
Dec. 31.	Ballast..... 85,892 c. yds @ 32c.	\$27,485 44	
	Raising embankment, &c..... 214,250 " 20c.	42,850 00	
		\$70,335 44	
	Less: difference in measurement of Ste. Thérèse Pit..... 4,395 c. yds. @ 32c.	1,406 40	
		\$68,929 04	
WESTERN DIVISION :—			
" "	Ballast Gatineau Pit 22,193 c. yds.		
	" Lachute Pit..... 3,521 "		
	25,714 @ 32c.	8,228 48	
		\$77,157 52	
1881.			
EASTERN DIVISION :—			
1881	Ballast Joliette Pit..... 2,232 c. y. @ 32c.	714 24	
	FOR WORK DONE NOT COVERED BY CONTRACT :—		\$77,871 76
Dagenais Curve :—			
May 14 to 28.	Men's wages, as per Pay-Rolls..... \$1,072.17		
	" " " " fencing..... 54.25		
	\$1,126.42		
	Stationery—\$8.00; nails—\$4.00..... 12.00		
	20 days' salary of L. A. R..... 100.00		
	Travelling expenses of L. A. R..... 10.00		
		1,248 42	
Buckingham Siding :—			
" 13....	Men's wages, as per Pay-Rolls..... \$288.50		
	Guillaume LeBel and asst., 7 days 29.75		
	C. Mallette, repg. scrapers, &c..... 11.72		
	10 days' salary L. A. Roberge..... 50.00		
		379 97	
Farm Crossings and Bridges :—			
July 26 to Dec. 4....	Men, as per certificates..... \$154.40		
	" " Pay-Rolls..... 587.95		
	\$742.35		
	20 pieces Hemlock and Pine for Public Road at St. François de Salles, 466 ft. @ 12c 55.92		
	4 pieces Pine for St. Vincent de Paul yard, 120 ft. @ 12c..... 14.40		
		812 67	
	Carried over.....	\$2,441 06	\$77,871 76

	Brought forward	\$2,441 06	\$77,871 76
1881	<i>Mile-End Siding to Exhibition Grounds :—</i>		
Aug. 13 to	Labor, as per Pay-Rolls	\$1,664 45	
Sept. 10..	L. A. Roberge, 15 days' work @ \$5.00....	75 00	
	do travelling expenses	10 00	
	Spikes and nails—\$2.50 ; stationery—\$5.00 ;		
	6 wheel-barrows—\$24.00	31 50	
			1,780 95
	<i>Lanoraie Junction, Joliette and Main line :—</i>		
Oct. 15.....	Labor, as per Pay-rolls	\$1,203 10	
Nov. 29.....	“ certificate	83 80	
		\$1,286 90	
	Charles Augé, for land	\$52 32	
	Rev. M. Chicoine “	37 72	
	Venant Armand “	12 92	
	Notarial deeds	18 00	
		120 96	
	Timber for culverts, Joliette Lumber Co..	41 35	
	Lumber for office, “	5 00	
	1,800 ft. wire fence, \$200. per mile	68 18	
	L. A. Roberge, 18 days' work @ \$5.00....	90 00	1,612 39
			5,834 40
	<i>LABOR FURNISHED :—</i>		
June 11 to	Fuel and tank-men, as per Mr. Davis' certificate...	176 60	
Sept. 25..	do certified by Mr. Peterson	87 80	
June 11 to	do do Mr. Light	66 10	
Sept. 17 ..	Switchmen, certified by Mr. Peterson	76 20	
June 20 to	do do Mr. Light	11 80	
Aug. 6....	W. Chisholm, foreman, 4 days @ \$4.00	16 00	
June 11 to			434 50
11 Sept..			
Oct. 16.....			
	<i>MATERIAL SUPPLIED :—</i>		
	<i>Deschambault Pit :—</i>		
July 7.....	James Dean, deals for réservoir	\$12 66	
	James McDougall, 1 keg nails	4 00	
Aug. 31.....	L. Rousseau, repairing pump	2 05	
			18 71
	<i>Siding at Lachute and “ Abattoirs ” Hochelaga :—</i>		
Oct.....	42½ tons iron rails @ \$34.00	\$1,434 87	
	2,400 lbs. fish-plates	36 42	
	314 lbs. bolts and nuts @ 4c.	12 56	
			1,483 85
			1,502 56
	<i>FOR FOLLOWING : COVERED IN CONTRACT BY PRICE FOR BALLASTING AND FILLING, AND CHARGED AS EXTRA :—</i>		
	<i>Searching for and testing Pits :—</i>		
June 4.....	Jos. Roberge Pay-roll, Joliette Pit	\$115 50	
	Carried over	\$115 50	\$85,643 22

	Brought forward.....	\$115.50		\$85,643 22
	<i>Searching for and testing Pits.—(Continued).</i>			
July.....	G. LeBel, Montebello and Rouge Pit, certificate of C. Mallette.....	\$15.00		
	Jos. Roberge, Joliette, Mascouche and Maskinongé, certificate of C. Mallette.....	182 35		
	Hugh Carmichael, Deschambault and Lorette, certificate of S. J. Chalifour.....	289.00		
	Jos. Roberge, Deschambault and Lorette, certificate of C. Mallette.....	242.80		
Aug.....	Jos. Roberge, St. Eustache, certificate of C. Mallette.....	46.20		
Sept. 10....	Jos. Roberge, St. Bazile, certificate of F. X. A. Carrière.....	18.00		
" 9....	Jos. Roberge, travelling expenses.....	72.10		
	L. A. Roberge, do do.....	62.00		
	do 30 days' work @ \$5.00.....	150.00		
			\$1,192 95	
	<i>Taking up pit-sidings and loading and hauling rails and ties:—</i>			
July 12.	Hawling, loading and unloading ties and rails at 3-Rivers, Pont-Rouge and Deschambault.....	\$60.60		
" , ...	Taking up track Mascouche Pit, certificate of C. Mallette.....	82.30		
Sept. 16....	Loading ties at Deschambault.....	2.80		
Oct. 16.	" rails and ties, Gatineau Pay-Roll....	57.85		
" \	Taking up track at Ste. Thérèse, certificate of S. J. Chalifour.....	76.00		
Oct. 29.	Taking up track at Deschambault, certificate of S. J. Chalifour.....	109.00		
Nov.	Taking up track at Lanoraie, certificate of S. J. Chalifour.....	82.00		
			470 55	
	<i>Advances in price on raising and widening, filling, &c.:—</i>			
	On ballast from Deschambault, 35,729 c. yds. @ 12c.....	\$4,287.48		
	On ballast from Grandes Piles, 19,072 c. yds. @ 12c.....	2,288.64		
	On sand for special places in winter, 14,037 c. yds. @ 20c.....	2,807.40		
			9,383 52	
	Amount deducted by A. Davis, [mechl. supt., on locomotive and car service.....		6,398 42	
			\$17,445 44	
	Amount Cr. short on Lanoraie Junction Pay-Roll..			76 00
				\$85,719 22

E. & O. E.

(Signed)

A. LOUTHOOD,

Accountant.

Quebec, 30th June 1881.

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le trentième jour d'août,

Devant M. Léonard Ovide Hétu, notaire soussigné, résidant dans les cité et district de Montréal, Province de Québec,

A comparu :—

M. Ludger A. Roberge, entrepreneur de chemins de fer, domicilié en la dite cité de Montréal ;

Lequel a préalablement exposé : Qu'il aurait construit, à ses frais, un embranchement de chemin de fer, partant de l'extrémité de la ligne qui a été construite en 1881, depuis Joliette jusqu'au terrain à gravier, à partir d'un point, près de ce terrain à gravier, jusqu'à Saint-Félix de Valois, sur une longueur totale de quatre milles de chemin, dont huit cents pieds de voie d'évitement ;

Que M. Roberge devait acquérir le terrain requis pour le passage de la voie, faire les terrassements et les clôtures, poser les rails, etc.; enfin—finir et livrer cette extension de chemin en état d'exploitation pour la somme de six mille piastres (\$6,000.) par mille : ce qui fait un total de vingt-quatre mille piastres (\$24,000.) pour les quatre milles de longueur de la dite extension de chemin de fer ;

Que, sur la somme de vingt-quatre mille piastres revenant à M. Roberge pour prix de ses travaux, un montant de treize mille neuf cent vingt-une piastres et vingt-huit centins (\$13,921.28) doit être déduit pour les rails, éclisses, boulons, traverses, etc., qui ont été fournis à ce dernier par le gouvernement de la Province de Québec dans la confection du dit prolongement : ce qui laisserait une balance de dix mille soixante-dix-huit piastres et soixante-et-douze centins (\$10,078.72) revenant à M. Roberge sur le prix convenu (\$24,000).

Cet exposé fait, M. Roberge a reconnu avoir reçu, avant ce jour, de Sa Majesté, pour le gouvernement de la Province de Québec, la susdite balance de dix mille soixante-dix-huit piastres et soixante-et-douze centins courant, en règlement final et définitif de tous comptes, achat de terrains et valeur des travaux exécutés en rapport avec la confection du dit prolongement de chemin de fer, appelé : "Embranchement de Joliette," et telle que cette balance se trouve établie dans le rapport du comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du neuf août courant, et approuvé par le lieutenant-gouverneur le quinze août courant : copie duquel rapport est demeurée annexée aux présentes pour en former partie, après avoir été signée par le dit comparant et le notaire soussigné *ne varietur*.

En conséquence, M. Roberge a donné, et donne par les présentes, tant à Sa Majesté qu'au gouvernement de la Province de Québec, quittance et décharge générale et finale, à toutes fins que de droit, de toutes réclamations quelconques se rattachant à la construction du dit embranchement.

Dont acte fait et passé en la cité de Montréal, sous le numéro dix mille quatre cent soixante-trois du répertoire du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, le comparant a signé avec le dit notaire.

(Signé) L. A. ROBERGE,
 “ L. O. HÉTU, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) L. O. HÉTU, N. P.

COPIE du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 15 août 1881, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 9 août 1882.

No. 294.

Sur le paiement de \$10,078.72 à M. L. A. Roberge, entrepreneur, de Montréal :—

L'Honorable Commissaire des chemins de fer, dans un rapport, en date du neuf août courant (1882,) expose que M. L. A. Roberge, entrepreneur, de Montréal, a construit, à ses frais, un embranchement de chemin de fer partant de l'extrémité de la ligne qui a été construite en 1881, depuis Joliette jusqu'au terrain à gravier, à partir d'un point près de ce terrain à gravier, jusqu'à Saint-Félix de Valois, sur une longueur totale de quatre milles de chemin (dont huit cents pieds de voie d'évitement) ;

Que M. A. L. Light, ingénieur du gouvernement, a inspecté les travaux faits par M. Roberge sur cette extension, et a constaté qu'ils avaient été faits d'après le même mode suivi pour la partie sud du chemin de fer, entre le terrain à gravier et Joliette ;

Que M. Roberge devait acquérir le terrain requis pour le passage de la voie ; faire les terrassements et les clôtures, poser les rails, etc., enfin—finir et livrer cette extension de chemin en état d'exploitation pour la somme de six mille piastres (\$6,000.) par mille : ce qui fait un total de vingt-quatre mille piastres (\$24,000.) pour les quatre milles de longueur de la dite extension de chemin de fer ;

Que, d'après le rapport, en date du quatre août courant, de M. L. A. Sénécal, ex-surintendant général du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, qui avait été chargé par le ci-devant commissaire des chemins de fer, de visiter le prolongement de chemin de fer ainsi exécuté par M. Roberge, et ce, en compagnie de M. Light et de M. Davis, le surintendant du chemin de fer du Nord, il appert que M. Light a trouvé les travaux sur le dit prolongement exécutés en conformité avec les prescriptions de la loi, et que la dite compagnie du chemin de fer du Nord est prête à le recevoir ;

Que, sur la somme de vingt-quatre mille piastres revenant à l'entrepreneur pour prix de ses travaux, un montant de treize mille neuf cent vingt-et-une piastres et vingt-huit centins (\$13,921.28) doit être déduit pour les rails, éclisses, boulons, traverses, etc., qui ont été fournis à l'entrepreneur par le gouvernement (suivant état annexé au susdit rapport de M. Sénécal.) dans la confection du dit prolongement: ce qui laisserait une balance de dix mille soixante-et-dix-huit piastres et soixante-et-douze centins (\$10,078.72) revenant à M. Roberge sur le prix convenu (\$24,000) ;

Que le dit M. Sénécal a recommandé que la dite balance (\$10,078.72) soit payée à M. Roberge, et qu'il est juste et opportun d'en arriver à un règlement final avec ce dernier à-propos de l'exécution du dit prolongement de chemin de fer, qui est aujourd'hui la propriété de la compagnie du chemin de fer du Nord en vertu de l'acte de vente à elle consenti par le gouvernement le quatre de mars dernier. L'honorable commissaire recommande, en conséquence, que la dite balance de dix mille soixante-et-dix-huit piastres et soixante-et-douze centins (\$10,078.72) soit payée au dit M. Roberge en règlement final de tous comptes, achat de terrains et valeur de travaux exécutés en rapport avec la confection du dit prolongement de chemin de fer, à la condition que M. Roberge consente et signe un transport notarié à la compagnie du chemin de fer du Nord de tous les terrains par lui acquis et de tous les titres de propriété qu'il a eus en sa possession en rapport avec le dit prolongement de chemin de fer; la dite somme (\$10,078.72) devant être prise et payée sur la somme de cent mille piastres affectée dans l'acte octroyant des subsides à Sa Majesté (45 Vict., chap. 1.) au règlement de comptes non-soldés se rattachant à la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Certifié.

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,
Dépt. G. C. Ex.

Par devant le notaire public pour la Province de Québec, résidant à Québec, soussigné,

Fût présent l'Honorable Henry Starnes, de Québec, commissaire des chemins de fer pour la Province de Québec ;

Lequel, en sa qualité, a déposé pour minute à M. Philippe Huot, le notaire soussigné, un certain reçu sous seing privé, conçu dans les termes suivants, savoir :—

“ Le soussigné, Ludger A. Roberge, entrepreneur, de la cité de “ Montréal, reconnaît par les présentes avoir eu et reçu du gouvernement “ de la Province de Québec tout ce qu'il a droit de réclamer de lui jusqu'à “ ce jour soit pour travaux faits, matériaux fournis ou pour toutes autres “ réclamations jusqu'à ce jour, à l'exception des travaux faits et à faire sur “ le chemin de fer entre le banc de gravier et l'église de la paroisse de “ Saint-Félix de Valois.”

“ Québec, 30 décembre 1881.”

“ (Signé)

“ L. A. ROBERGE.”

Lequel reçu original, sous seing privé, après avoir été certifié par le dit Honorable Henry Starnes, a été mis au rang des minutes du notaire soussigné, pour en être par lui délivré des copies et expéditions dûment certifiées à tous ceux qu'il appartiendra, et ainsi qu'il est d'usage en pareil cas.

Car ainsi, etc., dont acte fait et passé à Québec, en l'étude de Mtre Philippe Huot, le notaire soussigné, l'an mil huit cent quatre-vingt-quatre, le quinze janvier, après-midi, sous le numéro huit mille neuf cent quarante-deux, et a, le dit Honorable Starnes, signé avec le dit notaire, après lecture faite.

(Signé) HY. STARNES,
" PHI. HUOT, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) PHI. HUOT, N. P.

Ceci est le reçu sous seing privé déposé par l'Honorable Henry Starnes :—

" Le soussigné, Ludger A. Roberge, entrepreneur, de la cité de Mont-réal, reconnaît par les présentes avoir eu et reçu du gouvernement de la Province de Québec tout ce qu'il a le droit de réclamer de lui jusqu'à ce jour soit pour travaux faits, matériaux fournis ou pour toutes autres réclamations jusqu'à ce jour, à l'exception des travaux faits et à faire sur le chemin de fer entre le banc de gravier et l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois."

" Québec, 30 décembre 1881."

" (Signé) " L. A. ROBERGE."

Reconnu et certifié par l'Honorable Henry Starnes, commissaire des chemins de fer, en conformité de l'acte de dépôt du reçu sous seing privé ci-dessus écrit, et fait par lui au notaire soussigné comme minute de record en son étude, par acte passé le quinze janvier mil huit cent quatre-vingt-quatre.

(Signé) HY. STARNES,
" PHI. HUOT.

EMBRANCHEMENT DE SAINTE-THERÈSE À SAINT-EUSTACHE.

L'ex-administration du chemin de fer Q. M. O. et O. a fourni des outils, du bois de construction et divers autres matériaux à la compagnie du chemin de fer Saint-Eustache (d'après le compte détaillé ci-annexé,) pour une valeur de \$142.30 :—balance due \$80.08.

Le gouvernement a une réclamation contre cette compagnie pour la balance de ce compte, dont paiement lui a été demandé par avis officiel de ce département, en date du 24 de novembre 1884.

La compagnie de Saint-Eustache ayant vendu cet embranchement à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, par acte en date du 13 mars 1882, (*Vide* 45 Vict., chap. 19, appendice C,) c'est cette dernière compagnie qui se trouve depuis lors en possession de ce matériel; mais, d'après les termes de ce même acte, c'est la compagnie de Saint-Eustache qui est tenue au paiement de la balance de compte ci-dessus, vu qu'elle a vendu son chemin de fer à la compagnie du Pacifique avec garantie contre tous troubles et charges quelconques.

ST. EUSTACHE RY.

To the Q. M. O. & O. Ry.—Dr.

1882		
Jan. 9—To 3 sq. shovels at \$1.11.....	\$3 33	
1 claw-bar.....	2 12	
1 cross cut saw.....	2 92	
1 axe.....	0 80	
1 bench axe.....	1 77	
1½ auger.....	0 39	
2 C. steel lining bars at \$3.51.....	7 02	
Jan. 17—To 100 spruce deals—3,360 B. M. at \$10.00...	33 60	
	—	\$51 95
To Building platform.....	\$44 00	
Freight charges.....	7 00	
Materials supplied.....	3 75	
	—	54 75
Feby. 8—To freight on 2 bls. of coal,—Hochelaga to Ste. Thérèse—670 lbs. @ 9c.....		0 60
May 6—To Frt. Hochelaga to Ste. Thérèse, 1 car lumber.	\$7 00	
" 15 " " " 1 "	7 00	
" 16 " " " 2 "	14 00	
" 24 " " " 1 "	7 00	
	—	35 00
		\$142 30
1882		<i>Cr.</i>
June—By Audit Dept., Traffic Earnings.....	62 22	
	—	
Balance.....	\$ 80 08	

(A true copy).

E. MOREAU,
Secretary, Ry. Department.

Quebec, 4th September 1884.

ETAT des réclamations de Commerçants de foin contre l'ex-administration
du chemin de fer Q. M. O. et Occidental.

E T A T

Des réclamations de certains commerçants de foin contre le Chemin de fer de Q. M. O. & O. pour dommages et intérêts résultant du manque de chars à leur être fournis pour le transport de leur foin, en vertu d'arrangements ou contrats supposés être intervenus entre eux et certains officiers de l'ex-administration :—

EDOUARD CARON :—Dommages causés à son commerce de foin,
qu'il évalue à..... \$23,486.57

Ordre-en-conseil No. 57, en date du 1er mars 1882, autorisant le Commissaire des chemins de fer à nommer des arbitres et amiables compositeurs : M. B. Verret pour le requérant, et A. R. Macdonald pour le gouvernement,—pour adjuger sur cette réclamation.

Acte de compromis signé entre les parties le 1er mars 1882.

Les arbitres ont rendu leur sentence arbitrale le 23 mars 1882, accordant au requérant des dommages-intérêts au montant de \$20,066.05, avec intérêt à 6 pour cent. Sur ce montant le gouvernement ne crût devoir payer au requérant qu'une somme de \$14,000.00, suivant ordre-en-conseil No. 375, en date du 21 septembre 1882, à la condition par lui de donner au gouvernement une quittance finale de ce qui lui avait été accordé par la sentence arbitrale, et de tous dommages et réclamations quelconques.

Le 31 octobre 1882 la dite somme de \$14,000.00 a été payée au requérant qui en a donné un reçu, tout en protestant le gouvernement et se réservant tout recours que de droit pour le recouvrement de la balance à laquelle il prétendait avoir droit sur le montant de la sentence arbitrale.

Le requérant présente une pétition de droit, laquelle a été accordée en décembre 1883, pour obtenir le recouvrement de la balance à laquelle il prétendait avoir droit sur le montant de la sentence arbitrale.

La contestation a été liée en cette cause et jugement a été rendu par la Cour Supérieure, à Québec, le 9 juillet 1884, accordant au requérant la somme de \$6,906.00, plus l'intérêt échu et à échoir, pour la balance qu'il réclamait en vertu de la sentence arbitrale ci-haut mentionnée.

Le gouvernement a payé au requérant, le 30 septembre 1884, le montant du dit jugement, en capital et intérêts, aux termes d'un ordre-en-conseil No. 357, en date du 23 septembre 1884, moins une somme de \$1,500.00 par lui reçue en à-compte en 1881.

J. ROBILARD & F. O. LAMARCHE :—Dommages causés à leur
commerce de foin, qu'ils évaluent à..... \$23,486.57

Ordre-en-conseil No. 57, en date du 1er mars 1882, autorisant le Commissaire des chemins de fer à nommer des arbitres et amiables compositeurs : M. B. Verret pour les requérants, et A. R. Macdonald pour le gouvernement,—pour adjuger sur cette réclamation.

Acte de compromis signé entre les parties le 1er mars 1882.

Les arbitres ont rendu leur sentence arbitrale le 23 mars 1882, accordant aux requérants des dommages-intérêts au montant de \$19,852.02, avec intérêt à 6 pour cent. Sur ce montant le gouvernement ne crût devoir payer aux requérants qu'une somme de \$14,000.00, suivant ordre-en-conseil No. 375, en date du 21 septembre 1882, à la condition par eux de donner au gouvernement une quittance finale de ce qui leur avait été accordé par la sentence arbitrale, et de tous dommages et réclamations quelconques.

Le 31 octobre 1882 la dite somme de \$14,000.00 a été payée aux requérants qui en ont donné un reçu, tout en protestant le gouvernement et se réservant tout recours que de droit pour le recouvrement de la balance leur afférant en vertu de la sentence arbitrale.

Les requérants ont présenté une pétition de droit, laquelle leur a été accordée en décembre 1883, pour obtenir le recouvrement de la balance à laquelle ils prétendaient avoir droit sur le montant de la sentence arbitrale.

La contestation a été liée en cette cause et jugement a été rendu par la Cour Supérieure, à Québec, le 9 juillet 1884, accordant aux requérants la somme de \$6,750.00, plus l'intérêt échu et à écheoir, pour la balance qu'ils réclamaient en vertu de la sentence arbitrale ci-haut mentionnée.

Le gouvernement a payé aux requérants, le 30 septembre 1884, le montant du dit jugement, en capital et intérêts, aux termes d'un ordre-en-conseil No. 358, en date du 23 septembre 1884, moins une somme de \$1,500.00 par eux reçue en à-compte en 1881.

No. 1322—CHS. ARPIN & MEUNIER :—Dommages à leur commerce de foin, qu'ils évaluent à..... \$32,000.00

Pétition de droit accordée le 30 mai 1883.

Cause fixée pour audition le 5 décembre 1884; plaidée *au mérite* en décembre 1884, devant l'honorable Juge Caron, (Cour Supérieure à Québec.)

Jugement prononcé le 19 février 1885, accordant au requérant \$1,841.00, avec intérêt et frais.

Appel de ce jugement a été fait en février 1885 par les deux parties en cause, laquelle cause est encore pendante devant le Tribunal.

No. 862—ISAÏE MARCHAND :—Dommages causés à son commerce de foin, qu'il évalue à..... \$10,000.00

Pétition de droit accordée le 27 décembre 1883.

La contestation est liée dans cette cause et l'affaire est encore pendante devant la Cour Supérieure.

No. 1850—T. N. ST. CYR :—Dommages causés à son commerce de foin, qu'il évalue à..... \$5,757.15

Pétition de droit accordée le 25 juillet 1883.

La contestation s'est liée en cette cause. Jugement a été rendu par la Cour Supérieure, à Québec, en septembre 1885, au montant de \$2,739.50 de dommages-intérêts, avec intérêt et dépens en faveur du requérant.

No. 363—W. C. PENTLAND :—Dommages causés à son commerce
de foin, qu'il évalue à.....\$13,224.00

Pétition de droit accordée.

Action signifiée le 5 décembre 1884.

La contestation est liée entre les parties, et la cause est encore pendante devant la Cour Supérieure.

FÉLIX PAQUIN :—Dommages causés à son commerce de foin,
qu'il évalue à \$10,000.00

Pétition de droit accordée en juin 1885.

La contestation est liée et la cause est encore pendante devant la Cour Supérieure.

L. G. LEMYRE :—Dommages causés à son commerce de foin,
évalués à..... \$12,000.00

Pétition de droit accordée en juin 1885.

NAPOLÉON PAQUIN :—Dommages causés à son commerce de
foin, évalués à..... \$2,875.00

Requête pour pétition de droit, présentée en 1885.

ANTOINE PARÉ :—Dommages causés à son commerce de foin,
évalués à..... \$9,370.00

Requête pour pétition de droit présentée en juin 1885.

HORMIDAS FLEURY :—Dommages causés à son commerce de foin,
qu'il évalue à..... \$9,914.50

Requête pour pétition de droit, présentée en juin 1885.

CHAS. FLEURY :—Dommages causés à son commerce de foin,
qu'il évalue à..... \$12,275.00

Requête pour pétition de droit, présentée en juin 1885.

H. G. THIBODEAU :—Dommages causés à son commerce de foin,
qu'il évalue à..... \$24,130.00

Réclamation produite en juillet 1885.

NOTA.—Le Commissaire des chemins de fer et Solliciteur-Général a encore sous sa considération les diverses Requêtes pour pétitions de droit et réclamations, qui lui ont été récemment présentées.

Département des chemins de fer, }
Québec, 5 octobre 1885. }

E. MOREAU,
Secrétaire.

M.

ETAT des réclamations des Entrepreneurs du Chemin de fer de Q. M. O. et
Occidental, encore pendantes soit devant les Arbitres, soit devant les
Tribunaux.

E T A T

Des réclamations des Entrepreneurs du Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, encore pendantes soit devant les Arbitres, soit devant les Tribunaux.

L'ex-Entrepreneur de la Section Ouest du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, M. Duncan Macdonald, a présenté une réclamation contre le gouvernement, en rapport avec l'exécution de son contrat pour la construction de cette section, en sus des montants à lui payés par le gouvernement; laquelle réclamation, du consentement des parties intéressées, a été déférée au jugement d'arbitres et amiables compositeurs, MM. W. Shanly, Chs. O'Dell et Henri Parent, et ce, en vertu d'ordres-en-conseil No. 151, du 3 mai 1881, et No. 136 du 6 mai 1882, avec entente que la sentence arbitrale à être rendue serait finale.

Un acte de compromis a été signé à cette fin entre les parties le 25 février 1882 :—(Ls. N. Dumouchel, N.P.)

Les arbitres ont siégé à Ottawa, et, après avoir entendu les parties en cause, et nombre de témoins assignés devant eux, ils ont rendu leur sentence arbitrale le 14 août 1882, reçue en dépôt par M^e. Ls. N. Dumouchel, N.P., le 14 août 1882. Aux termes de cette sentence, ils ont accordé au réclamant \$137,904.00. Le gouvernement a acquiescé à cette sentence arbitrale, suivant ordre-en-conseil No. 377, en date du 21 septembre 1882, et il en a fait signification à l'entrepreneur par lettre No. 6,402, sous la signature de l'honorable Hy. Starnes, alors Commissaire des chemins de fer. Les arbitres ont également fait signification à l'entrepreneur de la dite sentence, par le ministère de M^e. Ls. N. Dumouchel, N.P., le 14 d'août 1882.

Les \$137,904.00 accordées par la dite sentence arbitrale ont été payées, partie le 9 octobre 1882, et la balance le 29 novembre 1883 à M. Macdonald, ou à ses ayants droit, qui ont donné reçus et quittance finale.

Une Pétition de droit a été ensuite présentée par M. Macdonald, et elle lui a été accordée par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil le 29 novembre 1883 : le Requéant demandant que la validité ou nullité de la dite sentence arbitrale fût décidée par les Tribunaux :—[No. du dossier 834, Cour Supérieure à Québec].

Dans sa pétition de droit, produite en cour le 1^{er} décembre 1883, le Requéant fait mention de sa réclamation contre le gouvernement au montant de \$1,468,713.00, avec intérêt depuis cette date-là.

La contestation est liée dans cette cause, et l'affaire est encore pendante devant le Tribunal. La cause est inscrite pour la preuve à produire, le 23 de septembre courant.

Avocat du Gouvernement,	M. J. G. BOSSÉ.
Conseil “ “	l'hon. H. G. MALHIOT.
Avocat “ Requéant,	“ L. R. CHURCH.

L'honorable Thomas McGreevy, l'Entrepreneur de la Section Est, a présenté une réclamation contre le gouvernement en rapport avec l'exécution de son contrat pour la construction de cette section, en sus des montants à lui payés par le gouvernement; laquelle réclamation, du consentement des parties intéressées, a été déférée au jugement d'arbitres et amiables compositeurs: MM. W. Shanly, Chs. O'Dell et Sandford Fleming, et ce, en vertu de l'ordre-en-conseil No. 150, en date du 2 de mai 1881, avec entente que la sentence arbitrale à être rendue serait finale. Un acte de compromis a été signé à cette fin entre les parties devant Me. L. N. Dumouchel, N.P.

D'après le Factum imprimé, produit devant les arbitres à Ottawa par les avocats de la Couronne, il appert que la réclamation de M. McGreevy contre le gouvernement s'élevait à la somme de..... \$7,602,885 20
Dont pour la ligne principale.....\$7,020,950 04

"	"	l'embranchement des Piles et le bateau-à-vapeur sur la Rivière St. Maurice.....	501,464 77
"	"	la ligne de ceinture à Trois-Rivières..	80,470 39

Total.....\$7,602,885 20

Si l'on déduit sur ce total les montants que les dits avocats considèrent comme devant être imputés en déduction sur son contrat, savoir :..... 6,111,401 36

Il resterait.....\$1,491,453 84

comme balance approximative réclamée par l'entrepreneur, bien que les dits avocats aient été d'avis que ce dernier n'avait droit à aucun surplus au-delà des \$4,890,109.74 qu'ils considéraient devoir lui être crédités sur son contrat. (Voyez ce Factum, pages 2, 110 et 111.)

Les arbitres ont siégé à Ottawa, et, après avoir entendu les parties en cause et nombre de témoins assignés devant eux, ils ont rendu leur sentence arbitrale le 14 de juin 1882. Aux termes de cette sentence les arbitres ont accordé au réclamant \$147,473.00, laquelle somme a été payée à l'entrepreneur ou à son acquit, moins une balance de \$4,362.21.

Le gouvernement a acquiescé à la dite sentence arbitrale, suivant ordre-en-conseil No. 376, du 21 septembre 1882, et il en a fait signification à l'entrepreneur par lettre No. 6,401, en date du 29 septembre 1882, sous la signature de l'hon. Hy. Starnes, alors Commissaire des chemins de fer, et par acte de notification (L. N. Dumouchel, N.P.) en date du 15 de juin 1882.

Une Pétition de droit a été ensuite présentée par le dit entrepreneur, et elle lui a été accordée le 21 septembre 1883 par le Lieut.-Gouverneur-en-Conseil, à l'effet de faire décider par le Tribunal de la validité ou de la nullité de la sentence arbitrale ainsi rendue le 14 de juin 1882.

La cause a été plaidée au mérite en décembre 1884, et prise en délibéré par le Tribunal, [No. du dossier 504, Cour Supérieure à Québec.]

Jugement a été rendu par la cour le 2 mars 1885, déclarant nulle la sentence arbitrale rendue par les arbitres sur la réclamation du dit entrepreneur.*

Avocat du Gouvernement,	M. J. G. BOSSÉ,
Conseil " "	l'hon. H. G. MALHIOT,
Avocat " Requéant,	" GEO. IRVINE.

Département des Chemins de fer,	}	E. MOREAU,
Québec, 9 septembre 1885.		<i>Secrétaire.</i>

L'an mil huit cent quatre-vingt-cinq, le dix-septième jour de janvier, Pardevant nous, Notaire Public, dans et pour la Province de Québec, résidant en la Cité de Québec, soussigné;

A comparu : L'Honorable Edmond James Flynn, membre du Parlement et Commissaire des Chemins de fer pour la Province de Québec;

Lequel a, par ces présentes, déposé pour minute à Valère Gosselin, de Québec, le notaire soussigné : " Un Reçu, sous seing privé, pour la somme de cent vingt-quatre mille, six cent quatre-vingt-cinq piastres et vingt-six centins courant (\$124,685.26,) de Duncan MacDonald en faveur du Gouvernement de la Province de Québec, lequel document a été exécuté devant témoins, à la date du neuf octobre mil huit cent quatre-vingt-deux, et est annexé à la minute des présentes.

Pour le dit écrit être mis au rang des minutes du notaire soussigné, à l'effet de pouvoir en délivrer copie à tous ceux qu'il appartiendra, et ce dont nous octroyons acte par les présentes. Lequel dépôt nous, le dit notaire, avons par les présentes accepté, après avoir été dûment signé et certifié par le dit Honorable Edmond James Flynn et le notaire soussigné, pour demeurer annexé à la minute des présentes.

Dont acte fait et passé à Québec devant Valère Gosselin, notaire soussigné, les jour et an susdits, sous le numéro cinq cent cinquante-huit.

Et ont signé, après lecture faite.

(Signé) " E. J. FLYNN, *Commissaire des Chemins de fer, P. Q.*

" " VAL. GOSSELIN, *Not.*"

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) VAL. GOSSELIN,
Not.

" Received from the Government of the Province of Quebec the sum of seventy-nine thousand seven hundred and eighty dollars and fifty-five cents (\$79,780.55) which, with the sum of eight hundred and twenty-two dollars (\$822.) paid Messrs. Girouard & Würtele in discharge of a transfer of a like amount granted them by me, and the sum of five thousand six hundred dollars paid L. Ruggles Church in discharge of a transfer of a like

* Nota. — Le Gouvernement ou la Couronne a interjeté appel de ce jugement devant la Cour du Banc de la Reine dans le but de faire renverser le jugement prononcé par M. le Juge Caron en Cour Supérieure.

amount granted him by me, and the sum of thirty-eight thousand four hundred and eighty-two dollars and seventy-one cents (\$38,482.71) paid Ambroise Sénécal in discharge of a transfer for a like amount, granted him by me, make in all the sum of one hundred and twenty-four thousand six hundred and eighty-five dollars, and twenty-six cents, (\$124,685.26) on account of the gross sum of one hundred and thirty-seven thousand nine hundred and four dollars (\$137,904.) awarded me by Messrs. Shanly, O'Dell and Parent, under the judgment pronounced by them on the fourteenth of August last.

As regards the balance the Government has retained in its hands the following sums, to wit: six thousand dollars (\$6,000.) on account of a claim made against me by William Owens, and the sum of seven thousand two hundred and eighteen dollars and seventy-four cents (\$7,218.74) for half of the expenses of arbitration; which said two latter sums are so retained until the justice and soundness of the said several claims shall have been determined by the Honorable the Attorney General, the Treasurer and the Commissioner of Railways.

Quebec, 9th October, 1885.

(Signed) DUNCAN MACDONALD.

"E. MOREAU," }
"E. A. J. CÔTÉ," } Witnesses.

(A true copy)

(Signed) VAL. GOSSELIN,
Not.

Signé et certifié par l'Honorable Edmond James Flynn, Ministre des Chemins de fer de la Province de Québec, comme étant le reçu sous seing privé par lui déposé ce jourd'hui, par acte devant Val. Gosselin, Not.

Québec, 17 janvier 1885.

(Signé) "E. J. FLYNN, *Commissaire des*
Chemins de fer, P. Q.

" "VAL. GOSSELIN, *Not.*"

(Vraie copie.)

(Signé, VAL. GOSSELIN,
Not.

Québec, le 29 novembre 1883.

Montant retenu (sur les \$137,904.00 accordées à M. Macdonald par l'arbitrage) pour payer à MM. Owens, en attendant l'issue du procès en cour.....\$6,000 00

Payé à MM. Owens pour acquit du montant de leur jugement contre M. Macdonald, en capital, intérêt et frais..... 5,377 47

Balance revenant à M. Macdonald.....\$ 622 53

Reçu du Commissaire des Chemins de fer la somme de six cent vingt-deux piastres et cinquante-trois centins pour acquit final.

(Signé) DUNCAN MACDONALD.

PIÈCE O.

ETAT des sommes payées depuis la vente.

STATEMENT

Of amounts paid on account of the construction of the Q. M. O. & O. Railway, from the 1st of July 1882 to the 30th of June 1885.

Folio.	PUBLIC ACCOUNTS OF 1883 :—	\$ cts.	\$ cts.
118	Working materials, right of way, extension of line into Montreal, &c.....	550,913 45	
119	Lands and property.....	111 71	
119	Changing line from Prince Edward Street, Quebec....	31,875 00	
	Total for year.....\$		582,900 16
	PUBLIC ACCOUNTS OF 1884 :—		
129	Outstanding accounts.....	13,707 31	
129	Construction and lands.....	146,975 04	
130	Lands and property.....	73,746 24	
130	Changing line from Prince Edward Street, Quebec....	188,125 00	
130	Indemnity for "Palais" Harbour.....	15,000 00	
	Total for year.....\$		437,553 59
	PUBLIC ACCOUNTS FOR 1885 :—		
	Outstanding accounts.....	23,526 47	
	Lands and property.....	159,251 54	
	Total for year.....\$		182,778 01
	Grand Total.....		\$1,203,231 76
	LESS :—		
	Proceeds of Debentures of the City of Quebec, applicable to the change of the line from Prince Edward Street.....	220,000 00	
	Refund by North Shore Railway Company of amount paid for indemnity for "Palais" Harbour.....	15,000 00	
	Refund by Pacific Railway Company of portion expended after the sale of the outlay for workshops and extension of the line at Montreal.....	53,738 42	
	Insurance and rents refunded in 1883.....	2,407 78	
	Total Refunds.....\$		291,146 20
	Net Expenditure.....\$		912,085 56
	LESS ALSO :—		
	Amount in excess of \$132,000.00 expended on extension into Montreal, refundable by the Corporation.....		73,088 22
	Balance		\$838,997 34

STATEMENT

Of amounts received and paid out on Revenue Account of the Q. M. O. & O. Railway, from the 1st of July 1882 to the 30th of June 1885.

	RECEIPTS.	PAYMENTS.
	\$ cts.	\$ cts.
Fiscal year 1882-83	54,949 85	90,621 90
Fiscal year 1883-84	1,248 98	6,700 00
Fiscal year 1884-85	9,741 35	20,549 95
	\$65,940 18	117,871 85
		65,940 18
Surplus of Payments		\$51,931 67

CLASSIFICATION

Of the sum of \$1,203,231.76 expended on "Construction Account" of the Quebec, Montreal, Ottawa and Occidental Railway during the three fiscal years ending 30th June 1885.

		\$	cts.	\$	cts.
1	<i>Rolling Stock :—</i>				
	Balance due J. McDougall for cars.....			21,916	98
2	<i>Arbitrations :—</i>				
	In full MacDonald's award.....	137,904	00		
	On ac. McGreevy's award.....	124,165	40		
	Balance of arbitrators fees re MacDonald....	7,218	74		
	“ “ “ re McGreevy....	5,720	58		
	Payment of sundry expenses re McGreevy and MacDonald.....	4,000	00		
	Counsel fees MacDonald and McGreevy....	16,700	00		
				295,708	72
3	<i>Hull Bridge :—</i>				
	Settlement with H. J. Beemer.....			42,500	00
4	<i>Montreal Extension :—</i>				
	H. J. Beemer.....	91,098	66		
	Land and other expenditure.....	44,631	94		
				135,730	60
5	<i>Montreal Workshops :—</i>				
	St. Louis Bros.....			44,275	74
6	<i>Bridge :—</i>				
	Balance due Toronto Bridge Co.....			12 553	00
7	<i>Joliette Branch :—</i>				
	L. A. Roberge (for St. Félix de Valois Extension).....			10,078	72
8	<i>Changing line :—</i>				
	From Prince Edward st., North Shore Ry. Co.....			220,000	00
9	<i>Indemnity for "Palais" Harbour :—</i>				
	Corporation of Quebec.....			15 000	00
10	<i>Lands and Property :—</i>				
	Hogan & Beaufort, for Land.....	247,094	92		
	“ “ for Bridge.....	10,500	00		
	Corporation of Quebec ("Palais").....	18,119	37		
	Mrs. Scott, Hull.....	3,000	00		
	Mrs. Clunie, Lachute.....	2,429	60		
	Alonzo Wright, Hull.....	1,500	00		
	Heirs Kimpton.....	408	81		
	“ McConnell.....	249	90		
	“ Hastings.....	96	09		
				283,398	69
11	<i>Current Construction Account :—</i>				
	April, 1882.....	\$19,000	00		
	May, 1882.....	37,000	00		
	June, 1882.....	31,500	00		
				87 500	00
12	<i>Sundries :—</i>				
	Lacoste & Globensky,—fees and costs.....	5,000	00		
	P. A. Peterson,—indemnity.....	2,000	00		
	L. J. A. Papineau,—(Bellerive, ac. int.)....	1,575	00		
	Small outstanding accts. paid by Ry. Dept..	25,994	31		
				34,569	31
	Total.....			\$1,203,231	76

PIÈCE P.

CHEMIN DE FER QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL.

Décomposition de la somme de \$582,900.16 payée en 1882-83.

	\$	cts.	\$	cts.
<i>Matériel roulant :—</i>				
Balance due à J. McDougall pour chars			21,916	98
<i>Arbitrages :—</i>				
Montant de la sentence en faveur de M. MacDonald	137,904	00		
Frais imputables à l'hon Thomas McGreevy	7,520	58		
Frais d'arbitres dans l'affaire McGreevy, imputables au gouvernement	5,720	58		
Frais d'arbitres dans l'affaire McGreevy, imputables à M. MacDonald	7,218	74		
Honoraires d'avocats dans les deux arbitrages	16,700	00		
Divers paiements dans les deux arbitrages	4,000	00		
			179,063	90
<i>Pont de Hull :—</i>				
Règlement final avec H. J. Beemer			42,500	00
<i>Extension à Montréal :—</i>				
Règlement final avec H. J. Beemer	91,098	66		
Terrains et autres paiements	16,701	23		
			107,799	89
<i>Ateliers à Montréal :—</i>				
Règlement final avec St. Louis et frères			44,275	74
<i>Ponts :—</i>				
Balance due à la compagnie "Toronto Bridge Co."			12,553	00
<i>Embranchement de Joliette :—</i>				
Règlement final avec L. A. Roberge pour l'embranchement de St. Félix de Valois			10,078	72
<i>Déplacement de la ligne :—</i>				
Rue du Prince Edouard; à-compte des \$220,000.00, sui- vant conventions du 21 août 1882, basées sur 45 Vict., chap. 20, sec. 7			31,875	90
<i>Terrains et propriétés :—</i>				
Hogan & Beaufort	16,080	59		
Héritiers McConnell	249	90		
" Kimpton	21	45		
			16,351	94
<i>Paiements mensuels de construction :—</i>				
Avril 1882	19,000	00		
Mai 1882	37,000	00		
Juin 1882	31,500	00		
			87,500	00
<i>Divers :—</i>				
Lacosta & Globensky, —honoraires et frais	5,000	00		
P. A. Peterson, —indemnité	2,000	00		
L. J. A. Papineau, —int. achat de la propriété Bellerive	1,575	00		
Comptes, etc	20,409	99		
			28,984	99
Total			\$582,900	16

CHEMIN DE FER QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL.

Décomposition de la somme de \$437,553.59 payée en 1883-84.

	\$	cts.	\$	cts.
<i>Terrains et propriétés :—</i>				
Henry Hogan.....	71,963	44		
Corporation de Québec ("Palais").....	18,119	37		
Héritiers Kimpton.....	186	71		
" Hastings.....	96	09		
Alonzo Wright.....	1,500	00		
			91,865	61
<i>Arbitrages :—</i>				
Montants payés à la banque de Montréal et pour terrains près de Québec, imputables à l'hon. Thomas McGreevy.....			110,047	95
<i>Extension à Montréal :—</i>				
Payé à la compagnie du Gaz.....	18,807	72		
Payé pour divers terrains.....	8,627	62		
Payé pour frais d'expropriation.....	495	37		
			27,930	71
<i>Divers :—</i>				
Petits comptes, etc.....			4,584	32
<i>Travaux, etc., à Québec :—</i>				
Déplacement de la ligne de la rue du Prince Edouard : for- mant, avec la somme de \$31,875.00 payée en 1882-83, \$220,000.00, lesquelles ont été remboursées avec les dé- bentures de la cité de Québec.....	188,125	00		
<i>Indemnité pour Hâvre au "Palais" :—</i>				
Remboursée par la compagnie du Chemin du Nord la même année, ainsi qu'appert par l'entrée elle-même dans les comptes publics.....	15,000	00		
			[203,125	00
Total.....			\$437,553	59

CHEMIN DE FER QUÉBEC, MONTREAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL.

Décomposition de la somme de \$182,778.01 payée en 1884-85.

	\$	cts.	\$	cts.
<i>Terrains et propriétés :—</i>				
Henry Hogan,—terrains.....	159,050	89		
“ “,—pont.....	10,500	00		
Héritiers Kimpton.....	200	65		
Madame Scott.....	3,000	00		
Madame Clunie.....	2,429	60		
			175,181	14
<i>Arbitrages :—</i>				
Montant payé aux Ursulines de Québec, imputable à l'hon. Thomas McGreevy.....			6,596	87
<i>Divers :—</i>				
Petits comptes, etc.....			1,000	00
Total.....			\$182,778	01

Assermenté.

A. B. ROUTHIER, C. R.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }

Commission Royale.

ENQUETE CONCERNANT LE CHEMIN DE FER Q., M., O. & O.

Le 26ème jour de mars 1886.

PRÉSENT : L'HONORABLE A. B. ROUTHIER,

Commissaire Royal.

DEPOSITION de l'Honorable PIERRE BOUCHER DE LA BRUÈRE, de St-Hyacinthe, orateur du Conseil Législatif, agé de 48 ans, lequel, étant dûment assermenté sur les Saints-Evangiles, dépose et dit :

* Q.—Vous êtes président du Conseil Législatif ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Depuis combien d'années ?

R.—Depuis mil huit cent quatre-vingt-deux (1882), depuis mars mil huit cent quatre-vingt-deux (1882).

Q.—Vous avez voté en faveur de la vente du chemin de fer du Nord ?

R.—Oui, monsieur, j'ai voté en faveur de la vente du chemin de fer du Nord.

Q.—Et vous avez fait un discours, sinon plusieurs à ce sujet ?

R.—J'ai fait une couple de discours.

Q.—Au soutien de votre vote ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Savez-vous si vos discours sont fidèlement rapportés dans les débats de M. Desjardins ?

R.—Je crois qu'ils sont assez fidèlement rapportés. Il peut y avoir quelque chose, quelque petite chose.

Q.—Auriez-vous quelques nouveaux motifs, aujourd'hui, à ajouter à ceux que vous avez donnés alors en faveur de la vente du chemin de fer ?

R.—De nouveaux motifs ? je partage encore l'opinion que nous avons bien fait de vendre le chemin de fer du Nord.

Q.—Auriez-vous quelques nouvelles raisons à offrir en faveur de votre opinion ?

R.—Je n'en ai pas de présentes à l'esprit dans ce moment.

* Cette déposition, ainsi que les suivantes, s'étant trouvées écartées, n'ont pu être trouvées à temps pour être imprimées dans le vol. III., et ont dû l'être dans celui-ci.

Q.—On a dit que plusieurs députés et conseillers législatifs avaient voté pour le Gouvernement dans cette circonstance moyennant certains avantages, souscriptions électorales ou autres faveurs, connaissez-vous quelque chose à ce sujet ?

R.—Je ne connais aucune chose à ce sujet.

Q.—Connaissez-vous quelques députés ou quelques conseillers législatifs qui aient agi pour des motifs intéressés ?

R.—Je n'en connais pas. Je sais que des accusations ont été portées dans le temps, mais je n'y ai pas ajouté foi. Je connais assez les députés conservateurs pour croire qu'ils n'ont pas dû acquérir leurs convictions par faveur ou autre chose.

Q.—Vous pouvez jurer que vous-même, vous avez voté pour ce que vous croyiez être dans l'intérêt du pays ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Il a été dit dans le public que vous étiez d'abord contre la vente du chemin de fer du Nord et que pour vous faire changer d'opinion, on vous aurait offert la position de président du Conseil Législatif, veuillez nous dire ce qui en est de cette accusation ?

R.—Lorsque les journaux de Montréal ont annoncé que la section Ouest du chemin de fer du Nord avait été vendue au chemin de fer du Pacifique, j'ai écrit dans mon journal un article annonçant la rumeur. J'avais toujours été favorable à la vente du chemin de fer du Nord à la Compagnie du Pacifique. Je disais dans cet article après avoir annoncé la vente de la section Ouest à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique.

Q.—Avez-vous la date de l'article en question ?

R.—J'ai pris une note de cela seulement, dans le journal à la bibliothèque. Dans cet article, en date du vingt-cinq (25) de février mil huit cent quatre-vingt-deux (1882), j'écrivais : " d'après les organes du Gouvernement de Québec, il paraît *certain* que le Gouvernement Chapleau a conclu avec le syndicat du Pacifique un marché pour la vente de la section Ouest de notre chemin provincial de Montréal à Ottawa."

Plus loin, j'ajoutais " Puisqu'il est vrai que la section Ouest est promise à la compagnie du Pacifique, l'Honorable M. Chapleau louerait-il la section Est du chemin ? Voilà encore une question importante qui mérite à tous égards d'être étudiée et qui sans doute recevra sa solution dans la session qui va s'ouvrir." J'ajoutais sous forme interrogative : " Ne vaudrait-il pas mieux attendre, pour affermer la partie qui s'étend de Québec à Montréal, que sa valeur en soit accrue par l'importance que lui donnera ce raccordement avec le terminus du chemin de fer du Pacifique à Montréal ? "

Voici quelle était mon opinion dans le temps, c'était une question que l'on devait étudier et sur laquelle je ne me suis pas prononcé formellement, car alors je n'étais pas, comme bien d'autres, en possession de renseignements suffisants pour me prononcer sur la question. C'est tout ce qui a été dit, je crois, par mon journal à ce sujet.

Q.—Dans tous les cas, cette accusation est fausse ?

R.—Oui, monsieur, certainement ; il n'y a pas eu d'autre écrit sur la question que celui-là dans mon journal.

Q.—Vous dites formellement que ce n'est pas la situation qui vous a été donnée, qui vous a fait voter en faveur de la vente du chemin de fer du Nord ?

R.—Non, monsieur, certainement, cela avait toujours été, du reste, la politique de Sir George Etienne Cartier, de fixer le terminus du chemin de fer du Pacifique dans la Province de Québec. C'était une politique sur laquelle j'avais eu occasion, du reste, de me prononcer plusieurs fois dans un sens favorable.

Q.—Avez-vous pris connaissance du règlement intervenu entre le Gouvernement et la Cité de Québec et le syndicat Sénécal après la vente du chemin de fer du Nord ?

R.—Je n'étais pas dans le Gouvernement dans le temps ; seulement, j'en ai pris connaissance alors, parce que la chose, le règlement, a été publié dans les journaux ou produit en Chambre à la session suivante.

Q.—Vous n'en avez pas pris une connaissance personnelle et vous n'avez pas fait d'étude là-dessus ?

R.—Non, monsieur, j'ai cessé de faire partie du Gouvernement immédiatement après la session de mil huit cent quatre-vingt-deux (1882).

Q.—Pouvez-vous donner à cette Commission quelques renseignements sur l'administration du chemin de fer du Nord par M. Sénécal comme surintendant ?

R.—Je ne puis donner aucun renseignement.

Q.—Autres que ceux qui sont dans les documents officiels ?

R.—Oui, monsieur, autres que ceux qui sont mentionnés dans les documents officiels.

Q.—A votre avis, M. Sénécal était-il un bon administrateur ?

R.—Il me paraissait dans le temps être un bon administrateur.

Q.—Croyez-vous qu'un Gouvernement puisse exploiter un chemin de fer aussi avantageusement qu'une compagnie privée ?

R.—Non, monsieur, je ne le crois pas.

Q.—Voulez-vous nous dire pourquoi ?

R.—D'abord, il y a la question du patronage, qui est considérable. Souvent on exerce une pression sur les ministres au moyen des députés ou des amis du Gouvernement.

L'exploitation peut en devenir plus onéreuse entre les mains du Gouvernement qu'entre les mains d'un particulier, qui peut diminuer les dépenses.

Q.—Vous croyez qu'une compagnie peut exploiter beaucoup plus avantageusement un chemin de fer que le Gouvernement ?

R.—Oui, monsieur. Je crois qu'une compagnie privée peut exploiter un chemin de fer beaucoup plus avantageusement qu'un Gouvernement, et ensuite il y a les raccordements qui peuvent s'effectuer plus promptement entre des compagnies privées entre elles qu'entre des compagnies privées et le Gouvernement, qui peut se croire des fois obligé de consulter les chambres à ce sujet.

Q.—On a dit que M. Sénécal, pendant son administration, avait dissimulé les véritables revenus du chemin de fer du Nord, afin de le déprécier et de l'acheter plus tard à meilleur marché, connaissez-vous quelque chose qui soit de nature à justifier cette accusation ?

R.—Non, monsieur, je ne connais rien qui soit de nature à justifier cette accusation.

Q.—Croyez-vous que le chemin de fer du Nord ait été vendu le plus haut prix qu'il pouvait être trouvé alors ?

R.—Je crois que oui, eu égard à l'intérêt de cinq pour cent qui était exigé, et du reste le syndicat Sénécal, je crois que le syndicat dont faisait partie M. Sénécal, est celui qui offrait les conditions les plus avantageuses, c'est ce que je crois.

Q.—Le syndicat Allan-Rivard s'est plaint de ce que, dans son opinion, le Premier Ministre d'alors lui avait fait toute espèce de difficultés pour l'empêcher d'acquérir le chemin de fer, possédez-vous quelques renseignements à ce sujet ?

R.—Je ne possède pas de renseignements à ce sujet-là.

Q.—Connaissez-vous les arrangements après la vente du chemin de fer du Nord, entre le syndicat Sénécal et le Grand-Tronc ?

R.—Non, monsieur, je ne connais pas ces arrangements.

Q.—Vous ne connaissez pas non plus, je suppose, les derniers arrangements faits entre le chemin de fer du Grand-Tronc et le Gouvernement fédéral ?

R.—Non, monsieur.

Q.—Étiez-vous en Chambre lorsque le Gouvernement de M. DeBoucherville s'est chargé de construire le chemin de fer du Nord ?

R.—En mil huit cent soixante-et-quinze (1875).

Q.—En mil huit cent soixante-et-quinze (1875) ?

R.—Non, monsieur, je n'y étais pas.

Q.—Y étiez-vous lorsque ce même Gouvernement a changé le tracé entre Maskinongé et Montréal ?

R.—Non, monsieur, je suis entré en Chambre en mil huit cent soixante-dix-sept (1877). J'ai été nommé dans l'automne de mil huit cent soixante-et-dix-sept, et alors le tracé avait été changé.

Q.—Connaissez-vous quelque chose au sujet du chemin de ceinture construit à Trois-Rivières ?

R.—Je ne connais que ce qui a été dit dans les journaux et en Chambre.

Q.—Quel est votre avis au sujet de ce chemin de fer de ceinture ?

R.—Il était considéré dans le temps comme un chemin de fer qui était inutile.

Q.—Avez-vous eu connaissance du contrat des *nut-locks* donné au Dr. McKay ?

R.—J'en ai eu connaissance parce que la chose a été discutée dans le Conseil même.

Q.—Et il a été fait une enquête aussi ?

R.—Oui, monsieur, il a été fait une enquête à ce sujet-là.

Q.—Voulez-vous dire quel était votre avis au sujet de ces *nut-locks*, de ce contrat ?

R.—Je crois que ce contrat était désavantageux à la province.

Q.—Est-il à votre connaissance que le contracteur, le Docteur McKay, ait souscrit certaines sommes alors pour différentes élections et entre-autres celle du St-Hyacinthe ?

R.—Je sais que la chose a été dite.

Q.—Vous ne le savez pas personnellement ?

R.—Non, monsieur, je ne le sais pas personnellement, car alors, je n'étais pas dans les confidences du Gouvernement Joly.

Q.—Possédez-vous quelques renseignements au sujet de la construction des embranchements de Berthier et de Joliette ?

R.—Je ne sais que ce qui se trouve dans les documents publics.

Q.—Vous ne connaissez rien autre chose ?

R.—Non, monsieur.

Q.—On a dit que les lignes de St-Lin et de St-Eustache avaient été vendues en même temps que la section Ouest du chemin de fer du Nord à la compagnie du Pacifique, afin de favoriser quelques spéculateurs porteurs de *bons* ou actionnaires de cette compagnie, et entre-autres, M. Sénécal, connaissez-vous quelque chose à ce sujet-là ?

R.—Je ne connais rien à ce sujet-là.

Q.—Connaissez-vous autre chose qui soit de nature à éclairer cette Commission sur les matières de la présente enquête ?

R.—Je ne crois pas que j'aie autre chose à dire.

Q.—Rien que ce qui est officiellement devant le public ?

R.—Oui, monsieur.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je certifie que ce qui précède est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

NARCISSE MALENFANT,
Sténographe.

Assermenté.

A. B. ROUTHIER, C. R.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }

Commission Royale.

ENQUETE CONCERNANT LE CHEMIN DE FER Q., M., O. & O.

Le 29ème jour de mars 1886.

PRÉSENT : L'HONORABLE A. B. ROUTHIER,

Commissaire Royal.

DEPOSITION de CHRISTOPHE ALPHONSE GÉOFFRION, de Montréal, avocat, dans le district de Montréal, âgé de 42 ans, lequel, étant dûment assermenté sur les Saints-Evangiles, dépose et dit :

Q.—Vous avez été mêlé aux luttes politiques ?

R.—Oui, monsieur, même très activement.

Q.—Depuis plusieurs années ?

R.—Depuis vingt ans.

Q.—Vous appartenez au parti libéral ?

R.—Oui.

Q.—Voulez-vous nous dire si vous connaissez, et comment vous l'avez connue, la liste des actionnaires de la compagnie du chemin de fer des Laurentides ?

R.—Je ne connais pas la liste actuelle des actionnaires de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, mais j'ai connu la liste des actionnaires lors de la vente du chemin de fer des Laurentides à la compagnie du chemin de fer du Pacifique en mil huit cent quatre-vingt-deux (1882), je crois. C'était dans le cours d'une poursuite que j'avais intentée contre Louis Adé-lard Sénécal, devant la Cour Supérieure, à Montréal. M. Sénécal était alors le président de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, et son avocat, à ma demande, produisit au dossier, la liste des actionnaires de cette compagnie, avec le montant des actions possédées par chacun des actionnaires. Cette liste n'a été assermentée par personne, mais je crois qu'elle était certifiée. Toujours est-il qu'elle a été produite au dossier de consentement par l'avocat de M. Sénécal, qui était le président de la compagnie du chemin de fer des Laurentides dans le temps.

Q.—Et cette liste est ?

R.—C'est cette liste-ci. Cette liste a été imprimée dans l'appendice de mon factum dans la même cause qui a été portée en appel par M. Sénécal. Je puis dire qu'elle est une exacte copie de celle qui a été produite au dossier pour l'avoir vérifiée moi-même lors de l'impression du factum.

Q.—Quel serait le montant des actions possédées par M. Sénécal, d'après cette liste-ci ?

R.—M. Sénécal, à la date en question, c'est-à-dire le neuf (9) mars mil huit cent quatre-vingt-deux (1882) possédait onze mille trois cent vingt-trois (11,323) actions au montant de dix piastres (\$10.00) chaque.

Q.—Quel était le montant des actions de M. Chapleau ?

R.—Cinq cents (500).

Q.—Cinq cents actions ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Maintenant, voulez-vous dire si vous avez connu, aussi, dans la même circonstance, quels étaient les porteurs de débentures des obligations de cette compagnie ?

R.—Je n'ai pas pu connaître dans le cours de ce procès quels étaient les porteurs de toutes les débentures ; mais, j'ai constaté quel était le montant des débentures possédées par M. Sénécal aux termes d'une admission signée par son avocat et rédigée en présence de M. Sénécal lui-même, que j'avais assigné comme témoin, dans le but de prouver ce fait-là, et qui, ne pouvant attendre que la Cour s'ouvrit, me fit offrir par son avocat une admission.

Il appert que M. Sénécal possédait, en mars mil huit cent quatre-vingt-deux (1882), c'est-à-dire, avant la vente du chemin de fer des Laurentides à la compagnie du Pacifique Canadien, des débentures au montant de cent mille piastres (\$100,000), et aux termes de cette même admission, il appert qu'il pouvait en outre en contrôler un autre montant d'environ cent mille piastres (\$100,000). J'ai compris dans le temps, que de fait M. Sénécal était propriétaire des deux cent mille piastres (\$200,000) de débentures, mais qu'il a fait mettre cette modification dans l'admission en question, parce qu'il n'était pas seul intéressé dans la deuxième classe de débentures, c'est-à-dire, dans le deuxième montant de cent mille piastres (\$100,000), et comme cela m'était inutile pour les fins du procès d'établir autre chose, que M. Sénécal avait un intérêt dans les débentures, je n'ai pas insisté pour faire particulariser quelles étaient les autres personnes intéressées dans le deuxième montant de cent mille piastres (\$100,000).

Q.—Savez-vous quel était le montant total des débentures ?

R.—Trois cent mille piastres (\$300,000).

Q.—Les débentures émises ?

R.—C'était le seul montant autorisé. Ils avaient émis leurs débentures pour le plein montant autorisé par le statut.

Q.—Pouvez-vous nous dire si la vente du chemin de fer des Laurentides à la compagnie du chemin de fer du Pacifique a favorisé les porteurs de débentures plutôt que les actionnaires de la compagnie ?

R.—Je n'en ai aucun doute ; car, aux termes de la vente, la compagnie du chemin de fer des Laurentides, quoique ne disposant pas de sa Charte, disposait de tout son actif entier, et d'un autre côté, la considération de cette vente était purement et simplement le rachat au pair des débentures émises, et la conséquence est que les actionnaires ne restaient plus qu'avec une charte illusoire, sans aucun actif quelconque, et que les porteurs de débentures seuls en retiraient le bénéfice complet.

Q.—Vous avez compris que M. Sénécal avait la majorité des actions de la compagnie du chemin de fer des Laurentides ?

R.—Oui, monsieur ; il ne les a eues que quelques jours avant l'assemblée des actionnaires décidant de vendre le chemin de fer de la compagnie des Laurentides ; jusqu'à la date du sept (7) mars qui a précédé de trois ou quatre jours cette assemblée des actionnaires, M. Sénécal n'avait pas la majorité absolue des actions. Il s'est procuré cette majorité absolue par l'acquisition de quatre cent cinquante (450) actions qu'il fit de M. J. O. Turgeon à la même date du sept de mars mil huit cent quatre-vingt-deux (1882).

Q.—Savez-vous si les autres actionnaires consentaient à la vente du chemin de fer des Laurentides ?

R.—D'après le procès-verbal de l'assemblée, dont j'ai eu connaissance dans le temps, les autres actionnaires n'ont pas assisté à l'assemblée décidant de vendre le chemin de fer de la compagnie des Laurentides. Ils ne paraissaient pas avoir été représentés ; de sorte que je ne puis vous dire s'ils approuvaient ou n'approuvaient pas la vente du chemin de fer. Mais l'assemblée ayant été tenue régulièrement, j'ai compris qu'ils avaient été mis en demeure d'exprimer leur volonté.

Q.—Savez-vous combien M. Sénécal avait payé pour ses actions et combien il avait payé pour ses débentures ?

R.—Pour ses actions, à part de celles achetées de M. Turgeon, je ne puis vous dire, d'après une connaissance personnelle, ce qu'elles lui coûtaient. Je sais bien qu'il était intéressé avec le contracteur, M. Jean-Baptiste de Longchamp, dans la construction du chemin de fer des Laurentides, et que, dès cette date, M. Sénécal se trouvait porteur d'un certain nombre d'actions formant une partie du prix du contrat. Je sais aussi que les actions du chemin de fer des Laurentides étaient absolument sans valeur sur le marché et qu'il a dû se procurer les autres, si non pour rien, du moins à un prix nominal, moins celles de M. Turgeon qui, sur une transaction finale intervenue dans le procès mû en mon nom comme cessionnaire des droits de M. Turgeon, ont coûté à M. Sénécal la somme de deux mille cinq cents piastres (\$2,500).

Q.—Ce qui fait plus que cinquante pour cent ?

R.—Oui, monsieur. Dans ce montant de deux mille cinq cents piastres (\$2,500) étaient compris environ cinq cents piastres de frais, frais en appel, frais en Cour de première instance d'abord, et frais en Cour d'Appel et frais au Conseil Privé. M. Sénécal ayant perdu sa cause tant en Cour Supérieure qu'en Cour d'Appel, avait porté sa cause au Conseil Privé, et comme je n'étais intéressé dans cette créance que jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents piastres (\$2,500), attendu que M. Turgeon m'avait transporté cette créance comme sûreté collatérale d'un endossement que j'avais fait pour lui, je mis alors M. Turgeon en demeure de me payer ma dette, et que je lui rétrocédais le montant de ses actions, qui se montaient à la somme de quatre mille cinq cents piastres (\$4,500). M. Turgeon ayant fait défaut de me payer ma dette, M. Sénécal s'offrit de me désintéresser, c'est-à-dire de me payer deux mille cinq cents piastres (\$2,500), ce que j'acceptai.

Voilà comment je puis dire que M. Sénécal a payé deux mille cinq cents piastres (\$2,500) pour les quatre cent cinquante (450) actions de M. Turgeon, sur lesquels il convient de déduire les faux frais ou les frais qu'il avait faits dans le procès en question.

Quant aux débentures, je lui en ai vendu moi-même pour huit mille

piastres (\$8,000) à raison de dix centins dans la piastre, savoir, huit cents piastres environ vers le mois de mars mil huit cent quatre-vingt-un (1881).

M. Sénécal me déclara, lors des négociations intervenues entre lui et moi pour la vente de ces débetures, que c'était le maximum qu'il avait jamais payé ; qu'il s'en était procuré pour un montant considérable à sept, huit et neuf cents dans la piastre. Après une conférence avec mes clients, à qui je représentai que dans mon opinion les débetures étaient absolument ou à peu près sans valeur, vu que le chemin de fer des Laurentides, d'après ce qui était de notoriété publique, payait à peine ses frais d'exploitation, je reçus instruction de mes clients de vendre les dites débetures à raison de dix cents dans la piastre.

A cette date, je suis parfaitement convaincu que M. Sénécal était la seule personne disposée à acheter les dites débetures, attendu que lui seul pouvait arriver à leur donner de la valeur en les réunissant toutes ou presque toutes entre ses mains.

Q.—Connaissez-vous d'autres personnes qui auraient été, à la date de la vente, porteurs de débetures de la compagnie du chemin de fer des Laurentides ?

R.—À la date de la vente, non, j'avais été sous l'impression, jusqu'à l'admission qui m'avait été donnée et qui d'ailleurs ne dit pas que M. Sénécal n'en avait pas plus, j'avais été dis-je, sous l'impression jusqu'à cette admission, que M. Sénécal les possédait toutes ; si je l'avais examiné comme témoin, j'avais l'intention de le questionner sur ce fait, mais ayant consenti à accepter une admission par laquelle il déclarait n'en posséder que les deux tiers, je ne puis affirmer rien de plus. Mais j'ai raison de croire qu'il ne les possédait pas toutes, et que M. DeBellefeuille en avait quelques-unes. Elles étaient de mille piastres (\$1,000) et de cinq cents piastres (\$500).

Il me semble que M. DeBellefeuille en avait pour trois ou quatre mille piastres ; car, il y a eu certaines difficultés entre M. Sénécal et M. DeBellefeuille à propos de ces débetures, et c'est venu même, si je ne me trompe pas, devant les tribunaux, mais je ne puis pas préciser s'il y a eu procès ou non.

Q.—Vous n'êtes pas en état de nous dire si M. King, le beau-père de M. Chapleau, en avait ?

R.—Non, monsieur, je ne sais pas. Comme je vous ai dit en commençant, je crois que M. King était une des personnes intéressées dans le montant de cent mille piastres (\$100,000) que M. Sénécal prétendait contrôler, mais je ne peux pas l'affirmer d'une manière positive ; mais c'est l'impression qui m'est résultée par la conversation que j'ai eue avec M. Sénécal quand l'admission a été rédigée de cette manière-là.

Q.—Vous êtes-vous formé une opinion sur cette vente du chemin de fer des Laurentides à la compagnie du chemin de fer du Pacifique ?

R.—Naturellement oui, avec les préjugés politiques que j'ai.

Q.—Avez-vous des objections à les exprimer ?

R.—Je n'ai pas d'objections précisément. D'après ce que je connais de la valeur du chemin de fer des Laurentides, je suis venu malgré moi à la conclusion que ce chemin de fer là a été imposé par dessus le marché au chemin de fer du Pacifique, qui n'aurait pas, je crois, payé la somme de trois cent mille piastres (\$300,000) le chemin de fer en question. Il avait

bien coûté ce montant-là, mais ne valait absolument rien comme exploitation entre les mains d'une petite compagnie avec si peu de capital et prenant en considération le peu d'étendue de la ligne. Si M. Sénécal, avec les quelques autres personnes qui ont négocié la vente du chemin de fer de Montréal à Ottawa, n'avait pas été en position d'imposer au chemin de fer du Pacifique l'achat de cette petite ligne, je suis convaincu qu'un tout autre résultat aurait eu lieu. Le chemin de fer du Pacifique aurait refusé d'acheter le chemin de fer des Laurentides, et sous bien peu de temps aurait fini par l'absorber ou l'acquérir à un prix bien moindre que le pair des débentures émises par la compagnie. Il faut dire que ceci n'est qu'une opinion ainsi que la question me demande de l'exprimer.

Q.—Connaissez-vous quelque chose au sujet de la ligne de St-Eustache ?

R.—Je ne connais rien du tout.

Q.—Vous ne connaissez rien non plus des embranchements de Joliette et de Berthier ?

R.—Non, monsieur, je ne connais rien du tout.

Q.—Connaissez-vous quelque chose concernant soit la construction, soit l'administration du chemin de fer du Nord ?

R.—Je puis déclarer ceci, c'est que je ne connais rien du tout. Connaissant la portée de l'enquête que doit faire cette Commission Royale, je puis déclarer que je ne connais rien absolument de plus que ce que j'ai déclaré qui puisse jeter de la lumière sur la question.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je certifie que ce qui précède est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

NARCISSE MALENFANT,
Sténographe.

Assermenté.

A. B. ROUTHIER, C. R.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }

Commission Royale.

ENQUETE CONCERNANT LE CHEMIN DE FER Q., M., O. & O.

Le 27ème jour de mars 1886.

PRESENT : L'HONORABLE A. B. ROUTHIER,

Commissaire Royal.

DEPOSITION de CHARLES MARCOTTE, de l'Islet, notaire, âgé de 40 ans, lequel, étant dûment assermenté sur les Saints-Evangiles, dépose et dit :

Q.—Vous êtes député à l'Assemblée Législative de Québec, pour le Comté de l'Islet ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Depuis quand ?

R.—Depuis le présent Parlement.

Q.—Depuis mil huit cent quatre-vingt-un (1881) ?

R.—Oui, monsieur, depuis le deux de décembre mil huit cent quatre-vingt-un (1881).

Q.—Vous étiez présent lors de la discussion sur la vente ?

R.—Oui, monsieur, j'étais présent lors de la discussion, lors de la vente.

Q.—Lors de la vente du chemin de fer du Nord ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—A la Compagnie du chemin de fer du Pacifique et au syndicat Sénécal ?

R.—Oui, monsieur, lors de la vente à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique et au syndicat Sénécal.

Q.—Vous avez voté en faveur de la vente du chemin de fer ?

R.—J'ai voté en faveur de la vente des deux sections.

Q.—Parce que vous la considériez avantageuse ?

R.—Parce que je la considérais avantageuse pour le pays, pour la Province de Québec. Cela a été le mobile qui m'a fait agir dans cette circonstance et non pas autre chose.

Q.—On a dit qu'un certain nombre de députés dans l'Assemblée Législative n'avaient voté en faveur de la vente du chemin de fer du Nord que moyennant considération pécuniaire ou autres, ou moyennant promesses de faveurs pécuniaires ou autres. Avez-vous des renseignements à donner à la Commission au sujet de cette accusation, et si oui, veuillez les donner ?

R.—Je ne connais rien du tout de ces accusations qui ont été lancées contre des députés, contre un certain nombre de députés.

Q.—Vous a-t-on fait, à vous-même, de ces promesses ?

R.—On ne m'a fait aucune promesse ni aucune offre.

Q.—Vous n'avez rien reçu ?

R.—Je n'ai rien reçu.

Q.—En considération de votre vote ?

R.—Je n'ai rien reçu en considération de mon vote.

Q.—Personne n'a cherché à vous influencer ?

R.—Personne n'a cherché à m'influencer par des promesses ou autres choses.

Q.—Ou par aucune autre considération ?

R.—Non, monsieur, mon vote a été l'expression libre de mon jugement.

Q.—De votre opinion ?

R.—Oui, monsieur, de mon opinion.

Q.—Vous n'avez pas d'autres raisons à donner à la Commission sur la vente du chemin de fer que celles qui ont été données dans le temps à la Chambre ?

R.—Non, monsieur, je n'ai rien à ajouter aux débats.

Q.—Vous n'avez rien à ajouter aux débats qui sont rapportés ?

R.—Je n'ai rien à ajouter aux débats, et c'est à la suite des débats qui ont eu lieu en Chambre, tels que rapportés par le Hansard-Desjardins, que j'en suis venu à la conclusion de voter en faveur de la vente du chemin de fer, et je n'ai rien à ajouter aujourd'hui aux raisons qui ont alors été données en faveur de la vente du chemin de fer du Nord.

Q.—D'après ce qui s'est passé depuis, cela vous confirme-t-il encore dans votre opinion ?

R.—Ce qui s'est passé depuis m'a confirmé dans mon opinion que la vente du chemin de fer du Nord était une bonne transaction.

Q.—Que la vente était une transaction avantageuse pour la Province ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Qui est-ce qui vous a choisi comme candidat en mil huit cent quatre-vingt-un (1881), sont-ce les partisans du comté ?

R.—J'avais commencé la lutte en mil huit cent soixante-et-dix-huit (1878), j'avais été défait et le comté a toujours eu les yeux sur moi pour continuer à faire triompher la cause conservatrice.

Pendant ce Parlement, et en mil huit cent soixante-et-dix-huit (1878) j'ai toujours continué à travailler dans le comté dans les intérêts conservateurs.

Q.—Avez-vous eu des rapports avec M. Sénécal comme candidat avant mil huit cent quatre-vingt-un (1881) ?

R.—Je ne le connaissais pas avant mil huit cent quatre-vingt-un (1881).

Q.—Avez-vous eu des rapports avec aucun de ses amis ?

R.—Non, monsieur, je ne le connaissais pas du tout dans ce temps-là.

Q.—Vous a-t-on demandé, avant que vous fussiez candidat, en mil huit cent quatre-vingt-un (1881), si vous favorisiez la vente du chemin de fer du Nord à M. Sénécal ?

R.—Non, monsieur, on ne m'a pas demandé cela.

Q.—Cela n'a pas été une des conditions de votre acceptation de la candidature ?

R.—Non, monsieur, cela n'a pas été une condition de mon acceptation de la candidature. Le choix a été fait par les partisans du comté et non par d'autres.

Q.—Et la question de la vente du chemin de fer du Nord a été complètement étrangère à votre choix comme candidat ?

R.—Oui, monsieur, la question de la vente du chemin de fer du Nord a été complètement étrangère à mon choix comme candidat, parce que le choix a été fait par les partisans conservateurs du comté.

Q.—Avez-vous reçu des souscriptions pour votre élection, et si oui, veuillez dire de qui ?

R.—Je l'ignore.

Q.—Personnellement, en avez-vous reçu ?

R.—Non, monsieur, personnellement, je n'en ai pas reçu et j'ignore s'il y a eu des dépenses de faites, outre les frais légaux.

Q.—Et qui ont été publiés ?

R.—Et qui ont été payés par moi.

Q.—Et qui ont été publiés ?

R.—Je ne sais pas si cela a été publié.

Q.—C'était votre propre argent ?

R.—Oui, monsieur, c'était de mon propre argent.

Q.—Connaissez-vous quelque autre chose de nature à renseigner la Commission sur les diverses accusations qui ont été lancées contre les administrations qui se sont succédées à Québec, depuis mil huit cent soixante-quinze (1875) ?

R.—Non, monsieur, je ne connais rien du tout.

Q.—Vous ne connaissez rien personnellement ?

R.—Non, monsieur, je ne connais rien personnellement.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je certifie que ce qui précède est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

NARCISSE MALENFANT,
Sténographe.

Assermenté.

A. B. ROUTHIER, C. R.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }

Commission Royale.

ENQUETE CONCERNANT LE CHEMIN DE FER Q., M., O. & O.

Le 23ème jour de décembre 1885.

PRÉSENT : L'HONORABLE A. B. ROUTHIER,

Commissaire Royal.

DEPOSITION de ERNEST PACAUD, de la cité de Québec, avocat, journaliste, dans le district de Québec, âgé de 35 ans, lequel, étant dûment assermenté sur les Saints-Evangiles, dépose et dit :

Q.—Vous êtes dans le journalisme depuis plusieurs années ?

R.—Oui, monsieur, depuis mil huit cent soixante-dix-sept (1877) ; je n'ai pas été continuellement dans le journalisme depuis ce temps-là. J'ai été nommé protonotaire, pour le district de Trois-Rivières, dans le mois de juin mil huit cent soixante-dix-huit (1878). Il y a eu un intervalle d'à peu près dix-huit (18) mois, où je n'ai pas été dans le journalisme.

Q.—Vous rédigez actuellement l'*Electeur* ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Vous avez été mêlé à la politique depuis un bon nombre d'années ?

R.—Oui, monsieur, depuis mil huit cent soixante-sept (1867).

Q.—Vous vous êtes occupé activement de toutes les questions qui sont venues devant le parlement, et qui ont été discutées dans la presse ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Vous étiez dans la politique lorsque le Gouvernement de M. DeBoucherville a changé le tracé du chemin de fer du Nord, entre Maskinongé et Montréal ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Et avez-vous une opinion sur ce changement de tracé ?

R.—Non, monsieur, j'ai dû avoir une opinion à cette époque-là ; même je me rappelle bien de la discussion qui a eu lieu à ce sujet-là, mais je ne me suis formé dans ce temps-là aucune impression assez forte pour qu'il puisse m'en rester à présent des souvenirs.

Q.—Vous étiez à Trois-Rivières, lorsque le chemin de ceinture (Loop Line) a été construit ?

R.—Oui, monsieur, j'y étais dans le temps.

Q.—Voulez-vous nous dire, si dans votre opinion, cette construction était nécessaire ?

R.—Lorsque ce chemin de ceinture a été construit, c'était considéré par tous les hommes d'affaires à Trois-Rivières, comme la plus grande amélioration publique qu'il y ait jamais eue à Trois-Rivières. Ils faisaient des calculs là-dessus. Je me rappelle avoir entendu, bien des fois, faire tous les calculs des avantages que la ville des Trois-Rivières allait en retirer par le fait que les steamers, vu la facilité du chargement et du déchargement, pourraient maintenant venir au quai des Trois-Rivières ; qu'un grand nombre de steamers, au lieu de s'arrêter à Québec, ou de se rendre à Montréal, vu les difficultés qui se rencontraient dans le lac St-Pierre, arrêteraient à Trois-Rivières pour y décharger leur cargaison. On énumérait tous les avantages qui en résulteraient pour la ville des Trois-Rivières. Enfin, je me rappelle que c'était considéré comme une affaire magnifique pour la ville des Trois-Rivières, j'y prenais un intérêt considérable ; j'étais aux Trois-Rivières dans le temps, et je m'en occupais d'autant plus que je considérais que ce chemin de ceinture sauverait M. Turcotte, qui avait donné son appui au Gouvernement Joly dans le temps. Enfin c'était considéré par tous les hommes d'affaires comme une affaire considérable pour la ville des Trois-Rivières, tellement considérable que c'était considéré comme devant sauver M. Turcotte.

Q.—Est-ce que vous croyez que ce salut de M. Turcotte fut un des motifs de l'administration d'alors pour faire construire le Loop-Line ?

R.—Je ne crois pas, je crois que c'était demandé par M. Turcotte. Je crois aussi que c'était demandé par le Conseil de Ville des Trois-Rivières. Je ne suis pas positif de ce fait-là ; mais en autant que je puis me rappeler, le Conseil de Ville a fait les conditions les plus favorables au Gouvernement de M. Joly pour permettre la construction du Loop Line. Je me rappelle qu'une fois, M. Joly est venu à Trois-Rivières, lorsque j'y étais moi-même ; il est venu chez moi, et je suis allé le conduire à l'Hôtel-de-Ville où il y avait une réunion, et les conditions qu'il faisait ont été acceptées à l'Hôtel-de-Ville ; je ne me rappelle pas trop quelles étaient ces conditions.

Q.—Savez-vous ce qui a empêché le Loop Line de produire le résultat qu'on en entendait ?

R.—Je crois qu'il y a eu des considérations politiques qui ont empêché que l'entreprise fut aussi profitable à la ville des Trois-Rivières qu'on l'espérait, pour nuire au Gouvernement Joly et à M. Turcotte, parce que les deux parties du chemin ne se sont pas rejointes. Du moins, quand j'ai quitté la ville des Trois-Rivières, le chemin n'était pas encore terminé, si les deux bouts se sont joints ce n'est qu'après.

Q.—Est-ce un fait que son utilité, pour le moment, est à peu près nulle ?

R.—Il y a cinq ans que je suis parti des Trois-Rivières, et j'y vais rarement depuis ce temps-là. Je ne pourrais pas vous dire, mais si c'était d'une grande utilité, ce serait un fait public que l'on connaîtrait. Je n'ai pas lieu de croire que ce soit d'une grande utilité, mais personnellement, je n'en connais rien.

Q.—Avez-vous eu connaissance du contrat des *Nut-locks*, donné par le Gouvernement Joly au Docteur MacKay ?

R.—Je n'en ai aucune connaissance quelconque, j'en ai entendu parler, c'est tout.

Q.—Mais vous n'en avez aucune connaissance personnelle ?

R.—Non, monsieur.

Q.—Je suppose que vous ne connaissez pas la valeur de la propriété à Montréal ?

R.—Non, monsieur, pas du tout.

Q.—Connaissez-vous quelque chose au sujet de la construction des embranchements de Joliette et Berthier, et savez-vous qui les a construits ?

R.—J'ai toujours entendu parler de la construction de ces embranchements-là, comme d'un vol manifeste. J'ai entendu entrer dans bien des détails de tout ce qui avait été volé au Gouvernement pour la construction de ces embranchements, les rails et les matériaux, tout ce qui entre dans la construction. Même, j'ai entendu dire cela en présence de celui qui a travaillé là-dedans, M. Roberge, mais, personnellement, je ne connais rien, c'est-à-dire que je n'ai jamais été sur les lieux, et je ne connais aucun fait que je pourrais attester sous serment. On disait que cela avait été construit à même les matériaux de la province—mais que lors de la vente, cela était tombé dans la poche des spéculateurs. Ce sont seulement des faits que j'ai entendu dire avec des détails assez précis, mais que je ne connais pas personnellement.

Q.—Avez-vous entendu dire de ces choses-là par M. Sénécal ou par M. Roberge ?

R.—Je l'ai entendu dire par M. Roberge, mais pas par M. Sénécal.

Q.—Qu'est-ce que M. Roberge vous en disait ?

R.—Je ne peux pas me rappeler positivement du langage qu'il m'aurait tenu à ce sujet-là. Mais je me rappelle des conversations que j'ai eues avec lui, notamment il y a deux ans à peu près à l'Hôtel St. Louis, à Québec, et que l'impression, que j'avais au sujet des vols qui avaient été commis lors de la construction de ces embranchements, était bien fondée, c'est-à-dire que des matériaux appartenant au Gouvernement avaient servi à la construction d'embranchements, dont le prix, au lieu de retourner dans le trésor local, était retourné dans la poche de ceux qui l'avaient construit.

Q.—Vous n'êtes pas en état de nous fournir aucun chiffre à ce sujet-là ?

R.—Non, monsieur, je n'ai aucun chiffre, et puis je ne me rappelle pas assez des détails non plus, je ne m'en rappelle pas. Je ne pourrais pas me rappeler des paroles mêmes, que M. Roberge m'aurait dites. Seulement je suis bien positif que le langage qu'il m'a tenu a confirmé mon impression qu'il y avait quelque chose d'irrégulier dans la construction et dans la vente de ces embranchements.

Q.—Vous ne savez pas si la Compagnie qui a construit ces embranchements a tenu compte plus tard au Gouvernement des matériaux qu'elle avait eus ?

R.—Non, monsieur, je n'en sais rien.

Q.—Avez-vous quelques renseignements à fournir à cette Commission sur l'administration du chemin de fer du Nord par M. Sénécal comme surintendant, et pouvez-vous nous dire si cette administration a été bonne ou mauvaise ?

R.—Je n'ai pas eu avec le surintendant du chemin de fer du Nord, ni avec aucun des employés de son département, des rapports qui puissent me permettre de donner aucun détail au sujet de l'administration du chemin de fer du Nord. Tout ce que je puis dire, c'est que j'ai entendu et j'ai eu

occasion d'entendre le témoignage de M. Louthood, le secrétaire de M. Sénécal, dans un procès pour libelle devant la Cour Criminelle à Montréal, de M. Sénécal contre M. Laurier, et que le témoignage de M. Louthood m'a confirmé dans mon impression, que c'était un état de chose des plus irréguliers pour ne pas dire davantage. M. Louthood a juré, étant le secrétaire de M. Sénécal, le surintendant, que quand M. Sénécal avait besoin d'argent, il n'avait qu'à dire à M. Louthood de lui faire un chèque pour tel montant et M. Louthood lui faisait un chèque. Et je me rappelle aussi qu'à cette époque, M. Louthood n'a pas donné, ou n'a pas été en position de donner d'états pour établir le montant auquel M. Sénécal avait droit, ni s'il avait droit d'avoir de l'argent quand il lui donnait des chèques comme cela.

Q.—Dites-vous que M. Louthood a juré que M. Sénécal pouvait retirer de l'argent sur un chèque de lui, M. Louthood ?

R.—Je me rappelle la chose, parce que j'ai eu occasion de faire un article à ce sujet-là, à l'Hôtel Windsor, à Montréal, pendant le procès, article que j'avais intitulé : " J'ai besoin d'argent, Louthood. " Ce qui m'avait le plus frappé, c'est que, quand M. Sénécal, le chef, avait besoin d'argent, il disait à M. Louthood, donne moi un chèque pour tel montant, et M. Louthood le lui donnait, et ce chèque était signé par M. Louthood et par Jos. Sénécal, et M. Sénécal pouvait avoir de l'argent—quand il le voulait—qui était déposé au crédit de la Province pour le chemin de fer—c'est ce qui m'a le plus frappé ; mais je ne puis pas jurer quant à l'exactitude des détails. C'est en mil huit cent quatre-vingt-un (1881) que ce procès-là a eu lieu, et je parle de mémoire. Je ne consulte aucun document pour me rafraîchir la mémoire, vu que je ne m'attendais pas d'être questionné sur ce point-là.

Q.—Auriez-vous constaté quelques autres irrégularités dans l'administration du chemin de fer du Nord ?

R.—Ce ne serait encore rien de personnel. Je ne pourrais pas jurer sur des faits qui pourraient ne pas être exacts et qui m'ont été racontés. J'ai, pour ma part, comme journaliste, porté une foule d'autres accusations contre l'administration du chemin de fer du Nord par M. Sénécal ; mais je puis jurer que je n'ai porté aucune de ces accusations à la légère, c'est-à-dire, provenant de simples imaginations. J'avais été informé chaque fois des choses. Il y a eu plusieurs accusations, entre autres que tous les amis de M. Sénécal, pendant le temps qu'il a été surintendant du chemin de fer du Nord, pouvaient voyager pour rien—qu'ils avaient des privilèges au détriment de la Province, qui leur étaient accordés par M. Sénécal, qu'il y avait des spéculations faites sur les achats qui étaient faits par M. Sénécal ou ses employés au compte de la Province pour l'usage du chemin de fer du Nord. Toutes ces accusations que j'ai portées, je les ai portées sur des renseignements qui m'étaient donnés par diverses personnes, mais je ne connais rien personnellement de tous ces faits-là. Je ne puis pas les jurer, vu que je n'ai vérifié aucun de ces faits-là.

Q.—On a dit que M. Sénécal avait dissimulé, diminué de quelque manière les recettes du chemin de fer du Nord, de façon à pouvoir l'acheter plus tard à meilleur marché, connaissez-vous quelques faits qui seraient de nature à établir cette accusation-là ?

R.—Je ne connais pas personnellement aucun fait. J'ai entendu mentionner bien des faits spéciaux à l'appui de cette prétention, mais person-

nellement, je ne puis établir cette accusation-là par aucun fait que je connaisse personnellement.

Q.—On a dit aussi qu'il avait retiré, comme salaire, un montant beaucoup plus élevé que celui auquel il avait droit, connaissez-vous quelque chose à ce sujet-là ?

R.—Non, monsieur, ceci pourrait peut-être être constaté, quoique avec difficulté, par les comptes publics. Mais moi-même, personnellement, je n'ai fait aucune constatation de cette nature.

Q.—Vous avez combattu dans votre journal la vente du chemin de fer du Nord par le Gouvernement au syndicat de M. Sénécal ?

R.—Avec toute la vigueur qu'il m'a été possible, non-seulement dans mon journal, mais dans les assemblées publiques aussi.

Q.—Etiez-vous opposé à la vente du chemin de fer en principe, ou seulement à la vente telle qu'elle a été faite ?

R.—J'étais opposé à la vente du chemin de fer complètement au point de vue de Québec. C'était plutôt à un point de vue pour le District de Québec.

Q.—Croyez-vous qu'un Gouvernement puisse exploiter un chemin de fer aussi avantageusement qu'une compagnie ?

R.—Je ne suis pas expert dans de semblables matières—mais au premier aperçu, je crois qu'une compagnie serait en état d'exploiter un chemin de fer plus avantageusement qu'un Gouvernement. Mais je crois qu'il y avait une considération plus élevée que celle-là, c'était de réserver le chemin de fer pour l'objet pour lequel il avait été construit, c'est-à-dire pour être un chaînon du Pacifique, et tant que cet objet n'était pas obtenu, le Gouvernement local n'aurait pas dû s'en départir pour se livrer à la mercie de compagnies privées qui n'avaient que leurs intérêts commerciaux privés en vue et non pas l'intérêt public.

Q.—Pensez-vous que la vente de la section Ouest à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique ne commençait pas à en faire un chaînon du Pacifique ?

R.—Non, je crois au contraire que c'était justement ce qui nous faisait perdre tout espoir, parce qu'en brisant le chaînon, on donnait la possibilité au Pacifique, on lui donnait comme une espèce d'*inducement* de s'arrêter à Montréal, et c'est ce qu'ils ont fait aussi, et de prendre la voie de Lachine pour s'en aller aux États-Unis.

Q.—Je suppose que vous étiez surtout opposé à la vente de la section Est au syndicat Sénécal ?

R.—J'étais opposé à la vente de tout le chemin de fer du Nord, des deux parties ; mais ce à quoi je m'opposais encore bien plus, c'était la vente de la section Ouest au Pacifique pour lui permettre de s'arrêter à Montréal et de vendre la section Est à un autre syndicat, qui serait comme une barrière pour empêcher le chemin de fer du Pacifique de passer, dont les intérêts surgiraient pour empêcher le chemin de fer du Pacifique de continuer jusqu'à Québec.

Q.—Votre opinion était que le Gouvernement aurait fait mieux d'attendre quelques années ?

R.—Oui, monsieur, et de le louer, comme le Gouvernement Joly voulait le faire, c'est-à-dire, le louer deux cent vingt-cinq mille piastres (\$225,-

000) pour la première année, c'est-à-dire, deux cent mille piastres (\$200,000) jusqu'à la complétion des travaux de construction du pont de Hull, et ensuite, deux cent vingt-cinq mille piastres (\$225,000) par année pour la première année.

Q.—Etes-vous d'avis qu'il y avait d'autres offres pour le chemin de Fer du Nord plus avantageuses que celles qui ont été acceptées ?

R.—Je crois qu'il n'y a pas de doute sur ce point, s'il faut en croire les déclarations des hommes publics, ce qui a été publié à ce sujet-là, ce qui a été dit et publié dans la presse ; si je me rappelle bien, le Premier Ministre de la Province, l'Honorable M. Ross, a déclaré de son siège au Conseil Législatif que des offres plus avantageuses avaient été faites par le syndicat Allan-Rivard. Je ne me rappelle pas des paroles dont il s'est servi, mais c'est l'impression qui m'est restée alors des paroles de l'Honorable M. Ross.

Q.—Avez-vous fait une comparaison des différentes offres qui ont été mises devant la Chambre ?

R.—Non, monsieur, il y a si longtemps que c'est passé et je n'ai rien vu depuis ce temps-là sur ce sujet. Je me rappelle bien avoir lu les correspondances pour me permettre de discuter la chose dans mon journal. Je me rappelle d'avoir lu toute la correspondance échangée entre le syndicat Allan-Rivard et le Gouvernement, et l'impression qui m'en est restée, c'est qu'il y aurait eu possibilité de faire des conditions plus avantageuses avec le syndicat Allan-Rivard, mais que le syndicat Sénécal l'avait emporté parce qu'il avait plus d'influence auprès du Premier Ministre, M. Chapleau. C'est là l'impression qui m'est restée de la correspondance officielle, telle que soumise à la Chambre, c'est-à-dire la correspondance échangée entre le syndicat Allan-Rivard et le Gouvernement.

Q.—On a dit que la vente des lignes de St-Lin et de St-Eustache, en même temps que la section Ouest, à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique, avait favorisé certaines spéculations de la part des propriétaires de ces lignes, des porteurs de bons, connaissez-vous quelques détails, quelques faits à ce sujet-là ?

R.—Je ne connais rien personnellement.

Q.—Vous ne savez pas quel était le propriétaire de ces lignes ?

R.—Non, monsieur, j'ai entendu dire bien des fois que M. Sénécal était porteur, était propriétaire d'un grand nombre de bons du chemin de St-Lin, mais tout cela, ce sont des choses que j'ai entendu dire. Aussi toutes ces choses-là, je les ai vues très souvent dans les journaux de Montréal, entre autres, dans le "Star." J'ai lu cela à propos des disputes qu'il y a eues à propos des bons du chemin de St-Lin. Mais, personnellement, je ne connais rien.

Q.—Il a été dit, que plusieurs députés avaient voté en faveur de la vente du chemin de fer du Nord au syndicat Sénécal, moyennant certains avantages pécuniaires, ou autres faveurs, pourriez-vous nous donner quelques renseignements là-dessus ?

R.—Je crois cette accusation-là parfaitement fondée, et j'ai entendu donner bien des détails. Naturellement je n'étais pas en rapport avec aucune de ces personnes-là, ni avec M. Sénécal ou ses amis, ni avec les députés qu'il influençait par des considérations d'argent. Je n'en sais rien personnellement, mais j'ai entendu dire entr'autre, que l'Honorable M. Cha-

pleau lui-même avait envoyé quinze cents piastres au notaire Charlebois pour M. Gauthier de Charlevoix. Il lui a envoyé cinq cents piastres (\$500) une fois et mille piastres (\$1,000) une autre fois dans une lettre. Ce sont des faits qui m'ont été donnés à cette époque-là. Ensuite j'ai vu un acte d'obligation de Deschesnes, député de Témiscouata, pour la somme de deux mille piastres (\$2,000). M. Sénécal lui avait avancé deux mille piastres (\$2,000).

Q.—Vous avez vu un acte d'obligation de deux mille piastres (\$2,000), en faveur de M. Sénécal ?

R.—Je ne sais pas si c'est en faveur de M. Sénécal, mais je sais que c'est une obligation par laquelle on prétendait que M. Deschesnes, député de Témiscouata, avait reçu deux mille piastres (\$2,000) de M. Sénécal ; tout ceci était pour les élections qui ont précédé la vente du chemin de fer. C'était pour les élections du deux décembre mil huit cent quatre-vingt-un (1881).

Q.—Ces sommes d'argent avaient été avancées d'après vos informations ?

R.—D'après les informations que l'on m'a données, ces sommes d'argent auraient été envoyées, les quinze cents piastres (\$1,500) auraient été envoyées par M. Chapleau, pour assurer l'élection de M. Gauthier, dans Charlevoix. Cela aurait été envoyé à M. Charlebois, par M. Chapleau lui-même ; autant que je puis me rappeler, c'est deux mille piastres (\$2,000) qui auraient été ainsi prêtées à M. Deschesnes, député de Témiscouata, et qui n'était pas payées encore tout dernièrement, il n'y a pas encore très-longtemps. Je ne sais pas s'il a payé maintenant. Il y a eu aussi six mille piastres payées, d'après ce que l'on m'a dit à l'un des Conseillers Législatifs, l'Honorable M. Savage.

M. Savage a encore dans ce cas-là, donné une hypothèque, mais on m'informe qu'il ne veut pas la payer, parce qu'il dit que c'était seulement pour la forme, mais que de fait les six mille piastres (\$6,000) lui étaient données pour le prix de son vote, sur la vente du chemin de fer du Nord. Je me rappelle aussi qu'on m'a raconté que M. Blumhart avait fait changer mille piastres (\$1,000) en billets d'une piastre (\$1,00), ici, en monnaie dure, pour mettre dans le comté de Bellechasse, pour faire élire Faucher de St-Maurice. Celui qui m'a dit cela, c'est le *broker* où il avait fait changer l'argent, et il m'a dit aussi le bateau par lequel cet argent avait traversé. On m'a dit aussi que de fortes sommes d'argent avaient été données aussi pour être employées dans l'élection de M. Brousseau, contre l'Honorable François Langelier, et une partie de ces argents auraient été remises à R. P. Vallée, qui représentait M. Brousseau à St-Raymond, et qu'il aurait pris cet argent, lui, d'après ce que l'on m'a raconté, à la station de St-Basile.

Q.—Pourriez-vous nous donner les noms des personnes qui vous ont renseigné sur ces différents faits ?

R.—Je le pourrais pour les quinze cents piastres (\$1,500), envoyées au notaire Charlebois, par M. Chapleau pour l'élection de Charlevoix, envoyées à M. Charlebois pour être repassées à M. Gauthier ; autant que je puis me rappeler, celui qui m'aurait donné ces renseignements, ce serait M. Tarte, ou M. J. F. Belleau, ou les deux. J'étais en rapport avec eux à cette époque-là, pour combattre la vente du chemin de fer du Nord, et je me rappelle

que dans le cours des conversations que nous avons eues à ce sujet-là, que ces renseignements m'ont été donnés au meilleur de ma connaissance par M. Tarte, ou par M. J. F. Belleau. Pour ce qui concerne le cas de M. Savage, M. Charles Langelier, m'a dit, lui-même, qu'il avait en sa possession la lettre de M. Savage, écrite à quelqu'un, dont je ne me rappelle pas le nom, pour lui dire que M. Chapleau, ou quelques-uns des siens allaient lui avancer la somme de six mille piastres (\$6,000), dont ils avaient besoin pour payer un de leurs créanciers. Pour le cas de M. Deschesnes, député de Témiscouata, j'ai vu moi-même l'obligation. Je n'ai pas été témoin de la transaction qui a amené cette obligation, ce contrat-là, mais on m'a dit que M. Deschesne avait besoin d'argent à cette époque-là, que la transaction avait été faite d'abord par M. Cimon, qui avait avancé l'argent, et que M. Cimon avait transporté l'obligation ensuite de cela à M. Sénécal. C'était M. Tarte qui avait l'obligation en mains.

Q.—C'était M. Xavier Cimon qui avait avancé l'argent ?

R.—Oui, monsieur.—Quant à la distribution d'argent dans le comté de Bellechasse et de Portneuf, je ne me rappelle pas quelles sont les personnes qui m'ont donné les informations. Je me rappelle qu'elles m'ont été données dans le temps, mais je ne me rappelle pas quelles sont les personnes qui m'ont dit cela. Dans le temps, on m'avait mentionné le nom de M. Rodier, comme étant celui qui avait distribué ces paquets d'argent, le long de la ligne du chemin de fer du Nord, la veille de la votation du deux (2) décembre mil huit cent quatre-vingt-un (1881) ; mais j'ai demandé à M. Rodier si c'était le cas, et M. Rodier m'a dit que ce n'était pas le cas, que ce n'était pas lui ; qu'il n'avait pas eu connaissance de cela, et qu'il n'avait pas fait de telles distributions d'argent le long de la ligne du chemin de fer du Nord.

Q.—M. Rodier était alors employé du chemin de fer du Nord ?

R.—Oui, monsieur, dans ce temps-là, il était employé de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Q.—Mais à présent il ne l'est plus employé ?

R.—Il n'est plus employé, je ne le sais pas. Je n'en sais rien, je l'ai perdu de vue depuis longtemps ; je ne sais pas s'il y est encore ou non.

A part des détails que je viens de donner, j'ai aussi pris communication moi-même de la déposition de M. Sénécal dans une cause d'élection, à Montréal, dans laquelle M. Sénécal admettait avoir donné des sommes d'argent aux candidats conservateurs pour leur aider à se faire élire aux élections du deux (2) décembre mil huit cent quatre-vingt-un (1881), et j'ai aussi vu à cette époque-là dans le journal " Le Canadien, " autant que je puis me rappeler, la déclaration de M. Tarte, qu'il tenait de bonne source qu'une somme de soixante-quinze mille piastres (\$75,000) avait été fournie par le syndicat Sénécal, qui convoitait alors le chemin de fer du Nord, afin de faire élire une chambre qui leur accorderait ce qu'ils convoitaient.

Q.—En parlant d'une déposition de M. Sénécal, voulez-vous dire celle qu'il a donnée dans une cause de François Côté contre L. A. Sénécal, devant la Cour Supérieure, à Montréal ?

R.—Oui, monsieur.

Q.—Connaissez-vous les arrangements intervenus après la vente du chemin de fer du Nord entre le syndicat Sénécal et le Grand-Tronc ?

R.—Non, monsieur, rien autre chose que ce qui est publié.

Q.—Ce qui a été publié ?

R.—Ce qui a été publié.

Q.—Savez-vous si les actions alors remises par la Compagnie du chemin de fer du Nord, au montant de cinq millions et quart, ont pu être négociées ?

R.—J'ai entendu dire que non : il y a eu un montant assez considérable de ces actions de déposé ici-même à la Banque Union de cette ville.

Q.—Comme garantie ?

R.—Comme garantie de prêts faits.

Q.—Savez-vous s'il y a eu des travaux de faits sur la section Est du chemin de fer dans l'intervalle de temps qui s'est écoulé entre le contrat de vente et la livraison du chemin ?

R.—Je n'en sais rien.

Q.—Je suppose que vous ne savez pas non plus, s'il y a eu des approvisionnements considérables de déposés ?

R.—Je l'ai entendu dire bien des fois avec bien des détails, des cargaisons de charbon qui avaient été achetées ; je l'ai entendu dire autant comme autant. Sur ce chapitre-là, on disait qu'en prévision de la vente au syndicat Sénécal, que le surintendant, M. Sénécal, avait fait des approvisionnements considérables pour bien longtemps ; mais je n'ai pas été visiter comme de raison, les sheds, pour voir si ce qu'on me disait, à propos de ces approvisionnements considérables de charbon, était fondé oui ou non.

Q.—Avez-vous pris quelque connaissance du règlement de la cité de Québec avec le Gouvernement et le syndicat Sénécal après la vente ?

R.—J'en ai pris connaissance, mais ce n'est pas une question que j'ai étudiée, attendu qu'elle a été traitée dans le journal par une autre personne en dehors de la rédaction que j'avais demandée expressément pour cet objet. Ceci me nécessitait un travail trop considérable pour étudier toute cette question-là. J'ai demandé à quelqu'un en dehors de la rédaction de traiter ce sujet-là.

Q.—Connaissez-vous d'autre chose, je veux dire d'autres faits, qui soient de nature à éclairer cette Commission sur les matières de cette enquête ?

R.—Personnellement, je ne connais rien, aucun détail précis ; je ne connais aucun fait que je pourrais attester positivement à l'appui d'aucune accusation, parce que je n'étais pas, à cette époque-là, en rapport avec aucune des personnes qui étaient mêlées à ces transactions-là, je ne parlais pas à M. Sénécal.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je certifie que ce qui précède est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

NARCISSE MALENFANT,
Sténographe.

Assermenté.

A. B. ROUTHIER, C. R.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC. }

Commission Royale.

ENQUETE CONCERNANT LE CHEMIN DE FER Q., M., O. & O.

Le 18ème jour de décembre 1885.

PRÉSENT : L'HONORABLE A. B. ROUTHIER,

Commissaire Royal.

DEPOSITION de l'Honorable ALEXANDRE LACOSTE, de Montréal, avocat, sénateur, dans le district de Montréal, âgé de 43 ans, lequel, étant dûment assermenté sur les Saints-Evangiles, dépose et dit :

Q.—Vous avez été conseiller législatif ?

R.—J'ai été conseiller législatif, nommé en mil huit cent quatre-vingt-deux (1882).

Q.—Et vous en êtes sorti ?

R.—J'en suis sorti à la fin de l'année mil huit cent quatre-vingt-trois (1883).

Q.—Vous étiez un des directeurs de la compagnie du chemin de fer de Joliette ?

R.—Je crois que j'ai été directeur de cette compagnie pendant quelques jours. Mais pour ce qui concerne les affaires de cette compagnie, j'ai surtout agi comme procureur.

Q.—Savez-vous quel était le principal intéressé de cette compagnie ?

R.—Non, à part de la compagnie elle-même, je ne me rappelle pas le nombre d'actions que j'avais moi-même.

Q.—M. Sénécal était-il un des directeurs de cette compagnie ?

R.—Je ne me rappelle pas. Mais c'est facile à constater par le livre des minutes, mais je ne m'en rappelle pas.

Q.—Qui est-ce qui a en mains le livre des minutes de la société ?

R.—Je ne le sais pas, je crois que cela a été déposé ici.

Q.—Savez-vous si M. Sénécal avait un fort montant d'actions dans la compagnie ?

R.—Je ne le sais pas, je ne sais pas même s'il en a jamais eu. Je doute fort qu'il en a jamais eu. Dans ces différentes transactions, je remplissais mes devoirs comme procureur, je n'allais jamais au-delà. Je ne connais pas tous ces détails-là.

Q.—Savez-vous si le Gouvernement a contribué pour quelque chose

et pour quel montant dans la construction de ce chemin à part des subventions accordées généralement aux chemins de fer.

R.—Je ne connais rien de cela.

Q.—Vous ne connaissez rien non plus du coût de ce chemin ?

R.—Non, monsieur, j'ai pu voir les chiffres dans le temps que l'on a vendu le chemin, mais je ne me rappelle pas. Il a fallu retirer l'argent du Gouvernement. Les documents montreraient cela, mais je ne m'en rappelle pas.

Q.—Vous avez agi comme procureur, lorsqu'il a été question de vendre ce chemin au Gouvernement ?

R.—Oui, monsieur, j'ai agi comme procureur dans cette affaire, je sais que l'on a vendu le chemin au Gouvernement, je sais que l'on a fixé le chiffre avec le Gouvernement, mais ce n'est pas moi qui l'ai fixé. Autant que je puis me rappeler, je suis venu à Québec pour terminer l'affaire avec le Gouvernement, et je crois que j'ai retiré l'argent moi-même du Gouvernement ; les livres le démontreront ; je crois que c'est moi qui ai retiré l'argent.

Q.—Quel montant avez-vous retiré, vous rappelez-vous ?

R.—Je constate par la copie de l'acte de vente consenti par la compagnie du chemin à rails, en date du vingt-cinq (25) d'août, mil huit cent quatre-vingt-un (1881), que la somme payée est de cinquante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-quinze piastres (\$54,995). J'ai dû donner un reçu au Gouvernement dans le temps. Ce serait facile à constater ; parce que le montant retiré, est le montant porté au reçu. J'ai des reçus chez moi des montants payés à différentes personnes.

Q.—Vous avez distribué cela alors entre les actionnaires ?

R.—Je crois, autant que je puis me rappeler, que la plus forte somme a été déposée par moi à la Banque Jacques-Cartier. Maintenant, il y a certains montants qui ont été payés à d'autres que des actionnaires, mais pour des dettes de la compagnie. Toute cette somme a été distribuée à la compagnie, ou pour la compagnie, pour les dettes de la compagnie. Ainsi, par exemple, il y avait M. Panneton qui avait un compte de deux cents ou trois cents piastres (\$200 ou \$300), pour des frais qu'il avait faits, j'ai payé M. Panneton, je crois, et aussi un autre montant à M. De Martigny, un *bonus* de cent piastres, comme directeur. Tout a été payé, autant que je me rappelle ; mais il m'est impossible de me rappeler à qui j'ai payé tous ces montants.

Q.—Pouvez-vous nous dire quel montant M. Sénécal a touché là-dessus ?

R.—Je ne sais pas quel montant M. Sénécal a touché, et parmi les reçus que j'ai chez nous, je ne vois aucun reçu de M. Sénécal, je ne connais aucun montant qu'il ait touché. Cependant, il faudrait me rappeler de la chose pour que je puisse le dire. Mais je ne me rappelle pas avoir rien payé à M. Sénécal de ce montant-là et je ne crois pas lui avoir rien payé.

Q.—At-il été payé quelque chose à M. Roberge de ce montant-là ?

R.—Je ne me rappelle pas.

Q.—Vous ne vous rappelez pas de la distribution des sommes d'argent ?

R.—La chose m'est impossible.

Q.—Pourriez-vous nous faire, chez vous, un état de la distribution de ces sommes d'argent ?

R.—Je veux bien vous donner tous les renseignements que je pourrais me procurer d'après les papiers que j'ai en main.

Q.—Aviez-vous quelqu'intérêt dans les lignes de St-Lin et de St-Eustache ?

R.—Aucun.

Q.—Savez-vous de quelque manière, quels étaient les actionnaires ou porteurs de bons de cette compagnie au moment de la vente du chemin de fer du Pacifique ?

R.—J'ai compris que les bons avaient été transmis soit par la compagnie du chemin de fer des Laurentides, ou M. Sénécal, au Pacifique. Je ne sais pas trop. Quant à moi personnellement, j'ai pu savoir dans le temps qui a transmis les bons au Pacifique ; j'ai pu en avoir une connaissance personnelle, je ne m'en rappelle pas ; mais, c'est ou la compagnie du chemin de fer des Laurentides, ou M. Sénécal. Je ne me rappelle pas de la chose à présent ; j'ai agi dans cette transaction comme avocat, et il y a une foule de faits que j'ai connus comme avocat et que j'ai oubliés ; mais je puis ajouter qu'il n'y a rien qui a frappé mon intention comme frauduleux ou illégal. De sorte que je n'ai pas eu de raison de garder ces faits dans ma mémoire. Tout me paraissait être régulier d'après ce que j'ai pu voir.

Q.—On a dit qu'il y a eu là une spéculation de la part des porteurs de bons qui les avaient achetés à très bas prix et qui les avaient revendus à leur pleine valeur. Connaissez-vous quelque chose à ce sujet ?

R.—Je ne crois pas que les bons aient été vendus à leur pleine valeur, enfin, je sais bien que d'après le contrat il appert qu'ils ont été vendus à cinquante pour cent. Je ne connais pas les conditions, mais je crois qu'il y a erreur. Je ne crois pas qu'ils aient été vendus à leur pleine valeur.

Q.—Vous ne savez pas non plus quels étaient les porteurs de ces bons ?

R.—Non, monsieur, je suis incapable de vous répondre. Il y a une foule de choses que j'ai oubliées, j'ai pu le savoir dans le temps cependant ; je ne le sais pas à présent. J'ai pu le savoir dans le temps, parce que j'ai été employé dans ce contrat-là comme avocat tout aussi bien que dans le contrat du Gouvernement.

Q.—Est-ce comme avocat du Gouvernement que vous avez été employé ?

R.—J'ai été employé comme avocat du Gouvernement pour la vente du chemin de fer du Gouvernement, et j'ai été employé aussi comme avocat des deux compagnies dans la vente des chemins de fer des deux compagnies.

Q.—On a dit que l'on avait imposé l'achat de ces deux lignes de chemin de fer, de ces deux embranchements, au Pacifique, qui n'en voulait pas, et que la chose avait été faite spécialement pour favoriser une spéculation ?

R.—Je n'ai pas eu connaissance de ces choses-là et je n'ai rien vu de semblable dans les négociations que j'ai faites. C'en est pas en ma présence du moins que cela a été fait, si telle chose est arrivée.

Q.—Croyez-vous que, pour la compagnie du chemin de fer du Pacifique, ces embranchements avaient une valeur égale au prix qu'ils ont payé ?

R.—Je ne suis pas assez connaisseur dans les chemins de fer pour vous le dire. Je ne pourrais pas vous donner une opinion là-dessus ; je ne suis pas compétent dans ces choses-là.

Q.—Vous avez voté en faveur de la vente du chemin de fer du Nord ?

R.—Oui, monsieur, j'ai voté en faveur de la vente au Conseil Législatif.

Q.—Et vous avez fait un discours à l'appui de votre vote ?

R.—J'ai parlé sur la question.

Q.—Avez-vous donné alors toutes les raisons que vous aviez à exposer en faveur de la vente du chemin de fer.

R.—Je n'ai pas donné toutes mes raisons parce que je n'ai pas terminé mon discours. J'avais décidé d'abord de ne pas parler sur cette question de la vente du chemin de fer ; parce que l'on disait dans le public que j'avais été nommé exprès pour cela, c'est-à-dire quelqu'un disait que j'avais été nommé exprès pour cela, pour exercer une influence induë sur le Conseil Législatif. Alors, sur cette accusation, j'avais décidé de ne pas faire de discours. Mais, à la fin de la discussion, à propos d'une question légale—j'ai été provoqué par l'Honorable M. Ross, et j'ai parlé—j'avais pu dire quelques mots auparavant, mais enfin, j'ai parlé à cette occasion-là pendant quelque temps.

Q.—Êtes-vous encore d'avis que cette vente du chemin de fer du Nord a été avantageuse à la Province de Québec ?

R.—Je le crois, je le crois foncièrement. Voici dans quelles circonstances j'ai pris part aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement et le chemin de fer du Pacifique. Depuis le mois de janvier, je crois, depuis le commencement des négociations, M. Chapleau m'avait demandé d'agir comme avocat du Gouvernement, et j'ai agi en cette qualité jusqu'au moment de la vente, au quatre (4) de mars. J'étais convaincu alors que c'était un avantage pour la Province de Québec que cette vente du chemin de fer du Nord, et lors que le contrat a été terminé, et que les conditions ont été arrêtées, je me suis trouvé avec M. Chapleau, et je lui ai exprimé toute la satisfaction que j'éprouvais de voir que la province en sortait de cette manière ; alors il m'a dit : "voilà un contrat qui renferme beaucoup de détails, il faudrait que quelqu'un fut au Conseil Législatif pour expliquer les détails de ce contrat. Tu as suivi toutes les négociations,—tu connais tous les détails du contrat,—tu devrais accepter une charge de conseiller au Conseil Législatif." Je lui ai dit là-dessus, que je ne pouvais pas accepter une telle place, que mes occupations ne me le permettaient pas, que sans être député, j'aimerais beaucoup que cette vente fût approuvée par les chambres, mais que mes occupations ne me permettaient pas d'accepter une place au Conseil Législatif. Sur cela, M. Chapleau me fit des reproches. Il me dit qu'il n'était pas permis à un citoyen de se tenir à l'écart dans ces circonstances, où mes services étaient exigés, que j'avais aidé à mener à bonne fin cette transaction que je considérais avantageuse pour la Province, et que je devais tâcher de l'aider à compléter cette vente, et que je me devais à mon pays. Sur cela j'ai donné mon consentement. M. Chapleau m'a dit : " M. DeBoucherville m'a offert sa place de conseiller législatif. Tu vas être nommé à sa place ; " là-dessus, je suppose qu'il y a eu des pourparlers entre M. Chapleau et M. DeBoucherville. Finalement, M. DeBoucherville n'a pas voulu résigner—ma nomination est restée-là,—je croyais que c'était fini, mais quelques jours plus tard, on est venu me dire, que M. Villemure abandonnait son siège, alors j'ai été nommé à sa place, mais, pendant le débat sur la vente du chemin de fer du Nord, de la partie Est surtout, j'ai vu qu'il y

avait beaucoup d'opposition à cette vente. Cependant je considérais la chose comme tellement avantageuse pour le pays, d'après les calculs que l'on faisait, que selon moi, le syndicat qui achetait la section Est du chemin se mettait dedans. Alors j'ai prié M. Sénécal, comme ami, de renoncer au contrat, pour faire cesser toutes ces discussions. Je lui ai dit que d'après tous les calculs qui se faisaient alors, il se mettait dans l'embarras, lui et les autres membres du syndicat qui achetaient la partie Est du chemin. Je lui ai dit : "vous devriez abandonner ce projet ; cela cause beaucoup de bruit.... Les opinions sont partagées sur la vente.... Je crois que c'est un avantage pour la Province de Québec, mais vous, je crois que vous y perdrez de l'argent." C'était ma conviction sur les transactions dans le temps. Là-dessus, M. Sénécal n'a pas voulu abandonner son projet. Mais cela m'a paru plutôt une question d'amour-propre chez lui. Il m'a paru, lui aussi, craindre qu'il ne payât trop cher. Je sais qu'il y a eu d'autres amis, à ma connaissance, qui lui ont parlé de la même manière. J'en avais aussi parlé avec M. Danseureau, et on croyait qu'il n'y aurait pas de profits possibles ; mais on voyait bien l'avantage qu'il y avait pour la Province dans cette vente. Que je me sois trompé ou non, c'était mes convictions dans le temps.

Q.—Est-ce que le syndicat de M. Sénécal n'a pas réalisé depuis un profit par les arrangements qu'il a faits avec la compagnie du Grand-Tronc ?

R.—Je ne connais pas les profits qu'ils ont pu réaliser ; mais il y a eu des travaux faits et il y a eu une activité déployée, que le Gouvernement n'aurait pas pu mettre pour amener la compagnie du Grand-Tronc à acheter la section Est. Quant aux travaux, je sais qu'il y a eu des travaux faits par le syndicat, mais je ne pourrais pas vous dire quels sont ces travaux. Dans le contrat avec le Grand-Tronc, les profits étaient très aléatoires. J'ai préparé moi-même le contrat et j'ai reproché à M. Sénécal de se mettre entièrement entre les mains du Grand-Tronc. Je lui ai dit : "si vous faites un profit, ce sera très difficile." Je crois qu'il a retiré deux cent cinquante mille piastres en argent, le reste est en débetures, et la valeur de ces débetures était très problématique, dans mon opinion.

Q.—Savez-vous s'il a pu négocier ces débetures-là ?

R.—Il n'a pas pu les négocier. Je ne sais pas s'il les a vendues, de fait, mais je sais bien que c'est ce qui est la cause de la ruine de M. Sénécal. Ce n'est pas une ruine directement ; le mot est un peu trop fort, mais il a perdu énormément. Il n'a pas pu négocier ces débetures, et ce que je prévoyais est arrivé. J'ai eu connaissance que les débetures depuis ont été achetées par le Gouvernement ou le Pacifique ; je crois que c'est quatre-vingt-sept et demi (87½) sans être positif, mais jusqu'alors les débetures n'ont pas pu être négociées. Je ne peux pas dire quel profit M. Sénécal a fait dans cette transaction, mais je doute fort que ce soit un profit considérable. Je sais que cela lui a coûté beaucoup de travaux, beaucoup d'activité et d'énergie et de dépenses pour amener la solution de la vente.

Q.—Est-ce que vous ne pensez pas que si le Gouvernement de la Province de Québec avait attendu pour vendre la section Est du chemin qu'il aurait pu toucher précisément ce montant que le Gouvernement Fédéral a payé en sus du montant du prix de vente ?

R.—Il m'est impossible de dire si la Province de Québec aurait pu toucher ce montant ; cela dépend des circonstances, mais il m'est impossible

de le dire. Je ne sais pas ce qui serait arrivé. Mais dans ce temps-là, je considérais que la vente du chemin de fer était un avantage pour la Province de Québec, j'appréciais les circonstances telles qu'elles étaient.

Q.—Pouvez-vous m'expliquer, comment il se fait que le chemin de fer du Grand Tronc n'ait pas voulu acheter d'abord et qu'il ait acheté ensuite, quelques mois après ?

R.—Je ne sais pas, c'est encore une matière d'opinion.

Q.—Mais enfin, pouvez-vous avoir des faits là-dessus, à nous donner ?

R.—Je n'ai aucun fait à vous donner ; moi, j'ai cru dans le temps que c'était la compétition que lui faisait le Pacifique dans l'Ouest, qui a forcé le Grand Tronc, ou plutôt qui a engagé le Grand Tronc à acheter le chemin de fer du Nord, et que la crainte de voir le Pacifique s'emparer de ce chemin, et de lui faire compétition jusqu'au port de mer, jusqu'à Québec, a été le mobile qui a engagé le Grand Tronc à acheter.

Q.—Mais ceci est-il basé sur des faits ?

R.—C'est un aperçu plutôt que autre chose, que je vous donne-là.

Q.—Avez-vous quelqu'idée des revenus que le chemin de fer du Nord a donnés depuis qu'il a été vendu ?

R.—Non, monsieur, je n'ai pas une idée de cela.

Q.—Vous n'êtes pas en état de nous dire si les revenus de la section Est du chemin, par exemple, ont suffi à payer les intérêts dus au Gouvernement ?

R.—Non, monsieur, je ne sais pas cela.

Q.—Possédez-vous quelques renseignements au sujet de l'administration du chemin de fer du Nord, par M. Sénécal, comme surintendant ?

R.—Non, monsieur, j'ai agi comme avocat, pendant qu'il était surintendant du chemin de fer du Nord. Il est venu très souvent au bureau pour les affaires du chemin de fer, des affaires légales.

Q.—Avez-vous connu quelques détails de son administration, comme surintendant du chemin de fer ?

R.—Pas assez pour en parler.

Q.—Et surtout relativement aux recettes ? Savez-vous s'il a rendu compte fidèlement ?

R.—Non, monsieur.

Q.—Vous ne connaissez rien de ces choses-là ?

R.—Non, monsieur, je ne connais rien de toutes ces choses-là. Tous les rapports que j'ai eus avec M. Sénécal, c'étaient des rapports d'avocat à client, pas autre chose.

Q.—Ainsi, on a prétendu qu'il avait dissimulé les recettes du chemin de façon à pouvoir acheter le chemin de fer plus tard à meilleur marché, connaissez-vous quelque chose à ce sujet ?

R.—J'ignore cela complètement.

Q.—On a dit aussi qu'il avait retiré un salaire plus élevé que celui auquel il avait droit ?

R.—J'ignore cela.

Q.—Avez-vous eu quelque chose à faire dans le règlement de la Cité de Québec avec le Gouvernement après la vente du chemin de fer ?

R.—J'ai pu avoir été employé dans cette affaire-là comme avocat, mais je ne m'en rappelle pas. J'étais l'avocat du syndicat ou de la compagnie du chemin de fer du Nord. On a dû m'en parler, bien que je n'aie dans le moment à la mémoire aucun fait particulier.

Q.—Je voudrais savoir si vous connaissez les détails de ce règlement pour nous dire à laquelle des parties contractantes cela a été le plus avantageux ?

R.—Je ne puis pas vous dire.

Q.—Ce que je désirerais savoir, c'est quelle distribution a été faite du montant que vous avez retiré pour prix de vente de la ligne de Joliette, et surtout quel montant M. Sénécals a touché sur cette somme ?

R.—Je ne peux pas vous dire que M. Sénécals ait reçu un seul centin et même je ne le crois pas ; mais, dans tous les cas, je verrai au Bureau ce que j'ai entre les mains et je vous donnerai toutes les informations que je pourrai vous donner.

Q.—Il a été dit que plusieurs députés avaient voté en faveur de la vente du chemin de fer au syndicat Sénécals, moyennant certains avantages pécuniaires ou souscriptions électorales ou autres faveurs, voulez-vous nous dire si vous connaissez quelque chose à ce sujet.

R.—Je ne connais rien à ce sujet-là, je n'ai pas eu connaissance d'aucuns tels faits.

Q.—Je suppose que vous avez pris connaissance des offres du syndicat Allan-Rivard lors de la discussion du projet ?

R.—Oui, monsieur, lors de la discussion du projet en Chambre.

Q.—Et vous n'avez pas considéré ces offres-là comme plus avantageuses que celles qui étaient faites ?

R.—Non, monsieur, dans le temps, j'ai considéré que le Gouvernement, tenant compte de toutes les circonstances, avait agi sagement.

Q.—En acceptant les offres ?

R.—En agissant ainsi qu'il l'a fait. J'ai considéré que sa conduite avait été très sage. Je ne suis pas en état de discuter la chose aujourd'hui, mais je sais que dans le temps, prenant toutes les circonstances, je justifiais le Gouvernement d'agir comme il l'a fait, et c'était la conclusion à laquelle j'arrivais en prenant l'ensemble de tous les faits et de toutes les circonstances.

Q.—Je vois, dans un discours que vous avez prononcé au Conseil Législatif, le vingt-cinq (25) d'avril mil huit cent quatre-vingt-deux (1882) et rapporté dans les débats de M. Desjardins, que vous auriez dit, en parlant du chemin de fer de St-Lin, qu'il valait la somme de cent cinquante mille piastres (\$150,000). Voulez-vous nous dire sur quels renseignements vous avez établi cette valeur ?

R.—Je ne me rappelle pas.

Q.—Etiez-vous en état d'évaluer vous-même ce chemin de fer ?

R.—Non, monsieur, cela a dû être sur des données que j'ai eues ; mais je n'étais pas en état d'évaluer le chemin par moi-même. Ce chemin de fer doit valoir au moins dix mille piastres (\$10,000) par mille, d'après ce que je connais, mais il peut valoir beaucoup plus.

Q.—Comment se fait-il alors que le Pacifique s'obligeait à payer des débentures au montant de trois cent mille piastres (\$300,000) ?

R.—C'est ce que j'ignore. Lorsque j'ai discuté la question au Conseil Législatif, je l'ai discutée au point de vue de l'intérêt de la Province de Québec, et voilà tout. Dans toute la transaction, du commencement jusqu'à fin, je ne connais rien de frauduleux dans la transaction, j'ai été beaucoup

mêlé à ces différentes transactions-là, comme avocat, et j'ai toujours cru que ceux qui ont pris part à la transaction agissaient de bonne foi, du moins, je n'ai eu aucune connaissance d'aucune chose blâmable.

Et le témoin ne dit rien de plus.

Je certifie que ce qui précède est la reproduction exacte de mes notes sténographiques.

NARCISSE MALENFANT,
Sténographe.

TABLE.

B

PAGE

<i>Balance Sheet A. & B.</i>	194
Berthier, embranchement de.....	259

C

Classification de sommes dépensées pour construction dans les trois années terminées le 30 juin 1885.....	294

F

Feuille de balance A. & B.....	194
Foin, réclamations des commerçants de.....	282

G

Géoffrion, C. A., déposition de.....	304

J

Joliette, embranchement de.....	259
Lettre de M. E. Moreau à l'Honorable A. B. Routhier.....	1

L

De LaBruère, Honorable P. Boucher, déposition de.....	299
Lacoste, Honorable A., déposition de.....	321

M

Marcotte, Charles, déposition de.....	309
Moreau E.—Lettre de M. à l'Honorable A. B. Routhier.....	1

P

Pacaud, Ernest, déposition de.....	312
Pièce M, état des réclamations des entrepreneurs.....	285
“ O, état des sommes payées depuis la vente.....	291
“ P, décomposition des sommes payées en 1882-83, 1883-84.....	295

R		PAGE.
Récapitulation Générale.....		204
Réclamations des marchands de foin.....		282
“ “ entrepreneurs du Q. M. O. & O.....		285
Résumé financier.....		216
Résumé final.....		255
S		
Ste-Thérèse, embranchement de.....		259
Sénécal (L. A.) Etat du salaire payé à.....		258
T		
Tableau No. 1, étant un état détaillé des montants payés sur les deux sections, pour construction et trafic depuis la livraison du Q. M. O. & O. jusqu'au 1er mars 1887.....		17
Tableau No. 2, étant un état détaillé payé à l'Honorable T. McGreevy pour construction de la section Est du Q. M. O. & O.....		27
Tableau No. 3, étant un état détaillé des montants payés pour construction de la section Est du Q. M. O. & O., du 15 janvier 1880 (date de la prise de possession de cette section) au 30 juin 1881, (partie A) et au 30 juin 1885 (partie B).....		59
Tableau No. 4, étant un état des frais d'arbitrage sur la réclamation de l'Honorable T. McGreevy et de M. Duncan Macdonald au 30 juin 1882 et au 30 juin 1885.....		69
Tableau No. 5, étant un état des sommes payées à M. D. Macdonald pour construction de la section Ouest du Q. M. O. & O., jusqu'au 30 juin 1882 (partie A).....		73
et jusqu'au 30 juin 1885 (partie B)		95
Tableau No. 6, étant un état détaillé des montants payés pour la construction de la section Ouest du 1er septembre 1878 au 30 juin 1885.....		97
Tableau No. 7, étant un état des montants payés à l'Honorable M. L. A. Sénécal, du 1er mars 1880 au 31 mars 1883 pour construction et trafic du Q. M. O. & O.....		120
Tableau No. 8, étant un état des <i>contingents</i> déboursés de janvier 1876 au 30 juin 1882, et au 30 juin 1885 et non répartis entre les deux sections.....		129

	PAGE.
Tableau No. 9 , étant un état des recettes déposées au crédit du Trésorier Provincial par Messieurs C. S. Scott, J. T. Prince, et L. A. Sénécal, du 30 septembre 1878 au 31 mars 1883, et des montants reçus par le Gouvernement du 1er janvier 1881 au 30 juin 1885, et gagnés par le Q. M. O. & O.....	171
Tableau No. 9½ , étant un état des sommes payées à compte du <i>revenu</i> sur la section Est du Q. M. O. & O. du 1er février 1880 au 30 juin 1885	177
Tableau No. 9¾ , étant un état des sommes payées à compte du <i>revenu</i> sur la section Ouest du Q. M. O. & O., de janvier 1879 au 30 juin 1885	183
Tableau No. 10 , indiquant les montants payés pour la construction et l'exploitation des deux sections du Q. M. O. & O., jusqu'au 30 juin 1885, et récapitulation générale.....	189